

TITRE IV

DES DÉPARTEMENTS PUBLICS

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

707. Pour l'administration des affaires publiques de la province, les départements ci-après nommés sont constitués :

1. Le département du Conseil exécutif, présidé par le premier ministre ;

Constitution
des départe-
ments.
Conseil exé-
cutif.

2. Le département du Procureur général, présidé par ce ministre ;

Procureur
général.

3. Le département du Secrétaire de la province, présidé par ce ministre ;

Secrétariat.

4. Le département du Trésor, présidé par le trésorier de la province ;

5. Le département des Terres et forêts, présidé par le ministre des terres et forêts ;

Terres et
forêts.

6. Le département de la Colonisation, des mines et des pêcheries, présidé par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries ;

Colonisation,
mines et pê-
cheries.

7. Le département de l'Agriculture, présidé par le ministre de l'agriculture ;

Agriculture.

8. Le département des Travaux publics et du travail, présidé par le ministre des travaux publics et du travail ;

Travaux pu-
blics et tra-
vail.

9. Le département de l'Instruction publique, qui relève du secrétaire de la province, mais dont la direction administrative est confiée au surintendant de l'instruction publique. S. R. Q., 698; 5 Ed. VII, c. 12, s. 6.

Instruction
publique.

CHAPITRE DEUXIÈME

DU DÉPARTEMENT DU CONSEIL EXÉCUTIF ET DES MATIÈRES QUI
EN RELÈVENT

PREMIÈRE PARTIE

DU DÉPARTEMENT DU CONSEIL EXÉCUTIF

SECTION I

DU CHEF ET DU PERSONNEL DU CONSEIL EXÉCUTIF

Conseil exé- **708.** Le département du Conseil exécutif est présidé par le
cutif. premier ministre.

Officiers. Les officiers de ce département sont un greffier et autant
d'employés qu'il est nécessaire pour le bon fonctionnement du
département. S. R. Q., 699; 60 V., c. 22, s. 7.

DEUXIÈME PARTIE

DES MATIÈRES QUI RELÈVENT DU DÉPARTEMENT

SECTION II

DE L'AGENT GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DANS LE ROYAUME-UNI *

Nomination **709.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil
d'un agent de nommer un agent général pour la province dans le
général. Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande. 8 Ed. VII,
c. 11, s. 1.

Ses fonc- **710.** L'agent général est le représentant officiel de cette
tions. province dans le Royaume-Uni, avec résidence dans le dit
royaume.

Sous la direc- Il est sous le contrôle du premier ministre et doit se guider
tion du pre- d'après les instructions qu'il en reçoit de temps à autre. 8 Ed.
mier minis- VII, c. 11, s. 2.
tre.

Son traite- **711.** L'agent général reçoit un traitement de six mille
ment. piastres par année. 8 Ed. VII, c. 11, s. 3.

Limitation **712.** Le total de son traitement et des dépenses qu'il peut
de son traite- encourir dans l'accomplissement de ses devoirs, soit pour
ment et des l'entretien de son bureau, soit pour toute autre cause légitime,
dépenses.

* NOTA.— N'entrera en vigueur que par proclamation.

ne doit pas dépasser onze mille piastres, et est payé par mandat du lieutenant-gouverneur à même le fonds consolidé du revenu de la province. 8 Ed. VII, c. 11, s. 4.

CHAPITRE TROISIÈME

DU DÉPARTEMENT DU PROCUREUR GÉNÉRAL ET DES MATIÈRES QUI EN RELÈVENT

PREMIÈRE PARTIE

DU DÉPARTEMENT DU PROCUREUR GÉNÉRAL

SECTION I

DU PROCUREUR GÉNÉRAL

713. L'officier en loi de la couronne est le procureur général. Offic. en loi de la couronne.
S. R. Q., 700.

714. Le procureur général est le juriconsulte officiel du lieutenant-gouverneur et le membre juriconsulte du Conseil exécutif de la province de Québec. Ses fonctions légales.
S. R. Q., 701.

715. Le procureur général a les attributions suivantes : Ses attributions.

1. Il veille à ce que les affaires publiques soient administrées conformément aux lois;

2. Il a la haute surveillance de toutes les matières qui concernent l'administration de la justice dans la province. S. R. Q., 702.

716. Les fonctions et pouvoirs du procureur général sont les suivants : Ses pouvoirs généraux.

1. Il a les fonctions et pouvoirs qui sont attachés à l'office de procureur général et de solliciteur général d'Angleterre, par la loi et l'usage, en tant qu'ils sont applicables en cette province, et aussi les fonctions et pouvoirs qui ont appartenu jusqu'à l'Union à ces charges, dans l'ancienne province du Canada, et qui, suivant les dispositions de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, relèvent du gouvernement de cette province;

2. Il donne son avis aux chefs des divers départements du gouvernement de la province sur toutes questions de droit concernant ces départements ou surgissant dans l'administration d'iceux ;

3. Il est chargé d'établir et autoriser la forme des instruments émis sous le grand sceau ;

4. Il est chargé de régler et diriger la demande ou la défense dans les contestations formées pour ou contre la couronne ou un département public, sur les matières comprises dans les limites de l'autorité ou des attributions du gouvernement de la province ;

5. Il a le contrôle et la direction de l'organisation judiciaire et des bureaux d'enregistrement, ainsi que le contrôle et la direction de l'inspection des bureaux des tribunaux, des bureaux d'enregistrement et des prisons ;

6. Il a aussi la surveillance des officiers de justice et des régistrateurs, lesquels relèvent tous de ce département ;

7. Il est chargé de la surveillance, de l'administration ou de l'exécution, suivant le cas, des lois relatives à la police. S. R. Q., 703 ; 60 V., c. 22, s. 8 ; 8 Ed. VII, c. 50, s. 1.

SECTION II

DE L'ASSISTANT-PROCURÉUR GÉNÉRAL

Assistant-
procureur
général.

717. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme par commission, un officier spécial appelé " l'assistant-procureur général."

Pouvoir de
l'assistant de
représenter
le proc. gén.

L'assistant-procureur général a le pouvoir *ex officio* de représenter le procureur général devant toute cour de justice. S. R. Q., 704 ; 56 V., c. 14, s. 1.

DEUXIÈME PARTIE

DES MATIÈRES QUI RELÈVENT DU DÉPARTEMENT

SECTION III

DE LA COMMISSION DES SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE DE QUÉBEC

§ 1.—De l'interprétation

Interpréta-
tion :

718. Dans la présente section à moins que le contexte n'indique le contraire :

" Commis-
sion " ;

a. Le mot " commission " signifie la Commission des services d'utilité publique de Québec ;

" Utilité
publique " ;

b. Les mots " utilité publique " signifient toute corporation autre qu'une corporation municipale, société, personne, et

association de personnes dont les affaires et les opérations sont sujettes à l'autorité législative de cette province, leurs locataires, fidéicommissaires, liquidateurs ou receveurs, nommés par toute cour, qui possèdent, exploitent, administrent ou contrôlent un système, outillage ou matériel pour la transmission de messages télégraphiques ou téléphoniques ou pour le transport de voyageurs ou de marchandises sur un chemin de fer, un tramway, ou pour la production, la transmission, la livraison ou la vente de la chaleur, de la lumière ou de la force motrice, soit directement ou indirectement, au public ou pour le public ;

c. Le mot " charte " signifie toute loi générale ou spéciale " Charte " de la Législature, en vertu de ou par laquelle une corporation ou compagnie est constituée en corporation, ainsi que toutes lettres patentes émises en vertu de cette loi générale. 9 Ed. VII, c. 16, s. 1.

§ 2—De l'organisation de la commission

719. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de Commission nommer une commission composée de trois membres et appelée " la Commission des services d'utilité publique de Québec. " ^{composée de trois mem- bres.}

Cette commission est une cour d'archives. 9 Ed. VII, c. 16, s. 2.

720. Tout membre de la commission reste en fonction ^{Durée des} pendant bonne conduite pendant une période de dix ans ^{à fonctions.} compter de sa nomination ; mais il peut, en tout temps, être destitué pour cause par le lieutenant-gouverneur en conseil. 9 Ed. VII, c. 16, s. 3.

721. L'un des membres de la commission est nommé prési-Président, dent et un autre président suppléant, par le lieutenant-gou-^{etc.} verneur en conseil. 9 Ed. VII, c. 16, s. 4.

722. 1. Dans le cas d'absence du président ou de son inca- ^{Fonction du} pacité d'agir, le président suppléant exerce les attributions du ^{président} président, et, en ce cas, tous les règlements, ordonnances et ^{suppléant,} autres documents signés par le président suppléant ont la ^{etc.} même valeur que s'ils étaient signés par le président.

2. Lorsque le président suppléant paraît avoir agi pour le ^{Présomp-} président, il est présumé avoir ainsi agi en l'absence ou ^{à tion.} cause de l'incapacité d'agir du président. 9 Ed. VII, c. 16, s. 5.

723. Deux membres de la commission en constituent le quo-Quorum, rum, et l'audition de toutes causes a lieu devant au moins deux membres de la commission ; néanmoins :

Un membre peut agir seul. a. Lorsqu'il n'y a pas de partie adverse et lorsqu'il n'est pas nécessaire de signifier d'avis à un intéressé, l'un des membres de la commission peut agir seul pour elle ; et

Rapport par un membre de la commission. b. La commission ou le président peut autoriser l'un des membres de la commission à lui faire un rapport sur quelque matière relevant de la compétence de la commission ou pendant devant elle, et, moyennant cette autorisation, ce membre a tous les pouvoirs de deux membres de la commission siégeant ensemble pour recevoir les témoignages ou obtenir les renseignements nécessaires aux fins de ce rapport. 9 Ed. VII, c. 16, s. 6

L'opinion du président prévaut, dans certains cas. 724. En l'absence du président, le président suppléant préside les séances, et l'opinion du président prévaut en toute question qui, de l'avis des membres de la commission, est une question de droit. 9 Ed. VII, c. 16, s. 7.

Effet d'une vacance. 725. Nulle vacance survenue dans la commission n'entrave le droit des membres restant d'exercer leurs fonctions. 9 Ed. VII, c. 16, s. 8.

Nomination de personnes comme commissaires temporaires. 726. S'il est de l'avis du lieutenant-gouverneur en conseil, que quelqu'un des membres de la commission a intérêt dans une affaire soumise à cette dernière, ou est inhabile à agir à raison de maladie, d'absence ou d'autre cause, il peut nommer quelque personne désintéressée pour agir en qualité de membre de la commission à sa place, au sujet de cette affaire, ou jusqu'à ce que l'inhabilité ait cessée ; et toute personne ainsi nommée peut compléter une affaire non terminée à laquelle elle a pris part, même si le membre de la commission qu'elle a remplacé est revenu, ou devenu habile à agir. 9 Ed. VII, c. 16, s. 9.

Emploi incompatible, etc., prohibé. 727. Aucun membre de la commission ne doit exercer une charge ou un emploi incompatible avec l'accomplissement de ses devoirs, et, soit directement ou indirectement :

a. Posséder ou acquérir pour lui-même des actions, obligations, bons, débetures ou autres valeurs d'une utilité publique, ni devenir intéressé pour son propre compte dans aucune telle action, obligation, bon, débeture ou autre valeur ;

b. Avoir aucun intérêt dans des inventions, appareils, machines, procédés ou articles brevetés, en tout ou en partie, qui peuvent être employés pour les fins d'une utilité publique.

Vente de certaines actions, etc., dans les six. Si ces choses ou quelque intérêt en icelles sont la propriété d'un membre de la commission lors de sa nomination, ou si, par la suite et après qu'il est entré en fonction, il les acquiert

par succession ou testament, il est obligé, dans les six mois ^{mois de leur} après cette nomination ou après leur acquisition, selon le cas, ^{acquisition,} de les aliéner ou d'aliéner l'intérêt qu'il peut avoir en icelles. ^{etc.}
9 Ed. VII, c. 16, s. 10.

728. Chaque membre de la commission doit, pendant l'exer- ^{Lieu de la} cice de sa charge, résider dans la localité que le lieutenant- ^{résidence.} gouverneur en conseil peut de temps à autre déterminer. 9 Ed. VII, c. 16, s. 11.

729. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine la ^{Localité où} localité où la commission doit siéger et où elle doit avoir son ^{doit siéger la} greffe ; il doit aussi mettre un local convenable à la disposi- ^{commission.} tion de la commission afin qu'elle puisse y tenir ses séances et y transiger ses affaires en général. 9 Ed. VII, c. 16, s. 12.

730. Lorsque les circonstances rendent opportun de tenir ^{La com. peut} une séance de la commission ailleurs que dans la localité ^{siéger dans} déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, la com- ^{toute partie} mission peut siéger dans toute partie de la province. 9 Ed. ^{de la pro-} vince. VII, c. 16, s. 13.

731. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, lorsqu'il en ^{Nomination} est besoin, nommer un ou plusieurs experts ou des personnes ^{d'experts,} qui possèdent des connaissances techniques ou spéciales sur ^{etc.} une question en litige, pour aider la commission par leurs conseils. 9 Ed. VII, c. 16, s. 14.

732. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un secré- ^{Secrétaire.} taire de la commission. Ce secrétaire occupe sa charge durant bon plaisir. 9 Ed. VII, c. 16, s. 15.

733. 1. Il est du devoir du secrétaire :

^{Devoirs du}
^{secrétaire.}

- a. D'assister à toutes les séances de la commission ;
- b. De tenir registre de toutes les procédures faites devant la commission ou l'un des commissaires en vertu de la présente section ;
- c. D'avoir la garde et le soin des archives et documents de la commission ;
- d. D'obéir à toutes les règles de pratique que peut faire et à toutes les instructions que peut donner la commission, concernant ses devoirs et ses fonctions ;
- e. De voir à ce que toutes les ordonnances et règles de pratique de la commission soient rédigées conformément aux instructions de cette dernière, à ce qu'elles soient signées par

le président, revêtues du sceau officiel de la commission et déposées à son bureau.

Transcription des ordonnances, etc. 2. Le secrétaire tient des registres convenables, dans lesquels il transcrit une copie exacte de ces ordonnances et règles de pratique, ainsi que de tous autres documents que la commission ordonne d'y transcrire ; et cette transcription constitue l'original de ces ordonnances et règles de pratique.

Copie de ces ordonnances, etc. 3. Le secrétaire est tenu, sur paiement des honoraires que peut déterminer le lieutenant-gouverneur en conseil, de fournir à qui le lui demande, copie certifiée de ces ordonnances, règles de pratique et autres documents. 9 Ed. VII, c. 16, s. 16.

Secrétaire pro temp. **734.** En cas d'absence du secrétaire la commission peut le remplacer temporairement. 9 Ed. VII, c. 16, s. 17.

Commission, ses membres, etc., protégés. **735.** La commission, ses membres, son secrétaire ni aucun employé sous son contrôle ne peuvent être recherchés personnellement pour un acte fait par eux sous l'autorité de la présente section. 9 Ed. VII, c. 16, s. 18.

Rémunération fixée par le lt.-gouv. en conseil. **736.** Les commissaires et le secrétaire reçoivent annuellement la rémunération fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais cette rémunération ne doit pas excéder :

Pour le président.....	\$ 4,000 00
Pour un commissaire.....	3,000 00
Pour le secrétaire.....	1,800 00

Allocation additionnelle. Il est aussi loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à chaque commissaire, en sus de la rémunération annuelle ci-dessus, une somme n'excédant pas dix piastres par chaque jour de séance de la commission à laquelle il a assisté.

Allocation aux experts. Il est accordé aux experts nommés en vertu de l'article 731 telle rémunération que le lieutenant-gouverneur en conseil croit raisonnable. 9 Ed. VII, c. 16, s. 19.

Employés et leur rémunération. **737.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer les employés nécessaires au bon fonctionnement de la commission et pourvoir à leur rémunération. 9 Ed. VII, c. 16, s. 20.

Personnes nommées par la commission. **738.** Quand la commission, dans les limites de ses attributions, nomme quelque personne en dehors de ses employés réguliers pour exécuter un service autorisé par la présente

section, ou la charge d'exécuter ce service, il est payé à cette personne, pour ses services et déboursés, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation de la commission, peut déterminer. 9 Ed. VII, c. 16, s. 21.

739. Les rémunérations ci-dessus, et toutes les dépenses encourues par la commission dans l'exécution de ses devoirs, y compris tous les frais raisonnables de voyage réellement encourus par les commissaires, le secrétaire et les membres du personnel dont la commission a pu avoir besoin, sont payés mensuellement à même le fonds consolidé de revenu de la province. 9 Ed. VII, c. 16, s. 22.

Paiement des
rémunéra-
tions, etc.

§ 3.—*De la compétence de la commission*

740. La commission connaît de, entend et décide :

Juridiction

a. Toutes questions qui sont de la compétence du comité des chemins de fer du Conseil exécutif, auquel elle est, par la présente section, substituée, et dont elle possède tous les pouvoirs; et tout ingénieur ou autre officier nommé par elle pour tout objet mentionné dans les articles 6670 et suivants concernant le comité des chemins de fer du Conseil exécutif, possède les mêmes pouvoirs et est sujet aux mêmes obligations que possède ou auxquelles est sujet, tout ingénieur ou officier mentionné dans les dits articles et remplissant de semblables devoirs ;

de la com-
mission :
Elle possède
les pouvoirs
du comité
des ch. de fer
du Conseil
exécutif;

b. Toutes questions se rattachant au transport des marchandises sur les lignes ou parties de lignes de toute compagnie de tramway ; et, à cette fin, elle peut autoriser ou obliger toute telle compagnie à transporter des marchandises sur ses lignes ou parties de lignes pour toutes périodes de temps et à tels prix qu'elle peut fixer ;

Transport
des marchan-
dises, etc. ;

c. Toutes matières de la compétence du ministre des travaux publics et du travail mentionnées dans les articles 6592 à 6596, tous deux inclusivement, et, à cette fin, elle est substituée, par la présente section, au ministre des travaux publics et du travail, dont elle possède tous les pouvoirs ;

Elle possède
certains pou-
voirs du mi-
nistre des
travaux pu-
blics ;

d. Toutes contestations relatives aux taux qui peuvent être exigés par les utilités publiques, mais sujet à tout contrat existant entre une utilité publique et une municipalité au sujet de tels taux, et sujet, quant aux compagnies de chemin de fer électrique, aux dispositions des articles 6615 et 6616 ; et, à cette fin, elle peut fixer le tarif qu'elle croit raisonnable pour les services rendus ou les commodités fournies par telle utilité publique ; et, de plus, elle peut désavouer ou modifier de la manière qu'elle croit raisonnable tous tels taux qui, dans son opinion, font des distinctions injustes entre différentes personnes ou différentes municipalités ;

Constesta-
tions relati-
ves aux taux,
etc. ;

Utilisation
de la voirie
dans certains
cas, etc. ;

e. Toutes questions qui peuvent se soulever quand une utilité publique qui a droit d'entrer dans une municipalité pour y placer, avec ou sans le consentement de la municipalité, ses rails, poteaux, fils, tuyaux, conduits, ou autres appareils, sur, le long de, à travers, au-dessus de ou sous tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau ou partie d'iceux ne peut s'entendre avec telle municipalité sur l'utilisation, comme susdit, de la voirie ou des cours d'eau ou sur les termes et conditions de telle utilisation, et s'adresse à la commission pour obtenir l'usage de la voirie ou des cours d'eau ou pour faire fixer les termes et conditions de tel usage ; et, dans ce cas, la commission peut permettre, comme susdit, l'usage de la voirie ou des cours d'eau et prescrire les termes et conditions de tel usage ;

Extension du
système,
etc. ;

f. Toutes questions qui peuvent se soulever quand une utilité publique ne peut étendre son système, sa ligne, ou ses appareils, à partir d'un point où elle fait légalement affaires jusqu'à un autre ou d'autres points où elle est autorisée à faire affaires, sans placer ses rails, poteaux, fils, tuyaux, conduits ou autres appareils sur, le long de, à travers, au-dessus de ou sous tout chemin public, rue, place publique ou cours d'eau ou partie d'iceux dont elle ne peut se servir sans le consentement de la municipalité qui en a le contrôle, et s'adresse à la commission pour obtenir l'usage de ces chemins publics, rues, places publiques ou cours d'eau ou parties d'iceux, lorsqu'elle ne peut s'entendre avec la municipalité ; et, pour les fins de cette extension seulement et sans en empêcher indûment l'usage par d'autres personnes ou compagnies qui en ont déjà légalement l'usage, la commission peut permettre tel usage, nonobstant toute loi ou contrat accordant à toute autre personne ou compagnie des droits exclusifs sur iceux, mais elle doit prescrire les conditions et termes auxquels cette utilité publique peut se servir de ces chemins publics, rues, places publiques, cours d'eau ou parties d'iceux ;

Accomplisse-
ment des
termes et
conditions,
etc.

g Toutes contestations qui peuvent surgir entre une utilité publique et une municipalité au sujet de l'accomplissement des termes et conditions mentionnés dans les paragraphes *e* et *f* du présent article ; et la commission peut modifier tels termes et conditions si, dans son opinion, ces modifications sont devenues nécessaires ou désirables. 9 Ed. VII, c. 16, s. 23.

Conditions à
observer
quand il
s'agit de
lignes télé-
graphiques,
etc. :

741. 1. Lorsqu'il s'agit d'une utilité publique dont l'objet est de construire, exploiter ou entretenir des lignes télégraphiques, téléphoniques ou de transmission, de livraison ou de vente de la chaleur, de la lumière ou de la force motrice, les conditions suivantes doivent être observées, outre celles qui peuvent être prescrites par la commission, savoir :

a. L'utilité publique ne doit pas entraver la circulation La circulation publique ni obstruer en aucune manière l'entrée d'aucune porte, barrière ou porte-cochère non plus que le libre accès à un bâtiment ; tion ne peut être entravée, etc. ;

b. L'utilité publique ne peut permettre qu'il soit posé de fils à une hauteur de moins de vingt-deux pieds au-dessus de ces chemins ou lieux publics, ni planter plus d'une ligne de poteaux le long d'aucun chemin public ; Hauteur des fils, etc. ;

c. Tous les poteaux doivent être aussi droits et aussi perpendiculaires que possible, et, dans les cités et les villes, ils doivent être peints ; Poteaux doivent être droits, etc. ;

d. L'utilité publique ne doit ni abattre, ni mutiler sans nécessité, aucun arbre planté pour l'ombrage, ni aucun arbre fruitier ou d'ornement ; Arbres ne doivent pas être mutilés, etc. ;

e. L'ouverture de toute rue, square ou autre place publique, pour l'érection des poteaux ou pour faire passer les fils sous terre est assujettie à la surveillance de la personne que le conseil municipal peut désigner, et ces rues, squares ou autres places publiques doivent être remis, autant que possible et sans retards inutiles, dans leur premier état ; Surveillance de l'ouverture des rues, etc. ;

f. Si, pour l'enlèvement de bâtiments ou les besoins de la circulation publique, il devient nécessaire de supprimer temporairement les dits fils ou poteaux, en les abattant ou autrement, l'utilité publique doit, à ses propres frais et dépens, après avis raisonnable donné par écrit par toute personne qui en fait la demande, enlever ses fils et poteaux ; et, à défaut par l'utilité publique de ce faire, cette personne peut les enlever aux frais de l'utilité publique ; Enlèvement des fils et poteaux ;

g. Lorsqu'une cité, une ville ou un village veut que les lignes télégraphiques, téléphoniques ou destinées à transmettre, livrer ou vendre de la lumière, de la chaleur ou de la force motrice soient placées sous terre, la commission peut, sur la demande de cette cité ou ville ou de ce village, requérir l'utilité publique de placer ainsi sous terre ses lignes ou ses fils ; et peut abroger le droit que le présent article donne ou que la loi spéciale a donné de poser les lignes sur poteaux dans le territoire de la cité, ville ou village, le tout sous les conditions que la commission peut prescrire. Enfouissement des fils etc., sous terre.

2. L'utilité publique est responsable de tous dommages qu'elle cause sans nécessité en exécutant, en entreprenant ou en exploitant quelqu'un de ses dits ouvrages. Responsabilité.

3. L'utilité publique n'a droit à aucune indemnité du fait que ses poteaux seraient abattus ou ses fils coupés par ordre de l'officier commandant le corps des pompiers dans un incendie si, de l'avis de cet officier, il était opportun qu'ils fussent abattus ou coupés. Aucune indemnité, dans certains cas.

4. Tout ouvrier qui travaille à l'érection ou à la réparation des lignes ou appareils de l'utilité publique doit porter, sur Insigne de l'ouvrier.

un endroit bien apparent de ses vêtements, un insigne sur lequel sont visiblement inscrits le nom de l'utilité publique et un numéro au moyen duquel on peut facilement le retrouver.

Consentement des municipalités doit être obtenu, dans certains cas. 5. Rien dans le présent article n'est censé autoriser une utilité publique à vendre ou à distribuer de la lumière, de la chaleur, de la force motrice ou de l'électricité dans les cités, villes ou villages sans qu'elle ait, au préalable, obtenu, par un règlement, le consentement de la municipalité à cet effet, à moins que cette utilité publique n'ait déjà ce droit par sa charte. 9 Ed. VII, c. 16, s. 24.

Surveillance générale. 742. La commission a la surveillance générale de toutes les utilités publiques sous le contrôle de l'autorité législative de cette province, et elle doit faire toutes les enquêtes nécessaires pour se renseigner d'une manière complète sur la façon dont les utilités publiques se conforment à la loi. 9 Ed. VII, c. 16, s. 25.

Les fusions doivent être autorisées. 743. Quand, par une loi générale ou spéciale, une utilité publique est autorisée à se fusionner avec une autre utilité publique, cette fusion est sujette au consentement de la commission et ne produit son effet qu'après publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'ordonnance l'autorisant. 9 Ed. VII, c. 16, s. 26.

Suspension de certains pouvoirs. 744. A compter de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de la nomination des premiers commissaires, et aussi longtemps que la commission existera, les pouvoirs du comité des chemins de fer du Conseil exécutif et ceux du ministre des travaux publics et du travail, respectivement, concernant les matières mentionnées à l'article 740, sont suspendus. 9 Ed. VII, c. 16, s. 27.

Ordonnance de la commission, dans des cas spéciaux. 745. Si le procureur général ou quelque personne intéressée se plaint à la commission de ce qu'une utilité publique, une municipalité, une compagnie ou une personne a illégalement fait, ou omis de faire, ou est sur le point de faire illégalement ou de ne pas faire quelque chose se rapportant à une matière relevant de la compétence de la commission comme susdit, et demande que celle-ci rende une ordonnance sur le cas soumis, il est du devoir de la commission, après la preuve qu'elle peut juger à propos d'exiger, de rendre l'ordonnance qu'elle croit opportune dans les circonstances.

Réclamation en dommages. La commission n'a cependant aucune compétence pour connaître de, entendre et décider une contestation au sujet d'une réclamation en dommages. 9 Ed. VII, c. 16, s. 28.

§ 4.—*De la procédure*

746. La commission peut établir des règles de pratique Règles de propres à régir, en tant qu'elles ne sont pas incompatibles pratique. avec la présente section, son mode de procéder et l'époque de ses séances.

Ces règles de pratique entrent en vigueur à compter de l'entrée en leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. 9 Ed. vigueur d'icelles. VII, c. 16, s. 29.

747. Toute sommation signifiée à un témoin peut être Sommutations. signée par un commissaire ou par le secrétaire de la commission, et doit être signifiée de la même manière qu'une assignation semblable de la Cour Supérieure.

La commission peut nommer des commissions rogatoires Commissions pour recevoir la preuve en pays étranger, et rendre toutes rogatoires. ordonnances nécessaires à cette fin ainsi que pour le rapport et l'usage de la preuve ainsi obtenue. 9 Ed. VII, c. 16, s. 30.

748. Tout huissier de la Cour supérieure est *ex officio* huis-Huissiers de sier de la commission et peut faire rapport, sous son serment la commis- d'office, de toutes les significations ou autres procédures faites sion. par lui.

La commission est, à l'égard de toute signification, revêtue Signification. des pouvoirs conférés par l'article 146 du Code de procédure civile. 9 Ed. VII, c. 16, s. 31.

749. La commission a, relativement à la présence et à Présence et l'audition des témoins, à la production et à l'examen des audition des documents, à la mise à exécution de ses ordonnances, à la témoins, etc. visite sur les lieux et à l'examen des biens, à la condamnation pour mépris de cour et à toutes autres matières nécessaires ou propres à l'exercice de sa juridiction ou à la mise à exécution de la présente section, tous les pouvoirs, droits et privilèges qui appartiennent à une Cour supérieure. 9 Ed. VII, c. 16, s. 32.

750. La commission peut, à sa discrétion, recevoir la preuve Preuve. par affidavit ou par affirmation écrite.

Nul n'est exempt de se rendre à l'assignation et de produire Nul n'est des livres, tarifs, contrats, conventions et documents, en obéis- exempt de se sance à la sommation ou à l'ordonnance de la commission, ou rendre à l'as- de toute personne autorisée à tenir une enquête en vertu de la signation, etc. présente section, ou dans toute instance ou procès ayant pour base ou pour cause quelque prétendue contravention aux dispositions de la présente section, pour le motif que la production des pièces qui sont exigées peut être de nature à le rendre sujet à quelque poursuite pour pénalité recouvrable en vertu des lois de cette province ; mais nul livre de cette sorte, tarif, contrat,

Ce qui ne convention ou document ainsi produit ne peut être employé ni peut être in- reçu contre telle personne dans aucune telle poursuite ou pro- voqué contre cédure intentée par la suite contre elle. 9 Ed. VII, c. 16, s. 33.

Certains pou- **751.** La commission, chacun de ses membres, ou toute per- voirs spé- sonne autorisée par la commission à faire une enquête ou un ciaux. rapport peut :

a. Pénétrer dans tout endroit, bâtiment ou ouvrage appartenant à une utilité publique ou sous son contrôle, et en faire l'inspection ;

b. Inspecter tous travaux, constructions, matériel roulant ou autres biens de telle utilité publique ;

c. Requérir la présence de toutes personnes qu'il est jugé utile d'assigner et d'interroger, et prendre le témoignage de ces personnes ;

d. Exiger la production de tous livres, plans, devis, dessins et documents ; et

e. Faire prêter serment et recevoir des affirmations ou déclarations.

Assignation des témoins, etc. Et la commission, chacun de ses membres et toute personne ainsi autorisée ont, pour assigner les témoins et pour les contraindre à comparaître, à rendre témoignage et à produire les livres, plans, devis, dessins et documents qu'il leur est enjoint de produire, les mêmes pouvoirs que ceux qui sont conférés aux tribunaux en matière civile. 9 Ed. VII, c. 16, s. 34.

Receveur, etc., soumis à la juridiction de la commission. **752.** Le fait qu'un receveur, administrateur ou autre fonctionnaire d'une utilité publique ou un séquestre des biens d'une telle utilité publique a été nommé par un tribunal de la province, ou administre ou exploite une utilité publique sous l'autorité d'un tel tribunal, n'est pas un empêchement à l'exercice par la commission des pouvoirs que la présente section lui confère ; mais tout receveur, administrateur ou fonctionnaire est tenu d'administrer et d'exploiter telle utilité publique conformément à la présente section, et aux ordonnances et instructions de la commission, qu'elles soient générales ou qu'elles s'appliquent en particulier à telle utilité publique, et tout receveur, administrateur ou fonctionnaire, et toute personne agissant sous ses ordres sont tenus d'obéir aux ordonnances de la commission, dans les limites de sa juridiction, relatives à telle utilité publique, et sont assujettis à leur application contre eux par la commission, bien que ce receveur, administrateur, fonctionnaire et cette personne soient nommés par un tribunal ou exercent les pouvoirs que celui-ci leur a conférés. 9 Ed. VII, c. 16, s. 35.

Ordonnance provisoire. **753.** 1. La commission, si des circonstances spéciales le requièrent, peut rendre une ordonnance provisoire après avis, et, dans les cas d'urgence sans avis, autorisant, enjoignant ou

défendant de faire quelque chose que cette commission aurait le pouvoir, après contestation, d'autoriser, d'enjoindre ou de défendre ; et telle ordonnance provisoire reste en vigueur jusqu'à la décision finale par la commission, et, en cas d'appel, jusqu'au jugement final par la Cour du banc du roi.

2. Tout intéressé peut, par requête, si une ordonnance provisoire a été rendue sans avis, en demander la modification ou l'annulation en tout temps avant l'ordonnance définitive ou le jugement final. 9 Ed. VII, c. 16, s. 36.

Modification
etc., de l'or-
donnance.

754. La commission peut, dans une ordonnance, prescrire que cette ordonnance ou toute partie d'icelle entrera en vigueur à une date future, ou s'il se produit quelque événement spécifié dans cette ordonnance, ou lors de l'accomplissement, à la satisfaction de la commission ou d'une personne désignée par elle, des conditions qu'elle peut imposer à toute partie intéressée, et elle peut prescrire que la totalité ou partie de cette ordonnance sera exécutoire durant un temps limité, ou jusqu'à ce qu'il survienne un événement spécifié. 9 Ed. VII, c. 16, s. 37.

Entrée en
vigueur des
ordonnances.

755. Quand, dans l'exercice de tous pouvoirs à elle conférés par la présente section ou par une loi spéciale, la commission ordonne la fourniture ou l'établissement, la construction, la reconstruction, la modification, la réparation, l'installation, l'usage ou l'entretien de quelque ouvrage, appareil, équipement ou travail, elle peut ordonner par quelle compagnie, municipalité ou personne intéressée, quand et dans quel délai et à quels termes et conditions de paiement d'indemnité ou autre, et sous la surveillance de qui doivent s'effectuer les travaux ordonnés. 9 Ed. VII, c. 16, s. 38.

Quand cer-
tains travaux
sont ordon-
nés par la
commission.

756. Quand une ordonnance de la commission prescrit l'exécution ou l'accomplissement de quelque ouvrage, acte, ou chose dans un délai spécifié, la commission peut, après avis, prolonger le délai ainsi spécifié. 9 Ed. VII, c. 16, s. 39.

Prolongation
du délai.

757. Aussitôt après qu'elle a reçu ou qu'il lui a été signifié une ordonnance, ou quelque autre document de la part de la commission, toute utilité publique doit en donner connaissance à chacun de ses officiers et employés qui remplissent des fonctions que concernent ou peuvent concerner ces pièces, en lui en remettant copie, ou en en affichant copie en quelque endroit où il doit accomplir son travail ou ses devoirs ou une partie de ses devoirs. 9 Ed. VII, c. 16, s. 40.

Devoirs des
utilités pu-
bliques de
communi-
quer les or-
donnances à
leurs officiers.

758. La décision de la commission sur toute question de fait de sa compétence est définitive et a l'autorité de la chose jugée. 9 Ed. VII, c. 16, s. 41.

Décision sans
appel sur le
fait.

Mise à exécution des ordonnances.

759. 1. La commission peut prendre les mesures et employer les personnes nécessaires pour la mise à exécution de toute ordonnance, et, pour cette mise à exécution, pénétrer de force ou autrement sur les biens immobiliers de l'utilité publique, saisir en totalité ou en partie les dits biens immobiliers et les biens mobiliers ainsi que les livres et bureaux, et en prendre possession, et elle peut jusqu'à ce que la dite ordonnance ait été mise à exécution, s'attribuer et assumer, en tout ou en partie, les pouvoirs, devoirs, droits et fonctions des directeurs et fonctionnaires de l'utilité publique, sous tous les rapports, y compris l'emploi et le renvoi de ses fonctionnaires et serviteurs pour le temps que la commission continue à en diriger l'administration.

Prise de possession.

2. Quand la commission prend possession de ces biens, il est du devoir de chaque fonctionnaire et employé de l'utilité publique d'obéir à ses ordres ou à ceux de la ou des personnes qu'elle met en charge de l'administration d'un ou de tous les départements de l'entreprise.

Pouvoirs de la commission, dans certains cas.

3. En prenant ainsi possession de cette entreprise et de ces biens, la commission peut déterminer, recevoir et payer toutes sommes dues à ou par l'utilité publique, et donner des chèques, des quittances et des reçus d'argent, dans la même mesure et d'une manière aussi absolue et aussi complète qu'auraient pu le faire les fonctionnaires de l'utilité publique si l'ordonnance n'eût pas été rendue comme susdit.

Frais, etc., à la discrétion de la commission.

4. Les frais et dépens des procédures à prendre par la commission en vertu du présent article, ou qu'entraînent ces procédures, sont fixés et accordés à la discrétion de la commission, et cette dernière peut ordonner par qui et dans quelle mesure ils doivent être payés. 9 Ed. VII, c. 16, s. 42.

Refus d'obéir à une ordonnance de la commission.

760. La commission doit, s'il est établi devant elle qu'une utilité publique ne s'est pas conformée à une ordonnance qu'elle a rendue, et si elle est d'opinion qu'il n'existe pas de moyen efficace pour contraindre l'utilité publique à obéir à la dite ordonnance, transmettre au procureur général un certificat signé par son président et son secrétaire établissant la nature de l'ordonnance et le défaut par l'utilité publique de s'y conformer.

Demande en dissolution.

Le défaut ainsi constaté donne ouverture, après la publication d'un avis dans la *Gazette officielle de Québec* de la réception du certificat par le procureur général, à une demande en dissolution de l'utilité publique ou à l'annulation des lettres patentes la constituant en corporation.

Dispositions applicables.

Les procédures en dissolution ou en annulation des lettres patentes sont régies, *mutatis mutandis*, par les articles 978 et suivants, ou 1007 et suivants, selon le cas, du Code de procédure civile. 9 Ed. VII, c. 16, s. 43.

761. Dans le cas où la commission a rendu une ordonnance comportant condamnation pécuniaire, l'exécution de cette ordonnance est émise par la Cour supérieure du district dans lequel est situé le bureau principal ou la principale place d'affaires, dans la province, de toute utilité publique condamnée, sur transmission au protonotaire de ce district d'une copie dûment certifiée de l'ordonnance. 9 Ed. VII, c. 16, s. 44.

762. 1. Chaque année dans le mois de juillet, la commission doit transmettre au procureur général, pour l'année expirée le trente juin précédent, un rapport contenant sommairement :

a. Les demandes faites à la commission et les résumés des ordonnances rendues sur ces demandes ;

b. Le nombre et la nature des enquêtes qu'elle a tenues de sa propre initiative ;

c. Telles autres matières qu'indique le lieutenant-gouverneur en conseil.

2. Le rapport doit être présenté aux deux Chambres de la Législature au cours des quinze premiers jours de la session suivante. 9 Ed. VII, c. 16, s. 45.

§ 5.—De l'appel

763. Il y a appel à la Cour du banc du roi (siégeant en appel), conformément à l'article 47 du Code de procédure civile, des décisions finales de la commission sur toutes questions de compétence ou de droit, mais cet appel ne peut être interjeté que sur permission d'un juge de la dite cour obtenue sur requête qui doit lui être présentée dans les quinze jours du prononcé de la décision et dont avis doit aussi être donné aux parties et à la commission dans les dits quinze jours ; les frais de cette demande sont à la discrétion du juge. 9 Ed. VII, c. 16, s. 46.

764. Quand la permission d'appeler a été obtenue, l'appel est porté au moyen d'une inscription produite au bureau du secrétaire de la commission, dans les huit jours après que la permission d'appeler a été accordée.

L'inscription doit contenir une désignation des parties, la date de l'ordonnance, la date, l'heure et l'endroit où le cautionnement ci-après mentionné sera donné, et une désignation de la caution ou des cautions.

Après que la dite inscription a été produite, mais dans les huit jours, cette inscription doit être signifiée à la partie adverse. 9 Ed. VII, c. 16, s. 47.

- Cautionnement.** **765.** A l'époque mentionnée dans l'inscription, qui doit être dans les cinq jours après la production de l'inscription, ou dans le délai additionnel que la commission peut fixer, l'appelant doit fournir, devant le secrétaire de la commission, un cautionnement conformément aux dispositions qui régissent les cautionnements dans les appels de la Cour supérieure à la Cour du banc du roi (siégeant en appel). 9 Ed. VII, c. 16, s. 48.
- Dispositions applicables.** **766.** Pour le surplus, les procédures sur les appels en vertu de la présente section sont conduites jusqu'à jugement final par la Cour du banc du roi en conformité des articles 1216 et suivants du Code de procédure civile.
- Interprétation.** Dans l'application de ces articles aux dit appels, toutes expressions désignant le protonotaire de la Cour supérieure signifient le secrétaire de la commission, et toutes celles désignant la cour qui a rendu le jugement dont appel est interjeté signifient la commission. 9 Ed. VII, c. 16, s. 49.
- Frais sur l'appel.** **767.** La Cour du banc du roi adjuge les frais sur l'appel et ordonne que le dossier soit transmis au secrétaire de la commission.
- Transmission du dossier.** Cette transmission est faite par le greffier des appels, qui doit annexer au dossier copie du jugement du tribunal. 9 Ed. VII, c. 16, s. 50.
- Exécution.** **768.** Le jugement de la Cour du banc du roi, quand il maintient une ordonnance de la commission, est exécuté de la manière indiquée dans les articles 749, 759, 760 et 761. 9 Ed. VII, c. 16, s. 51.

CHAPITRE QUATRIÈME

DU DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE ET DES
MATIÈRES QUI EN RELÈVENT

PREMIÈRE PARTIE

DU DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

SECTION I

DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE

§ 1.—*Des titres et qualités du secrétaire*

769. Le secrétaire de la province a l'administration et la direction du secrétariat provincial. Devoirs, etc.,
du secrétaire.

Il est en même temps le registraire de la province. S. R. Q.,
705.

770. Le département de l'Instruction publique relève du secrétaire de la province. S. R. Q., 706. Instruction
publique.

§ 2.—*Des fonctions du secrétaire et registraire*

771. Les attributions, devoirs et pouvoirs du secrétaire et registraire sont comme suit. Ses attribu-
tions, devoirs
et pouvoirs.

1. Il est le gardien du grand sceau de la province;
2. Il est chargé de la correspondance du gouvernement de la province;
3. Il a la garde de tous les registres et archives du gouvernement, qui n'appartiennent pas spécialement à d'autres départements, et de tous les registres et archives qui ont été remis au gouvernement de la province en vertu de la cent quarante-troisième clause de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867;
4. Il émet les lettres patentes, les commissions et les autres documents sous le grand sceau, et les contresigne, sauf ceux qui doivent être contresignés par le greffier de la couronne en chancellerie;
5. Il enregistre les proclamations, commissions, lettres patentes et tous les autres instruments et documents émis sous le grand sceau de la province;
6. Il est chargé de l'expédition, sous son attestation et son seing, de toute copie des registres, archives et documents en sa possession;

7. Il est chargé de surveiller l'administration ou l'exécution, suivant le cas, des lois qui se rattachent aux objets suivants :

- a. Le système municipal;
- b. Les écoles de réforme et les écoles d'industrie;
- c. Les aliénés;
- d. L'inspection des hôpitaux et autres institutions charitables ;
- e. La constitution par lettres patentes de compagnies à fonds social et leur liquidation volontaire, et la formation de compagnies de gaz et d'eau, de compagnies de télégraphe électrique, de compagnies de téléphone électrique, de compagnies ou associations coopératives dans un but commercial, et de compagnies de cimetière;
- f. Les statistiques;

8. Il est chargé de la compilation annuelle des statistiques des naissances, mariages et décès dans la province, ainsi que de la cause des décès ;

9. Il a les fonctions, les devoirs et les pouvoirs qui étaient assignés par la loi au secrétaire et registraire de l'ancienne province du Canada, en tant qu'il sont compatibles avec la division de pouvoirs établie par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, entre le gouvernement du Canada et celui de la province, et qui n'ont pas été modifiés ou affectés depuis;

10. Il a de plus les fonctions, les devoirs et les pouvoirs qui peuvent, de temps à autre, lui être assignés par la loi ou par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, ou qui ne sont pas attribués à quelque autre département du gouvernement. S. R. Q., 707; 60 V., c. 22, s. 9 ; 3 Ed. VII, c. 42, s. 1 ; 8 Ed. VII, c. 50, s. 1.

Liste des terres pour lesquelles des lettres patentes ont été émises, transmise aux registra-teurs.

772. Le registraire de la province doit transmettre, aussitôt que possible, chaque année, au registraire de la division d'enregistrement et au secrétaire-trésorier de la municipalité dans lesquelles se trouvent des terres publiques pour lesquelles il a été émis des lettres patentes pendant l'année précédente, une liste des terres qui ont été ainsi concédées. S. R. Q., 708; 57 V., c. 10, s. 1.

Enregistre-ment des lettres patentes.

773. Le registraire ou le sous-registraire doit enregistrer les lettres patentes sous le plus court délai possible, inscrire au dos d'icelles et signer, ainsi que la loi le prescrit, un certificat de l'enregistrement, et les remettre au ministre des terres et forêts, qui les transmet à la personne qui y a droit. S. R. Q., 709 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Mode de les enregistrer.

774. Le registraire enregistre ces lettres patentes tout au long, en les faisant grossier séparément dans un ou plusieurs livres ou registres convenablement reliés, et il indique à la marge de chaque enregistrement le temps où il a été fait; il conserve soigneusement ces registres dans son bureau, pour y demeurer comme archives publiques. S. R. Q., 710.

775. 1. Le registraire doit fournir et livrer des copies de ces lettres patentes et des enregistrements et enrôlements d'icelles, et donner, sous son seing, les certificats y relatifs qui sont indiqués plus haut, aux personnes qui les demandent, sur paiement des honoraires ci-dessous mentionnés.

Le registraire fournit des copies quand il en est requis.

2. Le registraire a droit d'exiger des parties nommées dans les lettres patentes, pour les enregistrer, la somme de deux piastres, si ces lettres patentes ne contiennent pas plus de deux mille mots ; et si elles contiennent plus de deux mille mots, il a droit à dix centins pour chaque cent mots contenus en icelles ; et pour toute et chaque copie de lettres patentes, qui lui est demandée, et de l'enregistrement d'icelles, il a droit d'exiger la somme de deux piastres, si cette copie ne contient pas plus de deux mille mots ; mais si elle contient plus de deux mille mots, il a droit à dix centins pour chaque cent mots y contenus.

Honoraires du registraire.

Il n'est pas permis d'exiger de plus forts honoraires pour les services ci-dessus que ceux qui sont accordés par le présent article.

3. Toute copie de l'enregistrement au long de lettres patentes, dûment certifiée comme telle sous le seing et la signature du registraire, est considérée comme authentique, et fait preuve de leur enregistrement ; elle a le même effet que si les lettres patentes étaient produites devant le tribunal. S. R. Q., 711.

Authenticité des copies dûment certifiées.

776. Le registraire n'est plus chargé de la garde des originaux des lettres patentes en vertu desquelles des terres de la couronne situées dans le Bas-Canada, lors de leur concession, ont été concédées avant le deux août mil huit cent cinquante et un.

Registraire déchargé de la garde des originaux de certaines lettres patentes.

Sur demande à cette fin et le paiement des honoraires que coûterait une copie, il peut remettre ces originaux aux propriétaires des terrains dont ces lettres patentes portent concession, après s'être assuré qu'elles ont été enregistrées dans les livres du bureau du registraire, lors de leur émission, conformément aux dispositions des lois en vigueur à l'époque de leur enregistrement.

Remise d'iceux aux propriétaires des terrains, sur honoraires.

Toutes copies de lettres patentes ainsi enregistrées avant le deux août mil huit cent cinquante et un, certifiées conformes par le registraire ou le sous-registraire, sont considérées authentiques et font preuve de ces lettres patentes et de leur contenu dans toutes les cours de justice et pour toutes fins que de droit. S. R. Q., 712 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

Authenticité des copies d'iceux.

777. Si le registraire néglige de remplir son devoir conformément à la présente section, ou commet ou souffre qu'il soit commis quelque acte illégal ou frauduleux dans l'accomplissement de ce devoir, il est tenu de payer triples dommages et tous les dépens de l'action, à la partie lésée.

Domages pour négligence du registraire.

Recouvre-
ment de ces
dommages.

Ces dommages et ces dépens sont recouvrables par voie d'action devant tout tribunal en cette province; et l'une ou l'autre partie peut obtenir du tribunal un procès par jury. S. R. Q., 713.

Authenticité
de la signa-
ture du régis-
traire.

Copies si-
gnées équi-
valent à
l'original.

778. La signature du secrétaire et registraire aux copies attestées, fait preuve du fait que les documents, registres ou archives existent, et sont légalement en sa possession.

Toute copie signée par lui équivaut devant tout tribunal à l'original même; et tout document ou toute copie paraissant être revêtu de sa signature est censé en être revêtu jusqu'à preuve du contraire. S. R. Q., 714.

§ 3.—Des honoraires exigibles par le secrétaire et registraire

Tarif d'hono-
raires pour
commissions,
etc.

779. Le lieutenant-gouverneur en conseil fait, de temps à autre, un tarif des sommes qui doivent être payées pour l'expédition des commissions et documents et pour leur enregistrement, ainsi que pour l'expédition des copies certifiées par le secrétaire et registraire.

Rapport au
trés. prov.

Le secrétaire et registraire rend compte au trésorier de la province de toutes sommes perçues en vertu de ce tarif. S. R. Q., 715.

SECTION II

DU SOUS-SECRÉTAIRE ET SOUS-RÉGISTRARE

Sous-secré-
taire.

780. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission, un sous-secrétaire.

Sa signature.

La signature de cet officier équivaut à celle du secrétaire. S. R. Q., 716; 55-56 V., c. 8, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

Sous-
régistrare.
Sa signature.

781. Le sous-secrétaire est *ex officio* sous-régistrare.

Sa signature équivaut à celle du registraire pour toutes les fins de l'enregistrement, et pour l'expédition des copies authentiques de documents enregistrés. S. R. Q., 717; 55-56 V., c. 8, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

DEUXIÈME PARTIE

DES MATIÈRES QUI RELÈVENT DU DÉPARTEMENT

SECTION III

DE LA CONSERVATION DES ANCIENNES ARCHIVES FRANÇAISES

782. Le lieutenant-gouverneur en conseil, peut faire des Règlements
règlements concernant l'arrangement, le transport, la rédaction, l'impression, la publication, la distribution, la conservation et le dépôt, en tout ou en partie, des papiers, manuscrits et archives d'un intérêt important pour les habitants de la province qui possèdent des propriétés en vertu de titres obtenus avant la Cession, ainsi que des diverses anciennes archives concernant la province. S. R. Q., 718.

783. Toute personne ayant en sa possession quelques papiers, manuscrits et archives appartenant avant la Cession à un bureau ou dépôt public, qui les rend en vertu de ces règlements, est justifiable comme si elle les eût livrés en vertu d'un statut à cet effet. S. R. Q., 719.

784. Il n'est pas plus loisible à une personne qui a entre ses mains quelques-uns de ces papiers publics ou manuscrits, ou quelques-unes de ces archives, de les garder ou retenir en contravention avec ces règlements, qu'il ne le lui serait de le faire en contravention avec un statut qui en ordonnerait expressément la transmission au bureau auquel ils appartiennent ou se rattachent. S. R. Q., 720.

SECTION IV

DE LA DISPENSE DE L'USAGE DU PARCHEMIN

785. Les commissions, lettres patentes, chartes et proclamations du lieutenant-gouverneur, ou autres documents publics de quelque nature que ce soit, émis par le gouvernement de la province peuvent être écrits ou imprimés sur papier ordinaire. S. R. Q., 721.

SECTION V

DES AVIS PUBLICS

786. Les annonces, les avis et documents quelconques qui doivent être publiés, le sont dans la *Gazette officielle de Québec*, à moins que la loi ne prescrive un autre mode de publication. S. R. Q., 722.

SECTION VI

DE LA COMPILATION DES STATISTIQUES

787. Aussitôt après la réception du double des registres de l'état civil, les protonotaires de la Cour supérieure doivent préparer, chaque année, sous forme de tableaux approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, un état contenant le nombre des naissances et des mariages constatés dans chacun de ces registres, ainsi que le nombre des sépultures, et les causes de décès de chaque personne inhumée si ces causes sont mentionnées aux registres. S. R. Q., 723.

788. Le protonotaire de chaque district doit préparer ces tableaux dans le délai d'un mois après la réception des registres à son greffe, et les transmettre, sans délai, au secrétaire de la province. S. R. Q., 724.

SECTION VII

DES IMPRESSIONS ET DE LA GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC

§ 1.—*De l'imprimeur du roi*

789. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission, un imprimeur du roi pour la province. S. R. Q., 725.

790. L'imprimeur du roi et ses employés relèvent du département du secrétaire de la province. Ils en forment une division appelée " bureau de l'imprimeur du roi." S. R. Q., 726.

§ 2.—*Des devoirs de l'imprimeur du roi*

791. L'imprimeur du roi imprime et publie, ou fait imprimer et publier, pour le gouvernement :

1. Les statuts de la province;
2. Une gazette officielle connue sous le nom de *Gazette officielle de Québec* ;
3. Les documents et annonces dont le lieutenant-gouverneur en conseil peut requérir l'impression ou la publication. S. R. Q., 727.

§ 3.—*Dispositions diverses*

792. Le lieutenant-gouverneur en conseil prescrit les conditions de la publication de la *Gazette officielle de Québec*, et désigne les corps publics, officiers et personnes à qui elle doit être envoyée.

Il fait un tarif des sommes exigibles pour la publication des avis, annonces et documents à être publiés dans cette gazette, et le prix d'abonnement. S. R. Q., 728.

793. Les profits ou le salaire de l'imprimeur du roi, le mode par lequel il les reçoit, sa comptabilité pour les sommes qu'il reçoit pour les publications dans la *Gazette officielle de Québec*, et généralement les conditions auxquelles se font les impressions et autres ouvrages requis, sont réglés, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 729.

794. Les publications dans la *Gazette officielle de Québec*, de même que les copies de documents officiels, proclamations et annonces imprimés par l'imprimeur du roi, pour le gouvernement, ou comportant l'être, sont authentiques. S. R. Q., 730.

795. Le secrétaire de la province doit soumettre à la Législature, dans les quinze premiers jours de chaque session, copies de tous les arrêtés en conseil faits depuis la session précédente en vertu de la présente section. S. R. Q., 731.

CHAPITRE CINQUIÈME

DU DÉPARTEMENT DU TRÉSOR ET DES MATIÈRES QUI EN RELÈVENT

PREMIÈRE PARTIE

DU DÉPARTEMENT DU TRÉSOR

SECTION I

DU TRÉSORIER ET DE SES FONCTIONS

796. Le trésorier de la province a l'administration et la direction du département du Trésor. S. R. Q., 732.

797. Ses attributions sont les suivantes:

1. Il avise la couronne sur les matières financières, et spécialement sur les recettes et dépenses du gouvernement;
2. Il est chargé de l'élaboration du budget et de la proposition des voies et moyens. S. R. Q., 733.

798. Ses fonctions, devoirs et pouvoirs sont les suivants :

1. Il a la surveillance, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache aux affaires financières, aux revenus et dépenses

aux comptes publics de la province, et qui n'est pas, ou en tant qu'il n'est pas, par la loi ou par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, assigné à un autre département du gouvernement;

2. Il a les fonctions, devoirs et pouvoirs qui, au temps de l'Union, étaient respectivement imposés ou accordés par la loi au ministre des Finances et au receveur général de l'ancienne province du Canada, en tant qu'ils sont compatibles avec la division des pouvoirs établie par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, entre le gouvernement du Canada et celui de la province, et qui n'ont pas été modifiés ou affectés depuis;

3. Il a le contrôle et la direction du bureau général de dépôts de la province;

4. Il est chargé de surveiller l'exécution des lois concernant les compagnies d'assurance, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables; et il a le contrôle et la direction de l'inspection de ces compagnies et sociétés;

5. Il a, de plus, les autres fonctions, devoirs et pouvoirs qui ne sont pas incompatibles avec quelque loi de la province et qui peuvent, de temps à autre, lui être assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 734; 8 Ed. VII, c. 69.

SECTION II

DU BUDGET

Estimations
budgétaires.

799. Les estimations budgétaires soumises à la Législature doivent être pour les services dont la liquidation doit s'effectuer dans le cours de l'année financière, ou durant telle autre période de temps que ces estimations entendent expressément couvrir. S. R. Q., 735.

Contenu des
estimations.

800. Les estimations budgétaires doivent contenir, dans une colonne, les crédits statutaires qu'il n'est pas nécessaire pour la Législature de voter année par année, et, dans une autre colonne, les montants respectifs requis pour tout service en addition aux crédits statutaires ou autrement suivant le cas, et pour lesquels un vote de la Législature est requis afin d'en autoriser la dépense. S. R. Q., 736.

SECTION III

DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

Assistant-
trésorier.

801. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, par commission, un assistant-trésorier. S. R. Q., 737.

Officiers et
commis du
département.

802. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les officiers et commis nécessaires à l'administration des affaires du département.

La nature de leurs devoirs respectifs, dans les matières qui ne sont pas expressément réglées par la loi, est celle qui leur est assignée, de temps à autre, par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, ou, subsidiairement, par le trésorier. *Nature de leurs devoirs.* S. R. Q., 738.

SECTION IV

DU REVENU DE LA PROVINCE

§ 1. — *Du fonds consolidé du revenu*

803. Les revenus, de quelque source qu'ils proviennent ou soient reçus, et dont la Législature a droit d'allocation, forment un fonds consolidé du revenu, qui est affecté au service public de la province. *Composition du fonds consolidé.* S. R. Q., 739.

804. Le fonds consolidé du revenu est permanemment grevé de toutes les charges et dépenses occasionnées par la perception et la régie d'icelui. *Charges dont il est grevé.*

Ces charges et dépenses sont néanmoins sujettes à l'audition et au contrôle de la Législature. *Audition.* S. R. Q., 740.

805. Le fonds consolidé du revenu est également chargé des emprunts et autres dettes déjà contractées, ou qui peuvent l'être en vertu d'une loi de la Législature, par le gouvernement de la province, au moyen de l'émission d'obligations provinciales ou autrement, ainsi que des intérêts de ces obligations, emprunts ou dettes, et des fonds d'amortissement créés pour leur extinction. *Autres charges dont il est grevé.* S. R. Q., 741.

806. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, s'il est considéré à propos d'en agir ainsi, ordonner au trésorier de placer toute partie du fonds consolidé du revenu, qui n'est pas dans le moment requise pour faire face aux dépenses, en effets publics du gouvernement du Canada; et peut ultérieurement, chaque fois que le besoin s'en fait sentir pour rencontrer les dépenses, l'autoriser d'en faire, pour cette fin, la vente ou la réalisation, en la forme, aux conditions et pour les montants qui sont considérés comme les plus avantageux pour le bien public. *Placement des parties du fonds non requises pour défrayer dépenses.* S. R. Q., 742.

807. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, dans le cas de besoins provenant d'insuffisance du revenu, produite par des causes imprévues, autoriser le trésorier d'effectuer les emprunts temporaires requis, au débit du fonds consolidé du revenu, de la manière, en la forme et pour les montants, remboursables aux périodes de temps et portant des taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos; mais ces emprunts ne doivent pas excéder le montant du déficit du fonds consolidé. *Emprunts temporaires pour certaines fins autorisés. Proviso.*

du revenu, pour rencontrer les charges dont il est grevé par la loi, et ne doivent être employés à aucune autre fin. S. R. Q., 743.

§ 2.—*Du fonds spécial affecté au paiement de la dette publique*

Certains deniers affectés au rachat de la dette consolidée.

808. Le et après le premier juillet 1907, toutes les sommes d'argent provenant :

a. de la vente des biens seigneuriaux ne faisant pas partie des biens des Jésuites et appartenant au domaine de la couronne, ou des montants reçus en commutation de quelque partie d'iceux; et—

b. de la vente des biens dévolus ou qui seront dévolus à la couronne par déshérence;—

ne sont pas affectées aux services ordinaires de l'administration, mais constituent un fonds spécial pour le rachat de la dette consolidée de la province. 7 Ed. VII, c. 2, s. 1.

Placement de ces deniers.

809. Les deniers provenant des sources ci-dessus mentionnées sont placés annuellement, par le trésorier de la province, en bons, obligations ou rentes inscrites du Canada, de quelque une des provinces du Canada ou de la Grande Bretagne, ou de tout gouvernement étranger, ou de toute municipalité du Canada, que le lieutenant-gouverneur en conseil approuve. 7 Ed. VII, c. 2, s. 2.

Intérêt provenant des placements.

810. Les dividendes ou l'intérêt provenant des placements comme susdit sont affectés au paiement de l'intérêt de la dette consolidée de la province. 7 Ed. VII, c. 2, s. 3.

Rachat des obligations.

811. Ce fonds spécial est affecté au rachat des bons, obligations ou rentes inscrites émis par la province pour les divers emprunts constituant sa dette consolidée, à mesure que, de temps à autre, ils deviennent dus et payables, ou le fonds ou toute partie d'icelui peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, être affecté, par le trésorier de la province, au rachat de tous bons, obligations ou rentes inscrites des divers emprunts constituant la dette consolidée de la province, quand la chose est jugée opportune dans l'intérêt de la province. 7 Ed. VII, c. 2, s. 4.

Rachat des emprunts.

812. Lorsque l'un des emprunts constituant la dette consolidée de la province est dû et devient payable, ou lorsqu'il est jugé opportun dans les intérêts de la province de racheter des bons, obligations ou rentes inscrites de quelqu'un des emprunts constituant la dette consolidée, comme il est dit dans l'article 811, le trésorier de la province, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, fait la vente

ou dispose des placements du fonds spécial, ou de telle partie d'iceux qui est reuise à cette fin, et en applique le produit au rachat de l'emprunt échéant, ou à l'achat de bons, d'obligations ou de rentes inscrites, comme il est dit ci-dessus. 7 Ed. VII, c. 2, s. 5.

813. Un état de ce fonds spécial est publié chaque année Etat du dans les comptes publics de la province. 7 Ed. VII, c. 2, s. 6. fonds spécial.

§ 3.—De la perception du revenu

814. Les mots " officier du revenu " signifient toute per-Interpréta-
sonne employée à la perception, à l'administration, ou à la sonne employée à la perception, à l'administration, ou à la comptabilité du revenu, ou à mettre à effet les lois qui s'y appli-Interprétation des mots : "officier du revenu."
quent, ou à empêcher toute infraction à ces mêmes lois; et pour ce qui se rattache à la comptabilité et à la remise du revenu, ces mots comprennent toute personne qui a perçu quelques deniers publics ou à qui ils ont été confiés, que cette personne ait été ou non régulièrement employée pour cette fin. S. R. Q., 744.

815. Le lieutenant-gouverneur en conseil détermine quels Pouvoir du
officiers du revenu il est nécessaire d'employer, et leur assigne lieutenant-gouv.
des titres officiels, fixe leurs traitements ou émoluments, et en conseil
spécifie les époques auxquelles, et de quelle manière, le paie- de détermi-
ment doit s'en faire; mais nul tel officier ne peut recevoir un ner les offi-
traitement plus élevé que celui qui est alloué en pareil cas par ciers, leurs
un statut; et ce traitement ne peut être payé à moins qu'il traitements,
n'ait été voté. S. R. Q., 745. etc.

816. Le traitement ou la rémunération accordé à ces offi- Leur traite-
ciers leur tient lieu de toute espèce d'émoluments, à l'exception ment ou ré-
des déboursés autorisés, et des parts de saisies, confiscations et munération.
pénalités; et nul tel officier recevant un traitement de mille Inhabilité
piastres ou plus par année ne doit exercer d'autre emploi, dans d'un officier
le but d'en retirer un profit, directement ou indirectement, ni qui reçoit un
remplir aucune autre charge lucrative, sauf avec la permission certain trai-
expresse du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 746. tement.

817. Aucun officier du revenu n'est tenu de servir dans Officier du
aucun autre emploi public, ou dans aucune charge municipale revenu non
ou locale, ou comme juré, ou dans une enquête; et aucun offi- tenu de ser-
cier du revenu nommé en vertu de la loi des licences ne peut vir pour
être membre d'un conseil municipal. S. R. Q., 747; 63 V., c. d'autres fins.
12, s. 350a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 59.

818. Chaque officier du revenu, lors de son entrée en fonc- Serment de
tions, est tenu de prêter le serment suivant, devant une per- ces officiers
sonne chargée par le lieutenant-gouverneur de le recevoir, sa- en entrant
voir : en charge.

" Je, A. B., jure que je remplirai fidèlement les devoirs qui Serment.
me sont dévolus par ma nomination comme ,

et que je ne demanderai ni ne recevrai aucune somme de deniers, gratification ou récompense quelconques, directement ou indirectement, en retour de ce que j'ai fait ou pourrai faire dans l'exécution d'aucun des devoirs de ma charge, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par la loi ou par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. Ainsi, que Dieu me soit en aide." S. R. Q., 748.

Division de
la province
en districts
du revenu.

819. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, diviser la province en districts du revenu pour la perception et l'administration du revenu, désigner les officiers du revenu pour chaque district, les lieux où ils doivent exercer leurs fonctions dans les districts, et peut faire, concernant ces officiers et la gestion des affaires qui leur sont confiées, les règlements conformes à la loi qu'il juge nécessaires dans l'intérêt public. S. R. Q., 749.

Règlements
généraux
faits par le
lieutenant-
gouverneur
en conseil.

820. Tout règlement général fait par le lieutenant-gouverneur en conseil conformément au présent chapitre, s'applique à chaque cas particulier qui est en rapport avec le but et la signification de ce règlement, aussi amplement et efficacement que s'il avait été fait pour ce cas particulier et que si les officiers ou personnes concernés y avaient été spécialement dénommés. S. R. Q., 750.

Authenticité
des règle-
ments ou ar-
rêtés du
lieutenant-
gouverneur
en conseil.

821. La copie d'un règlement ou d'un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil imprimée par l'imprimeur du roi, ou la copie écrite de ce règlement attestée par le greffier du Conseil exécutif, en fait foi; et tout autre ordre par écrit, signé par le secrétaire de la province et paraissant avoir été écrit par ordre du lieutenant-gouverneur, est reçu en preuve comme étant l'ordre du lieutenant-gouverneur. S. R. Q., 751.

Effet des
actes d'un
officier du
revenu, au-
torisé.

822. Tout officier chargé de quelque fonction ou emploi concernant la perception ou l'administration du revenu, par l'ordre ou avec l'assentiment du lieutenant-gouverneur en conseil, est considéré comme l'officier compétent à remplir cette fonction ou cet emploi, et tout acte ou devoir dont quelque loi prescrit l'accomplissement par un officier particulièrement désigné, qui est fait ou accompli par une personne nommée ou autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à agir pour cet officier, est considéré comme fait ou accompli par cet officier, ou avec son concours. S. R. Q., 752.

Endroit dé-
signé par le
lieut.-gouv.
en conseil
censé l'en-
droit voulu
par la loi.

823. Tout acte ou devoir dont la loi prescrit l'accomplissement à quelque endroit particulier dans un district quelconque du revenu, est, lorsqu'il est exécuté à quelque place désignée dans ce district par le lieutenant-gouverneur en conseil pour cet objet, considéré comme fait ou accompli à l'endroit particulier ainsi prescrit par la loi. S. R. Q., 753.

824. Tout officier du revenu employé dans une branche du revenu, peut être employé dans toute autre branche d'icelui, chaque fois qu'il est considéré avantageux pour le service public de l'employer ainsi. S. R. Q., 754.

Officiers amovibles d'une branche à une autre.

825. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les heures durant lesquelles les officiers du revenu sont tenus d'assister en général aux bureaux et lieux où ils exercent leurs fonctions, et détermine aussi le temps durant ces heures, ou les saisons de l'année où l'exécution de quelque partie en particulier de leurs devoirs est requise; un avis des heures ainsi fixées comme heures du bureau généralement, doit être permanemment affiché dans un endroit apparent de ces bureaux ou autres lieux où ils sont employés. S. R. Q., 755.

Heures de bureau. Affichage d'un avis à cet effet.

826. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire à tout officier du revenu de tenir des livres ou des comptes spéciaux, à l'effet d'obtenir des statistiques sur les ressources, sur les travaux publics de la province, ou autres matières d'intérêt public, et peut, dans ce but, autoriser toute dépense nécessaire. S. R. Q., 756.

Tenue des livres de comptes.

827. La surveillance et le contrôle immédiat de tout officier du revenu, ou de toute classe d'officiers du revenu, sont confiés au département du Trésor, mais le lieutenant-gouverneur en conseil peut les confier à tout autre département qu'il juge convenable. S. R. Q., 757.

Contrôle des officiers.

§ 4.—*Du maniement des deniers publics*

828. Les mots "revenu", "revenu public" ou "deniers publics" signifient les revenus et deniers publics de quelque source qu'ils proviennent, soit que ces revenus et deniers appartiennent à la province, ou qu'ils soient gardés par la province, ou qu'ils soient perçus et gardés en mains par des officiers de la province, pour ou au compte de, ou en fidéicommiss pour quelque autre province formant partie de la Puissance, ou pour la Puissance, ou pour le gouvernement impérial, ou pour toute personne. S. R. Q., 758.

Interprétation de certains mots.

829. Les revenus sont versés, par l'intermédiaire des officiers, banques ou personnes, au crédit du trésorier de la province, de la manière que celui-ci le prescrit. S. R. Q., 759.

Versement des revenus.

830. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, fixer les époques auxquelles les officiers du revenu doivent rendre compte et faire la remise des deniers publics qui sont venus en leur possession, et régler la manière de le faire; public.

Epoque et mode de rendre compte des deniers publics.

mais ces comptes et paiements sont rendus et faits par ces officiers au moins une fois tous les trois mois. S. R. Q., 760.

Epoque et mode d'émission des licences et timbres.

831. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi fixer les époques auxquelles les licences sur lesquelles il y a des droits à payer, et les timbres pour la perception du revenu, doivent être émis, désigner les officiers qui doivent les émettre, et régler la manière et la forme de le faire. S. R. Q., 761.

Dépôt des deniers publics.

Mode de les retirer.

Proviso.

832. Tout officier du revenu, en recevant des deniers publics, doit les déposer aussitôt, en son nom officiel, dans la banque que le trésorier indique; et nuls deniers ainsi déposés ne doivent être retirés, si ce n'est pour les placer au crédit du trésorier, sur l'ordre écrit ou le chèque officiel de l'officier qui les a ainsi déposés, ou de son successeur, auquel la banque doit donner un certificat en double, constatant que ces deniers ont été ainsi crédités.

Toutefois, lorsque ces deniers sont reçus dans quelque place où il n'y a pas de banque dans laquelle ils peuvent être convenablement déposés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner qu'il en soit disposé en la manière qu'il juge à propos. S. R. Q., 762.

Tenue de livres de caisse, etc.

833. Tout officier du revenu doit tenir son livre de caisse régulièrement écrit jour par jour, et tous les livres, comptes et papiers de cet officier doivent être, en tout temps, durant les heures du bureau, ouverts à l'inspection de toute personne autorisée par le trésorier de la province à faire cet examen. S. R. Q., 763.

Dépôt des deniers versés au crédit du trésorier.

834. Les deniers publics versés au crédit du trésorier de la province sont déposés dans les banques qu'il désigne. S. R. Q., 764.

Mode de faire le paiement des deniers publics.

835. A moins de dispositions spéciales, le paiement de deniers publics affectés aux besoins de cette province, se fait à même le fonds consolidé du revenu en vertu d'un mandat du lieutenant-gouverneur signé par lui ou par le député auquel il donne commission de le faire, adressé au trésorier de la province.

Redditions de comptes.

Les personnes chargées de l'emploi de ces deniers doivent en rendre compte avec production des pièces justificatives, en la manière et aux époques prescrites par le lieutenant-gouverneur et à l'officier qu'il indique. S. R. Q., 765.

Mode de faire les dépenses des deniers publics. Signature des chèques par trésorier.

836. Toute dépense de deniers publics, sur un mandat du lieutenant-gouverneur, est faite par un chèque officiel, tiré sur une banque.

Ce chèque est signé par le trésorier de la province ou l'assistant-trésorier, et contresigné par l'auditeur de la province.

En l'absence de l'assistant-trésorier ou de l'auditeur, tout autre officier du département, qui a été désigné par l'assistant-trésorier ou par l'auditeur pour cet objet, avec l'approbation du trésorier de la province, peut signer ou contresigner le chèque. Signature des chèques par officiers désignés.
S. R. Q., 766.

837. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, déterminer par quels départements, et d'après quels règlements sous d'autres rapports, les demandes pour la dépense des deniers publics sont transmises au département du Trésor, et nulle telle dépense ne peut être faite ou autorisée, ni un mandat émis à cette fin, à moins qu'une demande ne parvienne directement au département du Trésor de la manière ainsi indiquée. Départements qui peuvent faire la demande des dépenses.
S. R. Q., 767.

838. Le trésorier de la province doit déposer à toute balance non retirée des allocations faites par la Législature spécialement pour des fins d'instruction publique, tant pour les protestants que pour les catholiques romains, et donner, dans les comptes publics, un état de ces montants et de l'intérêt touché sur iceux. Dépôts à intérêt de certaines balances pour fins d'éducation.

Ces montants, avec l'intérêt d'iceux, sont placés au crédit du surintendant de l'instruction publique et payés par lui en la manière prescrite dans la loi de l'instruction publique. Au crédit de la qui. S. R. Q., 768; 62 V., c. 18, s. 1.

SECTION V

DU BUREAU DE DÉPÔTS

839. Le département du Trésor est un bureau général de dépôts pour la province. Bureau de dépôts. S. R. Q., 769.

840. Lorsqu'un dépôt y est fait sous l'autorité de la loi, le trésorier de la province doit délivrer au déposant un reçu, et, dans le cas de droits enregistrés, un reçu en double, spécifiant le montant déposé ainsi que la nature et la cause du dépôt; le reçu est dressé en la forme que le trésorier de la province, de temps à autre, prescrit. Procédure sur dépôts. S. R. Q., 770.

841. Le reçu du dépôt fait preuve du dépôt et des faits qu'il a pour but de certifier, jusqu'à ce que le contraire soit prouvé. Authenticité du reçu du dépôt. S. R. Q., 771.

842. Le trésorier de la province peut nommer des agents de dépôts du trésor. Ces agents peuvent être ainsi nommés pour un ou plusieurs districts judiciaires. Agents de dépôts. S. R. Q., 772.

843. Les devoirs et pouvoirs des agents de dépôts du trésor, en tant qu'ils ne sont pas déterminés par la loi, sont prescrits et définis, de temps à autre, par le trésorier de la province. Devoirs des agents, etc. S. R. Q., 773.

Prescription du mode de faire les dépôts. **844.** Le trésorier de la province peut prescrire la manière, le temps et la forme dans lesquels les dépôts et les paiements doivent être faits, et dans lesquels les comptes du bureau général de dépôts doivent être tenus et rendus. S. R. Q., 774.

Dépenses du bureau de dépôts. **845.** Le trésorier de la province doit voir à ce que les dépenses du bureau général de dépôts n'excèdent pas les intérêts ou les profits qui reviennent au trésor sur les sommes d'argent déposées ; ces dépenses sont déduites par le trésorier de la province des intérêts ou profits, et la balance, s'il y en a une, est transportée au fonds consolidé du revenu et en forme partie. S. R. Q., 775.

SECTION VI

DU CONTRÔLE DES REVENUS DE LA PROVINCE

§ 1.—*Du bureau du revenu et de ses officiers*

Création du bureau du revenu. **846.** Afin de pourvoir plus efficacement aux besoins du service public, il est établi dans le département du Trésor, une division spéciale, appelée " bureau du revenu." S. R. Q., 775a; 52 V., c. 14, s. 1.

Nomination d'un contrôleur. **847.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme par commission, pour l'administration de ce bureau, un officier appelé " contrôleur du revenu de la province." S. R. Q., 775b; 52 V., c. 14, s. 1.

Nomination d'un inspecteur des bureaux, etc. **848.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un inspecteur des bureaux extérieurs du revenu et les autres employés nécessaires au fonctionnement du bureau du revenu. S. R. Q., 775c; 52 V., c. 14, s. 1.

§ 2.—*Du contrôleur et de ses fonctions*

Services à la charge du contrôleur. **849.** Sous la direction immédiate du trésorier de la province, le contrôleur est chargé des services suivants :

- Le fonds d'emprunt municipal ;
- Le prêt aux incendiés de Québec ;
- Les timbres ;
- Le pourcentage sur les honoraires des officiers publics ;
- Les licences émises en vertu de la loi des licences de Québec ;
- Les licences émises en vertu de la loi concernant les véhicules moteurs ;
- Les droits sur les successions ;
- Les droits sur les transferts d'actions, de bons, d'obligations et d'actions-obligations ;
- Les taxes directes sur les corporations commerciales ;
- Les contributions municipales au fonds de bâtisses et des jurés ;

Les contributions municipales et autres pour l'entretien des aliénés dans les asiles de la province, pour l'entretien des prisons communes et pour celui des écoles d'industrie ; et généralement ;

Tout revenu perçu par les percepteurs du revenu de la province. S. R. Q., 775*d*; 52 V., c. 14, s. 1 ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1 ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1 ; 6 Ed. VII, c. 12 ; 6 Ed. VII, c. 13.

850. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, ajouter aux services ci-dessus mentionnés, tout autre service du revenu qu'il juge opportun de confier au bureau du revenu. S. R. Q., 775*e*; 52 V., c. 14, s. 1. Services qui peuvent être ajoutés.

SECTION VII

DU CONTRÔLE DES ALLOCATIONS LÉGISLATIVES

§ 1.—*De l'auditeur de la province*

851. Le lieutenant-gouverneur en conseil, pour le plus complet examen des comptes publics de la province et pour qu'il en soit fait rapport à l'Assemblée législative, nomme, par commission, un officier qui est appelé " auditeur de la province de Québec." S. R. Q., 776. Auditeur de la province.

852. L'auditeur reçoit, à même le fonds consolidé du revenu, un traitement de deux mille quatre cents piastres par année. S. R. Q., 777. Son traitement.

853. L'auditeur reste en charge durant bonne conduite, mais il peut être destitué par le lieutenant-gouverneur, sur une adresse du Conseil législatif et de l'Assemblée législative. S. R. Q., 778. Durée de sa charge.

854. L'auditeur et ses employés relèvent du département du Trésor. Ils en forment une division appelée " bureau de l'audition." S. R. Q., 779. Département dont il relève.

855. L'auditeur peut faire des ordonnances et règlements pour la régie intérieure du bureau de l'audition, sujets cependant à l'approbation du bureau de la trésorerie. Règlements par l'auditeur.

En l'absence du trésorier de la province, il peut suspendre l'exercice de ses fonctions tout employé du bureau de l'audition, qui refuse ou néglige d'obéir à ses ordres ou dont il trouve la conduite blâmable ; il doit en faire rapport au trésorier. S. R. Q., 780. Ses pouvoirs en l'absence du trésorier.

§ 2.—*Du contrôle de l'auditeur*

Ses devoirs
dans la clas-
sification des
crédits.

856. L'auditeur doit classifier tous les crédits pour chaque exercice et tous les mandats spéciaux qui peuvent être émis ; il doit tenir balancé un registre appelé " registre des crédits," contenant, sous des en-têtes séparés et distincts, un compte de chaque crédit, soit permanent soit annuel, et de chaque mandat spécial, en inscrivant sous chaque en-tête les montants tirés à compte de ce crédit ou de ce mandat spécial, avec les dates et les noms des personnes en faveur desquelles les mandats ont été émis. S. R. Q., 781.

Balance des
crédits non
dépensés.

857. Les balances des crédits non entièrement dépensés à la fin d'un exercice sont périmées et doivent être biffées, sauf toutefois les balances des crédits pour l'instruction publique, lesquelles sont portées à un compte spécial et sont placées au crédit du surintendant de l'instruction publique et payées par lui en la manière prescrite dans la loi de l'instruction publique. S. R. Q., 782; 62 V., c. 18, s. 2.

Devoir de
l'auditeur
relativement
à l'émission
des mandats.

858. L'auditeur doit voir à ce qu'aucun mandat ne soit émis pour un paiement de deniers publics pour lequel il n'y a pas de crédit voté par la Législature, ou à ce qu'il n'excède pas la partie d'un crédit dont la dépense a été autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil ; et il fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil, par l'entremise du trésorier de la province, des cas dans lesquels un département, ou un sous-comptable, a dépensé les deniers résultant du produit de tout mandat dont il est tenu de rendre compte, pour un objet pour lequel il n'y a pas d'autorité suffisante ou dont la dépense dépasse le montant qui a été autorisé. S. R. Q., 783.

Mode d'émis-
sion des man-
data.

859. Aucun mandat d'argent n'est émis, excepté sur le certificat de l'auditeur, constatant qu'il y a une autorité législative pour faire la dépense ; mais cependant—

Opinion exi-
gée du pro-
cureur gé-
néral dans cer-
tains cas.

1. Si, à propos d'une demande pour un mandat, l'auditeur a fait rapport qu'il n'y a pas d'autorité législative pour l'émaner, et si l'opinion écrite du procureur général est donnée que cette autorité existe et la cite, le trésorier de la province peut autoriser la préparation du mandat, nonobstant le rapport de l'auditeur.

Emission de
mandats
dans les cas
d'urgence.

2. Quand la Législature n'est pas en session, si un accident survient à quelque ouvrage ou bâtiment public, dont la réparation demande une dépense immédiate, ou si toute autre occasion se présente, lorsqu'une dépense imprévue pour laquelle il n'a pas été pourvu par la Législature est urgente et requise immédiatement pour le bien public, sur le rapport du trésorier qu'il n'y a pas de disposition législative, et du ministre ayant charge de la branche particulière du service, qu'il y a nécessité

urgente, le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner ordre de préparer un mandat spécial pour l'émission du montant jugé nécessaire; ce mandat est signé par le lieutenant-gouverneur lui-même, et le montant en est porté par le trésorier à un compte spécial, sur lequel des mandats peuvent être émis, de temps à autre, de la manière ordinaire, selon qu'ils sont requis. S. R. Q., 784.

860. L'auditeur doit, dans les cas mentionnés dans l'article 859, préparer un état des opinions légales et des rapports et mandats spéciaux et de toute dépense encourue en conséquence. Etat des cas exceptionnels.

Il donne cet état au trésorier de la province, qui le présente à l'Assemblée législative pas plus tard que le troisième jour de la session alors prochaine. Rapport à l'Assemblée législative. S. R. Q., 785.

SECTION VIII

DES COMPTES PUBLICS ET DE LEUR APUREMENT

§ 1.—*De la tenue des comptes publics*

861. L'année financière de la province comprend la période de temps écoulée depuis le trentième jour de juin d'une année jusqu'au trentième jour de juin de l'année suivante, ce dernier jour compris. Année financière. S. R. Q., 786.

862. Les comptes de la province doivent être tenus en double entrée, dans le département du Trésor. Tenue des comptes. S. R. Q., 787.

863. Les comptes sont tenus en piastres et centins; et ceux qui doivent être rendus au gouvernement de la province ou à un officier ou à un département public, sont ainsi rendus en piastres et centins. Cours dans lequel ils sont tenus. S. R. Q., 788.

864. Aussitôt que possible après l'expiration de chaque année financière, il est préparé dans le département du Trésor, pour être soumis à la Législature à sa prochaine session, un état des comptes publics pour cette année-là, indiquant d'une manière lucide et parfaite les divers revenus et dépenses de la province pour l'année, la situation du fonds consolidé du revenu et des dépôts et fonds spéciaux dont le gouvernement a l'administration, et tout ce qui est requis pour expliquer les transactions financières faites pendant l'année, et la situation de la province à l'expiration de l'année. Etat annuel des revenus et dépenses. S. R. Q., 789.

865. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut changer l'époque à laquelle ou jusqu'à laquelle un comptable de deniers publics, un officier, une corporation ou une institution publique, est tenu de rendre compte ou de faire rapport, chaque fois qu'à Changement des époques auxquelles les comptes

sont rendus, son avis cette modification peut faciliter la préparation exacte autorisée. de l'état des comptes publics. S. R. Q., 790.

§ 2.—*Des comptes rendus par les institutions subventionnées*

866. Les institutions et les établissements qui sont soutenus par des allocations publiques, doivent rendre leurs comptes en détail tous les trois mois, — ou plus souvent si le trésorier de la province le juge convenable, — afin qu'ils soient examinés, en les faisant accompagner des pièces justificatives de rigueur pour justifier l'emploi des deniers qu'ils ont reçus; et, chaque fois que ces comptes ou pièces justificatives sont insuffisants ou irréguliers, ou ne sont point rendus ou transmis à sa satisfaction, le trésorier doit enjoindre aux parties de suppléer aux omissions et de rectifier les irrégularités, et suspendre les avances ou paiements ultérieurs en faveur de l'institution ou de l'établissement, jusqu'à ce que les comptes et documents soient produits dans une forme convenable. S. R. Q., 791.

867. Les institutions, établissements, associations et corps subventionnés ou recevant des allocations publiques, doivent transmettre, chaque année, le ou avant le trente et unième jour de juillet, en la forme que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, déterminer, un rapport complet et entier sur leurs condition, administration et progrès, et aussi tout tableau de statistiques que peut, de temps à autre, leur demander le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 792.

868. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, prescrire à quels départements les différents comptes et rapports mentionnés dans les articles 866 et 867 seront rendus, pour être transmis au département du Trésor; — à défaut d'ordonnance à cet effet, ils doivent être rendus directement au département du Trésor. S. R. Q., 793.

§ 3.—*De l'apurement des comptes publics*

869. Les sous-chefs des départements ou les officiers et autres personnes chargés de la dépense des deniers publics, vérifient d'abord respectivement les détails des comptes des différents services, et sont responsables de l'exactitude de cette vérification. S. R. Q., 794.

870. Les comptes publics qui se rapportent aux recettes ou aux dépenses de la province, sont apurés par l'auditeur de la province, au nom de l'Assemblée législative.

Chaque compte peut être vérifié, sous la direction de l'auditeur, par l'officier ou le commis du bureau de l'audition qu'il charge de ce soin; et cet officier ou ce commis certifie qu'il a régulièrement vérifié ce compte.

L'auditeur de la province certifie que chaque compte a été Certificat apuré par lui-même, ou sous sa direction, et qu'il est correct. d'apurement.

Dans la vérification des comptes de dépenses, l'auditeur cons- Constatation tate d'abord si les paiements que le département rendant par l'audi- compte a crédités sont justifiés par des pièces ou teur lors de des preuves la vérifica- de paiement, et ensuite si les sommes dépensées ont été employ- tion. ées aux fins pour lesquelles le crédit à même lequel ces paie-
ments ont été faits avait pour but de pourvoir. S. R. Q., 795.

871. L'auditeur a libre accès, en tout temps convenable, Accès de aux registres de comptabilité et autres documents des départ- l'auditeur ments du gouvernement, et peut exiger que ces départements aux registres lui remettent respectivement, de temps à autre, ou à des péri- de la comp- tabilité. des régulières, les comptes de leurs transactions d'argent. S. R. Q., 796.

872. L'auditeur peut interroger sous serment toute per- Pouvoir de sonne au sujet de matières se rapportant à tout compte qui lui l'auditeur est soumis pour l'apurer, et peut administrer ce serment aux d'interroger personnes qu'il désire interroger. S. R. Q., 797. sous ser- ment.

873. L'auditeur et l'assistant-trésorier examinent et annu- Annulation lent, sous la surveillance du trésorier, les obligations de la pro- des obliga- vince, les bons du trésor et les autres effets se rattachant à la tions, etc. dette provinciale, qui sont rachetés de temps à autre. S. R. Q., 798.

§ 4.—De la reddition des comptes à l'Assemblée législative

874. Aussitôt que possible après l'expiration de chaque Revision des exercice, l'auditeur revise et remet au trésorier de la province comptes pu- pour les soumettre à l'Assemblée législative, les comptes blics. publics de cet exercice, avec un état des crédits permanents et annuels et des mandats spéciaux pour cet exercice et des sommes dépensées à compte de chaque crédit ou de chaque mandat spécial. S. R. Q., 799.

875. Le trésorier de la province soumet à l'Assemblée légis- Rapport des lative les comptes publics et l'état des crédits préparés par comptes pu- l'auditeur, le ou avant le trente et unième jour de décembre blics à l'As- suivant l'expiration de l'exercice auquel ils se rapportent, si la semblée lé- Législature est en session, et, si elle n'est pas en session, dans gislative par le cours d'une semaine après sa réunion. S. R. Q., 800. le trésorier.

876. L'auditeur fait rapport à l'Assemblée législative, par Rapport de l'intermédiaire du trésorier de la province, des cas dans l'auditeur à lesquels il lui paraît qu'un crédit a été excédé, ou que des l'Assemblée deniers reçus par un département et provenant de sources législative autres que les crédits pour l'année, n'ont pas été employés ou par voie du trésorier.

entrés en compte conformément aux prescriptions de la Législature, ou que le paiement d'une somme portée au compte d'un crédit n'est pas prouvé par une pièce justificative, ou qu'un paiement ainsi porté ne se présente pas pendant la période couverte par le compte ou, pour toute autre raison, n'est pas proprement imputable au crédit sous lequel il est inscrit. S. R. Q., 801.

Défaut du trésorier de faire rapport. **877.** Si le trésorier de la province ne soumet pas annuellement à l'Assemblée législative avec les comptes publics, à l'époque fixée, les rapports ainsi faits par l'auditeur, ce dernier les transmet lui-même sans délai. S. R. Q., 802.

SECTION IX

DU BUREAU DE LA TRÉSORERIE

Bureau de la trésorerie. **878.** Il y a un bureau de la trésorerie pour s'enquérir des affaires qui lui sont soumises par le trésorier de la province et en faire rapport, et pour les fins mentionnées dans le présent chapitre. S. R. Q., 803.

Sa composition. **879.** Le bureau de la trésorerie se compose du trésorier de la province, du ministre des terres et forêts et du procureur général.

Son président, etc. Le trésorier est le président, et l'assistant-trésorier est, par la nature de sa charge, le secrétaire de ce bureau. S. R. Q., 804; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Règlements sur le système de la comptabilité. **880.** Le bureau de la trésorerie, sur rapport de l'auditeur, peut adopter des règlements concernant le système de comptabilité qui doit être suivi dans les départements et par les sous-comptables de la province, l'émission des mandats et les comptes à rendre des deniers publics, et peut, de temps à autre, amender ou révoquer ces règlements. S. R. Q., 805.

Pouvoir du bureau, si l'auditeur refuse de certifier un mandat. **881.** Si l'auditeur refuse de certifier qu'un mandat peut être émis, pour la raison que la somme n'est pas réellement payable, ou que ce mandat excède l'autorisation donnée par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou pour toute raison autre que celle qu'il n'y a pas d'autorisation de la Législature, le bureau de la trésorerie, sur un rapport à ce sujet préparé par l'auditeur et par l'assistant-trésorier, prononce sur l'objection de l'auditeur, et peut la maintenir ou ordonner l'émission du mandat, à sa discrétion. S. R. Q., 806.

Ses pouvoirs d'interroger sous serment. **882.** Le bureau de la trésorerie peut interroger toute personne sous serment, au sujet de toute affaire qui lui est soumise par le trésorier de la province.

Tout membre du bureau peut administrer ce serment. S. R. Administration du serment
Q., 807.

883. Le bureau de la trésorerie peut émettre, au besoin, un subpœna, enjoignant à toute personne y nommée de comparaître devant lui, aux temps et lieu mentionnés dans ce subpœna, pour rendre témoignage sur des matières qui sont à sa connaissance, touchant les affaires soumises au bureau, et, si le bureau le désire, d'apporter avec elle et lui fournir les documents, papiers ou choses qu'elle peut avoir en sa possession relativement à ces affaires. Emission des subpœna.

Ce subpœna est signé par le président et contresigné par le secrétaire du bureau. S. R. Q., 808. Signature des subpœna.

884. Si, à raison de la distance à laquelle réside une personne dont le témoignage est requis par le bureau de la trésorerie, du lieu où se tiennent ses séances, ou pour toute autre cause, le bureau le juge à propos, il peut émettre une commission sous le seing du président et le contreseing du secrétaire du bureau, à toute personne y dénommée, l'autorisant à prendre ce témoignage et à lui en faire rapport. Prise des témoignages par commissaire dans certains cas.

Ce commissaire, après avoir prêté serment de remplir fidèlement le devoir qui lui est confié par cette commission, a, relativement à ce témoignage, les mêmes pouvoirs que le bureau, ou que tout membre d'icelui aurait eus, si ce témoignage eût été rendu devant lui. Pouvoir de ce commissaire d'interroger les témoins.

Ce commissaire peut, au besoin, émettre sous son seing un subpœna aux fins de contraindre tout témoin à comparaître devant lui, ou à produire devant lui les documents, papiers ou choses qui ont rapport à l'affaire au sujet de laquelle la commission a été émise. S. R. Q., 809. Emission de subpœna.

885. Si quelque personne, ainsi assignée à comparaître devant le bureau de la trésorerie, ou devant le commissaire nommé par lui, manque, sans valables excuses, de comparaître, ou, sur ordre de produire les documents, papiers ou choses en sa possession, manque de les produire, ou refuse d'être assermentée ou de répondre aux questions légales et pertinentes qui lui sont faites par le bureau ou par ce commissaire, cette personne encourt, pour chaque telle offense, une pénalité de cent piastres, et peut être traitée par le bureau de la trésorerie ou par le commissaire nommé par lui, comme si elle avait refusé d'obéir à l'ordre d'un tribunal et s'était rendue coupable de mépris de cour. S. R. Q., 810. Défaut de comparution des témoins assignés.

SECTION X

DE LA RESPONSABILITÉ DES COMPTABLES

886. Si une personne refuse ou néglige de transmettre un compte, un état ou un rapport, avec les pièces justificatives, à une Pénalité pour défaut

de rendre compte. l'officier ou au département auquel elle est légalement tenue de les transmettre, le ou avant le jour fixé pour leur transmission, cette personne encourt, pour ce refus ou cette négligence, une pénalité de cent piastres.

Preuve dans les actions pour recouvrement de pénalités. Dans toute action pour le recouvrement de cette somme, il est suffisant de prouver, par un témoin ou autre preuve, que ce compte, cet état ou ce rapport aurait dû être transmis par le défendeur, tel qu'allégué; la preuve du fait que le document a été ainsi transmis incombe au défendeur. S. R. Q., 811.

Avis à l'effet de faire rendre compte. **887.** Chaque fois que le trésorier de la province a raison de croire que quelque officier ou personne a reçu des deniers publics, ou des deniers affectés à quelque fin publique, et ne les a pas remis ou dûment employés, ou n'en a pas rendu compte, il peut adresser à cette personne, ou à ses représentants en cas de décès, un avis les requérant, sous un délai y mentionné, qui doit être de pas moins de trente jours ni de plus de soixante jours à compter de la signification de cet avis, de remettre ou d'employer ces deniers, ou d'en rendre compte au trésorier ou à l'officier qui est nommé dans l'avis, avec les pièces justificatives. S. R. Q., 812.

Signification de cet avis. **888.** Cet avis est signifié par le shérif du district où la signification doit être faite, ou par son député, en en donnant une copie à toute personne à qui il est adressé, ou en la laissant pour elle au lieu ordinaire de sa résidence; le rapport du shérif, ou de son député, de cette signification, est considéré comme preuve concluante d'icelle. S. R. Q., 813.

Procédure sur défaut de rendre compte. **889.** Si cette personne néglige de remettre ou de faire l'emploi de ces deniers, ou d'en rendre compte et de transmettre les pièces justificatives dans le temps déterminé par l'avis qui lui a été signifié, le trésorier de la province fait un compte contre cette personne pour l'affaire dont il est question dans l'avis, en lui chargeant l'intérêt à compter de la signification de l'avis, et en délivre une copie au procureur général.

Preuve *prima facie*. Cette copie fait preuve *prima facie* de son contenu devant toute cour de justice. S. R. Q., 814.

Avis à défaut de pièces justificatives à l'appui de la reddition de compte. **890.** Quand une personne a transmis un compte, soit avant soit après l'avis, mais sans pièces justificatives, ou avec des pièces justificatives insuffisantes dans lesquelles elle se crédite de quelque somme, le trésorier de la province peut lui notifier, ou peut notifier à ses représentants en cas de décès, de la manière mentionnée dans l'article 887, de transmettre les pièces justificatives sous un délai de trente jours après la signification de l'avis. Cet avis est signifié de la manière indiquée, et le rapport de la signification a l'effet prévu dans l'article 888.

Signification de l'avis. **890.** Cet avis est signifié de la manière indiquée, et le rapport de la signification a l'effet prévu dans l'article 888.

Si ces pièces justificatives ne sont pas transmises dans cet espace de temps, le trésorier peut faire un compte contre cette personne, ou contre ses représentants, sans tenir compte des sommes qu'elle a mises à son crédit et pour lesquelles elle n'a pas transmis de pièces justificatives ou a transmis des pièces justificatives insuffisantes, et peut délivrer une copie de ce compte au procureur général.

Cette copie fait preuve *prima facie* de son contenu devant toute cour de justice. S. R. Q., 815.

Compte par le trésorier si ces pièces ne sont pas transmises.

Preuve *prima facie*.

891. Si, en tout temps, il est clairement établi par les livres de comptes tenus par un officier du revenu ou dans son bureau, ou par sa reconnaissance écrite ou par son aveu, qu'il a, en vertu de sa charge ou de son emploi, reçu des deniers appartenant à la couronne, et se montant à une somme déterminée qu'il a omis de remettre à l'officier dûment nommé pour la recevoir, et de la manière et dans le temps légalement fixés,—sur l'affidavit des faits, devant un juge de la Cour supérieure, par tout officier qui en a eu connaissance et a été autorisé à cet effet par le lieutenant-gouverneur en conseil, ce juge doit ordonner contre les biens meubles et immeubles de cet officier, l'émission des brefs qui auraient pu être émis par ce tribunal si jugement eût été obtenu pour le même montant, et si le délai accordé par la loi entre le jugement et l'exécution était expiré; ces brefs sont exécutés par le shérif ou tout autre officier compétent, et cette somme est prélevée en vertu de ces brefs, avec dépens; toutes procédures ultérieures se font comme si jugement avait été de fait obtenu. S. R. Q., 816.

Exécutions contre les défalcataires.

Procédure sur icelles.

892. Si une personne a reçu des deniers publics pour les appliquer à quelque objet spécial et ne les a pas ainsi employés dans le temps et de la manière prescrits, ou si une personne, ayant rempli une charge publique, a cessé de l'occuper et a entre ses mains des deniers publics reçus par elle comme tel officier pour les employer à quelque fin spéciale à laquelle elle ne les a pas ainsi employés, cette personne est censée avoir reçu ces deniers pour la couronne pour les usages publics de la province; le trésorier de la province peut lui notifier, ou peut notifier à ses représentants, en cas de décès, d'avoir à lui rembourser cette somme, qui peut être recouvrée de cette personne ou de ses représentants de toutes les manières par lesquelles les dettes de la couronne peuvent être recouvrées; une somme égale peut, en attendant, être employée à la fin pour laquelle cette somme aurait dû l'être. S. R. Q., 817.

Procédure contre les personnes qui négligent d'appliquer les deniers publics.

Somme employée en attendant.

893. Si, pour cause de malversation, d'inattention grossière, ou de négligence de devoirs, de la part d'un officier du revenu, quelque somme d'argent se trouve perdue pour la couronne, cet officier est responsable de cette somme comme s'il

Responsabilité des officiers causant

une perte de l'avait perçue; elle peut être recouvrée de lui ou de ses représentants, sur preuve de telle malversation, inattention grossière ou négligence, de la même manière que s'il l'avait reçue. S. R. Q., 818.

894. Les livres, papiers, comptes et documents de quelque nature qu'ils soient, qui sont tenus ou employés par un officier du revenu ou qui sont en sa possession par le fait de l'exercice de ses devoirs comme tel officier, sont des biens appartenant à la couronne; tous les deniers ou effets de commerce reçus ou gardés en sa possession en vertu de son emploi sont des deniers et des effets de commerce appartenant à la couronne.

Propriété des livres, documents, deniers, etc., entre les mains des officiers publics.

Si cet officier refuse ou omet, en tout temps, de rembourser ou remettre ces biens, deniers ou effets de commerce à un officier ou à une personne qui, étant dûment autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil, les demande, il encourt, pour ce refus ou cette négligence, une pénalité de mille piastres. S. R. Q., 819.

Défaut de remboursement, etc., par les officiers.

895. Si un officier du revenu reçoit, directement ou indirectement, des sommes de deniers, services, valeurs ou autres choses d'une personne qui n'est pas légalement autorisée à les lui payer ou accorder pour une chose par lui faite se rapportant à sa charge ou à son emploi, excepté ce qu'il reçoit par l'ordre ou avec la permission du lieutenant-gouverneur en conseil, cet officier, sur preuve à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, est destitué de sa charge ou de son emploi.

Destitution des officiers se laissant corrompre par des présents.

Si une personne, qui n'est pas un officier dûment autorisé à les payer ou à les accorder, donne, offre ou promet des sommes de deniers, services, valeurs ou autres choses, elle encourt, pour chaque telle gratification, offre ou promesse, une pénalité de quatre cents piastres. S. R. Q., 820.

Pénalité contre les personnes qui les offrent.

SECTION XI

DES SERMENTS, INVESTIGATIONS ET PÉNALITÉS

896. Dans tous les cas où quelque serment est requis dans une matière relative au revenu, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la substitution, à ce serment, d'une déclaration solennelle, qui a le même effet qu'aurait eu le serment à toutes intentions et fins quelconques. S. R. Q., 821.

Substitution de la déclaration au serment.

897. Dans les investigations ou enquêtes faites, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, pour s'assurer de la vérité d'un fait quelconque relatif au revenu, ou à la conduite des officiers du revenu, et dans les investigations et enquêtes semblables faites par une personne autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à les faire, toute personne examinée comme

Témoignages donnés sous serment.

témoin donne son témoignage sous serment, lequel est administré par la personne qui fait l'investigation ou l'enquête. S. R. Q., 822.

898. Le procureur général peut poursuivre pour et au nom de Sa Majesté, toute pénalité ou confiscation imposée par quelque loi relative au revenu et la recouvrer ; le total de cette pénalité ou de cette confiscation appartient en ce cas à la couronne pour les usages publics de la province, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil, comme il en a le droit s'il veut l'exercer, n'en alloue une partie à l'officier saisissant ou à la personne par l'aide ou la dénonciation de laquelle la pénalité ou la confiscation a été recouvrée. S. R. Q., 823.

Recouvrement des pénalités.

Leur emploi.

899. Le procureur général peut ordonner la discontinuation de toute poursuite pour pénalité ou confiscation imposée par quelque loi relative au revenu, qui a été intentée par une personne ou au nom de toute personne. S. R. Q., 824.

Discontinuation des poursuites.

SECTION XII

DE LA REMISE DES DROITS ET DES PÉNALITÉS

900. Le lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il le juge avantageux pour le bien public, et lorsque sans cela il résulterait pour le public de graves inconvénients, ou, pour les individus, de l'oppression ou de l'injustice, peut remettre toute taxe, tout droit ou tout péage payable à la couronne qui est imposé, ou dont l'imposition a été autorisée, soit avant soit depuis l'Union, et concernant toute matière qui se trouve dans les limites des pouvoirs de la Législature ; ou toute confiscation ou pénalité pécuniaire imposée, ou dont l'imposition a été autorisée, pour contravention aux lois relatives au revenu, sauf celles pour contraventions à la loi des licences de Québec, ou à l'administration de quelque ouvrage public produisant un péage ou un revenu, nonobstant que quelque partie de telle confiscation ou pénalité soit accordée par la loi au dénonciateur ou au poursuivant, ou à toute autre partie.

Remise des pénalités en certains cas.

Cette remise peut être faite en vertu d'un règlement général, ou par un arrêté spécial dans chaque cas particulier, et peut être entière ou partielle, conditionnelle ou sans condition ; mais si elle est conditionnelle et que la condition ne soit pas remplie, l'arrêté qui s'applique à ce cas est sans effet, et les procédures peuvent avoir lieu et être prises comme s'il n'eût pas été fait. S. R. Q., 825 ; 63 V., c. 12, s. 222.

Mode de la remise.

901. Un état détaillé de ces remises est soumis, chaque année, à la Législature, dans les premiers quinze jours de la session subséquente. S. R. Q., 826.

Etat des remises.

SECTION XIII

DU PAIEMENT DES RÉCLAMATIONS DU GOUVERNEMENT A MÊME LES DÉPÔTS
ENTRE LES MAINS DU TRÉSORIER DE LA PROVINCE

Le trésorier autorisé, peut retenir sur tout dépôt le montant de toute créance due à la couronne.

902. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, d'autoriser le trésorier de la province à retenir, sur tout dépôt fait au département du Trésor, en vertu d'un statut ou autrement, le montant de toute créance qui peut être due à la couronne par la personne qui a fait le dépôt ou à qui le dépôt est payable, et d'appliquer cette somme à l'acquittement de telle réclamation. 6 Ed. VII. c. 3, s. 1.

DEUXIÈME PARTIE

DES MATIÈRES QUI RELÈVENT DU DÉPARTEMENT

SECTION XIV

DE LA LOI DES LICENCES

§ 1.—*Nom et application de la section*

Citation de la loi. **903.** La présente section peut être citée sous le nom de “Loi des licences de Québec.”

Application d'icelle. Elle s'applique à la province et aux divisions minières de cette province, tant que les articles 1004, 1005, 1006, 1007 et 1008 ne seront pas mis en vigueur par proclamation. 63 V., c. 12, s. 1.

PREMIÈRE DIVISION

DES LICENCES CONCERNANT LES LIQUEURS ENIVRANTES

§ 2.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

Interprétation. **904.** Les termes et expressions employés dans la présente section ont la signification qui leur est ci-après attribuée, à moins que cette signification ne s'accorde pas avec le contexte: 63 V., c. 12, s. 2, 1er al.

1. Les "liqueurs enivrantes" sont l'eau de vie (brandy), le ^{Liqueurs en-}guildivie (ou rhum), le whiskey, le genièvre (ou gin), les vins de ^{ivrantes.} toute sorte, l'ale, la bière, la lager beer, le porter, le cidre et toute autre liqueur qui contient un principe enivrant, et tout breuvage composé en tout ou en partie de quelque'une de ces liqueurs. 63 V., c. 12, s. 2, § 1.

2. Les "liqueurs de tempérance" sont les sirops de toute ^{Liqueurs de} sorte et autres liquides ou breuvages semblables, simples ou ^{tempérance.} composés, dans lesquels il n'entre aucun principe enivrant. 63 V., c. 12, s. 2, § 2.

3. Les maisons appelées "maisons d'entretien public" sont ^{Maison} les maisons ou lieux publics affectés à la réception des voya- ^{d'entretien}geurs et du public, où, moyennant paiement, l'on donne habi- ^{public.}tuellement à loger et à manger.

Ces maisons d'entretien public sont les auberges et les hôtels de tempérance. 63 V., c. 12, s. 2, § 3.

4. Une "auberge", comprenant les établissements aussi ^{Auberge.} appelés hôtels et tavernes, est une maison d'entretien public où l'on vend des liqueurs enivrantes. 63 V., c. 12, s. 2, § 4.

5. Une "taverne dans les mines" est une auberge tenue ^{Taverne dans} dans un rayon de cinq milles de distance du lieu d'exploitation ^{les mines.} d'une mine. 63 V., c. 12, s. 2, § 5.

6. Un "restaurant" est un établissement où, moyennant ^{Restaurant.} paiement, l'on donne habituellement à manger (sans fournir de logement) et où l'on vend des liqueurs enivrantes. 63 V., c. 12, s. 2, § 6.

7. Une "buvette" est tout endroit situé en arrière d'un ^{Buvette.} comptoir, dans lequel on conserve les dites liqueurs pour les vendre. 63 V., c. 12, s. 2, § 7.

8. Un "hôtel de tempérance" est une maison d'entretien ^{Hôtel de} public où il n'est pas vendu de liqueurs enivrantes. 63 V., c. ^{tempérance.} 12, s. 2, § 8.

9. Un "magasin de liqueurs" est tout magasin ou échoppe ^{Magasin de} où l'on vend des liqueurs enivrantes sans fournir le logement ^{liqueurs.} ni la nourriture.

Les magasins de liqueurs sont divisés en magasins de gros et en magasins de détail. 63 V., c. 12, s. 2, § 9.

10. Un "magasin de liqueurs de gros" est celui où l'on vend, ^{Magasin de} en une seule et même fois, des liqueurs enivrantes en quantités ^{liqueurs de} non moindres que deux gallons, mesure impériale, ou d'une ^{gros.} douzaine de bouteilles ne contenant pas moins qu'une chopine chacune, mesure impériale. 63 V., c. 12, s. 2, § 10.

11. Un "magasin de liqueurs de détail" est celui où l'on ^{Magasin de} vend, en une seule et même fois, des liqueurs enivrantes en ^{liqueurs de} quantités non moindres qu'une chopine, mesure impériale. 63 ^{détail.} V., c. 12, s. 2, § 11.

12. Un "club" est une association dans laquelle des liqueurs ^{Club.} enivrantes sont vendues aux membres du club seulement, ou

à des étrangers qui jouissent des privilèges du club pendant une limite de temps fixée par les règles du club, et dans laquelle les profits de la vente des liqueurs enivrantes et de l'usage de tables de billard appartiennent aux membres du club, qui sont propriétaires *bona fide* de tous les effets mobiliers contenus dans le dit club, et sont les propriétaires ou locataires de l'établissement. 63 V., c. 12, s. 2, § 12 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 1.

Membre
d'un club.

13. Un "membre d'un club" est une personne qui a été régulièrement élue au scrutin, après affichage public de son nom dans le club durant au moins huit jours avant le scrutin, et qui a acquitté l'honoraire d'admission et tous autres hono-
raires établis par les règles du club. 63 V., c. 12, s. 2, § 13.

Buvette de
bateau à va-
peur.

14. Une "buvette de bateau à vapeur" est tout local ou pièce consacrée à la vente des liqueurs enivrantes dans un bateau à vapeur ou tout autre bâtiment, le mot bâtiment comprenant toute embarcation quelconque. 63 V., c. 12, s. 2, § 14.

Buffet de
chemin de
fer.

15. Un "buffet de chemin de fer" est tout local ou pièce dans une station de voie ferrée où, moyennant paiement, on donne habituellement ou par occasion à manger aux voya-
geurs en chemin de fer et où l'on vend des liqueurs enivrantes. 63 V., c. 12, s. 2, § 15.

Train de che-
min de fer.

16. Les mots "train de chemin de fer" comprennent tout train de voyageurs ou de colons, de tout genre, circulant dans une partie quelconque de la province. 63 V., c. 12, s. 2, § 16.

Embouteil-
leur.

17. Un "embouteilleur" est celui qui embouteille ou met en futailles les liqueurs fermentées connues sous le nom de bière, ale, porter et stout, les vend et les livre chez lui, ou chez l'acheteur, dans les limites de toute municipalité pour laquelle il a une licence, soit en bouteilles, en quantité d'au moins une douzaine de bouteilles, à la fois, ne contenant pas moins d'une chopine, mesure impériale, chacune, soit en futailles, en quantité non moindre que deux gallons, mesure impériale, à la fois ; mais toute personne, ou le patron de toute personne, qui fait le commerce de vendre et de délivrer des liqueurs fermentées avec une voiture ou une charrette de brasseur, est considéré comme un embouteilleur, soit qu'il embouteille lui-même ces liqueurs fermentées, soit qu'il les achète d'autrui déjà embouteillées, soit qu'il les vende à com-
mission.

Endroit où
l'embouteil-
leur doit
avoir son
établissement.

L'établissement de l'embouteilleur doit être situé dans les limites de la municipalité, dont le conseil a confirmé le certi-
ficat de licence ; et il n'est permis à aucun embouteilleur d'avoir quelque établissement pour l'embouteillage, ou local pour l'emmagasinage des liqueurs fermentées mentionnées dans le présent paragraphe, dans aucune autre partie du terri-
toire couvert par sa licence. 63 V., c. 12, s. 2, § 17 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 1, § (a) ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 2 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 1,

Licence pour
bière et vin.

18. Une licence pour vendre du vin, de l'ale, de la bière, de la
lager beer, du porter et du cidre exclusivement, est appelée

“ licence pour bière et vin ”, et signifie une licence d'auberge ou de restaurant, selon le cas, qui donne à la personne qui en est munie le droit de vendre de l'ale, de la bière, de la lager beer, du porter et du cidre, ainsi que du vin du pays fait au Canada et ne contenant pas plus de quinze pour cent d'alcool, et du vin étranger léger ne contenant pas plus de quinze pour cent d'alcool, mais non du porto, du sherry ou du vin de Madère, ni aucune autre liqueur enivrante, le tout sujet aux conditions contenues dans l'article 960. 63 V., c. 12, s. 2, § 19.

19. Le mot “ personne ” inclut dans son interprétation : so- Mot “ per-
ciété, compagnie, corporation, association et club. 63 V., c. 12, ^{sonne,” dé-}
s. 2, § 23a ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 1, § (b). ^{fini.}

20. Les mots “ quiconque tient ” comprennent la personne ^{Signification}
qui contrevient aux dispositions de la présente section, soit ^{des mots :}
qu'elle agisse pour elle-même ou pour une autre ou d'autres ^{“ quiconque}
personnes. 63 V., c. 12, s. 2, § 24. ^{tient.”}

21. Le “ dénonciateur ” est la personne qui donne les ren- ^{Dénoncia-}
seignements sur lesquels une poursuite en justice pour contra- ^{teur.}
vention à la présente section est intentée. 63 V., c. 12, s. 2,
§ 25.

22. Le mot “ district,” employé seul, signifie un des districts ^{District.}
établis en vertu de l'article 819. 63 V., c. 12, s. 2, § 27.

23. Le “ territoire organisé ” est toute partie de territoire de ^{Territoire}
la province érigée en municipalité, et le “ territoire non orga- ^{organisé et}
nisé ” est la partie de ce même territoire qui n'est pas ainsi ^{territoire non}
érigée. 63 V., c. 12, s. 2, § 28. ^{organisé.}

24. Un “ arrondissement de votation,” dans toutes les ^{Arrondisse-}
municipalités excepté les cités, est toute subdivision, pour les ^{ment de vo-}
fins de la votation aux élections des députés à l'Assemblée ^{tation dans}
législative, d'une division électorale dans la province telle que ^{les muni-}
constatée par la liste électorale alors en vigueur. 63 V., c. 12,
s. 2, § 29. ^{palités.}

25. Dans toute cité, les expressions “ quartier de la cité,” ^{Subdivision}
“ arrondissement de votation,” “ district de votation ” et “ dis- ^{de votation}
trict électoral,” quand elles concernent le certificat de licence, ^{dans les}
ou une opposition à ce certificat, signifient toute subdivision ^{cités.}
de votation pour les élections municipales, telles qu'établies
par les listes électorales de la cité alors en vigueur. 63 V., c.
12, s. 2, § 30.

905. La licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans ^{Privilèges}
une auberge, un restaurant, une buvette de bateau à vapeur ^{conférés par}
ou un buffet de chemin de fer, comprend la faculté de laisser ^{la licence}
boire sur place la liqueur vendue ; mais le même privilège ne ^{d'auberge,}
s'étend pas au magasin de liqueurs ; en ce dernier cas, la ^{etc.}
liqueur délivrée ne peut être consommée que hors du magasin.
63 V., c. 12, s. 2, § 18.

Licence pour le cidre de pomme et le vin du pays.

Privilèges conférés par cette licence dans certains cas.

Licences pour vendre sur échantillon ou à commission.

Droit que comporte une licence d'encanteur pour vente des liqueurs.

Bouteilles d'une chopine.

Vente dé-
finie.

906. Une licence pour vendre du cidre de pomme fabriqué par le vendeur, ou du vin du pays fait de raisin ou d'autres fruits cultivés et récoltés au Canada, et fabriqué par le vendeur, qui doit résider et fabriquer ce cidre ou ce vin du pays dans les limites de la province, donne le droit de vendre, en une seule et même fois, ce cidre ou ce vin du pays en quantités non moindres que deux gallons, mesure impériale, ou qu'une douzaine de bouteilles ne contenant pas moins qu'une chopine chacune, mesure impériale, en une seule et même fois, pour être entièrement emporté et non bu dans l'établissement.

Si le porteur de la licence s'est conformé, *mutatis mutandis*, aux formalités prescrites par l'article 967 concernant la demande pour l'obtention d'un certificat à cette fin et sa confirmation, il peut vendre ce cidre ou ce vin du pays en quantités de pas moins d'un demi-gallon, mesure impériale, ou de trois bouteilles de pas moins d'une chopine chacune, mesure impériale, en une seule et même fois, ce cidre ou ce vin devant être entièrement emporté et non bu dans l'établissement. 63 V., c. 12, s. 2, § 20 ; 2 Ed. VII, c. 13, s. 1, § (a).

907. Une licence pour vendre sur échantillon ou à commission donne le droit de vendre sur échantillon ou à commission des liqueurs enivrantes en quantités d'au moins deux gallons, mesure impériale, ou d'une douzaine de bouteilles d'au moins une chopine chacune, mesure impériale, en une seule et même fois, ces liqueurs n'étant pas la propriété du vendeur, qu'elles soient dans les limites de la province, ou en entrepôt ou autrement, hors des limites de la province. 63 V., c. 12, s. 2, § 21.

908. Une licence d'encanteur pour la vente des liqueurs donne le droit de vendre des liqueurs enivrantes dans les quantités mentionnées au paragraphe 10 de l'article 904, lorsque ces liqueurs forment partie du fonds de commerce d'une personne décédée ou de quelqu'un qui, pour cause d'insolvabilité ou autrement, vend son fonds de commerce, ses marchandises ou effets dans la municipalité où il faisait affaires. 63 V., c. 12, s. 2, § 21a ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 3.

909. Quand des liqueurs spiritueuses sont vendues dans cette province en bouteilles ou flacons cachetés de la dimension connue dans le commerce sous le nom de bouteilles ou flacons d'une chopine, ces bouteilles ou flacons, s'ils ne contiennent pas moins d'une demi-chopine impériale chacun, sont considérés comme contenant chacun une chopine impériale. 63 V., c. 12, s. 2, § 22 ; 2 Ed. VII, c. 13, s. 1, § (b).

910. Toute livraison de liqueurs enivrantes, faite autrement qu'à titre purement gratuit, constitue une vente.

La gratuité de la livraison s'infère des circonstances dans lesquelles elle est faite, et de l'intention de celui qui fait la livraison et de celui qui reçoit les liqueurs.

Toute livraison de liqueurs enivrantes dans une maison mal-famée ou de rendez-vous est une livraison pour valeur et une vente.

Toute livraison non gratuite est considérée comme faite à titre de vente, sans qu'il soit nécessaire de prouver une tradition d'argent, ou la prestation de quelque objet ayant une valeur pécuniaire, comme prix de vente de ces liqueurs. 63 V., c. 12, s. 2, § 23.

911. Le requérant d'une licence peut être un particulier, une société ou une compagnie. Si c'est une société, chacun des associés, et si c'est une compagnie, le président ou tout autre officier de la compagnie, peut être poursuivi pour toute violation des conditions de la licence, aussi bien que toute personne à son emploi qui contrevient à ces conditions, et l'action peut être prise contre l'une de ces personnes, ou, à la discrétion du poursuivant, contre la société ou la compagnie; dans le dernier cas, le jugement doit être exécuté, à défaut du paiement de la pénalité, conformément à l'article 1156. 63 V., c. 12, s. 2, § 24a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 1, § (c).

912. L'officier du revenu nommé en vertu de l'article 815 et auquel, en vertu de l'article 819, une ou plusieurs parties de cette province érigées en districts de revenu sont assignées, qui, par la présente section, a le pouvoir d'octroyer des licences, et qui, dans le Code municipal, est appelé "le percepteur du revenu de l'intérieur," est, pour les fins de la présente section, appelé "percepteur du revenu de la province." 63 V., c. 12, s. 2, § 26.

913. Pour qu'un électeur ait les qualités requises aux fins de la présente section, il n'est pas nécessaire qu'il ait payé ses taxes; il suffit que son nom soit régulièrement inscrit sur le rôle. 63 V., c. 12, s. 2, § 30a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 1, § (d).

§ 3—Des prohibitions générales

914. Il est défendu à toutes personnes, corporations ou clubs, sous peine des amendes et pénalités ci-après édictées :

1. de tenir, une auberge ou un hôtel, une taverne dans les mines, un restaurant, une buvette de bateau à vapeur, un buffet de wagon-restaurant, un buffet de chemin de fer, un hôtel de tempérance ou un magasin de liqueurs de gros ou de détail ;

2. de vendre des liqueurs enivrantes, sur échantillon, à commission ou autrement, ou dans un club ou une association quelconque ;

3. de vendre du vin, de l'ale, de la bière, de la lager beer, du porter et du cidre ;

4. de vendre du cidre de pomme ou des vins du pays fabriqués par le vendeur ;

5. de faire le commerce d'embouteilleur ;

6. de vendre des liqueurs enivrantes sans un des certificats mentionnés à l'article 1035 ou en quantités de plus d'une chopine, mesure impériale, à la fois, s'il s'agit d'un pharmacien ;— sans avoir au préalable obtenu, en la manière et forme et après paiement des droits et honoraires ci-après mentionnés, une licence pour chacun de ces objets. 63 V., c. 12, s. 3.

§ 4.—*De l'octroi des licences et de leur durée*

Licences
dans une di-
vision miniè-
re, etc.

915. L'officier nommé en vertu de la loi des mines de Québec, ayant la surveillance d'un district minier ou d'une division minière, a seul le droit d'accorder des licences pour la vente de liqueurs enivrantes dans un rayon de cinq milles de toute mine en exploitation.

Droits aux-
quels elles
sont sujettes.

Les licences sont sujettes à tels droits que le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer, mais ne devant pas être moindres que cent vingt-cinq piastres par licence, et sont détenues sujettes aux règlements que le lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter. 63 V., c. 12, s. 4.

Apporter des
liqueurs en-
ivrantes dans
une mine,
etc., consti-
tue une
offense.

916. Le fait d'apporter des liqueurs enivrantes dans une mine, dans quelques dépendances d'une mine ou dans un des ateliers qui s'y rattachent, est une offense contre la présente section ; et toute personne qui en est trouvée coupable encourt, pour chaque contravention, une amende de pas moins de vingt piastres, et de pas plus de cinquante piastres, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de trois mois. 63 V., c. 12, s. 4a ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 2.

Pénalité.

Boire des
liqueurs en-
ivrantes dans
une mine,
etc., consti-
tue une
offense.
Pénalité.

917. Le fait de boire des liqueurs enivrantes dans une mine ou dans quelque dépendance d'icelle, est une offense contre la présente section ; et toute personne qui en est trouvée coupable encourt, pour chaque contravention, une amende de pas moins de cinq piastres et de pas plus de quinze piastres, et, à défaut de paiement, un emprisonnement d'un mois. 63 V., c. 12, s. 4b ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 2.

Qui accorde
et émet les
licences.

918. A l'exception des licences pour tavernes dans les divisions minières, qui sont accordées par l'officier mentionné dans l'article 915, et qui sont les seules licences pour la vente des liqueurs qui peuvent être accordées dans les divisions minières, sauf les dispositions de l'article 919, chaque licence, pour un des objets quelconques ci-dessus mentionnés, est accordée au nom du lieutenant-gouverneur et est émise par un des percep-

teurs du revenu de la province ou par son député. 63 V., c. 12, s. 5.

919. Les dispositions des articles 915 et 918 concernant l'octroi des licences de tavernes ne s'appliquent pas aux cités et villes. 63 V., c. 12, s. 6.

Certaines dispositions ne s'appliquent pas aux cités, etc.

920. Chaque percepteur du revenu de la province délivre les licences dont il doit être fait usage dans les limites du district qui lui est assigné, et retire les droits et honoraires imposés pour ces licences par la loi.

Emission des licences.

S'il s'agit d'une licence de buvette de bateau à vapeur, ce devoir incombe au percepteur du revenu pour le district où réside le propriétaire, le maître ou la personne en charge du bateau à vapeur ou du bâtiment pour lequel cette licence est demandée, et, dans le cas où ce bateau à vapeur ou bâtiment est possédé par une compagnie, au percepteur du revenu de la province pour le district dans lequel la compagnie tient son bureau principal ou a sa principale place d'affaires.

Buvettes de bateaux à vapeur.

Dans le cas de licence de wagon-restaurant, ce devoir incombe au percepteur du revenu du district de la province dans lequel est situé la station ou le bureau principal de la compagnie du chemin de fer, dans la province.

Emission de licences de wagon-restaurant.

Le député du percepteur du revenu, comme son principal, délivre les licences et perçoit les droits et honoraires. 63 V., c. 12, s. 7.

Député du percepteur.

921. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, nommer à sa discrétion une ou plusieurs personnes, qu'il autorise à signer et délivrer ces licences aux percepteurs du revenu de la province, et peut également en déterminer la forme, de même que l'époque de leur livraison. 63 V., c. 12, s. 8.

Personnes autorisées à signer les licences, etc.

922. A l'exception des licences de buvette de bateau à vapeur, qui expirent lors de la mise en hivernement des bateaux, et des licences de taverne dans les mines, dont la durée est mensuelle, les licences sont accordées pour une année ou fraction d'année seulement et expirent le premier jour de mai subséquent à leur octroi.

Durée des licences.

Lorsque, pendant le cours d'une année de licence, des personnes commencent à faire un commerce pour lequel une licence est requise, le trésorier de la province peut autoriser le percepteur du revenu de la province à accepter, pour la licence, un montant de droit proportionnel au nombre de mois de l'année qui restent à s'écouler depuis le premier du mois dans lequel elles commencent à exercer ce commerce. 63 V., c. 12, s. 9.

Licences prises après le commencement de l'année.

Licence est
personnelle,
etc.

923. Sujette aux dispositions de la présente section, quant aux changements et transports des licences et quant aux cessions volontaires ou judiciaires faites par des insolubles *bona fide*, toute licence pour la vente de liqueurs constitue une licence accordée seulement à la personne y désignée et pour l'établissement y décrit, et est valide tant que cette personne occupe le dit établissement et est le véritable propriétaire du commerce qui s'y fait. 63 V., c. 12, s. 10; 6 Ed. VII, c. 9, s. 4.

§ 5.—*Des licences d'auberges*

Formalités
pour l'obten-
tion d'une
licence d'au-
berge, etc.

924. Pour obtenir une licence pour tenir une auberge, les formalités suivantes doivent être observées :

Préalablement à l'obtention de la licence pour toute partie de territoire organisé de cette province, le requérant doit fournir au percepteur du revenu de la province un certificat suivant la formule A, signé par vingt-cinq électeurs municipaux y résidant, ou une majorité des électeurs municipaux y résidant s'ils sont en nombre moindre que cinquante, de la paroisse, du canton, du village, de la ville ou du quartier de la cité dans les limites duquel est située la maison pour laquelle la licence est demandée, attestant que le requérant est personnellement connu des signataires, qu'il est honnête, sobre, de bonne réputation, qu'il a qualité pour tenir une maison d'entretien public, que la maison dont il est question contient le logement exigé par la loi, et qu'on y a besoin d'une maison d'entretien public. 63 V., c. 12, s. 11.

Affidavit.

925. Ce certificat doit être accompagné d'un affidavit donné par le requérant, suivant la formule B, et attesté sous serment devant un juge de paix du district, et, dans les cités de Québec et de Montréal, devant l'un des commissaires de licences, ou le greffier de ces commissaires de licences.

Conditions
pour certi-
ficats à Qué-
bec et à
Montréal.

Dans les cités de Québec et de Montréal, nul certificat pour une licence ne peut être accordé si une majorité absolue des électeurs municipaux résidant ou ayant leur place d'affaires dans le district de votation, signifient leur opposition par écrit à l'octroi de telle licence, ou s'il est prouvé, de manière à convaincre les personnes chargées de confirmer le certificat, que le requérant a une mauvaise réputation, qu'il a déjà souffert ou permis l'ivresse ou le désordre dans son auberge, qu'il a déjà été condamné deux fois à l'amende pour avoir vendu des liqueurs sans licence ou qu'il a été trouvé coupable de faire la contrebande des liqueurs enivrantes. 63 V., c. 12, s. 12; 2 Ed. VII, c. 13, s. 2; 5 Ed. VII, c. 13, s. 3.

Avis au por-
teur de

926. Dans le cas d'une inconduite grave, pendant le cours d'une année de licence, de la part d'un porteur de licence dans la cité de Québec ou la cité de Montréal, les commissaires de

licences, après en avoir été informés, doivent notifier immédiatement à cette personne que sa licence pourra ne pas être renouvelée l'année suivante. 63 V., c. 12, s. 13.

927. Sujet aux dispositions de l'article 936, tout porteur de licence ayant une bonne réputation, ayant eu une licence et s'étant conformé à toutes les exigences de la présente section, pendant les douze derniers mois, et n'ayant été convaincu d'aucune infraction à la présente section, et produisant un affidavit à cet effet, rédigé selon la formule D, peut demander une licence semblable pour le même établissement pour l'année suivante, sans être obligé de produire aucun certificat d'électeurs; et, si les commissaires de licences, ou le conseil municipal, selon le cas, jugent ces affidavits et demandes satisfaisants, il en sera ensuite disposé comme si le certificat était fait suivant la formule requise par l'article 924. 63 V., c. 12, s. 14; 5 Ed. VII, c. 13, s. 4, §§ (a), (b).

928. Dans les cités de Québec et de Montréal, tous les certificats et demandes de licences annuelles doivent être produits au bureau des commissaires de licences le ou avant le trente et unième jour du mois de décembre de chaque année.

Dans les cas exceptionnels, les commissaires de licences peuvent, à leur discrétion, permettre la production du certificat et de la requête après la dite date. 63 V., c. 12, s. 15; 2 Ed. VII, c. 13, s. 3.

929. Si le certificat se rapporte à une maison située dans les limites d'une cité, il doit contenir, ainsi que la licence elle-même, la désignation du quartier et de la rue où elle est située.

La licence est sans effet en dehors des limites de tels quartier et rue, sauf dans le cas prévu par l'article 955. 63 V., c. 12, s. 16.

930. Dans les cités et villes, et dans toutes les municipalités où existent des arrondissements de votation, les signataires du certificat doivent être des électeurs municipaux résidant ou ayant leur place d'affaires dans l'arrondissement de votation dans lequel est située la maison pour laquelle une licence est demandée.

Les autorités chargées de confirmer les certificats ne peuvent confirmer le certificat d'aucun requérant, si la majorité des électeurs municipaux résidant ou ayant leur place d'affaires dans l'arrondissement de votation où se trouve la maison à laquelle la licence devrait s'appliquer, s'y opposent par requête signée par eux et produite entre les mains du greffier avant le jour fixé pour la prise en considération du dit certificat.

Exemption de la production de certificat en certains cas.

Date de production de la demande de licence à Québec et à Montréal.
Exception.

Mention des quartier et rue.

Effet de la licence hors de ces limites.

Signataires dans les cités et villes.

Certificat ne doit pas être confirmé, s'il y a opposition de la majorité des électeurs.

Validité de l'opposition à la demande de confirmation si cette dernière est retirée.

Signatures du certificat et de l'opposition.

Si la demande pour confirmation d'un certificat a été refusée par le conseil municipal.

Confirmation du certificat par le conseil.

Discretion du conseil.

Conseil représente la corporation.

Certificats dans certaines municipalités, produits avant prise en considération.

Dans le cas où le requérant pour confirmation de certificat de licence retire sa demande pour défaut de formalité ou autre cause quelconque après qu'une opposition a été produite, la même opposition peut servir contre toute nouvelle demande faite, la même année, pour le même établissement, par la même personne ou toute autre personne dans son intérêt. L'électeur qui signe l'opposition, après avoir signé le certificat, est censé révoquer sa première signature. 63 V., c. 12, s. 17; 9 Ed. VII, c. 17, s. 1.

931. Si la demande d'une personne, pour la confirmation d'un certificat, a été refusée par le conseil municipal, à cause de l'opposition par écrit de la majorité absolue des électeurs résidant dans la municipalité ou dans l'arrondissement de votation, cette demande ne peut pas être renouvelée pendant la même année de licence; si la demande a été refusée pour toute autre raison, elle ne peut être renouvelée dans la même année de licence, à moins que les raisons du refus n'aient cessé d'exister. 63 V., c. 12, s. 17a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 5.

932. Les certificats, — moins ceux relatifs aux demandes de licences pour les cités de Québec et de Montréal, — doivent être confirmés par une décision du conseil de la municipalité dans les limites de laquelle la maison est située, rédigée suivant la formule E, et cette confirmation est certifiée sous la signature du maire et du greffier ou secrétaire-trésorier du conseil, et aucun certificat n'est valable s'il n'est ainsi confirmé.

L'octroi ou le refus de la confirmation du certificat restent à la discrétion du conseil, sauf dans les cas prévus par l'article 936, et la décision du conseil est finale; mais chaque fois qu'un conseil municipal désire remplacer un porteur de licence par un autre, ce conseil est tenu de donner les raisons pour lesquelles une nouvelle licence est refusée à l'ancien porteur de licence.

Le conseil, dans l'exercice des attributions qui lui sont conférées par la présente section, représente la corporation comme dans l'exercice de ses autres attributions municipales. 63 V., c. 12, s. 18; 3 Ed. VII, c. 13, s. 1; 9 Ed. VII, c. 17, s. 2.

933. Ces certificats, dans toute municipalité autre que les cités de Québec et de Montréal, ne sont pris en considération par le conseil municipal qu'après avoir été remis au moins quinze jours d'avance au greffier ou au secrétaire-trésorier, et, durant cet intervalle, la demande et le certificat doivent être ouverts à l'inspection et à l'examen de toute partie intéressée en la manière prescrite par l'article 164 du Code municipal. 63 V., c. 12, s. 19; 8 Ed. VII, c. 19, s. 1.

934. Avant de procéder à la considération du certificat ou des certificats, le conseil fait donner un avis public du jour et de l'heure auxquels il doit prendre en considération tel certificat ou tels certificats. Avis de la prise en considération par le conseil.

Cet avis doit être publié de la même manière que tout autre avis public de la municipalité, et le délai de publication doit être d'au moins quatorze jours francs. 63 V., c. 12, s. 20; 3 Ed. VII, c. 13, s. 2; 8 Ed. VII, c. 19, s. 2. Publication de l'avis.

935. Le conseil auquel le certificat est présenté doit s'assurer, en prenant les renseignements qu'il juge convenables, si le nombre voulu d'électeurs ayant la capacité requise l'ont signé, et si l'avis mentionné dans l'article 934 a été régulièrement donné; il doit aussi constater, par serment reçu devant un des membres du conseil, l'authenticité des signatures, et, si le résultat de cette double recherche est en tout ou en partie défavorable au requérant, il doit refuser la confirmation demandée. 63 V., c. 12, s. 21; 8 Ed. VII, c. 19, s. 3. Devoir du conseil avant la confirmation.

936. Le certificat doit être refusé s'il est prouvé à la satisfaction du conseil : Refus du certificat :

1. Que le requérant est une personne de mauvaises mœurs, ayant déjà permis ou souffert l'ivrognerie ou le désordre dans son auberge; ou Pour mauvaises mœurs ;

2. Que tel requérant a déjà été condamné à l'amende, pour vente de liqueurs enivrantes en contravention avec les dispositions de la présente section, deux fois dans les vingt-quatre mois qui précèdent la date de sa requête; ou Condamnation antérieure ;

3. Que la demande pour licence rencontre une opposition écrite de la majorité absolue de tous les électeurs résidant dans la municipalité ou de l'arrondissement de votation, selon le cas, où le requérant entend ouvrir une auberge; ou Opposition ;

4. Que tel requérant a été trouvé coupable de faire la contrebande des liqueurs enivrantes. 63 V., c. 12, s. 22. Contrebande.

937. Si le conseil confirme le certificat contrairement aux dispositions de la loi, le percepteur du revenu de la province doit, lorsque la chose lui est démontrée à sa satisfaction, refuser d'émettre la licence, et, s'il est procédé contre lui par bref de *mandamus*, il peut opposer en défense tout moyen de nullité qui aurait pu être invoqué contre la confirmation du certificat. Percepteur peut refuser la licence si le certificat est illégalement confirmé.

La décision du conseil est d'ailleurs sujette à cassation, suivant les dispositions de l'article 100 et des articles 698 à 708 du Code municipal. 63 V., c. 12, s. 23; 3 Ed. VII, c. 13, s. 3; 8 Ed. VII, c. 19, s. 4. Appel de la décision du conseil.

938. A part le droit qu'ont les conseillers municipaux des places de villégiature d'émettre des licences ordinaires d'au- Licences dans les pla-

ces de villégiature.

berge ou d'hôtel, d'après les dispositions de la présente section, des licences d'hôtel peuvent être accordées en ces endroits dans le cours de toute année de licence, pour une partie de cette année comprise entre le premier mai et le trente et un octobre, sur certificat à cet effet confirmé par le conseil municipal de telle place de villégiature, conformément aux dispositions de la présente section, *mutatis mutandis*, concernant la demande pour l'obtention et la confirmation des licences d'auberge ;—les dits certificat et licence limitant le droit du porteur de cette licence à la vente de liqueurs enivrantes à ses pensionnaires ou à ses hôtes *bona fide*, aux touristes et aux personnes en villégiature, à l'exclusion de toutes autres personnes. Aucune buvette n'est permise dans un tel hôtel.

Art. 1037 non applicable à ces licences.

Les personnes tenant ces hôtels d'été ne sont pas sujettes aux dispositions de l'article 1037 concernant les écuries, le foin et le grain pour les chevaux. 63 V., c. 12, s. 24.

Confirmation du certificat à Québec et à Montréal.

939. 1. Pour la cité de Québec, après le retrait des trois titulaires en office le 29 mai 1909, la confirmation du certificat est accordée au palais de justice, à Québec, par trois personnes que choisit le lieutenant-gouverneur en conseil, entre le juge des sessions de la paix, le shérif du district de Québec, le magistrat de district, le greffier de la paix pour ce district, et une autre personne, ou par deux de ces personnes ; et, dans la cité de Montréal, à la Cour de police, à Montréal, par trois personnes choisies par le lieutenant-gouverneur en conseil, parmi les juges des sessions de la paix tenant l'emploi et recevant des émoluments comme tels, les magistrats de police et les recorders de la cité de Montréal, ou par deux d'entre elles. 63 V., c. 12, s. 25, § 1 ; 9 Ed. VII, c. 17, s. 3 ; 9 Ed. VII, c. 18, s. 1,

Commissaires de licences.

2. Pour les fins de cette confirmation, ces magistrats et officiers sont désignés sous le nom de " commissaires de licences." 63 V., c. 12, s. 25, § 2 ; 1 Ed. VII, c. 11, s. 1, § (b).

Nominations temporaires, en cas d'absence, etc.

3. Dans le cas d'absence, de maladie ou d'autre incapacité d'agir durant plus de dix jours de tous les commissaires de licences, ou de l'un d'eux, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à nommer une ou plusieurs personnes compétentes pour remplir temporairement les fonctions de commissaire. 63 V., c. 12, s. 25, § 3.

Greffier à Québec.

4. Dans la cité de Québec l'assistant-greffier de la paix agit comme greffier des commissaires de licences. 63 V., c. 12, s. 25, § 4 ; 1 Ed. VII, c. 11, s. 1, § (c).

Greffier à Montréal.

5. Dans la cité de Montréal, un greffier des commissaires de licences est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec un traitement n'excédant pas mille piastres. 63 V., c. 12, s. 25, § 5.

Assistant-greffier.

6. Un assistant-greffier est nommé par les commissaires de licences dans le cas de maladie ou d'absence du greffier, pour agir comme tel. 63 V., c. 12, s. 25, § 6.

7. Le greffier ou l'assistant-greffier a le pouvoir de faire prêter le serment requis à l'appui des certificats, oppositions, requêtes et autres documents qui peuvent faire preuve devant les commissaires de licences. 63 V., c. 12, s. 25, § 7. Pouvoir du greffier et de son assistant.

8. Toute personne qui a l'intention de demander la confirmation d'un certificat doit s'en procurer la formule au bureau du greffier, et payer une taxe de sept piastres en timbres apposés à la dite formule, dans chacune des cités de Québec et de Montréal. Les commissaires de licences ne peuvent prendre connaissance d'aucun tel certificat non revêtu des timbres requis. 63 V., c. 12, s. 25, § 8; 1 Ed. VII, c. 11, s. 1, § (d); 8 Ed. VII, c. 19, s. 5, § a. Formule de certificat et timbres à y apposer.

9. Le greffier doit préparer une liste et l'afficher dans un endroit apparent de son bureau, ouvert au public; la liste doit contenir la date de l'inscription de chaque demande, les noms, occupations et résidence du requérant, la situation de la maison à laquelle s'applique la licence et le jour auquel la demande sera prise en considération. 63 V., c. 12, s. 25, § 9. Liste des demandes, préparée par le greffier.

10. Sujet aux dispositions de l'article 940, les commissaires de licences doivent examiner les demandes de licences dans l'ordre de date de leur inscription par le greffier sur la dite liste, et dans l'ordre d'heure, s'il y a deux ou plusieurs demandes du même jour, mais pas avant huit jours ni plus tard que quinze jours après la date de cette inscription; sauf quand il est fait opposition à la confirmation d'un certificat, et, dans les cas particuliers d'incapacité temporaire de l'un des dits commissaires, les autres peuvent prolonger le délai de dix jours au plus. Examen et date de l'examen des demandes de licences.

Dans chaque cas, la décision doit être rendue dans les trente jours à compter de la production de la déclaration, ou du moins pas plus tard que le 28 janvier suivant la date de sa production, pourvu que la demande ait été produite pas moins de trente jours avant ce 28 janvier, et le greffier des commissaires doit garder minute de cette décision. 63 V., c. 12, s. 25, § 10; 2 Ed. VII, c. 13, s. 4. Délai en certains cas. Quand la décision doit être rendue.

11. Dans le cas d'un requérant déjà porteur de licence, quand les commissaires ne voient aucune objection à la confirmation du certificat dans le délai fixé par le premier alinéa du paragraphe 10 du présent article, ils doivent donner leur décision à son égard aussitôt après l'expiration de ce délai. 63 V., c. 12, s. 25, § 11. Idem.

12. Toute personne peut s'opposer à la demande, et, si avis de l'opposition a été donné au greffier, ce dernier doit, trois jours avant la prise en considération de la demande, en donner avis au requérant et à l'opposant. 63 V., c. 12, s. 25, § 12. Opposition à la demande.

13. Toute personne, produisant devant les commissaires de licences, lorsque la demande doit être prise en considération, ou qui a produit antérieurement devant le greffier, par écrit, les objections par elle faites à l'octroi de la confirmation d'un cer- Audition.

tificat, a le droit d'être entendue sur les raisons et motifs de telles objections ou de toutes autres objections qui peuvent alors être soulevées. 63 V., c. 12, s. 25, § 13 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 6.

Application
du § 13.

14. Le paragraphe 13 s'applique à tout représentant accrédité de toute association, constituée ou non en corporation, établie dans le but de veiller à la bonne exécution de la présente section, ainsi qu'à tout représentant accrédité des associations, constituées en corporation, d'hôteliers et de débitants de liqueurs enivrantes licenciés, lequel a aussi le droit d'être entendu en faveur de la confirmation du certificat. 63 V., c. 12, s. 25, § 14 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 7 ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 5, § b.

Quand ont
lieu l'audi-
tion et l'a-
journement.

15. Les commissaires doivent entendre ces personnes, ainsi que le requérant, dans les huit jours de la production de l'opposition, et, si la chose est nécessaire, ajourner l'audition de temps à autre jusqu'à ce qu'une décision ait été rendue sur la dite opposition. 63 V., c. 12, s. 25, § 15.

Si la de-
mande pour
confirmation
d'un certifi-
cat a été re-
fusée par les
commissai-
res.

16. Si la demande d'une personne pour la confirmation d'un certificat a été refusée par les commissaires, à cause de l'opposition par écrit de la majorité absolue des électeurs résidant dans l'arrondissement de votation, cette demande ne peut pas être renouvelée par la même personne ni par une autre personne, en sa faveur, pendant la même année de licence, soit pour le même endroit, soit pour tout autre local situé dans le même arrondissement de votation. 63 V., c. 12, s. 25, § 15a ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 8.

Preuve sous
serment.

17. Les commissaires peuvent en tout temps, quand ils le jugent nécessaire, procéder à la preuve sous serment ou affirmation, et dans ce but assigner toute personne quelconque et lui faire prêter serment. 63 V., c. 12, s. 25, § 16.

Devoirs des
commissai-
res.

18. Sur l'audition, aussi bien que sur toute demande restée sans opposition, il est du devoir des commissaires, collectivement ou séparément, lorsqu'ils le considèrent utile ou nécessaire, de faire toutes les recherches qu'ils jugent à propos pour se convaincre eux-mêmes des qualités du requérant et de l'exactitude des faits avancés. 63 V., c. 12, s. 25, § 17.

Leurs pou-
voirs.

19. Les commissaires peuvent, à cette fin, prendre en considération tous documents, entendre ou faire entendre par quelqu'un ayant la compétence voulue les personnes qu'ils croient, à leur connaissance personnelle ou sur indication des parties opposantes ou d'autres, capables de donner des informations, et peuvent généralement recourir à toutes autres sources d'informations, et les commissaires accordent un ajournement de la cause pour justes motifs si demande en est faite. 63 V., c. 12, s. 25, § 18 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 9.

Confirma-
tion, s'il y a

20. Lorsqu'il y a opposition à une demande de confirmation d'un certificat, cette confirmation, dans le cas d'un requérant

qui n'a pas été antérieurement porteur d'une licence d'auberge, ne peut être donnée, à Québec et à Montréal, que du consentement unanime des commissaires. Si le requérant est, au moment de sa demande, le porteur de telle licence, il n'est pas nécessaire d'avoir le consentement unanime des commissaires de licences pour la confirmation du certificat, mais les trois commissaires doivent entendre la cause. 63 V., c. 12, s. 25, § 20 ; 1 Ed. VII, c. 11, s. 1, § (e) ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 10.

21. Sujet aux dispositions de l'article 940, la confirmation du certificat est accordée, excepté dans les cas prévus par les articles 925 et 926. 63 V., c. 12, s. 25, § 21 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 11.

22. Chaque fois que la confirmation d'un certificat est refusée, les commissaires doivent, à la demande du requérant, lui faire connaître les raisons de ce refus. 63 V., c. 12, s. 25, § 22.

23. Nulle licence ne doit être octroyée par le percepteur du revenu de la province, à moins qu'un certificat ne soit déposé entre ses mains, signé par les commissaires, qui doivent délivrer au requérant le certificat attestant l'octroi de la confirmation. 63 V., c. 12, s. 25, § 23.

24. Le greffier doit de temps à autre préparer une liste des certificats que les commissaires ont confirmés et qui sont alors en vigueur, et garder cette liste affichée dans la Cour de police ou dans son bureau. 63 V., c. 12, s. 25, § 24.

25. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de payer, à même le fonds consolidé du revenu de la province, au shérif du district de Québec et au greffier de la paix de ce district, pour leurs services comme commissaires de licences, tel traitement annuel qu'il lui plaît de fixer. 63 V., c. 12, s. 25, § 25 ; 1 Ed. VII, c. 11, s. 1, § (f).

26. Chaque fois que les dits commissaires de licences, dans l'une ou l'autre des cités de Québec et de Montréal, refusent de confirmer un certificat de licence, ou si une licence est annulée par un jugement d'une cour, ou devient nulle en vertu des dispositions de l'article 1076, ce refus de confirmation, cette annulation de licence ou cette nullité, selon le cas, doit avoir pour effet de réduire d'une pour l'avenir, dans chaque cas, le nombre de licences dans chacune des dites cités sujettes aux dispositions contenues dans l'article 943. 63 V., c. 12, s. 25, § 26 ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 5, § d.

27. Tout certificat de licence accordé avant le premier jour du mois de mai de l'année de licence pour laquelle ce certificat est confirmé, peut être révoqué et annulé par les commissaires de licences, en tout temps, entre la date de sa confirmation et le dit premier de mai, à raison d'actes commis entre les dites dates par la personne en faveur de laquelle ce certificat a été confirmé. Les commissaires de

opposition,
par qui don-
née.

Confirmation
du certificat.

Devoirs des
commissaires
au cas de
refus.

Certificat des
commissaires
nécessaire
pour octroi
de licence.

Liste des
certificats
confirmés,
préparée par
le greffier,
etc.

Paiement
des commis-
saires de
licences à
Québec.

Réduction
d'une pour
l'avenir du
nombre des
licences,
dans certains
cas.

Révocation
du certificat
de licence
par les com-
missaires de
licences.

Avis au percepteur. licences doivent donner avis de cette annulation au percepteur du revenu de la province, qui, sur cet avis, refuse d'émettre la licence. 63 V., c. 12, s. 25, § 27 ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 5, § d.

Préférence donnée aux porteurs de licence antérieurs. **940.** En matière de confirmation de certificats de licences, la préférence doit, autant que possible, être donnée à ceux des requérants qui étaient porteurs de licence durant l'année précédente, soit pour les mêmes locaux soit pour d'autres, pourvu que, pendant le temps qu'ils étaient ainsi licenciés, ils se soient, dans l'opinion des commissaires, conformés à toutes les exigences de la loi.

Proviso. Nonobstant les dispositions du premier alinéa du présent article, la préférence doit être donnée, pour ce qui regarde les requêtes pour licences d'hôtels, aux locaux spécialement construits et aménagés pour servir comme hôtels, pourvu que ces hôtels contiennent vingt-cinq chambres à coucher ou plus.

Préférence accordée à certains locaux. Sujet aux dispositions du premier alinéa du présent article pour ce qui regarde les auberges et les restaurants, la préférence doit, autant que possible et selon les circonstances, être donnée aux locaux occupés par des auberges ou des restaurants pendant l'année au cours de laquelle est faite la demande de confirmation du certificat, sauf dans les cas où le locateur demande au porteur de licence une augmentation de loyer ou refuse de renouveler le bail en sa faveur pour des raisons jugées insuffisantes par les commissaires de licences. 63 V., c. 12, s. 26 ; 2 Ed. VII, c. 13, s. 5 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 5.

Devoirs de la police municipale. **941.** La police municipale dans chaque cité de la province est obligée de voir à l'exécution des dispositions de la présente section, et à leur stricte observance ; le chef de la dite police, dans toutes les cités et villes autres que les cités de Québec et de Montréal, doit faire rapport sans délai au percepteur du revenu de la province du district, de toute infraction à la dite section, et le percepteur doit immédiatement poursuivre les délinquants. Dans chacune des cités de Québec et de Montréal le chef de la police municipale doit, sans délai, faire rapport de toute infraction à la dite section aux commissaires de licences, qui doivent aussi faire rapport, de temps en temps au trésorier de la province sur la manière dont la dite section est observée et sur la conduite des officiers de la police municipale à ce sujet. 63 V., c. 12, s. 26a ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 6.

Confirmation du certificat en certains cas. **942.** Dans les cités de Québec et de Montréal, chaque fois qu'on s'est conformé aux exigences de l'article 1038, et qu'il n'existe aucune objection contre le caractère personnel d'un requérant demandant une licence d'hôtel, les commissaires

doivent confirmer le certificat de ce requérant tel que présenté.
63 V., c. 12, s. 27.

943. 1. Dans les limites de la cité de Québec, telles qu'elles existaient le premier jour de mai 1909, et à partir de cette date, le nombre des licences est graduellement réduit à raison de l'annulation des licences par jugement de cour dans les cas de violation de la présente section, ou à raison de l'application de l'article 1076, de manière qu'il n'y ait pas plus qu'une telle licence pour chaque millier d'âmes de la population de la dite cité; et cette proportion doit être conservée par la suite.

Réduction
pour Qué-
bec.

2. Dans les limites de la cité de Montréal, telles qu'elles existaient le premier janvier 1905, le nombre des licences d'hôtel et de restaurant est limité à un maximum de quatre cents; dans le quartier Saint-Henri de la cité de Montréal, à un maximum de trente et un, dans le quartier Sainte-Cunégonde de la cité de Montréal, à un maximum de vingt-trois, et, dans le quartier Laurier de la dite cité, à un maximum de vingt.

Nombre des
licences d'hô-
tel et de res-
taurant,
limité dans
la cité de
Montréal.

Dans les limites de la cité de Montréal, telles qu'elles existaient le premier jour de mai 1908, les dispositions du paragraphe 26 de l'article 939 doivent s'appliquer de manière que le nombre des licences d'hôtel et de restaurant y soit graduellement réduit à quatre cents.

Réduction
pour Mont-
réal.

3. Dans le cas d'annexion à la cité de Montréal, de quel qu'une des municipalités avoisinantes, le nombre des licences en vigueur, dans ces municipalités annexées, à la date de l'annexion, est ajouté au nombre de licences fixé par le paragraphe 2 du présent article, pour la cité de Montréal; mais de telle manière que le nombre de licences ainsi en vigueur dans chaque telle municipalité annexée soit maintenu, après l'annexion, dans le territoire appartenant antérieurement à la municipalité. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent aux quartiers Saint-Henri et Sainte-Cunégonde de la cité de Montréal, et à toutes autres municipalités annexées ou qui peuvent être annexées à la cité de Montréal, sujet cependant à toute réduction générale qui peut être faite, à l'avenir, du nombre des licences dans la dite cité.

Annexions à
la cité de
Montréal.

4. Dans la cité de Trois-Rivières, le nombre des licences est limité à un maximum de douze; dans la cité de Valleyfield, à un maximum de dix; dans la cité de Saint-Hyacinthe, à un maximum de onze, pour l'année de licence commençant le 1er mai 1910, et à un maximum de dix à partir du 1er mai 1911; dans la ville de Maisonneuve, à un maximum de vingt-quatre; dans la cité de Lachine, à un maximum de neuf; dans la cité de Sorel, à un maximum de douze; dans la ville d'Iberville, à un maximum de quatre; dans la cité de Sherbrooke, à un maximum de quinze; dans la ville de Farnham, à un maximum de cinq; dans la ville de Shawinigan Falls, à un maximum de cinq;

Limitation
dans certai-
nes cités et
villes.

dans la ville de Grand'Mère, à une licence pour chaque millier d'âmes de la population, mais les dispositions du présent paragraphe n'incluent pas l'établissement connu sous le nom de " Hôtel Laurentides ", situé sur les confins de la dite ville de Grand'Mère; dans la cité de Hull, à un maximum de quatorze hôtels sans aucun restaurant; dans la ville d'Aylmer à un maximum de quatre; dans la ville de Saint-Jean, le nombre des licences d'hôtel et de restaurant existant le premier mai 1908 doit être graduellement réduit à dix, à mesure que le nombre diminue, de temps à autre, par l'annulation des licences en vertu de jugements de cour pour violation de la présente section, et ces nombres ne doivent pas être excédés, par la suite, de manière à donner plus qu'une telle licence pour chaque millier d'âmes de population de chacune des dites cités et villes, et cette proportion doit être conservée par la suite.

Augmenta-
tion des
droits sur les
licences.

5. A mesure que le nombre de licences d'hôtel et de restaurant, dans les cités et villes mentionnées dans le présent article est graduellement réduit, le droit sur ces licences est, dans chaque dite cité et ville, proportionnellement augmenté par le lieutenant-gouverneur en conseil, de manière que le revenu total en provenant ne soit pas moindre que celui produit avant la réduction. 63 V., c. 12, s. 28; 8 Ed. VII, c. 19, s. 7; 9 Ed. VII, c. 17, s. 4.

Caducité du
certificat, si
licence n'est
pas prise
dans un cer-
tain délai.

944. Le certificat pour l'obtention d'une licence, si tel certificat a été confirmé avant le premier mai d'une année, devient caduc si la licence n'est pas prise avant le trente juin; et, s'il a été confirmé après le premier mai, il devient caduc si la licence n'est pas prise dans les soixante jours suivant telle confirmation.

Autre certi-
ficat à Qué-
bec et à
Montréal en
certains cas.

Dans les cités de Québec et de Montréal, les commissaires de licences peuvent, advenant la caducité du certificat, confirmer le certificat d'une autre personne de façon à former le nombre de licences fixé par l'article 943. 63 V., c. 12, s. 29; 2 Ed. VII, c. 13, s. 6.

Somme paya-
ble aux cor-
porations.

945. Sur chaque confirmation de certificat à l'effet d'obtenir une licence pour les cités de Québec ou de Montréal, la somme de huit piastres est payée à la corporation de chacune de ces cités; et, quant aux autres corporations, une somme n'excédant pas vingt piastres, pour le même objet dans les limites de leur juridiction, peut être demandée et reçue.

Droits
sauvegardés.

La disposition précédente n'enlève cependant pas aux cités et villes le droit qu'elles peuvent avoir en vertu de leurs chartes ou règlements. 63 V., c. 12, s. 30.

Dépôt du
certificat
chez le per-
cepteur et

946. Les certificats exigés par la présente section sont déposés au bureau du percepteur du revenu de la province qu'il appartient, lequel ne doit pas émettre de licence avant qu'il

soit prouvé, à sa satisfaction, que les sommes dues sur iceux paiement des en vertu de l'article 988 ont été payées. 63 V., c. 12, s. 31. droits.

947. Nul requérant d'un certificat de licence d'hôtel, de restaurant ou de magasin de liqueurs ou nul conseiller municipal, s'il est en même temps brasseur, distillateur ou débitant de liqueurs enivrantes, ou propriétaire d'une maison d'entretien public, ne doit signer le certificat mentionné dans l'article 924, sous peine d'une amende de vingt piastres pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 32 ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 8. Qui ne peut signer le certificat.

948. Nul ne doit signer, sciemment, un tel certificat sans avoir qualité pour le faire, sous peine d'une amende de vingt piastres pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 33. Pénalité pour signer sans en avoir le droit.

949. Les demandes de licences d'auberge dans un territoire non organisé doivent être soumises au trésorier de la province et sont sujettes à son approbation. 63 V., c. 12, s. 34. Certaines demandes de licences soumises au trésorier.

950. Aucune des licences ci-dessus mentionnées ne doit être accordée à un épicier ou à une personne tenant magasin ou boutique pour la vente d'épicerie, provisions, sucreries ou fruits dans une cité ou ville. 63 V., c. 12, s. 35. Épiciers, etc., dans les cités.

951. Dans toute cité ou ville, dont le conseil confirme des certificats de licence en vertu de la présente section, il n'est pas loisible à ce conseil de confirmer, dans une année de licence, un certificat pour la vente de liqueurs enivrantes dans un magasin, soit de détail, soit de gros, à moins que ce conseil n'ait préalablement confirmé, pour la même année de licence, au moins un certificat de licence d'hôtel, si la confirmation de tel certificat est demandée. 63 V., c. 12, s. 35a ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 14. Devoir du conseil de confirmer le certificat pour licence d'hôtel avant le certificat pour licence de magasin.

952. Chaque fois qu'un certificat de licence confirmé par les commissaires de licences, dans l'une ou l'autre des cités de Québec et de Montréal, ou par la corporation ou le conseil municipal, en tout autre endroit, est annulé par le jugement d'un tribunal postérieurement à l'émission de la licence autorisée par ce certificat, la dite licence devient alors nulle et de nul effet, à moins que le dit jugement ne soit porté en appel dans les huit jours; s'il n'est pas interjeté appel durant le dit délai, dans le cas où la cause est appelable, le greffier de la cour, à l'expiration de ce délai, doit immédiatement notifier cette annulation au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, et, sur ce, le percepteur doit immédiatement informer à son tour le porteur de la licence que celle-ci est devenue nulle et de nul effet, et, si le porteur de cette licence continue à user du privilège qu'elle comporte, il Nullité de la licence si le certificat est annulé par la cour.

encourt les pénalités imposées par l'article 1009. 63 V., c. 12, s. 35b; 9 Ed. VII, c. 17, s. 5.

§ 6.—*Des transferts de licences*

Formalités
pour les
transferts
de licences à
Québec et à
Montréal.

953. 1. Dans les cités de Québec et de Montréal, les formalités requises pour le transfert d'une licence sont les suivantes :

a. Celui qui demande le transfert d'une licence, doit déposer, entre les mains du greffier des commissaires de licences, une requête demandant le transfert, signée par lui et par le porteur de licence, ou ses représentants légaux, et cette requête doit être annexée à la formule ordinaire des demandes requise par les articles 924 et 925. Il doit de plus se conformer à toutes les formalités requises par l'article 954, et les commissaires de licences doivent prendre en considération la requête du cessionnaire et la confirmer ou la rejeter en la manière indiquée par l'article 939, concernant les demandes de certificats de licences.

Droits sur les
transferts à
Québec et à
Montréal.

b. Pour ce transfert dans les cités de Québec et de Montréal, la taxe doit être de vingt-cinq piastres, payable en timbres qui sont apposés sur la formule de ce transfert, quand il est demandé, et les commissaires de licences ne doivent prendre connaissance d'aucune requête non revêtue de ces timbres ; si le transfert est accordé, une autre somme doit être payée en argent au percepteur du revenu de la province, comme suit :

Droits addi-
tionnels à
Québec.

Dans la cité de Québec, sur chaque transfert fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, cent pour cent du droit de licence ; sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pour une période variant d'un à trois ans, soixante-quinze pour cent du droit de licence ; et, sur chaque transfert de licence qui a été possédée par le cédant pendant plus de trois ans, cinquante pour cent du droit de licence. Mais, lorsque le transfert est accordé à cause de la mort du porteur de licence, il ne doit être payé qu'une somme de vingt-cinq piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé ; lorsqu'il est accordé par suite d'une cession volontaire ou judiciaire dans un cas d'insolvabilité *bona fide*, il doit être payé une somme de cinquante piastres au percepteur du revenu de la province sur l'octroi du dit transfert ; et, dans le cas de compagnies à fonds social prenant leur licence au nom de l'un de leurs employés, chaque fois qu'une telle compagnie transporte sa licence de l'un à l'autre de ses employés, le montant à payer au percepteur, sur le permis de transfert, est aussi de vingt-cinq piastres.

Taxe sur les
transferts à
Montréal.

Dans la cité de Montréal, sur chaque transfert fait dans les douze mois de la date à laquelle le cédant avait d'abord obtenu la licence, cent pour cent du droit de licence ; et sur chaque transfert d'une licence qui a été possédée par le cédant pen-

dant plus d'une année, deux cents piastres. Mais quand le transfert est accordé par suite du décès du porteur de la licence, une somme de vingt-cinq piastres seulement doit être payée au percepteur du revenu de la province, sur l'octroi du transfert ; quand il est accordé par suite d'une cession judiciaire ou volontaire dans un cas d'insolvabilité *bona fide*, il doit être payé une somme de soixante-quinze piastres au percepteur du revenu de la province, lorsque le transfert est accordé, et, dans le cas de compagnies à fonds social qui prennent leur licence au nom d'un de leurs employés, chaque fois que ces compagnies transportent leur licence de l'un de leurs employés à un autre, le montant payable au percepteur sur l'octroi de ce transfert, est aussi de vingt-cinq piastres. 63 V., c. 12, s. 36, § 1 ; 5 Ed. VII, c. 13, ss. 15, 16 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 7.

2. Dans tout endroit de la province autre que ceux ci-dessus mentionnés, si la personne munie de la licence quitte sa maison ou meurt avant l'expiration de cette licence, ses représentants ou lui-même, suivant le cas, peuvent la transférer à une autre personne. Transfert de licence dans tout autre endroit.

Sur chaque tel transfert, la taxe suivante doit être payée au percepteur du revenu de la province : Taxes sur ces transferts.

- a. Dans toute cité, cinquante piastres ;
- b. Dans toute ville, quarante piastres ;
- c. Dans toute autre municipalité, vingt-cinq piastres.

63 V., c. 12, s. 36, § 2 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 8.

3. Sauf dans le cas de cession de biens ou de décès de la personne licenciée, nul transfert d'une licence ne peut être fait avant quarante jours de la date de l'octroi de la licence par le percepteur du revenu de la province. 63 V., c. 12, s. 36, § 3. Date du transfert de la licence.

4. En cas de décès du porteur de licence ou de cession de biens volontaire ou judiciaire, un délai de trente jours est accordé à ses héritiers ou représentants, ou au gardien provisoire ou au curateur de sa succession, durant lequel la licence reste en vigueur, pour leur permettre de demander un transfert. Délai.
63 V., c. 12, s. 36, § 4 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 9.

5. Le cessionnaire, dans tous les cas, peut exercer tous les droits conférés par la licence à la personne à qui elle était originellement octroyée dans la maison qui y est indiquée, ou, si la maison se trouve dans un territoire organisé de la province, dans tout autre local situé dans les limites de la municipalité, que les commissaires de licences à Québec et à Montréal, ou la majorité d'entre eux, ou le conseil municipal dans toute autre municipalité, suivant le cas, approuvent, et qui est désigné dans le certificat dont il est parlé dans l'article 954. Droit du cessionnaire.
Mais, en cas de mort d'un porteur de licence ou d'une cession de biens en justice de sa part, le conseil municipal est obligé de donner la préférence à l'acheteur du fonds de commerce du porteur de licence et de transférer la licence à cet acheteur ou à la personne qu'il recommande—pourvu que cet acheteur ou Devoir du conseil si le porteur de licence meurt ou fait cession de biens.

la personne ainsi recommandée soit de bonne conduite et de bonne réputation,—pour le même local ou un autre local, si le propriétaire du défunt ou de celui qui transfère sa licence refuse d'accepter tel cessionnaire comme son locataire. 63 V., c. 12, s. 36, § 5; 1 Ed. VII, c. 11, s. 3; 5 Ed. VII, c. 13, s. 17.

Certificat exigé du cessionnaire.

Droit exigible à Québec et à Montréal.

Mention au dos du transfert.

Délai limité.

Application de la loi aux personnes qui changent de domicile.

Droits sur transferts de licence de magasin de liqueurs de détail.

Droits sur transferts de licence de magasin de liqueurs de gros.

Droits sur transferts de licences d'embouteilleur.

954. Ce transfert n'a son effet que si le cessionnaire, dans le cas où la maison en question est située dans un territoire organisé, délivre au percepteur du revenu de la province le certificat que le porteur de la licence était tenu lui-même de fournir, et, dans les cités de Québec et de Montréal, paye l'excédent du droit qui peut être exigible en conséquence de la différence du loyer ou de la valeur annuelle, entre la maison occupée par le possesseur originaire de la licence et celle occupée par le cessionnaire.

Ce transfert doit être écrit au dos de la licence par le percepteur du revenu de la province, et le cessionnaire doit se soumettre à toutes les formalités auxquelles était obligé le requérant originaire.

Ce transfert doit être ainsi effectué, dans les trois mois qui suivent la mort du porteur de la licence ou son abandon de la maison, sans quoi la licence devient nulle. 63 V., c. 12, s. 37.

955. Les dispositions de la présente section, qui s'appliquent au transfert d'une licence d'une personne à une autre, s'appliquent également dans le cas où le porteur d'une licence désire changer de domicile et transférer sa licence dans une autre partie de la municipalité pour laquelle il l'a obtenue. 63 V., c. 12, s. 38.

956. Sur chaque transfert de licence de magasin de liqueurs de détail, le droit payable au percepteur du revenu de la province, lors de l'octroi du transfert, est comme suit :

- a. Dans la cité de Montréal, soixante-quinze piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres ;
- c. Dans toute autre cité, quarante piastres ;
- d. Dans toute autre partie de la province, vingt piastres.

Sur chaque transfert de licence de magasin de liqueurs de gros, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert, est comme suit :

- a. Dans la cité de Montréal, cent piastres ;
- b. Dans la cité de Québec, soixante-quinze piastres ;
- c. Dans toute autre cité, cinquante piastres ;
- d. Dans toute autre partie de la province, trente piastres.

Sur chaque transfert d'une licence d'embouteilleur, le droit payable au percepteur, lors de l'octroi du transfert, est comme suit :

1. Si l'embouteilleur est en même temps brasseur :
 - a. Dans la cité de Montréal, soixante piastres ;
 - b. Dans la cité de Québec, cinquante piastres ;

- c. Dans toute autre cité, quarante piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de la province, vingt piastres.
2. S'il n'est pas brasseur :
- a. Dans la cité de Montréal, quarante piastres ;
 - b. Dans la cité de Québec, trente piastres ;
 - c. Dans toute autre cité, vingt piastres ;
 - d. Dans toute autre partie de la province, dix piastres.

Sur chaque transfert d'une licence pour la vente de vin canadien ou de cidre fabriqué par le vendeur, d'une licence de pharmacien, et d'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes en vertu des dispositions des articles 984 et 993, ou d'une licence d'hôtel de tempérance, le droit payable au percepteur du revenu de la province, sur l'octroi du transfert, doit être d'un cinquième du prix de la licence. 63 V., c. 12, s. 38a ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 3.

957. Nulles démarches et aucune procédure ayant pour but de transférer une licence d'hôtel ou de restaurant, ne peuvent être faites ou prises durant la période comprise entre l'émission d'une assignation ou d'un mandat et le prononcé du jugement, dans toute poursuite intentée contre le propriétaire de cette licence pour toute violation d'une des dispositions de la présente section. Si ces démarches ou procédures sont déjà en cours quand cette poursuite est intentée, elles doivent être immédiatement discontinuées jusqu'après le prononcé du jugement ; et, si la cour, en prononçant le jugement, annule la licence du contrevenant, tous transferts ou toutes démarches ou procédures ayant pour but le transfert à une autre personne de cette licence annulée, sont nuls et de nul effet. 63 V., c. 12, s. 38b ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 9.

958. Toute demande ayant pour but le transfert d'une licence, en vertu des articles 953, 954 et 955 doit, dans les huit jours de sa date, être référée au trésorier de la province par le greffier des commissaires de licences, si c'est dans l'une ou l'autre des cités de Montréal et de Québec, et par le secrétaire-trésorier de la corporation municipale, si c'est en tout autre endroit, sous une pénalité de vingt piastres. 63 V., c. 12, s. 38c ; 9 Ed. VII, c. 17, s. 6.

§ 7.—Des licences de restaurants

959. Les conditions et formalités exigées relativement aux certificats voulus pour l'obtention d'une licence d'auberge sont applicables *mutatis mutandis* aux licences de restaurants, compris les dispositions établies pour les cités de Québec et de Montréal, et aucun certificat de licence de restaurant ne doit être accordé à moins que les commissaires de licences ou le conseil de la cité ou de la ville, suivant le cas, ne soient convaincus que le requérant tiendra un restaurant *bona fide*.

que ce restaurant est nécessaire à l'endroit indiqué dans la demande.

Restriction. Aucune licence de restaurant ne peut cependant être accordée ailleurs que dans les cités ou villes. 63 V., c. 12, s. 39 ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 10.

§ 8.—*Des licences pour la vente de la bière et du vin*

Formalités pour l'obtention des licences pour vente de la bière et du vin.

960. Les conditions et formalités exigées relativement aux certificats requis pour obtenir une licence d'auberge ou de restaurant, selon le cas, y compris les dispositions établies pour les cités de Québec et de Montréal, et les obligations et pénalités relatives à celui qui est muni d'une licence d'auberge ou de restaurant, selon le cas, sont applicables *mutatis mutandis* aux licences pour la vente exclusive du vin, de l'ale, de la bière, de la lager beer, du porter et du cidre. 63 V., c. 12, s. 40.

§ 9.—*Des licences d'hôtels de tempérance*

Formalités pour l'obtention d'une licence d'hôtel de tempérance accordée par le lieut.-gouv. en cons. sur requête d'une Cie de chemin de fer.

961. Les conditions et formalités exigées par la loi pour l'obtention d'une licence d'auberge, sont applicables *mutatis mutandis* aux licences d'hôtels de tempérance, y compris les dispositions établies pour les cités de Québec et de Montréal. Sur requête présentée par le surintendant ou le gérant d'une compagnie de chemin de fer, le lieutenant-gouverneur en conseil peut toutefois autoriser le percepteur du revenu qu'il appartient, à délivrer à la personne indiquée dans cette requête une licence d'hôtel de tempérance dans les limites de toute municipalité dans laquelle se trouve une station de cette compagnie de chemin de fer, mais une seule licence de ce genre peut être émise dans chaque telle municipalité; et les conditions et formalités requises par le premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas à l'émission de licences d'hôtels de tempérance ainsi accordées. 63 V., c. 12, s. 41.

§ 10.—*Des licences de buffets de chemin de fer et d'hôtels dans les places d'eau*

Licences aux stations de chemin de fer et dans les places d'eau.

962. Sur requête à lui présentée par une compagnie de chemin de fer ou une compagnie de navigation intérieure, le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le percepteur du revenu qu'il appartient à délivrer à la personne indiquée une licence pour vendre, à la station y mentionnée par cette compagnie de chemin de fer, ou à tout hôtel d'été situé dans une des places d'eau de cette province appartenant à la dite compagnie de navigation et tenu par elle, des liqueurs enivrantes

aux voyageurs sur ce chemin de fer ou aux personnes pensionnant aux dits hôtels et à nulle autre. 63 V., c. 12, s. 42.

963. A l'exception des dispositions contenues dans les articles 924 à 949, inclusivement, et de celles ci-après mentionnées, relativement au logement qui doit être fourni aux voyageurs par le propriétaire d'une auberge, à la défense de vendre des liqueurs enivrantes, à la fermeture des buvettes pendant certains jours et certaines heures, et aussi à l'obligation de recevoir et loger les voyageurs, les autres dispositions de la présente section s'appliquent *mutatis mutandis* aux licences de buffet de chemin de fer, en autant qu'elles ne sont pas incompatibles avec telles licences.

Il n'y a qu'une seule personne ainsi munie de licence par station. 63 V., c. 12, s. 43.

§ 11.—Des licences de wagons-restaurants

964. Sur demande faite par une compagnie de chemin de fer, le lieutenant-gouverneur en conseil peut permettre d'accorder à cette compagnie une ou plusieurs licences de wagons-restaurants.

Chacune de ces licences autorise la compagnie à vendre dans un wagon-restaurant ou wagon-buffet les liqueurs dont la vente est permise par une licence pour la vente de la bière et du vin.

Ces ventes sont limitées aux voyageurs *bona fide* du train auquel sont attachés ces wagons-restaurants ou wagons-buffets.

Aucune vente ne peut être faite quand le train se trouve à une station ou dans ses limites, et aucune liqueur ne peut jamais être vendue aux officiers, employés ou serviteurs de la compagnie ou à qui que ce soit pour eux. 63 V., c. 12, s. 44.

§ 12.—Des licences de buvettes de bateaux à vapeur

965. Les licences de buvettes de bateaux à vapeur sont accordées sur le seul paiement des droits et honoraires voulus, au percepteur du revenu qu'il appartient. 63 V., c. 12, s. 45.

§ 13.—Des licences de clubs

966. 1. Les licences pour la vente des liqueurs enivrantes dans les clubs ne sont accordées qu'aux clubs constitués en corporation par lettres patentes ou par charte spéciale de la Législature. 63 V., c. 12, s. 46, § 1; 5 Ed. VII, c. 13, s. 18.

2. Sujet au paragraphe 4 du présent article, ces licences, dans les cités, sont octroyées par le percepteur du revenu de la province qu'il appartient simplement sur le paiement qui lui est fait des droits et honoraires requis. 63 V., c. 12, s. 46, § 2; 5 Ed. VII, c. 13, s. 19.

Dans les autres municipalités.

3. Sujet au paragraphe 4 du présent article, ces licences dans les autres municipalités sont octroyées par cet officier, après tel paiement et après que les conditions et formalités imposées relativement aux certificats voulus pour l'obtention d'une licence à l'effet de vendre en détail des liqueurs enivrantes dans les hôtels ont été observées, *mutatis mutandis*, et les vingt-cinq signataires de la demande doivent être membres du club. 63 V., c. 12, s. 46, § 3; 5 Ed. VII, c. 13, s. 20.

Règles, etc., du club soumises au trésorier de la province.

4. Avant de délivrer une licence de club, la constitution et les règles et règlements de ce club doivent être soumis au trésorier de la province, qui peut refuser d'accorder la licence s'il le juge à propos, et avant que la demande d'une licence de club soit prise en considération par le trésorier de la province, cette demande doit avoir été affichée pendant quinze jours à un endroit bien en vue, ouvert au public, dans le bureau du greffier des commissaires de licences, si c'est dans l'une des cités de Montréal et de Québec, et dans celui du greffier ou du secrétaire-trésorier de la municipalité dans toutes autres municipalités, et la demande, lorsqu'elle est adressée au trésorier de la province, doit être accompagnée d'un certificat du dit greffier ou du dit secrétaire-trésorier attestant que cette formalité a été accomplie. 63 V., c. 12, s. 46, § 4; 6 Ed. VII, c. 9, s. 10, § a.

Licences exigées de certains clubs.

5. Ces licences sont exigibles même des clubs où le coût des liqueurs enivrantes est compris dans la souscription annuelle des membres. 63 V., c. 12 s. 46, § 5.

Licences de clubs.

6. Il ne doit être émis aucune licence autorisant la vente de liqueurs enivrantes dans un club, à moins que la maison de ce club ne soit à une distance d'au moins soixante pieds de tout hôtel ou restaurant muni de licence, situé sur le même côté de la rue. 63 V., c. 12, s. 46, § 6; 6 Ed. VII, c. 9, s. 10, § b.

Buvette prohibée dans un club.

7. Aucune buvette n'est tolérée dans un club licencié en vertu de la présente section. 63 V., c. 12, s. 46, § 7; 6 Ed. VII, c. 9, s. 10, § b.

Inspection des clubs licenciés.

8. Le trésorier de la province peut, à sa discrétion, faire faire l'inspection de tout club licencié en vertu de la présente section, par tout officier et à telles époques qu'il juge convenables, afin de s'assurer si les prescriptions de la loi sont observées dans ce club; et, à cette fin, cet officier doit avoir accès à toutes les parties du club ainsi qu'aux livres et aux pièces justificatives qui s'y rattachent, et le refus de permettre cette inspection constitue une offense tombant sous le coup de l'article 1052. 63 V., c. 12, s. 46, § 8; 6 Ed. VII, c. 9, s. 10, § b.

§ 14.—Des licences pour la vente en détail des liqueurs enivrantes

Octroi des licences pour

967. Les conditions et formalités imposées, relativement aux certificats requis pour obtenir une licence d'auberge sont également applicables *mutatis mutandis* à l'obtention d'une

licence pour la vente en détail des liqueurs enivrantes dans les magasins, y compris les dispositions pour les cités de Québec et de Montréal, sauf que le nombre d'électeurs signataires du certificat est limité à trois.

Aucun porteur d'une licence pour la vente en détail des liqueurs enivrantes ne doit employer de voyageur de commerce pour solliciter et prendre des commandes dans son intérêt. Pour les fins du présent alinéa, l'expression "voyageur de commerce" signifie un voyageur qui vend aux commerçants.

63 V., c. 12, s. 47; 6 Ed. VII, c. 9, s. 11; 7 Ed. VII, c. 11, s. 4.

968. Dans la cité de Montréal, le nombre des licences de magasins de liqueurs de détail est limité au nombre qui existait le 20 mai 1905, et sera graduellement diminué jusqu'à quatre cents, au fur et à mesure que les personnes qui avaient des licences à cette date cesseront de faire affaires, sous réserve, toutefois, du droit de toute telle personne de transférer sa licence conformément à l'article 953, mais aucun tel transfert ne peut être accordé en aucun cas tombant sous le coup des dispositions de l'article 1077; et aucune augmentation de ce nombre ne sera faite par la suite, sauf, cependant, d'après les conditions décrétées dans l'article 943 concernant les licences d'hôtels et de restaurants, y compris les conditions exigeant le maintien des licences dans le territoire appartenant antérieurement à la municipalité annexée.

Dans la cité de Québec, le nombre des licences de magasins pour la vente de liqueurs en détail est limité au nombre existant le premier jour de mars 1907.

Dans la cité de Sherbrooke, le nombre de licences de magasins pour la vente de liqueurs est limité à un maximum de sept, et ce nombre ne devra pas être excédé de manière à donner plus qu'une licence de magasin par deux milliers d'âmes de la population de la dite cité.

Dans la cité de Saint-Hyacinthe, le nombre des licences de magasins, pour la vente des liqueurs en détail, est limité à sept à partir du premier mai 1910.

Dans la cité de Valleyfield, le nombre de licences de magasins de détail est limité à un par chaque quartier.

A mesure que le nombre des magasins licenciés pour la vente de liqueurs en détail diminuera graduellement, le droit sur ces licences sera proportionnellement augmenté, de manière que le revenu total en provenant reste en tout temps ce qu'il était avant la réduction du nombre des licences.

Les dispositions de l'article 944, concernant la caducité des certificats, s'appliquent à ceux qui sont requis pour obtenir des licences de magasins de liqueurs de détail. 63 V., c. 12, s. 47a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 21; 6 Ed. VII, c. 9, s. 12; 7 Ed. VII, c. 11, s. 5; 8 Ed. VII, c. 19, s. 11; 9 Ed. VII, c. 17, s. 7.

§ 15.—*Des licences pour la vente en gros des liqueurs enivrantes*

Octroi des
licences pour
les magasins
de gros.

969. Les licences pour la vente en gros de liqueurs enivrantes, dans les cités, sont accordées simplement sur paiement fait au percepteur du revenu de la province qu'il appartient des droits et honoraires requis; dans les villes et les villages et les municipalités régies par le Code municipal, elles sont accordées de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes formalités que les licences de magasins de liqueurs de détail, tel qu'il est décrété dans l'article 967, et sont sujettes aux dispositions des articles 561 et 563 du Code municipal, ou, selon le cas, aux dispositions concernant la prohibition de la vente des liqueurs enivrantes, contenues dans les chartes de tels villages ou villes; mais les licences pour la vente en gros de liqueurs enivrantes prises par des distillateurs sont émises simplement sur paiement des droits et honoraires requis.

Pouvoir du
porteur de
telle licence.

Une telle licence donne au porteur le droit d'employer et d'envoyer des voyageurs de commerce dans toute la province pour solliciter et prendre des commandes dans son intérêt, sans qu'il soit requis d'autres licences pour cet objet, pourvu que ces voyageurs n'aient ni bureau, ni lieu d'affaires fixe, dans la province, autre que celui pour lequel la licence est délivrée. 63 V., c. 12, s. 48; 2 Ed. VII, c. 13, s. 7; 5 Ed. VII, c. 13, s. 22; 6 Ed. VII, c. 9, s. 13; 8 Ed. VII, c. 19, s. 12.

§ 16.—*Des licences pour le commerce de gros et de détail des liqueurs enivrantes*

Licences
pour ventes
des liqueurs
en gros et en
détail, dans
le même
local.

970. Quant aux licences pour la vente des liqueurs en gros et aux licences de magasins de liqueurs de détail mentionnées dans les articles 967 et 969 respectivement, il ne doit y avoir en vigueur en même temps, dans la même maison ou le même magasin, qu'une licence, que ce soit une licence pour la vente de liqueurs en gros ou une licence de magasin pour la vente de liqueurs en détail. 63 V., c. 12, s. 49; 7 Ed. VII, c. 11, s. 6.

§ 17.—*Des licences pour la vente sur échantillon et à commission*

Octroi des
licences pour
vendre sur
échantillon
ou à com-
mission.

971. Les licences pour vente sur échantillon ou à commission sont accordées simplement sur paiement des droits et honoraires requis, fait au percepteur du revenu de la province qu'il appartient. La licence pour vendre sur échantillon et à commission donne au porteur de la licence le droit de faire affaires dans la province. 63 V., c. 12, s. 50; 7 Ed. VII, c. 11, s. 7.

§ 18.—*Des licences d'embouteilleurs*

972. Les licences d'embouteilleurs, dans les cités, sont accordées simplement sur paiement fait au percepteur du revenu de la province qu'il appartient des droits et honoraires requis ; dans les villes et les villages et les municipalités régies par le Code municipal, elles sont accordées de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes formalités que les licences de magasins de liqueurs de détail, tel qu'il est décrété dans l'article 967, et sont sujettes aux dispositions des articles 561 et 563 du Code municipal, ou, selon le cas, aux dispositions concernant la prohibition de la vente des liqueurs enivrantes, contenues dans les chartes de tels villages ou villes. 63 V., c. 12, s. 51 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 23 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 15.

§ 19.—*Des licences pour la vente du cidre et des vins du pays*

973. Les licences pour la vente du cidre fabriqué par le vendeur et la vente des vins du pays fabriqués par le vendeur avec des raisins et autres fruits cultivés et récoltés dans le Canada, sont accordées dans les cités sur simple paiement, au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, des droits et honoraires requis, sauf dans le cas visé par le deuxième alinéa de l'article 906.

Dans les villes et dans les municipalités gouvernées par le Code municipal et les villages régis par charte spéciale, ces licences sont accordées de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes formalités que les licences de magasins de liqueurs de détail, tel qu'il est décrété dans l'article 967, et sont sujettes aux dispositions des articles 561 et 563 du Code municipal, ou, selon le cas, aux dispositions concernant la prohibition de la vente des liqueurs enivrantes, contenues dans les chartes de tels villages ; mais dans toute ville, village ou municipalité, dans lesquels cette licence est demandée, si, au temps de la requête, il y existe une licence pour la vente de liqueurs enivrantes, chacune des licences auxquelles il est pourvu par le présent article peut être émise, sans qu'il soit pour cela nécessaire d'avoir un certificat de la municipalité, à moins qu'il n'existe alors dans la municipalité un règlement en vigueur limitant le nombre de licences pour la vente de liqueurs, et que toutes les licences autorisées par ce règlement n'aient été émises et ne soient en vigueur au temps où la requête est faite pour quelque une des licences auxquelles il est pourvu dans le présent article.

Les fabricants de vins du pays peuvent ajouter aux raisins indigènes vingt-cinq pour cent de raisin en grappe, de raisin sec ou de raisin de Corinthe importé. 63 V., c. 12, s. 52 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 24 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 16.

§ 20.—*Des licences spéciales pour la vente des liqueurs enivrantes*

Licences aux grandes réunions, pique-niques, etc. **974.** Une licence spéciale pour la vente des liqueurs enivrantes aux grandes réunions, telles qu'il s'en rencontre dans les pique-niques d'associations nationales ou ouvrières, et aux courses, peut être accordée par le trésorier de la province aux associations, clubs et corporations qui en ont le contrôle, ou à la personne qu'ils recommandent, à tels taux et conditions et pour tels termes que le trésorier de la province détermine.

Exception. Toutefois, aucune liqueur enivrante ne peut être vendue ni donnée par qui que ce soit, dans les municipalités de village ou de campagne, dans la salle ou sur les terrains où une vente par encan, un concours de labour, une exposition ou une réunion politique a lieu, ni pendant les élections municipales ou scolaires, excepté de la bière et du vin pendant le repas, à table, sous peine d'une amende n'excédant pas cinquante piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas plus d'un mois. 63 V., c. 12, s. 53.

§ 21.—*Des licences pour la vente de liqueurs par les encanteurs*

Licences d'encanteurs pour la vente de liqueurs. **975.** Les licences pour la vente de liqueurs par les encanteurs sont émises, dans les cités, sur simple paiement au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, des droits et honoraires requis ; dans les villes et les villages et dans les municipalités régies par le Code municipal, elles sont accordées sur la production, entre les mains du percepteur, d'un permis signé par le maire et le secrétaire-trésorier ou greffier de la ville, du village ou de la municipalité, lequel permis ne peut être accordé que lorsqu'il n'y a aucun règlement prohibant la vente de liqueurs enivrantes en vigueur dans ces villes, villages ou municipalités. 63 V., c. 12, s. 53a ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 17.

Droits sur les ventes à l'encan. **976.** Les ventes à encan de liqueurs enivrantes sont sujettes à un droit de cinq pour cent sur le prix, droits payés, des liqueurs vendues, qu'elles soient vendues en douane ou autrement. 63 V., c. 12, s. 53b ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 17.

Dispositions applicables. **977.** Les dispositions des articles 1186 à 1197, inclusive-ment, s'appliquent au présent paragraphe. 63 V., c. 12, s. 53c ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 17.

§ 22.—*Des licences dans les localités où des règlements prohibitifs sont en vigueur*

Cas de prohibition de **978.** Chaque fois qu'un règlement municipal a été passé et ratifié, suivant la loi, prohibant la vente des liqueurs eni-

vrantes dans les limites de la juridiction d'un conseil municipal, et qu'une copie en a été transmise au percepteur du revenu qu'il appartient, il est défendu à tel percepteur d'accorder aucune des licences ci-dessus mentionnées pour la vente de telles liqueurs, à l'exception des licences de buvettes de bateaux à vapeur, de buffets de chemin de fer et d'hôtels de places d'eau émises en vertu de l'article 962, et de wagons-restaurants, lesquelles ne sont pas sujettes à la présente restriction.

Malgré l'annulation d'un semblable règlement prononcée en justice, le percepteur du revenu ne doit accorder aucune de ses licences dans les deux mois qui suivent le prononcé du jugement, à moins que ce jugement ne soit final. 63 V., c. 12, s. 55; 5 Ed. VII, c. 13, s. 25.

979. Dans les municipalités où il existe un règlement prohibant la vente des liqueurs enivrantes, ou lorsqu'il n'y a aucune personne autorisée à vendre en détail ces liqueurs, la vente en est permise à une personne autorisée à cette fin, tel que prescrit dans l'article 984, pour des fins médicales seulement ou pour l'usage du service divin, sur le certificat d'un médecin ou d'un membre du clergé et non autrement. 63 V., c. 12, s. 56.

980. Quiconque, étant licencié en vertu de l'article 984, vend une quantité quelconque de liqueurs enivrantes sans le certificat requis par les articles 979 et 982, ou vend une liqueur enivrante contrairement aux dispositions de l'article 1080, ou permet qu'une liqueur par lui vendue soit bue dans son établissement ou ses dépendances, ou vend toute telle liqueur en dehors du lieu pour lequel la licence a été obtenue et ses dépendances, est passible des pénalités imposées par l'article 1072. 63 V., c. 12, s. 57; 1 Ed. VII, c. 11, s. 4.

981. Toute personne qui, sans être porteur d'une des licences mentionnées dans les articles 978 et 984, vend ou garde pour vendre, même sur échantillon ou à commission, toute liqueur enivrante dans une municipalité où il existe un règlement prohibant la vente de ces liqueurs, est passible, pour la première offense, d'une amende de pas moins de cinquante piastres ni de plus de cent piastres, à la discrétion du tribunal, et, à défaut de paiement de la dite amende, d'un emprisonnement de trois mois dans la prison commune; si elle est trouvée coupable d'une seconde offense, elle est passible d'une amende de pas moins de cent piastres ni de plus de cent cinquante piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois; et, pour la troisième et toute offense subséquente, le contrevenant est condamné à un emprisonnement de pas moins de trois ni de plus de six mois, sans option de l'amende. 63 V., c. 12, s. 57a; 6 Ed. VII, c. 9, s. 18.

Octroi du certificat autorisant la vente pour certaines fins. **982.** Le certificat peut être délivré par un médecin seulement à un patient sous ses soins immédiats, ou par un membre du clergé seulement à une personne dont il est *bona fide* le directeur spirituel, sous la pénalité d'une amende de trente piastres pour chaque contravention à cette disposition. 63 V., c. 12, s. 58.

Quantité qui peut être vendue sur livraison du certificat. **983.** Il ne doit pas être vendu à la fois, en vertu d'un tel certificat, plus de trois demiards, mesure impériale, et il n'est permis de laisser boire dans l'établissement aucune liqueur ainsi vendue sous les pénalités édictées par l'article 1072. 63 V., c. 12, s. 59.

Formalités pour l'obtention d'une licence autorisant la vente pour fins médicales, etc. **984.** La permission de vendre des liqueurs enivrantes, dans les cas mentionnés dans l'article 979, est restreinte à une personne dans chaque municipalité, laquelle personne doit être nommée à cette fin par une résolution du conseil municipal, dont copie certifiée doit être déposée chez le percepteur du revenu du district, qui, sur réception d'icelle et du montant des droits dus sur telle licence, comme ci-après prescrit, doit émettre en faveur de la personne nommée dans la résolution une licence pour vendre pour des fins médicales ou pour l'usage du service divin seulement. 63 V., c. 12, s. 60.

Cette licence ne peut être accordée à certaines personnes. **985.** La licence mentionnée dans l'article 984 ne peut être accordée à un propriétaire d'hôtel de tempérance, ni émise pour un bâtiment employé comme hôtel de tempérance. 63 V., c. 12, s. 61.

Rapport par celui qui a obtenu la licence. **986.** La personne qui a ainsi obtenu une licence est tenue de faire un rapport sous serment devant un juge de paix, le premier jour de chaque mois, au percepteur du revenu, indiquant les noms des personnes à qui elle a vendu des liqueurs pendant le mois précédent, la quantité vendue dans chaque cas, et sur le certificat de qui la vente a été faite, lequel certificat doit accompagner le rapport.

Pénalité pour infraction à cet article. La violation de quelque disposition du présent article fait encourir, à la partie qui l'a enfreinte, une pénalité de vingt piastres pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 62.

Licences sujettes à certains règlements. **987.** La licence mentionnée dans l'article 984 est de plus soumise aux règlements qui peuvent être adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 63 V., c. 12, s. 63.

§ 23.—*Des honoraires et droits payables pour licences émises en vertu de la première division de cette section*

Tarif, etc., des licences. **988.** Préalablement à l'octroi de chacune des licences mentionnées dans le présent article, il doit être payé au percepteur

du revenu de la province par la personne qui la requiert, outre les droits mentionnés dans le tarif suivant, un honoraire d'une piastre, sauf pour les licences d'hôtel, d'auberge, d'hôtel de tempérance, de restaurant, de magasin de détail, de magasin de gros, et de magasin de gros et de détail, pour l'émission de chacune desquelles il doit être payé un honoraire de cinq piastres, dont trois piastres appartiennent à la couronne et les deux autres piastres doivent être retenues par le percepteur :

TARIF DES DROITS POUR LICENCES

I.—LICENCES POUR LA VENTE DES LIQUEURS ENIVRANTES

1. Pour chaque licence d'auberge ou de restaurant et pour y Auberges. vendre des liqueurs enivrantes :

- a. Dans la cité de Montréal, quatre cents piastres, si la va- Montréal leur annuelle ou le loyer du lieu pour lequel la licence est demandée est de cinq cents piastres ou moins;—six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de plus de cinq cents piastres et de moins de neuf cents;—huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de neuf cents piastres et de moins de deux mille;—mille piastres si la valeur annuelle ou le loyer est de deux mille piastres et de moins de dix mille piastres;—treize cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de dix mille piastres et de moins de vingt-cinq mille piastres;—quinze cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de vingt-cinq mille piastres ou plus.
Les porteurs de licence ne payant pas plus que quatre Proviso. cents piastres payent cent piastres de licence extra, pour le privilège d'une licence d'hôtel au lieu d'une licence de restaurant ;
- b. Dans la cité de Québec, trois cents piastres si le loyer ou Droits sur li- la valeur annuelle est de deux cents piastres ou cences dans la cité de moins; trois cent cinquante piastres, si le loyer ou la Québec. valeur annuelle est de plus de deux cents piastres et moindre que quatre cents; cinq cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres; sept cents piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de huit cents piastres et moindre que dix mille piastres; quinze cent cinquante piastres, si le loyer ou la valeur annuelle est de dix mille piastres ou plus ;
- c. Dans toute autre cité :
S'il n'y a qu'une licence émise, six cents piastres ;
Si deux licences sont émises, quatre cent cinquante piastres ;
Si trois licences sont émises, trois cent cinquante piastres ;

Idem dans
les autres
cités.

	Si quatre licences ou plus sont émises, deux cent cinquante piastres ;
Idem dans les autres villes.	d. Dans toute ville : S'il n'y a qu'une licence émise, quatre cent cinquante piastres ; Si deux licences sont émises, trois cent cinquante piastres ; Si trois licences sont émises, deux cent cinquante piastres ; Si quatre licences ou plus sont émises, deux cents piastres ;
Idem dans les villages, etc.	e. Dans tout village ou territoire organisé : S'il n'y a qu'une licence émise, deux cents piastres ; Si deux licences sont émises, cent soixante et quinze piastres ; Si trois licences ou plus sont émises, cent cinquante piastres ;
Idem dans les territoires non organisés.	f. Dans tout territoire non organisé, cent vingt-cinq piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 1 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 26 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 19 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 9, § 1.
Licences de clubs.	2. Pour chaque licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans un club : a. Dans la cité de Montréal, quatre cents piastres ; b. Dans la cité de Québec, deux cents piastres ; c. Dans toutes les autres cités, cent vingt-cinq piastres ; d. Dans toute autre partie de la province, cent piastres, 63 V., c. 12, s. 64, § 2 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 27.
Buffets de chemins de fer. Montréal.	3. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs enivrantes dans un buffet de chemin de fer : a. Dans la cité de Montréal, quatre cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer du lieu pour lequel cette licence est demandée, est moindre que quatre cents piastres ;—six cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres et moindre que huit cents piastres ;—et huit cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de huit cents piastres ou plus ;
Québec.	b. Dans la cité de Québec, trois cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est moindre que quatre cents piastres ;—et cinq cents piastres, si la valeur annuelle ou le loyer est de quatre cents piastres ou plus ;
Autres cités Villes. Ailleurs.	c. Dans toute autre cité, deux cents piastres ; d. Dans toute ville, cent cinquante piastres ; e. Dans toute autre partie de la province, cent vingt piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 3.
Wagons-restaurants.	4. Pour chaque licence de wagon-restaurant pour vendre de la bière et du vin sur les trains de chemin de fer, cinquante piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 4.

5. Pour chaque licence pour vendre exclusivement du vin, de l'ale, de la bière, de la lager beer, du porter et du cidre, soixante-quinze pour cent du montant du droit de licence requis pour tenir une auberge ou un restaurant, selon le cas, dans la localité pour laquelle telle licence est demandée ; 63 V., c. 12, s. 64, § 5.

Vin, ale,
bière, lager
beer, porter
et cidre.

6. Pour chaque licence de buvette de bateau à vapeur, pour y vendre des liqueurs enivrantes, trois cents piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 6.

Bateaux à
vapeur.

7. Pour chaque licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans les mines ou dans quelque division ou district miniers, telle somme que le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer, pourvu que, dans aucun cas, cette somme ne soit pas moindre que cent vingt-cinq piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 7.

Mines.

8. Pour chaque licence de magasin de liqueurs de détail :

Magasins de
liqueurs de
détail.
Québec et
Montréal.

a. Dans chacune des cités de Québec et de Montréal vingt-cinq piastres et cent vingt-cinq pour cent de la valeur annuelle ou du loyer du magasin pour lequel la licence est demandée ; pourvu que, dans aucun cas, les droits pour la licence ne soient pas de moins de trois cents piastres, et de pas plus de quatre cent cinquante piastres, dans la cité de Montréal, ni de moins de deux cent cinquante piastres et de pas plus de quatre cents piastres, dans la cité de Québec ;

b. Dans toute autre cité, deux cents piastres ;

Autres cités.

c. Dans toute ville, cent soixante piastres ;

Villes.

d. Dans toute autre partie de territoire organisé, cent vingt-cinq piastres ;

Territoires
organisés.

e. Dans tout territoire non organisé, soixante-dix piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 8 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 9, § 2.

Territoires
non orga-
nisés.

9. Pour chaque licence pour la vente de liqueurs en gros :

Licences
pour la
vente en
gros.

a. Dans la cité de Montréal, cinq cent cinquante piastres ;

b. Dans la cité de Québec, quatre cent cinquante piastres ;

c. Dans toute autre cité, trois cent cinquante piastres ;

d. Dans toute ville, deux cent cinquante piastres ;

e. Dans toute autre partie de la province, deux cents piastres.

Mais lorsque cette licence pour la vente de liqueurs en gros est accordée à un distillateur, le droit est de mille piastres. 63 V., c. 12, s. 64, § 9 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 20 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 9, § 3.

Licence à un
distillateur.

10. Pour chaque licence à un chimiste ou pharmacien pour la vente en gros de liqueurs enivrantes à des chimistes ou pharmaciens seulement, cent cinquante piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 9a ; 1 Ed. VII, c. 11, s. 5.

Vente en
gros à des
chimistes ou
pharmaciens.

11. Pour chaque licence pour la vente de liqueurs enivrantes sur échantillon ou à commission le même droit que pour les licences de gros, à moins que le porteur de licence n'ait aucun stock soit en douane ou autrement, auquel cas le droit est de

Vente sur
échantillon,
etc.

trois cent cinquante piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 10 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 9, § 4.

Embouteil-
leurs.

Si l'embou-
teilleur est
en même
temps bras-
seur, etc.

12. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs fermentées embouteillées par le détenteur de telle licence :

1. Si l'embouteilleur est en même temps brasseur, soit que sa brasserie soit située dans cette province, soit qu'elle soit située en dehors de la province, et que le brasseur ait une ou plusieurs agences dans la province :

a. Pour le principal établissement ou la principale agence dans la province, sept cent cinquante piastres ;

b. Pour tout autre établissement ou agence dans tout comté en dehors de celui où est situé le principal établissement ou la principale agence, quatre-vingt-dix piastres ;

S'il n'est pas
brasseur.

2. S'il n'est pas brasseur :

a. Dans les cités de Québec et de Montréal, cent vingt-cinq piastres ;

b. En dehors des cités de Québec et de Montréal, quatre-vingt-dix piastres ;

Voitures.

3. Pour chaque voiture employée par les brasseurs et embouteilleurs, dix piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 11 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 9, § 5.

Ventes pour
fins médica-
nales ou pour
le culte.

13. Pour chaque licence pour vendre des liqueurs pour des fins médicales ou pour l'usage du culte divin, dans les municipalités où il existe un règlement prohibitif :

Cités.
Villes.

a. Dans chaque cité, deux cents piastres ;

b. Dans toute ville, cent soixante piastres ;

Territoires
organisés.

c. Dans toute partie de territoire organisé hors d'une cité ou d'une ville, cent vingt-cinq piastres ;

Territoires
non orga-
nisés.

d. Dans tout territoire non organisé, soixante-dix piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 12.

Cidre de
pomme et
vin du pays.

14. Pour chaque licence pour vendre du cidre ou du vin du pays fabriqués par le vendeur :

a. Dans la cité de Montréal, quatre-vingts piastres ;

b. Dans la cité de Québec, soixante piastres ;

c. Dans toute autre cité, quarante piastres ;

d. Dans toute ville, vingt-cinq piastres ;

e. Dans tout village, quinze piastres ;

f. Dans toute autre partie de la province, dix piastres ; 63 V., c. 12, s. 64, § 13.

Licences
d'encanteur.

15. Pour chaque licence autorisant la vente à l'encan de liqueurs enivrantes par un encanteur licencié comme tel, en vertu des dispositions des articles 1180 à 1197 :

Pour chaque jour de vente de ces liqueurs :

a. Dans la cité de Montréal, trente piastres ;

b. Dans la cité de Québec, vingt-cinq piastres ;

c. Dans toute autre cité ou ville, vingt piastres ;

d. Dans toute autre municipalité, dix piastres. 63 V., c. 12, s. 64, § 13a ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 21.

II.—LICENCES D'HÔTELS DE TEMPÉRANCE

16. Pour chaque licence pour tenir un hôtel de tempérance : Hôtel de tempérance.
- a. Dans la cité de Montréal, cinquante piastres ;
 - b. Dans tout autre territoire organisé, dix piastres ;
 - c. Dans les territoires non organisés, cinq piastres. 63 V., c. 12, s. 64, § 14.

Relativement au montant du droit de licence imposé par le tarif contenu dans le présent article, le droit fixé pour les licences dans les villes, est exigé pour toute licence émise dans les villages dont la population est de deux mille ou plus, et celui fixé pour les licences dans les villages est exigé pour toute licence émise dans les villes dont la population est au-dessous de deux mille. 63 V., c. 12, s. 64; 5 Ed. VII, c. 13, s. 29.

Coût de la licence dans certains villages, etc.

§ 24.—*Des licences dans les localités régies par la loi de tempérance du Canada*

989. Aucune licence pour la vente des liqueurs enivrantes n'est émise et ne prend effet, dans les comtés, cités, villes, villages, cantons ou autres municipalités, dans la province de Québec, dans lesquels un règlement défendant la vente des liqueurs enivrantes en vertu de la loi de tempérance du Canada (Statuts révisés du Canada, 1906, chapitre 152) est en vigueur, excepté les licences mentionnées dans les articles 118, 119 et 123 de la dite loi. 63 V., c. 12, s. 65.

Licences qui peuvent être émises quand loi de tempérance est en vigueur.

990. Tout percepteur du revenu de la province, nommé en vertu des dispositions de la présente section, dans les limites du district pour lequel il a été nommé, doit exercer ses pouvoirs et remplir ses devoirs, pour la mise en vigueur des dispositions de la seconde partie de la loi de tempérance du Canada ainsi que de la présente section en tant qu'applicables, dans les limites des comtés, cités, villes, villages, cantons ou autres municipalités dans lesquels un règlement, fait en vertu des dispositions de la dite loi de tempérance du Canada, est en vigueur. 63 V., c. 12, s. 66.

Pouvoirs et devoirs du percepteur à ce sujet.

991. Pour autoriser et rendre légale le vente des liqueurs enivrantes dans les quantités voulues par l'article 123 de la loi de tempérance du Canada, il est nécessaire d'obtenir une licence de gros conformément et sujet aux dispositions de la présente section, en tant qu'applicables. 63 V., c. 12, s. 67.

Licence de gros requise en certains cas.

Vente sans licence censée une offense.

992. La vente sans licence des liqueurs enivrantes dans les municipalités où la loi de tempérance du Canada est en vigueur, est considérée comme une contravention aux dispositions de la présente section. 63 V., c. 12, s. 68.

Droits sur les licences émises en vertu de la loi de tempérance du Canada. Droguistes, etc.

993. Les droits suivants sur les licences émises conformément aux articles 118, 119 et 123 de la loi de tempérance du Canada, sont payables au percepteur du revenu de la province avant l'octroi d'icelles, savoir :

1. Pour chaque licence de droguiste ou d'autre vendeur de liqueurs pour l'usage sacramentel, médicinal et industriel :

- a. Dans les cités, deux cents piastres ;
- b. Dans les villes, cent soixante piastres ;
- c. Dans toutes les autres municipalités, cent vingt-cinq piastres ;
- d. Dans les territoires non organisés, cinquante piastres ;

Licences de gros.

2. Pour chaque licence de gros :

- a. Dans les cités, deux cent vingt-cinq piastres ;
- b. Dans les villes, deux cents piastres ;
- c. Dans toutes les autres parties de la province, cent soixante piastres. 63 V., c. 12, s. 69.

Emploi des sommes reçues pour ces licences.

994. Toute somme reçue pour droits sur les licences de droguiste ou d'autre vendeur, ou de vendeur de gros, émises dans les municipalités dans lesquelles la loi de tempérance du Canada est en vigueur, est payée par le percepteur du revenu au trésorier de la province et forme partie du fonds consolidé du revenu. 63 V., c. 12, s. 70.

§ 25.—Des dispositions relatives à l'évaluation

Mode de constater le loyer.

995. Le loyer ou la valeur annuelle déterminant le prix des licences en vertu des dispositions de l'article 988, sont pris des rôles d'évaluation alors en vigueur pour les fins municipales, sujet aux dispositions de l'article 999. 63 V., c. 12, s. 71.

Certificat de la valeur portée au rôle d'évaluation, requis.

996. A toute demande de licence, dont le droit est réglé par le montant du loyer ou par la valeur annuelle, il doit être annexé un certificat de l'estimation, portée au rôle d'évaluation, de la maison et de ses dépendances pour lesquelles cette licence est demandée, laquelle évaluation doit comprendre, non seulement la chambre ou les chambres employées aux fins voulues par telle licence, mais aussi toutes les autres pièces dans la même maison et ses dépendances qui sont occupées par la personne munie de la licence ou qu'elle se propose d'occuper pour toutes fins quelconques, délivré par le secrétaire-trésorier, greffier ou trésorier de la cité, qui est tenu de fournir tel certificat,

lorsqu'il en est requis, sous une pénalité de cinquante piastres pour chaque contravention.

Dans le cas de magasins de liqueurs où il n'y a aucune communication à l'intérieur entre les parties d'un édifice employées pour les fins de la licence et les parties du même édifice employées pour d'autres fins, l'évaluation ne doit comprendre que les parties de l'édifice affectées aux fins de la licence. Mais dans les cas d'hôtels, l'évaluation doit être faite suivant les termes du premier alinéa du présent article, même s'il n'y a pas de communication à l'intérieur entre la buvette et les autres parties de l'édifice. 63 V., c. 12, s. 72 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 10.

997. Si le certificat du secrétaire-trésorier, greffier ou trésorier de la municipalité, annexé à la demande de licence, ne contient pas le loyer réel ou la valeur annuelle véritable, et qu'il ait été obtenu sur des renseignements inexacts donnés aux évaluateurs, le requérant qui présente ce certificat est passible d'une amende de cent piastres au moins et de deux cents piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois, et les commissaires de licences peuvent de plus en tout temps annuler la licence octroyée sur telle demande. 63 V., c. 12, s. 73.

998. Tout cotiseur ou évaluateur qui connaît le fait que le loyer ou la valeur annuelle ont été estimés au-dessous de leur valeur réelle dans le certificat, et qui a accepté cette estimation, est aussi passible d'une amende de cent piastres au moins et de deux cents piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins de trois mois ni de plus de six mois. 63 V., c. 12, s. 74.

999. Dans chaque cas où le percepteur du revenu de la province est d'opinion que l'évaluation mentionnée dans les articles 995 et 996 est trop basse, il a le droit d'évaluer les locaux ou de les faire évaluer par une personne compétente ; et l'évaluation ainsi obtenue doit être soumise aux commissaires de licences, qui, après l'audition des parties et de leur preuve d'une manière sommaire, donnent une décision ; cette décision est finale et non susceptible d'attaque par *certiorari*, appel ou autrement ; et, dans le cas de découverte de fraude, les parties qui en sont coupables sont passibles des peines édictées par les articles 997 et 998, et peuvent être poursuivies en la manière prescrite par ces articles. 63 V., c. 12, s. 75.

§ 26.—*Des pouvoirs du lieutenant-gouverneur relativement à la réduction des droits sur les licences*

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut réduire les taux.

1000. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, quand et aussi souvent qu'il le juge à propos, réduire, par règlement, le taux des droits sur les licences mentionnées en l'article 988, pourvu que ce taux ne soit pas au-dessous de celui imposé par la cinquième section de l'acte impérial 14 George III, chapitre 88. 63 V., c. 12, s. 76.

Ce que comprennent les droits imposés par cette section.

1001. Les droits imposés par la présente section sur les licences d'auberge, de restaurant, de buvette de bateau à vapeur, de buffet de chemin de fer, de magasin de liqueurs, comprennent celui imposé par le dit acte impérial, mais s'il est révoqué plus tard, cette révocation n'aura pas l'effet de réduire ces droits. 63 V., c. 12, s. 77.

§ 27.—*Des devoirs des percepteurs du revenu quant à l'octroi des licences*

Devoirs de l'officier quant à l'émission des licences.

1002. Sauf les restrictions et exceptions ci-dessus imposées, les percepteurs du revenu sont tenus d'émettre, dans les limites de leur juridiction, les licences ci-dessus mentionnées qui leur sont demandées, pourvu que les formalités voulues aient été accomplies et que les droits exigibles leur aient été payés.

Il en est de même de l'officier nommé pour l'octroi des licences de tavernes dans les mines. 63 V., c. 12, s. 78.

§ 28.—*Des devoirs des greffiers et secrétaires-trésoriers*

Devoirs des greffiers, etc., de transmettre un état des certificats confirmés.

1003. Les premiers jours des mois d'avril, de juillet, d'octobre et de janvier de chaque année, le greffier ou secrétaire-trésorier de toute cité, ville ou municipalité locale de cette province, et le greffier des commissaires de licences des cités de Québec et de Montréal, doivent transmettre au département du Trésor un état sous leur serment d'office de tous les certificats pour obtention de licences d'auberge, d'hôtel de tempérance, de restaurant, de magasin de liqueurs et de club en vertu de la présente section, qui ont été confirmés pendant les trois mois précédents par le conseil ou les commissaires dont ce greffier ou secrétaire-trésorier est l'officier ; et, à défaut de ce faire, ou dans le cas d'une omission ou d'une déclaration fausse, ce greffier ou secrétaire-trésorier est passible d'une amende de vingt piastres, et de deux piastres pour chaque jour de négligence à ce faire.

Rapports si aucun certificat n'a été confirmé.

Si, pendant ces trois mois, aucun tel certificat n'a été confirmé, ce greffier ou secrétaire-trésorier est, sous la même pénalité, obligé de faire un rapport à cet effet.

Le présent article s'applique aussi aux résolutions des conseils municipaux pour l'obtention des licences accordées en vertu de l'article 984 dans les municipalités où il existe un règlement prohibitif en vigueur.

Application de cet article à certaines municipalités.

Les poursuites en vertu du présent article ne sont intentées qu'au nom du percepteur du revenu de la province et avec l'autorisation du trésorier de la province. 63 V., c. 12, s. 54 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 8.

Au nom de qui sont intentées les poursuites.

§ 29.—Des pénalités

I. — PÉNALITÉS POUR VENTE DE LIQUEURS ENIVRANTES DANS UNE DIVISION MINIÈRE

1004. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation émise et publiée à cet effet en la manière ordinaire, lorsque des mines sont exploitées et lorsque l'intérêt public l'exige, déclarer que la première division du présent paragraphe sera applicable à une ou à toutes les divisions minières de la province ou à une partie d'icelles ; et, après cette proclamation, quiconque dans telle division minière ou partie d'icelle, vend ou échange des boissons enivrantes dans un rayon de cinq milles de toute mine en exploitation, sans avoir pris à cet effet une licence de l'inspecteur de la division, conformément à la loi des mines, est passible des pénalités suivantes, savoir : pour une première offense, d'une amende de pas moins de soixantedix et de pas plus de cent piastres ; pour une deuxième offense, d'une amende de deux cents piastres, et, dans chaque cas, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois, et, pour une troisième offense ou toute offense subséquente, d'un emprisonnement de trois mois sans option d'amende. 63 V., c. 12, s. 79 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 22.

Mise en vigueur des articles 1004-1008 par le lieutenant-gouverneur en conseil dans les divisions minières.

1005. Quiconque, dans telle division ou partie de division minière, soit par lui-même ou par son clerc, son domestique ou son agent, expose ou tient en vente, soit directement soit indirectement sous un prétexte quelconque, ou par supercherie, vend, échange pour une considération quelconque ou donne à une autre personne quelque boisson enivrante, ou quelque boisson mélangée dont une partie est enivrante, encourt les pénalités édictées par l'article 1009. 63 V., c. 12, s. 80.

Pénalité pour vente ou échange par supercherie.

1006. Quiconque, à l'emploi ou sur les propriétés d'un autre, expose ou tient en vente, ou vend, ou échange, ou donne, en contravention avec les articles 1004 ou 1005, des boissons enivrantes, est censé être aussi coupable que le principal, et encourt les mêmes pénalités. 63 V., c. 12, s. 81.

Personnes à l'emploi d'une autre qui vendent des liqueurs illégalement.

1007. Dans telle division ou partie de division minière, toute livraison d'une espèce quelconque de boissons enivrantes dans tout bâtiment, ou de l'intérieur de tout bâtiment, baraque, endroit autre qu'une résidence privée, ou dépendances, ou dans une résidence privée ou de l'intérieur de toute résidence privée

Ce qui constitue une vente ou un échange de boisson enivrantes, etc.

ou de ses dépendances, si quelque partie de cette résidence est employée comme auberge, restaurant ou magasin d'épicerie ou d'autres objets ou tout endroit d'accès public—cette livraison étant faite, dans chaque cas, à quelqu'un qui n'y réside pas *bona fide*—est *prima facie* réputée preuve suffisante de vente et d'échange de boissons enivrantes en contravention avec la première division du présent paragraphe, et punissable en conséquence. 63 V., c. 12, s. 82.

Idem.

1008. Toute livraison d'une espèce quelconque de boissons enivrantes dans une résidence privée ou de l'intérieur d'une résidence privée ou de ses dépendances, ou de l'intérieur de tout autre bâtiment ou de tout endroit quelconque, à toute personne, qu'elle y réside ou non, accompagnée de paiement ou de promesse de paiement, soit expresse soit implicite, avant, pendant ou après telle livraison, est réputée *prima facie* preuve suffisante de vente ou d'échange de boissons enivrantes, en contravention avec la première division du présent paragraphe et est punissable en conséquence. 63 V., c. 12, s. 83.

II.—PÉNALITÉS POUR VENTES ILLICITES DE LIQUEURS ENIVRANTES ET POUR CERTAINES PRATIQUES FRAUDEUSES

Pénalité
pour tenir
une auberge,
etc., sans li-
cense.

Première
offense.

Deuxième
offense.

Troisième
offense.

1009. Sujet aux dispositions de l'article 1004, quiconque tient, sans être muni d'une licence à cet effet encore en vigueur, une auberge, un restaurant, une buvette à bord d'un bateau à vapeur, un buffet de chemin de fer ou un magasin de gros ou de détail de liqueurs enivrantes, ou vend, en quelque quantité que ce soit, même sur échantillon ou à commission, des liqueurs enivrantes, dans tout lieu quelconque de cette province, est passible, pour la première contravention, d'une amende de pas moins de cinquante piastres ni de plus de cent piastres, à la discrétion du tribunal, et, à défaut de paiement de la dite amende, d'un emprisonnement dans la prison commune durant une période de trois mois ; dans le cas de récidive, cette personne est passible d'une amende de pas moins de cent ni de plus de cent cinquante piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement durant une période de trois mois ; et, pour la troisième offense et chaque offense subséquente, le délinquant encourt une amende de deux cent cinquante piastres au moins et de trois cent cinquante piastres au plus, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de six mois ou, à la discrétion du tribunal, un emprisonnement de six mois sans option d'amende. 63 V., c. 12, s. 84 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 30 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 11.

Livraison de
liqueurs eni-
vrantes dans

1010. Quiconque, sans être porteur de la licence requise par la présente section, tient un hôtel, un hôtel de tempérance ou un restaurant, ou sert des repas à ses pensionnaires ou clients ou au public, et sert et délivre des liqueurs enivrantes à ces

repas, encourt les pénalités imposées par l'article 1009, comme un hôtel de vendant des liqueurs enivrantes sans licence, bien qu'il ne fasse tempérance, pas un compte distinct ou séparé pour les liqueurs enivrantes etc. ainsi servies et délivrées. 63 V., c. 12, s. 84a ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 31.

1011. C'est une contravention à la présente section, de la Personne part de toute personne recevant des pensionnaires ou des hôtes n'étant pas dans un but de gain, ou tenant un hôtel de tempérance, ou porteur tenant un magasin et faisant affaires comme marchand ou d'une licence commerçant et n'étant pas porteur d'une licence pour la vente ce pour de liqueurs enivrantes, de prendre des commandes de toute vente de liqueurs personne pour fournir des liqueurs enivrantes à cette personne ne peut prendre des ou à toute autre, ou d'être de quelque manière partie ou commandes. intermédiaire pour fournir des liqueurs enivrantes à qui que ce soit même si ces commandes sont reçues et exécutées ou ces liqueurs délivrées par cet intermédiaire, gratuitement et sans qu'aucune rémunération directe ou indirecte soit reçue par la personne prenant ainsi ces commandes ou délivrant les liqueurs enivrantes, ou sans qu'elle en ait retiré bénéfice ; et chaque personne qui contrevient aux dispositions du présent article en prenant des commandes encourt les pénalités imposées par l'article 1009. 63 V., c. 12, s. 84b ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 23 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 12.

1012. Nul postillon ne doit transporter des liqueurs Postillon ne enivrantes dans une municipalité où un règlement prohibi- peut trans- bitif est en vigueur ou dans laquelle il n'y a pas de personne porter licencée pour vendre ces liqueurs ; et toute personne contre- liqueurs eni- venant au présent article encourt, pour la première offense une vrant. amende de vingt piastres et, à défaut de paiement un emprisonnement d'un mois ; et pour la seconde et toute offense subséquente une amende de cinquante piastres et, à défaut de paiement, un emprisonnement de trois mois. 63 V., c. 12, s. 84c ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 13.

1013. Toute personne qui tient un hôtel de tempérance Pénalité sans avoir une licence encore en vigueur à cet effet comme pour tenir l'exige la loi est passible, pour chaque contravention, d'une un hôtel de amende de vingt piastres au moins et de quarante piastres au tempérance sans licence. plus, à la discrétion du tribunal. 63 V., c. 12, s. 85.

1014. Toute compagnie de chemin de fer ou personne en Pénalité charge d'un wagon-restaurant ou buffet sur un train de che- pour vente min de fer, qui vend des liqueurs enivrantes dans une partie de liqueurs quelconque de la province, sans avoir de licence en vigueur sur un che- pour cet objet, ou qui, tout en ayant une licence de wagon- min de fer restaurant, vend d'autres liqueurs enivrantes que celles dont contraire- la vente est permise par telle licence, ou contrevient de quelque ment à la loi. autre façon aux dispositions de la présente section, est passible,

pour chaque contravention, d'une amende de cent piastres. 63 V., c. 12, s. 86.

Licences
pour vendre
sur échan-
tillon, etc.,
dans certains
cas.

1015. Tout agent, ou voyageur de commerce, ou autre personne vendant, sollicitant des commandes pour vendre ou annonçant en vente des liqueurs enivrantes dans cette province, dans l'intérêt d'une personne, société ou compagnie dont le siège principal des affaires se trouve en dehors des limites de la province, est tenu de prendre une licence pour la vente sur échantillon ou à commission, que cet agent, voyageur ou personne soit employé, par telle personne, société ou compagnie, à salaire fixe ou à commission, ou qu'il agisse pour son propre compte, sous peine d'une pénalité de cent cinquante piastres ou d'un emprisonnement de trois mois pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 87; 5 Ed. VII, c. 13, s. 32.

Pénalité.

Pénalité
pour vente
de liqueurs
dans un ma-
gasin en
quantité
moindre que
celle autori-
sée par la loi.

1016. Quiconque, étant muni d'une licence pour la vente en détail de liqueurs dans un magasin ou d'une licence pour la vente des liqueurs en gros et en détail, vend dans ce magasin ou dans un lieu quelconque, dans les limites de cette province, des liqueurs enivrantes en quantité moindre qu'une chopine impériale de la même espèce de liqueur, en une seule et même fois, ou qui, étant muni seulement d'une licence de gros, vend dans tel magasin, ou dans les limites ci-dessus mentionnées, quelque une des dites liqueurs en quantité moindre que deux gallons, mesure impériale, ou qu'une douzaine de bouteilles ne contenant pas moins d'une chopine impériale chacune, en une seule et même fois, la totalité des dits deux gallons ou de la douzaine de bouteilles devant être immédiatement enlevée des lieux, se rend passible des pénalités édictées par l'article 1072.

Quantité
permise ne
doit compor-
ter qu'une
seule espèce
de liqueur.

Quant à la vente de liqueurs en vertu d'une licence pour la vente des liqueurs en gros, les deux gallons ou douze bouteilles vendus en une seule fois doivent être d'une seule et même espèce de liqueur, sous les pénalités mentionnées dans le premier alinéa du présent article, sauf dans le cas de liqueurs importées en bouteilles ou flacons cachetés; dans ce cas, il doit être vendu une douzaine de bouteilles à la fois, mais cette douzaine peut être composée d'espèces différentes de liqueurs. 63 V., c. 12, s. 88; 7 Ed. VII, c. 11, s. 13.

Exception.

Pénalité
pour vente
hors du local
sous licence.

1017. Quiconque, étant porteur d'une licence accordée en vertu de la présente section, vend en quelque quantité que ce soit des liqueurs enivrantes hors des lieux et de leurs dépendances, ou, dans le cas d'embouteilleur, hors du territoire pour lequel la licence a été obtenue, sauf toutefois les droits conférés par les articles 967, 969, 970 et 971 aux porteurs de licences pour vente en gros et en détail et pour vendre sur échantillon et à commission, en ce qui concerne les voyageurs de commer-

**Droits sau-
vegardés.**

ce, est passible des pénalités édictées par l'article 1072. 63 V., c. 12, s. 89 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 24.

1018. Toute personne autorisée à vendre des liqueurs enivrantes dans un magasin, mais non à tenir une maison d'entretien public, qui ne prend pas les mesures ou précautions nécessaires pour empêcher que des liqueurs enivrantes qui y ont été vendues soient bues dans ce magasin ou ses dépendances, soit par l'acheteur, soit par une personne ne résidant pas avec le vendeur, ou qui n'est pas à son emploi, est passible des pénalités édictées par l'article 1072.

Pénalité pour laisser boire dans un magasin.

Est considérée comme n'ayant pas pris les mesures ou précautions nécessaires pour empêcher cette infraction, toute personne dans le magasin de laquelle ou dans les dépendances du magasin de laquelle il est bu des boissons enivrantes par l'acheteur ou par une personne ne demeurant pas avec le vendeur ou n'étant pas à son emploi.

Précautions à ce sujet.

La preuve que des liqueurs sont souvent ou habituellement vendues dans les dépendances de la boutique de telle personne, est censée être la preuve que cette personne avait connaissance de ces infractions et les autorisait. 63 V., c. 12, s. 90.

Preuve dans ce cas.

1019. Il est défendu de vendre des liqueurs enivrantes à une personne âgée de moins de dix-huit ans, et toute contravention à cette disposition entraîne condamnation aux pénalités édictées par l'article 1072 contre tout porteur de licence obtenue en vertu de la présente section, que la vente ait été faite par lui-même ou qu'elle ait été faite par une personne à son emploi ou agissant pour lui dans le lieu d'affaires ou dans les dépendances du lieu d'affaires pour lequel la licence est accordée.

Pénalité pour vente aux mineurs de moins de 18 ans.

Les mêmes pénalités sont encourues lorsque la vente à une personne de moins de dix-huit ans est faite dans un club muni de licence en vertu de l'article 966.

Idem, dans les clubs.

Dans les poursuites pour vente de liqueurs à une personne dont l'âge est allégué être moins de dix-huit ans, c'est au défendeur qu'il incombe de prouver que cette personne a dix-huit ans révolus. 63 V., c. 12, s. 91.

Preuve dans ce cas.

1020. Toute personne, âgée de moins de dix-huit ans, trouvée dans la buvette d'un hôtel ou d'un restaurant quelconque et ne rendant pas un compte satisfaisant de sa présence, est passible d'une amende n'excédant pas deux piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas deux semaines.

Pénalité contre certains mineurs fréquentant les restaurants, etc.

1021. Toute personne âgée de moins de dix-huit ans, trouvée coupable d'avoir acheté des liqueurs enivrantes pour son pro-

Pénalité contre

certaines
mineurs
achetant des
liqueurs. pre usage, doit être condamnée à une amende n'excédant pas dix piastres, et, à défaut de paiement, à un emprisonnement n'excédant pas un mois. 63 V., c. 12, s. 93.

Pénalité pour échange, etc., de boissons contre des effets de commerce, etc. **1022.** Si quelqu'un, muni d'une licence, achète ou reçoit d'une autre personne des hardes, outils, effets de commerce ou instruments de culture, ustensiles de pêche, articles de ménage, meubles ou provisions, ou certificats de gages de patrons, soit par vente ou échange, directement ou indirectement, en donnant comme prix de ces marchandises ou de partie d'icelles des boissons enivrantes, ou si quelqu'un reçoit d'une autre personne des marchandises mises en gage, un juge des sessions, recorder ou magistrat de police, ou deux juges de paix peut ou peuvent, sur preuve satisfaisante des faits sous serment faite devant lui ou eux, émettre son ou leur mandat pour la restitution de ces effets et le paiement des frais; et, à défaut de telle restitution et de tel paiement, le mandat porte instruction de prélever, par la vente des biens meubles du délinquant, un montant suffisant pour couvrir la valeur de tels effets ainsi mis en gage, vendus ou échangés, y compris les frais; et le délinquant est aussi sujet à une pénalité n'excédant pas vingt piastres. 63 V., c. 12, s. 94; 5 Ed. VII, c. 13, s. 33.

Escompter un certificat de salaire, etc. Pénalité. **1023.** Toute personne, ayant soit une licence d'hôtel ou une licence de restaurant, qui escompte ou échange pour de l'argent un certificat de salaire d'un employé ou un bon de gage (*pay check*) encourt, pour chaque offense, une amende de vingt piastres et, à défaut de paiement, un emprisonnement d'un mois. 63 V., c. 12, s. 94a; 8 Ed. VII, c. 19, s. 14.

Pénalité pour consommation, dans le magasin, des liqueurs vendues. **1024.** Il est défendu à l'acheteur de liqueurs enivrantes dans un magasin sous licence de les boire ou faire boire ou de tolérer qu'elles soient bues dans le magasin où telles liqueurs ont été achetées, ou dans les dépendances de tel magasin, sous peine d'une amende de cinq piastres au moins et de vingt piastres au plus pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 95.

Pénalité si des boissons enivrantes sont bues dans un hôtel de tempérance. **1025.** Toute personne ayant une licence d'hôtel de tempérance, qui souffre que l'on boive, ou qui ne prend pas les mesures ou précautions nécessaires pour empêcher que l'on ne boive des liqueurs enivrantes dans sa maison ou les dépendances d'icelle, encourt une amende de vingt piastres pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 96.

Pénalité si une buvette de bateau à **1026.** Tout propriétaire ou maître de bateau à vapeur ou bâtiment, ayant une licence en vertu de la présente section, qui permet que la buvette en reste ouverte, ou qui vend ou permet qu'on vende des liqueurs enivrantes à bord, pendant que le

bateau ou le bâtiment est arrêté dans un port, ou à un quai ou à une place quelconque de débarquement, est passible d'une amende de cent piastres pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 97.

1027. Quiconque, sans être muni de quelque'une des licences ci-dessus mentionnées, expose, fait exposer ou tolère qu'il soit exposé, dans ou sur une partie quelconque de sa maison, de ses dépendances ou de ses véhicules, quelque enseigne, inscription, peinture ou quelque autre signe quelconque, de nature à induire le public ou les voyageurs à croire que la vente des liqueurs enivrantes en quelque quantité que ce soit y est autorisée, et qu'il est muni d'une licence à cet effet, se rend passible d'une amende de trente piastres pour chaque contravention.

La même pénalité est encourue par toute personne munie de licence qui, par quelque'un des moyens mentionnés dans le présent article, cherche à induire le public ou les voyageurs à croire qu'elle est munie d'une autre licence que celle qui lui a été octroyée. 63 V., c. 12, s. 98.

1028. Quiconque, n'étant pas muni de licence comme dit ci-dessus, garde ou souffre qu'il soit gardé dans sa maison ou ses dépendances, en dépôt ou autrement, dans le but d'en faire la vente, quelques liqueurs enivrantes, se rend passible des pénalités édictées en l'article 1009.

Le fait de trouver des liqueurs dans ces maisons ou dépendances est une présomption que telles liqueurs y sont gardées dans le but de les vendre, et la preuve de faits antérieurs peut être faite à l'appui de cette présomption. 63 V., c. 12, s. 99.

1029. Aucune personne, faisant un commerce quelconque et n'étant pas autorisée à vendre des liqueurs enivrantes, ne peut garder dans sa place d'affaires ou les dépendances d'icelle, dans le but d'en opérer la vente, aucune quantité de liqueurs enivrantes, sous peine de confiscation de ces liqueurs en sus des pénalités édictées par l'article 1009.

Le fait d'avoir trouvé ces liqueurs dans ces lieux, est une présomption qu'elles y ont été gardées dans le but de les vendre; et les constables de la police du revenu ou tous autres officiers employés par le gouvernement sont autorisés à saisir ces liqueurs enivrantes sans mandat. 63 V., c. 12, s. 100 ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 15.

1030. Le jugement qui inflige telle amende, doit ordonner la confiscation des liqueurs et des vaisseaux.

Le percepteur du revenu doit faire vendre les liqueurs et les vaisseaux ainsi confisqués, par vente privée ou à l'enchère publique, conformément aux instructions qui lui sont données par le trésorier de la province, et le percepteur du revenu retient un tiers du prix réalisé, et remet les deux autres tiers au trésorier de la province. 63 V., c. 12, s. 101.

- Certains transports de liqueurs enivrantes, prohibés.** **1031.** Toute personne non porteur d'une licence d'em-bouteilleur qui va de ville en ville ou de maison en maison, emportant avec elle de la liqueur enivrante transportée dans une voiture ou par tout autre mode de transport, dans le but de vendre cette liqueur sur le grand chemin, ou sur un terrain privé ou dans un bâtiment, encourt, pour chaque offense, une pénalité de cinquante piastres et la confiscation des dites liqueurs et des vaisseaux, ainsi que du cheval et du véhicule.
- Pénalité.** Le percepteur du revenu de la province pour le district dans lequel l'offense est commise, ou toute personne à ce autorisée par lui par écrit peut saisir et détenir la dite liqueur ainsi que le cheval et le véhicule, sans mandat, en attendant le jugement de la cour à ce sujet.
- Saisie des liqueurs, du cheval et du véhicule.** Le jugement infligeant la pénalité ordonne la confiscation des effets ainsi saisis, qui sont vendus ainsi qu'il y est pourvu par le deuxième alinéa de l'article 1030.
- Confiscation.** Le fait de trouver de la liqueur enivrante dans les circonstances mentionnées dans le premier alinéa du présent article, constitue une présomption que cette liqueur est transportée pour être vendue, et la preuve de faits antérieurs peut être faite à l'appui de cette présomption. 63 V., c. 12, s. 101a ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 16.
- Preuve de faits antérieurs, permise.**

- Pénalité pour tenir comptoir ouvert pour la vente de liqueurs sans licence.** **1032.** Toute personne non munie de licence accordée en vertu de la présente section pour la vente de liqueurs enivrantes, qui, en quelque temps que ce soit pendant lequel elle n'est pas munie de telle licence, tient un comptoir ouvert au public pour la vente de ces liqueurs ou les expose en vente, dans un magasin ou place d'affaires, est passible des pénalités édictées par l'article 1009 ; et la tenue de tel comptoir ou l'étalage de liqueurs enivrantes fait *prima facie* preuve que les liqueurs ainsi tenues ou étalées le sont dans un but de vente, sans qu'il soit nécessaire d'en prouver la vente. 63 V., c. 12, s. 102.

- Licences peuvent être annulées.** **1033.** Le tribunal devant lequel la plainte est entendue peut, sur preuve satisfaisante à cet effet, annuler la licence de tout hôtelier, aubergiste ou restaurateur qui laisse enivrer quelqu'un dans son établissement, ou souffre qu'un désordre quelconque y soit commis, et ce, sans préjudice des autres pénalités imposées par la loi. 63 V., c. 12, s. 103.

- Effet des articles 1009, 1028 et 1029, relativement aux brasseurs, etc.** **1034.** Les articles 1009, 1028 et 1029 ne peuvent empêcher un brasseur, distillateur ou autre personne ayant une licence accordée par le gouvernement du Canada pour fabriquer des liqueurs enivrantes, de garder ou vendre toute liqueur par eux fabriquée dans tout bâtiment où se fait cette fabrication, pourvu que ce bâtiment ne fasse pas partie de, et n'ait pas de communication avec, un magasin ou bâtiment où l'on vend en détail des liqueurs enivrantes ou dans lequel on garde des caisses

ou ballots de liqueurs ouverts; mais tel brasseur, distillateur ou autre personne doit obtenir au préalable une licence de magasin de gros ou d'embouteilleur, selon le cas, pour vendre en vertu de la présente section les liqueurs ainsi fabriquées par lui. 63 V., c. 12, s. 104.

1035. Les dits articles 1009, 1028 et 1029 ne peuvent empêcher un chimiste ou pharmacien dûment enregistré comme tel en vertu de la loi de pharmacie de Québec, de vendre des liqueurs enivrantes pour des fins strictement médicales, sacramentelles ou industrielles, sur certificat d'un médecin pratiquant enregistré, si c'est pour des fins médicales, ou d'un membre du clergé, si c'est pour des fins sacramentelles, ou de l'acheteur et d'un juge de paix, si c'est pour des fins industrielles, et dans chaque cas, seulement en quantité n'excédant pas chaque fois une chopine, mesure impériale, à la fois; mais tout tel chimiste ou pharmacien, qui désire vendre des liqueurs enivrantes sans tel certificat ou vendre ces liqueurs en quantité excédant une chopine, mesure impériale, doit être le porteur d'une licence de magasin de liqueurs de détail, ou d'une licence pour la vente des liqueurs en gros, ou d'une licence pour la vente des liqueurs en gros et en détail, ou d'une licence pour la vente en gros de liqueurs enivrantes à des chimistes ou pharmaciens seulement, sous peine des pénalités prescrites par l'article 1009.

Effet des articles 1009, 1028, 1029, quant aux chimistes.

Tout chimiste ou pharmacien, non muni de licence en vertu de la présente section pour la vente de liqueurs enivrantes, doit tenir un registre des ventes qu'il fait de toutes telles liqueurs, en la forme déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, dans lequel registre il doit inscrire dans des colonnes séparées, outre tels autres renseignements que le lieutenant-gouverneur en conseil peut juger à propos de requérir, la date de chaque vente, la nature et la quantité de la liqueur vendue, et le nom de l'acheteur et celui du signataire du certificat en vertu duquel la vente a été faite.

Registre tenu par les chimistes, etc., dans ce cas.

Il doit aussi conserver les certificats et les numéroté, et le registre doit contenir une colonne séparée dans laquelle doivent être inscrits les numéros des certificats. Chaque fois qu'il en est requis par le percepteur du revenu de la province ou toute autre personne par lui autorisée, tout tel chimiste ou pharmacien doit lui exhiber ce registre, ainsi que les certificats, et lui en laisser faire l'examen.

Numérotage des certificats, etc.

A défaut de se conformer à quelque-une des exigences du précédent article, tout tel chimiste ou pharmacien se rend passible des pénalités prescrites par l'article 1009. 63 V., c. 12, s. 105; 1 Ed. VII, c. 11, s. 6.

Pénalité.

1036. Chaque auberge ou hôtel de tempérance situé dans un village ou à la campagne, doit contenir au moins trois chambres et lits requis à

Chambres et lits requis à

la campagne, à coucher, avec un bon lit dans chacune, à l'usage des voyageurs, outre le logement de la famille. 63 V., c. 12, s. 106.

Places pour chevaux, etc. **1037.** Le propriétaire de cette auberge ou de cet hôtel de tempérance doit garder dans une remise près de la maison, des places pour au moins quatre chevaux, et doit être constamment muni de provisions de bouche et comestibles pour les voyageurs, ainsi que de foin et de grain pour leurs chevaux. 63 V., c. 12, s. 107.

Cuisine et table à manger dans les cités et villes. **1038.** Chaque auberge ou hôtel de tempérance, dans une cité ou une ville, doit contenir une cuisine d'une dimension suffisante, tous les ustensiles propres à préparer les repas pour au moins dix personnes, une salle à manger avec une table convenable pour y mettre le couvert, assez grande pour dix personnes assises, et au moins cinq chambres à coucher, en sus des pièces réservées à la famille. 63 V., c. 12, s. 108.

Restaurant, comment monté. **1039.** Tout restaurant doit être monté de manière à pouvoir donner à manger à au moins dix personnes à la fois. 63 V., c. 12, s. 109.

Porte communiquant avec la rue, prohibée si elle n'ouvre pas directement sur la buvette. **1040.** A l'exception des restaurants, où il est servi quotidiennement *bona fide* plus de cinquante repas et que les commissaires de licences ou le conseil de la cité ou de la ville, selon le cas, jugent à propos de soustraire aux dispositions du présent article, aucun restaurant ne doit avoir de porte communiquant avec la rue ou le chemin public, si cette porte n'ouvre pas directement sur la buvette. 63 V., c. 12, s. 109a; 8 Ed. VII, c. 19, s. 17.

Licence exhibée. **1041.** Celui qui tient l'auberge, l'hôtel de tempérance ou le restaurant, doit en tout temps, sur demande du percepteur du revenu ou de son député, lui exhiber sa licence, qu'il doit tenir constamment exposée à la vue du public, dans le comptoir de son établissement ou dans un autre endroit approuvé par le percepteur du revenu. 63 V., c. 12, s. 110.

Inscription au-dessus de la porte. **1042.** Il doit faire peindre en caractères lisibles d'au moins trois pouces de hauteur et d'une largeur proportionnée, immédiatement au-dessus de la partie extérieure de la porte de sa maison, son nom en toutes lettres, en y ajoutant les mots suivants, dans le cas d'une auberge ou d'un restaurant: " autorisé à vendre en détail des liqueurs spiritueuses," ou " autorisé à vendre en détail des liqueurs enivrantes," ou " maison autorisée à vendre du vin et de la bière," et, dans le cas d'un hôtel de tempérance " autorisé à tenir un hôtel de tempérance ", sous peine des amendes mentionnées dans l'article 1072. 63 V., c. 12, s. 111.

1043. Si l'établissement est situé à la campagne, celui qui le tient doit en outre exposer et garder exposée durant toute la durée de la licence une inscription semblable ou enseigne composée de lettres n'ayant pas moins de quatre pouces de hauteur et d'une largeur proportionnée, sur sa maison ou au bout d'un poteau ou de plusieurs poteaux d'une hauteur suffisante, près de sa maison, pour l'indiquer aux voyageurs, sous peine des pénalités mentionnées dans l'article 1072. 63 V., c. 12, s. 112.

1044. Tout embouteilleur doit faire peindre, en lettres lisibles d'au moins deux pouces de hauteur et d'une largeur proportionnée, sur chaque côté de chacun de ses véhicules, son nom en entier, en y ajoutant le mot "licencié", sous peine d'une pénalité de vingt piastres pour chaque contravention.

Cet embouteilleur doit aussi, sujet à une pénalité semblable, obtenir du percepteur du revenu de la province qu'il appartient, une étiquette ou plaque pour chacun de ses véhicules, qu'il doit tenir constamment attachée à tel véhicule; cette étiquette ou plaque doit être de la forme et être attachée au véhicule de la manière déterminées par le trésorier de la province. 63 V., c. 12, s. 113; 5 Ed. VII, c. 13, s. 34.

1045. Chaque auberge, hôtel de tempérance, restaurant, taverne dans les mines, buvette de bateau à vapeur et buffet de chemin de fer doit être tenu paisiblement, et l'ordre y doit être maintenu. 63 V., c. 12, s. 114.

1046. Nul jeu intéressé n'y est permis, sous peine de la pénalité mentionnée dans l'article 1072 contre celui qui tient l'auberge, l'hôtel de tempérance, le restaurant, la taverne dans les mines, la buvette de bateau ou le buffet de chemin de fer, pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 115.

1047. Il n'y doit être tenu qu'une buvette sous peine des amendes portées à l'article 1072. 63 V., c. 12, s. 116.

1048. Il n'y doit être en aucun temps débité sciemment des liqueurs enivrantes aux personnes ivres, ni, après huit heures du soir, aux soldats, matelots, apprentis et serveurs connus comme tels par le maître de la maison. 63 V., c. 12, s. 117.

1049. Aucune personne de moins de dix-huit ans ne peut remplir les fonctions de commis de buvette, dans un établissement licencié en vertu de la présente section, et toute personne contrevenant aux dispositions du présent article encourt, pour chaque offense, une pénalité de pas moins de dix piastres et de pas plus de vingt-cinq piastres, et le patron de tel commis de buvette encourt, pour chaque offense, une pénalité de pas moins de cinquante piastres et de pas plus de soixante-quinze piastres. 63 V., c. 12, s. 117a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 35.

Défense à certaines femmes de servir des liqueurs dans une buvette. **1050.** Il est défendu à toute femme qui n'est pas l'épouse d'un propriétaire de taverne, d'auberge ou de restaurant de remplir les fonctions de commis de buvette ou d'être employée à servir les clients ou le public dans la buvette d'une taverne, d'une auberge ou d'un restaurant licencié en vertu de la présente section. 63 V., c. 12, s. 117b ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 14.

Comptes des épiciers, séparés quant aux liqueurs. **1051.** Chaque épicier doit, dans le compte qu'il délivre à ses clients pour les ventes faites par lui, inscrire ses ventes de liqueurs enivrantes séparément des autres ventes. 63 V., c. 12, s. 118.

Vente par un club en contravention avec sa constitution, etc. **1052.** Tout club muni de licence en vertu de l'article 966 pour la vente des liqueurs enivrantes et dans lequel ces liqueurs sont vendues en contravention avec la constitution, les règles et règlements soumis par ce club au trésorier de la province avant l'octroi de cette licence ou dans lequel il se commet une contravention à l'une des dispositions de la présente section concernant les clubs, est passible des pénalités prescrites par l'article 1072 et, sur une condamnation pour première offense, la licence peut être annulée. 63 V., c. 12, s. 119 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 36 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 25.

Défendeurs dans les poursuites pour vente illicite de liqueurs dans les clubs. **1053.** Les poursuites pour vente illicite de liqueurs enivrantes dans des clubs munis de licence en vertu de l'article 966, ou pour infraction à quelque une des dispositions de la présente section concernant les clubs, peuvent être intentées soit contre le gérant du club, soit contre le vendeur réel des liqueurs, soit contre le club comme corporation, et, dans ce dernier cas, le jugement doit, à défaut de paiement de l'amende, être exécuté suivant qu'il est édicté par l'article 1156. 63 V., c. 12, s. 120 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 26.

Temps pendant lequel la vente des boissons est prohibée. **1054.** Sujet aux dispositions de l'article 1333, nulle liqueur enivrante ne doit être vendue dans une auberge ou un restaurant, dans un endroit quelconque de cette province, ni dans une taverne dans les mines, tout jour de la semaine, depuis minuit jusqu'à cinq heures du matin, ou pendant toute la journée du dimanche, de Noël, du premier de l'An et du Vendredi Saint, excepté sur une demande spéciale pour fins médicales, signée par un médecin pratiquant dûment enregistré ou par un ministre du culte et produite par l'acheteur.

Défense de boire sur place. Les liqueurs ainsi vendues sur demande spéciale ne doivent pas être bues sur place.

Fermeture des buvettes. Durant le temps prohibé pour la vente des liqueurs enivrantes, toutes les buvettes doivent être fermées.

Droit d'entrer dans une Le porteur d'une licence d'hôtel ou un de ses employés peut, pendant ce temps, entrer dans la buvette, pourvu que ce

ne soit pas dans le but de contrevenir aux dispositions du présent article. Le porteur d'une licence de restaurant ou un de ses employés peut entrer dans sa buvette, pendant ce temps, dans le but de remplir des ordres basés sur un des certificats mentionnés dans le présent article, ou en tout temps, entre sept et huit heures, le dimanche matin, et six et sept heures, le dimanche soir, pour examiner son local; mais il ne doit pas y rester plus longtemps qu'il est nécessaire pour remplir les dits ordres et pour s'assurer de l'état de son local. 63 V., c. 12, s. 121; 1 Ed. VII, c. 11, s. 7; 5 Ed. VII, c. 13, s. 37; 8 Ed. VII, c. 19, s. 18.

1055. Aucune liqueur enivrante ne doit être vendue dans un magasin de liqueurs ou dans ses dépendances ni par aucun em-bouteilleur, dans aucun endroit de cette province, un jour de la semaine, depuis minuit jusqu'à quatre heures du matin, ou pendant toute la journée du dimanche, de Noël, du premier de l'An et du Vendredi Saint, excepté dans les magasins de détail dans lesquels elle peut être vendue sur un certificat spécial pour des fins médicinales, signé par un médecin pratiquant dûment enregistré ou par un ministre du culte et produit par l'acheteur. 63 V., c. 12, s. 122; 1 Ed. VII, c. 11, s. 8; 8 Ed. VII, c. 19, s. 19.

1056. Pendant le temps prohibé en vertu de l'article 1055 pour la vente des liqueurs enivrantes, tous ces magasins et établissements d'embouteilleurs doivent être fermés.

Le porteur d'une licence de magasin ou d'embouteilleur, ou un de ses employés, peut entrer dans son établissement, pendant ce temps, dans le but de remplir des ordres basés sur un des certificats mentionnés dans l'article 1055, ou, en tout temps, entre sept et huit heures, le dimanche matin, et six et sept heures, le dimanche soir, pour examiner son local; mais il ne doit pas y rester plus longtemps qu'il est nécessaire pour remplir les dits ordres ou pour s'assurer de l'état de son local. 63 V., c. 12, s. 123; 5 Ed. VII, c. 13, s. 38.

1057. Les liqueurs enivrantes vendues pendant les heures interdites, le dimanche, les jour de Noël et du premier de l'An et le Vendredi Saint, en vertu des dispositions des articles 1054 et 1055, ne doivent pas être délivrées dans la buvette ou le magasin, selon le cas, et l'acheteur ne doit pas être admis dans cette buvette ou ce magasin. 63 V., c. 12, s. 123a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 39.

1058. Sujet aux dispositions des articles 1055 et 1333, pendant le temps prohibé pour la vente des liqueurs enivrantes en vertu d'une loi quelconque de cette province, aucune de ces

liqueurs pendant le temps prohibé. — liqueurs ne peut être délivrée à qui que ce soit, pas même gratuitement, dans la place d'affaires ou les dépendances d'icelle de la personne munie de la licence. 63 V., c. 12, s. 124.

Pouvoir du tribunal dans les poursuites pour tenir ouvert pendant les heures prohibées, etc.

1059. Dans les poursuites pour tenir ouvert un établissement où il se vend des liqueurs enivrantes, ou pour vendre ou donner des liqueurs enivrantes, pendant les heures prohibées, en vertu d'une loi quelconque de cette province, le tribunal a le droit de prononcer condamnation, si l'une ou l'autre de ces offenses est prouvée, pourvu qu'il s'agisse de la même circonstance. 63 V., c. 12, s. 125.

Pénalité contre les personnes qui obtiennent des liqueurs enivrantes en contravention avec la loi.

1060. Toute personne qui obtient des liqueurs enivrantes en contravention avec les dispositions de la présente section, soit en les achetant chez une personne non munie de licence, soit en les obtenant, même gratuitement, chez une personne munie de licence mais en dehors des heures et des conditions voulues par la présente section et par les dispositions de l'article 1333, est passible d'une amende de pas moins de cinq piastres, et de pas plus de vingt-cinq piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins de deux semaines ni de plus d'un mois, mais les poursuites en vertu du présent article ne peuvent être intentées qu'au nom du percepteur du revenu de la province, et le trésorier de la province peut, à sa discrétion, refuser de permettre qu'elles soient intentées. 63 V., c. 12, s. 126; 6 Ed. VII, c. 9, s. 27.

Officiers du revenu non sujets aux pénalités.

1061. Nulle pénalité édictée par la présente section contre des personnes obtenant des liqueurs, soit de porteurs de licences octroyées en vertu d'icelle, soit de personnes non munies de licences, n'est encourue par les officiers du revenu ou autres personnes employées par le gouvernement pour la mise en vigueur de la présente section, ni par celles agissant d'après les instructions des dits officiers ou personnes, pourvu que les dits officiers ou personnes agissent en leur qualité officielle. 63 V., c. 12, s. 127.

Porteur de licence peut refuser d'admettre, ou chasser certaines personnes.

1062. Toute personne munie d'une licence en vertu de la présente section, peut refuser d'admettre dans le local pour lequel sa licence est accordée toute personne ivre, et peut refuser d'admettre dans et chasser de tel local toute personne violente, querelleuse ou qui cause du désordre, et toute personne dont la présence dans ce local peut exposer le porteur de licence à une pénalité quelconque en vertu de la présente section.

Pénalité au cas de refus de ces personnes de se retirer.

Toute telle personne qui, après avoir été requise conformément au présent article, par le porteur de licence ou son agent ou serviteur, ou par tout constable, de quitter tel local, refuse ou néglige de le faire, est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprison-

nement n'excédant pas un mois, ou, à la discrétion du tribunal, ce contrevenant peut être simplement condamné à cet emprisonnement sans l'option d'une amende; et tout constable est obligé, sur demande de tel porteur de licence, son agent ou serviteur, d'expulser ou d'aider à expulser toute telle personne de tel local, et peut employer la force nécessaire pour ce faire. 63 V., c. 12, s. 128.

1063. Toute personne munie d'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes en vertu de la présente section, qui héberge sciemment un constable ou lui permet de rester chez lui pendant que ce dernier est de service à moins que ce ne soit pour maintenir l'ordre, ou le rétablir, ou dans l'exercice de ces fonctions, ou qui fournit des liqueurs ou rafraîchissements quelconques, soit en les donnant ou en les vendant à un constable de service, sans l'autorisation d'un de ses officiers supérieurs, ou qui corrompt ou tente de corrompre un constable, ou qui donne, prête ou procure à un constable de l'argent ou autre objet de prix, est passible d'une pénalité n'excédant pas cinquante piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois. 63 V., c. 12, s. 129.

Pénalité contre le porteur de licence qui héberge un constable.

1064. Aucun contrevenant aux dispositions des articles 1054, 1055, 1056 et 1058, ou à celles de la section seizième du présent chapitre concernant la fermeture des auberges, n'est sujet à plus d'une condamnation pour la même offense. 63 V., c. 12, s. 130.

Une seule condamnation pour la même offense.

1065. Pendant la durée d'une licence pour la vente de liqueurs enivrantes, à l'exception des licences de magasins de liqueurs, nul commerce d'épicerie, provisions, sucreries ou fruits ne doit être fait dans l'intérêt et pour le bénéfice direct ou indirect de la personne munie d'une licence dans les lieux où s'exerce cette licence. 63 V., c. 12, s. 131.

Où denrées etc., ne peuvent être vendues.

1066. Nulle personne autorisée à tenir une auberge ou un hôtel de tempérance ne doit refuser de recevoir et héberger les voyageurs sans juste cause. 63 V., c. 12, s. 132.

Admission ou refus des voyageurs.

1067. Nulle personne autorisée à tenir un restaurant ne doit recevoir ou héberger les voyageurs. 63 V., c. 12, s. 133.

Idem dans un restaurant.

1068. Quiconque, étant muni d'une licence pour bière et vin, ou d'une licence pour la vente du cidre ou pour la vente des vins du pays, vend d'autres liqueurs que celles autorisées par telle licence ou contrevient d'une autre manière aux dispositions de la présente section ou aux conditions auxquelles cette licence a été accordée, est passible d'une amende de cinquante piastres pour chaque offense, ou d'un emprisonnement de trois mois, à défaut de paiement.

Pénalité pour vendre autre chose que de la bière et du vin par ceux qui sont munis de licence de bière et de vin.

Annulation de la licence. En sus de l'amende, la licence du contrevenant doit être annulée, et ne peut être renouvelée pendant l'année. 63 V., c. 12, s. 134.

Pénalité pour défaut de se conformer aux conditions de la licence. **1069.** Toute personne munie d'une licence en vertu de la présente section, qui ne se conforme pas durant toute l'année pour laquelle elle possède cette licence, aux conditions auxquelles cette licence lui a été octroyée, est passible, pour chaque contravention, des pénalités fixées par l'article 1072. 63 V., c. 12, s. 135.

Pénalité pour vente de liqueurs enivrantes comme non enivrantes. **1070.** Toute personne, munie ou non d'une licence pour la vente des liqueurs enivrantes, qui vend ces liqueurs en les représentant comme non enivrantes, ou qui vend ou expose en vente des liqueurs enivrantes en bouteilles ou autres récipients, étiquetés ou marqués comme contenant des liqueurs non enivrantes, est passible des pénalités prescrites aux articles 1009 ou 1072, suivant le cas. 63 V., c. 12, s. 136.

Abus de liqueurs enivrantes par un porteur de licence. **1071.** Tout porteur de licence, qui, habituellement, fait usage de liqueurs enivrantes au point d'attirer l'attention du public, ou qui est vu fréquemment en public dans un état d'ivresse, encourt la perte de sa licence. 63 V., c. 12, s. 136a ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 20.

Pénalité contre les porteurs de licence pour les infractions à la loi non autrement prévues. **1072.** Chaque infraction à la première division de la présente section par le porteur d'une licence émise en vertu d'icelle pour la vente des liqueurs enivrantes et au sujet de laquelle aucune autre amende n'est imposée par la dite division, est punissable, pour la première offense, d'une amende de pas moins de trente ni de plus de soixante-quinze piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois ; pour la deuxième offense, d'une amende de soixante et quinze piastres au moins, et de cent vingt piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois ; et, pour la troisième offense, ou toute offense subséquente, d'une amende de cent vingt piastres au moins, et de deux cents piastres au plus, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de trois mois ; et, s'il est trouvé coupable de cette troisième offense, ou de toute offense subséquente, la licence peut être annulée, et, dans le cours de la même année, nulle semblable licence ne doit être accordée au contrevenant, sans préjudice, quant aux porteurs de licences de magasins de liqueurs de détail, des dispositions de l'article 1077, mais si un porteur d'une licence de restaurant est trouvé coupable d'une troisième offense, sa licence est immédiatement annulée.

Pénalité pour 2e offense si la 1ère n'a pas été prouvée. Si, sur une poursuite pour seconde offense, une conviction antérieure n'est pas prouvée, le tribunal peut néanmoins condamner le défendeur, si la preuve est suffisante, et lui imposer la pénalité fixée pour une première offense.

De même, sur une poursuite pour une troisième offense, ou toute offense subséquente, il peut lui imposer la pénalité fixée par la loi pour une seconde ou une première offense, suivant le cas, au lieu de l'annulation de la licence, si la poursuite ne prouve pas la première ou la deuxième ou les deux condamnations antérieures, bien que la chose ne soit pas demandée. 63 V., c. 12, s. 137; 5 Ed. VII, c. 13, s. 40; 6 Ed. VII, c. 9, s. 28; 8 Ed. VII, c. 19, s. 21.

Idem pour offenses subséquentes.

1073. Pour qu'une offense soit considérée comme une deuxième ou troisième offense dans le sens de la présente section, il n'est pas nécessaire que cette offense soit de la même espèce que celles prouvées antérieurement. 63 V., c. 12, s. 138; 7 Ed. VII, c. 11, s. 15.

Ce qui peut être considéré comme 2e ou 3e offense.

1074. Pour qu'une offense commise par le porteur d'une licence, en vertu de la présente section, puisse être considérée comme une troisième offense dans le sens de l'article 1072, elle doit avoir été commise dans les douze mois suivant la première offense; pour qu'une offense, aux termes de l'article 1009 puisse être considérée comme une troisième offense, elle doit avoir été commise dans les trois ans de la première offense; et, si la plainte est faite pour une troisième offense, le tribunal ne peut condamner pour aucune autre que pour une troisième offense, quand la preuve faite établit que tel est le cas. 63 V., c. 12, s. 139; 5 Ed. VII, c. 13, s. 41; 6 Ed. VII, c. 9, s. 29.

Ce qui constitue une 2e et une 3e offense.

Devoir du tribunal si la plainte est pour une 3e offense.

1075. Avant jugement, le magistrat devant lequel un procès pour infraction à la présente section a été intenté peut s'assurer si l'offense est la deuxième ou la troisième, bien que ce ne soit pas allégué dans la plainte; et, s'il est constaté que c'est une deuxième ou une troisième offense, il doit ordonner que la plainte soit amendée en conséquence, et rendre jugement comme pour une deuxième ou une troisième offense suivant le cas. Mais, dans le cas d'une poursuite pour avoir vendu ou pour avoir gardé pour les vendre, des liqueurs enivrantes, sans licence, le tribunal est obligé de s'assurer, avant de rendre jugement, si c'est une deuxième ou une troisième offense. 63 V., c. 12, s. 140; 5 Ed. VII, c. 13, s. 42.

Pouvoir du magistrat de punir pour une 2e ou 3e offense.

1076. Si une personne, autorisée à vendre des liqueurs enivrantes ou à tenir un hôtel de tempérance, souffre une condamnation pour contravention à la présente section, le tribunal qui prononce la sentence peut révoquer sa licence; si cette personne est trouvée coupable d'avoir tenu une maison de désordre ou d'avoir commis une autre offense poursuivable par voie d'acte d'accusation mentionnée en une loi quelconque, ou si elle est condamnée à l'emprisonnement dans la prison commune avec travaux forcés ou au pénitencier, elle encourt la perte de sa

Révocation de la licence en certains cas.

licence, et aucune telle licence ne doit lui être accordée de nouveau pendant les trois années suivant le jugement du tribunal. 63 V., c. 12, s. 141.

Annulation
de la licence
de magasin
de liqueurs
de détail, en
certains cas.

1077. Chaque fois que le porteur d'une licence de magasin de liqueurs de détail est trouvé coupable d'avoir vendu des liqueurs enivrantes au verre, ou en quantité moindre que celle qui lui est permise par sa licence, ou qu'il est prouvé que telles liqueurs ont été ainsi vendues avec son concours, si ce dont il est trouvé coupable est une deuxième offense, sa licence est immédiatement annulée, et aucune licence de liqueurs de quelque description que ce soit ne doit lui être accordée de nouveau, pendant l'année de licence au cours de laquelle il a été ainsi trouvé coupable. 63 V., c. 12, s. 141a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 43.

La licence
devient nulle
sur notifica-
tion du per-
cepteur.

1078. Quand le percepteur du revenu de la province a été informé de cette révocation par le tribunal ou par le greffier d'icelui, il doit en avertir la personne munie de la licence, et, sur cette notification, la licence devient nulle et de nul effet. 63 V., c. 12, s. 142.

Pénalité
après avis
reçu.

1079. Si une personne munie de licence, qui a reçu avis régulier de l'annulation de sa licence, continue à tenir la maison ou le magasin autorisé par cette licence, et à y vendre des liqueurs enivrantes, elle devient passible des peines et amendes imposées par la présente section, contre les personnes qui tiennent ces maisons ou vendent ces liqueurs sans licence. 63 V. c. 12, s. 143.

Pénalité
pour l'obten-
tion et la li-
vraison, sous
de faux pré-
textes, d'un
certificat
pour la vente
de boissons.

1080. Dans tous les cas où, en vertu des dispositions de la présente section, de la loi de tempérance du Canada ou de la section quinzième du présent chapitre (articles 1316-1328, inclusivement), le certificat d'un membre du clergé, d'un médecin pratiquant ou d'un juge de paix est requis pour la vente des liqueurs enivrantes, sans lequel certificat on ne peut obtenir légalement telles liqueurs, toute personne trouvée coupable d'avoir délivré faussement ce certificat encourt une amende de pas moins de vingt-cinq piastres et de pas plus de soixante-quinze piastres; et toute personne trouvée coupable d'avoir obtenu ce certificat sous de faux prétextes, encourt une amende de pas moins de quinze piastres et de pas plus de cinquante piastres, à la discrétion de la cour. 63 V., c. 12, s. 144; 5 Ed. VII, c. 13, s. 44.

Pénalité
pour signa-
ture donnée
en blanc.

1081. La signature donnée en blanc par un membre du clergé, un médecin pratiquant ou un juge de paix, sur l'un des certificats mentionnés dans l'article 1080, est une offense en vertu de la présente section; et toute personne qui s'en rend coupable, encourt, pour chaque contravention, une pénalité de pas

moins de vingt-cinq piastres et de pas plus de soixante-quinze piastres, à la discrétion de la cour. 63 V., c. 12, s. 144a ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 44.

1082. Dans tout cas de cession de biens volontaire ou judiciaire, soumis aux commissaires de licences, au sujet du transfert d'une licence en vertu des dispositions des articles 953 et 954, si les dits commissaires découvrent que ce cas n'est pas un d'insolvabilité *bona fide*, le propriétaire de la licence est requis de payer le droit du transfert exigible dans les cas de transferts demandés par des personnes solvables, et le cédant encourt en outre, une pénalité de cent piastres. 63 V., c. 12, s. 144b ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 30.

Transfert de licences dans le cas de cession de biens, etc.

1083. Toute personne qui, ayant violé quelqu'une des dispositions de la présente section, effectue un compromis, arrangement ou règlement à propos d'une offense, ou tente d'effectuer un compromis, arrangement ou règlement à propos d'une offense, avec une ou plusieurs personnes, dans le but d'empêcher qu'une plainte ne soit faite à ce sujet, ou, dans le cas où une plainte a été faite, dans le but de la faire disparaître, de l'arrêter ou de la faire renvoyer faute de poursuite ou autrement, est coupable d'une infraction à la présente section et passible d'une amende de cent piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour. 63 V., c. 12, s. 145.

Pénalité contre les contrevenants à la loi qui effectuent un compromis relativement à des infractions.

1084. Toute personne, partie ou concernée dans tel compromis, arrangement ou règlement mentionné dans l'article 1083, est passible d'une amende de cinquante piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois, à la discrétion de la cour. 63 V., c. 12, s. 146.

Pénalité contre autres personnes participant à ce compromis.

1085. Le mari, la femme, le père, la mère, le frère, la sœur, le curateur, le tuteur ou le patron de toute personne qui a l'habitude de boire avec excès des liqueurs enivrantes ;

Avis défendant de donner des liqueurs à quelqu'un.

Les commissaires de licences des cités de Québec et de Montréal, si telle personne réside dans l'une de ces deux cités, et, si telle personne réside dans une autre partie de la province, le conseil municipal ou le maire, le curé, le pasteur ou un juge de paix de l'endroit où réside cette personne ;

Le directeur ou le préposé chargé de la conduite de quelque asile, hôpital ou autre institution de charité dans laquelle cette personne réside ou est gardée ;

Le curateur de l'interdit ;

Le père, la mère, le frère, la sœur du mari ou de la femme de cet interdit ; ou

Le tuteur ou curateur de tout enfant de l'interdit ;—

Peuvent donner avis par écrit, signé de leurs noms, à toute personne autorisée à vendre des liqueurs enivrantes ou qui en

vend habituellement, de ne pas en vendre ou en livrer à la personne qui a cette habitude de boire avec excès ou à l'interdit.

Cet avis est signé en double; un des doubles est signifié à la partie par tout huissier de la Cour supérieure pour le district, et cet huissier fait sous son serment d'office un rapport de la signification de cet avis. 63 V., c. 12, s. 147.

Pénalité
pour contra-
vention à
l'avis.

1086. Si, dans le cours d'une année d'avis, la personne ainsi avertie, vend ou livre telles liqueurs, soit par elle-même, soit par son commis, serviteur ou agent, autrement que sur demande spéciale pour des fins médicales, signée par un médecin pratiquant, à la personne ayant telle habitude, ou à tel interdit, celui qui a donné l'avis peut, dans le cours des six mois qui suivent la commission de l'offense,—recouvrer de la personne à qui l'avis a été donné la somme de dix piastres au moins et de cinq cents piastres au plus, à titre de dommages-intérêts. 63 V., c. 12, s. 148.

Femme
mariée peut
poursuivre.

1087. Toute femme mariée peut, nonobstant l'article 176 du Code civil, intenter une semblable action en son propre nom, sans l'autorisation de son mari.

Tous les dommages recouverts par elle sont, dans ce cas, pour son seul usage. 63 V., c. 12, s. 149.

Droit d'ac-
tion des re-
présentants.
La personne
doit être
connue.

1088. Dans le cas de décès de l'une ou de l'autre des parties à la poursuite, pourvu que l'identité de la personne à qui la liqueur est vendue soit connue de celui qui la vend au moment de la vente ou de la livraison, l'action et le droit d'action accordés par les articles 1085, 1086 et 1087, subsistent contre ou en faveur de leurs représentants légaux respectivement. 63 V., c. 12, s. 150.

Suicide ou
mort d'une
personne
ivre.

1089. Le propriétaire de l'auberge, du restaurant ou de toute autre maison où il se vend des liqueurs enivrantes, et toute personne par lui employée dans l'établissement, sont solidairement sujets à une action en dommages, envers les représentants d'une personne qui s'est enivré dans l'établissement, par suite de liqueurs à elle délivrées par ce propriétaire ou cet employé, et qui, en conséquence de son ivresse, s'est suicidée ou est morte de quelque accident causé par telle ivresse. 63 V., c. 12, s. 151.

Droit d'ac-
tion pour
dommages-
intérêts; dé-
lai; solida-
rité

1090. Le droit d'action, doit être exercé dans trois mois à compter de la mort; les représentants de la personne ainsi décédée peuvent recouvrer la somme de pas moins de cent piastres et n'excédant pas mille piastres sur cette action, à titre de dommages-intérêts. 63 V., c. 12, s. 152.

1091. Si une personne en état d'ivresse commet un assaut ou endommagement quelque propriété, celui qui, en contravention avec la présente section ou avec toute autre loi, lui a livré la liqueur qui a produit cette ivresse, est assujetti, de la part de la partie lésée, à l'action civile pour les dommages causés à la propriété, solidairement avec l'auteur de l'assaut ou du dommage. 63 V., c. 12, s. 153.

Assaut ou dommages par une personne ivre.

1092. Sans préjudice de l'action civile mentionnée dans les articles 1086 à 1091, inclusivement, quiconque contrevient à quelque une des dispositions de l'article 1085 est passible des pénalités imposées par l'article 1072. 63 V., c. 12, s. 154.

Pénalités additionnelles.

1093. Toute personne mineure ou majeure, qui achète d'une personne autorisée ou non en vertu de la présente section des liqueurs enivrantes pour une personne réputée ivrogne d'habitude, est passible, pour chaque offense, d'une pénalité n'excédant pas cinquante piastres, et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement. 63 V., c. 12, s. 155.

Achat de liqueurs pour ivrognes.

1094. Tout paiement en deniers ou en objets d'une valeur pécuniaire, pour la vente de liqueurs enivrantes fournies en contravention avec la présente section, est censé avoir été fait sans cause et contre la loi. 63 V., c. 12, s. 156.

Paiement de deniers, illégal.

1095. La répétition de tel paiement peut être obtenue de celui qui l'a reçu, par celui qui l'a fait, ou par sa femme sans l'autorisation de son mari, et par son père ou son tuteur, s'il est mineur; et tous actes et obligations quelconques, faits et consentis, en tout ou en partie, pour ou à raison de liqueurs ainsi livrées en violation de la loi, sont nuls, sauf les droits des tiers. 63 V., c. 12, s. 157.

Répétition de ces deniers.

1096. Nulle action ne peut être maintenue pour et à raison de la livraison de liqueurs vendues en contravention avec la présente section. 63 V., c. 12, s. 158.

Pas d'action pour prix de vente illégale.

1097. Tout percepteur du revenu de la province et tout homme de police, constable ou autre personne à ce autorisée par écrit par un percepteur du revenu de la province ou son député, un juge de paix, un juge des sessions de la paix, un magistrat de police ou un recorder, peuvent entrer, même par force si on en refuse l'entrée, dans tout lieu de fréquentation publique non sous licence, où il y a lieu de soupçonner que des liqueurs enivrantes sont exposées en vente, faire la recherche et ouvrir, avec toute l'aide nécessaire, même de force sur refus de le faire, les armoires et réceptacles où ils croient que ces liqueurs sont renfermées.

Examen par la police, des lieux soupçonnés, etc.

Saisie des boissons, etc. S'il y découvre des liqueurs enivrantes, il doit les saisir, ainsi que les vaisseaux qui les contiennent, et les mettre sous la garde et en la possession du percepteur du revenu du district, en attendant que le tribunal en ait disposé par un jugement. 63 V., c. 12, s. 159 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 31.

Pouvoir du percepteur si des liqueurs sont apportées dans la province dans des récipients marqués comme contenant d'autres marchandises, etc. **1098.** Chaque fois que des liqueurs enivrantes sont apportées, dans un district de revenu de cette province, soit de tout autre district de la province ou d'en dehors de la province, dans des récipients quelconques, qu'ils soient ou non étiquetés ou marqués comme contenant des liqueurs enivrantes, ou étiquetés ou marqués comme contenant des marchandises, effets ou articles autres que des liqueurs enivrantes, si elles sont en quantités suffisantes pour faire soupçonner qu'elles ont été ainsi apportées dans le but de les vendre et si elles sont adressées à une personne non licenciée en vertu de la présente section, pour vendre des liqueurs enivrantes, et que le percepteur du revenu de la province ait raison de soupçonner que cette personne les obtient dans le but de les vendre, ou si cette personne a déjà été condamnée pour contravention à la présente section, ou si les dites liqueurs sont apportées dans des circonstances qui justifient la présomption qu'elles ont été apportées pour être vendues sans licence, le percepteur du revenu de la province, peut, personnellement ou par son député, ou par toute autre personne par lui autorisée à cet effet, examiner et ouvrir ces récipients partout où ils se trouvent, avec toute l'aide nécessaire, et même par force en cas de résistance, et en examiner le contenu, et, si les récipients contiennent des liqueurs enivrantes, le percepteur du revenu de la province procède de la manière prescrite par le second alinéa de l'article 1097 ; et toute personne qui gêne ou trouble le percepteur ou une personne agissant sous son autorité, dans l'exécution des dispositions du présent article, est passible de la pénalité prescrite par l'article 1304. 63 V., c. 12, s. 159a ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 45 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 32 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 16.

Pénalité.

Confiscation et vente de liqueurs, etc., en certains cas. **1099.** Dans le cas où des liqueurs enivrantes ou autres effets ou marchandises ont été saisis pour contravention à la présente section, par un percepteur du revenu de la province ou son représentant autorisé, si ces liqueurs ou ces autres effets ou marchandises n'ont pas été confisqués par ordre du tribunal pendant le délai accordé par l'article 1171, faute par le percepteur de connaître le nom de la personne à qui ou chez qui ces liqueurs ou autres effets ou marchandises ont été saisis, ou par suite du fait que cette personne n'a pu être trouvée dans la province, de manière qu'une sommation put lui être signifiée pendant le délai accordé par le dit article 1171, ces liqueurs ou autres effets ou marchandises ainsi saisis, à

moins d'être réclamés par leur propriétaire dans le délai de quatre mois, si ce sont des liqueurs, et le délai d'un an, si ce sont d'autres effets ou marchandises, doivent être considérés comme confisqués à l'expiration de ce délai, et sont vendus par le percepteur conformément aux dispositions de la présente section concernant la vente des liqueurs ou autres effets ou marchandises confisqués. 63 V., c. 12, s. 159b ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 33.

1100. Nul embouteilleur, licencié comme tel en vertu de la présente section, ne peut transporter, dans son véhicule, des liqueurs enivrantes autres que celles que lui permet sa licence, et tout embouteilleur agissant ainsi encourt, pour chaque offense, une pénalité de cinquante piastres et la confiscation de sa marchandise en entier avec le cheval et le véhicule, lesquels peuvent tous être saisis, sans mandat, par tout percepteur du revenu de la province, ou toute autre personne à ce autorisée par écrit par un percepteur du revenu de la province. Les effets ainsi saisis doivent être confiés aux soins et mis en la possession du percepteur du revenu de la province pour le district dans lequel la saisie a été opérée, en attendant le jugement de la cour au sujet de ces effets. Les effets ainsi confisqués doivent être vendus en la manière prescrite par l'article 1030. 63 V., c. 12, s. 159c ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 22.

Transporter des liqueurs autres que celles permises par la licence, est prohibé.
Pénalité.

1101. Tout membre de la police du revenu portant l'uniforme a droit de pénétrer en tout temps dans l'établissement de toute personne munie d'une licence en vertu de la présente section.

Droit d'entrée de la police.

Cette personne est sujette à une amende de trente piastres si elle refuse de laisser entrer cet officier dans son établissement. 63 V., c. 12, s. 160.

Amende.

1102. Le trésorier de la province peut, de temps à autre, à sa discrétion, autoriser un officier du revenu à prendre des échantillons de liqueurs enivrantes gardées ou exposées en vente dans tout établissement licencié de la province et à les faire examiner par un analyste compétent; et, s'il est prouvé que cette liqueur est de mauvaise qualité et impropre à la consommation, le porteur de la licence chez qui cet échantillon a été pris, encourt une amende de vingt-cinq piastres au moins et de cinquante piastres au plus, s'il est porteur d'une licence autorisant la vente en détail de liqueurs enivrantes, et de pas moins de soixante-quinze piastres ni de plus de cent piastres s'il est porteur d'une licence pour la vente des liqueurs en gros, et il est tenu de payer en plus le coût de l'analyse. 63 V., c. 12, s. 160a ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 46 ; 9 Ed. VII, c. 17, s. 8.

Pouvoir du trésorier d'ordonner l'inspection et l'analyse des boissons.
Pénalité.

1103. 1. Les liqueurs embouteillées qu'un hôtelier ou un restaurateur, porteur d'une licence, se procure dans le but de les distribuer à ses clients ou à ses hôtes, doivent être gar-

Liqueurs gardées dans des bouteilles étiquetées.

dées, pendant qu'elles sont dans le local pourvu de la licence, dans les bouteilles dans lesquelles elles ont été livrées à cet hôtelier ou ce restaurateur; et, tant que la marque ou étiquette de ces bouteilles n'a pas été enlevée ou détruite aucune autre liqueur, substance ou liquide ne doit, en aucun cas, être mise dans une de ces bouteilles, et aucune bouteille, après que la liqueur embouteillée en a été retirée ne doit être remplie, soit en partie soit en entier, par l'occupant de ce local sous licence ou par toute autre personne pour lui, afin de fournir de la liqueur ou autre substance ou liquide à tout client ou hôte.

Etiquettes
doivent indi-
quer le con-
tenu des
bouteilles.

2. Aucun porteur de licence d'hôtel, de restaurant ou de magasin ne doit faire usage, ou permettre qu'il soit fait usage d'une marque ou étiquette sur une bouteille, un baril ou autre récipient dans lesquels des liqueurs sont gardées pour la vente dans le local sous licence, n'indiquant pas avec précision et clarté la nature du contenu de cette bouteille, de ce baril ou autre récipient, ou étant de quelque manière destinée à induire en erreur un client ou un hôte sur la nature, la description ou la qualité de ce contenu.

Mélange de
liqueurs,
prohibé.

3. Aucun porteur d'une licence d'hôtel, de restaurant ou de magasin, ou nulle autre personne ne doit, pour aucune raison, mêler ou permettre de mêler ou faire mêler à une autre liqueur vendue ou fournie par lui comme breuvage, dans le local sous licence, une drogue ou une autre forme d'alcool méthylique ou autre forme crue non rectifiée ou impure d'alcool éthylique ou autre substance ou liquide délétère.

Pénalité

4. Toute personne contrevenant à quelqu'une des dispositions du présent article encourt les pénalités décrétées par l'article 1072. 63 V., c. 12, s. 160b; 9 Ed. VII, c. 17, s. 9.

§ 30.—*Dispositions concernant certains droits des municipalités*

L.—RÈGLEMENTS MUNICIPAUX POUR LA FERMETURE DES LOCAUX OU L'ON VEND DES LIQUEURS ENIVRANTES

Pouvoirs des
conseils mu-
nicipaux re-
latifs à la
fermeture
des auber-
ges.

1104. Les conseils municipaux des cités, villes, villages et autres autorités municipales locales ont le droit de faire des règlements pour ordonner l'ouverture pas plus tôt qu'à sept heures du matin de tout jour de semaine et pour faire fermer, à sept heures du soir, les samedis, et à dix heures du soir, les autres jours de la semaine, et pour faire tenir fermées, durant le reste de ces jours, les buvettes dans les établissements où l'on vend des liqueurs enivrantes, et aussi de décréter qu'aucune boisson enivrante ne sera vendue dans une maison licenciée de la municipalité pendant les heures où les buvettes sont fermées, et d'imposer, par ces règlements, une pénalité n'excédant pas cinquante piastres pour chaque offense, et, à défaut de paiement, un emprisonnement n'excédant pas trois mois. 63 V., c. 12, s. 161; 9 Ed. VII, c. 17, s. 10.

II.—RESTRICTIONS CONCERNANT LA SOMME QUE LES MUNICIPALITÉS PEUVENT
PRÉLEVER SUR LES PORTEURS DE LICENCE EN VERTU DE
LA PRÉSENTE SECTION

1105. Nonobstant toute loi spéciale au contraire, aucune municipalité ne peut prélever, par règlement, résolution ou autrement, une licence, une taxe, un impôt ou un droit excédant, en aucune année, deux cents piastres dans les cités et les villes, et cinquante piastres dans les autres municipalités, sur une personne munie de licence en vertu de la présente section, sauf les colporteurs, soit pour la confirmation d'un certificat pour obtenir la licence, soit autrement pour l'objet pour lequel elle possède telle licence; et toute municipalité prélevant ou recevant directement ou indirectement plus qu'il n'est permis par le présent article pour les objets y mentionnés, peut être forcée de rembourser cette surcharge, en tout temps, au porteur de licence, ou à ses représentants légaux. 63 V., c. 12, ss. 162, 162a; 6 Ed. VII, c. 9, s. 34; 7 Ed. VII, c. 11, s. 17.

Montant de droits que peuvent prélever les municipalités.
Municipalités tenues de rembourser surcharges.

§ 31.—Des poursuites

I.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PROCÉDURE

1106. Il est du devoir du percepteur du revenu de la province, nonobstant les dispositions de l'article 1108, d'intenter une poursuite chaque fois qu'il a raison de croire qu'une contravention à la loi a été commise et que cette poursuite peut être maintenue. 63 V., c. 12, s. 163.

Devoir du percepteur de poursuivre les infractions.

1107. Chaque fois qu'il est demandé au percepteur du revenu de la province d'intenter une poursuite, il peut, à sa discrétion, soit avant la poursuite, soit pendant l'instance, exiger, de la personne sur la demande de laquelle la poursuite sera ou a été intentée, le dépôt d'un montant raisonnable pour couvrir les frais dans le cas du renvoi de l'action. 63 V., c. 12, s. 164; 7 Ed. VII, c. 11, s. 18.

Le percepteur peut exiger dépôt pour couvrir les frais.

1108. Il est du devoir du percepteur du revenu de la province de poursuivre en justice les contraventions à la présente section, chaque fois qu'il en est requis par une corporation municipale et que cette corporation a assumé la responsabilité des frais à encourir.

Quand le percepteur doit poursuivre à la demande d'une municipalité.

Dans toute municipalité où une loi prohibitive est en vigueur, ou dont le conseil refuse de confirmer des certificats pour obtenir des licences pour la vente des liqueurs enivrantes, il est du devoir du conseil de la municipalité de poursuivre toutes les contraventions à la présente section, auquel cas la municipalité est responsable des frais et reçoit les amendes perçues pour contraventions à la loi.

Devoirs des conseils municipaux de prendre la poursuite eux-mêmes dans certains cas.

Si le conseil refuse de poursuivre. Dans le cas, cependant, où le conseil refuse ou néglige de poursuivre pour infraction à la loi après qu'il en a reçu avis, le percepteur du revenu peut poursuivre les contrevenants, aux frais de la municipalité. 63 V., c. 12, s. 165; 9 Ed. VII, c. 17, s. 11.

Devant quels tribunaux les amendes, etc., sont recouvrées. **1109.** Le recouvrement des amendes et pénalités imposées par la présente section ou par les règlements faits sous son empire, et des droits et honoraires exigibles sous la même autorité, doit se faire en la forme et devant les tribunaux ci-dessous désignés. 63 V., c. 12, s. 166.

District où la poursuite a lieu. **1110.** Toute poursuite doit être portée dans le district judiciaire où la contravention a été commise, ou dans celui de la résidence du contrevenant.

Si l'offense a été commise sur un bateau. Si la contravention a été commise à bord d'un bateau à vapeur ou d'un autre bâtiment, la poursuite peut être intentée dans tout district judiciaire quelconque de la province.

Ou sur les confins de deux districts. Si la contravention a eu lieu sur les confins de deux districts adjacents, où il est difficile de déterminer dans lequel de ces districts l'offense a été commise, la poursuite peut être intentée dans l'un ou l'autre. 63 V., c. 12, s. 167.

Berthier et Verchères. **1111.** Pour toutes les choses auxquelles la présente section se rapporte, le comté de Berthier forme partie du district de Richelieu, et le comté de Verchères, du district de Montréal, pour les fins judiciaires. 63 V., c. 12, s. 168.

Cours devant lesquelles la poursuite peut être portée. **1112.** Toute action ou poursuite peut être, au choix du poursuivant, intentée devant la Cour de circuit, mais sans droit d'évocation à la Cour supérieure, ou devant deux juges de paix du district judiciaire, ou devant le juge des sessions de la paix, ou devant la Cour du recorder, ou le recorder, ou devant le magistrat de police, le magistrat de district, ou tout autre officier ayant les pouvoirs de deux juges de paix, sujet aux dispositions de l'article 708 du Code criminel.

Juridiction d'un juge de paix pour certaines procédures. Pour les fins du présent article, toute chose nécessaire pour l'exécution des dispositions de la présente section au sujet des poursuites contre les contrevenants, y compris la signature des assignations et mandats d'arrestation et les ajournements accordés, peut être faite par un seul juge de paix, sauf ce qui a trait à l'audition et au jugement qui sont régis par les dispositions des articles 1144 à 1150, tous deux inclusivement. 63 V., c. 12, s. 169; 8 Ed. VII, c. 19, s. 23.

Signification. **1113.** Dans la Cour de circuit, les délais d'assignation et les autres procédures dans ces actions sont régis par les dispositions du Code de procédure civile concernant les poursuites entre locataires et locataires. 63 V., c. 12, s. 170.

1114. Excepté en ce qui regarde les actions intentées devant Par qui faite. la Cour de circuit, la signification de la sommation se fait par tout huissier ou constable nommé pour le district judiciaire où la poursuite est intentée, en en laissant une copie certifiée Copie laissée par le magistrat, juge ou fonctionnaire qui a signé l'original, par qui certifiée. ou par l'avocat du poursuivant, au défendeur personnellement, ou à une personne raisonnable de sa famille, à son domicile ou à sa place d'affaires.

Mais, dans le cas où le défendeur se soustrait à la signifi- Signification cation de l'assignation, et aussi dans les cas d'occupants de spéciale dans bâtiments situés sur la ligne frontière entre cette province et certains cas. les Etats-Unis d'Amérique, le juge, magistrat, ou juge de paix peut, sur procès-verbal à cet effet, prescrire un mode quelconque de signification qu'il juge convenable. 63 V., c. 12, s. 171 ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 24.

1115. La signification par un huissier doit se faire sous son Sous quel serment d'office, et celle faite par un constable se prouve par serment. son rapport attesté sous serment devant un juge de paix dans le district judiciaire, ou devant le tribunal.

Devant la Cour de circuit, la signification des procédures et Signification convictions se fait de la même manière que celle de la som- devant la mation. 63 V., c. 12, s. 172. Cour de circuit.

1116. Devant la Cour de circuit, sur toute poursuite intentée Procédure en vertu de la présente section, la procédure se fait sommaire- est sommaire- ment et est celle établie pour les poursuites entre locataires et locataires par les articles 1150 à 1162 du Code de procédure civile. 63 V., c. 12, s. 173.

1117. Sauf dans les cas où il est autrement prescrit dans Application de certaines dispositions du Code criminel, etc. la présente section, dans toutes poursuites autres que celles intentées devant la Cour de circuit, les dispositions de la partie XV du Code criminel, et celles des articles 3513 à 3520 des présents Statuts refondus sont applicables, à l'exception des mots suivants de l'article 722 du dit Code criminel : " mais aucun ajournement ne pourra être de plus de huit jours," qui ne s'appliquent pas aux poursuites intentées en vertu de la présente section ; mais aucun ajournement ne peut être de plus de trente jours.

Néanmoins, il n'est pas nécessaire que les témoignages soient Témoignages pris par écrit ou par sténographie. 63 V., c. 12, s. 174 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 47.

1118. Les dispositions des articles 237 à 250 du Code Dispositions de procédure civile s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, aux applicables aux poursuites intentées en vertu de la présente section devant les magistrats ou les recorders. 63 V., c. 12, s. 174a ; 5 Ed. VII, les magistrats, etc. c. 13, s. 48.

Audition des
poursuites.

1119. Aucune poursuite intentée en vertu de la présente section ne peut être jugée ou entendue le jour où elle est appelée pour la première fois, à moins que le défendeur ne consente à confesser jugement ou qu'il n'ait donné avis par écrit de trois jours au poursuivant qu'il sera prêt à subir son procès, tel jour, ou à moins que le poursuivant ne donne avis, dans la sommation signifiée au défendeur, que la cause sera instruite le jour fixé pour le rapport du bref. 63 V., c. 12, s. 174b; 5 Ed. VII, c. 13, s. 48; 6 Ed. VII, c. 9, s. 35.

Au nom de
qui la pour-
suite est
portée.

1120. Les actions ou poursuites pour contraventions à la présente section sont portées au nom du percepteur du revenu pour le district dans lequel la contravention a été commise, ou au nom de la corporation de la municipalité locale où cette contravention a été commise. 63 V., c. 12, s. 175.

Plainte
signée par le
percepteur.

1121. Dans toute poursuite pour contravention à la présente section intentée au nom du percepteur du revenu de la province, la plainte doit être signée par le percepteur du revenu de la province qu'il appartient ou son député. 63 V., c. 12, s. 176.

Quand pour-
suite d'une
municipalité
est sans
effet.

1122. Telle poursuite intentée par une corporation municipale et le jugement rendu sur cette poursuite deviennent sans effet, si une poursuite est intentée par le percepteur du revenu de la province pour prévenir toute collusion entre les parties à l'action, et ne peuvent être plaidés contre cette seconde poursuite, à moins que le montant réclamé par cette corporation n'ait été payé de la manière voulue par la loi, ou que le défendeur n'ait subi l'emprisonnement auquel il a été condamné à défaut de paiement. 63 V., c. 12, s. 177.

Présomption
que le per-
cepteur du
revenu est
dûment
nommé, etc.

1123. Dans toute procédure en vertu de la présente section la simple déclaration d'un percepteur du revenu de la province qu'il occupe cette position, est une preuve suffisante de sa nomination et de son entrée en fonction au moment de cette déclaration sauf preuve au contraire.

Idem, quant
à l'étendue
du district.

La même règle s'applique à la déclaration du percepteur du revenu de la province quant à l'étendue et aux limites de son district de revenu. 63 V., c. 12, s. 178.

Allégations
non requises.

1124. Il n'est pas nécessaire d'alléguer, sur poursuite intentée en vertu de la présente section, dans la déclaration, information, plainte ou sommation, des faits négatifs ni aucun fait qu'il appartient au défendeur de prouver. 63 V., c. 12, s. 179.

Qui est pu-
nissable en
vertu de
cette section.

1125. Dans toute poursuite en vertu de la présente section le véritable délinquant, aussi bien que le possesseur, locataire ou occupant des lieux, et, dans le cas de maisons de prostitution,

toute habitante d'icelles, sont personnellement responsables des amendes et punitions qui peuvent être imposées à raison de toute infraction ou violation de la dite section, nonobstant le fait que la contravention a été commise par une autre personne contre laquelle on ne peut faire la preuve qu'elle a ainsi agi sous ou d'après la direction de tel propriétaire, locataire ou occupant ; et la preuve que telle contravention a été commise par une personne quelconque à l'emploi de tel propriétaire, locataire ou occupant ou dont on souffre la présence dans l'établissement de tel propriétaire, locataire ou occupant, est une preuve concluante que cette contravention a eu lieu avec l'autorisation et sous la direction de tel propriétaire, locataire ou occupant. A l'option du poursuivant, le véritable délinquant peut être poursuivi conjointement avec tel propriétaire, locataire ou occupant ou séparément, mais les deux à la fois ne peuvent être condamnés pour la même offense, et la condamnation de l'un des deux suffit pour empêcher la condamnation de l'autre pour la même offense. 63 V., c. 12, s. 180.

1126. En faisant la preuve de la vente ou de la livraison, Preuve concernant la vente, etc., de la boisson. gratuite ou autrement faite, ou de la consommation de liqueurs enivrantes, en violation de la présente section, il n'est pas nécessaire de prouver qu'il y a eu tradition réelle d'argent ni consommation réelle de telle liqueur, si le magistrat ou le tribunal qui entend la cause est convaincu qu'une transaction de la nature d'une vente ou d'un autre mode d'aliénation a eu réellement lieu, ou qu'une consommation de liqueur allait avoir lieu ; et la preuve de la consommation, réelle ou intentionnelle, de telle liqueur dans le local licencié ou pour lequel une licence est requise en vertu de la présente section par toute personne autre que l'occupant du dit local, constitue la preuve que telle liqueur a été vendue à la personne qui en a fait ou allait en faire la consommation, ou qui l'emportait ou allait l'emporter, contre le porteur de licence ou l'occupant du dit local. 63 V., c. 12, s. 181.

1127. Dans toute poursuite intentée par un percepteur du revenu de la province en vertu de la présente section contre une Option du percepteur lors de certaines poursuites. personne non munie de licence, le percepteur peut à son choix poursuivre pour vente de liqueurs sans licence, ou pour l'offense spéciale que cette personne a commise et pour laquelle elle serait justiciable même si elle avait une licence. 63 V., c. 12, s. 182.

1128. Chaque fois qu'une personne est poursuivie et Double pénalité quand la liqueur vendue est de mauvaise qualité. condamnée à une amende ou à l'emprisonnement pour une infraction aux dispositions de la première division de la présente section, si, dans le cours de cette poursuite, il est reconnu comme certain que la liqueur vendue par cette personne est de mauvaise qualité et impropre à la consommation, le mon-

Annulation de la licence. tant de l'amende ou la longueur du terme d'emprisonnement, auquel cette personne aurait été autrement condamnée pour cette infraction, doit être doublé, et si le contrevenant est porteur d'une licence pour la vente de liqueurs enivrantes, le tribunal peut à sa discrétion annuler cette licence. 63 V., c. 12, s. 182a ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 25 ; 9 Ed. VII, c. 17, s. 12.

Cumul de plusieurs contraventions. **1129.** On peut cumuler, dans une déclaration, information, plainte ou sommation, plusieurs contraventions commises par la même personne, pourvu que cette déclaration, plainte, information ou sommation, contienne une énonciation spécifique du temps et du lieu de chaque contravention ;---en ce cas, les formules indiquées par la présente section sont modifiées *mutatis mutandis*, mais les honoraires accordés aux avocats ne sont pas plus élevés que s'il n'y avait eu qu'une contravention. 63 V., c. 12, s. 183.

Amendement permis sans frais. **1130.** Devant tout tribunal, excepté la Cour de circuit où les règles ordinaires de procédure concernant des amendements doivent recevoir leur application, toute déclaration, information, plainte ou sommation portée devant un tribunal peut être amendée au fond et à la forme sans frais, sur requête du poursuivant, à cet effet.

Délai. Sur tel amendement, le défendeur peut obtenir un délai ultérieur pour faire sa défense et sa preuve. 63 V., c. 12, s. 184.

Frais en cas de suspension de procédure ou de remise de cause. **1131.** Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente section, s'il est demandé une suspension de la procédure ou une remise de l'instruction ou audition par la défense, cette suspension ou remise n'est accordée que si les frais du jour ont été préalablement payés par la défense, lesquels frais doivent comprendre un honoraire de trois piastres à l'avocat de la poursuite. 63 V., c. 12, s. 185.

Mari responsable de l'offense de sa femme. **1132.** Tout homme marié vivant et résidant avec sa femme à l'époque d'une contravention à la présente section commise par cette femme, qu'elle soit ou non marchande publique, peut être poursuivi et condamné de la même manière que s'il s'était rendu lui-même coupable de cette contravention. 63 V., c. 12, s. 136.

Témoins assignés. **1133.** Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente section devant un tribunal autre que la Cour de circuit, où les règles de procédure applicables entre locateurs et locataires quant à l'enquête doivent être suivies, le tribunal peut assigner devant lui toute personne qui lui est indiquée comme un témoin important dans la cause ; si cette personne refuse ou néglige de comparaître, en conformité de cette assignation, le tribunal

peut émettre un mandat pour son arrestation, si, sur affidavit et d'après les circonstances de la cause, le tribunal est d'opinion que le témoin refuse de comparaître pour éluder les fins de la justice; sur ce, le témoin doit être conduit devant le tribunal, et, s'il refuse de prêter serment, ou de donner son affirmation, ou de répondre aux questions relatives à la cause, il peut être incarcéré dans la prison commune et y demeurer interné jusqu'à ce qu'il consente à prêter serment, ou à donner son affirmation et à rendre son témoignage. 63 V., c. 12, s. 187.

Arrestation
pour refus de
comparaître
ou de ré-
pondre.

Détention.

1134. Si une personne assignée à comparaître comme témoin pour rendre témoignage devant un tribunal, en ce qui concerne toute matière relative à la présente section, néglige ou refuse de comparaître aux temps et lieux fixés pour cette fin, sans causes raisonnables, de la validité desquelles le tribunal devant prendre connaissance de la poursuite doit juger, ou, lors de sa comparution, refuse d'être examinée sous serment et de rendre témoignage, elle encourt, pour chaque refus ou négligence, une amende de pas moins de cinq piastres et n'excédant pas quarante piastres, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de pas moins de dix ni de plus de trente jours, le tout à la discrétion du tribunal, même dans le cas où la cause a été décidée, sans qu'elle ait comparu ou ait été entendue comme témoin. 63 V., c. 12, s. 188.

Pénalité
pour refus de
comparaître.

1135. Sur demande de la poursuite ou de la défense, le tribunal peut à sa discrétion recevoir et faire prendre par écrit les dépositions des témoins alors présents, et remettre la cause à un jour subséquent qu'il fixe à cette fin. 63 V., c. 12, s. 189.

Dépositions
prises par
écrit.

1136. 1. Sujet aux dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, toute personne autre que le défendeur, examinée comme témoin dans quelque action ou poursuite intentée en vertu de la présente section, est tenue de répondre à toutes les questions qui lui sont posées et qui sont jugées pertinentes à la contestation, nonobstant toute déclaration de sa part que ces réponses peuvent faire connaître des faits tendant à la rendre passible de quelque pénalité imposée par la présente section ; mais cette preuve ne peut être invoquée contre elle dans aucune poursuite.

Témoins
tenus de ré-
pondre.

Proviso.

2. Nulle personne appelée comme témoin dans une poursuite en vertu de la présente section, ne doit être requise de dire si elle est le dénonciateur dans cette poursuite, et il ne peut être fait au percepteur du revenu, lorsqu'il est appelé comme témoin, ni à aucun autre témoin, aucune question tendant à faire connaître si la poursuite a été intentée sur la plainte d'un dénonciateur, ou à faire connaître le nom du dénonciateur.

Exception
pour le nom
du dénoncia-
teur.

Dépôt relatif à la poursuite. 3. L'on ne peut demander à aucun témoin, appelé dans une poursuite en vertu de la présente section, si le dépôt mentionné dans l'article 1107 a été demandé ou fait relativement à cette poursuite. 63 V., c. 12, s. 190 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 19.

Défendeur, témoin compétent. **1137.** Dans les poursuites intentées en vertu de la présente section le défendeur est témoin compétent. 63 V., c. 12, s. 191.

Preuve de la nature de la liqueur vendue non nécessaire. **1138.** Dans les poursuites pour vente de liqueurs enivrantes sans licence, il n'est pas nécessaire qu'il soit fait de preuve concernant la nature exacte de la liqueur vendue, ni qu'il soit fait mention de la quantité de liqueur vendue, excepté dans le cas où la quantité est essentielle pour créer l'offense, et alors il suffit d'alléguer la vente en plus ou en moins de cette quantité. 63 V., c. 12, s. 192.

Preuve quant au temps. **1139.** La précision rigoureuse du temps indiqué dans la plainte n'est pas requise dans la preuve pour obtenir une condamnation ; il suffit de prouver que la contravention a été commise dans le délai accordé par la loi pour telles poursuites. 63 V., c. 12, s. 193.

Application de l'art. 1139. **1140.** Les dispositions de l'article 1139 s'appliquent à toutes les poursuites, y compris celles intentées pour ventes de liqueurs enivrantes les jours et les heures durant lesquels la vente en est prohibée. 63 V., c. 12, s. 194.

Preuve relativement au nom du défendeur. **1141.** Dans toute poursuite intentée contre une personne non munie de licence en vertu des dispositions de la présente section, l'indication précise du nom du défendeur n'est pas nécessaire dans la preuve faite pour justifier une conviction : la constatation d'identité du défendeur par le percepteur du revenu de la province ou l'un de ses officiers, assermenté comme témoin, est suffisante, et aucune erreur dans le nom du défendeur ne doit invalider la conviction ou le mandat d'emprisonnement. 63 V., c. 12, s. 195.

Droit présumé payé. Exception. **1142.** La production de la licence constitue une preuve suffisante du paiement du droit dû sur icelle, à moins que la poursuite n'établisse que le droit n'a pas été payé, auquel cas la licence obtenue sans ce paiement est considérée comme non valide. 63 V., c. 12, s. 196.

Frais de l'analyse font partie des frais taxés. **1143.** Chaque fois que la cour est d'opinion que l'analyse d'une liqueur réputée enivrante est nécessaire pour les fins de la présente section, les frais de cette analyse sont compris dans les frais taxés de l'action. 63 V., c. 12, s. 197 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 36.

II.—JUGEMENTS

1144. Chaque fois qu'une poursuite, intentée en vertu de la présente section, a été instruite devant deux juges de paix, ^{Audition par deux juges de paix;} jugement peut être prononcé par l'un d'eux en l'absence de l'autre, ^{jugement par un seul.} pourvu que ce jugement soit couché par écrit et qu'il soit signé par les deux juges de paix. 63 V., c. 12, s. 198.

1145. Chaque fois qu'une poursuite a été instruite devant deux juges de paix, et que ceux-ci ne tombent pas d'accord sur le jugement à rendre, l'un ou l'autre de ces juges peut signer un certificat à cette fin, et le transmettre au percepteur du revenu, qui, sur ce, peut intenter une nouvelle action pour la même contravention. ^{Pas de division.} 63 V., c. 12, s. 199.

1146. Faute de paiement de toute amende imposée et de toute somme réclamée en vertu de la présente section, le contrevenant, condamné à les payer, doit être emprisonné et déteu durant une période de trois mois dans la prison commune, à moins qu'une autre période de détention ne soit prescrite par la présente section. ^{Emprisonnement du contrevenant faute de paiement.} 63 V., c. 12, s. 200 ; 2 Ed. VII, c. 13, s. 9.

1147. La peine de récidive contre quiconque subit une nouvelle condamnation, pour une contravention de mêmes nature et espèce, en vertu de la présente section, excepté dans les cas autrement prévus, est du double du montant imposé pour la contravention précédente, et d'un emprisonnement de six mois à défaut de paiement. ^{Cas de récidive.} 63 V., c. 12, s. 201.

1148. Dans les cas mentionnés dans les articles 1146 et 1147, et dans tous les autres cas où une semblable disposition légale existe, le jugement ou la condamnation doit contenir un dispositif condamnant le défendeur à cet emprisonnement. ^{Dispositif requis dans le jugement.} 63 V., c. 12, s. 202.

1149. Chaque fois qu'un juge, un magistrat, un recorder ou un juge de paix, qui a entendu une cause, est incapable, par suite de maladie, d'absence ou pour une autre raison, de prononcer jugement en personne, il peut en transmettre la minute, par lui certifiée, au greffier de la cour ou du magistrat, du recorder, du juge ou des juges de paix, qu'il appartient, avec instruction d'enregistrer ce jugement et de le lire ou de le communiquer sur demande aux parties ou à leurs procureurs, le jour qu'il fixe à cet effet. ^{Transmission de son jugement par un juge quand il ne peut le prononcer lui-même.}

Le greffier, sur réception de la minute du jugement et des instructions qui l'accompagnent, est tenu de se conformer à ces instructions ; et le jugement ainsi enregistré a le même effet que s'il avait été prononcé par le juge, le magistrat, le recorder ou le juge de paix, séance tenante. ^{Effet de l'enregistrement de ce jugement.} 63 V., c. 12, s. 202a ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 26.

Les condamnations portées à la connaissance du trésorier. **1150.** Toute condamnation prononcée en vertu de la présente section doit, dans les quinze jours qui suivent la date du jugement, être portée à la connaissance du trésorier de la province par le greffier de la cour devant laquelle l'action a été prise, sous peine d'une amende de vingt piastres. 63 V., c. 12, s. 202b ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 26.

III — FRAIS

Honoraires de l'avocat, etc., devant la Cour de circuit. **1151.** Dans toutes les poursuites ou actions intentées devant la Cour de circuit, les honoraires du greffier de ce tribunal, de l'avocat et de l'huissier, sont les mêmes que ceux qui sont présentement alloués dans le tarif des honoraires pour la classe d'actions de vingt-cinq à quarante piastres.

Dans les autres poursuites. Dans toutes les autres poursuites ou actions, les honoraires suivants sont accordés :

a. Aux greffiers :—

Pour sommation,—original	\$ 0 20
“ chaque copie	0 10
“ <i>subpœna</i> ,—original	0 20
“ chaque copie	0 10
“ mandat,—original	0 30
“ chaque copie	0 10
“ cautionnement,—original	0 30
“ chaque copie	0 10
“ mandat de saisie-exécution et vente	0 30
“ mandat d'emprisonnement	0 30
“ chaque témoin assermenté	0 10
“ “ déposition écrite	0 30
“ minutes des procédures dans chaque cas	0 50
“ conviction	0 30
“ copie de conviction	0 20
“ mémoire de frais	0 20
“ certificat de taxe	0 10

b. A l'huissier, officier de la paix ou aux constables :—

Pour la signification de sommation, mandat, <i>subpœna</i> ou ordre et rapport	\$ 0 20
“ chaque mille parcouru pour signifier les dites pièces (sans octroi des frais de route pour retour)	0 20
“ chaque arrestation, à l'exclusion des frais de route	1 00
“ saisie et vente en vertu d'un mandat de saisie-exécution et vente, y compris la publication, (mais à l'exclusion des frais de route)	1 50
“ saisie seulement, non suivie de la vente	0 75

c. A l'avocat:—

Lorsqu'il n'y a point de témoin examiné 5 00

Lorsque des témoins sont examinés..... 10 00

d. Aux témoins, une piastre par jour, et dix centins pour chaque mille parcouru par eux pour se rendre au tribunal lorsqu'ils résident à plus de cinq milles de l'endroit où se tient ce tribunal. 63 V., c. 12, s. 203 ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 27.

1152. Il ne doit pas être adjugé de frais contre le percepteur du revenu, dans les actions ou poursuites intentées en vertu de la présente section, mais, sur la recommandation du tribunal ou du percepteur du revenu, le trésorier de la province peut, à sa discrétion, payer à la personne en faveur de laquelle le jugement a été prononcé contre le percepteur du revenu les frais ou l'indemnité qu'il juge que cette personne a équitablement le droit d'avoir. 63 V., c. 12, s. 204.

Pas de frais contre le percepteur du revenu. Quand le trésorier peut en payer.

1153. Dans toute poursuite en vertu de la présente section, de la section quinzième du présent chapitre (articles 1316-1328, inclusivement,) ou de la deuxième partie de la loi de tempé- rance du Canada, si le percepteur du revenu de la province assiste aux séances du tribunal comme poursuivant ou témoin, et parcourt pour assister aux séances d'un tel tribunal une distance de plus de trois milles de son domicile, le juge de paix, ou les juges de paix chargés de l'instruction de la cause peuvent alors taxer contre le défendeur, s'il est trouvé coupable, à titre de frais dans la cause, pour couvrir le coût du billet de chemin de fer ou de transport du percepteur du revenu de la province, ou de toute personne déléguée par lui, pour assister à la dite poursuite, comme suit, savoir :

Percepteur du revenu est taxé et payé s'il agit comme poursuivant ou témoin.

1. S'il voyage en chemin de fer ou en diligence, les prix qu'il est forcé de payer ;

2. S'il voyage dans une voiture de louage, les sommes réellement exigées pour un cheval, une voiture et les droits de péage ;

3. S'il voyage dans sa propre voiture, dix centins par mille pour un seul trajet ;

Et, pour couvrir toutes autres dépenses, une somme additionnelle d'une piastre par jour est allouée.

Dans le cas où la cause est ajournée à la demande du défendeur, il est permis de prélever de semblables taxes additionnelles contre le défendeur, lorsque le percepteur du revenu de la province assiste réellement aux séances du tribunal.

Les frais de route et autres dépenses sont certifiés sous serment par le percepteur du revenu de la province. 63 V., c. 12, s. 205.

1154. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier, de temps à autre, selon qu'il le juge à propos, le tarif contenu

Modification du tarif des frais.

dans les articles 1151 et 1153. 63 V., c. 12, s. 205a ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 28.

Dépenses
incluses dans
les frais
taxés.

1155. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente section, de la section quinziesme du présent chapitre (articles 1316-1328, inclusivement) ou de la deuxième partie de la loi de tempérance du Canada, les frais de témoignage pris par écrit, sténographiés ou autrement, sont inclus dans les frais taxés de l'action. 63 V., c. 12, s. 206.

IV.—EXÉCUTION DES JUGEMENTS

Droit d'op-
tion du pour-
suivant.

1156. A défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais, le poursuivant peut, lors de la reddition du jugement ou de la conviction, ou en tout temps pendant le délai, s'il en est accordé au défendeur, opter pour un emprisonnement pendant le temps mentionné dans le jugement ou la conviction, ou pour l'émission immédiate d'une saisie contre le défendeur.

Saisie et
emprisonne-
ment.

Dans le dernier cas, le montant de cette amende et des frais est prélevé par mandat de saisie et vente des meubles et effets du défendeur; et, à défaut de meubles et effets ou dans le cas où ils sont insuffisants, le défendeur est emprisonné, mais, dans l'un ou l'autre de ces cas, il peut se libérer de l'emprisonnement en payant en entier l'amende, les frais encourus jusqu'à la conviction et les frais subséquents. 63 V., c. 12, s. 207.

Défaut de
forme et
paiements
partiels n'af-
fectent pas
le jugement
dans certains
cas.

1157. Sauf dans le cas de paiement complet comme susdit, nul défendeur emprisonné en vertu de quelque disposition de la présente section n'est libéré par le fait d'un défaut de forme dans le mandat d'emprisonnement, ni sans un avis dûment signifié au poursuivant, et aucun paiement partiel n'affecte ni ne modifie les termes du jugement prononcé contre lui, en autant que l'emprisonnement est concerné. 63 V., c. 12, s. 208.

Pénalité
pour aider à
éviter l'ar-
restation.

1158. Est passible d'une amende de quarante piastres quiconque, sachant ou ayant raison de croire qu'un mandat d'emprisonnement a été émis contre quelque personne en vertu de la présente section, empêche l'arrestation du défendeur ou procure ou facilite, par conseil, action ou d'une autre manière au défendeur, les moyens d'éviter l'arrestation. 63 V., c. 12, s. 209.

Délai pour
exécution du
jugement.

1159. L'exécution d'un jugement rendu par la Cour de circuit peut avoir lieu à l'expiration de deux jours à compter de sa date. 63 V., c. 12, s. 210.

Contrainte
par corps.

1160. Lorsque la contrainte par corps est exercée devant la Cour de circuit, elle est accordée par un des juges de la Cour supérieure ou de la Cour de circuit, ou par le greffier de la Cour

de circuit, sur requête sommaire exposant que le défendeur n'a pas payé toute l'amende ou la somme réclamée et les frais de la poursuite.

Il n'est pas nécessaire de donner au défendeur un avis de cette requête. 63 V., c. 12, s. 211. Avis non requis.

1161. Chaque terme d'emprisonnement en vertu de la présente section est compté du jour de l'incarcération. 63 V., c. 12, s. 212. Terme de détention.

1162. Si la condamnation est pour avoir vendu ou permis qu'il fût vendu des liqueurs enivrantes à bord de quelque bateau à vapeur ou bâtiment, sans la licence requise, l'amende et les frais peuvent être également prélevés par saisie et vente des agrès et de l'ameublement du bateau à vapeur ou du bâtiment à bord duquel ces liqueurs ont été vendues. 63 V., c. 12, s. 213. Saisie d'agrès et d'ameublement de bateaux.

1163. Le tribunal peut, à sa discrétion, dans le cas d'une première offense commise par le porteur d'une licence octroyée en vertu de la présente section, si l'amende et les frais ne sont pas immédiatement payés, fixer un jour ultérieur pour en faire le paiement et ordonner que le défendeur soit mis en arrestation, à moins qu'il ne s'engage par cautions en une somme non moindre que le montant de l'amende et des frais, à la satisfaction du tribunal, qui est par la présente section autorisé à recevoir le cautionnement sous forme d'obligation ou autrement à sa discrétion, à comparaître au jour indiqué ; si au jour ainsi indiqué, l'amende et les frais ne sont pas payés, le plaignant peut faire option, et le défendeur doit être traité d'après les termes de l'article 1156. 63 V., c. 12, s. 214. Délai. Arrestation. Cautionnement.

1164. Lorsqu'une femme mariée a été condamnée à la suite d'une action intentée en vertu de la présente section, le plaignant peut exercer l'option de procéder par voie de saisie et vente des biens de la femme mariée ou de ceux de son mari, et, de plus, dans le cas où les biens de l'un d'eux seraient trouvés insuffisants, contre les biens de l'autre, pourvu qu'ils résident habituellement ensemble. 63 V., c. 12, s. 215. Droits du plaignant si le défendeur est une femme mariée.

1165. Sur condamnation d'un membre d'une société en vertu de la présente section, le droit du poursuivant de procéder par voie de saisie et de vente peut, dans le cas où les biens et effets du défendeur sont trouvés insuffisants, être exercé contre les biens et effets de la société se trouvant dans les lieux où la contravention a été commise. 63 V., c. 12, s. 216. S'il est en société.

V.—RECOURS PAR CERTIORARI OU PROHIBITION

Quand évocation par certiorari est permise.

Effet d'une demande sans certaines formalités.

Décision du tribunal ou du juge; défauts qui ne peuvent faire mettre la conviction de côté.

Pas d'appel.

Effet du certiorari.

Dépôt pour bref de prohibition.

Époque de la demande de certains brefs.

1166. 1. A moins que, dans les huit jours qui suivent une conviction, un jugement ou ordre, dans une poursuite ou action intentée en vertu de la présente section, le défendeur ne dépose entre les mains du greffier des juges de paix ou du tribunal qui a prononcé le jugement le montant en entier de l'amende et des frais, et de plus une autre somme de cinquante piastres comme garantie du paiement des frais qui peuvent être encourus, nulle action, poursuite ou conviction, et nul jugement ou ordre, ne peuvent être évoqués par *certiorari* à aucun autre tribunal;—à défaut de l'accomplissement de ces formalités, l'avis de demande de *certiorari* ne doit suspendre, ni retarder, ni affecter l'exécution des convictions, jugements ou ordres.

2. Le tribunal ou le juge auquel telle demande est faite, doit décider de la question au mérite, sans tenir compte d'aucune variante entre la plainte et la conviction, ni d'aucun défaut soit à la forme soit au fond, pourvu qu'il apparaisse, par la conviction, que la condamnation a été prononcée et signée pour une offense contre quelque disposition de la présente section, par un juge de paix, un recorder, un magistrat de police ou un magistrat de district, dans les limites de sa juridiction, et qu'il apparaisse de plus, par telle conviction, qu'on a alors eu l'intention d'infliger la pénalité ou la punition applicable à cette offense; et chaque fois qu'il appert que la plainte a été décidée au mérite et que la conviction est valide, en vertu de la présente section, elle ne doit pas être mise de côté. Dans le cas où le dossier original est devant le tribunal ou le juge, il est remis au tribunal inférieur.

3. Il n'y a aucun appel de ces convictions, jugements ou ordres devant une Cour des sessions de la paix ni devant la Cour du banc du roi.

4. Le *certiorari* n'arrête pas l'exécution d'une sentence d'emprisonnement contre une personne condamnée pour la troisième fois pour l'offense d'avoir vendu des liqueurs enivrantes sans licence, à moins d'un dépôt de deux cents piastres fait, sans délai, entre les mains du percepteur du revenu après la conviction prononcée; et ce dépôt appartient à la couronne, si la conviction n'est pas infirmée.

5. Toute personne, demandant un bref de prohibition au sujet de toute chose faite ou qu'on veut faire, en vertu de la présente section, doit au préalable déposer, entre les mains du protonotaire du tribunal devant lequel cette demande est faite la somme de cinquante piastres, pour couvrir le paiement des frais de la partie adverse, si la demande est renvoyée.

L'émission du bref de *certiorari* ou de prohibition doit être demandée dans les huit jours qui suivent la date du jugement, et, en même temps que l'émission est demandée, doit être déposé le plein montant de l'amende et des frais, en sus de la somme ci-dessus mentionnée; et les procédures subséquentes

sont sommaires et doivent continuer de jour en jour. 63 V., c. 12, s. 217.

VI — AMENDES

1167. Lorsqu'une poursuite est intentée par le percepteur du revenu de la province en son nom, l'amende recouvrée doit être appliquée de la manière suivante, savoir :

1. Si toute l'amende et le montant des frais ont été recou-
vrés :

a. Si l'amende n'excède pas soixante piastres : un quart au percepteur du revenu de la province ; un quart au dénonciateur, et la balance au fonds consolidé du revenu de la province ;

b. Si l'amende excède soixante piastres, mais n'excède pas quatre-vingts piastres : un quart au percepteur du revenu de la province ; quinze piastres au dénonciateur, et le reste au fonds consolidé du revenu de la province ;

c. Si l'amende excède quatre-vingts piastres : au percepteur du revenu de la province, vingt piastres ; au dénonciateur, quinze piastres, et le reste au fonds consolidé du revenu de la province.

2. Si l'amende et les frais en entier n'ont pas été recouvrés, le montant perçu est employé d'abord au paiement des frais, et la balance est partagée entre le percepteur du revenu, le dénonciateur et le fonds consolidé du revenu de la province, dans la proportion déterminée par le paragraphe 1 du présent article. 63 V., c. 12, s. 218.

1168. L'amende et les frais ou le montant recouvré sont payables entre les mains du percepteur du revenu pour le district, lequel doit sans délai appliquer, diviser et répartir le montant perçu en la manière prescrite par l'article 1167. 63 V., c. 12, s. 219.

1169. 1. Sujet aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 1108, lorsque la poursuite est intentée par une corporation municipale, l'amende recouvrée est employée de la manière suivante :

a. Si toute l'amende et le montant des frais ont été recouvrés, la moitié de l'amende appartient à la municipalité, avec obligation d'en remettre la moitié au dénonciateur, et la balance est remise au trésorier pour former partie du fonds consolidé du revenu de la province ;

b. Si le montant total de l'amende et des frais n'a pas été recouvré, le montant recouvré est appliqué d'abord au paiement des frais, et la balance est répartie dans la manière et dans la proportion indiquées dans le paragraphe a du présent article.

Application de l'art. 1168. 2. Les dispositions de l'article 1168 s'appliquent au présent article et à l'article 1167. 63 V., c. 12, s. 220 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 37.

Remise d'amende, etc. **1170.** Il ne doit être accordé aucune remise d'amende imposée en vertu de la présente section, ni aucune suspension, avant ou après jugement, de procédures intentées en vertu d'icelle, sauf les délais que le tribunal peut juger à propos d'accorder dans l'intérêt des parties intéressées.

Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil. Le pouvoir de faire remise de certaines amendes conféré au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 900 ne s'applique pas aux amendes imposées en vertu de la présente section. 63 V., c. 12, s. 222.

VII. — DISPOSITIONS ADDITIONNELLES CONCERNANT LES POURSUITES

Prescription des poursuites. **1171.** A moins de dispositions contraires, toute poursuite intentée en vertu de la présente section doit être commencée dans les deux mois de la contravention si elle a eu lieu dans l'une ou l'autre des cités de Québec et de Montréal; dans les douze mois, si c'est dans le district de revenu du Saguenay, et dans les quatre mois de la contravention, si elle a eu lieu dans toute autre partie de la province.

Restriction à la limitation. Toutefois, la limitation de temps ci-dessus ne s'applique pas à la confiscation de liqueurs enivrantes saisies avant jugement ; le jugement du tribunal confisquant telle liqueur peut être demandé et rendu en tout temps, mais la limitation de temps ne s'applique pas aux poursuites intentées contre des colporteurs pour offenses tombant sous le coup des articles 1241 à 1248. 63 V., c. 12, s. 223 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 39 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 20.

Contre le percepteur du revenu. **1172.** Nulle action ne peut être maintenue contre un percepteur du revenu à raison de ses actes officiels, à moins qu'elle ne soit intentée dans les six mois du fait qui l'a motivée. 63 V., c. 12, s. 224.

Défense générale du percepteur. **1173.** Après avoir produit un plaidoyer de dénégation générale, le percepteur du revenu peut prouver tous les faits de nature à établir toute défense spéciale comme s'il l'avait plaidée.

Frais de l'action. Sur rejet ou discontinuation de la plainte ou action, le défendeur a droit à une condamnation pour les dépens en sa faveur contre la partie adverse. 63 V., c. 12, s. 225.

Domages nominaux contre le percepteur. **1174.** Si le jugement est rendu en faveur du demandeur, et si le tribunal certifie que le défendeur avait des motifs raisonnables pour justifier sa conduite, le demandeur n'a pas droit

aux dépens, et il ne doit recouvrer que des dominages nominaux. 63 V., c. 12, s. 226.

1175. Tout greffier de la paix, des juges de paix, du recorder, Tableau des
du magistrat de district, du magistrat de police, ou ce magis- poursuites,
trat lui-même s'il n'a pas de greffier, et le greffier de la etc., remis au
Cour de circuit, doivent, dans le cours des mois d'avril et la trésorier de
d'octobre de chaque année, transmettre au trésorier de la province.
la province,--sous une pénalité d'une piastre pour chaque jour
qu'ils négligent volontairement de le faire (telle pénalité à être
recouvrée de la manière prévue pour le recouvrement des
pénalités en vertu de la présente section),--un tableau de
toutes les poursuites intentées en vertu d'icelle, qui ont été
portées devant eux et jugées pendant les six mois, finissant
le trente et un mars et le trente septembre respectivement;
ce tableau doit mentionner les noms des juges ou des juges de
paix devant qui chaque cause a été portée, le nom de chaque
défendeur, la date du jugement et le montant de l'amende ou
autre condamnation dans chaque cas. Contenu du
tableau.

Et si, pendant ces six mois, aucune poursuite n'a été inten- Rapport re-
tée, ils doivent, sous la même pénalité, transmettre au tré- quis en l'ab-
sorier de la province un rapport à cet effet. 63 V., c. 12, sence de
s. 227 ; 9 Ed. VII, c. 17, s. 13. poursuite.

DEUXIÈME DIVISION

DES AUTRES LICENCES

§ 1.—Dispositions générales

1176. A moins de dispositions contraires ci-après, les disposi- Dispositions
tions contenues dans la première division de la présente section, applicables.
concernant les licences et l'octroi d'icelles, et les poursuites
pour contraventions, s'appliquent *mutatis mutandis* aux licences
ci-après mentionnées et à la poursuite de toutes contraven-
tions à la deuxième division de la présente section, ainsi que les
dispositions concernant les devoirs, droits et privilèges des per-
cepteurs du revenu, et celles relatives aux frais des poursuites,
jugements et leur exécution, à la procédure, à l'application des
droits et amendes et généralement à l'administration de la pré-
sente section. 63 V., c. 12, s. 228.

Prohibition
générale de
faire certains
commerces
sans licence.

1177. Il est défendu, sous peine des amendes et pénalités ci-après édictées, aux personnes, corporations ou clubs :

1. de tenir une poudrière, ou de vendre de la poudre ou de la garder en vente; 63 V., c. 12, s. 229, § 1.

2. de tenir dans un but de lucre aucune table de billard, ou de tenir une table de billard dans le local occupé par un club ou une association quelconque; 63 V., c. 12, s. 229, § 2.

3. de faire le commerce d'encanteur, de prêteur sur gages, de colporteur, de passeur ou traversier entre les deux rives du Saint-Laurent, à certains endroits ci-après indiqués; 63 V., c. 12, s. 229, § 3.

4. de donner des représentations équestres ou exhibitions d'animaux féroces, connues et désignées sous le nom de cirques et de ménageries; 63 V., c. 12, s. 229, § 4.

5. de tenir dans un but de lucre un jeu de quilles; 63 V., c. 12, s. 229, § 5; 5 Ed. VII, c. 13, s. 49.

6. de tenir un bureau de prêts; 63 V., c. 12, s. 229, § 6; 5 Ed. VII, c. 13, s. 49; 6 Ed. VII, c. 9, ss. 44, 45, 46, 55.

sans avoir au préalable obtenu du gouvernement, en la manière et forme et après paiement des droits et honoraires ci-après mentionnés, une licence alors en vigueur pour chacun de ces objets. 63 V., c. 12, s. 229, *dernier al.*; 7 Ed. VII, c. 11, s. 21.

Droits addi-
tionnels pour
transferts de
licence.

1178. A l'exception des licences de colporteurs dont les transferts sont régis par les dispositions de l'article 1242, le trésorier de la province peut autoriser le transfert de toute licence mentionnée dans la deuxième division de la présente section, de son titulaire à une autre personne, sur paiement par le cessionnaire d'un droit additionnel égal à un cinquième du prix de cette licence et d'un honoraire d'une piastre au percepteur. 63 V., c. 12, s. 229a; 7 Ed. VII, c. 11, s. 22.

§ 2.—Des encanteurs

Émission de
licences d'en-
caneur.

1179. Des licences d'encaneur sont émises par le percepteur du revenu de la province qu'il appartient sur paiement des droits et honoraires requis et en fournissant la caution mentionnée aux articles 1180 et 1181. 63 V., c. 12, s. 230; 6 Ed. VII, c. 9, s. 40.

Cautionne-
ment pour
licence d'en-
caneur.

1180. Préalablement à l'octroi d'une licence d'encaneur, tout individu qui veut l'obtenir, doit s'obliger personnellement envers le trésorier de la province, avec deux cautions suffisantes, données devant le percepteur du revenu ou quelque personne par lui autorisée à cet effet, à un montant dont le maximum est de deux mille piastres et le minimum de cinq cents piastres pour chacun, à la discrétion de tel percepteur, pour garantir le paiement de toutes sommes d'argent pour droits que celui

qui requiert la licence percevra ou devra percevoir, et l'exécution fidèle des devoirs imposés par la présente section.

Le trésorier de la province peut cependant, à sa discrétion, autoriser le percepteur du revenu de la province à accepter une caution à la place des deux cautions mentionnées au premier alinéa du présent article, pourvu que telle caution s'oblige à payer le double du montant qui aurait été exigé de chacune des dites deux cautions ; et il peut aussi autoriser l'acceptation du cautionnement sous forme d'une police de garantie émise par l'une des compagnies de garantie dont les cautionnements sont acceptés par le gouvernement de cette province. 63 V., c. 12, s. 231 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 50.

1181. Le cautionnement doit être en duplicata ; l'un est transmis au trésorier de la province et l'autre est conservé dans les archives du bureau du revenu.

Chaque caution doit jurer de sa suffisance devant l'officier qui reçoit le cautionnement.

Le requérant doit payer au percepteur du revenu de la province, pour l'acte de cautionnement de ses cautions, la somme de quatre piastres, dont trois piastres doivent être remises au trésorier de la province et une piastre est retenue par le percepteur du revenu à titre d'honoraires. 63 V., c. 12, s. 232.

1182. Les biens et effets suivants sont exempts d'être vendus par un encanteur muni de licence—et la vente d'iceux à l'encan n'est pas sujette au droit mentionné dans l'article 1184, savoir :

Les biens mobiliers et immobiliers appartenant à la couronne, ceux vendus en justice, ceux vendus après confiscation, ceux d'une personne décédée, ceux appartenant à une communauté dissoute ou à une église, ou qui sont vendus à un bazar tenu pour des fins religieuses ou charitables, ou qui sont vendus pour des fins religieuses, ou en paiement de redevances municipales en vertu du Code municipal ou de toute autre loi régissant les municipalités ;

Les biens mobiliers et immobiliers, grains et bestiaux vendus pour des fins non commerciales, dans les districts ruraux par des habitants changeant de localité, et les biens de mineurs vendus par licitation volontaire ou forcée ;

Les animaux de ferme envoyés par des sociétés d'agriculture aux expositions et vendus pendant la durée de ces expositions. 63 V., c. 12, s. 233.

1183. Les biens et effets suivants, vendus à l'encan et à la criée en cette province et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, ou au moins offrant et dernier enchérisseur, doivent l'être par un encanteur muni de licence, savoir :

Les biens mobiliers et immobiliers, effets, marchandises et fonds de commerce, ainsi que les dettes actives d'une personne qui a fait cession en vertu de la loi concernant la cession de biens.

Toutefois le curateur aux biens d'une personne qui en a fait cession en vertu de la loi, peut lui-même vendre ces biens à l'encan en prenant une licence d'encanteur. 63 V., c. 12, s. 234 ; 1 Ed. VII, c. 11, s. 9.

Biens sujets
à un droit
d'encan.

1184. Les ventes à l'encan de biens immobiliers et celles par encan de meubles et effets de ménage en usage, y compris les tableaux, peintures et livres, faites en vertu de l'article 1183, sont assujetties à un droit d'un pour cent sur le prix de la vente, lequel doit être payé par l'encanteur au percepteur du revenu, aux dépens du vendeur, et retenu sur le produit de la vente, à moins de stipulation expresse, dans les conditions de la vente, que le droit sera payable par l'acheteur, et, dans ce cas, ce droit est ajouté à son prix d'achat. 63 V., c. 12, s. 235.

Biens des
personnes
qui ont fait
cession
sujets au
droit de un
pour cent.

1185. Les biens mobiliers, effets, marchandises, fonds de commerce et l'actif mobilier des personnes qui ont fait cession de leurs biens, ou aux biens desquels un curateur a été nommé, sont aussi assujettis, lorsqu'il sont vendus à l'encan, au droit d'un pour cent mentionné dans l'article 1184. 63 V., c. 12, s. 236.

Pénalité
pour encan
tenu sans
licence.

1186. Quiconque, n'étant pas muni de la licence d'encanteur exigée par la présente section, (cette licence étant alors en vigueur) vend à l'encan public et à la criée, quelques biens mobiliers ou immobiliers, effets, marchandises ou fonds de commerce assujettis à ce droit d'encan, ainsi que celui qui fait faire cette vente, que ce dernier soit ou non le propriétaire des choses ainsi vendues en violation des termes de la présente section, se rend passible d'une amende au maximum de cent cinquante piastres et au minimum de soixante-quinze piastres, à la discrétion du tribunal qui l'impose, pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 237 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 51.

Pénalité
pour annonce
de vente de
propriétés à
l'enchère
sans licence.

1187. Toute personne qui annonce quelque propriété en vente à l'enchère publique sous sa signature, ou de quelque autre manière annonce comme encanteur, ou qui permet qu'on se serve de son nom dans un journal, un avis, une affiche ou autre mode d'annoncer une propriété en vente, sans s'être préalablement procuré une licence comme encanteur, devient passible, pour chaque telle offense, d'une pénalité de soixante-quinze piastres, qui peut être recouvrée par le percepteur du revenu du district de la manière prescrite pour les autres offenses contre la présente section ;—les deux tiers de la pénalité

doivent être versés dans le fonds consolidé du revenu de la province, et la balance payée au percepteur du revenu. 63 V., c. 12, s. 238.

1188. La pénalité imposée par l'article 1186 est également encourue par quiconque vend à l'encan ou à la criée comme assistant, agent, serviteur ou associé d'un encanteur muni de licence sans être porteur de la licence d'assistant-encanteur en vertu de l'article 1302. 63 V., c. 12, s. 239.

1189. La personne vendant ainsi sans licence est tenue de payer les droits sur cette vente de la même manière que si elle l'avait faite en vertu d'une licence.

Outre la pénalité ci-dessus, quiconque fait, sans licence, une vente ainsi prohibée et qui, dans les trente jours suivant la vente, fait défaut de payer au percepteur du revenu ou à son agent le montant des droits dus sur la vente, encourt une amende de trente piastres par chaque jour que dure son défaut. 63 V., c. 12, s. 240.

1190. Le montant des droits et des amendes peut être recouvré par le percepteur du revenu dans la même poursuite, à défaut d'acquiescement du capital et des frais, le contrevenant est passible d'un emprisonnement, à la discrétion du tribunal qui prononce le jugement, au maximum de trois mois et au minimum d'un mois. 63 V., c. 12, s. 241.

1191. Sous une pénalité de vingt piastres, tout encanteur doit tenir, dans un registre consacré à cet objet, un état détaillé des ventes par lui faites, en la forme prescrite par le trésorier de la province, et fournir à ce dernier tous les renseignements que, de temps en temps, il peut exiger de lui. 63 V., c. 12, s. 242.

1192. Le percepteur du revenu, son député et toute personne autorisée par le trésorier de la province à cet effet, doivent avoir en tout temps accès à ce registre pour en faire l'examen, et tout encanteur se refusant à cet examen, encourt une amende de cinquante piastres pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 243.

1193. Dans les dix premiers jours de chacun des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, chaque encanteur muni de licence doit payer au percepteur du revenu ou à son député le montant des droits perçus sur les ventes par lui faites et qu'il n'a pas acquittées.

Il doit aussi fournir au percepteur du revenu ou à son député un état complet, et faire un rapport détaillé signé par lui par son assistant, principal commis, agent ou associé, compre-

nant la quantité des biens mobiliers et immobiliers, effets, marchandises et fonds de commerce sujets au droit, qu'il a vendus pendant l'époque non couverte par son dernier rapport, établissant le montant de la vente de chaque jour, le total des ventes faites pour chaque personne, société ou succession.

S'il n'y a pas eu de vente. Si l'encanteur muni de licence n'a pas fait de vente pendant cette époque, le rapport doit en faire mention.

Rapport sous serment. Ce rapport doit être, dans l'un ou l'autre cas, certifié sous le serment ou l'affirmation de celui qui le fait. 63 V., c. 12, s. 244.

Prestation du serment. **1194.** Le percepteur du revenu ou son député peut recevoir ce serment ou cette affirmation, et poser à celui qui le souscrit toutes les questions qu'il juge convenables, auxquelles questions il doit être fait réponse sous la sanction du même serment ou de la même affirmation. 63 V., c. 12, s. 245.

Pénalité contre encanteur qui fait défaut de payer les droits. **1195.** Chaque encanteur, et chaque personne vendant par encan des biens chargés du droit d'un pour cent, mais qui peuvent être vendus par un autre qu'un encanteur, encourent, pour défaut de payer le montant des droits et de faire le rapport mentionné dans l'article 1193, accompagné des formalités exigées, une pénalité de trente piastres pour chaque jour que dure leur défaut. 63 V., c. 12, s. 246.

Recouvrement des droits. **1196.** Le montant des droits perçus et non payés peut être recouvré avec dépens dans la même poursuite que celle des amendes

Révocation de la licence. Le défaillant devient en outre sujet à la révocation de sa licence, laquelle, à compter du jour où un avis est inséré à cet effet par le percepteur du revenu dans la *Gazette officielle de Québec*, devient révoquée, nulle et de nul effet; et aucune nouvelle licence ne doit être accordée à tel défaillant avant le paiement intégral du principal et des frais dus. 63 V., c. 12, s. 247.

Preuve *prima facie* contre un encanteur. **1197.** Dans une action ou poursuite contre un défendeur prévenu d'avoir exercé, sans la licence exigée par la présente section, le commerce ou l'industrie d'encanteur, sont réputés *prima facie* preuve de la vente à l'encan:

Mise aux enchères. 1. Le fait d'avoir mis publiquement aux enchères quelques articles, marchandises, biens mobiliers ou immobiliers, devant une réunion de personnes, dans le but d'induire cette réunion ou un nombre quelconque de ces personnes à les acheter;

Publications d'avis. 2. La publication dans quelque journal ou sur feuille volante d'un avis de vente à l'encan par le défendeur;

Enseignes. 3. L'exposition à la vue, dans, sur, ou près de sa maison ou de ses dépendances, de quelque enseigne imprimée, peinture ou écrit indiquant ou propre à indiquer son intention d'agir comme encanteur, ou le fait qu'ils ont été exposés à sa connaissance ou de son consentement. 63 V., c. 12, s. 248.

§ 3.—*Des prêteurs sur gages*

1198. Prêter sur gages signifie, pour les fins de la présente section, prêter moyennant profit stipulé explicitement ou implicitement, en faveur de celui qui prête une somme d'argent ou une chose quelconque convertible en argent, ou ayant une valeur pécuniaire, en prenant un gage pour assurer la restitution de la somme d'argent ou de la chose prêtée avec ou sans le profit stipulé. Prêter sur gages, etc.

Celui qui prête et reçoit ce gage est le prêteur sur gages ; Emprunteur celui qui reçoit la somme d'argent ou la chose prêtée et donne le gage est l'emprunteur sur gage. Prêteur sur gage, etc.

Faire commerce de prêteur sur gages est faire habituellement ces prêts. Prêteur sur gage.

Pour établir que ce commerce est fait, il n'est pas nécessaire que plusieurs prêts sur gages soient prouvés, quoique la suffisance de ce mode de preuve soit reconnue. Preuve suffisante de ce mode de preuve.

Un seul prêt sur gage, précédé ou suivi d'un ou de plusieurs autres, ou accompagné, précédé ou suivi de circonstances qui, dans l'opinion du tribunal chargé de juger le fait, témoignent de l'habitude de faire ces prêts, ou de l'intention de faire ce commerce, constitue, pour les fins de la présente section, une preuve suffisante que le prêteur le fait réellement. Suffisance de certaine preuve.

63 V., c. 12, s. 249.

1199. L'octroi d'une licence de prêteur sur gages par le percepteur du revenu ne requiert pas d'autre formalité que le paiement du droit; les personnes faisant en société le commerce de prêteur sur gages, en une seule et même maison ou boutique ou en un seul et même lieu d'affaires, n'ont besoin de prendre qu'une licence. Formalité pour licence de prêteur sur gages.

63 V., c. 12, s. 250.

1200. Quiconque fait le commerce de prêteur sur gages ou prête sur gages sans une licence encore en vigueur encourt une amende de trois cents piastres. Pénalité contre prêteur sans licence.

63 V., c. 12, s. 251.

1201. Nul ne doit tenir plus d'une maison, d'une boutique ou d'un lieu d'affaires pour prendre des effets en gage sur prêt d'argent en vertu d'une seule licence, sous peine d'une amende de cinquante piastres pour chaque semaine de la durée de sa contravention au présent article. Une seule maison, etc., par licence.

63 V., c. 12, s. 252.

1202. Tout prêteur sur gages doit exposer sur l'extérieur de la porte de sa maison, de sa boutique ou de son lieu d'affaires, une enseigne portant son nom avec les mots "prêteur sur gages," écrits ou peints en grandes lettres. Enseignes requises.

Il doit aussi faire peindre ou imprimer, en lettres apparentes, et placer en un lieu apparent de sa boutique ou lieu d'affaires, une échelle graduée des taux que la loi lui permet de recevoir Echelle des taux de prêts et ré-

tribution
mise en
évidence.

sur prêts, et des rétributions qu'il est en droit d'exiger en certain cas, sur les mémoires ou notes qu'il est obligé de tenir, tel que mentionné dans les articles suivants, ainsi que la mention de ceux qu'il doit tenir gratuitement, sous une pénalité, dans chacun de ces cas, de quarante piastres par semaine pendant le temps que dure sa contravention. 63 V., c. 12, s. 253.

Entrées re-
quises avant
de faire un
prêt.

1203. Avant de faire un prêt, il doit entrer dans un livre, tenu pour cette fin, une description des objets reçus en gage, la mention de la somme prêtée, la date du mois et de l'année du prêt, le nom de l'emprunteur, la rue où il réside et le numéro de la maison qu'il habite, si elle est numérotée. 63 V., c. 12, s. 254.

Mentions
diverses des
entrées.

1204. Cette entrée doit indiquer si l'emprunteur est propriétaire, locataire ou sous-locataire, ou simplement pensionnaire dans cette maison, en se servant de la lettre (P) s'il est propriétaire, de la lettre (L) s'il est locataire, de la lettre (S) s'il est sous-locataire, et des lettres (PP) s'il est pensionnaire; le nom du propriétaire de la maison donné par l'emprunteur, si celui-ci n'est pas propriétaire, doit aussi être entré. 63 V., c. 12, s. 255.

Livre d'ob-
jets tenu par
fait, doit être
mois.

1205. La description de tout objet sur lequel un prêt est fait, doit être entrée dans un livre tenu par mois, à cet effet, et doit être gardée soigneusement.

Numéro de
l'objet dans
la note.

Ces entrées doivent être faites dans l'ordre de la réception des objets, et désignées par numéros; l'objet reçu en premier lieu devant porter le numéro 1, et ainsi de suite jusqu'à la fin de chaque mois; sur chaque mémoire mentionné en l'article 1206, relatif à l'objet mis en gage, doit être inscrit le numéro correspondant à l'entrée faite au livre. 63 V., c. 12, s. 256.

Contenu de
la note.

1206. En prenant des objets en gage, le prêteur doit donner à l'emprunteur un mémoire ou une note contenant la description des objets mis en gage, le nom, le lieu de résidence de l'emprunteur, le numéro de sa maison et l'indication de sa qualité de propriétaire, de locataire, de sous-locataire ou de pensionnaire, en se servant des lettres indiquées dans l'article 1204.

Mentions.

Sur le dos du mémoire, il doit être fait mention des nom et résidence de l'emprunteur. 63 V., c. 12, s. 257.

Sa réception
obligatoire.

1207. L'emprunteur doit retirer ce mémoire, et s'il ne le fait pas, il est défendu au prêteur de garder les objets mis en gage. 63 V., c. 12, s. 258.

1208. Si la somme prêtée est moindre qu'une piastre, ce mémorandum est donné gratuitement; si elle est de plus d'une piastre et de moins de deux, le prêteur peut exiger un centin pour le donner; deux centins, si elle est de deux piastres ou de plus de deux piastres, mais ne s'élève pas à cinq piastres; quatre centins, si elle est de cinq piastres et plus, mais ne s'élève pas à vingt-cinq piastres; et sept centins si elle est de vingt-cinq piastres et plus. 63 V., c. 12, s. 259. Réttribution pour la note.

1209. Nul prêteur n'est en droit de recevoir des deniers ou valeurs pécuniaires quelconques, pour la garde ou l'emmagasinement des objets mis en gage. 63 V., c. 12, s. 260. Garde du gage, gratuite.

1210. Nul prêteur n'est tenu de remettre les objets mis en gage, sans que l'emprunteur lui remettre le mémorandum, excepté dans les cas mentionnés en l'article 1217. 63 V., c. 12, s. 261. Note requise pour recouvrer l'objet.

1211. Un double du mémorandum doit être attaché aux objets mis en gage, et, lors de la remise de ces objets, le prêteur doit écrire, sur chaque double, le taux des profits faits sur iceux, et garder un de ces doubles pendant une année. 63 V., c. 12, s. 262. Double de la note attaché à l'objet.

1212. Si, dans le cours de l'année du prêt sur gage, l'emprunteur offre au prêteur le principal du prêt avec les profits légaux accrus, et délivre en même temps le mémorandum ci-dessus mentionné, et que le prêteur refuse, sans cause raisonnable, de restituer les objets par lui détenus, l'emprunteur peut déclarer le fait, sous serment devant deux juges de paix du district où la contravention a été commise, lesquels doivent citer devant eux le prêteur et l'emprunteur, et les examiner avec leurs témoins, s'ils en offrent. 63 V., c. 12, s. 263. Conditions pour recouvrer l'objet. Refus de remettre l'objet. Sommation et examen des parties.

1213. Si l'offre du mémorandum, du principal du prêt et des profits, dans le délai susdit d'une année, est prouvée sous serment, les juges de paix doivent ordonner la restitution immédiate des objets mis en gage, en par le prêteur recevant le mémorandum, le principal et les profits. 63 V., c. 12, s. 264. Restitution ordonnée.

1214. Si, malgré cet ordre à lui donné et les offres à lui faites, le prêteur persiste dans son refus de livrer les effets ou d'en payer la valeur, suivant que les juges de paix en ont ordonné, ils le font emprisonner dans la prison commune du district dans lequel l'offense a été commise, et il y est détenu jusqu'à la restitution des objets mis en gage, ou jusqu'au paiement intégral de leur valeur à l'emprunteur. 63 V., c. 12, s. 265. Emprisonnement.

Porteur de la note est censé propriétaire. **1215.** Toute personne qui présente le mémorandum au prêteur et lui offre le paiement du prêt et les profits est, en ce qui regarde le prêteur, censée être propriétaire des objets mis en gage. 63 V., c. 12, s. 266.

Avis défendant de remettre les objets. **1216.** Le prêteur, sur réception du paiement et du mémorandum, doit remettre à cette personne les objets mis en gage, et il est relevé de toute responsabilité, à moins qu'il n'ait précédemment reçu avis par écrit du véritable propriétaire, lui faisant défense de livrer ces objets à d'autres qu'à lui-même. 63 V., c. 12, s. 267.

Quand une copie de la note avec affidavit doit être donnée. **1217.** Au cas d'un pareil avis reçu par le prêteur, et également au cas où le mémorandum aurait été perdu, détruit ou soustrait à l'emprunteur, ou frauduleusement obtenu de lui,—les objets demeurant toujours dans les mains du prêteur,—le prêteur doit donner à celui qui s'en prétend propriétaire, une copie du mémorandum avec une formule d'affidavit des circonstances qui lui sont rapportées; lequel affidavit doit être attesté sous serment devant un juge de paix par le prétendu propriétaire.

Avis. Sur un avis verbal donné, en présence d'un témoin, par le prétendu propriétaire au prêteur sur gages et à l'emprunteur, du temps et du lieu où ils doivent comparaître devant le juge de paix,—pourvu qu'il y ait un jour de délai entre l'avis et le jour de la comparution,—le juge de paix, au temps et au lieu indiqués, entend les parties et leurs témoins sous serment, examine les documents produits et adjuge les objets réclamés à la partie qui établit son droit de propriétaire. 63 V., c. 12, s. 268.

Jugement, son effet. **1218.** Le jugement doit être par écrit et délivré par le juge de paix à celui qui a été déclaré propriétaire, et, sur la délivrance que celui-ci en fait devant un témoin au prêteur sur gages, il a le droit de retirer les objets.

Défaut de comparaître. Si l'emprunteur ne comparait pas, le témoignage sous serment du prétendu propriétaire de l'objet établit son droit de propriété. 63 V., c. 12, s. 269.

Quand un affidavit suffit. **1219.** Si, pour quelque'une des raisons ci-dessus mentionnées, l'emprunteur ne peut pas produire le mémorandum et qu'aucune autre personne ne réclame les objets mis en gage, son affidavit donné, tel que prescrit ci-dessus, est une preuve suffisante pour établir son droit de propriété.

Devoir du prêteur. Dans l'un ou l'autre cas, sur le paiement de ce qui lui est dû, le prêteur doit remettre les objets, et, sur son refus de le faire, il est passible des pénalités mentionnées dans l'article 1238.

Procédures sans frais. Toutes ces procédures se font sans frais. 63 V., c. 12, s. 270.

1220. Le prêteur a droit de recevoir deux centins pour la copie et l'affidavit si le prêt n'excède pas une piastre ; quatre centins si le prêt est de plus d'une piastre et n'excède pas cinq piastres, et cinq centins si le prêt excède cinq piastres. 63 V., c. 12, s. 271. Honoraires du prêteur sur copie d'affidavit.

1221. Le prêteur peut vendre, sans formalité de jugement à cet effet, et nonobstant l'article 1971 du Code civil, tous les objets mis en gage, et non retirés dans une année, sans compter le jour du prêt. Vente des objets reçus en gage.

Cependant, lorsque la somme prêtée sur ces objets excède deux piastres, la vente doit se faire par encan public, et non autrement. 63 V., c. 12, s. 272 ; 4 Ed. VII, c. 11, s. 1. Vente par encan en certains cas.

1222. Avant cette vente publique, un catalogue contenant une liste des marchandises à vendre est publié et exposé publiquement à la place d'affaires du prêteur sur gages, contenant le nom et la résidence du prêteur, la description des objets séparément, le mois pendant lequel les effets ont été reçus en gage, et le numéro du gage ; et une annonce donnant avis de la vente projetée et contenant le nom et la résidence du prêteur, le mois pendant lequel les effets ont été reçus en gage, ainsi que les plus bas et les plus hauts numéros des gages, est insérée dans deux journaux, dont l'un français et l'autre anglais, trois jours au moins avant cette vente ; et, dans l'intervalle de l'annonce à la vente, les objets doivent être exposés à la vue et à l'inspection du public. 63 V., c. 12, s. 273. Catalogue contenant une liste des marchandises à vendre par les prêteurs sur gages. Effets exposés à l'inspection entre la publication et la vente.

1223. Tant que la vente n'a pas été effectuée, l'emprunteur peut retirer les objets mis en gage en payant ce qui est dû au prêteur, et sa proportion des frais occasionnés par la publication mentionnée à l'article 1222 ; laquelle proportion est celle qui existe entre la somme à lui prêtée et la somme totale prêtée sur tous les objets annoncés dans la publication. 63 V. c. 12, s. 274. Droit de l'emprunteur.

1224. Pour défaut de description séparée dans le catalogue, le prêteur est tenu de payer au propriétaire des objets une somme au maximum de quarante piastres, et au minimum de huit, laquelle est recouvrée de la même manière que les amendes imposées par la présente section. 63 V., c. 12, s. 275. Pénalité contre le prêteur.

1225. Chaque prêteur doit entrer dans un livre tenu pour cette fin, un compte exact des ventes par encan des objets pris en gage, avec indication de la date où ils ont été mis en gage, des noms des emprunteurs, de la date de la vente, des noms et de la résidence des encanteurs et des produits de chaque vente. 63 V., c. 12, s. 276. Livre des ventes.

Excédent
remis au
propriétaire.

1226. Si le montant de la vente excède le prêt en capital et profits, cet excédent, déduction faite du coût de publication du catalogue et du salaire de l'encanteur, doit être payé à la personne au nom de laquelle les objets ont été mis en gage, dans la proportion qui existe entre le montant de la vente et le prix de tous les effets compris dans le catalogue, pourvu qu'une demande pour cet excédent soit faite dans les trois ans de la vente. 63 V., c. 12, s. 277.

L'emprun-
teur peut
examiner le
livre.

1227. L'emprunteur, ou la personne au nom de laquelle les objets ont été mis en gage, a le droit d'examiner l'entrée faite de telle vente, dans le délai de trois ans comme ci-dessus. 63 V., c. 12, s. 278.

Pénalité con-
tre le prêteur
en certains
cas.

1228. Si le prêteur n'a pas fait cette entrée dans son livre, ou s'il refuse l'inspection de telle entrée à l'emprunteur ou à ses représentants, ou si la vente a rapporté un montant plus considérable que celui qui est porté au dit livre, ou si les objets n'ont pas été vendus conformément aux dispositions précédentes, ou si le prêteur refuse de payer l'excédent de la vente, ou si les objets ont été vendus avant le temps indiqué, ou si les objets ne sont pas produits ou s'ils ont diminué de valeur pendant qu'ils étaient en gage,—dans chacun de ces cas, le prêteur est passible d'une amende de quarante piastres et doit payer à l'emprunteur, à titre de dommages, un montant triple du montant prêté, recouvrable devant deux juges de paix du district, l'emprunteur ayant en outre son recours pour l'excédent des dommages. 63 V., c. 12, s. 279.

Prêteur peut
acheter à
l'encan.

1229. Nul prêteur ne peut, excepté à l'encan public, acheter, directement ou indirectement, aucun des effets qu'il détient en gage. 63 V., c. 12, s. 280.

Ne peut rece-
voir d'objet
de certaines
personnes ni
la note d'un
autre prê-
teur, etc.

1230. Nul prêteur ne peut recevoir en gage des objets d'une personne paraissant avoir moins de quinze ans ou être sous l'influence de liqueurs enivrantes; ni acheter, ni prendre en gage le memorandum ou la note susdite d'aucun autre prêteur sur gage; ni recevoir d'objets en gage, les dimanches et jours fériés, ni avant huit heures du matin, ni après huit heures du soir, en aucun jour, à l'exception du samedi soir et de la veille du vendredi saint et de Noël, où il peut tenir sa boutique ouverte jusqu'à dix heures du soir. 63 V., c. 12, s. 281.

Production
des livres du
prêteur peut
être requise.

1231. S'ils le jugent nécessaire, les juges de paix peuvent exiger du prêteur, la production de son livre d'entrée des objets reçus en gage, des memorandums, pièces justificatives et documents en sa possession, et le prêteur doit produire tous ces documents et pièces qui s'y rapportent dans l'état où ils étaient lors du prêt. S'il néglige ou refuse de comparaître et

de produire ces documents, il devient passible de l'amende ci-après imposée, à moins qu'il ne montre cause suffisante au contraire. 63 V., c. 12, s. 282.

1232. Sur demande du percepteur du revenu, tout prêteur doit lui exhiber ses livres et les entrées qu'ils contiennent et lui en laisser faire l'inspection. Pouvoir du percepteur d'inspecter les livres.

Ce fonctionnaire peut aussi, durant les heures d'affaires, visiter et examiner la boutique du prêteur. 63 V., c. 12, s. 283. Visites.

1233. Si quelque individu met en gage les objets d'un autre, sans y être autorisé par le propriétaire, deux juges de paix peuvent, par mandat, faire mettre en état d'arrestation le contrevenant; et, sur conviction, il est condamné à l'amende portée ci-après, et il perd la valeur des objets mis en gage, laquelle est payée au propriétaire et peut être recouvrée en même temps et de la même manière que l'amende. 63 V., c. 12, s. 284. Objets d'autrui en gage. Arrestation.

1234. Tout individu qui, en connaissance de cause, prend en gage, d'un ouvrier travaillant à la journée, des effets d'une manufacture, soit seuls, soit mêlés avec d'autres, et des matériaux clairement destinés à des fins manufacturières, quand ces effets et matériaux ont subi quelque préparation, mais avant d'avoir atteint leur perfection et avant leur exposition en vente, ou des effets, matériaux, linge ou vêtements confiés à quelque personne pour leur faire subir quelques procédés de blanchissage, de repassage, de réparation, de manufacture ou autres procédés de ce genre, est, sur conviction, condamné à la confiscation de la somme prêtée et à remettre incontinent les effets au propriétaire. 63 V., c. 12, s. 285. Mise en gage de certains effets.

1235. Dans chacun des cas mentionnés dans l'article 1234, si le propriétaire prouve, par le serment ou l'affirmation d'un témoin, devant un juge de paix du district où la contravention a été commise, qu'il y a lieu de croire que quelque individu a pris ces effets en gage, ce juge de paix peut émettre un mandat pour faire des recherches, pendant les heures d'affaires, dans les livres, la maison ou la boutique ou quelque autre lieu occupé par l'individu ainsi soupçonné; et, si cet individu refuse d'exhiber au porteur du mandat autorisé à faire cette recherche ses livres d'inscriptions, ou les effets reçus en gage, ou d'ouvrir telle maison, telle boutique ou tel autre lieu, le porteur du mandat peut forcer l'entrée dans ces maison, boutique ou autre lieu et leurs dépendances, et chercher partout où il le juge convenable les effets en question, sans cependant faire de dommages volontairement. 63 V., c. 12, s. 286. Mandat de recherches.

1236. Si les effets ou parties d'iceux mis en gage sont trouvés et que le propriétaire prouve, à la satisfaction des juges de paix, par le serment ou l'affirmation d'un témoin ou la confession de l'individu soupçonné, qu'ils sont sa propriété, ces juges de paix doivent les faire incontinent remettre au propriétaire, et l'occupant de telle maison, de telle boutique ou de tel autre lieu encourt l'amende portée ci-après. 63 V., c. 12, s. 287.

1237. Les dispositions de la présente section relatives aux prêteurs ou emprunteurs s'étendent à leurs représentants ; mais ces derniers n'encourent de pénalités que pour leurs propres actes. 63 V., c. 12, s. 288.

1238. Chaque contravention aux articles ci-dessus, relatifs aux prêteurs sur gages, dans lesquels une pénalité n'est pas spécialement imposée, est punissable par une amende de pas moins de dix piastres, ni de plus de cinquante piastres, à la discrétion du tribunal. 63 V., c. 12, s. 289.

1239. Aucun honoraire ne doit être payé pour les assignations ou mandats émis par un juge de paix en conformité de la présente section, lorsque ces assignations ou mandats se rapportent à des marchandises mises en gage. 63 V., c. 12, s. 290.

§ 4.—Des colporteurs

1240. Le mot "colporteur" comprend non seulement les colporteurs qui vont de ville en ville, mais aussi ceux qui colportent dans les limites d'une cité, d'une ville, d'un village ou d'une paroisse. 63 V., c. 12, s. 291.

1241. Tout colporteur est obligé de prendre une licence du percepteur du revenu qu'il appartient, sans observer d'autre formalité que le paiement du droit. Cette licence lui donne le droit d'employer un serviteur pour l'accompagner et l'assister à porter ses ballots d'effets ou marchandises sans qu'il soit obligé de prendre une seconde licence pour ce serviteur.

Tout colporteur se servant d'un ou de plusieurs véhicules est obligé de prendre une licence pour chacun de ces véhicules. 63 V., c. 12, s. 292 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 41.

1242. Le trésorier de la province peut autoriser le percepteur du revenu à transporter une licence de colporteur, et une licence de véhicule, de leur titulaire à une autre personne, sur paiement par le cessionnaire d'un droit additionnel, dans le premier cas, de dix piastres et d'un honoraire d'une piastre pour le percepteur, et, dans le second cas, de trois piastres et d'un honoraire d'une piastre pour le percepteur. 63 V., c. 12, s. 292a ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 52 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 23.

1243. Les personnes suivantes ne sont pas tenues de prendre une licence de colporteur : Cas où la licence n'est pas requise.

1. Celles qui sont employées par une société de tempérance ou une société de bienfaisance ou religieuse de cette province, pour colporter et vendre des brochures (*tracts*) de tempérance ou d'autres publications morales et religieuses, sous la direction de cette société ;

2. Celles qui vendent et colportent :

Des actes de la Législature ;

Des livres de prières ou des catéchismes ;

Des proclamations, gazettes, almanachs ou autres documents imprimés et publiés par autorité ;

Du poisson, des fruits, du combustible, du bois de chauffage, du charbon, de l'huile de charbon et des victuailles, excepté le thé et le café ;

Des effets ou objets manufacturés, autres que des drogues, médecines ou remèdes brevetés, quand ils sont colportés et vendus par un fabricant ou un ouvrier sujet britannique résidant en cette province ou par ses enfants, apprentis, agents ou domestiques ;

3. Les chaudronniers, tonneliers, vitriers, raccommodeurs de harnais ou autres personnes faisant métier de réparer des chaudières, cuves, ustensiles et meubles de ménage, pour aller par les chemins exercer leur industrie ;

4. Les revendeurs ou les personnes ayant des étaux ou bancs sur les marchés, dans les cités ou les villes, pour vendre, en se conformant aux règlements de police des lieux, du poisson, des fruits, des victuailles, des effets ou marchandises dans ces étaux ou sur ces bancs. 63 V., c. 12, s. 293.

1244. Tout colporteur, marchand ambulant, porte-cassette ou personne voyageant de ville en ville, de maison en maison, dans cette province, pour vendre ou exposer en vente des effets ou marchandises, à l'exception de ceux exemptés par l'article 1243, ou vendant ces effets, articles ou marchandises dans la rue, sans être muni d'une licence de colporteur, ainsi qu'il est prescrit ci-dessus, est passible d'une amende de pas moins de cinq piastres ni de plus de quarante piastres, pour chaque article qu'il expose en vente, vend, échange ou délivre à quelque titre que ce soit, mais s'il voyage avec une ou plus d'une voiture, l'amende ne doit pas être de moins de vingt piastres ni de plus de cent piastres, et, dans chaque cas, à défaut de paiement, le délinquant doit être condamné à un emprisonnement de trois mois au moins ou de six mois au plus. Pénalité pour vente sans licence par colporteur, etc.

Le jugement infligeant cette amende peut aussi ordonner la confiscation des marchandises de ce colporteur, ainsi que de son cheval et de sa voiture ; et, si cette confiscation est ordonnée, le percepteur du revenu de la province doit faire vendre les d'iceux. Confiscation des effets des colporteurs, et vente d'iceux.

articles ainsi confisqués, par vente privée ou par encan, conformément aux instructions qui lui sont données par le trésorier de la province, et le percepteur doit retenir le tiers du produit réalisé et en remettre les deux autres tiers au trésorier de la province. 63 V., c. 12, s. 294; 7 Ed. VII, c. 11, s. 24.

Arrestation
sommaire.

1245. Tout percepteur du revenu ou toute personne par lui autorisée, tout maire, secrétaire, secrétaire-trésorier ou greffier de toute municipalité, tout constable ou officier de paix peut arrêter et détenir tout colporteur trafiquant comme susdit sans licence et le conduire devant tout juge de paix le plus proche du lieu où cette contravention a été commise, ou devant tout magistrat ayant juridiction dans le district en vertu de la présente section, afin de le poursuivre immédiatement pour cette contravention; mais il ne doit pas être détenu sans mandat d'arrestation pour plus de quarante-huit heures; ou tel percepteur ou personne peut à son choix, saisir les marchandises et effets trouvés en la possession de ce colporteur, sujet à confirmation de telle saisie par le tribunal, sans arrestation du colporteur; et les marchandises et effets ainsi saisis doivent être, sous la condition de telle confirmation par le tribunal, vendus tel que décrété en l'article 1244. 63 V., c. 12, s. 295.

Arrestation
pour refus de
montrer la
licence.

1246. Tout colporteur muni d'une licence, qui refuse d'exhiber sa licence à tel percepteur du revenu ou personne par lui autorisée, à tel maire, secrétaire, secrétaire-trésorier, greffier, constable ou officier de la paix, ou à toute personne à qui il offre des marchandises en vente, après réquisition et après un temps raisonnable, peut, de la même manière, être arrêté, conduit devant tel juge de paix et détenu jusqu'à ce qu'il ait exhibé sa licence; pourvu que, dans l'un ou l'autre cas, il ne soit pas détenu sans mandat d'arrestation pendant plus de quarante-huit heures.

Durée de
l'arrêt.

Amende.

Tel colporteur est passible d'une amende de cinq piastres pour chaque refus d'exhiber sa licence.

Confiscation
des effets.

Le juge infligeant cette amende peut aussi ordonner la confiscation des marchandises et effets de ce colporteur, et la vente doit être régie par les dispositions du deuxième alinéa de l'article 1244. 63 V., c. 12, s. 296.

Pénalité
pour loca-
tion, etc., de
licence.

1247. Tout colporteur qui loue ou prête sa licence ou trafique avec une licence accordée à une autre personne ou avec une licence dans laquelle son nom propre n'est pas inséré comme le nom de la personne à qui la licence est accordée, encourt une amende de quarante piastres pour chaque contravention, et le jugement infligeant cette pénalité doit ordonner la confiscation de la licence ainsi louée ou prêtée ou avec laquelle il a été trafiqué, laquelle licence doit immédiatement être annulée par

le percepteur du revenu de la province. 63 V., c. 12, s. 297 ; Annulation de la licence.
8 Ed. VII, c. 19, s. 29.

1248. Chaque fois qu'une poursuite est intentée contre un colporteur, à la demande d'un conseil municipal, la moitié des frais du demandeur est payable par la municipalité, et la moitié de l'amende imposée, dans le cas de condamnation, appartient à la municipalité. 63 V., c. 12, s. 298. Amende et frais, si la poursuite est intentée à la demande de la municipalité.

1249. Nonobstant les dispositions de l'article 1107, le percepteur du revenu, dans tous les cas de poursuite contre les colporteurs pour la vente ou l'exposition en vente de leurs marchandises sans licence, peut exiger le dépôt d'un montant raisonnable pour couvrir les frais. 63 V., c. 12, s. 299. Dépôt pour les frais.

§ 5.—Des traversiers

1250. Nulle licence n'est requise pour exercer le métier ou l'industrie de passeur ou traversier entre les rives du Saint-Laurent, excepté entre la cité de Montréal et la ville de Longueuil, entre la dite cité et la ville de LaPrairie, et entre la cité de Lachine et Caughnawaga, aux endroits et dans les limites qui sont indiqués dans cette licence par le percepteur du revenu. 63 V., c. 12, s. 300. Endroits où licence de passage est requise.

1251. Aucune disposition de la présente section ne s'applique au propriétaire ou maître d'un bateau quelconque faisant le trajet entre deux ports de cette province, ou régulièrement entré ou acquitté par les officiers de douane de Sa Majesté, à tout tel port, ni ne modifie, de quelque manière que ce soit, les privilèges accordés par la Législature de l'ancienne province du Bas-Canada, de la province du Canada, ou de cette province, au propriétaire de quelque pont, ou à une compagnie de chemin de fer ou autre compagnie de chemin. 63 V., c. 12, s. 301. Bateaux exempts. Privilèges sauvegardés.

1252. Nulle licence pour un passage ou une traverse ne doit être accordée pour une période plus longue que douze mois, à moins que ce ne soit au concours public, et à des personnes qui donnent le cautionnement requis par le lieutenant-gouverneur en conseil, après avis inséré au moins quatre fois dans le cours de quatre semaines dans la *Gazette officielle de Québec* et dans un ou plusieurs journaux publiés dans le district dans lequel ce passage ou traverse est situé, et, s'il n'est pas publié de journal dans le district, alors dans le district le plus voisin dans lequel un journal est publié ; et nul passage ou traverse n'est loué et nulle licence n'est accordée à cet égard pour plus de dix ans. 63 V., c. 12, s. 302. Durée de la licence.

Règlements concernant : **1253.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire et révoquer, au besoin, les règlements qu'il juge à propos, pour les fins suivantes :

Limites; 1. Pour établir l'étendue et les limites des passages ou traverses;

Conditions et droits; 2. Pour définir le mode et les conditions de l'octroi des licences, le temps pour lequel elles sont octroyées, et le droit ou la somme payable pour ces licences;

Taux de passage et leur publication; 3. Pour fixer les péages et les taux auxquels les personnes et effets sont transportés sur ces passages ou traverses, la manière dont ces péages et taux sont publiés, et les lieux où ils doivent l'être;

Temps des passages; 4. Pour fixer le temps, les heures et fractions d'heure, auxquels les bateaux employés sur ces passages ou traverses doivent passer et repasser, ou partir de l'un ou de l'autre côté de tels passages ou traverses pour cette fin;

Amendes. 5. Pour imposer des amendes pour toute contravention à ces règlements.

Effet des règlements. Ces règlements ont, durant le temps pour lequel ils sont en vigueur, le même effet que s'ils faisaient partie de la présente section. 63 V., c. 12, s. 303.

Publication des règlements. **1254.** Le secrétaire de la province doit faire publier tous les règlements établis comme susdit dans les langues française et anglaise dans la *Gazette officielle de Québec*, au moins trois fois pendant les trois mois qui en suivent la date, et tout numéro de la *Gazette officielle* contenant une copie des règlements ou de l'un d'eux, fait preuve de leur existence. 63 V., c. 12, s. 304.

Interprétation du mot "passeur." **1255.** Le propriétaire, le maître ou la personne en charge d'un vaisseau quelconque employé au transport des personnes ou marchandises sur une traverse comme ci-dessus énoncé est considéré avoir agi comme passeur aux termes de la présente section, et est passible de toutes les amendes imposées en vertu d'icelle, s'il y contrevient en agissant de cette manière. 63 V., c. 12, s. 305.

§ 6.—Des tables de billard

Tables de billard. **1256.** Les mots "tables de billard," outre leur signification propre, comprennent aussi toute table employée dans les jeux de trou-madame (*pigeon-hole*), mississippi, poule, bagatelle et autres jeux du même genre. 63 V., c. 12, s. 306.

Honoraire sur licence. **1257.** Pour obtenir une licence à l'effet de tenir une table de billard, le requérant doit payer au percepteur du revenu un honoraire de cinq piastres, dont trois piastres doivent être remises au trésorier de la province et deux piastres sont retenues par le percepteur. 63 V., c. 12, s. 307.

1258. Quiconque garde pour profit une table de billard, sans avoir une licence en vigueur à cet effet, se rend passible d'une amende de cinquante piastres pour chaque table ainsi tenue. 63 V., c. 12, s. 308.

Pénalité
pour défaut
de licence.

1259. Toute somme ou valeur payée, fournie ou promise, directement ou indirectement, par ceux qui jouent sur cette table de billard, à celui qui la tient et la garde, à ses employés ou préposés pour jouer sur icelle, est considérée comme profit dans le sens de la présente section. 63 V., c. 12, s. 309.

Interpréta-
tion du mot
"profit."

1260. Toute personne munie d'une licence de table de billard, doit faire peindre ou graver sur cette table, en caractères apparents et lisibles, le numéro de la licence en vertu de laquelle elle est autorisée à tenir cette table, et elle doit aussi faire en sorte que la licence soit exposée d'une manière apparente et visible dans la pièce dans laquelle la table de billard est placée. 63 V., c. 12, s. 310.

Numéro de
licence
requis sur
chaque table,
etc.

1261. Toute personne encourt une pénalité de cinquante piastres par semaine, durant tout le temps qu'elle enfreint les dispositions de l'article 1260; et, de même, toute personne qui, avec intention, enlève, cache ou efface tout numéro ainsi peint ou gravé, encourt la même amende de cinquante piastres pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 311.

Pénalité
pour contra-
vention à
l'article 1260,
etc.

1262. Aucune personne, munie de licence pour tenir une table de billard, ne doit permettre sciemment aux apprentis, écoliers ou personnes âgées de moins de dix-huit ans, d'y jouer, sous peine d'une amende de soixante et quinze piastres, pour la première offense et de cent cinquante piastres pour chaque offense subséquente.

Pénalité con-
tre licencié
permettant
à des écoliers
etc., de jouer
etc.

La même amende est encourue par toute personne munie de licence de table de billard, qui permet à qui que ce soit d'y jouer pour de l'argent, ou pour un enjeu quelconque. 63 V., c. 12, s. 312 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 42.

Idem pour
permettre
d'y jouer
pour de l'ar-
gent.

1263. Aucun propriétaire d'hôtel ou de restaurant ayant dans son établissement des tables de billard, ne doit permettre d'y jouer pendant la journée du dimanche, et il doit, durant ce temps, tenir fermée la salle où se trouvent ces tables, sous peine d'une amende de trente piastres pour la première offense, et de cent piastres pour chaque offense subséquente. 63 V., c. 12, s. 313.

Pénalité si
on joue dans
les hôtels au
billard le di-
manche.

1264. La preuve qu'une personne exhibe ou expose en vue ou permet qu'ils soient exposés en vue, dans ou près d'une maison ou ses dépendances lui appartenant ou occupées par elle, toute enseigne, toute peinture, tout écrit ou imprimé

Preuve
prima facie
contre celui

qui tient la table de billard. indiquant ou tendant à indiquer qu'une table de billard est tenue dans cette maison ou ses dépendances, est une preuve *prima facie* que cette personne tient pour profit une table de billard. 63 V., c. 12, s. 314.

Preuve que la table est tenue pour profit. **1265.** La preuve qu'une table de billard est dans une auberge, un hôtel de tempérance, un buffet ou restaurant de chemin de fer établit que cette table est ainsi tenue pour profit. 63 V., c. 12, s. 315.

Saisie des tables de billard après conviction. **1266.** Si la conviction est pour le fait d'avoir tenu une table de billard sans licence ou pour une contravention aux articles 1258, 1260 et 1261, l'amende et les frais peuvent être prélevés par voie de saisie et de vente de toute table de billard en possession du défendeur au moment du prononcé du jugement, que le défendeur en soit ou non le propriétaire. 63 V., c. 12, s. 316.

§ 7.—Des poudrières et de la vente de la poudre

Interprétation du mot "poudre". **1267.** Le mot "poudre" comprend toute substance explosive, que ce soit de la poudre à canon ou à tirer, ou de la poudre à mine, ou toute autre poudre ou nitroglycérine ou toute autre substance de ce genre, de quelque manière qu'elle soit préparée ou offerte en vente, soit à l'état libre, en baril ou autrement, soit lorsqu'elle entre en quelque quantité que ce soit dans un article de commerce, tel que cartouche, pétard, pièce pyrotechnique, fusée ou autre. 63 V., c. 12, s. 317.

"Poudrière." **1268.** Le mot "poudrière" signifie toute construction employée à l'emmagasinage ou à la garde d'une quantité quelconque de poudre dont le poids dépasse vingt-cinq livres. 63 V., c. 12, s. 318.

Licence pour vendre de la poudre ou tenir une poudrière. **1269.** Toute personne tenant une poudrière pour l'emmagasinage de la poudre, ou qui vend et garde en vente quelque quantité de poudre, doit obtenir une licence à cet effet du percepteur du revenu. 63 V., c. 12, s. 319.

Mode de construction des poudrières. **1270.** Les poudrières sont construites en la manière et aux endroits déterminés pour chacune de ces poudrières par le lieutenant-gouverneur en conseil, avec le consentement de la corporation ou du conseil de la municipalité dans les limites de laquelle cette poudrière est située; et aucune licence n'est accordée pour tenir une poudrière à moins qu'elle ne soit construite conformément à un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.

Inspection des poudrières. Avant le renouvellement pour une année d'une licence pour tenir une poudrière, émise conformément à l'article

1269, la poudrière pour laquelle cette licence est demandée doit être inspectée par un inspecteur nommé par le gouvernement, le coût de cette inspection devant être payé par le propriétaire de la poudrière. Le renouvellement de la licence doit être laissé à la discrétion du trésorier de la province. 63 V., c. 12, s. 320.

res avant le
renouvelle-
ment de la
licence.

1271. Un conseil municipal désirant, pour des raisons valables, faire transporter une poudrière de son territoire, ou d'une partie à une autre de son territoire, a le droit d'obtenir cette translation sur paiement, à la compagnie ou à la personne propriétaire de la dite poudrière, d'une indemnité dont la suffisance doit être fixée par des arbitres que nomment les parties intéressées, sujet à la décision du trésorier de la province. 63 V., c. 12, s. 320a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 53.

Transport
des poudriè-
res d'une lo-
calité dans
une autre.

1272. Quiconque tient une poudrière ou en fait usage pour l'emmagasinage de la poudre, sans licence, est passible d'une poursuite pénale en vertu de laquelle il peut être condamné à une amende de cinq cents piastres pour toute contravention au présent article commise jusqu'à l'institution de cette action, si cette contravention est la première, et, en cas de récidive, il peut être de nouveau poursuivi et condamné à payer une pareille amende de cinq cents piastres pour toute contravention commise dans l'intervalle écoulé entre la première poursuite et la deuxième, et ainsi de suite d'une poursuite à une autre. 63 V., c. 12, s. 321.

Pénalité
pour tenir
sans licence
une pou-
drière.

1273. Nul ne doit garder pour son propre usage, et non pour la vente et l'emmagasinage dans un bâtiment quelconque autre qu'une poudrière, une quantité de poudre de plus de dix livres; et pour la garder il doit la mettre dans une boîte ou caisse de métal à une distance suffisante de tous agents comburants, tels qu'une lampe, une chandelle, du gaz, un tuyau de poêle, un foyer ou un feu (cette énumération n'étant pas limitative), à défaut de quoi il est passible, au moyen d'une action pénale, d'une amende de trente piastres au moins et de cent piastres au plus pour chaque offense, à la discrétion du tribunal. 63 V., c. 12, s. 322.

Défense d'a-
voir plus de
dix livres de
poudre pour
son usage, et
soins à ap-
porter.

1274. Nulle disposition de la présente section ne s'applique aux poudrières et aux magasins de Sa Majesté, et n'affecte le transport, fait par les troupes de Sa Majesté en service militaire, des munitions de guerre venant des poudrières de Sa Majesté ou y allant. 63 V., c. 12, s. 323.

Magasins de
Sa Majesté
exempts de
la loi.

1275. Toute personne qui vend ou garde en vente, en quel- que quantité que ce soit, de la poudre, sans avoir une licence

Pénalité
pour vente

de la poudre à cet effet, soit pour la vente en gros, soit pour la vente en détail, se rend passible, à la discrétion du tribunal, d'une pénalité de pas moins de dix piastres et n'excédant pas soixante piastres pour chaque vente, et d'une même pénalité pour la garder en vente. 63 V., c. 12, s. 324; 2 Ed. VII, c. 13, s. 10.

Enseignes que doivent avoir les vendeurs. **1276.** Toute personne gardant de la poudre pour la vendre doit tenir constamment en évidence la partie ou les parties du bâtiment où se trouve cette poudre, et placer au-dessus de l'entrée de ce bâtiment une enseigne portant les mots " autorisé à vendre de la poudre," sous peine d'une amende de cinq piastres pour chaque semaine d'infraction au présent article. 63 V., c. 12, s. 325.

Règlements. **1277.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut de temps à autre faire les règlements nécessaires, conformes aux dispositions de la présente section, pour la réception, le transport, l'emmagasinage et la livraison de la poudre. 63 V., c. 12, s. 326.

Défense générale. **1278.** Nulle quantité de poudre ne doit être emmagasinée, gardée, transportée, reçue ou livrée, excepté en conformité des dispositions de la présente section et des règlements faits ou qui peuvent être faits en vertu de l'article 1277. 63 V., c. 12, s. 327.

Imposition des pénalités. **1279.** Ces règlements peuvent imposer des pénalités pour toutes infractions ou pour chaque infraction aux dispositions de la présente section relatives à la poudre, pour lesquelles aucune pénalité n'est imposée. 63 V., c. 12, s. 328.

Responsabilité du propriétaire ou locataire. **1280.** Tout propriétaire ou tout locataire de quelque poudrière est personnellement passible de toutes les pénalités imposées pour contravention aux règlements faits en vertu de la présente section, en ce qui concerne le transport de la poudre, venant de cette poudrière ou y allant. 63 V., c. 12, s. 329.

Poudrières provinciales. **1281.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par l'intermédiaire du fonctionnaire ou de la personne qu'il nomme à cette fin, acquérir du gouvernement du Canada, ou de toute personne, ou faire bâtir une ou plusieurs poudrières dans les limites de cette province. 63 V., c. 12, s. 330.

Gardiens de ces poudrières. **1282.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi nommer ou employer les fonctionnaires ou personnes qu'il juge nécessaires pour la garde, le maintien et le service de toute poudrière, moyennant les traitements qu'il juge convenables. 63 V., c. 12, s. 331.

1283. Ces poudrières peuvent être tenues et gardées au profit de la province par les fonctionnaires et les personnes mentionnés dans l'article 1282, ou peuvent être louées à des particuliers ou à des compagnies, aux conditions et de la manière qui peuvent être déterminées par le lieutenant-gouverneur en conseil, en conformité, dans l'un et l'autre cas, des dispositions de la présente section. 63 V., c. 12, s. 332.

Garde ou
louage des
poudrières.

1284. Les taux qui peuvent être demandés et reçus pour l'emmagasinage de la poudre dans ces poudrières sont déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil. 63 V., c. 12, s. 333.

1285. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux termes et conditions qu'il juge convenables, autoriser le trésorier à payer un subside à une ou à plusieurs personnes, pour venir en aide, dans le voisinage, mais en dehors d'un rayon de cinq milles, des cités de Québec ou de Montréal, à la construction de toute poudrière érigée en vertu des dispositions de la présente section ; pourvu que ce subside n'excède pas le montant d'un tiers du prix de la poudrière, et que les plans, devis, demande de soumission et le contrat pour ce bâtiment aient été préalablement approuvés par le ministre des travaux publics et du travail. 63 V., c. 12, s. 334 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Subside
autorisé pour
aider à cons-
truire cer-
taines pou-
drières.

Conditions.

1286. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, mais aux conditions et règlements qu'il juge convenables, permettre l'emmagasinage de la poudre, en quantité d'au-dessus de cent livres, dans le voisinage de travaux publics, de chemins de fer, de canaux ou d'autres ouvrages semblables d'une nature publique, ou à la campagne en général, et soustraire cet emmagasinage, dans le cas de chacun de ces travaux, à l'application des dispositions ou de quelque une des dispositions de la présente section. 63 V., c. 12, s. 335.

Emmagasi-
nage de
plus de 100
lbs de poudre
près de cer-
tains travaux
publics, ou à
la campa-
gne.

1287. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions et d'après les règlements qu'il juge à propos, permettre l'emmagasinage de la poudre et des autres matières explosibles dans le voisinage des carrières situées à proximité des cités et des villes. 63 V., c. 12, s. 336.

Emmagasi-
nage près
des carrières.

1288. Toutes les dispositions du Code municipal, par lesquelles les municipalités sont autorisées à réglementer l'emmagasinement de la poudre ou toute autre matière, ne s'appliquent qu'en autant que tel emmagasinement ou telle autre matière n'est pas, ou ne sera pas plus tard, en aucun temps, réglé en vertu de la présente section, ou par quelque règlement fait en vertu d'icelle. 63 V., c. 12, s. 337.

Quand dispo-
sitions du
Code muni-
cipal sur la
poudre, etc.,
s'appliquent.

§ 8.—Des cirques et des ménageries

Licence requise pour tenir cirques, etc. **1288.** Toute personne ouvrant un cirque ou exhibant une ménagerie doit obtenir au préalable une licence du percepteur du revenu.

Contenu d'icelle. Cette licence doit spécifier le nombre de jours pour lesquels les droits ont été payés, et prend fin avec le dernier de ces jours.

Une seule licence suffit. Une licence suffit pour l'ouverture et l'exhibition, au même endroit, d'un cirque et d'une ménagerie, s'ils font partie de la même troupe.

Dispositions applicables aux *Wild West Shows*. Toutes les dispositions de la présente section qui se rapportent aux cirques s'appliquent également aux organisations connues sous le nom de *Wild West Shows* et autres analogues.

Emission des licences. Les licences de cirques et de ménageries sont accordées à la discrétion du trésorier de la province. 63 V., c. 12, s. 338 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 54.

Pénalité pour tenir cirques, etc., sans licence. **1290.** Nulle autre qu'une personne munie de licence à cette fin ne doit ouvrir ou exhiber un cirque ni une ménagerie ou exhibition adjointe (*side show*), sous peine d'une amende de quatre cents piastres par chaque séance, représentation ou exhibition. 63 V., c. 12, s. 339 ; 7 Ed. VII, c. 11, s. 25.

Pénalité pour refus de montrer sa licence. **1291.** Toute personne ouvrant ou exhibant un cirque ou une ménagerie, doit montrer sa licence au percepteur du revenu de la province ou à l'un de ses députés, ou à toute autre personne autorisée à cet effet par le percepteur du revenu de la province, sur simple demande écrite ou verbale de leur part;— à défaut de ce faire, cette personne est censée ne pas avoir de licence et est punissable en conséquence. 63 V., c. 12, s. 340.

Recouvrement de la pénalité. **1292.** Le percepteur du revenu ou l'un de ses députés, ou toute autre personne autorisée à cet effet par ce percepteur, peut, sur un mandat de saisie obtenu sur preuve satisfaisante faite par affidavit, et signé par un juge de la Cour supérieure, un magistrat de district, ou par un juge de paix, saisir les animaux, biens et effets faisant partie d'un cirque ou d'une ménagerie, pour l'ouverture de l'exhibition desquels il n'a pas été pris de licence ou pour lesquels il y a eu refus de produire la licence exigée, et peut, sans autre jugement ou formalité préliminaire, vendre et adjuger à la criée les animaux, biens et effets ainsi saisis pour le montant de l'amende encourue et des frais de vente. 63 V., c. 12, s. 341.

§ 9.—Des jeux de quilles

Octroi des licences de **1293.** Pour obtenir une licence pour tenir un ou plusieurs jeux de quilles dans un local quelconque, le requérant doit payer au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, outre

les droits mentionnés dans le tarif ci-après établi, un honoraire jeux de de cinq piastres, pour chaque allée (*alley bed*), dont trois piastres doivent être remises au trésorier de la province et deux retenues par le percepteur.

Les dispositions des articles 1259 à 1266, concernant les Dispositions tables de billard, s'appliquent également aux jeux de quilles. applicables. 63 V., c. 12, s. 341a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 55; 6 Ed. VII, c. 9, s. 43.

1294. Quiconque tient dans un but de lucre un jeu de quilles Pénalité. sans avoir une licence en vigueur à cet effet, encourt une amende de pas moins de vingt-cinq piastres et de pas plus de cinquante piastres pour chaque contravention, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de trois mois. 63 V., c. 12, s. 341b; 5 Ed. VII, c. 13, s. 55.

§ 10.—Des bureaux de prêts

1295. Pour obtenir une licence dans le but de tenir un bu- Octroi des reau de prêts, le requérant doit payer au percepteur du revenu licences de de la province qu'il appartient, outre les droits mentionnés dans bureaux de le tarif ci-après établi, un honoraire de cinq piastres, dont trois prêts. piastres doivent être remises au trésorier de la province et deux retenues par le percepteur.

L'octroi d'une licence pour tenir un bureau de prêts est à Licence pour la discrétion du trésorier de la province, qui a aussi le droit bureau de d'annuler la licence en tout temps, si le porteur d'icelle encourt prêts sujette à la discrétion du trésorier. une condamnation devant un tribunal de juridiction criminelle ou civile.

Aucune licence émise en vertu des dispositions du présent Certaines article n'a, d'aucune manière, pour effet d'autoriser quelqu'un transactions, à recevoir de l'argent en dépôt, ou à faire quoi que ce soit en prohibées. contravention avec les termes de la loi des banques. 63 V., c. 12, s. 341c; 5 Ed. VII, c. 13, s. 55; 6 Ed. VII, c. 9, s. 45.

1296. Toute compagnie ne tombant pas sous les disposi- Pénalité. tions des articles 1345 à 1359, inclusivement, imposant des taxes sur les corporations commerciales, ou toute société ou personne autre qu'un prêteur sur gages, qui tient un bureau de prêts sans avoir une licence en vigueur à cet effet, excepté les personnes s'occupant d'une profession ou d'un commerce autre que celui de prêts d'argent et qui ne prêtent d'argent qu'occasionnellement,—encourt une amende de pas moins de deux cents piastres et de pas plus de cinq cents piastres pour chaque contravention, et, à défaut de paiement, un emprisonnement de trois mois. 63 V., c. 12, s. 341d; 5 Ed. VII, c. 13, s. 55; 6 Ed. VII, c. 9, s. 46.

§ 11.—Des licences de courtiers étrangers

1297. 1. Toute personne, ne résidant pas dans les limites Licences de la province, qui vient temporairement dans cette province requises

pour
courtiers
étrangers.

pour y faire le commerce d'actions, de bons, d'obligations ou d'actions-obligations, soit en son nom personnel soit au nom de toute société ou compagnie ayant son bureau principal en dehors de la province, ou de tout courtier ou autre personne étrangers à la dite province, doit préalablement obtenir à cette fin une licence du percepteur du revenu de la province, pour le district dans lequel elle commence ses opérations dans la province.

Durée de
cette licence.

Cette licence est accordée pour six mois et expire le premier jour du mois de mai ou de novembre (selon le cas) postérieur à son émission.

Enregistre-
ment des
courtiers.

2. Toute personne résidant dans la province et y faisant un commerce de courtier, de toute nature et description, et qui n'est membre d'aucune Bourse, doit, aux temps et de la manière qui peuvent être déterminés par le trésorier de la province, s'enregistrer au bureau du percepteur de la taxe sur le commerce d'actions, si c'est dans le district de Montréal, et au bureau du percepteur du revenu de la province qu'il appartient, dans tout autre district de revenu. L'honoraire d'enregistrement est de trois piastres, dont deux appartiennent au fonds consolidé du revenu, et une piastre au percepteur.

Honoraire
d'enregistre-
ment.

Dispositions
non affectées.

3. Le fait de prendre une licence en vertu du présent article ou de s'être enregistré à cette fin ne soustrait le porteur d'icelle, ni la personne ainsi enregistrée, à aucune des dispositions de la section dix-neuvième du présent chapitre (articles 1360-1373, inclusivement). 63 V., c. 12, s. 341j ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 50.

Pénalité
pour
infraction à
l'article
1297, § 1.

1298. 1. Toute personne tombant sous le coup du paragraphe 1 de l'article 1297, faisant le commerce qui y est décrit, sans être porteur d'une licence à cet effet, alors en vigueur, encourt une pénalité de pas plus de mille piastres et d'au moins cinq cents piastres pour chaque contravention ; et quiconque traite avec telle personne relativement au commerce décrit dans le dit paragraphe est redevable à la couronne du double du montant exigible sur chaque telle transaction, en vertu des dispositions de la section dix-neuvième du présent chapitre, (articles 1360-1373, inclusivement).

Pénalité
pour
infraction à
l'article
1297, § 2.

2. Tout courtier résidant dans la province et n'étant pas membre d'une Bourse, qui omet de s'enregistrer, tel que requis par le paragraphe 2 de l'article 1297, est passible d'une amende d'au moins vingt piastres et d'au plus cent piastres pour chaque contravention. 63 V., c. 12, s. 341k ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 50 ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 30.

Courtier
étranger
doit montrer
sa licence.

1299. 1. Tout courtier étranger doit montrer sa licence à tout percepteur du revenu de la province ou à toute personne à ce autorisée par écrit par un percepteur du revenu de

la province et, à défaut de ce faire, ce courtier est considéré pénalité.
n'avoir aucune licence et il est punissable en conséquence.

2. Nul courtier étranger licencié comme susdit ne peut Pénalité
prêter sa licence à une autre personne, sous peine d'une amende dans le cas
de trois cents piastres pour chaque offense. 63 V., c. 12, s. de prêt de
la licence.
341l ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 31.

§ 12.—Des agents de courtiers étrangers

1300. 1. Tout courtier, société de courtiers ou personne Licence re-
dont la résidence ou la principale place d'affaires est en dehors quise des
de la province, qui désire y faire affaires par l'entremise d'un agents de
agent ou représentant, en faisant le commerce ou en prenant courtiers
des commandes pour le commerce d'actions, de bons, d'obliga-
tions ou d'actions-obligations, d'un endroit situé dans les
limites de la province, avec un courtier, une société de courtiers
ou une personne se trouvant en dehors de la dite province,
est tenu d'obtenir pour cet agent, ou ce représentant, dans un
bureau ou une place d'affaires fixe, une licence du percepteur
du revenu de la province du district dans lequel il se propose
de faire affaires, et avant de commencer à faire telles affaires.

2. Le fait de prendre une licence en vertu du présent article Dispositions
ne soustrait le porteur de cette licence à aucune des disposi- non affect-
tions de la section dix-neuvième du présent chapitre, (articles tées.
1360-1373, inclusivement). 63 V., c. 12, s. 341m ; 6 Ed. VII,
c. 9, s. 50.

1301. Toute personne tombant sous le coup du paragraphe Pénalité
1 de l'article 1300, qui fait le commerce y mentionné, sans être pour infrac-
porteur d'une licence à cet effet, alors en vigueur, de même tion à l'art.
que son agent et représentant dans la province, encourt une 1300, § 1.
pénalité de deux mille piastres pour chaque offense ; et quicon-
que traite avec cette personne relativement aux affaires men-
tionnées dans le paragraphe 1 de l'article 1300, est redevable
à la couronne du double du montant exigible, pour chaque telle
transaction, en vertu des dispositions de la section dix-neuvième
du présent chapitre, (articles 1360-1373, inclusivement). 63 V.,
c. 12, s. 341n ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 50.

§ 13.—Des honoraires et droits payables sur licences

1302. Outre un honoraire d'une piastre sur l'octroi de chaque Tarif des
licence, sauf le cas des tables de billard dans lequel l'honoraire licences.
est réglé par les dispositions de l'article 1257, le cas de jeux de
quilles, dans lequel l'honoraire est réglé par l'article 1293, et les
cas de bureaux de prêts, dans lesquels l'honoraire est réglé
par l'article 1295, les droits compris dans le tarif suivant doivent
être payés préalablement à l'octroi d'icelle par celui qui la
demande au percepteur du revenu de la province qu'il appar-
tient. 63 V., c. 12, s. 342 ; 5 Ed. VII, c. 13, s. 56 ; 6 Ed. VII, c.
9, s. 51.

TARIF DES DROITS POUR LICENCES

I.—LICENCES D'ENCANTEURS

- Encanteurs. 1. Pour chaque licence d'encanteur :
- Québec, etc. a. Dans les cités de Québec et de Montréal, cent trente piastres ;
- Autres cités. b. Dans toutes autres cités, cent piastres ;
- Villes. c. Dans toute ville, soixante-dix piastres ;
- Villages, etc. d. Dans tout village ou paroisse, trente piastres ;
- Agents d'encanteurs. 2. Pour chaque licence séparée, prise par un encanteur pour employer un assistant, agent, serviteur ou associé comme crieur :
- Québec, etc. a. Dans chacune des cités de Québec et de Montréal, cinquante piastres ;
- Autres cités, etc. b. Dans toutes autres cités et villes, quarante piastres ;
- Ailleurs. c. Dans toute autre municipalité, vingt piastres ;
- District additionnel. 3. Pour chaque licence pour un district de revenu additionnel où il n'y a pas d'encanteur, vingt piastres ;
- Municipalité additionnelle. 4. Pour chaque licence pour une municipalité additionnelle où il n'y a pas d'encanteur, dix piastres. 63 V., c. 12, s. 342, § 1.

II.—LICENCES DE PRÊTEURS SUR GAGES

- Prêteurs sur gages. Pour chaque licence de prêteur sur gages :
- Montréal. a. Dans la cité de Montréal, mille piastres ;
- Québec. b. Dans la cité de Québec, cinq cents piastres ;
- Ailleurs. c. Dans toute autre municipalité, deux cent cinquante piastres. 63 V., c. 12, s. 342, § II.

III.—LICENCES DE COLPORTEURS

- Licence de colporteurs. Pour chaque licence de colporteur, cinquante piastres ; mais tout colporteur prenant une licence pour les districts de revenu, soit de Québec soit de Montréal, qui désire colporter dans les limites de la cité de Québec ou de la cité de Montréal, suivant le cas, doit payer un droit additionnel de cent cinquante piastres.
- Pour les véhicules de colporteurs. Pour les véhicules de colporteurs : pour un véhicule, cinquante piastres ; pour chaque véhicule additionnel, dix piastres. 63 V., c. 12, s. 342, § III ; 8 Ed. VII, c. 19, s. 32.

IV.—LICENCES DE PASSEURS OU TRAVERSERS

- Traversiers. Pour chaque licence de passage d'eau ou traverse, la somme est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu des dispositions des articles 1252 et 1253. 63 V., c. 12, s. 342, § IV.

V. — LICENCES DE TABLES DE BILLARD

1. Pour chaque licence de table de billard, autre que celle d'un club : Tables de billard:

a. Dans les cités :

Cités;

1. Pour une seule table tenue par la même personne et dans le même local, soixante piastres ;

2. Pour toute table additionnelle, vingt-cinq piastres ;

b. Dans les villes :

Villes;

1. Pour la première table, quarante piastres;

2. Pour chaque table en sus de la première, vingt-cinq piastres ;

c. Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres pour chaque table ; Ailleurs ;

2. Pour chaque licence pour une table de billard dans un club :

a. Dans les cités et villes, trente-cinq piastres ;

Cités et villes;

b. Dans toute autre partie de la province, vingt-cinq piastres. Ailleurs.

Ces licences ne s'appliquent pas aux clubs organisés en vertu des articles 7233 et suivants, qui n'exigent rien pour l'usage des tables. Proviso.

3. Pour chaque licence de table de bagatelle, trou-madame (*pigeon-hole*), ou mississippi, vingt-cinq piastres. 63 V., c. 12, s. 342, § v; 5 Ed. VII, c. 13, s. 57 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 53. Tables de bagatelle, etc.

VI — LICENCES POUR POUDRIÈRES ET POUR LA VENTE DE LA POUDRE

1. Pour chaque licence pour tenir une poudrière, ou pour s'en servir, cent cinquante piastres ; Poudrières.

2. Pour chaque licence pour vendre de la poudre ou en garder en vente : Vente de la poudre:

a. Dans les cités de Québec et de Montréal :

Québec, etc.;

1. En gros et en détail, trente piastres ;

2. En détail seulement, douze piastres ;

b. Dans toute autre cité :

Autres cités;

1. En gros et en détail, quinze piastres ;

2. En détail seulement, huit piastres ;

c. Dans toute ville :

Villes;

1. En gros et en détail, huit piastres ;

2. En détail seulement, quatre piastres;

d. Dans toute autre partie de la province :

Ailleurs.

1. En gros et en détail, quatre piastres ;

2. En détail seulement, deux piastres.

Une quantité de vingt-cinq livres ou plus, ou d'une douzaine de canistres d'une livre chacun, vendue en une seule et même fois, est censée être une vente en gros, et une quantité moindre est censée être une vente en détail. 63 V., c. 12, s. 342, § vi. Ce qui est censé être une vente en gros ou en détail.

VII — LICENCES DE CIRQUES OU DE MÉNAGERIES

- Cirques et ménageries: Pour chaque licence pour ouvrir et exhiber un cirque ou une représentation équestre, une ménagerie ou caravane d'animaux sauvages:
- Québec et Montréal; a. Dans les cités de Québec et de Montréal, et dans un rayon de trois milles de chacune de ces cités, cinq cents piastres pour chaque jour de représentation ou exhibition; et, pour chaque exhibition adjointe (*side-show*), trente piastres pour chaque jour;
- Ailleurs. b. Dans les autres parties de la province, deux cents piastres pour chaque jour; et, pour chaque exhibition adjointe (*side-show*), quinze piastres pour chaque jour.
- 63 V., c. 12, s. 342, § VII; 6 Ed. VII, c. 9, s. 54.

VIII.—LICENCES DE JEUX DE QUILLES

- Quilles: Pour chaque licence de jeu de quilles:
- Cités, etc.; a. Dans les cités et villes vingt-cinq piastres;
- Ailleurs. b. Partout ailleurs, dix piastres. 63 V., c. 12, s. 342, § VIII; 5 Ed. VII, c. 13, s. 58.

IX.—BUREAUX DE PRÊTS

- Bureaux de prêts: Pour chaque licence de bureau de prêts:
- Montréal; a. Dans la cité de Montréal, deux cents piastres;
- Québec; b. Dans la cité de Québec, cent cinquante piastres;
- Ailleurs. c. Partout ailleurs, cinquante piastres. 63 V., c. 12, s. 342; § IX; 5 Ed. VII, c. 13, s. 58; 6 Ed. VII, c. 9, s. 55.

X.—LICENCES DE COURTIER ÉTRANGERS

- Courtiers étrangers. Sur toute licence semi-annuelle de courtier étranger, cinq cents piastres. 63 V., c. 12, s. 342, § XI; 6 Ed. VII, c. 9, s. 56.

XI.—AGENTS DE COURTIER ÉTRANGERS

- Agents des courtiers étrangers. Sur toute licence d'un agent de courtier étranger, deux mille piastres. 63 V., c. 12, s. 342, § XII; 6 Ed. VII, c. 9, s. 56.

TROISIÈME DIVISION

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES DEVOIRS ET PRIVILÈGES DES PERCEPTEURS DU REVENU DE LA PROVINCE

1303. Chaque percepteur du revenu, personnellement, ou par son député, ou par toute autre personne par lui nommée à cet effet, doit faire, dans les limites de son district, une recherche soigneuse des infractions à la présente section, et, à cette fin, visiter au moins une fois par année :

1. Toute poudrière et tout lieu où l'on a de la poudre en vente ou en emmagasinement ;

2. Toute boutique ou tout lieu d'affaires de prêteur sur gages et d'encanteur ;

3. Tout salon ou lieu public ou privé, dans lequel on tient ou dans lequel on est supposé tenir pour profit, quelque allée de jeu de quilles, ou quelque table de billard, de trou-madame (*pigeon-hole*), de mississipi ou de bagatelle ;

4. Tout bateau à vapeur ou bâtiment à bord duquel il est vendu des liqueurs enivrantes ;

5. Toute auberge, tout restaurant, tout hôtel de tempérance, tout buffet de chemin de fer et tout magasin de liqueurs ;

6. Tout bureau de prêts. 63 V., c. 12, s. 343 ; 6 Ed. VII, c. 9, s. 57.

1304. Tout maître d'une maison, ou d'un autre local, ou d'un bateau à vapeur, ou d'un autre vaisseau, dont la visite et l'inspection sont ci-dessus autorisées, refusant l'admission à tel percepteur du revenu, son député ou autre personne autorisée par lui ou par un juge de paix de quelque lieu que ce soit, et toute autre personne entravant la visite et l'examen en question, ou molestant un homme de police dans l'exécution de son devoir relativement à ces objets, deviennent passibles d'une amende au maximum de cinquante piastres et au minimum de huit piastres pour chaque contravention ; et les dispositions contenues dans la première division de la présente section concernant les poursuites pour infractions à icelle s'appliquent au présent article. 63 V., c. 12, s. 344.

1305. Tous les droits perçus en vertu de la présente section sont payés par le percepteur du revenu et tous les autres fonctionnaires chargés de leur perception, en vertu de la même section, au trésorier de la province, et font partie du fonds consolidé du revenu ;—toute proportion de ces droits peut être appliquée, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'acquittement, d'après les instructions du trésorier

de la province, des dépenses encourues pour exécuter la présente section et des frais de poursuites intentées pour conventions à icelle. 63 V., c. 12, s. 345.

Responsabilité des fonctionnaires publics envers le trésorier. **1306.** Chaque percepteur du revenu et tout autre fonctionnaire, recevant des deniers publics, sont comptables envers le trésorier de la province, en les mains duquel ils doivent les verser, aux temps et de la manière établis par ce dernier, de toutes les sommes qu'ils ont perçues, provenant des droits imposés par la présente section, de même que de tous autres deniers que la loi les oblige de payer au dit trésorier, et qui appartiennent au revenu provincial et en font partie. 63 V., c. 12, s. 346.

Etat qui doit être produit par le percepteur. **1307.** En rendant ses comptes au trésorier de la province, le percepteur du revenu doit transmettre, outre les renseignements qu'il lui est prescrit de donner, un état indiquant les sommes qu'il a reçues pour droits sur les ventes faites à l'encan et le nombre de licences qu'il a délivrées. 63 V., c. 12, s. 347.

Députés des percepteurs du revenu. **1308.** Du consentement et avec l'approbation du trésorier de la province, chaque percepteur du revenu peut se nommer un ou plusieurs députés pour remplir sa charge en vertu de la présente section ou de toute autre loi; tel député et le percepteur du revenu doivent prêter et souscrire le serment exigé par l'article 818, et en la manière qui y est prescrite. 63 V., c. 12, s. 348.

Vacance dans la charge de percepteur du revenu. **1309.** Dans le cas où une charge de percepteur du revenu de la province devient vacante, le trésorier de la province peut autoriser l'assistant de ce percepteur, ou tout autre officier du revenu, à agir temporairement comme percepteur du revenu de la province, dans tout district de revenu où cette vacance se produit, et à remplir tous les devoirs de la charge, y compris la continuation des poursuites pendantes à la date où cette vacance s'est produite, jusqu'à ce que le lieutenant-gouverneur en conseil ait rempli cette vacance. 63 V., c. 12, s. 348a; 6 Ed. VII, c. 9, s. 58.

Emoluments des percepteurs remplacés par un salaire. **1310.** Nonobstant les dispositions des articles 816, 988, 1030, 1167, 1168, 1187 et 1302, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplacer, par un salaire à être fixé par lui pour le temps et à l'égard des percepteurs du revenu qu'il désigne, les émoluments mentionnés dans les dits articles. 63 V., c. 12, s. 349.

Frais de voyage. **1311.** Un supplément de cent piastres par année peut être accordé par le lieutenant-gouverneur en conseil à tout percep-

teur du revenu pour ses frais de voyage, outre son traitement ordinaire. 63 V., c. 12, s. 350.

1312. Aucun officier du revenu nommé en vertu de la présente section ne peut être membre d'un conseil municipal pendant la durée de ses fonctions. 63 V., c. 12, s. 350a; 5 Ed. VII, c. 13, s. 59. Incompatibilité de certaines fonctions.

1313. Le trésorier de la province, chaque fois qu'il le trouve avantageux pour la meilleure administration et exécution des lois du revenu, peut, de temps en temps, aux frais de la province, faire préparer, imprimer et distribuer, dans les langues française et anglaise, ou dans l'une ou l'autre de ces langues, en tel nombre et de telle manière qu'il le juge convenable, des brochures contenant la présente section, et les lois ou parties de lois, ainsi que les règlements du lieutenant-gouverneur en conseil et instructions du département du Trésor, qui lui paraissent à propos. Brochures contenant les lois du revenu, etc.

Ces brochures sont censées imprimées pour l'utilité publique seulement, et rien de contenu en icelles ne doit prévaloir contre les textes de la loi régulièrement promulguée ou son intention ou interprétation. 63 V., c. 12, s. 351. Objet de ces brochures.

1314. Toute somme due à la couronne en vertu de la présente section est dette privilégiée, prenant rang immédiatement après les frais judiciaires. 63 V., c. 12, s. 352. Privilèges et rang de certaines créances de la couronne.

1315. Les formules contenues dans la cédule annexée à la présente section, laquelle cédule forme partie d'icelle, ou autres formules de même teneur, sont suffisantes pour les fins auxquelles elles sont destinées. 63 V., c. 12, s. 353. Formules.

FORMULES

A.—(Article 924)

Certificat pour obtenir une licence d'auberge ou de restaurant

Province de Québec, }
District de . }

Nous, soussignés, électeurs municipaux de la municipalité de , dans le comté de , certifions par les présentes que , de , dans le comté de , district de , qui désire obtenir une licence pour tenir à , est personnellement connu de chacun de nous; qu'il est honnête, sobre et jouit d'une bonne réputation, et est une personne convenable pour tenir une maison d'entretien public; que nous avons visité (ou connaissons) la maison et ses dépendances situées à , pour lesquelles la licence est demandée, et qu'il y tient des lits pour les voyageurs et des places pour les animaux, et les autres articles exigés par la loi. Nous certifions de plus qu'une maison d'entretien public est nécessaire à l'endroit où la dite maison est située.

Donné sous nos seings, à , le jour de
mil neuf cent .

(Signatures)

*Electeurs municipaux
de*

63 V., c. 12, formule A.

B.—(Article 925)

*Affidavit qui doit être fait par les personnes désirant obtenir
une licence pour tenir une maison ou un lieu
d'entretien public*

Province de Québec, }
District de . }

Je, , de , dans le comté de ,
dans le district de , désirant obtenir une
licence pour tenir situé à , après
serment prêté, déclare que j'ai qualité à tous égards suivant la
loi pour tenir une maison ou un lieu d'entretien public.

(Signature)

Assermenté devant moi, |
à , ce |
jour de , |
mil neuf cent , |

(Signature)

J. P. pour le district de

63 V., c. 12, formule B.

C.—(Article 930)

Confirmation du certificat

Le certificat précédent ayant été, ce jour, soumis au conseil
municipal de , et le dit conseil étant
régulièrement assemblé et ayant délibéré à ce sujet, confirme
le dit certificat en faveur de
y mentionné.

Signé à , ce jour de
mil neuf cent

P. Q., *maire*,
R. S., *secrétaire*.

63 V., c. 12, formule C.

D.—(Article 927)

Affidavit qui doit être fait par les personnes désirant obtenir une licence sans être obligées de produire un certificat d'électeurs

Province de Québec,)
Cité de .)

Je, soussigné, , de la cité de , dans le district de , désirant obtenir une licence pour tenir , situé à , dans la dite cité, après serment prêté, jure et dis que j'ai qualité à tous égards, suivant la loi, pour tenir tel , et que j'ai eu une licence pour tenir tel , pendant les douze derniers mois, que je me suis conformé à toutes les exigences de la loi des licences de Québec, applicables au local licencié, et que je n'ai été convaincu d'aucune infraction à cette loi, et j'ai signé.

(Signature)

Assermenté devant moi
à , ce
jour de
mil neuf cent

(Signature)

J. P. pour le district de

63 V., c. 12, formule D.

E.—(Articles 932, 939)

Confirmation du certificat

Le certificat qui précède nous ayant été soumis ce jour, conformément à la loi des licences de Québec, nous le confirmons par les présentes.

(Date)

(Signatures)

63 V., c. 12, formule E.

F.—(*Article 1112*)*Déclaration*

Province de Québec, {
 District de . }

Devant (*nom et désignation du juge*)

(*Nom du percepteur du revenu*), de (*nom de la cité, ville, canton ou paroisse*), dans le district de (*nom du district*), percepteur du revenu de la province pour le district de revenu de , au nom de Notre Souverain le Roi, poursuit (*nom du défendeur*), de la cité, (ville, canton ou paroisse) dans le district de ;

Attendu que (*nom du défendeur*), a, dans la cité (ville, canton ou paroisse) de , dans le district susdit, le , et à différentes reprises avant et depuis (*ici récitez succinctement l'offense*) contrairement au statut fait et pourvu en pareil cas ; par lequel et en vertu du dit statut le dit est devenu passible du paiement de la somme de ;

En conséquence le dit percepteur du revenu demande que jugement soit rendu contre le défendeur et qu'il soit condamné à payer la somme de pour la dite offense, avec les frais.

63 V., c. 12, formule F.

(*Signature*)

G.—(*Articles 1115, 1117*)*Sommation*

Province de Québec, {
 District de . }

A (*nom du défendeur*) de (*nom de la cité, ville, canton ou paroisse*), dans le district de (*nom du district*) :

Il vous est ordonné par les présentes de vous présenter et comparaître devant nous, soussignés, juges de paix (*ou magistrat ou selon le cas*) du dit district, à (*indiquez le lieu*), le jour de à heures de midi, pour répondre là et alors à la plainte portée contre vous par le percepteur du revenu (*ou selon le cas*) qui vous poursuit au nom de Sa Majesté, pour les motifs mentionnés dans la déclaration ci-annexée ; autrement jugement sera prononcé contre vous par défaut.

Donné sous notre (ou mon, *selon le cas*) seing et sceau, ce
jour de , en l'année de Notre Seigneur mil
neuf cent à , dans le district de
(Signature)

J. P.

Certificat de signification de la sommation

Je, soussigné, , certifie par les présentes,
sous mon serment d'office, que le jour de
, j'ai signifié la sommation ci-incluse et la déclara-
tion y annexée au défendeur y nommé à heures
de midi, en laissant une copie conforme et certi-
fiée de la dite sommation et de la dite déclaration au domicile
du dit défendeur, dans le , parlant à
, de , le jour de , 19 .
(Signature)

NOTE—Si la signification n'est pas faite par l'huissier, insérez :
" étant dûment assermenté, fait serment et certifie," au lieu de
" certifie par les présentes sous mon serment d'office," et après
la signature ajoutez : Assermenté devant moi, à
ce jour de , 19 .
(Signature)

63 V., c. 12, formule G.

H.—(Article 1117)

Condamnation

Province de Québec, l
District de . J

Qu'il soit notoire que le jour de mil neuf
cent , à (nom du lieu où la condamnation a été pronon-
cée) dans le dit district, (nom du défendeur) est trouvé coupable
par les soussignés juges de paix du dit district, (ou selon le cas) à
raison de ce que le dit (nom du défendeur) a (indiquez la contra-
vention qui motive la condamnation), et que (je ou nous) les dits
(nommez le magistrat ou les juges de paix) condamnons le dit
(nommez le défendeur) pour la dite contravention, à payer à titre
d'amende à , la somme de
et également à payer au dit , la somme de
pour ses frais.

Donné à , sous mon (ou notre, *selon le cas*) seing et
sceau, les jour et an ci-dessus mentionnés.

(Signature)

(Sceau ou sceaux).

J. P. (ou selon le cas)

63 V., c. 12, formule H.

I.—(Article 1117)

Mandat de saisie-exécution

Province de Québec, {
 District de . }

(*Nom du juge de paix*) écuier, l'un des juges de paix de Sa Majesté dans et pour le dit district de :
 A tout huissier ou constable dans ou pour le dit district :

Attendu que (*nom du défendeur*), de la paroisse de (*nom de la paroisse ou du canton*), dans le dit district, a été condamné devant deux des juges de paix de Sa Majesté pour le dit district (*ou selon le cas*), pour avoir (*indiquez la contravention*) et que le dit (*nom du défendeur*) a, en conséquence, été condamné par les dits à payer la somme de et en outre la somme de (*montant des frais accordés*) que moi, le dit juge de paix, ai condamné le dit (*défendeur*) à payer à (*nom de l'officier*), le percepteur du revenu (*ou selon le cas*), pour les frais par lui encourus pour obtenir la dite conviction ;

En conséquence, il vous est ordonné et vous êtes requis par les présentes, tous et chacun de vous, de saisir les meubles et effets du dit (*nom du défendeur*) partout où il pourra en être trouvé dans le dit district, et de prélever sur les biens et effets ainsi saisis la dite amende et les dits frais formant ensemble la somme de ; et, si la dite somme de , ainsi que les frais raisonnables de saisie et de garde, n'est pas payée dans le délai de quatre jours après la dite saisie faite par vous, alors vous vendrez les dits biens et effets ainsi saisis par vous comme susdit, et à même les deniers provenant de cette vente vous paierez la dite somme de au dit , le percepteur du revenu, (*ou selon le cas*) en remboursant le surplus au dit , déduction faite des frais raisonnables de saisie, garde et vente des objets saisis; et vous certifierez à ce que vous aurez fait en exécution du dit ordre, en lui faisant rapport. Et n'y manquez pas.

Donné sous mes seing et sceau, à ,
 dans le dit district, ce jour de
 mil neuf cent .

(Sceau)

(Signature)

J. P.

J.—(Article 1117)

*Ordre d'emprisonnement à défaut de meubles et d'effets
saisissables*

Province de Québec,)
 District de . }

de

de

, écuier, pour le district de :

A tous et chacun des huissiers, constables ou officiers de la
 paix dans et pour le district de , et au
 gardien de la prison commune dans le district de :

Attendu que , de la de , dans le
 district de , a été condamné le jour de
 , en l'année de Notre-Seigneur mil
 neuf cent , devant , écuier, pour le dis-
 trict de , pour avoir (*indiquez la contravention*) con-
 trairement à la loi, et que pour telle contravention il a été
 condamné à payer à , percepteur du revenu pour
 la division du district de
 , (*le plaignant*), la somme de
 comme amende pour être appliquée suivant la loi, et de plus la
 somme de pour les frais à cet égard ; et qu'à
 défaut de paiement immédiat de telle amende et des frais,
 il a été ordonné qu'ils soient prélevés par la saisie et la vente
 des biens et effets du dit ; et, qu'à défaut de meubles
 et effets ou dans le cas d'insuffisance, il a été ordonné que le
 dit soit emprisonné dans la prison commune à
 , dans le district susdit, pour une période
 de mois, à moins que les amendes, frais et dépens de
 la dite saisie et vente, de l'arrestation, de l'emprisonnement
 et du transport du dit à la dite prison commune
 ne soient plus tôt payés ;

Attendu que, subséquemment, le jour de
 en l'année susdite, j'ai adressé un mandat à tous et chacun des
 huissiers ou constables ou autres officiers de la paix du district
 de , leur commandant à tous et à chacun
 d'eux, de prélever la dite amende et les frais par saisie et vente
 des meubles et effets du dit , et attendu qu'il
 m'est démontré par le rapport du dit mandat, fait par le consta-
 ble qui était chargé de l'exécution d'icelui, que le dit consta-
 ble a fait des recherches diligentes pour trouver les meubles et
 effets du dit
 mais qu'il n'a pu en trouver suffisamment pour satisfaire à

l'amende et aux frais susdits (ou que les dits meubles et effets sont insuffisants pour payer le montant entier de l'amende et des frais);

A ces causes, nous vous commandons, les dits huissiers, constables ou officiers de la paix, ou chacun de vous, d'arrêter le dit [] et de le conduire en sûreté dans la prison commune, à []

[], dans le district de [], et de le livrer entre les mains du gardien, en même temps que cet ordre, et je vous commande, par les présentes, vous, le dit gardien de la dite prison commune, de recevoir le dit [], sous votre garde, dans la dite prison commune, et de l'y tenir emprisonné durant l'espace de [] mois, depuis la date de son arrivée à la prison, à moins que la dite amende et les frais et tous les dépens de la saisie et vente, de l'arrestation, de l'emprisonnement et du transport du dit [] à la dite prison commune, formant une somme additionnelle de [] ne soient plus tôt payés à vous, le dit gardien de la dite prison commune.

Et, pour ce faire, le présent ordre vous servira de justification suffisante.

Donné sous mes seing et sceau, à [], dans le dit district, ce [] jour de [], en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent [].

(Signature)

(Titre du magistrat)

[Sceau]

63 V., c. 12, formule J.

K.—(Article 1117)

Mandat d'emprisonnement en première instance

Province de Québec,)
District de []

A tous et chacun des huissiers, constables ou officiers de la paix, dans et pour le district de [], et au gardien de la prison commune dans le district de [] :

Attendu que (*nom du défendeur*), de
 , a été trouvé coupable, le
 jour de , en l'année de Notre Seigneur
 mil neuf cent , devant (*nommez et désignez le*
magistrat qui a rendu jugement), écuier, pour
 le district de , d'avoir (*mentionnez*
l'offense) contrairement à la loi, et pour telle offense, a été con-
 damné à payer immédiatement à , percepteur
 du revenu de la province pour le district de , (*le*
plaignant), la somme de , comme amende,
 pour être appliquée selon la loi, et de plus la somme de
 , pour ses frais dans cette
 cause ; et, à défaut de tel paiement étant fait comme susdit, à
 être emprisonné dans la prison commune à
 , dans le dit district pour une période de ,
 à moins que la dite amende et les dits frais ne soient plus
 tôt payés ;

Et attendu que le dit n'a pas payé la dite
 amende et les frais ;

Il vous est ordonné par les présentes, à vous, les dits huissiers,
 constables ou officiers de la paix, ou chacun de vous, de saisir le
 dit et de le conduire en
 sûreté à la prison commune à ,
 , dans le district de
 et alors de le livrer au gardien d'icelle, avec ce mandat.

Et je vous recommande, par les présentes, vous, le dit gar-
 dien de la dite prison commune, de recevoir le dit
 dans la dite prison commune, et là de l'emprisonner sous votre
 garde pour une période de , à moins que la dite
 amende et les dits frais, et tous les frais de l'arrestation, empri-
 sonnement et transport du dit
 à la dite prison commune, se montant à la somme additionnelle
 de
 ne soient plus tôt payés à vous le dit gardien de la dite prison
 commune.

Et pour ce faire, ceci sera un mandat suffisant.

Donné sous mes seing et sceau à
 dans le dit district, à , le jour de
 en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent .

[Sceau] (*Signature*) (*Titre du magistrat*)

I.—(*Article 1117*)

Condamnation ordonnant l'emprisonnement

Province de Québec,)
District de . (

Qu'il soit notoire que le jour de ,
en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent ,
à , dans le district de , (*nom, occu-*
pation du défendeur), de la de ,
dans le district susdit, a été convaincu devant le soussigné (*nom*
du magistrat) pour le district de , à
raison de ce que le dit , (*indiquez la contraven-*
tion), contrairement à la loi ;

Et moi, le dit _____, condamne le dit _____ pour la dite offense, à payer à _____, de la _____ de _____, dans le district susdit, percepteur du revenu du district de revenu de _____, (le plaignant) la somme de _____ à titre d'amende, pour être appliquée suivant la loi, et aussi à payer au dit _____, la somme de _____ pour ses frais encourus ;

Et attendu que le dit plaignant a fait choix et demande que le dit (*nom du défendeur*) soit emprisonné dans la prison commune, à _____, dans le dit district, pour une période de _____, à moins que la dite amende et les frais ne soient payés immédiatement ;

En conséquence, je condamne, à défaut de paiement immédiat des dites diverses sommes, le dit
à être emprisonné dans la prison commune de
, pour une période
de , à moins que les dites diverses sommes d'argent
et les dépens et frais d'arrestation, d'emprisonnement et de
transport du dit à la
prison commune ne soient plus tôt payés.

Donné sous mes seing et sceau, les jour et an ci-dessus mentionnés, à _____, dans le district de _____ susdit.

(Signature)

[Sceau]

(Titre du magistrat)

M.—(Article 1117)

Mandat de saisie-exécution

Province de Québec,)
 District de .)

de
 , écuier, de :
 A tous et chacun des huissiers, constables ou officiers de la
 paix, dans et pour le district de :

Attendu que (*nom du défendeur*) de , dans
 le district de , a été condamné le jour de
 , dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf
 cent , devant , écuier,
 pour le district de , pour avoir, (*indiquez la*
contravention) contrairement à la loi, et a été condamné pour
 telle offense à payer à , le percepteur du
 revenu pour le district de revenu de
 , (*le plaignant*), la somme de comme amende
 pour être appliquée selon la loi, et en outre la somme de
 pour ses
 frais dans cette cause: et, qu'à défaut de paiement immédiat de
 telle amende et des frais, il a été ordonné qu'ils soient prélevés
 par un mandat de saisie et vente des biens et effets du dit
 , et, qu'à défaut de tels biens et effets, ou dans le cas où ils
 seraient insuffisants, il a été ordonné que le dit
 soit emprisonné dans la prison commune du district
 de , pour une période de ,
 à moins que la dite amende et les frais, et les charges de telles
 saisie et vente et de l'arrestation, de l'emprisonnement et du
 transport du dit à la dite prison, ne soient
 plus tôt payés ;

Et attendu que le dit , ayant été requis de
 payer la dite amende et les frais, ne les paye pas maintenant ;

Il vous est ordonné, et vous êtes requis, par les présentes,
 tous et chacun de vous, de saisir les biens et effets du dit
 , partout où il pourra en être trouvé dans le dit dis-
 trict et de prélever sur les biens et effets ainsi saisis, la dite
 amende et les dits frais, formant en tout la somme de

Et si, dans le délai de quatre jours après telle saisie faite, la
 dite somme en dernier lieu mentionnée de

, avec les frais raisonnables de
 saisie et garde des dits biens et effets, n'est pas payée, alors
 vous vendrez les dits biens et effets, et, à même les deniers pro-
 venant de cette vente, vous paierez la somme de
 au dit percepteur du revenu, en rem-

boursant au dit le dit surplus, s'il y en a ; les frais raisonnables de saisie, garde et vente des dits biens et effets étant préalablement déduits sur icelle.

Et, si tels biens et effets appartenant au dit ne peuvent pas être trouvés, ou dans le cas où ils seraient insuffisants, vous me le certifierez, afin que d'autres procédures soient prises, suivant la loi et la justice.

Et vous certifierez, avec le rapport de ce mandat, ce que vous aurez fait en exécution du dit mandat. Et n'y manquez pas.

Donné sous mes seing et sceau, à , dans le district de , ce jour de , en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent .

[Sceau] (Signature) (Titre du magistrat)

63 V., c. 12, formule M.

N.—(Article 1117)

Condamnation ordonnant saisie

Province de Québec,)
District de . {

Qu'il soit notoire que le jour de
en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent
à , dans le district de ,
(nom, occupation du défendeur)
, de , dans le district susdit, est
trouvé coupable par le soussigné (nom du magistrat) magistrat
pour le district de à raison de ce que
le dit (indiquez l'offense) contrairement à
la loi;

Et moi, le dit , condamne le dit
, pour sa dite offense, à
payer à
dans le district susdit, percepteur du revenu pour le district de
revenu de ,
(le plaignant), la somme de comme
amende pour être appliquée selon la loi, et aussi à payer au
dit , la somme de
pour les frais de cette cause.

Et attendu que le dit demandeur a fait choix qu'il soit d'abord procédé contre (*nommez le défendeur*) par saisie, à défaut de paiement immédiat de telle amende et des frais, moi, le dit (*indiquez le nom*), ordonne et décrète, par les présentes, qu'à défaut de paiement immédiat de la dite amende et des frais, ils soient prélevés par un mandat de saisie et vente des biens et effets du dit

Et, à défaut de tels biens et effets, ou dans le cas où ils seraient insuffisants, j'ordonne que le dit soit emprisonné pour une période de dans la prison commune, à dans le district susdit, à moins que l'amende et les frais, les frais de saisie et de vente, de l'emprisonnement et du transport du dit à la prison commune ne soient plus tôt payés.

Donné sous mes seing et sceau à , dans le district de , les jour et an susdits.

(Signature)

[Sceau]

(Titre du magistrat)

63 V., c. 12, formule N.

SECTION XV

DE LA LOI DE TEMPÉRANCE

§ 1.—*Dispositions interprétatives*

Liqueurs enivrantes.

1316. Les mots "liqueur enivrante" ou "liqueurs enivrantes," toutes les fois qu'ils se rencontrent dans la présente section, signifient et comprennent toutes liqueurs spiritueuses ou de malt, tous vins et toutes mixtions de liqueurs ou breuvages enivrants. S. R. Q., 1094.

§ 2.—*Dispositions relatives aux prohibitions locales*

Tout conseil local ou de comté peut prohiber la vente des liqueurs enivrantes.

1317. Le conseil municipal de chaque comté, cité, ville, canton, paroisse ou village, constitués en corporation peut, en tout temps, en vertu de la présente section et en conformité de ses dispositions et limitations, faire un règlement pour prohiber la vente des liqueurs enivrantes et l'octroi de licences pour cet objet, dans les limites de la municipalité. S. R. Q., 1095. *

* Voir aussi Code municipal, articles 561-572.

1318. Ce règlement doit être rédigé et fait en la forme Forme du ordinaire, et ne doit contenir aucune autre disposition que la règlement. simple déclaration que la vente des liqueurs enivrantes et l'octroi de licences pour cet objet sont, par le règlement, prohibés dans les limites de la municipalité. S. R. Q., 1096.

1319. 1. Tout conseil municipal, en faisant tel règlement, Soumission peut ordonner qu'il soit soumis à l'approbation des électeurs d'icelui aux municipaux de la municipalité ; et, en tel cas, le règlement ne électeurs. peut être mis à effet, s'il n'est approuvé.

2. Trente, ou un plus grand nombre d'électeurs municipaux Trente élec- de chaque municipalité d'un comté, si le règlement s'applique teurs ou plus à un comté, peuvent, en tout temps, par requête dressée d'après peuvent de- la formule A ou autre formule au même effet, signée par eux mander que et délivrée en leur nom au greffier ou secrétaire-trésorier de la le règlement municipalité, exiger que tout règlement que le conseil d'icelle soit soumis. peut faire sous l'autorité et en exécution de la présente section, en tout temps, dans le cours de l'année à compter de la date de la requête pour prohiber la vente des liqueurs et l'octroi des licences, soit soumis à une approbation semblable ; et, en tel cas, ce règlement n'a d'effet qu'en autant qu'il a été approuvé. S. R. Q., 1097.

1320. 1. Trente, ou un plus grand nombre d'électeurs mu- Trente élec- nicipaux d'une cité, d'une ville, d'une paroisse, d'un village ou teurs peu- d'un canton, constitués en corporation, ayant les qualités vou- vent propo- lues, et dont le conseil n'a pas fait de règlement sous l'empire ser tel règle- et en exécution de la présente section, ou qui, après l'avoir fait, ment et de- l'a révoqué, ou dans lesquels tel règlement ayant été soumis à mander la l'approbation ou adoption, selon le cas, des électeurs, n'a pas votation été approuvé ni adopté, ou qui, après avoir été approuvé ou s'il sera adopté, a été révoqué, peuvent,—à toute époque, après deux adopté. années révolues depuis que le règlement a été désapprouvé ou non adopté, ou révoqué, par requête dressée d'après la formule B ou autre formule au même effet, signée par eux et délivrée en leur nom au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité,—demander qu'un règlement à cet effet soit soumis à l'adoption des électeurs de la municipalité, et exiger la votation pour décider si ces électeurs sont disposés ou non à l'adopter.

2. Le greffier ou secrétaire-trésorier, sur réception de cette Dépôt de requête, y endosse immédiatement un certificat revêtu de son leur requête. seing, constatant la date à laquelle la remise lui en a été faite, et il la dépose et la conserve parmi les archives du conseil de la municipalité. S. R. Q., 1098.

1321. 1. Après que le conseil a donné l'ordre de soumettre le Avis de la règlement aux électeurs, sur ou sans la requête mentionnée tenue de la

votation et dans le paragraphe 2 de l'article 1319, ou après que la requête
quand et où mentionnée dans l'article 1320, demandant l'adoption d'un
elle est tenue. règlement, a été reçue, le greffier ou le secrétaire-trésorier fait

immédiatement annoncer tel règlement ou telle requête pour l'adoption d'un règlement, en publiant ce règlement ou cette requête pendant quatre semaines consécutives, dans quelque journal publié hebdomadairement ou plus souvent dans la municipalité; ou s'il n'y a pas de journal ainsi publié dans la municipalité, dans un journal publié le plus près possible de la municipalité, et aussi en afficher des exemplaires dans au moins quatre lieux publics de la municipalité,—et si le règlement est pour un comté, alors dans au moins quatre lieux publics de chaque municipalité du comté, avec un avis revêtu de sa signature, énonçant qu'à un certain jour dans la semaine devant suivre immédiatement ces quatre semaines, à dix heures du matin, et à un endroit convenable,—ou, si le règlement concerne un comté, à des endroits convenables indiqués dans l'avis,—une assemblée des électeurs municipaux de la municipalité,—ou si le règlement concerne un comté, de chaque municipalité du comté,—aura lieu aux fins de tenir un bureau de votation dans le but de décider si le règlement doit être ou non approuvé ou adopté, selon le cas, par les électeurs ainsi réunis.

Si c'est pour un comté. 2. Si le règlement concerne un comté, la votation n'a pas lieu pour tout le comté à un seul endroit, mais elle a lieu dans chacune des municipalités respectives du comté.

Président. 3. A cette assemblée, le maire de la municipalité dans laquelle elle a lieu, ou, en son absence, tout autre membre du conseil municipal choisi par l'assemblée, ou, en l'absence de tels membres présents, tout électeur municipal choisi par l'assemblée, exerce la présidence et possède, pour la conservation de la paix publique, tous les pouvoirs conférés à la personne exerçant la présidence à toute élection municipale dans la province, et le greffier ou le secrétaire-trésorier de la municipalité y assiste avec les rôles de cotisation de la municipalité alors en vigueur, ou des copies certifiées de ces rôles; la seule procédure faite à cette assemblée est la tenue de la votation telle que signifiée dans l'avis.

Votes des électeurs. 4. Chaque électeur désirant voter se présente à son tour devant le président et vote par "oui" ou "non"—le mot "oui" signifiant qu'il vote en faveur du règlement, et le mot "non" qu'il vote contre; chaque vote donné est inscrit dans un registre de votation par le greffier ou secrétaire-trésorier, agissant comme greffier de bureau de votation, ou, en son absence, par la personne qui peut être chargée d'agir comme tel par le président; mais le vote d'aucune personne n'est inscrit à moins qu'il ne ressorte, des rôles de cotisation, qu'elle a les qualités légales comme électeur municipal, et qu'elle ne prête, si elle en est requise, le serment prescrit par l'article 315 du Code municipal.

Serment qu'ils prêtent.

Le greffier ou secrétaire-trésorier assiste avec les rôles de cotisation.

5. Si, en tout temps, après l'ouverture du bureau de vota- Clôture de la tion, il s'écoule une demi-heure sans qu'il soit offert de vote, il ^{votation.} peut être fermé.

6. A moins que, pour cette cause, le bureau de votation ne soit ^{Durée de la} fermé plus de bonne heure, il est tenu ouvert jusqu'à cinq heures ^{votation} de l'après-midi du jour où il a été ouvert et pas plus longtemps, ^{dans d'au-} s'il n'y a pas plus de quatre cents noms d'électeurs municipaux ^{tres cas.} ayant les qualités voulues inscrits sur les rôles de cotisation de la municipalité,—et jusqu'à la même heure le jour suivant, les jours de fête exceptés, s'il y a plus de quatre cents mais pas plus de huit cents de ces noms inscrits, et ainsi de suite, allouant un jour de plus pour chaque quatre cents noms additionnels.

7. Jusqu'à ce que la votation soit close aux termes de l'un ou ^{Ajournement} l'autre des paragraphes précédents, elle est ajournée chaque ^{de la vota-} jour, à cinq heures de l'après-midi jusqu'à dix heures du matin ^{tion.} du jour suivant, n'étant pas un jour de fête.

8. A la clôture du bureau de votation, le président compte ^{Les votes} les "oui" et les "non," constate et certifie sur le registre de ^{sont comp-} votation, le nombre de votes donnés pour et contre le règle- ^{tés; dépôt} ment; ce certificat est contresigné par le greffier du bureau de ^{du registre} votation, et le registre de votation contenant ce certificat est ^{de votation.} déposé entre les mains du greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité intéressée dans le règlement, et par lui gardé parmi les archives du conseil municipal.

9. Si le règlement concerne un comté, le préfet du comté, ^{Si le règle-} aussitôt que les livres de votation des différentes municipalités ^{ment est} y situées ont été ainsi déposés, compte et additionne, d'après ^{pour un} chaque registre de votation, le nombre total des "oui" et des ^{comté.} "non," dans toutes les municipalités constituant le comté, et en donne un certificat par écrit; ce certificat est contresigné par le greffier ou secrétaire-trésorier du comté, et déposé et gardé parmi les archives du conseil de comté avec les livres de votation.

10. S'il y a contre le règlement, la moitié ou plus des votes ^{La majorité} inscrits, il est réputé ne pas avoir été approuvé ou adopté. ^{décide.}

11. S'il y a en faveur du règlement plus de la moitié des votes ^{Idem.} inscrits, il est réputé avoir été approuvé ou adopté.

12. Il n'est pas nécessaire qu'un règlement, ainsi approuvé ^{Publication} ou adopté, soit publié comme dans le cas des règlements ordi- ^{ordinaire non} naires. ^{requis.}

13. Un règlement, ainsi approuvé ou adopté, peut être révo- ^{Règlement} qué par un règlement du conseil municipal de la municipalité ^{peut être} intéressée; mais le règlement de révocation doit être soumis à ^{abrogé.} l'approbation des électeurs en la manière et d'après les formalités prescrites par les paragraphes précédents, et ne peut prendre effet tant qu'il n'a pas été approuvé par la majorité des électeurs qui ont voté; si tel règlement de révocation, après avoir été soumis aux électeurs, n'est pas ainsi approuvé, nul autre règlement de même nature n'est soumis à la même appro-

bation dans le cours des deux années subséquentes. S. R. Q., 1099.

- Copie remise au percepteur du revenu.** **1322.** 1. Tout règlement passé sous l'empire et en exécution de la présente section, est communiqué au percepteur du revenu du district de revenu où se trouve la municipalité intéressée, en lui faisant remettre une copie sous le certificat du greffier ou secrétaire-trésorier.
- Certificat annexé.** 2. Lorsque le règlement a été approuvé par les électeurs, sur la soumission qui leur en a été faite par le conseil, en vertu de l'article 1319, il est annexé ou inscrit à la copie ainsi délivrée un certificat constatant le fait sous le seing du greffier ou secrétaire-trésorier, d'après la formule C ou autre formule au même effet.
- Copies certifiées font foi.** 3. Lorsque tel règlement a été adopté par les électeurs, une copie de la requête à cet effet, faite par eux en conformité de l'article 1320, certifiée par le greffier ou le secrétaire-trésorier, accompagnée d'un certificat sous son seing y annexé ou inscrit, constatant le fait qu'il a été adopté d'après la formule D ou autre formule au même effet, est réputée une copie dûment certifiée du règlement, pour toutes les fins pour lesquelles cette formule doit être délivrée, ainsi que pour toutes les autres fins de la présente section. S. R. Q., 1100.
- Copie au greffier de chaque municipalité.** **1323.** Tout tel règlement de comté est en même temps transmis au greffier ou secrétaire-trésorier de chaque municipalité du comté, qui en fait le dépôt dans les archives du conseil de la municipalité. S. R. Q., 1101.
- Entrée en vigueur du règlement.** **1324.** 1. A l'égard de la prohibition d'octroi de licences, chaque règlement entre en vigueur à compter du jour où il a été communiqué au percepteur du revenu; et, à l'égard de la prohibition de vente, chaque règlement,—si, le jour auquel il a été ainsi communiqué, quelque autre règlement est en vigueur dans la municipalité pour prohiber ou prévenir telle vente en vertu du Code municipal,—entre en vigueur de manière à révoquer tel autre règlement et à y être substitué à dater de ce jour; ou si, ce jour-là, il n'y a pas d'autre règlement en vigueur, il entre en vigueur le premier jour de mai; et tout tel règlement continue d'être en vigueur jusqu'au premier jour de mai suivant sa révocation.
- Durée.** 2. Si, à l'époque de l'entrée en vigueur d'un règlement de comté, passé en vertu et en exécution de la présente section, il existe un autre règlement en vigueur dans quelque municipalité formant partie de tel comté, et passé en vertu et en exécution de la dite section, l'opération du dernier de ces règlements est et reste suspendue tant que le règlement de comté est et reste en vigueur; mais s'il n'a pas été expressément révoqué et que le règlement du comté soit abrogé, il redevient en vigueur. S. R. Q., 1102.
- Si le règlement d'une municipalité locale est en vigueur.**

1325. Nul tel règlement n'est révoqué dans le cours d'une année révolue à compter du jour où il en a été donné communication au percepteur du revenu. S. R. Q., 1103.

Non révo-
cable avant
un certain
temps.

1326. 1. Les conseils municipaux de deux ou d'un plus grand nombre de municipalités voisines, dans lesquelles tel règlement est en vigueur, peuvent séparément, par un nouveau règlement, confirmer et ratifier mutuellement le règlement ou les règlements de l'autre ou des autres municipalités.

Municipali-
tés voisines
peuvent le
confirmer,
etc.

2. Le nouveau règlement ne doit pas contenir d'autre disposition que la simple déclaration que le règlement ou les règlements de la municipalité ou des municipalités voisines est ou sont confirmés et ratifiés, et il en est de la même manière donné communication au percepteur du revenu.

Formule de
confirma-
tion.
Communica-
tion au per-
cepteur du
revenu.

3. Ce nouveau règlement est soumis à l'approbation des électeurs en la manière et d'après les formalités prescrites par l'article 1321 ; et n'entre pas en vigueur avant d'avoir été approuvé par le vote de la majorité des électeurs.

Règlement
soumis aux
électeurs.

4. Nul règlement ainsi mutuellement confirmé et ratifié n'est ensuite révoqué, à moins que sa révocation ne soit également ratifiée et confirmée par les municipalités intéressées. S. R. Q., 1104.

Comment
révoqué.

1327. Nul règlement fait sous l'empire et en exécution de la présente section et adopté par les électeurs d'une municipalité, en vertu des articles 1320 et 1321, ne peut être infirmé par un tribunal à raison de défaut au fond ou à la forme, affectant tel règlement ou la requête faite en vertu des articles 1319 et 1320, son authenticité ou le nombre des signatures qu'elle porte, et la qualité des signataires, ou aucune procédure antérieure à la première publication de l'avis donné pour la tenue du bureau de votation, à moins d'incompatibilité avec la présente section. S. R. Q., 1105.

Défaut de
forme n'af-
fecte pas le
règlement.

1328. 1. Tous les devoirs imposés aux officiers municipaux par la présente section, sont remplis par ces officiers avec les mêmes pouvoirs et sous les mêmes peines et obligations que s'ils leur avaient été imposés par les dispositions du Code municipal.

Devoirs des
officiers mu-
nicipaux.

2. Toutes les dispositions du dit code pour la conservation de la paix et du bon ordre aux élections municipales, pour prévenir et punir les offenses commises à ces élections ou causées par telles élections, les frais d'icelles, le pouvoir de nommer et d'assermenter des constables spéciaux et de faire prêter serment aux électeurs ou d'en recevoir l'affirmation, le recours en cas d'interruption des procédures, et généralement toutes les dispositions du dit code affectant les dites élections municipales et s'y rattachant, ainsi qu'aux bureaux de votation et toutes choses s'y rapportant, s'appliquent à la tenue des bureaux de

Dispositions
du Code mu-
nicipal pour
l'observation
de l'ordre
aux élec-
tions, appli-
cables, etc.

votation en vertu de la présente section, ainsi qu'aux procédures, aux officiers et aux personnes qui y président ou y sont employées et à toutes choses qui s'y rapportent, comme si la votation avait lieu pour des élections réglées par les dispositions du dit code. S. R. Q., 1106.

FORMULES

A.—(Article 1319)

Requête à l'effet que le règlement soit soumis à l'adoption des électeurs

Les soussignés, électeurs municipaux ayant la qualité voulue, de (*indiquez la municipalité*), demandent, par les présentes, que tout règlement que le conseil municipal pourra passer en vertu et en exécution de la section quinzième du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, à aucune époque dans le cours d'une année de la présente date, soit soumis à l'approbation des électeurs municipaux de la dite municipalité.

En foi de quoi nous avons apposé nos seings aux présentes, à _____, ce _____ jour de _____, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent _____.
S. R. Q., 1106, formule A 1. (Signatures)

B.—(Article 1320)

Requête à l'effet qu'il soit tenu un bureau de votation relativement au règlement soumis à l'adoption des électeurs

Les soussignés, électeurs municipaux ayant la qualité voulue, de (*indiquer la municipalité*), demandent, par les présentes, qu'il soit tenu un bureau de votation, aux termes de la section quinzième du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, pour décider si les électeurs municipaux de la municipalité adopteront ou non, en vertu et en exécution de la dite section, le règlement suivant que nous soumettons, par les présentes, à leur adoption, savoir :

La vente de liqueurs enivrantes et l'émission de licences en conséquence sont, par le présent règlement, prohibées dans la (*description de la municipalité*), en vertu et en exécution de la section quinzième du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909.

En foi de quoi nous avons apposé nos seings aux présentes, à _____, ce _____ jour de _____, en l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent _____.
S. R. Q., 1106, formule A 2. (Signatures)

C.—(Article 1322)

Certificat constatant que le règlement est approuvé par les électeurs

Le règlement précédent du conseil municipal de (*désignez la municipalité*), ayant été, sur l'ordre du dit conseil municipal, soumis à l'approbation des électeurs municipaux de la dite (*désignez la municipalité*), a été par eux formellement approuvé aux termes de la section quinzisième du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909.

En foi de quoi j'ai apposé mon seing aux présentes, à
 , ce jour de , en l'année de Notre-
 Seigneur mil neuf cent
 S. R. Q., 1106, formule B 1.

(Signature)

D.—(Article 1322)

Certificat constatant que les électeurs municipaux ont adopté le règlement

Le règlement soumis dans la requête précédente à l'adoption des électeurs municipaux de la dite (*désignez la municipalité*), a été par eux formellement approuvé, aux termes de la section quinzisième du chapitre cinquième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909.

En foi de quoi j'ai aux présentes apposé mon seing, à
 , ce jour de , en l'année de
 Notre-Seigneur mil neuf cent

(Signature)

S. R. Q., 1106, formule B 2.

SECTION XVI

DE LA FERMETURE DES AUBERGES

1329. Toute personne autorisée à vendre, et quiconque vend en détail en quantités moindres qu'une chopine, mesure impériale, dans une cité, une ville ou un village quelconque, des liqueurs enivrantes, du vin, de la bière ou des liqueurs de tempérance, doit fermer la maison ou le bâtiment dans lequel elle vend ou fait vendre ou permet de vendre ces liqueurs, tous les jours et chacun des jours de la semaine, depuis minuit jusqu'à cinq heures du matin, et durant toute la journée de tout et chaque dimanche de l'année.

Pénalité. Quiconque est trouvé coupable d'une infraction au présent article est passible d'une amende d'au moins trente piastres et n'excédant pas soixante-quinze piastres avec les frais, et, à défaut de paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois dans la prison commune du district où la contravention a eu lieu. S. R. Q., 1107 ; 9 Ed. VII, c. 19, s. 1.

Pouvoir des corporations municipales de poursuivre les contrevenants. **1330.** Toute corporation municipale a droit de poursuivre les personnes, sociétés ou corporations contrevenant à l'article 1329 devant la Cour de circuit, la Cour du recorder, ou la Cour de police ou devant deux juges de paix dans les limites du district dans lequel l'offense ou la contravention a été commise. S. R. Q., 1108 ; 9 Ed. VII, c. 19, s. 2.

Emploi des amendes. **1331.** Les amendes imposées pour contravention à l'article 1329, dans les poursuites intentées en vertu des dispositions de l'article 1330, sont employées de la manière suivante :

Si le plein montant de l'amende et des frais est prélevé, une moitié de l'amende appartient à la municipalité, avec l'obligation de remettre une moitié de cette moitié au dénonciateur, et la balance est remise au trésorier de la province pour former partie du fonds consolidé du revenu de la province.

Si le montant total de l'amende et des frais n'est pas prélevé, le montant perçu est employé, d'abord, au paiement des frais et la balance est divisée de la manière et dans les proportions indiquées dans le deuxième alinéa du présent article. S. R. Q., 1109 ; 7 Ed. VII, c. 12, s. 1.

Bref de certiorari, etc. **1332.** Il est défendu d'émettre, dans aucun cas de condamnation pour infraction à la présente section, un bref de *certiorari*, et nul appel n'est permis à moins que la partie condamnée qui le demande, n'ait d'abord déposé entre les mains du greffier du tribunal, le montant de l'amende et des frais, et aucune procédure faite en vertu de tel bref de *certiorari* ou de tel appel ne doit suspendre la mise à effet de la condamnation. S. R. Q., 1110.

Loi non applicable à certaines personnes dans certains cas. **1333.** La présente section ne s'applique, en aucun cas, aux hôteliers et aux propriétaires de maisons pour le logement et l'entretien des voyageurs, ayant licence pour la vente des liqueurs enivrantes, du vin, de la bière ou des liqueurs de tempérance en quantité moindre qu'une chopine, mesure impériale, lesquels sont autorisés à vendre ou à fournir ces liqueurs à toute heure, chaque jour de l'année, les dimanches compris, à leurs pensionnaires *bona fide*, ou aux voyageurs séjournant dans ces hôtels, — et les dimanches, dans les chambres de ces pensionnaires ou voyageurs, ou dans les salles à dîner de ces hôtels seulement, et pas ailleurs.

Les jours de la semaine, aucune des susdites liqueurs ne doit être vendue ou livrée à la buvette de ces hôtels, à quelque personne que ce soit pendant les heures interdites par l'article 1329, sous peine de l'amende qui y est décrétée.

Les dimanches, les buvettes doivent être complètement fermées conformément au dit article. S. R. Q., 1111.

SECTION XVII

DE LA VENTE DE LIQUEURS ENIVRANTES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS

1334. 1. Nul ne peut trafiquer, échanger, procurer ou vendre, d'une manière quelconque, directement ou indirectement, à qui que ce soit, des liqueurs enivrantes, ni exposer, garder ou avoir en sa possession, pour les vendre, trafiquer ou échanger, des liqueurs enivrantes, en aucun lieu non compris dans les limites d'une cité, d'une ville ou d'un village, et dans un rayon de trois milles de la ligne de tout chemin de fer, canal ou autres travaux publics en voie de construction, que les travaux soient construits par le gouvernement de cette province, par une compagnie constituée en corporation, ou par entreprise privée.

2. Aucune personne ne peut obtenir ni recevoir une licence pour vendre des liqueurs enivrantes en aucun tel lieu; et, si cette licence lui a été accordée, elle est nulle.

3. S'il s'élève, en aucun temps, des doutes sur la question de savoir si l'un des travaux alors en voie de construction tombe ou ne tombe point sous le coup de la présente section, le lieutenant-gouverneur, s'il le juge à propos, peut déclarer, par proclamation, que les dits travaux tombent sous l'opération de la présente section, et que la prohibition comprise dans icelle section s'applique à toute place éloignée de moins de trois milles de la ligne d'iceux, laquelle ligne peut être décrite et définie dans telle proclamation.

La déclaration contenue dans la proclamation a le même effet que si elle était contenue dans la présente section, et la prohibition s'applique en conséquence.

4. Rien dans cette déclaration ne doit être interprété comme étant une déclaration que les travaux ou quelque partie d'iceux ne tombaient point sous l'opération de la présente section avant la publication de la proclamation; mais la question doit être décidée comme si la proclamation n'avait pas été publiée.

5. La présente section ne s'étend à aucune personne vendant des liqueurs enivrantes en gros et ne les détaillant point, si cette personne est un distillateur ou brasseur autorisé. S. R. Q., 1112.

1335. 1. Quiconque, en contravention avec la présente section, par lui-même, son commis, serviteur ou agent, expose ou garde en vente, ou trafique, vend, cède ou échange pour toute autre matière ou chose, à toute autre personne, quelque liqueur enivrante que ce soit, est passible d'une amende de

Défense de
vendre des
liqueurs
enivrantes
dans un cer-
tain rayon
des travaux
publics en
voie de
construction.

Nullité de la
licence.

Lieut.-gou-
verneur peut
déclarer tels
travaux sous
l'opération
de la loi.

Effet de la
déclaration.

Interpréta-
tion.

Restriction.

Pénalité
pour con-
travention à
cette section.

vingt piastres pour la première condamnation, de quarante piastres pour la seconde, et du montant de cette dernière amende avec emprisonnement pour une période de pas plus de six mois pour la troisième et chaque condamnation subséquente.

A qui payée. L'amende est payée au greffier ou secrétaire-trésorier de la municipalité dans laquelle il est prouvé que l'offense a été commise, pour l'usage de la municipalité, et pour être employée à telles fins publiques que le conseil de la municipalité peut ordonner.

Emprisonnement à défaut de paiement. 2. A défaut de paiement des amendes et des frais imposés en vertu de la présente section, avec les frais de poursuite dus lors de la condamnation, le contrevenant est emprisonné jusqu'au paiement d'iceux, en vertu d'un mandat du juge de paix, ou du préfet, maire, magistrat de police, recorder ou juge devant lequel la condamnation a été obtenue ; mais nul ne doit être emprisonné pour chaque condamnation durant plus de six mois.

Agent punissable comme principal. 3. Si un commis, serviteur ou agent ou autre personne à l'emploi ou dans l'établissement d'un autre, vend, trafique ou échange ou aide à vendre, trafiquer ou échanger quelque liqueur enivrante en contravention avec la présente section, pour la personne au service ou dans l'établissement de laquelle il se trouve, il est censé coupable au même degré que le principal, et passible de la même pénalité. S. R. Q., 1113.

Qui entend et décide les causes en vertu de cette section. **1336.** Tout juge de paix, ou maire d'un canton, d'un village ou autre municipalité, tout magistrat de police, tout recorder d'une cité ou ville, ou tout juge présidant une Cour de circuit, entend et décide sommairement toute action intentée dans sa juridiction en vertu de la présente section.

Plaignant, est témoin. Quiconque porte une plainte contre un contrevenant à la présente section ou à quelque partie d'icelle, devant tel juge de paix, maire, magistrat de police, recorder ou juge, peut être admis comme témoin.

Quand défendeur ne recouvre pas de frais. Si le juge de paix, le maire, le magistrat de police, le recorder ou le juge, devant lequel le procès a lieu, l'ordonne ainsi, comme il peut le faire s'il pense qu'il y a cause raisonnable de poursuite, le défendeur ne recouvre point les frais, bien que la poursuite ait été renvoyée. S. R. Q., 1114.

Conditions auxquelles un appel est permis. **1337. 1.** Nul appel n'est accordé à une personne contre laquelle plainte a été portée ou condamnation obtenue en vertu de la présente section, à moins qu'elle ne donne un cautionnement ou une obligation, au profit de la municipalité dans laquelle l'offense est déclarée avoir été commise, en la somme de cent piastres, solidairement avec deux bonnes et valables cautions de poursuivre son appel, et de payer les frais, amendes et pénalités qui pourraient être prononcés contre elle lors de la décision finale de la cause.

2. Nul cautionnement ou obligation n'est reçu si ce n'est par le juge de paix, le maire, le magistrat de police, le recorder ou le juge, devant lequel la plainte a été portée ou l'offense jugée, et les cautions sont par lui approuvées. Cautionnement d'appel, par qui reçu, etc.

3. Si l'appel est renvoyé, le cautionnement ou l'obligation est absolu et le montant devient une dette due à la municipalité dans laquelle l'offense a été commise, recouvrable par action, par et au nom de la municipalité, et il est du devoir du secrétaire-trésorier, greffier ou trésorier de la municipalité, d'en poursuivre le recouvrement; les deniers sont employés de la même manière que les amendes ci-dessus mentionnées. Si l'appel est renvoyé.

4. Si le cautionnement ou l'obligation mentionné dans le présent article n'est pas donné avant ou dans les trois jours après la condamnation ou le jugement, l'appel n'est pas accordé. Quand appel n'est pas accordé. S. R. Q., 1115.

1338. 1. Si trois personnes, étant électeurs ou ayant droit de voter à une élection municipale de la municipalité dans laquelle plainte est portée, jurent ou affirment, suivant le cas, devant un juge de paix, un maire, un magistrat de police, un recorder ou un juge de la Cour supérieure, qu'elles ont raison de croire, et qu'elles croient que des liqueurs enivrantes destinées à être vendues ou échangées en contravention avec la présente section sont gardées ou déposées dans un bateau à vapeur ou autre vaisseau, ou dans une voiture ou un véhicule, ou dans un magasin, une boutique, un dépôt ou autre bâtiment ou endroit dans la municipalité, ou sur une rivière, un lac ou une étendue d'eau contiguë en tout lieu dans les limites duquel il est défendu par la présente section de vendre ou échanger, ou garder pour vendre ou échanger ces liqueurs enivrantes, tel juge de paix, maire, magistrat de police, recorder ou juge, émet un mandat de recherche adressé à un shérif, officier de police, huissier ou constable, qui procède immédiatement à faire des recherches dans le bateau à vapeur, le vaisseau ou les endroits désignés dans le mandat; s'il est trouvé quelque liqueur enivrante dans tels endroits, il la saisit ainsi que les barils, futailles ou autres vaisseaux dans lesquels elle est contenue, les transporte en quelque lieu sûr et les y garde jusqu'à décision finale à cet égard. Recherches autorisées dans certains cas.

Il ne doit pas être fait de recherches dans une maison dans laquelle, ou dans la partie de laquelle il n'est point tenu une buvette ou boutique, à moins que l'un des plaignants au moins ne constate sous serment, le fait d'une vente de liqueurs enivrantes, faite dans cette maison, en contravention avec la présente section, dans le cours d'un mois avant la date de la plainte. Saisie des liqueurs, s'il en est trouvé.

2. Le propriétaire ou détenteur de la liqueur saisie, s'il est connu de l'officier qui fait cette saisie, est assigné immédiatement devant le juge de paix ou la personne en vertu du mandat de qui la liqueur a été saisie. Résidences privées ne sont visitées que dans certains cas.

Assignation du propriétaire des liqueurs trouvées.

Destruction des liqueurs gardées contrairement à la loi. S'il ne comparait point, et s'il est prouvé, à la satisfaction de la personne ou du juge de paix qui a émis le mandat, que cette liqueur était destinée à être vendue ou échangée en contravention avec la présente section, elle est déclarée confisquée avec les vaisseaux qui la contiennent,—et est détruite en vertu d'un ordre par écrit du juge de paix, ou du maire, ou du magistrat de police, ou du recorder ou du juge, en sa présence, ou en la présence de quelque personne nommée par lui pour être témoin de la destruction et qui se joint à l'officier par qui la liqueur a été détruite pour constater le fait sur le dos de l'ordre en vertu duquel cette destruction a été effectuée.

Amende. Le propriétaire ou détenteur de cette liqueur doit payer une amende de quarante piastres et les frais, et, à défaut de ce faire, être emprisonné pendant trois mois. S. R. Q., 1116.

Mode de procéder si le propriétaire est inconnu, etc. **1339.** 1. Si le propriétaire, détenteur ou possesseur de la liqueur saisie en vertu de la présente section, n'est pas connu de l'officier qui la saisit, cette liqueur n'est point confisquée et détruite, avant que la saisie avec l'indication du nombre et la description des vaisseaux, faites aussi correctement que possible, ait été annoncée pendant deux semaines, en affichant un avis écrit ou imprimé et la description d'iceux dans trois endroits publics au moins.

Liqueur qui n'est pas destinée à être vendue, etc. 2. S'il est prouvé, dans ces deux semaines, à la satisfaction du juge de paix, du maire, du magistrat de police, du recorder ou du juge, par l'autorité duquel la liqueur a été saisie, qu'elle n'était pas destinée à être vendue ou échangée en contravention avec la présente section, elle n'est pas détruite, mais elle est remise au propriétaire, qui donne son reçu écrit sur le dos du mandat, lequel est remis au juge de paix ou à la personne qui l'a émis; mais si, après l'annonce comme susdit, il appert à tel juge de paix, maire, magistrat de police, recorder ou juge, que la liqueur était destinée à être vendue ou échangée en contravention avec la présente section, telle liqueur et les vaisseaux dans lesquels elle était contenue, sont confisqués, condamnés et détruits. S. R. Q., 1117.

Confiscation et destruction des liqueurs destinées à la vente.

Vente de liqueur en contravention avec la loi. **1340.** Tout paiement ou compensation pour liqueur vendue ou échangée en contravention avec la présente section, soit en argent ou en valeur pécuniaire, soit en travail ou en valeur de quelque espèce que ce soit, est considéré avoir été reçu sans considération et contre la loi; et le montant de la valeur peut être recouvré de la personne qui l'a reçu par la partie qui l'a fait, payé ou fourni.

Ventes, transferts, etc., nuls. Les ventes, transferts, transports, gages et garanties de toute espèce, donnés en tout ou en partie pour ou à compte de liqueurs enivrantes vendues ou échangées en contravention avec la présente section, sont absolument nuls et de nul effet, à l'encontre de toutes personnes; et, dans tous les cas, il n'est acquis

par là aucun droit quelconque, et nulle action de quelque nature que ce soit n'est maintenue en tout ou en partie pour liqueurs enivrantes vendues ou échangées en contravention avec la présente section. S. R. Q., 1118.

1341. 1. Tout juge de paix, magistrat de police, recorder ou juge, autorisé à entendre et juger les contraventions à la présente section, peut assigner quiconque lui est représenté comme un témoin essentiel à la preuve de toute contravention, et si telle personne refuse ou néglige de se présenter, en conformité de telle assignation, le juge de paix ou autre personne autorisée à juger la contravention, peut émettre son mandat pour l'arrestation de la personne ainsi assignée;—telle personne est amenée devant le juge de paix ou la personne émettant le mandat; et si elle refuse de prêter serment ou affirmation, ou de répondre à quelque question touchant la matière qui fait le sujet de l'investigation, elle peut être incarcérée dans la prison commune et détenue jusqu'à ce qu'elle consente à être assermentée, ou à affirmer et répondre. Témoins
contraints de
comparaître
dans certains
cas.

2. Toute disposition légale pour la protection des juges de paix dans l'accomplissement de leurs fonctions, ou pour faciliter les procédures faites par eux ou devant eux, dans les matières concernant les ordres et convictions sommaires, s'applique, en autant qu'elle n'est pas incompatible avec la présente section, à chacun des fonctionnaires mentionnés dans icelle, ou autorisés à juger les personnes contrevenant à la dite section; et tel fonctionnaire est censé être juge de paix dans le sens de toute telle loi, qu'il soit ou ne soit pas juge de paix pour d'autres fins. S. R. Q., 1119. Dispositions
pour la pro-
tection des
juges de paix,
applicables à
certains
fonctionnai-
res en vertu
de cette sec-
tion.

1342. Chaque fois que jugement est rendu pour des dépens, les honoraires pour l'exécution de tel jugement sont compris. S. R. Q., 1120. Frais d'exé-
cution.

1343. Les dépens, sur l'appel, et pour toute autre procédure faite en vertu de la présente section devant un juge de paix ou autre fonctionnaire, sont les mêmes que ceux qui sont alloués par la loi pour les procédures de même nature;—et dans les actions et procédures intentées devant la Cour supérieure, les dépens sont les mêmes que ceux qui sont ordinairement alloués devant ce tribunal. S. R. Q., 1121. Dépens.

1344. Les actions, procédures, mandats, jugements, ordres ou autres instruments ou écrits autorisés par la présente section ou nécessaires pour mettre à exécution ses dispositions, ne sont pas censés nuls ou mis à néant pour défaut de forme. S. R. Q., 1122. Défaut de
forme n'in-
valide pas
l'action ou la
procédure.

SECTION XVIII

DES TAXES SUR LES CORPORATIONS, COMPAGNIES, SOCIÉTÉS, PERSONNES, RAISONS SOCIALES ET ASSOCIATIONS COMMERCIALES

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

Taxes imposées sur certaines corporations et compagnies.

1345. Afin de pourvoir aux besoins du service public, chacune des corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales ou associations suivantes faisant des affaires en cette province en son nom ou par un agent, savoir :

1. Toute compagnie constituée en corporation y faisant quelque entreprise, commerce ou affaires ;

2. Chacune des compagnies suivantes, qu'elle soit ou non constituée en corporation :

Toute banque y faisant des affaires de banque ;

Toute compagnie d'assurance y acceptant des risques et y faisant des affaires d'assurance ;

Toute compagnie de prêts y faisant des prêts ;

Toute compagnie de navigation ou de bateaux à vapeur, société ou association possédant, exploitant ou naviguant un ou des bateaux à vapeur ou vaisseaux entre une place en cette province et une autre place en cette province, ou en une autre province ou en un autre pays, ou tout agent de toute telle compagnie, société ou association ;

Toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie y exploitant une ligne de télégraphe à l'usage du public ;

Toute compagnie de téléphone y exploitant une ligne de téléphone ;

Toute compagnie d'express, société ou association, étrangère à la province, y faisant les affaires de messagerie et de transport, ainsi que les affaires qui s'y rattachent ;

Toute compagnie de chemin de fer urbain ou de tramway y exploitant une ligne de chemin de fer urbain ou de tramway ;

Toute compagnie de chemin de fer y exploitant un chemin de fer ou une partie d'un chemin de fer ;

Toute compagnie, raison sociale, société ou association louant des wagons-dortoirs ou des wagons-salons, ou dont les wagons-dortoirs ou wagons-salons circulent sur la ligne ou sont à l'usage d'une compagnie ou de compagnies de chemin de fer, dans les limites de la province ;

Toute compagnie de fidéicommis y faisant des affaires ;

3. Toute société, association, raison sociale ou personne, dont le bureau principal ou lieu principal d'affaires est en dehors du Canada et qui ne tombent pas sous le coup du paragraphe 2 du présent article ;—

Doivent payer annuellement les diverses taxes mentionnées et spécifiées dans l'article 1347, lesquelles taxes sont imposées sur chacune de ces corporations et compagnies commerciales et personnes ou sur chacune de ces sociétés, associations, raisons

sociales ou agents, respectivement. S. R. Q., 1143 ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1 ; 7 Ed. VII, c. 13, s. 1.

1346. Dans la présente section, les mots et expressions qui suivent ont le sens, la signification et l'application indiqués dans le présent article :

L'expression "compagnie constituée en corporation" ne comprend pas les compagnies qui publient des papiers-nouvelles ou des recueils périodiques,—les sociétés ou établissements de fabrication de beurre ou de fromage, ou des deux, établis en vertu de la section quatrième du chapitre quatrième du titre onzième des présents Statuts refondus, (articles 7175-7185)—la société d'industrie laitière de la province de Québec, formée en vertu de la section onzième du chapitre septième du titre quatrième des dits statuts (articles 1958-1970),—les compagnies d'assurance mutuelle reconnues ou établies en vertu de la section vingt-deuxième du chapitre troisième du titre onzième des dits statuts (articles 6832-7069), sauf lorsque ces compagnies prennent des risques à primes fixes ou au comptant, —les compagnies constituées en corporation pour la construction et le maintien des ponts de péage,—ni les sociétés ou compagnies constituées en corporation pour des fins de drainage, d'agriculture ou de colonisation ;

Le mot "banque" comprend les banques d'épargnes ;

L'expression "compagnie d'assurance" comprend les compagnies d'assurance sur la vie, contre l'incendie, contre les risques de navigation sur mer ou sur les eaux intérieures, contre les accidents et les maladies, sur la santé, sur les bestiaux, les glaces et les chaudières, contre le vol avec effraction, les compagnies d'assurance d'identité, de garantie et de responsabilité des patrons et tout autre genre de compagnies ou associations d'assurance émettant des polices en leur propre nom ou par l'entremise d'un agent ou courtier, d'après le système de cotisation ou autre, mais ne comprend pas les compagnies d'assurance mutuelle reconnues par les, ou établies en vertu de la vingt-deuxième section du chapitre troisième du titre onzième des présents Statuts refondus (articles 6832-7069), au sujet des polices émises et des primes reçues par ces compagnies en vertu d'un système de billets de prime et de cotisation ;

Le mot "prime" comprend toute somme payable pour assurance, et comprend la première prime payable sur une police d'assurance, ainsi que les primes annuelles et autres payables subséquemment, pour renouvellement ou autrement ; et les mots "prime brute" en autant que toutes les compagnies d'assurance, à l'exception des compagnies d'assurance sur la vie, sont concernées, signifient telles primes, déduction faite des primes remises et des cancellations ;

L'expression "compagnie de prêts" comprend les sociétés de construction, mais ne comprend pas les sociétés de cons-

Interprétation de certaines expressions :

"Compagnie constituée en corporation" ;

"Banque" ;

"Compagnie d'assurance" ;

"Prime" ;

"Compagnie de prêts" ;

truction mutuelles qui n'ont pas de capital fixe, qui ne prêtent pas au public, mais seulement à leurs membres, qui ne prêtent pas à intérêt, qui ne prélèvent aucun intérêt sur leurs membres, et dont les membres ne reçoivent aucun dividende, ni les compagnies de fidéicommissaires faisant affaires comme compagnies de prêts :

" Compagnie de fidéicommissaires " ;

L'expression " compagnie de fidéicommissaires " signifie et comprend les compagnies connues ordinairement sous le nom de compagnies de fidéicommissaires, ou les compagnies de fidéicommissaires et de dépôts de sûreté, ou les compagnies de prêts et de dépôts de sûreté, ou les compagnies de dépôts de sûreté ;

" Bureau principal ".

L'expression " bureau principal " signifie bureau ou place d'affaires le plus important, dans la province, de toute corporation ou compagnie commerciale. S. R. Q., 1144; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

§ 2.—Du montant des taxes annuelles imposées

Montant de ces taxes :

1347. Les taxes annuelles imposées sur les corporations et compagnies commerciales, sociétés, associations, personnes et agents mentionnés dans l'article 1345, et payables par eux, sont comme suit :

I. — SUR LES COMPAGNIES CONSTITUÉES EN CORPORATION

Sur les compagnies constituées en corporation;

a. Un huitième d'un pour cent sur le montant du capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et cinquante piastres par cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toute somme au-dessus d'un million de piastres ;

Taxe additionnelle;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque place d'affaires, manufacture ou atelier dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres pour chaque place d'affaires, fabrique ou atelier dans tout autre endroit ;

Taxes sur chemins de fer tenant des hôtels.

c. Pour toute compagnie de chemin de fer tenant un ou plusieurs hôtels dans la province, sur le montant de son capital payé, employé à l'exploitation de ces hôtels, la taxe imposée par le paragraphe a de la division I du présent article et aussi la taxe additionnelle imposée par le paragraphe b de la même division.

Réduction peut être accordée.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies constituées en corporation, visées par la présente division, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croit juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province, ou lorsque leur principal bureau étant dans les limites de la province, elles n'y emploient qu'une partie de leur capital versé, et que leurs manufactures ou autres établissements, qui représentent la plus grande partie de leur capital, sont situés en dehors des

limites de la province; mais la taxe exigée ne doit jamais être de moins de cinquante piastres. S. R. Q., 1145, § 1; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1; 7 Ed. VII, c. 13, s. 2.

II.—SUR LES BANQUES

a. Cent piastres pour chaque cent mille piastres du capital ^{Sur les ban-} versé jusqu'à un million inclusivement, et cinquante piastres ^{ques;} sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres de capital versé, au-dessus d'un million de piastres;

b. Sur chaque bureau principal ou principale place d'affaires ^{Taxe addi-} dans chacune des cités de Montréal et de Québec, deux cents ^{tionnelle;} piastres; sur tout autre bureau ou place d'affaires dans chacune des dites cités, cent cinquante piastres; sur chaque bureau ou place d'affaires en tout autre endroit, trente piastres. S. R. Q., 1145, § 11; 6 Ed. VII. c. 10, s. 1.

III.—SUR LES COMPAGNIES D'ASSURANCE

a. Sauf les dispositions édictées en l'article 1346 au sujet ^{Sur compa-} des primes reçues sous le système des billets de dépôt et le ^{gnies d'assu-} cas des compagnies d'assurance maritime, sur toute compa- ^{rances;} gnie d'assurance sur la vie faisant affaires dans cette province, une taxe d'un et trois quarts pour cent, et sur toute autre compagnie d'assurance, une taxe d'un pour cent; la dite taxe à être calculée, dans chaque cas, sur le montant brut des primes, tant devenues dues que reçues pour les assurances principales ou les réassurances contractées ou renouvelées par telle compagnie dans la province, pendant l'année de calendrier précédente, pourvu qu'en aucun cas, excepté pour les compagnies d'assurance mutuelle constituées en corporation en vertu de toute loi de cette province, la dite taxe ne soit pas moins de quatre cents piastres, dans le cas de compagnies d'assurance sur la vie, et de deux cent cinquante piastres dans le cas de toute autre compagnie d'assurance; mais pour les compagnies d'assurance mutuelle contre le feu qui reçoivent des primes en argent, la taxe est calculée sur les primes brutes reçues en argent pour les assurances prises dans la province, par la compagnie, pendant l'année de calendrier précédente, soit pour de nouvelles polices émises, soit pour des renouvellements, d'après le système de primes au comptant, pourvu toujours que, lorsqu'il semblera paraître que des compagnies constituées en corporation en cette province sont sujettes à une taxe différente dans toute autre province, état ou contrée, il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'augmenter la taxe sur les compagnies constituées en corporation dans telle province, état ou contrée, faisant affaires en cette province, jusqu'à un montant égal à la taxe différente susdite;

b. Les sommes minimums fixées dans le paragraphe a de la ^{Montant du} division III du présent article sont respectivement le montant ^{premier paie-} ment;

du premier paiement de la taxe qui peut être exigée, en vertu des dispositions de l'article 1348, de toute compagnie d'assurance commençant à faire affaires en cette province ;

Base de la
taxe;

c. Les compagnies d'assurance qui reçoivent ainsi des primes sur des polices sur la vie émises en faveur d'une personne domiciliée dans cette province ou sur des polices contre le feu ou autres polices, concernant une propriété située dans cette province, doivent payer la taxe sur le montant total de ces primes, de l'assurance primitive ou de la réassurance. Toutefois, dans le cas de réassurance, la compagnie principale est exemptée de la taxe imposée par la présente section sur la partie de la prime payée à la compagnie réassureur, si cette dernière fait affaires dans cette province, et, si la compagnie réassureur n'y fait pas affaires, la compagnie principale est tenue de payer la taxe sur le montant total de la prime ;

Assurance
maritime;

d. Dans le cas d'assurance maritime, sur toute personne, société ou compagnie faisant le commerce d'assurance maritime, comme principal, agent ou courtier, une taxe de deux cent cinquante piastres pour tel commerce ;

Déclaration
envoyée au
trésorier de
la province,
au sujet des
assurances
effectuées.

e. Toute personne, société ou corporation, et tout officier ou agent, ou employé de toute telle personne, société ou corporation, ayant une connaissance véritable des faits, accordant une assurance sur toute propriété, mobilière ou immobilière, située dans la province ou décrite dans toute police, reçu temporaire ou document d'assurance, comme située dans quelque partie de la dite province, dans toute compagnie étrangère à la province, qui n'a pas de bureau ou de place d'affaires dans la province, doit, tout de suite et pas plus tard qu'un mois après l'exécution de toute telle assurance ou du reçu de toute telle police, reçu temporaire ou documents d'assurance émis par ou au nom de cette compagnie, à partir du document en premier lieu reçu, donner avis par écrit et sous serment au trésorier de la province, énonçant (a) le montant de cette assurance ; (b) le montant de la prime qui aurait été exigée pour telle assurance, si celle-ci avait été prise dans une compagnie d'assurance ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province. Et telle personne, société ou corporation doit sur production, au bureau du trésorier de la province, d'une déclaration attestée sous serment, à l'effet ci-dessus, dans le délai ci-dessus spécifié, payer en même temps au percepteur du revenu de la province qu'il appartient le montant que la province recevrait d'une compagnie ayant un bureau ou une place d'affaires dans la province, si cette assurance avait été prise dans telle compagnie. Quand telle assurance est effectuée directement par le détenteur de la propriété, la déclaration doit être faite et la taxe payée par lui ; quand elle est effectuée par l'entremise d'un agent ou courtier, la déclaration doit être faite et la taxe payée par cet agent ou courtier ; *

Paiement à
être fait avec
la déclara-
tion.

* Voir S. R., 6963.

f. Toute personne, société, association ou corporation, officier, agent ou employé contrevenant au paragraphe *e* de la division III du présent article, est, pour chaque offense, passible d'une amende égale à deux fois le montant de la taxe ; le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant faire remise de cette amende pourvu que le tribunal devant lequel la condamnation a été obtenue recommande cette remise. S. R. Q., 1145, § III ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1 ; 7 Ed. VII, c. 13, ss. 3, 4, 5.

IV.—SUR LES COMPAGNIES DE PRÊTS

a. Sur une compagnie à capital social fixe excédant cinq cent mille piastres, quatre cents piastres, avec une somme additionnelle de cinquante piastres pour chaque million de piastres ou fraction d'un million de piastres du capital versé de la compagnie, au delà d'un million de piastres.

Si le capital fixe excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille, trois cents piastres ; s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille, deux cent cinquante piastres ; s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille, deux cents piastres ; s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille, cent cinquante piastres ; si le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, un dixième d'un pour cent sur le montant du capital ;

b. Sur une compagnie sans capital social fixe, cent piastres ;

c. Une taxe additionnelle de cent piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans la cité de Montréal et de Québec, et de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit, lorsque le capital social fixe excède cent mille piastres ; lorsque le capital fixe est de cent mille piastres ou moins, et lorsqu'il n'y a pas de capital social fixe, la taxe additionnelle est de cinquante piastres, pour chaque bureau ou place d'affaires, dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt-cinq piastres pour chaque bureau ou place d'affaires, dans tout autre endroit. S. R. Q., 1145, § IV ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

V.—SUR LES COMPAGNIES DE NAVIGATION, ETC.

a. Un dixième d'un pour cent du capital versé jusqu'à cinq cent mille piastres, inclusivement, et cinquante piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant cinq cent mille piastres ;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur le bureau ou place d'affaires le plus important dans chacune des cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur le bureau ou place d'affaires le plus important dans tout autre endroit. S. R. Q., 1145, § V ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

VI.—SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE

Sur comp. de télégraphe, etc. ; Sur toute compagnie de télégraphe et toute autre compagnie exploitant un système de télégraphe à l'usage du public, mille piastres. S. R. Q., 1145, § vi; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

VII.—SUR LES COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE

Sur comp. de téléphone ; Un dixième d'un pour cent sur le montant du capital versé, si celui-ci est de cinquante mille piastres ou moins ; trois cents piastres, si le capital versé excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres ; cinq cents piastres, s'il excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres ; mille piastres, s'il excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres ; douze cents piastres, s'il excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas cinq cent mille piastres ; quinze cents piastres, s'il excède cinq cent mille piastres, mais n'excède pas un million de piastres ; deux mille piastres, s'il excède un million de piastres, mais n'excède pas deux millions de piastres ; et cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes dans la province, mais ne devant pas être moins que trois mille piastres ni plus que cinq mille piastres, s'il excède deux millions de piastres. S. R. Q., 1145, § vii ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1 ; 7 Ed. VII, c. 13, s. 6.

VIII.—SUR LES COMPAGNIES D'EXPRESS

Sur comp. d'express étrangers ; a. Sur toute compagnie d'express, société ou association, étrangère à la province, faisant des affaires de messagerie et de transport, cinq dixièmes d'un pour cent sur les recettes brutes dans la province, durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe atteigne au moins huit cents piastres ;

Montant du premier paiement ; b. Une somme fixe de huit cents piastres est le montant du premier paiement de la taxe exigible, en vertu des dispositions de l'article 1348, de toute compagnie de messagerie, société ou association commençant à faire affaires dans la province ;

Taxe additionnelle ; c. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit ;

Taxe additionnelle sur autres compagnies ; d. Sur toute compagnie d'express, société étrangère au Canada, faisant quelques affaires autres que celles de messagerie et de transport exclusivement, une taxe additionnelle d'une moitié d'un pour cent sur les recettes brutes de la compagnie, société ou association dans la province provenant de telles autres affaires, durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe ne soit pas inférieure à

quatre cents piastres. S. R. Q., 1145, § VIII ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1 ; 7 Ed. VII, c. 13, s. 7.

IX.—SUR LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER URBAIN OU DE TRAMWAY

Cinquante piastres pour chaque mille de chemin de fer ou tramway à voie simple en opération, et cent piastres pour chaque mille à voie double en opération. S. R. Q., 1145, § IX ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

X.—SUR LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

a. Sur toute compagnie de chemin de fer possédant, exploitant ou employant, en totalité ou en partie, dans cette province, un chemin de fer à vapeur ou électrique, trente piastres par mille par chaque ligne principale, pour une voie simple et, quand la ligne se compose de deux voies ou plus, quinze piastres par mille pour chaque voie additionnelle possédée, exploitée ou employée comme susdit, et vingt piastres par mille par chaque embranchement pour une voie simple, et, quand la ligne se compose de deux voies ou plus, dix piastres par mille pour chaque voie additionnelle ;

b. La compagnie possédant un chemin de fer ou une partie de chemin de fer et la compagnie ou les compagnies l'exploitant ou l'employant, sont toutes deux solidairement responsables du paiement du montant de la taxe ; mais le montant total payable pour tout chemin de fer ne doit pas excéder les montants ci-dessus mentionnés respectivement, bien que ce chemin de fer soit possédé, exploité ou employé par plus d'une compagnie ;

c. Le mesurage d'une voie pour les fins de la présente division X du présent article ne comprend pas les voies d'évitement, bouts de ligne ou voies de garage. S. R. Q., 1145, § X ; 7 Ed. VII, c. 13, s. 8.

XI. — SUR LES COMPAGNIES DE WAGONS-DORTOIRS OU DE WAGONS-SALONS

Sur toute compagnie, raison sociale, association ou société faisant affaires dans la province en louant des wagons-dortoirs ou des wagons-salons à une compagnie de chemin de fer ou à des compagnies de chemin de fer, ou dont les wagons-dortoirs ou les wagons-salons circulent sur la ligne, ou sont à l'usage d'une compagnie ou de compagnies de chemin de fer dans les limites de la province :

a. Un tiers d'un pour cent sur le capital de la compagnie placé dans les wagons et matériel roulant dont elle se sert dans la province ;

b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de

Québec, et de vingt piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit. S. R. Q., 1145, § XIII ; 7 Ed. VII, c. 13, s. 9.

XII.—SUR DES COMPAGNIES DE FIDÉICOMMIS

- | | |
|--|--|
| Sur compa-
gnies de
fidéicommis; | a. Un cinquième d'un pour cent sur le capital versé jusqu'à un million de piastres inclusivement, et vingt-cinq piastres sur chaque cent mille piastres ou fraction de cent mille piastres pour toutes sommes excédant un million de piastres; |
| Taxe addi-
tionnelle; | b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres sur chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres sur chaque place d'affaires dans tout autre endroit; |
| Réduction. | c. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder aux compagnies de fidéicommis visées par la présente division pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxe qu'il croit juste d'après la nature et l'importance de leurs opérations dans la province, lorsque le siège principal de leurs affaires est hors des limites de la province; mais la taxe ne doit pas être de moins de cent piastres. S. R. Q., 1145, § XI; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1. |

XIII.—SUR LES SOCIÉTÉS ASSOCIATIONS, RAISONS SOCIALES OU PERSONNES DONT LE BUREAU PRINCIPAL OU LA PRINCIPALE PLACE D'AFFAIRES EST EN DEHORS DU CANADA ET QUI NE SONT PAS TAXÉS EN VERTU D'UNE AUTRE DISPOSITION DE LA PRÉSENTE SECTION

- | | |
|--|--|
| Sur certaines
compagnies
étrangères; | a. Une demie d'un pour cent sur les recettes brutes dans la province durant l'année de calendrier précédente, pourvu que la taxe ne soit jamais inférieure à cinquante piastres; |
| Taxe addi-
tionnelle. | b. Une taxe additionnelle de cinquante piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de vingt piastres pour chaque bureau ou place d'affaires dans tout autre endroit. S. R. Q., 1145, § XII ; 7 Ed. VII, c. 13, s. 9. |

§ 3.—Du prélèvement et de l'emploi des taxes

- | | |
|---|--|
| Epoque du
paiement. | 1348. Sujet aux dispositions de l'article 1353, ces taxes sont payables d'avance le premier jour juridique du mois de juillet de chaque année. S. R. Q., 1146; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1. |
| A qui est
fait le paie-
ment de la
taxe. | 1349. Le montant entier des taxes imposées sur les corporations et compagnies, sociétés, raisons sociales, personnes ou associations commerciales visées par la présente section est payable annuellement au percepteur du revenu du district de revenu dans lequel la corporation ou compagnie, société, raison sociale, |

personne ou association commerciale a son bureau principal. S. R. Q., 1147; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

1350. Le ou avant le premier mai de chaque année, toute corporation, compagnie, société, raison sociale, personne ou association commerciale tombant sous le coup de la présente section, doit, sans attendre d'avis ou de demande à cet effet de la part du gouvernement, transmettre en double, au trésorier de la province, un état détaillé dans lequel sont indiqués, en autant que requis, en vue de la perception de ces taxes, par la partie de l'article 1347 consacrée à chaque classe de corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, personnes ou associations commerciales, outre toutes autres informations de ce genre et chacune d'elles que le dit trésorier de la province peut exiger selon les circonstances en chaque cas, le nom de la corporation, de la compagnie, société, raison sociale, personne ou association, la nature de ses opérations, le chiffre de son capital versé, le nombre et la situation de tous et chacun de ses bureaux, places d'affaires, agences, stations, usines et ateliers, et, dans le cas de compagnies d'assurance, le montant des primes ou du revenu brut; dans le cas de compagnies de chemin de fer et de tramway, le nombre de milles exploités dans la province, et, dans le cas de compagnies faisant affaires dans la province en louant à une compagnie de chemin de fer des wagons-dortoirs, des wagons-restaurants, des wagons-salons ou des wagons-buffets, ou quand des wagons-dortoirs, des wagons-restaurants, des wagons-salons ou des wagons-buffets circulent sur la voie ou la ligne d'une compagnie de chemin de fer, ou sont employés par elle, dans cette province, les pièces justificatives concernant le nombre de ces wagons et le montant du capital placé en iceux par ces compagnies, que peut exiger le trésorier de la province; dans le cas de compagnies de chemin de fer tenant un ou des hôtels dans la province, le montant du capital employé par toute telle compagnie pour tenir ces hôtels; et, dans le cas de sociétés, associations, raisons sociales ou personnes tombant sous le coup de la division XIII de l'article 1347, le montant des recettes brutes sur les affaires faites dans la province durant l'année de calendrier précédente.

Etat annuel
fourni par les
corporations
commercia-
les au tréso-
rier de la
province.

Dans le cas de compagnies, corporations, sociétés, raisons sociales, personnes ou associations commençant à faire affaires dans le cours d'un exercice financier, l'état ci-dessus requis doit être fourni le jour où sont commencées ces opérations commerciales.

Quand les
corporations
commencent
à faire affai-
res dans
l'année.

Cet état détaillé doit être attesté sous serment prêté devant tout officier autorisé à recevoir les déclarations devant servir dans cette province, par le président ou le vice-président, ou quelqu'un ayant une connaissance personnelle des affaires de la compagnie, société, association, raison sociale ou personne et, dans le cas de compagnies constituées en corporation en dehors

Attestation
de l'état sous
serment.

de la province, ou de personnes en dehors du Canada, par le gérant ou l'agent principal de la compagnie dans la province, et par le comptable ou le secrétaire de la compagnie, ou par toutes autres personnes attachées à la compagnie, que peut désigner le trésorier de la province; et cet état doit être fait selon la forme que prescrit le trésorier de la province.

État sous serment à être fourni par comp. faisant affaire d'assurance.

Quant aux compagnies d'assurance contre le feu, sur les glaces, les chaudières à vapeur, contre le vol avec effraction et toutes autres assurances sur des biens situés dans les limites de la province, toute compagnie à fonds social, société, raison sociale, personne ou association de la province effectuant directement ces assurances dans des compagnies ou organisations connues sous le nom de Lloyds, non licenciées pour le Canada ni reconnues par ou établies en vertu de la vingt-deuxième section du chapitre troisième du titre onzième des Statuts refondus, (articles 6832-7069), doivent à ou avant la même date fournir un état détaillé, sous serment, du montant total de l'assurance ainsi effectuée par ces compagnies, sociétés, raisons sociales, personnes ou associations et du montant des primes payées sur icelles, et, à défaut d'en agir ainsi, elles sont sujettes aux pénalités imposées par l'article 1351.

Pénalité pour défaut de produire l'état.
Registre tenu par les compagnies d'assurance.

Chaque compagnie d'assurance doit tenir un livre spécial ou registre de la forme prescrite par le trésorier de la province, dans lequel doivent être entrées correctement les primes gagnées par la compagnie résultant ou provenant des affaires faites par la compagnie, en tout ou en partie, dans la province; et, à défaut de ce faire et aussi à défaut de se conformer à l'article 1347, la compagnie est tenue de payer la taxe sur le revenu brut total de la compagnie, tel qu'établi par le rapport du surintendant des assurances du Canada ou par l'inspecteur d'assurance de la province, selon le cas.

Pénalité pour défaut.

Inspection du registre.

Ce registre doit être, en tout temps, ouvert à l'examen du contrôleur du revenu de la province et à celui de l'inspecteur du revenu de la province ou percepteur du revenu de la province qu'il appartient.

État, rapport et registre des courtiers d'assurance.

Toute personne agissant comme courtier pour une ou des compagnies d'assurance qui n'ont pas de bureau ou de place d'affaires dans cette province, doit fournir le même état et les mêmes renseignements et tenir le même genre de registre et y faire des entrées semblables, comme si elle agissait pour des compagnies faisant affaires dans la province.

Avis au trésorier par une compagnie non constituée en corporation.

Chaque année aussi, le ou avant le premier mai, toute société, association, raisons sociale ou personne ayant son bureau principal ou le siège principal de ses affaires dans la province et faisant des affaires sous un nom corporatif ou avec l'addition du mot "compagnie" ou "cie" sans être constituée en corporation, doit prévenir le trésorier de la province, sans attendre d'avis ou de demande de la part du gouvernement,

et de manière à persuader le gouvernement que cette personne ou société n'est pas sujette au paiement des taxes imposées par la présente section.

Si le trésorier de la province, afin de pouvoir juger de l'ex- Pouvoir du
attitude d'un état qui lui est remis, désire obtenir d'autres renseignements, il peut, au moyen d'une lettre recommandée adressée au président, au gérant, au secrétaire ou à l'agent de la compagnie, ou à tel membre de la compagnie, selon qu'il le juge à propos, et à toute société, association, raison sociale ou personne tombant sous le coup de la présente section, exiger qu'un état supplémentaire attesté sous serment lui soit envoyé dans les trente jours suivants, sous peine d'une amende de cinq cents piastres. S. R. Q., 1148; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1; 7 Ed. VII, c. 13, s. 10.

1351. Toute corporation, compagnie, société, raison sociale, personne ou association faisant des affaires dans la province, en son propre nom ou par un agent, et tel agent, et toute personne agissant comme courtier pour des compagnies d'assurance n'ayant pas de bureau dans la province, qui négligent de se conformer aux dispositions de l'article 1350, sont par le fait, passibles d'une amende de dix piastres par jour, pour chaque jour durant lequel elles ont été coupables de cette négligence, à dater du jour de l'échéance de la taxe jusqu'au jour auquel elles transmettent au trésorier de la province le rapport requis par l'article 1350.

Toute telle corporation, compagnie, société, raison sociale, association ou personne et tout tel agent et courtier, et, dans le cas où la présente section oblige l'assuré à faire rapport, toute personne assurée, qui font un rapport incomplet ou inexact sont réputés n'avoir pas fait de rapport. S. R. Q., 1149; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

1352. Toute société, association, raison sociale ou personne non constituée en corporation, faisant des affaires sous un nom corporatif, ou avec l'addition du mot "compagnie" ou "cie" qui, au premier jour juridique de juillet, chaque année, n'a pas encore fait le rapport requis par l'article 1350, est passible de la pénalité imposée par l'article 1351. S. R. Q., 1150; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

1353. Les corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales et personnes sujettes à la taxe, qui, pendant l'année, entreprennent un commerce, ne sont tenues qu'au paiement proportionnel de cette taxe du premier jour du mois pendant lequel elles ont ainsi commencé leurs affaires. Cette taxe proportionnelle est exigible à la date où telles corporations, compagnies, sociétés, associations, raisons sociales ou personnes commencent à faire des affaires dans la province. S. R. Q., 1150a; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

Recouvrement de la taxe et des amendes.

1354. 1. Toute taxe annuelle imposée par la présente section, qui n'est pas payée, peut être recouvrée par action portée en son nom, au profit de Sa Majesté, par le percepteur du revenu du district de revenu dans lequel elle était payable, avec l'intérêt légal à compter de la date de son échéance.

L'amende imposée par les articles 1351 et 1352 est recouvrable de la même manière.

Juridiction pour recouvrement de la taxe.

2. Toute action en recouvrement de ces taxes doit être intentée dans le district judiciaire où elles sont payables, soit devant la Cour de circuit, soit devant la Cour supérieure, selon le montant réclaté.

Frais non adjugés contre le percepteur.

3. Les frais ne sont pas adjugés contre le percepteur du revenu dans une action intentée par lui, en vertu de la présente section ; mais, sur la recommandation du tribunal, le trésorier de la province peut, à sa discrétion, payer à la corporation, compagnie, société, raison sociale, personne ou association commerciale, en faveur de laquelle jugement a été rendu, les frais auxquels il juge qu'elle a équitablement droit. S. R. Q., 1151 ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

Proviso.

Procédure sommaire.

1355. Les poursuites intentées en vertu de la présente section devant la Cour supérieure ou la Cour de circuit sont assujetties aux règles et délais prescrits par le Code de procédure civile pour les matières sommaires autres que les poursuites entre locateurs et locataires. S. R. Q., 1151a ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

Rapport par les greffiers et sec-trés. au trésorier de la province au sujet des corp. dans les municipalités.

1356. Les greffiers ou les secrétaires-trésoriers de chaque corporation municipale font, au trésorier de la province, un rapport, le ou avant le premier juin de chaque année, indiquant les noms de toutes les corporations, compagnies, sociétés, raisons sociales, personnes ou associations commerciales de la nature de celles qui sont ci-dessus mentionnées, établies ou faisant affaires dans leurs municipalités respectives, spécifiant le nombre de bureaux, places d'affaires, manufactures ou ateliers de chaque telle corporation, compagnie, société, raison sociale, personne ou association ; et, à défaut de ce faire, les dits greffiers ou secrétaires-trésoriers sont respectivement passibles d'une amende de vingt-cinq piastres, et d'un emprisonnement de vingt-cinq jours, à défaut de paiement. S. R. Q., 1152 ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

Privilège pour taxes.

1357. Toute somme due à la couronne en vertu de la présente section constitue une dette privilégiée prenant rang après les frais de justice. S. R. Q., 1153 ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

Taxes forment partie du fonds consolidé. Leur application.

1358. 1. Les taxes imposées par la présente section forment partie du fonds consolidé du revenu de la province.

2. Une partie quelconque d'icelles peut être appliquée, de temps à autre, par le trésorier de la province, d'après les ins-

tructions du lieutenant-gouverneur en conseil, au paiement des dépenses encourues pour la mise en vigueur de la présente section. S. R. Q., 1153a ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1.

1359. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, modifier, remplacer et abroger tous règlements qu'il croit nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la présente section. Règlements.

Ces règlements entrent en vigueur quinze jours après la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 1153b ; 6 Ed. VII, c. 10, s. 1. Entrée en vigueur des règlements.

SECTION XIX

DE LA TAXE SUR LES TRANSFERTS D'ACTIONS, DE BONS, D'OBLIGATIONS OU D'ACTIONS-OBLIGATIONS

1360. Pour subvenir aux besoins du service public, il est imposé, conformément aux règles ci-après, une taxe sur toute mutation de propriété résultant de la vente, du transport ou de la cession faite ou mise à effet dans la province, d'actions (*shares*), d'obligations (*debentures*), d'actions-obligations (*debenture-stock*) ou de bons (*bonds*) émis par toute corporation ou compagnie, excepté la première émission d'actions jusqu'au montant d'un million de piastres. 6 Ed. VII, c. 12, s. 1. Taxe sur les ventes, etc., d'actions, etc.

1361. Cette taxe est prélevée en argent ou au moyen de timbres adhésifs, frappés suivant les lois de cette province, et notamment en conformité des dispositions de la section vingt-troisième du présent chapitre concernant les timbres (articles 1443-1479), et suivant tout arrêté en conseil passé ou qui pourra être passé à ce sujet. 6 Ed. VII, c. 12, s. 2. Perception de la taxe au moyen de timbres.

1362. Le montant d'argent qui doit être payé, ou des timbres qui doivent être apposés est de deux centins par chaque cent piastres et fraction de cent piastres de la valeur au pair des actions, obligations, bons ou actions-obligations vendus, transférés ou cédés. 6 Ed. VII, c. 12, s. 3. Quotité de la taxe.

1363. Dans le cas où la preuve de telle vente, transport ou cession consiste dans une entrée faite dans un livre ou registre tenu dans la province par la corporation ou compagnie, si le paiement est fait en timbres, les timbres sont apposés, au moment de l'entrée, sur la page du livre ou registre sur laquelle est faite l'entrée, aussi près que possible de cette entrée. Apposition des timbres sur les registres.

Dans le cas où telle vente, transport ou cession se fait par simple tradition ou remise d'un certificat ou de la valeur, ou lorsque le livre ou registre de transfert de la corporation ou compagnie est tenu hors de la province, les timbres sont Simple tradition ou remise d'un certificat.

apposés ou la taxe payée de la manière que le lieutenant-gouverneur en conseil peut de temps à autre déterminer. 6 Ed. VII, c. 12, s. 4.

Qui appose
les timbres.

1364. Les timbres sont, dans tous les cas, fournis et apposés par le vendeur ou cédant, à moins que la vente, le transport ou la cession ne soit faite par un courtier, dans lequel cas le courtier appose lui-même les timbres et peut en recouvrer le coût du vendeur ou cédant. 6 Ed. VII, c. 12, s. 5.

Oblitération
des timbres.

1365. Immédiatement après avoir été apposés, les timbres sont oblitérés par la personne qui les a apposés, ainsi qu'il y est pourvu à l'article 1472. 6 Ed. VII, c. 12, s. 6.

Défense
d'enregistrer
une vente si
la taxe n'est
pas payée.

1366. Nulle corporation ou compagnie ne peut faire une entrée ou permettre qu'il soit fait une entrée, dans un livre ou un registre sous son contrôle, d'aucune telle vente, transport ou cession, à moins que la taxe ne soit payée lorsque l'entrée est faite.

Pénalité à
défaut de
paiement de
la taxe.

A défaut de paiement de la taxe, le cédant et le cessionnaire sont l'un et l'autre passibles d'une pénalité n'excédant pas cinq cents piastres, laquelle est recouvrée, avec dépens, par action ordinaire au nom de Sa Majesté, devant la Cour supérieure. 6 Ed. VII, c. 12, s. 7.

Toute vente
censée faite
dans la pro-
vince.

1367. Tout transfert, vente ou cession fait par l'intermédiaire d'un courtier résidant dans la province, n'étant pas membre ni procureur reconnu d'un membre d'une Bourse constituée en corporation, est censé fait et mis à effet dans la province, à moins que le trésorier de la province ne certifie que le contraire a été établi à sa satisfaction. 6 Ed. VII, c. 12, s. 8.

Inspection
des livres
pour consta-
ter si la taxe
a été payée.

1368. Aux fins de constater si la taxe imposée par la présente section a été payée, le trésorier de la province peut autoriser par écrit un officier de son département, à examiner les livres et documents de toute corporation, compagnie, société ou personne, et toute corporation, compagnie, société ou personne s'opposant à cet examen encourt la pénalité édictée par l'article 1366, laquelle est recouvrable de la manière y prescrite ; mais la personne qui fait cet examen doit préalablement prêter serment de ne divulguer aucun renseignement ainsi obtenu par elle si ce n'est au trésorier de la province. 6 Ed. VII, c. 12, s. 9.

Émission
d'un sub-
pœna *et*
parte.

1369. Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du trésorier de la province exposant qu'il y a lieu de croire que cette corporation, compagnie, raison sociale ou personne se soustrait au paiement de la taxe imposée par la présente section peut requérir un juge de la Cour supérieure d'émettre

un subpœna *ex parte*, ordonnant à cette personne ou à tout officier de cette corporation ou compagnie ou à tout membre de cette raison sociale, de comparaître devant lui, et la personne ainsi assignée peut être là examinée sous serment sur toutes ventes, transports ou cessions au sujet desquels la taxe est exigible et paraît n'avoir pas été payée, et personne n'est admis à cet examen si ce n'est l'avocat agissant pour la couronne et pour les parties intéressées. 6 Ed. VII, c. 12, s. 10.

1370. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender, remplacer et rescinder tous règlements qu'il peut juger nécessaires pour donner effet aux dispositions de la présente section ; il peut de plus pourvoir, lorsque ces ventes, transports ou cessions sont faits par l'entremise d'une Bourse reconnue, à ce que cette taxe puisse être payée en argent au lieu d'être payée en timbres, comme il le juge nécessaire pour la protection du revenu de la province. 6 Ed. VII, c. 12, s. 10.

Ces règlements entrent en vigueur aussitôt qu'ils ont été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*. 6 Ed. VII, c. 12, s. 11.

1371. Les articles 1448 à 1454 s'appliquent à la présente section. 6 Ed. VII, c. 12, s. 12.

1372. La présente section ne s'applique pas aux transferts d'actions, d'obligations, d'actions-obligations ou de bons faits *bona fide* pour la garantie d'emprunts, ni à la rétrocession d'iceux à l'emprunteur, ni à aucune transmission par suite de décès. 6 Ed. VII, c. 12, s. 13.

1373. Tout préposé à la perception de la taxe imposée par la présente section est désigné sous le nom de "percepteur de la taxe sur les transferts de valeurs". 6 Ed. VII, c. 12, s. 14.

SECTION XX

DES DROITS SUR LES SUCCESSIONS

1374. La présente section peut être citée ainsi : "Loi de Québec relative aux droits sur les successions". S. R. Q., 1191a ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

1375. Toute transmission, par décès, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, tels que définis par l'article 1376, est frappée des droits suivants, sur la valeur du bien transmis, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès :

1. En ligne directe descendante ou ascendante ; entre époux ; entre beau-père ou belle-mère et gendre ou belle-fille :

Ligne directe.

Dans les successions dont la valeur déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès :

- a. N'excède pas cinq mille piastres, nulle taxe n'est exigible.
- b. Excède cinq mille piastres mais n'excède pas dix mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres. 1%
- c. Excède dix mille piastres, mais n'excède pas cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres. . . . 1½%
- d. Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas soixante-quinze mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres. 1½%
- e. Excède soixante-quinze mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres. 2%
- f. Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres. 3%
- g. Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres. 4%
- h. Excède deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de cinq mille piastres. 5%

Déduction
doit être faite
sur la suc-
cession en-
tière.

Taxe addi-
tionnelle en
certains cas.

Pour les fins des alinéas *a, b, c, d, e, f, g* et *h* la somme de cinq mille piastres y mentionnée doit être déduite de la succession entière, et non de la part de chaque personne avantagée.

Pourvu que, dans le cas d'une transmission en ligne directe ascendante ou descendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère, et gendre ou belle-fille, lorsque le montant transmis à une seule personne excède cent mille piastres, un droit additionnel — en sus des taux mentionnés ci-dessus — soit payé sur le montant ainsi transmis comme suit :

- a. Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres. 1%
- b. Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres. 1½%
- c. Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas six cent mille piastres. 2%
- d. Excède six cent mille piastres, mais n'excède pas huit cent mille piastres. 2½%
- e. Excède huit cent mille piastres. 3%

S. R. Q., 1191b, § 1 ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1 ; 7 Ed. VII, c. 14, s. 1.

2. En ligne collatérale :

Ligne
collatérale.

- a. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt :
 Si elle n'excède pas dix mille piastres..... 5%
 Si elle excède dix mille piastres..... 5½%
- b. Si le successeur est frère ou sœur, ou descendant du frère ou de la sœur, du père ou de la mère du défunt :
 Si elle n'excède pas dix mille piastres..... 6%
 Si elle excède dix mille piastres..... 6½%
- c. Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur de l'aïeul ou de l'aïeule du défunt :
 Si elle n'excède pas dix mille piastres..... 7%
 Si elle excède dix mille piastres..... 7½%
- d. Succession entre tous autres collatéraux :
 Si elle n'excède pas dix mille piastres..... 8%
 Si elle excède dix mille piastres..... 9%
 S. R. Q., 1191b, § 2 ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

3. Si le successeur n'est pas un parent..... 10%

Pourvu que, dans le cas de transmission en ligne collatérale ou à un étranger, lorsque le montant transmis à une seule personne excède cinquante mille piastres, un droit additionnel — en sus des taux mentionnés ci-dessus dans les paragraphes 2 et 3 — soit payé sur le montant ainsi transmis comme suit :

Taxe addi-
tionnelle en
certains cas.

- a. Lorsque le montant total ainsi transmis à une personne excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres. 1%
- b. Excède cent mille piastres, mais n'excède pas cent cinquante mille piastres. 1½%
- c. Excède cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres. 2%
- d. Excède deux cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent cinquante mille piastres. 2½%
- e. Excède deux cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas trois cent mille piastres. 3%
- f. Excède trois cent mille piastres, mais n'excède pas trois cent cinquante mille piastres. 3½%
- g. Excède trois cent cinquante mille piastres, mais n'excède pas quatre cent mille piastres. 4%
- h. Excède quatre cent mille piastres, mais n'excède pas quatre cent cinquante mille piastres. 4½%
- i. Excède quatre cent cinquante mille piastres. 5%
- S. R. Q., 1191b, § 3 ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1 ; 7 Ed. VII, c. 14, s. 1.

4. Pourvu aussi que, lorsqu'une succession ou partie de succession, don ou legs tombant sous le coup de la présente section, est dévolu à une personne domiciliée ou à une associa-

Taxe addi-
tionnelle
payable par

personnes domiciliées à l'étranger. tion ayant son principal bureau d'affaires en dehors de l'empire britannique, un droit additionnel de cinq pour cent soit payé sur la valeur de cette succession ou partie d'icelle, don ou legs, en sus du droit mentionné dans les paragraphes 1, 2 et 3 du présent article. S. R. Q., 1191b, § 4; 7 Ed. VII, c. 14, s. 1.

Définition du mot "bien". **1376.** Le mot "bien", dans le sens de la présente section, comprend tout bien, meuble ou immeuble, réellement situé ou payable dans les limites de la province, soit qu'à l'époque de sa mort la personne décédée ait ou n'ait pas son domicile dans les limites de la province, ou que la dette soit ou ne soit pas payable dans les limites de la province, ou que la transmission ait lieu dans la province ou hors de ses limites, et tous les biens meubles, quel que soit l'endroit où ils sont situés appartenant à des personnes ayant leur domicile, ou résidence, dans la province à la date de leur décès. S. R. Q., 1191c; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Certaines polices d'assurance sujettes à la taxe. **1377.** Les polices d'assurance sur la vie effectuées ou appliquées d'après les dispositions de l'article 7378 sont sujettes aux droits de succession de la même manière que tous les autres bien meubles. S. R. Q., 1191d; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Biens légués aux corporations religieuses, etc., non imposables. **1378.** Aucun droit n'est imposable sur les biens légués pour des fins de religion, de charité ou d'éducation poursuivies par une corporation ou personne domiciliée dans la province, pourvu que le montant n'exécède pas mille piastres dans chaque cas. S. R. Q., 1191e; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Par qui la taxe est payée en certains cas. **1379.** Dans le cas de transport de propriété avec usufruit ou substitution, les droits sont payables par l'usufruitier ou l'héritier substitué, et ne sont exigibles d'aucun autre bénéficiaire en vertu du même acte. S. R. Q., 1191f; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Copie du testament à être envoyée au percepteur dans un certain délai. **1380.** 1. Tout héritier, légataire universel, légataire à titre universel ou légataire à titre particulier, exécuteur, fidéicommissaire, administrateur ou notaire, qui a reçu un testament, doit, dans les trente jours qui suivent le décès du testateur ou du *de cujus*, transmettre au percepteur du revenu de la province du district où le testateur est mort ou dans lequel la succession est ouverte, une copie du testament, s'il en existe, et ces personnes, sauf le notaire, doivent déposer aussi, dans les trois mois, entre les mains de ce percepteur, une déclaration sous serment contenant les nom, prénoms, occupation et domicile du déclarant, les nom, prénoms et domicile du testateur ou du *de cujus*, la description et l'indication de la valeur réelle de tous

les biens transmis, et un état détaillé des dettes et charges de la succession, faisant connaître les noms, prénoms, résidences et occupations de tous les créanciers; et, de plus, l'indication de la nature et de la valeur de la part du déclarant dans la succession, déduction faite des dettes et charges par lui payables, dont un état détaillé avec les noms, prénoms, résidences et occupations des créanciers, doit également être donnée.

La déclaration dûment faite par une des personnes ci-dessus libère les autres en ce qui regarde cette déclaration.

2. Dans les cas de biens situés dans cette province, et appartenant à des personnes décédées en dehors de la province, le testament doit être déposé et les déclarations doivent être produites entre les mains du percepteur du revenu de la province dans l'un des districts dans lesquels ces biens sont situés.

3. Dans le cas où il est produit par un des bénéficiaires, dans les trois mois susdits, une déclaration intérimaire, sous serment, attestant qu'il est impossible de remettre dans ce délai la déclaration mentionnée dans le paragraphe 2 du présent article, le percepteur peut le prolonger de soixante jours et un autre délai de pas plus de six mois peut être accordé par le trésorier de la province.

4. Sur réception de la déclaration en premier lieu mentionnée, ce percepteur doit préparer un état des droits que le déclarant doit payer.

5. Ce percepteur doit prévenir le déclarant du montant dû comme susdit, par lettre recommandée envoyée à son adresse, et lui notifier de le payer dans les trente jours de l'envoi de l'avis; et si le montant ne lui est pas payé au jour fixé, le percepteur peut en poursuivre le recouvrement devant toute cour de juridiction compétente de son district.

6. Nul transport des biens d'une succession n'est valide et ne constitue un titre, si les droits payables en vertu de la présente section n'ont pas été payés; et aucun exécuteur, fidéicommissaire, administrateur, curateur, héritier ou légataire ne peut consentir à un transport, ni au paiement des legs, à moins que ces droits n'aient été payés, ou à moins qu'un certificat n'ait été délivré par le percepteur du revenu de la province à l'effet qu'aucun droit n'est exigible. Et tout exécuteur, fidéicommissaire, administrateur, curateur, héritier ou légataire, qui enfreint les dispositions du présent paragraphe, est responsable du droit exigible sur les biens transférés.

7. Dans le cas où une déclaration ainsi requise n'est pas faite dans les délais prescrits ou dans tout délai supplémentaire qui a pu être accordé, ou dans le cas où elle contient une déclaration fausse ou inexacte relative à la valeur ou à toute autre matière, de doubles droits sont dus et exigibles en faveur de Sa Majesté, et la personne en défaut est passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours.

Contenu de la déclaration que doit faire un héritier, etc.

Effet de la déclaration.

Si le testateur meurt en dehors de la province.

Déclaration intérimaire et délai qui peut être accordé pour faire la déclaration.

Etat des droits dus.

Avis donné au déclarant.

Poursuite à défaut de paiement.

Transport des biens non valide dans le cas de non-paiement des droits.

Pénalité si la déclaration n'est pas faite, etc.

- Requête du trésorier pour production de documents. 8. Le trésorier de la province peut, à sa discrétion, et, après tel avis aux parties intéressées que le tribunal ou le juge prescrit, présenter une requête à la Cour supérieure du domicile de toute personne ayant en sa possession ou sous son contrôle, des livres ou papiers d'une succession à laquelle la présente section peut s'appliquer ou à un juge de la dite cour, demandant qu'une ordonnance soit émise, enjoignant à cette personne de produire ces livres ou papiers devant la cour ou le juge, dans tel délai que le tribunal ou le juge peut fixer, pour être examinés par le trésorier de la province ou par toute personne nommée par ce dernier à cet effet. Cette requête est accompagnée d'un affidavit du contrôleur du revenu de la province ou du percepteur du revenu de la province qu'il appartient exposant que le déposant a raison de croire et croit vraiment que dans la déclaration faite au sujet de cette succession en vertu du présent article, il a été omis de mentionner des biens ou de donner la juste valeur de biens de la succession sujets aux droits, et que l'accès à ces livres ou papiers lui a été refusé ; et le tribunal ou le juge, après audition sommaire des parties présentes, peut, à sa discrétion, émettre ou refuser l'ordonnance.
- Affidavit. Après que cette ordonnance a été dûment signifiée à la dite personne, celle-ci est tenue, sujet à toutes pénalités de la loi à défaut de ce faire, de produire, ces livres ou papiers comme susdit ; et, sur telle production, le trésorier de la province ou son représentant peut, suivant les ordres que le tribunal ou le juge peut donner à ce sujet, prendre connaissance de ces livres ou papiers, et en faire des copies ou des extraits.
- Inspection des documents. Les frais de cette demande et des procédures qui s'y rapportent, sont à la discrétion du tribunal ou du juge.
- Frais. 9. L'intérêt légal est exigible sur tout montant payable à la couronne en vertu de la présente section après quatre mois à compter de la date du décès. S. R. Q., 1191g ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1 ; 7 Ed. VII, c. 14, s. 2 ; 9 Ed. VII, c. 21, ss. 1, 2.
- Intérêt légal exigible.

1381. Toute corporation, compagnie ou raison sociale ayant son bureau principal et sa principale place d'affaires dans la province où une personne morte en dehors de la province possédait quelques intérêts, actions, stocks ou obligations, doit, dans les trente jours de la date où elle prend connaissance du décès — à moins que le trésorier de la province ne juge à propos de prolonger le délai, pour cause raisonnable alléguée — adresser au trésorier de la province un avis du décès, en indiquant la date ainsi que le nom au long, la qualité et le domicile du défunt et le montant de ces intérêts, actions, stocks ou obligations, et, à défaut de ce faire, elle est passible d'une pénalité n'excédant pas cinquante piastres. S. R. Q., 1191h ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Avis au trésorier par corporations dans certains cas.

1382. Le registrateur de toute division d'enregistrement dans la province doit, le ou avant le cinquième jour de chaque mois, transmettre au trésorier de la province un état de tous testaments, déclarations de décès, donations entrevifs et contrats de mariage enregistrés à son bureau dans le cours du mois immédiatement précédent ; à défaut de quoi, ou dans le cas de toute omission ou de fausses allégations dans cet état, ce registrateur est passible d'une amende de dix piastres, et en sus d'une autre amende de deux piastres pour chaque jour qu'il néglige de produire cet état. Si durant ce mois, aucun testament, déclaration de décès, donation entrevifs ou contrat de mariage n'a été produit chez lui, tout registrateur est tenu, sous la même pénalité, de faire un rapport à cet effet, au trésorier de la province. S. R. Q., 1191hh ; 9 Ed. VII, c. 21, s. 3.

Avis au trésorier par le registrateur.
Pénalité.

1383. Toutes les amendes imposées par la présente section doivent être payées au percepteur du revenu de la province du district dans lequel elles sont encourues et perçues, et doivent être recouvrées par poursuite prise devant la Cour supérieure ou la Cour de circuit, selon le montant, au profit de Sa Majesté, par le percepteur du revenu de la province en son propre nom. S. R. Q., 1191i ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Recouvrement des amendes.

1384. Toute somme due à la couronne, en vertu de la présente section, est une dette privilégiée, prenant rang immédiatement après les frais de justice. S. R. Q., 1191j ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Privilège de la couronne.

1385. Le percepteur du revenu de la province, qui perçoit une somme en vertu de la présente section, peut retenir la commission fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1191k ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Commission du percepteur.

1386. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender, remplacer et abroger tous règlements et toutes formules qu'il croit nécessaires à la mise à exécution des dispositions de la présente section, lesquels entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 1191l ; 6 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil et entrée en vigueur d'iceux.

1387. Le percepteur des droits sur les successions ou le percepteur du revenu de la province, selon le cas, doit exiger les honoraires suivants pour fournir aux représentants des personnes décédées, les renseignements et documents ci-dessous spécifiés, les dits honoraires devant faire partie du fonds consolidé du revenu de la province :

Honoraires qui doivent être exigés dans certains cas.

Pour chaque extrait de document concernant une succession et pour chaque certificat délivré, à l'exception du premier certificat (ou des premiers certificats) donné à ces représentants.....	\$0 50
Pour chaque recherche pour un an.....	0 20
Pour chaque recherche pour toute année additionnelle.....	0 10
S. R. Q., 1191 <i>m</i> ; 9 Ed. VII, c. 21, s. 4.	

SECTION XXI

DES VÉHICULES-MOTEURS

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

- 1388.** 1. Le mot “véhicule-moteur”, dans la présente section, comprend tous véhicules mus par un pouvoir autre que la force musculaire, à l'exception des voitures de chemin de fer et de tramway, et des véhicules ne circulant que sur des rails ou voies ferrées, ainsi que des machines routières et des locomotives de traction.
- 1389.** 2. Le mot “chauffeur”, dans la présente section, signifie une personne habile à conduire des véhicules-moteurs, et qui gagne habituellement sa vie à conduire ces véhicules. 6 Ed. VII, c. 13, s. 1.

§ 2.—*De l'enregistrement des véhicules*

- 1389.** Toute personne qui fait l'acquisition d'un véhicule-moteur doit, pour chaque tel véhicule qu'elle possède, produire au bureau du trésorier de la province une déclaration indiquant son nom et son adresse, ainsi qu'une description sommaire du véhicule-moteur qui doit être enregistré, de même que le nom du manufacturier, le numéro de fabrique, le genre du véhicule, le pouvoir moteur et sa force, sur un blanc fourni à cette fin par le trésorier de la province, et elle doit payer un honoraire d'enregistrement de cinq piastres, honoraire qui doit être envoyé en même temps que sa demande. 6 Ed. VII, c. 13, s. 2.
- 1390.** Sur réception de cette déclaration, le trésorier de la province, doit immédiatement enregistrer ce véhicule-moteur dans un livre tenu à cette fin dans le département, et lui assigner un numéro distinct. 6 Ed. VII, c. 13, s. 3.
- 1391.** Sujet aux dispositions de l'article 1432, le trésorier de la province doit, après cet enregistrement, délivrer au propriétaire du véhicule-moteur, un certificat signé par lui, portant la date de son émission, contenant les détails indiqués dans la déclaration produite à son bureau, avec

le numéro assigné à ce véhicule, ainsi qu'une plaque Plaque.
 en métal ou en cuir, de deux pouces de largeur sur
 trois pouces de longueur, sur laquelle sont estampés en lettres
 et en chiffres lisibles les mots : " Automobile enregistrée (ou
selon le cas) No. . . . Province de Québec," le numéro y étant
 inscrit ; laquelle plaque doit être placée dans un endroit en
 vue du véhicule, et le numéro ainsi délivré doit aussi être Endroit où
elle est placée.
 peint en lettres de quatre pouces de hauteur et d'un pouce de
 largeur, et d'une couleur distincte et voyante, et tenu propre
 et libre de poussière et de boue, sur l'avant et l'arrière du
 véhicule s'il s'agit d'automobiles, et à l'arrière s'il s'agit de
 cycles-moteurs, de manière à être facilement distingué, avec le Numéro doit
être peint.
 mot " Québec " au dessous, en lettres de même dimension, sous
 la pénalité ci-après édictée. Le certificat d'enregistrement doit Certificat.
 être placé dans un endroit facilement accessible du véhicule-
 moteur, qui y est décrit. 6 Ed. VII, c. 13, s. 4 ; 8 Ed. VII,
 c. 20, s. 1.

1392. Aucun véhicule-moteur ne doit être employé dans Nécessité de
la plaque et
du numéro.
 un chemin ou une voie publique sans être muni de cette plaque
 et de ce numéro. 6 Ed. VII, c. 13, s. 5.

1393. Le propriétaire d'un véhicule-moteur qui réside Exception
pour le pro-
priétaire
résidant dans
une autre
province.
 dans une autre province du Canada, n'est pas tenu, en vertu
 de la présente section, d'enregistrer ce véhicule avant d'en faire
 usage dans cette province, pourvu que ce véhicule porte un
 numéro indiquant qu'il a été enregistré ailleurs. 6 Ed. VII,
 c. 13, s. 6.

1394. Le propriétaire ou le conducteur d'un véhicule- Propriétaire
ne résidant
pas au Ca-
nada.
 moteur, qui ne réside pas au Canada, tombe sous l'effet de
 l'article 1389. 6 Ed. VII, c. 13, s. 7 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 2.

1395. Tout manufacturier ou commerçant de véhicules- Certificat
d'enregistre-
ment donné
au manufac-
turier ou
commerçant.
 moteurs peut, au lieu d'enregistrer chaque véhicule-moteur
 possédé ou contrôlé par lui, demander un numéro ou une
 marque générale et distinctive, et le trésorier de la province,
 s'il est convaincu des faits exposés dans la dite demande, peut
 y faire droit, et émettre en faveur du requérant un certifi-
 cat d'enregistrement contenant le nom, la place d'affaires et
 l'adresse du requérant et le numéro ou la marque générale
 distinctive qui lui est assignée, le dit certificat étant fait
 suivant telle formule et contenant tels détails et dispositions
 additionnels que le trésorier de la province peut déterminer ;
 et tous les véhicules-moteurs fabriqués ou possédés ou con-
 trôlés par ce fabricant ou commerçant doivent, jusqu'à ce
 qu'ils soient vendus, ou loués, ou prêtés, pour un laps de
 temps de plus de cinq jours consécutifs, être regardés comme
 étant suffisamment enregistrés, sous tels numéro ou marque

Honoraire. générale distinctive. L'honoraire pour le certificat d'un manufacturier ou d'un commerçant est de dix piastres. Rien dans le présent article ne doit être interprété comme s'appliquant à un véhicule-moteur employé par un fabricant ou un commerçant pour son usage personnel ou pour le louage. 6 Ed. VII, c. 13, s. 8.

Plaque ou numéro d'enregistrement factices. **1396.** Aucun véhicule-moteur ne doit être employé ou conduit dans les chemins publics, en y exhibant une plaque d'enregistrement ou un numéro appartenant à un autre véhicule ou une plaque ou un numéro d'enregistrement factices. 6 Ed. VII, c. 13, s. 9.

Expiration de l'enregistrement. **1397.** L'enregistrement de tout véhicule-moteur expire à la date du transport de propriété qui en est fait et la personne, au nom de qui ce véhicule est enregistré, doit sur-le-champ remettre au trésorier de la province le certificat d'enregistrement, avec un avis par écrit contenant la date de ce transport de propriété, et les nom, lieu de résidence et adresse du nouveau propriétaire. 6 Ed. VII, c. 13, s. 10.

Même numéro et même marque peuvent être accordés. **1398.** Le trésorier de la province peut accorder à toute personne qui remet ainsi son certificat d'enregistrement, et qui désire enregistrer un autre véhicule-moteur, le numéro distinctif ou la marque donnés dans le certificat remis. 6 Ed. VII, c. 13, s. 11.

§ 3.—Des licences

Licence de conducteur. **1399.** 1. Toute personne désirant conduire un véhicule-moteur autrement qu'en qualité de chauffeur, doit préalablement obtenir une licence de conducteur valide pour un an, qu'il doit demander au trésorier de la province, laquelle doit être émise en sa faveur, de la manière et suivant la formule que le dit trésorier de la province peut déterminer.

Preuve d'habileté, exigée. 2. Avant qu'une licence de conducteur soit accordée, le requérant doit fournir, en ce qui regarde son habileté, telle preuve que peut exiger le trésorier de la province. 6 Ed. VII, c. 13, s. 12.

Licence de chauffeur. **1400.** Toute personne qui désire faire fonctionner un véhicule-moteur comme chauffeur doit préalablement obtenir une licence de chauffeur; à cette fin, elle doit produire au département du trésorier, sur une formule en blanc qui lui est fournie par le dit département, une déclaration qui contient son nom et son adresse, la marque de commerce, et les nom et pouvoir moteur du véhicule qu'elle est capable de faire fonctionner. Cette déclaration est produite et conservée dans le département, et un numéro est assigné à ce chauffeur.

feur. Le trésorier de la province accorde alors au requérant une licence de chauffeur et lui délivre un insigne de métal de telles grandeur et dimension qu'il peut choisir, avec les mots : "Chauffeur enregistré No Québec," estampés ou imprimés sur cet insigne, et ce chauffeur doit constamment porter cet insigne, quand il fait fonctionner un véhicule-moteur sur les chemins publics, sous peine de l'amende ci-après édictée. 6 Ed. VII, c. 13, s. 13.

Insigne de métal délivré.
L'insigne doit être porté, etc.

1401. Aucune telle licence de chauffeur n'est accordée avant que le requérant ait donné telle preuve de son habileté à cette fin, qui peut être requise par le trésorier de la province. 6 Ed. VII, c. 13, s. 14.

Quand cette licence est accordée.

1402. 1. Chaque licence de conducteur ou de chauffeur expire le premier jour d'avril de chaque année et est renouvelable à cette date; l'honoraire pour chaque telle licence et son renouvellement est de cinq piastres, et le montant du dit honoraire doit être envoyé avec la demande. 6 Ed. VII, c. 13, s. 15.

Durée de la licence et son renouvellement.

Tout porteur d'une licence en vertu de la présente section doit porter sa licence sur lui quand il conduit un véhicule-moteur. 6 Ed. VII, c. 13, s. 15.

Licence doit être portée.

2. Le trésorier de la province peut, en tout temps, suspendre ou annuler toute licence pour toute violation de la présente section ou de quelqu'un des règlements faits à ce propos. 6 Ed. VII, c. 13, s. 15.

Annulation de la licence.

§ 4.—Des infractions à la présente section

1403. Le refus de la part de tout conducteur ou chauffeur d'exhiber sa licence ou son certificat d'enregistrement, quand il est requis de le faire par un représentant autorisé du trésorier de la province, est une contravention à la présente section. 6 Ed. VII, c. 13, s. 16.

Refus d'exhiber licence est une contravention.

1404. Toute personne dont le certificat d'enregistrement ou la licence pour conduire un véhicule-moteur a été suspendu ou annulé, ne peut ensuite conduire un véhicule-moteur dans cette province pendant que cette suspension ou annulation demeure en vigueur; et toute personne trouvée coupable d'une telle infraction, et aussi d'avoir conduit ou d'avoir fait conduire ou d'avoir permis à une autre personne de conduire un véhicule-moteur après que le certificat d'enregistrement pour ce véhicule-moteur a été suspendu ou annulé, est passible d'une amende n'excédant pas cent piastres, ou d'un emprisonnement pour une période de dix jours, ou de cette amende et de cet emprisonnement à la fois. 6 Ed. VII, c. 13, s. 17.

Pénalité contre une personne conduisant un véhicule-moteur quand sa licence est suspendue.

Infractions
non pré-
vues.

1405. Toute infraction à une des dispositions de la présente section, à laquelle il n'est pas spécialement pourvu, rend celui qui en est coupable passible, sur poursuite devant la Cour de circuit ou de magistrat ou sur condamnation par un juge de paix, pour la première offense, d'une amende de pas moins de vingt piastres ou de pas plus de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois ou des deux, et, pour la seconde offense et toute offense subséquente, d'une amende variant de cent à deux cents piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois. 6 Ed. VII, c. 13, s. 18.

Respon-
sabilité du
propriétaire
d'un véhi-
cule-moteur.

1406. Le propriétaire d'un véhicule-moteur pour lequel un certificat est émis en vertu des dispositions de la présente section, doit être tenu responsable de toute contravention à icelle ou à tout règlement édicté en vertu d'icelle par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il est aussi responsable de tous accidents ou dommages causés par son véhicule-moteur dans un chemin public ou place publique. 6 Ed. VII, c. 13, s. 18a; 7 Ed. VII, c. 16, s. 2.

Arrestation
sans mandat
dans certains
cas.

1407. Tout officier de la paix, tel que défini par le Code criminel, et toute personne à ce autorisée en vertu de l'article 1431, qui a des motifs raisonnables et plausibles de croire qu'une offense contre quelqu'une des dispositions des articles 1392, 1393, 1395, 1417, 1419, 1421, 1427 ou 1428 a été commise, que cette offense ait été commise ou non, et qui a des motifs raisonnables et plausibles de croire qu'une personne a commis cette offense, et que cette personne peut se soustraire à l'arrestation si elle n'est pas arrêtée sans mandat, ou qui voit une personne commettre cette offense, peut, sans mandat, opérer l'arrestation de cette personne. 6 Ed. VII, c. 13, s. 18b ; 7 Ed. VII, c. 16, s. 2.

Détention
du véhicul-
moteur jus-
qu'à adjudi-
cation finale.

1408. Cet officier de la paix ou cette personne qui fait, sans mandat, une arrestation comme susdit, peut détenir tout véhicule-moteur, dont le propriétaire ou le conducteur est soupçonné d'avoir commis l'offense jusqu'à ce qu'il ait été finalement adjugé sur toutes procédures qui peuvent être intentées en vertu des dispositions de la présente section, pourvu toutefois que ce véhicule-moteur puisse être remis, sur cautionnement fourni à la satisfaction d'un juge de paix. 6 Ed. VII, c. 13, s. 18c ; 7 Ed. VII, c. 16, s. 2.

Proviso.

Devoir de la
personne
opérant l'ar-
restation.

1409. L'officier de la paix ou la personne faisant une arrestation doit, avec une diligence raisonnable, conduire toute personne ainsi arrêtée sans mandat devant un juge de paix, pour qu'elle y soit traitée suivant la loi. 6 Ed. VII, c. 13, s. 18d ; 7 Ed. VII, c. 16, s. 2.

1410. 1. Sujet aux dispositions contenues dans la présente section, les poursuites devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat de district, doivent être intentées au moyen d'une action ordinaire. Poursuites en vertu de cette section.

2. Les poursuites en vertu de la présente section, devant un juge de paix, sont régies par la partie xv du Code criminel. Dispositions applicables.

3. Dans toutes poursuites ou actions intentées devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat de district, les honoraires du greffier de ces cours, de l'avocat et de l'huissier sont les mêmes que ceux qui sont accordés, dans le tarif des honoraires, pour les actions de troisième classe dans la Cour de circuit. Honoraires devant Cour de circuit, etc.

Dans les poursuites devant un juge de paix, les honoraires sont ceux qui sont accordés par les tarifs faits par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément à l'article 3253. Honoraires devant juges de paix. 6 Ed. VII, c. 13, s. 19 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 3.

1411. 1. Toutes procédures légales, instituées en recouvrement d'un honoraire de licence ou d'un honoraire d'enregistrement dû à la couronne en vertu de la présente section, doivent être prises au nom du percepteur du revenu de la province qu'il appartient. Recouvrement des honoraires de licences.

2. Les procédures légales, instituées par suite de la violation de quelqu'une des dispositions de la présente section ou de l'un des règlements faits en vertu d'icelle, doivent être prises au nom du percepteur du revenu de la province qu'il appartient ou de la corporation de la cité, ville ou municipalité locale dans laquelle l'offense a été commise, et non autrement, sujet toujours aux dispositions de l'article 1422. Devant qui sont intentées les actions. 6 Ed. VII, c. 13, s. 19a ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 3.

1412. Le juge ou le tribunal devant lequel toute personne est condamnée en vertu des dispositions des articles 1404 ou 1405, fait insérer, sur le certificat d'enregistrement de la personne ainsi condamnée, la date de cette condamnation, le nom du tribunal et la pénalité imposée. Date de la condamnation, etc., insérée sur certificat. 6 Ed. VII, c. 13, s. 20.

1413. Un dossier complet doit être conservé par tout juge de paix ou par toute cour de cette province, de chaque cause dans laquelle une personne a été trouvée coupable en vertu des dispositions de la présente section ou de toute autre loi concernant les véhicules-moteurs, et une copie certifiée de ce dossier doit être envoyée, sans délai, par chaque tel tribunal ou juge au trésorier de la province. Dossier complet conservé et copie transmise au trésorier.

Les dits tribunaux ou juges font rapport au trésorier de la province des détails des infractions les plus flagrantes qui peuvent leur avoir été soumises, et ils peuvent faire au dit trésorier de la province telles recommandations qu'ils jugent néces- Détails des infractions envoyés au trésorier.

saires, au sujet de la suspension ou de l'annulation de la licence ou du certificat d'enregistrement des défendeurs dans ces causes.

Dossiers peuvent être examinés au bureau du trésorier. Le trésorier de la province peut conserver ces dossiers dans son département et toute personne peut avoir accès aux dits dossiers, pour les examiner, durant les heures raisonnables d'affaires. 6 Ed. VII, c. 13, s. 21.

Pénalité contre personne conduisant un véhicule-moteur sans la permission du propriétaire. **1414.** Toute personne se servant d'un véhicule-moteur, s'immisçant dans sa mise en mouvement ou s'avisant de le conduire sans la permission du propriétaire, en sus de tous les dommages causés dont elle est responsable, est, sur condamnation, passible d'une amende de pas moins de dix piastres ou d'un emprisonnement n'excédant pas six mois ou des deux. 6 Ed. VII, c. 13, s. 22.

§ 5.—Des dispositions relatives aux routes et à la vitesse

Conducteur d'un véhicule-moteur doit gagner à droite du chemin public quand il rencontre animaux de trait, etc. **1415.** Lorsqu'une personne conduisant un véhicule-moteur rencontre un cheval ou des chevaux ou autres animaux de trait, ou tout véhicule, cette personne conduisant ainsi ce véhicule-moteur doit, en temps opportun, gagner à la droite du centre du chemin public de manière à passer sans encombre. Toute personne conduisant ainsi un véhicule-moteur, en atteignant tel cheval, animal de trait ou véhicule, doit passer à sa gauche et celui qui monte ou conduit tel cheval, animal de trait ou véhicule doit, aussitôt que cela peut se faire, gagner à droite afin de laisser libre passage à gauche. Toute personne conduisant ainsi un véhicule-moteur doit, à l'intersection des chemins publics, prendre la droite de l'intersection du centre de ces chemins en tournant à droite ou à gauche. 6 Ed. VII, c. 13, s. 23.

Devoir à l'intersection des chemins publics.

Conducteur d'un véhicule-moteur doit prendre des précautions quand il rencontre cheval monté, mené ou conduit. **1416. 1.** Toute personne ayant le contrôle ou le soin d'un véhicule-moteur doit, sur toute rue ou chemin public, à l'approche de tout cheval monté, mené ou conduit, ou de tout véhicule tiré par un cheval, manœuvrer ce véhicule-moteur de manière à prendre toute précaution raisonnable pour empêcher que le cheval ne soit effrayé et pour assurer la sécurité et la protection de la personne qui le monte, mène ou conduit ; et, si ce cheval semble avoir peur, la personne qui conduit ce véhicule-moteur doit en diminuer la vitesse, et, si elle en est requise au moyen d'un signal fait en levant la main ou autrement par le conducteur de ce cheval, elle doit arrêter et ne pas avancer plus loin vers cet animal, à moins que ce mouvement ne soit nécessaire pour éviter un accident ou des dommages ou que cet animal ne paraisse être sous le contrôle de son conducteur.

Il doit arrêter s'il en est requis.

2. Si le cheval est fort effrayé ou si la personne conduisant le véhicule-moteur en est requise, elle doit arrêter le fonctionnement du moteur de ce véhicule aussi longtemps qu'il le faudra raisonnablement pour éviter un accident et pour la sécurité des autres personnes. 6 Ed. VII, c. 13, s. 24 ; 7 Ed. VII, c. 16, s. 3.

1417. Tout véhicule-moteur, en usage dans un chemin public, doit être suffisamment muni de bons freins, et aussi d'une sonnette ou gong, d'un sifflet ou autre signal convenable, et, si c'est une automobile, elle doit porter, depuis une heure après le coucher jusqu'à une heure avant le lever du soleil, deux lampes à lumières blanches visibles à une distance raisonnable dans la direction que suit ce véhicule, laissant voir le numéro officiel du véhicule en chiffres arabes distincts, d'au moins un pouce de hauteur et dont chaque plein doit avoir au moins un quart de pouce de largeur, et aussi une lumière rouge visible dans la direction inverse ; pour un cycle-moteur, une lampe doit être fixée en tête d'icelui.

Aucun véhicule-moteur ne doit être muni du genre de lumière généralement connue sous le nom de lumière de recherche à pivot (*swivel search light*). 6 Ed. VII, c. 13, s. 25 ; 7 Ed. VII, c. 16, s. 4.

1418. Aucune ordonnance, règlement ou règle en vigueur dans une cité, une ville ou autre municipalité le 9 mars 1906, ou passé depuis, qui prescrit à quelle vitesse les automobiles ou les cycles-moteurs doivent être conduits dans les chemins publics n'a de vigueur ou d'effet. Toutefois, rien de ce qui est contenu dans la présente section ne doit être interprété de manière à affecter les droits des bureaux de commissaires des parcs, tels qu'autorisés par la loi ; et ces bureaux et autorités locales peuvent, nonobstant les dispositions de la présente section, faire, mettre à exécution et maintenir des règlements, règles et ordonnances raisonnables au sujet de la vitesse à laquelle les véhicules-moteurs peuvent être conduits dans les parcs et les avenues des parcs, dans les limites d'une cité, mais ils doivent, dans ce cas, au moyen d'enseignes bien en vue à l'entrée de ces parcs et le long de ces avenues, indiquer clairement la vitesse permise ou requise, et ils peuvent même interdire aux véhicules-moteurs l'entrée de tout parc, avenue de parc et cimetière ou terrains destinés aux inhumations. 6 Ed. VII, c. 13, s. 26.

1419. Un véhicule-moteur ne peut être conduit sur un chemin public à une vitesse plus grande qu'il n'est raisonnable et convenable, en égard au trafic et à l'usage de ce chemin, ni de manière à mettre en péril la vie ou les membres de quelque personne, ou la sûreté de quelque propriété ; ni, en aucun

cas, à une vitesse plus grande que neuf milles à l'heure, dans les limites d'une cité, d'une ville ou d'un village, ou sur un chemin public quand le territoire adjacent renferme des constructions rapprochées, et que quinze milles à l'heure dans toute autre localité. 6 Ed. VII, c. 13, s. 27 ; 7 Ed. VII, c. 16, s. 5.

Vitesse diminuée en approchant des ponts, etc.

1420. En approchant d'un angle aigu de chemins, un pont ou une descente raide dans un chemin public, ou de l'intersection de chemins et de traverses, la vitesse du véhicule-moteur doit être réduite à quatre milles à l'heure et un signal donné en approchant d'un tournant de chemin public ou de l'intersection de deux rues ou en sortant, dans une rue ou un chemin public, de tout garage, cour ou terrain privé. 6 Ed. VII, c. 13, s. 28 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 4.

En cas d'accidents, conducteur doit donner nom, adresse, etc.

1421. Advenant quelque accident à une personne ou à la propriété dans le chemin public, dû à ce qu'un véhicule-moteur y a été mis en mouvement, la personne qui conduit ce véhicule doit arrêter, et, si elle en est priée par toute personne présente, elle est tenue de faire connaître à cette dernière son nom et son adresse, ainsi que le numéro de l'enregistrement, le nom et l'adresse du propriétaire de ce véhicule, sous la pénalité fixée par l'article 1405. 6 Ed. VII, c. 13, s. 29 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 5.

La poursuite au civil pour dommages n'est pas affectée.

1422. Rien de ce qui est contenu dans la présente section ne doit être interprété comme restreignant ou diminuant le droit de toute personne d'intenter une poursuite au civil pour dommages. 6 Ed. VII, c. 13, s. 30 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 6.

Pouvoir des municipalités de faire certains règlements, restreint.

1423. Sujet aux dispositions de la présente section les corporations ou conseils municipaux n'ont pas le droit de passer, mettre en vigueur ou maintenir aucun règlement ou résolution exigeant qu'un propriétaire ou conducteur d'un véhicule-moteur soit muni d'une licence ou d'un permis pour pouvoir faire usage des grands chemins publics, ou interdisant ou prohibant à tout véhicule-moteur, dont le propriétaire s'est conformé à la présente section, l'usage libre de tels chemins publics, sauf telle promenade de voiture (*driveway*), chemin de course (*speedway*) ou route qui a été ou peut être expressément réservé par la loi à l'usage exclusif des chevaux et voitures légères, ou, sauf ainsi qu'il est par la présente section pourvu, affectant de quelque manière l'enregistrement ou le numérotage des véhicules-moteurs, ou prescrivant une vitesse, moins grande que celle indiquée dans la présente section, à laquelle ces véhicules doivent être conduits, ou affectant l'usage des grandes voies publiques, contraire aux dispositions ou incompatible avec les dispositions de la présente section ; et tous tels règlements, règles ou ordonnances en vigueur le 9

Excepté pour certains chemins.

mars 1906 sont déclarés nuls et de nul effet. 6 Ed. VII, c. 13, s. 31.

§ 6.—*Dispositions diverses*

1424. Nul ne doit conduire, en qualité de chauffeur, un véhicule-moteur sur les grandes voies publiques, sans être licencié ainsi qu'il est ci-dessus pourvu, et sous la pénalité ci-dessus édictée. 6 Ed. VII, c. 13, s. 32 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 7.

1425. Nul chauffeur, licencié comme il est dit précédemment, ne doit sciemment permettre à une autre personne de porter son insigne, et nulle personne, pendant qu'elle conduit un véhicule-moteur, ne doit porter un insigne appartenant à une autre personne, ou un insigne factice. 6 Ed. VII, c. 13, s. 33 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 8.

1426. Nul ne doit employer comme chauffeur d'un véhicule-moteur une personne non spécialement licenciée comme tel. 6 Ed. VII, c. 13, s. 34.

1427. Il est défendu à toute personne en état d'ivresse de conduire un véhicule-moteur. 6 Ed. VII, c. 13, s. 34a ; 7 Ed. VII, c. 16, s. 6.

1428. Il est défendu à toute personne de conduire un véhicule-moteur dans une rue, une route ou un chemin publics, dans une course ou pour une gageure ou un enjeu. 6 Ed. VII, c. 13, s. 34b ; 7 Ed. VII, c. 16, s. 6.

1429. Les dispositions de la présente section n'interdisent pas aux personnes non licenciées de conduire des véhicules-moteurs si elles sont accompagnées d'un chauffeur ou conducteur licencié. 6 Ed. VII, c. 13, s. 35.

1430. Tout véhicule-moteur doit être muni d'une fermeture à clef ou autre appareil pour empêcher que le dit véhicule ne soit mis en mouvement, et nul ne doit laisser tel véhicule qu'il conduit, stationner ou séjourner seul dans une rue, une avenue, une route, une allée, un chemin public, un parc, une avenue de parc ou autre place publique, sans l'avoir auparavant mis sous clef ou fermé comme il est dit ci-dessus. 6 Ed. VII, c. 13, s. 36.

1431. Pour l'émission des certificats et des licences et pour l'exécution générale de la présente section et de tous les règlements faits en vertu d'icelle, le trésorier de la province peut nommer, pour le représenter et agir en son nom, tous officiers ou personnes qu'il veut choisir, et ces officiers ou

personnes ainsi nommés peuvent faire prêter serment et prendre des témoignages. 6 Ed. VII, c. 13, s. 37 ; 7 Ed. VII, c. 16, s. 7 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 9.

Tarif d'honoraires pour émission de certificats.

Règlements par le lieutenant-gouverneur en conseil.

1432. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire un tarif des honoraires que le trésorier de la province peut exiger pour l'émission du certificat et de la plaque mentionnés dans la présente section, en changeant les sommes mentionnées dans la présente section, et peut faire des règlements concernant l'émission, le renouvellement et le transfert des licences et des certificats, le mode et l'époque du paiement des honoraires, la délivrance, aux conducteurs et chauffeurs, de plaques de bois, de caoutchouc ou d'autres matières, sur lesquelles le grand numéro du véhicule doit être exposé, et la grandeur, la forme et les couleurs de ces plaques et numéros ainsi que l'honoraire exigible pour telles plaques et, aussi tous tels règlements nouveaux qu'il juge nécessaires pour son fonctionnement efficace. 6 Ed. VII, c. 13, s. 38 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 10.

Privilège de la couronne sur le véhicule-moteur.

1433. Toute somme devenant due à la couronne, en vertu de la présente section, constitue une dette privilégiée sur le véhicule-moteur, prenant rang immédiatement après les frais de justice. 6. Ed. VII, c. 13, s. 39.

Honoraires font partie du fonds consolidé du revenu.

1434. Les honoraires imposés par la présente section et toutes les pénalités recouvrées en vertu d'icelle, forment partie du fonds consolidé du revenu de la province. 6 Ed. VII, c. 13, s. 40 ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 11.

Paiement des dépenses encourues.

1435. Une partie de ces honoraires peut être appliquée, de temps à autre, par le trésorier de la province, sous la direction du lieutenant-gouverneur en conseil, au paiement des dépenses encourues pour l'exécution de la présente section. 6 Ed. VII, c. 13, s. 41.

SECTION XXII

DU REMBOURSEMENT DE SUBSIDES PAR LES COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER

Taxe sur subventions aux chemins de fer.

1436. Une somme d'une demi-cent pour cent sur le montant de la subvention payée par la province, soit avant soit après l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, pour aider à la construction d'un chemin de fer, est imposée et prélevée chaque année sur tel chemin de fer, et est payable au trésorier de la province par la compagnie, corporation ou personne qui est propriétaire de, qui possède ou qui exploite ce chemin de fer, en deux versements semestriels et égaux le premier janvier et le premier juillet de chaque année. 54 V., c. 88, s. 11 ; 58 V., c. 6, s. 1.

1437. Au lieu de la somme d'une demie de un pour cent sur la subvention totale imposée et prélevée en vertu de l'article 1436, toute compagnie de chemin de fer subventionnée par la province, soit avant soit après l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, et toute compagnie, corporation ou personne, propriétaire d'un ou possédant ou exploitant un chemin de fer subventionné doit, si elle a transmis dans le délai prescrit les rapports mentionnés dans l'article 1438, payer annuellement, en deux paiements égaux, le premier janvier et le premier juillet de chaque année, au trésorier de la province, une somme de cinq pour cent sur les profits nets de ce chemin de fer subventionné, tels qu'établis par les dits rapports ; pourvu que, si telle compagnie, corporation ou personne refuse ou néglige de transmettre ces rapports dans le délai prescrit, elle soit tenue de payer la somme d'une demie de un pour cent imposée et prélevée en vertu de l'article 1436 et en la manière y indiquée. 54 V., c. 88, s. 11 ; 58 V., c. 6, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 2, ss. 2, 3 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

1438. 1. Toute compagnie, corporation ou personne visée par les articles 1436 et 1437 doit, en sus des rapports exigés par la loi générale concernant les chemins de fer, préparer annuellement des rapports, suivant les formules contenues dans la cédula de la présente section, du trafic et des frais d'exploitation et des profits nets de ce chemin de fer subventionné, et de tous les renseignements exigés, tels que spécifiés dans les dites formules ; ces rapports sont datés, signés et attestés sous serment par telle personne, ou par le secrétaire ou quelque autre officier principal de telle compagnie ou corporation, et par le président, ou, en son absence, par le vice-président ou le gérant de la compagnie ou corporation.

Les frais d'exploitation ne comprennent pas les montants payés ou dus pour les taxes, pour les intérêts sur les hypothèques et sur les obligations et pour le fonds d'amortissement.

Pour les fins du calcul des profits nets, les montants payés ou dus pour les taxes, pour l'intérêt sur les hypothèques et sur les obligations, et pour le fonds d'amortissement ne sont pas déduits des recettes brutes.

2. Ces rapports doivent couvrir les douze mois finissant le trente juin de l'année suivant la date du rapport précédent.

3. Un double de ce rapport, daté, signé et attesté comme susdit, est transmis par telle compagnie, corporation ou personne au ministre des travaux publics et du travail dans les trois mois qui suivent le premier juillet de chaque année.

4. Telle compagnie, corporation ou personne doit fournir aussi, outre les renseignements qui doivent être transmis

Paiement que doivent faire les compagnies contrôlant un chemin de fer subventionné, dans certains cas.

Proviso.

Rapports que doivent préparer les compagnies de chemin de fer subventionnées ou contrôlant un chemin de fer subventionné.

Frais d'exploitation.

Profits nets.

Période pour laquelle sont préparés ces rapports.

Double de ces rapports transmis au ministre.

Autres rapports, etc.

ministre, tels que spécifiés dans ces formules, tous autres renseignements et rapports que peut exiger, de temps en temps, le ministre.

Rapports
soumis aux
Chambres.

5. Le ministre soumet aux deux Chambres de la Législature, dans les vingt et un premiers jours de chacune de ses sessions, les rapports qui lui ont été faits et transmis conformément à la présente section. 1 Ed. VII, c. 2, ss. 1, 2; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22; 8 Ed. VII, c. 6, ss. 1, 2.

Pouvoir du
ministre,
s'il croit les
rapports
inexactes,
d'ordonner
inspection
des livres,
etc.

1439. Si le ministre des travaux publics et du travail a raison de croire que les rapports de quelqu'une de ces compagnies, corporations ou personnes n'indiquent pas fidèlement quels ont été les profits nets du chemin de fer, il peut charger spécialement un officier d'aller faire l'inspection des livres et registres de telle compagnie, corporation ou personne et interroger sous serment les officiers de cette compagnie ou corporation et les employés de cette personne au sujet des entrées qui y sont faites; ces livres et registres doivent être soumis pour examen à l'officier chargé de l'inspection, et ces officiers et employés sont tenus de répondre aux questions qui leur sont posées à ce sujet.

Pénalité si
la compagnie
refuse de
laisser voir
ses livres,
etc.

Si la compagnie, corporation ou personne refuse de laisser voir ses livres et registres, ou si ses officiers ou employés refusent de répondre aux questions s'y rapportant qui leur sont faites, la compagnie, corporation ou personne est censée ne pas avoir fourni les rapports exigés par l'article 1438, et le proviso de l'article 1437 s'applique à telle compagnie, corporation ou personne ainsi qu'au paiement qu'elle sera tenue de faire. 1 Ed. VII, c. 2, s. 4; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Fonds de
rembourse-
ment.

1440. Toutes les sommes prélevées en vertu de la présente section constituent en faveur de la province, un fonds de remboursement de tous les deniers qui ont été payés ou qui peuvent l'être à compte des subventions aux compagnies de chemin de fer. 54 V., c. 88, s. 12.

Placement de
ce fonds.

1441. Le dit fonds doit être placé, par le trésorier de la province, en obligations provinciales ou fédérales ou employé au rachat des obligations de la province non libérées, ou affecté à l'acquisition d'autres valeurs approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil. 54 V., c. 88, s. 13.

Fins aux-
quelles il
peut être
affecté.

1442. Le dit fonds ne doit, en aucun temps, ni même provisoirement, être affecté à d'autres fins que celles mentionnées dans les articles 1440 et 1441. 54 V., c. 88, s. 14.

CEDULE

1

PRODUIT DE L'EXPLOITATION DE CHEMINS DE FER

	\$	cts
1. Trafic des voyageurs.....		
2. Trafic des marchandises.....		
3. Service des postes et d'express.....		
4. Autres provenances		
Total.....		

A

FRAIS D'EXPLOITATION.—ENTRETIEN DE LA VOIE, DES
BATIMENTS, ETC.

	\$	cts
1. Coût de la main-d'œuvre employée à l'entretien de la voie, y compris les évitements et garages		
2. Coût des rails en fer avec attaches		
3. Coût des rails en acier avec attaches.....		
4. Ballastage.....		
5. Réparation des ponts, ponceaux.....		
6. Réparation et renouvellement de bâtiments.....		
7. Réparation de clôtures.....		
8. Enlèvement de la neige.....		
9. Surintendance		
Total.....		

B

FRAIS D'EXPLOITATION, SERVICE ET RÉPARATION DES
LOCOMOTIVES

	\$	cts
1. Salaires des mécaniciens, chauffeurs et nettoyeurs		
2. Combustibles: charbon.....		
do bois.....		
3. Réparation des locomotives et tenders.....		
4. Huile, graisse, étoupe et chiffon pour les loco- motives.....		
5. Machines d'alimentation d'eau.....		
6. Réparation d'outillage et de machines.....		
7. Surintendance		
Total.....		

C

SERVICE ET RÉPARATION DES WAGONS

	\$	cts
1. Gages et matériaux pour la réparation des wagons à voyageurs.....		
2. Gages et matériaux pour la réparation des wagons à marchandises et des chasse-neige.....		
3. Surintendance		
Total.....		

D

FRAIS D'EXPLOITATION, DÉPENSES GÉNÉRALES

	\$	cts
1. Frais de bureaux y compris ceux des directeurs, auditeurs, administration, frais de route, fourniture, etc.....		
2. Agents de station, commis, chargeurs, etc.....		
3. Conducteurs préposés aux bagages et serre-freins.		
4. Indemnité pour accident ayant occasionné des blessures.....		
5. do pour perte et avarie de marchandises.		
6. do pour bestiaux tués.....		
7. Frais de passage d'eau et bâteaux-passeurs.....		
8. Frais d'agences étrangères		
9. Fournitures diverses, y compris lumière, lampes et appareils de signaux.....		
10. Tous autres frais.....		
11.		
12.		
13.		
Total.....		

Des blancs sont laissés pour l'insertion de tous autres items de dépenses non compris dans l'état qui précède.

2

SOMMAIRE DES FRAIS D'EXPLOITATION

	\$	cts
A. Entretien de la voie, des bâtiments, etc.....		
B. Service et réparation des locomotives.....		
C. Service et réparation des wagons.....		
D. Frais généraux d'exploitation.....		
Total.....		

L'état ci-dessus doit comprendre tous les frais d'exploitation du chemin de fer, et le total doit s'accorder avec l'état publié par la compagnie.

3

RÉCAPITULATION

	\$	cts
Recettes du chemin de fer.....		
Frais d'exploitation.....		
Recettes nettes		

1 Ed. VII, c. 2, s. 1, cédule.

SECTION XXIII

DES TIMBRES

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

1443. Les mots "revenu" et "officier du revenu," dans la présente section, ont la signification et l'étendue qui leur sont données dans la loi du trésor. S. R. Q., 1154.

Signification
des mots :
"revenu" et
"officier du
revenu."

1444. Les mots "timbre" ou "timbres" ou "papier timbré," comprennent tous les timbres ou le papier timbré, émis à propos de matières sujettes au contrôle de la Législature, en vertu de toute loi ou en vertu de tout arrêté en conseil du gouverneur de l'ancienne province du Canada, ou du lieutenant-gouverneur de cette province, fondés sur, ou reconnus par les dites lois ou quelque une d'elles. S. R. Q., 1155.

Application
des mots :
"timbre"
ou "papier
timbré."

1445. Les mots "honoraires", "taxes", "droit" ou "droits," comprennent tous les honoraires, droits, taxes et charges, à propos de matières sujettes au contrôle de la Législature, et qui, sous le terme "honoraires" ou autrement, tombent sous le coup des dispositions de la présente section, et toutes les sommes de deniers qui, en vertu d'une loi quelconque, d'un arrêté en conseil ou autre autorité, sont dues à un département ou à un officier public, ou sont payables par leur intermédiaire, à raison d'une matière quelconque, ou sont ou peuvent être perçues ou acquittées, au moyen de timbres, et tout revenu quelconque qui, en vertu d'une loi ou d'un arrêté en conseil, est ou peut être ainsi perçu ou payé.

Application
des mots :
"droit"
"taxes", etc.

Tous tels honoraires, taxes et droits, sont censés être payables à la couronne. S. R. Q., 1156.

Droits payables à la couronne.

1446. Les mots "instrument qui doit être timbré," comprennent les matières, procédures, mémorandums, titres, ins-

Signification
des mots :

“ instrument truments, documents et pièces quelconques, sujets au contrôle qui doit être de la Législature, et qui, en vertu de la présente section, ou en timbré.” vertu d'un arrêté en conseil, doivent être revêtus d'un timbre adhésif ou imprimé,—et aussi les lettres patentes, commissions, licences, permis, certificats et instruments quelconques, originaux, doubles ou copies, sur lesquels en vertu de la présente section ou de toute loi de la Législature, ou en vertu d'un arrêté en conseil fondé sur, ou reconnu par telle loi ou section,—des timbres doivent être apposés ou imprimés. S. R. Q., 1157.

1447. Le mot “ officier,” usité dans la présente section, est censé comprendre tous les protonotaires, greffiers des appels, greffiers de la Cour de circuit, shérifs, coroners, greffiers de la couronne, greffiers de la paix, greffiers des Cours de magistrat de district, greffiers des juges des sessions, crieurs, assistants-crieurs, huissiers-audienciers, greffiers de cours de commissaires, régistrateurs et percepteurs de la taxe sur les transferts de valeurs.

Et des mots: Les mots “ officiers sujets à la présente section” s'appliquent “ officiers à tout officier ayant une charge se rapportant à des matières sujets à la soumises au contrôle de la Législature et qui, sous le nom d’“officiers” ou autrement, tombent sous le coup des dispositions de la présente section; à tout officier du revenu ayant des fonctions à remplir au sujet des timbres, et à toute personne remplissant telles fonctions en vertu de toute loi ou ordonnance du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1158 ; 6 Ed. VII, c. 12, s. 14.

§ 2.—De l'approvisionnement des timbres

1448. Tous les timbres et le papier timbré requis sont fournis, de temps à autre, par le trésorier de la province.

Le contrôleur du revenu de la province a la garde immédiate de ces timbres et de ce papier timbré; il ne les émet que sur des demandes certifiées qui lui sont transmises par l'auditeur.

Des comptes en détail précis des timbres et du papier timbré fournis et émis, sont tenus par le contrôleur du revenu de la province et par l'auditeur, en la forme et d'après les règlements prescrits pour la garantie de la responsabilité incombant à chacun d'eux, ainsi qu'à toutes les matières qui s'y rapportent, suivant les ordres que le lieutenant-gouverneur ou le trésorier de la province peuvent prescrire de temps à autre. S. R. Q., 1159; 52 V., c. 14, s. 2.

1449. Les timbres sont émis par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, en la forme et sous les conditions établies par tels arrêtés pour les fins ci-dessous mentionnées. S. R. Q., 1160.

1450. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une personne ou des personnes pour la vente des timbres dans toute localité, moyennant la rémunération et aux conditions qu'il peut déterminer. S. R. Q., 1162 ; 8 Ed. VII, c. 21, s. 2. Personnes
nommées
pour vendre
des timbres.

1451. Les personnes ainsi nommées pour vendre des timbres sont tenues d'avoir constamment en mains un assortiment de timbres qui peuvent leur être raisonnablement demandés pendant la durée de leurs fonctions, et elles sont tenues de vendre ces timbres à quiconque en fait la demande, sur paiement de la valeur d'iceux ; et, dans le cas de violation des devoirs imposés par le présent article, elles sont passibles envers Sa Majesté, d'une amende n'excédant pas vingt piastres, en sus des dommages éprouvés par toute partie en conséquence de telle violation. S. R. Q., 1163 ; 8 Ed. VII, c. 21, s. 3. Obligations
des person-
nes nom-
mées.

Pénalité.

1452. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, au besoin, faire les règlements qu'il juge nécessaires au sujet du décompte des timbres émis, qui peuvent avoir été endommagés ou être devenus inutiles ou impropres au but auquel ils étaient destinés, ou dont le propriétaire peut ne pas avoir un besoin immédiat, ou qui, par erreur ou inadvertance, peuvent avoir été employés irrégulièrement ou sans nécessité. Décompte
des timbres
impropres,
etc.

Ce décompte a lieu soit en donnant d'autres timbres au lieu de ceux ainsi décomptés, ou en remboursant le montant ou la valeur au propriétaire. S. R. Q., 1164 ; 8 Ed. VII, c. 21, s. 4. Mode de faire
le décompte.

1453. Dans le cas où il est nécessaire d'établir une distinction entre les timbres émis pour le compte d'un fonds spécial ou pour quelque objet particulier et ceux affectés au fonds consolidé du revenu de la province, le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en conseil, ordonner que cette distinction soit faite et observée en la manière et au moyen de différences dans l'impression ou le numérotage, ou dans la couleur ou la forme du timbre ou autrement selon qu'il peut le juger nécessaire ou à propos. S. R. Q., 1165. Quant aux
timbres émis
pour un
fonds spé-
cial, etc.

1454. Le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, pourvoir, par arrêté en conseil, à ce que, le et après le jour qui peut y être désigné, et après en avoir donné au moins un mois d'avis par proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, les timbres ou le papier timbré, ou les timbres ou le papier timbré d'une ou plusieurs valeurs ou dénominations, formes ou dessins, décrits dans l'arrêté et la proclamation, cessent d'être émis ou reçus ou mis en usage comme timbres ou papier timbré ; il peut, par tel arrêté et telle proclamation, pourvoir à la rentrée et à l'annulation d'iceux, ainsi qu'au moyen de fournir, Lieut.-gouv.
en cons. peut
ordonner que
tels timbres
cessent d'être
en usage.

émettre et échanger en leurs lieu et place, d'autres timbres ou d'autre papier timbré de même ou d'autre valeur ou dénomination ou forme ou dessin, décrits dans l'arrêté et la proclamation.

Application
de la loi.

Toutes les dispositions de la loi doivent s'appliquer, à compter de tel jour et dans la suite, aux timbres ou au papier timbré émis, suivant les termes de tels arrêté et proclamation, à toutes fins que précédemment, et aux timbres ou au papier timbré rentrés en vertu d'iceux; et toutes les dispositions quelconques de tels arrêté et proclamation se rattachant en aucune manière, à telle rentrée, annulation, émission ou échange comme susdit ont force de loi à toutes fins comme si la chose était expressément stipulée et décrétée dans la présente section. S. R. Q., 1166.

§ 3.—Des cas où l'apposition des timbres est nécessaire

Emploi des
timbres.

1455. Les dispositions relatives à l'apposition des timbres s'appliquent aux cas suivants, savoir :

Sommes
payables au
fonds d'hon-
oraires des
officiers
de justice.

1. A tous honoraires d'office payables ou qui peuvent devenir payables à tout protonotaire, greffier des appels, greffier de la Cour de circuit, shérif, coroner, greffier de la couronne, greffier de la paix, greffier des juges des sessions, crieur, assistant-crieur ou huissier-audiencier de toute cour, qui, en vertu des lois maintenant en vigueur ou qui le seront à l'avenir, peuvent former partie du fonds d'honoraires des officiers de justice, ou qui doivent y être versés, et tant que ces honoraires continueront à former partie de ce fonds,—et peuvent être rendues applicables aux greffiers des Cours de magistrat de district;

Droits en
vertu de 12
V., c. 112, ou
des présents
art. 3550 et
3551 S. R.

2. A toute taxe et droit imposés par la loi 12 Victoria, chapitre 112, intitulée: "Acte pour pourvoir à la construction ou réparation des maisons de justice et prisons dans certains endroits du Bas-Canada," ou en vertu des articles 3550 et 3551, ou imposés ou pouvant être imposés par tout arrêté en conseil, sous l'empire de la dite loi ou des dits articles, sur les procédures et pièces qui, par et en vertu de la dite loi ou des dits articles, sont déclarées passibles de tels droit ou taxe, et qui, en vertu de toute loi maintenant en vigueur ou qui le sera à l'avenir, peuvent former partie du "fonds d'honoraires des officiers de justice" ou du "fonds de bâties et des jurés," ou doivent y être versés, et tant que ces honoraires continueront à former partie de ces fonds ou de l'un ou de l'autre d'entre eux ;

Honoraires,
etc., de cer-
tains régis-
trateurs.

3. A tous honoraires et émoluments d'office payables ou qui peuvent devenir payables à tout régistrateur d'une division d'enregistrement tombant sous l'effet des dispositions du paragraphe premier de la section dix-huitième du chapitre premier du titre douzième des présents Statuts refondus (articles 7465-7474,

inclusivement) pour les divers services ou devoirs à être rendus par lui. S. R. Q., 1167; 57 V., c. 41, s. 2.

1456. Les dispositions de la présente section ne s'appliquent à aucune commission ou rémunération sous forme de commission payable à même les deniers prélevés par exécution ou autrement, bien qu'ils puissent former partie de l'un ou de l'autre des dits fonds. S. R. Q., 1168.

Loi non applicable aux commissions, etc.

1457. Nul officier public n'a droit d'exiger de commission ou de pourcentage sur les honoraires, taxes ou droits perçus au moyen des timbres en vertu de la présente section S. R. Q., 1169 ; 8 Ed. VII, c. 21, s. 5.

Commissions et pourcentages, prohibés.

1458. Il est défendu à tout tribunal et à tout officier d'un tribunal, autorisé à recevoir les honoraires ci-dessus, de prendre en paiement ou de recevoir d'argent pour tout honoraire dû et payable à la couronne, en vertu des dites lois. S. R. Q., 1170.

Il ne peut être reçu d'argent pour honoraires.

1459. Nulle procédure ou pièce de procédure ou instrument quelconque sur lesquels il y a des honoraires dus ou payables à la couronne comme susdit, ne doivent être émis, reçus ou exécutés par un tribunal ou par un officier autorisé à recevoir tels honoraires, tant que les timbres exigés par la présente section n'y ont pas été apposés ou imprimés, correspondant en montant à ceux ainsi dus et payables à la couronne à l'égard de ces procédures, pièces ou instruments, et au lieu de la somme ainsi due et payable à la couronne. S. R. Q., 1171.

Nulle procédure sur lesquelles les honoraires sont payables, ne sont valables avant que tous les droits soient payés.

1460. Toute procédure ou pièce quelconque sur laquelle un honoraire est dû ou payable à la couronne, et qui n'est pas ainsi dûment timbrée, est absolument nulle pour toutes fins quelconques, à moins qu'elle ne soit subséquentement timbrée en vertu des dispositions de la présente section ; et aucun instrument qui doit être timbré ne peut être émis, reçu, exécuté ou reconnu par un officier sujet à la présente section ou par un tribunal ou un juge ou autre personne, ou n'a d'effet comme preuve ou autrement pour aucune fin, à moins que les timbres qui doivent y être apposés ou imprimés n'y aient été ainsi dûment apposés ou imprimés. S. R. Q., 1172.

Les procédures non timbrées sont nulles.

1461. Dans tous les cas de recherche, examen et légalisation de copies officielles de pièces par le procureur ou l'avocat et dans tous les autres cas où il n'a pas été d'usage d'employer, lors de ces recherches, examen et légalisation, quelque document ou papier écrit ou imprimé sur lequel le timbre pouvait être imprimé ou apposé, la partie, ou son procureur ou avocat,

Cas de recherche, etc., prévus.

désirant que la chose ait lieu, doit en faire la demande dans une note ou un mémorandum rédigé par écrit sous une forme concise, et des timbres équivalant au montant de l'honoraire payable doivent être imprimés ou apposés sur la note ou le mémorandum. S. R. Q., 1173.

Il n'est pas
signifié de
bref, etc.,
non timbré.

1462. Nul shérif ou autre officier ou personne ne doit signifier ni exécuter un bref ou un ordre, ni une règle ou une procédure, ou la copie d'iceux sur lesquels tels honoraires ou droits sont dus ou payables et qui ne sont pas dûment timbrés en vertu de la présente section; toute signification ou exécution faite contrairement à icelle est nulle, et nulle indemnité ne doit être allouée pour ce faire. S. R. Q., 1174.

Autres tim-
bres lors-
qu'un autre
droit est dû.

1463. Nulle procédure ou pièce dûment timbrée pour l'objet auquel elle peut avoir été destinée, n'est considérée comme timbrée pour aucune autre fin, dans le cas où un autre droit ou honoraire est dû ou payable sur icelle à l'égard de tout autre objet auquel elle peut être destinée. S. R. Q., 1175.

Le tribunal
ne prend
connaissance
d'aucune
procédure si
elle n'est pas
timbrée.

1464. Le tribunal saisi de telle procédure ou pièce, ou devant lequel telle procédure ou pièce qui doit être et qui n'est pas ainsi dûment timbrée est pendante, non plus que les juges de ce tribunal, ne doit prendre connaissance de telle procédure ou pièce tant qu'elle n'a pas été dûment timbrée, quand même une des parties n'aurait pas soulevé d'objection à la procédure ou à la pièce. S. R. Q., 1176.

Le tribunal
peut permet-
tre que des
timbres
soient appo-
sés.

1465. Toute partie à une procédure ou pièce pendante devant le tribunal, qui doit être, mais qui n'est pas ainsi dûment timbrée, peut adresser au tribunal devant lequel la procédure ou la pièce est pendante, ou à tout juge ayant juridiction à cet égard, ou au protonotaire ou au greffier du tribunal, une requête à l'effet d'obtenir la permission de la faire dûment timbrer; et, dans le cas où la présente section n'a pas été violée sciemment et volontairement, il est, après paiement des frais, fait droit à telle requête, et la procédure ou pièce est dûment revêtue de timbres équivalant au montant jugé raisonnable, outre l'honoraire dû à cet égard, ne devant pas toutefois excéder dix fois le montant du timbre. S. R. Q., 1177.

Effet de
l'ordre.

1466. L'apposition de timbres à la suite de tout ordre rendu à cet égard, a le même effet que si la procédure ou pièce avait été dûment timbrée dès l'origine. S. R. Q., 1178.

Honoraires
payables à la
couronne,
augmentés
en certains
cas

1467. Tous les honoraires actuellement payables ou qui le deviendront à l'avenir, sont et seront portés aux taux suivants :
Tous les honoraires jusqu'à dix centins doivent être portés à dix centins;

Tous ceux de dix centins à vingt centins doivent être portés à vingt centins;

Tous ceux de vingt centins à trente centins doivent être portés à trente centins;

Et ainsi de suite, tous les autres honoraires n'étant pas des multiples de dix centins, sont portés au multiple de dix centins, immédiatement au-dessus de la somme à laquelle ils étaient auparavant fixés. S. R. Q., 1179.

1468. Chaque régistreur doit tenir un livre dans lequel il inscrit d'une manière concise, jour par jour, et au fur et à mesure que l'occasion s'en présente, un mémoire de chaque recherche faite dans son bureau, indiquant le nom de la personne demandant ou faisant la recherche, et le montant du droit payé pour chacune, qu'il ait émis ou non un certificat au sujet de telle recherche; et en regard de chaque mémoire de recherche dont il n'a pas donné de certificat, il doit apposer un timbre pour le droit payable pour telle recherche, si ce droit est alors payable par timbre; et chaque régistreur doit indiquer dans les rapports qu'il est tenu de faire en vertu de la section vingt-sixième du présent chapitre, (articles 1500-1506), le montant des droits qu'il a reçus, pendant la période de temps couverte par chaque tel rapport, pour les recherches faites dans son bureau, ainsi que le montant des droits perçus par lui, en vertu de la présente section.

Régistreur
à
tient mé-
moire des re-
cherches.

Le rapport requis par le premier alinéa du présent article n'est pas exigé des régistres qui sont régis par l'article 7465. S. R. Q., 1180; 57 V., c. 41, s. 3.

Rapports
de certains
régistra-
teurs.

§ 4.—Des timbres sur les enregistrements et les procédures judiciaires

1469. Il est imposé, prélevé et perçu, sur chaque titre, instrument ou document, enregistré dans tout bureau d'enregistrement, et sur chaque recherche faite en iceux, les droits suivants :

Droits im-
posés sur docu-
ments enre-
gistrés.

Sur chaque testament, contrat de mariage ou donation.....	\$ 0 30 cts
Sur chaque acte ou titre effectuant ou prouvant la vente ou l'échange d'un immeuble, ou l'hypothèque sur un immeuble, quand le prix ou la somme est de moins de \$400.....	10 cts
Si le prix est de \$400 et de moins de \$1000....	30 cts
S'il est de \$1,000 ou plus.....	50 cts
Sur chaque autre titre ou instrument enregistré, produit ou déposé.....	20 cts
Sur toute recherche avec ou sans certificat.....	10 cts

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, faire, amender et abroger tout tarif ou tous tarifs d'honoraires

Amende-
ments au
tarif.

pour ces enregistrements ou ces recherches en remplacement du tarif contenu dans le présent article.

Par qui ces droits sont payés.

Proviso.

Les droits susdits doivent être payés par la partie demandant tel enregistrement ou telle recherche, et sont payables en timbres émis en vertu des dispositions de la présente section, mais aucun honoraire ou droit n'est dû ou exigible pour le dépôt des avis, listes ou autres documents mentionnés dans les articles 2161a à 2161l du Code civil, et 717, 719, 719a et 720 du Code de procédure civile, ni pour le dépôt d'aucune liste de voteurs ou aucun autre document municipal; et, en outre, aucun honoraire ou droit n'est dû ou exigible pour le renouvellement de l'enregistrement des titres sur lesquels un droit a déjà été imposé lors de leur premier enregistrement. S. R. Q., 1181; 9 Ed. VII, c. 20, s. 1.

Certificat d'enregistrement ou de recherche n'a pas d'effet sans timbre.

1470. Nul certificat d'enregistrement de quelque titre, instrument ou document, ou de quelque recherche, sur lesquels un droit payable en timbres est imposé, ne doit être reçu en preuve, ni avoir d'effet devant un tribunal, à moins que le timbre prescrit pour le paiement de ce droit ne soit apposé au certificat, ou imprimé sur icelui, soit que ce certificat soit écrit sur le titre, l'instrument ou le document, ou qu'il soit donné séparément; sous la réserve toutefois du pouvoir conféré au tribunal ou au juge, ou à l'officier qu'il appartient, de permettre, en vertu de l'article 1465, que des timbres soient apposés à la demande de toute partie. S. R. Q., 1182.

Droits imposés sur brevets de sommation.

1471. Il est imposé, prélevé et perçu un droit de dix centins sur chaque bref de sommation émis par une Cour de circuit de comté, une Cour de magistrat ou une Cour de commissaires quelconque dans la province. S. R. Q., 1183.

Timbres doivent être annulés.

1472. Tout officier sujet à la présente section doit, sur l'émission ou le reçu de tout tel instrument revêtu de timbres adhésifs ou imprimés, annuler immédiatement tous tels timbres, en écrivant ou imprimant sur iceux, à l'encre, son nom et la date de la cancellation, de manière à empêcher efficacement qu'on ne s'en serve de nouveau, ou les annuler de toute autre manière qu'il plaît au lieutenant-gouverneur en conseil d'ordonner. S. R. Q., 1184.

Officiers réputés officiers du revenu.

1473. Tout officier sujet à la présente section est censé être un officier du revenu dans le sens des articles 814 et suivants. S. R. Q., 1185.

§ 5.—*Du paiement des honoraires dus aux départements publics par le moyen de timbres*

Paiements dus aux dé-

1474. Le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, par arrêté en conseil, pourvoir à ce que, le et après tel jour qui

peut y être fixé, et après en avoir donné au moins un mois d'avis dans la *Gazette officielle de Québec*, tous paiements de deniers y désignés, qui, en vertu de toute loi, de tout arrêté en conseil ou autre autorité, sont dus ou payables à tout département ou officier public, à raison de quelque matière sujette au contrôle de la Législature, soient perçus ou payés au moyen de timbres adhésifs ou papier timbré ; et le et après tel jour, les lettres patentes, commissions, licences, permis, certificats et instruments quelconques, originaux, doubles ou copies pour lesquels ou à raison desquels les dits paiements de deniers sont faits, ou qui s'y rattachent ou s'y rapportent d'une façon quelconque, doivent être revêtus de timbres adhésifs ou imprimés, ou être écrits ou imprimés sur papier timbré, tel que prescrit dans le dit arrêté. S. R. Q., 1186.

partements
peuvent se
faire par tim-
bres.

1475. Le et après le jour ainsi fixé, tel avis ayant été dûment donné, les paiements de deniers, ainsi indiqués, doivent être ainsi perçus ou payés, au moyen de timbres adhésifs ou papier timbré, ainsi qu'il est prescrit par tel arrêté ;—et les lettres patentes, commissions, licences, permis, certificats et instruments quelconques, originaux, doubles ou copies pour lesquels ou à raison desquels tels paiements de deniers sont faits, ou qui de toute manière s'y rattachent ou s'y rapportent, doivent être revêtus de timbres adhésifs ou imprimés, ou être écrits ou imprimés sur papier timbré, tel que prescrit dans le dit arrêté. S. R. Q., 1187.

Après tel
arrêté ces
deniers ne
peuvent être
payés autre-
ment.

1476. Tout tel arrêté peut, en tout temps, être amendé ou révoqué par un semblable arrêté en conseil, dont avis est donné de la même manière et pour le même terme. S. R. Q., 1188.

Cet arrêté
peut être
amendé.

§ 6.—*Dispositions diverses*

1477. Quiconque émet sciemment, ou sciemment reçoit, se procure ou délivre, ou signifie ou exécute sciemment un bref, une règle, un ordre ou une procédure ou pièce sur lesquels un honoraire est dû ou payable à la couronne, comme susdit, sans avoir été timbrés pour le montant de l'honoraire dû ou payable sur iceux, est passible, pour la première offense, d'une amende n'excédant pas dix piastres, pour la seconde, d'une amende n'excédant pas cinquante piastres, et pour la troisième et toute offense subséquente, d'une amende de deux cents piastres ; à défaut de paiement de ces amendes, il peut être emprisonné pendant un terme de pas plus d'un mois pour la première offense, de trois mois pour la seconde offense, et d'une année pour la troisième et toute offense subséquente. S. R. Q., 1189.

Pénalité
pour émettre
etc., des brefs
non timbrés.

1478. Quiconque manque ou omet de canceller et annuler un timbre en la manière et au temps ci-dessus fixés, est passible

pénalité
pour omettre

d'oblitérer un timbre. d'une amende n'excédant pas vingt piastres, et, à défaut de paiement, de l'emprisonnement pour une période de pas plus de deux mois. S. R. Q., 1190.

1479. Toute amende imposée par la présente section, est payée au trésorier de la province pour les besoins de la province, et est recouvrée au nom du procureur général, devant tout tribunal ayant juridiction pour le montant ; et la production de ces bref, règle, ordre, pièce ou procédure non timbrés ou timbrés pour une somme trop faible ou insuffisante, ou dont le timbre n'est pas convenablement ou est insuffisamment annulé et annulé, ou la preuve que ces bref, règle, ordre, pièce ou procédure n'ont pas été timbrés ou ne l'ont pas été suffisamment, quand ils ont été émis, reçus ou signifiés ou exécutés comme susdit, ou que le timbre n'a pas été convenablement et suffisamment oblitéré et annulé, font foi, *prima facie*, que ces bref, règle, ordre, pièce ou procédure ont été sciemment ou volontairement émis, reçus, signifiés ou exécutés, sans avoir été préalablement timbrés, ou sans que le timbre ait été convenablement et suffisamment oblitéré et annulé. S. R. Q., 1191.

SECTION XXIV

DES DÉPÔTS JUDICIAIRES ET AUTRES

1480. Tout greffier des appels, protonotaire de la Cour supérieure, greffier de la Cour de circuit ou de la Cour de magistrat, qui, en sa qualité officielle, a reçu par lui ou par son député, à titre de dépôt judiciaire ou autrement, une somme de cent piastres ou plus, doit déposer immédiatement cette somme au crédit du trésorier de la province, dans telle banque ou autre institution monétaire qui lui est indiquée par le trésorier, et doit produire dans le dossier de la cause ou de la procédure dans laquelle il a reçu cette somme, le reçu du dépôt de la banque ou autre institution monétaire.

Tout shérif qui, en sa qualité officielle, a reçu par lui ou par son député, soit comme prix d'une vente judiciaire, soit autrement, une somme de cent piastres ou plus, doit déposer immédiatement cette somme, au crédit du trésorier de la province dans telle banque ou autre institution monétaire qui lui est indiquée par ce dernier, et produire, sans délai, au bureau du protonotaire ou du greffier, le reçu de la banque ou autre institution monétaire.

Quant aux sommes moindres que cent piastres, qui sont reçues par ces officiers, comme ci-dessus, elles doivent être déposées en la manière susdite, dès qu'elles forment un montant total de cent piastres ou plus.

Ces officiers sont, par le seul fait de leurs charges, agents du trésorier de la province, pour les fins de la présente section.

Tout paiement fait entre leurs mains, en vertu de la pré-Effet du dé-
sente section, est censé fait entre les mains du trésorier de la pôt.
province et comporte la garantie du gouvernement envers
toute personne en droit de retirer les sommes ou valeurs ainsi
consignées, pour leur assurer le paiement de telles sommes ou
valeurs. S. R. Q., 1192.

1481. Tout coroner qui, par lui ou par son député, a reçu Dépôts par
quelque somme d'argent excédant cent piastres, à quelque titre les coroners.
que ce soit, doit immédiatement en faire le dépôt de la manière
ci-dessus prescrite. S. R. Q., 1193.

1482. Tout huissier de la Cour supérieure qui a reçu une Dépôts par
somme d'argent provenant d'une saisie ou vente judiciaire les huissiers.
excédant cent piastres, doit, à moins qu'il n'ait légalement remis,
distribué ou payé cette somme avant de faire son rapport, la
déposer au bureau du protonotaire ou du greffier du tribunal
du district dans les limites duquel le bref a été émis, en même
temps que son rapport. S. R. Q., 1194.

1483. 1. Après l'expiration de quinze jours, à compter de la Quinze jours
date à laquelle un rapport de collocation et distribution de après un ju-
sommes de deniers a été homologué, en tout ou en partie, sui- gement d'ho-
vant le cas, soit par le jugement d'un tribunal ou par l'ordre du mologation,
protonotaire ou du greffier d'un tribunal dans la province, le le protono-
protonotaire ou le greffier du tribunal, dans le greffe duquel taire, s'il n'y
le jugement ou l'ordre d'homologation est déposé, doit, a pas d'appel
s'il ne lui a pas été signifié un avis d'appel de ce juge- ou d'opposi-
ment ou de cet ordre d'homologation, ou s'il n'a pas été fait tion, donne
opposition à ce jugement ou à cet ordre d'homologation, ainsi avis au tré-
que ci-après mentionné, dans tel délai de quinze jours à comp- sorier qui,
ter de la date du jugement ou de l'ordre d'homologation, sur ce, remet
transmettre, sans délai, au trésorier de la province, une copie les fonds
de ce jugement ou de cet ordre d'homologation et un certificat déposés.
sous sa signature et le sceau du tribunal, établissant et cons-
tatant qu'il ne lui a pas été signifié d'avis d'appel ni une telle
opposition, dans le délai susdit, et, sur réception de tels juge-
ment et certificat, le trésorier de la province doit immédiate-
ment payer les sommes de deniers ainsi distribuées, en déli-
vrant au shérif ou à l'officier qu'il appartient, ses ordres ou
chèques en faveur de chacune des parties mentionnées dans le
jugement ou l'ordre pour le montant qui lui est accordé.

2. S'il a été interjeté appel du jugement ou de l'ordre d'ho- S'il y a appel
mologation ou fait opposition à icelui, relativement à l'une ou à ou opposi-
quelques-unes des dites collocations,—ce qui est constaté par le tion, le tré-
certificat du protonotaire ou du greffier,—le trésorier de la pro- sorier ne les
vince ne paye le montant des collocations ainsi contestées qu'a- remet qu'a-
près qu'il a été adjugé définitivement sur le litige, ou que tel près juge-
litige a été réglé, ainsi que ci-après prévu. ment final ou
arrange-
ment.

Signification
de l'opposi-
tion ou de
l'appel dans
les 15 jours.

3. Toute personne ou corporation qui veut interjeter appel du jugement ou de l'ordre d'homologation ci-dessus mentionné ou y faire opposition, s'il y a lieu de le faire d'après la loi, doit, dans les quinze jours de la date du jugement ou de l'ordre d'homologation, produire au greffe du tribunal où ce jugement ou cet ordre est déposé,—en la faisant signifier au protonotaire ou au greffier du tribunal,—une copie de l'inscription en appel ou de son opposition, et il est du devoir du protonotaire ou du greffier de faire une entrée du document dans les registres du tribunal, et tel document forme partie du dossier.

Si l'opposi-
tion ou
l'appel n'est
pas signifié
dans les 15
jours.

Dans le cas où l'opposition ou l'inscription en appel n'est pas signifié, dans le délai susdit de quinze jours, au protonotaire ou greffier du tribunal, il est procédé au paiement des diverses sommes de deniers mentionnées dans le jugement ou l'ordre d'homologation ; mais le présent article ne prive point celui qui a omis de dénoncer son appel ou son opposition dans les quinze jours, du droit de se pourvoir par appel dans les délais fixés par la loi, ou de former son opposition aussi dans les délais fixés, et dans le cas où il aurait gain de cause, de se pourvoir en répétition des deniers contre la partie qui les a touchés en vertu du premier jugement.

Quand les
deniers sont
remis.

4. Chaque fois qu'un appel a été interjeté à la Cour du banc du roi, ou à la Cour de revision, ou qu'une opposition a été faite dans les quinze jours comme susdit, et que l'appel ou l'opposition a été dénoncé au protonotaire ou au greffier, ainsi que ci-dessus mentionné, les deniers qui sont affectés par cet appel ou par cette opposition ne sont point payés avant que le litige soit définitivement décidé par un jugement final dont il n'y a pas d'appel ; et le protonotaire ou le greffier du tribunal ne doit accorder son certificat, pour le paiement des deniers, qu'après qu'il a été déposé une copie du jugement de la cour qui a rendu le jugement final dont il n'y a pas d'appel, ou une discontinuation de l'appel ou de l'opposition, ou un certificat du greffier des appels, ou du greffier de la Cour de revision, ou du registraire de la Cour suprême, ou du Conseil privé de Sa Majesté, constatant que tel appel a été déserté et abandonné, ou un certificat du protonotaire ou du greffier du tribunal constatant que cette opposition a été discontinuée.

Les fonds
sont distri-
bués par
consente-
ment.

5. Dans tous les cas, lorsqu'un consentement, écrit à cet effet, signé par toutes les parties intéressées dans la cause et certifié par le protonotaire ou le greffier, lui a été produit, le trésorier de la province doit immédiatement payer ou distribuer les deniers ainsi déposés, en délivrant, au shérif ou à l'officier qu'il appartient, ses chèques ou ordres en faveur des personnes désignées dans le consentement, pour le montant mentionné. S. R.Q., 1195.

Quand le
créancier re-

1484. Lorsqu'une personne désire payer une somme d'argent, et qu'elle en est empêchée par le refus de son créancier, ou

par l'absence de ce dernier du lieu où la dette est payable, cette fusc ou est personne peut déposer cette somme au bureau du trésorier de absent, le débiteur peut déposer la nature de la dette, du titre en vertu duquel elle est due et somme. la nature de la dette, du titre en vertu duquel elle est due et somme. des personnes à qui elle désire que la somme soit payée;— l'effet de ce dépôt est de libérer pour l'avenir celui qui a fait des offres, du paiement des intérêts sur telle somme de deniers, si toutefois le créancier a, sans droit, refusé d'accepter les offres;—les deniers déposés pour un créancier absent du lieu où Effet de tel la dette est payable, cessent aussi de porter intérêt contre le dépôt. débiteur, si le montant déposé est suffisant. S. R. Q., 1196.

1485. Le trésorier de la province doit payer à demande, au Trésorier créancier ainsi désigné, le montant déposé, sauf le droit du paie à de déposant, si le reçu du dépôt n'a pas été enregistré et si la demande le somme n'a pas été consignée devant le tribunal comme offre créancier, réelle, de retirer son dépôt avant qu'il soit demandé par le créancier. S. R. Q., 1197.

1486. Lorsqu'une personne désire payer une somme d'ar-Sommes en gent qui lui est demandée pour des réclamations en contestation, contestation, elle peut déposer l'argent qu'elle désire ainsi payer, au bureau déposées. du trésorier de la province. S. R. Q., 1198.

1487. Dans le cas mentionné dans l'article 1486, le trésorier Comment le de la province doit payer le montant déposé au réclamant, qui trésorier produit et dépose une copie authentique d'un jugement compé- rembourse. tent l'autorisant à toucher la somme d'argent, sauf le droit du Proviso. déposant, si le reçu du dépôt n'a pas été enregistré, et si la somme n'a pas été consignée devant le tribunal comme offre réelle, de retirer son dépôt avant qu'il soit demandé par le réclamant. S. R. Q., 1199.

1488. Dans chaque cas où un dépôt volontaire est fait con-Dans le cas formément à la présente section, d'un montant dû en vertu de de réclama- quelque réclamation enregistrée, le déposant doit faire enregis- tion enre- trer un double du reçu du dépôt entre les mains du régistra- gistrée, reçu- teur, et il en est fait une entrée à la marge du registre, en face est enregis- du titre sur lequel repose la réclamation; et cet enregistrement, tré et entré. Effect de tel ainsi que l'entrée, a le même effet, en ce qui concerne l'annu- enregistre- ment. lation de l'enregistrement de la réclamation, qu'auraient eu l'enregistrement et l'entrée d'une décharge donnée par le créan- cier pour le même montant. S. R. Q., 1200.

1489. Tout shérif, protonotaire, greffier de la Cour de cir-Officiers ju- cuit ou autre officier judiciaire doit, entre le premier et le on- diciaires ren- zième jour des mois de janvier, avril, juillet et octobre de dent compte chaque année, rendre au trésorier de la province un compte dé- quatre fois par année. taillé et attesté sous serment de toutes les sommes d'argent

reçues par lui en sa capacité officielle, que ces sommes aient été déposées ou non au bureau du trésorier de la province en vertu des dispositions de la présente section. S. R. Q., 1201.

Saisie des deniers déposés.

1490. Les deniers déposés en vertu de la présente section peuvent être saisis entre les mains du trésorier de la province, en la manière ordinaire, par saisie-arrêt en mains tierces, avant ou après jugement. S. R. Q., 1202.

Cautions peuvent déposer le montant de leurs cautionnements.

1491. Chaque fois qu'une caution judiciaire ou la caution d'un officier public, ou qu'un tuteur ou administrateur judiciaire, désire payer le montant de son cautionnement ou le montant du reliquat de son compte légalement rendu, il peut déposer ce montant entre les mains du trésorier de la province en vertu de la présente section, et, sur la production du reçu du dépôt, il devient exempt des frais de toutes procédures prises subséquemment contre lui par rapport à ce cautionnement. S. R. Q., 1203.

Effet de tel dépôt.

Responsabilité des officiers manquant de se conformer à cette section.

1492. Tout officier public qui manque de se conformer aux dispositions de la présente section peut être privé de sa charge, et encourt, en outre, une pénalité n'excédant pas deux cents piastres, laquelle appartient à la province et doit être recouvrée au nom de la couronne, par action de dette, devant un tribunal compétent pouvant prendre connaissance d'une action de dette pour ce montant ; faute de paiement de cette pénalité, l'officier qui y est condamné peut être emprisonné dans la prison commune, pour une période de temps n'excédant pas trois mois. S. R. Q., 1204.

Sommes pouvant être payées sur dépôts de moins de \$100.

1493. Le trésorier de la province peut payer, à même les dépôts de sommes moindres que cent piastres faits au département du Trésor, sur certificat du protonotaire ou du greffier du tribunal, mentionnant le nom des personnes et le montant auquel elles ont droit, tels dépôts, en tout ou en partie, sauf le cas où un jugement de distribution est rendu. S. R. Q., 1205.

SECTION XXV

DES DROITS SUR LES LICENCES DE MARIAGE

Emission des licences de mariage.

1494. En tant qu'il s'agit de la célébration du mariage par des ministres d'une dénomination religieuse autre que la religion catholique romaine, toutes les licences de mariage sont émises par le département du Trésor, sous les seing et sceau du lieutenant-gouverneur qui, pour les fins de ces licences, est l'autorité compétente en vertu de l'article 59 du Code civil.

Chaque licence ainsi émise est et demeure valide, bien qu'à l'époque où elle est accordée aux personnes qui en font la demande, la charge et les fonctions du lieutenant-gouverneur qui l'a signée soient remplies par un administrateur. S. R. Q., 1206; 4 Ed. VII, c. 12, s. 1.

1495. En ce qui regarde la célébration du mariage par tout tel ministre, nulle licence de mariage émise d'une autre manière ou de la part d'une autre autorité n'est nécessaire. S. R. Q., 1207; 4 Ed. VII, c. 12, s. 1.

1496. Les licences émises en vertu de la présente section sont fournies, par les personnes que le lieutenant-gouverneur en conseil nomme pour cette fin, à tous ceux qui en font la demande, et qui ont donné leur cautionnement, avec en même temps celui de deux personnes tenant feu et lieu, et suivant la formule A. S. R. Q., 1208.

1497. Toute personne chargée de fournir ces licences, reçoit pour chacune d'elles, de la personne qui en fait la demande, la somme de huit piastres, sur laquelle elle retient, pour elle-même, telle partie n'excédant pas deux piastres que le lieutenant-gouverneur accorde, et elle remet le surplus de la somme au trésorier de la province, aux époques fixées par lui. S. R. Q., 1209.

1498. Les sommes ainsi payées au trésorier de la province sont employées conformément aux dispositions de l'article 2943. S. R. Q., 1210; 8 Ed. VII, c. 22, s. 1.

1499. Nul ministre qui a célébré un mariage autorisé par une licence émise en vertu de la présente section, n'est sujet à une action ou responsabilité, pour dommages ou autrement, à raison de l'existence d'un empêchement légal au mariage, à moins qu'il n'eût connaissance de cet empêchement lors de la célébration d'icelui. S. R. Q., 1211.

FORMULE

*Cautionnement*A. — (*Article 1496*)

Province de }
 QUÉBEC }

Sachez tous, par ces présentes, que nous,
 , nous nous engageons et obligeons,
 conjointement et séparément, envers notre Souverain Roi
 Edouard VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de
 la Grande-Bretagne et d'Irlande, défenseur de la foi et Em-
 pereur des Indes, à payer la somme de huit cents piastres,
 monnaie courante de cette province, à Sa Majesté, ses héri-
 tiers et successeurs ; au paiement fidèle de laquelle somme nous
 nous engageons conjointement et séparément, et engageons
 nos héritiers, exécuteurs et administrateurs, formellement par
 les présentes, scellées de notre sceau, en date du
 jour de , dans la année du
 règne de Sa Majesté en l'année de Notre-Seigneur mil neuf
 cent

La condition de cette obligation est que, attendu que le dit
 a obtenu une licence de mariage pour
 lui-même et , s'il n'apparaît pas par
 la suite qu'ils, ou l'un d'eux, les dits ont
 quelque obstacle ou empêchement légal, contrat antérieur,
 affinité ou consanguinité qui les empêche d'être unis dans les
 liens sacrés du mariage, et ensuite vivre ensemble comme
 époux et épouse, alors cette obligation sera nulle et de nul effet,
 autrement elle sera et restera en pleine force et vigueur.

(Signatures)

Signé, scellé et délivré à
 en la présence de

S. R. Q., 1211, formule.

(L. S.)

(L. S.)

(L. S.)

SECTION XXVI

DU POURCENTAGE SUR LES HONORAIRES DE CERTAINS OFFICIERS PUBLICS

1500. Tout officier public de cette province, qui est payé par honoraires ou partie par honoraires et partie par traitement fixe, doit, le ou avant le quinzième jour du mois de janvier, chaque année, faire sous serment et transmettre au trésorier de la province un rapport établissant le montant collectif de ses honoraires et traitement et de ses déboursés en détail, durant les douze mois expirés le trente et unième jour de décembre précédent. S. R. Q., 1212.

Rapport annuel des officiers publics, des honoraires, traitements, etc., au trésorier.

1501. Tout tel officier doit transmettre au trésorier de la province, avec le rapport mentionné dans l'article 1500, vingt pour cent sur l'excédent au-dessus de mille piastres sur la recette nette des honoraires par lui reçus pendant la période qu'embrasse tel rapport, déduction faite des dépenses nécessaires et inévitables de son bureau, lesquelles dépenses ainsi déduites ne doivent, pour les fins de la présente section, en aucun cas, excéder un quart du montant total des honoraires par lui reçus. S. R. Q., 1213 ; 9 Ed. VII, c. 23, s. 1.

Percentage, transmis avec le dit rapport.

1502. Chaque personne remplissant deux ou plusieurs offices, doit payer le pourcentage ci-dessus mentionné sur la balance au-dessus de mille piastres de la totalité du montant net des honoraires et émoluments de tous les offices ainsi remplis par lui. S. R. Q., 1214.

Percentage de personnes occupant deux ou plusieurs charges.

1503. Quand deux ou plusieurs personnes remplissent conjointement un ou plusieurs offices, le pourcentage de vingt pour cent est calculé sur la balance du montant des honoraires et émoluments restant après déduction de la somme de mille piastres allant à chacune de ces personnes. S. R. Q., 1215.

Percentage de plusieurs personnes remplissant une ou plusieurs charges conjointement.

1504. Les registrateurs soumis aux dispositions de l'article 7529, doivent comprendre dans chacun de leurs rapports, un état du montant des honoraires reçus par eux sur les renouvellements d'enregistrement, et transmettre en même temps au trésorier de la province le pourcentage prescrit par tout arrêté en conseil quelconque, alors en vigueur; le pourcentage mentionné dans les articles précédents ne devant pas être perçu sur ces honoraires. S. R. Q., 1216.

Etat et pourcentage devant accompagner le rapport des registrateurs soumis à l'art. 7529.

1505. Tout protonotaire qui reçoit comme tel, en honoraires, une somme de mille piastres ou plus, et qui est en même temps greffier de la couronne et de la paix, doit continuer de remplir ses fonctions comme tel greffier, sans autre rémunération ni salaire que les honoraires qu'il peut recevoir. S. R. Q., 1217.

Certains protonotaires payés par honoraires.

Percentage
ci-dessus,
forme partie
du fonds
consolidé du
revenu. **1506.** Le pourcentage mentionné dans les articles précédents forme partie du fonds consolidé du revenu de la province, et les rapports que les officiers qu'il appartient sont tenus d'en faire, ne s'appliquent pas aux rapports ordonnés par la loi ou par arrêté en conseil, ni ne les affectent. S. R. Q., 1218.

SECTION XXVII

DE LA CONTRIBUTION DES MUNICIPALITÉS POUR L'ENTRETIEN DES PRISONNIERS

Montant que
doivent
payer cer-
taines corpo-
rations pour
la détention
des délin-
quants. **1507.** La corporation de chaque cité, ville, village ou municipalité rurale, dans les limites de laquelle il a été commis une offense punissable en vertu de la partie V du Code criminel, concernant le vagabondage, ou en vertu des six premiers paragraphes de l'article 3580 des présents Statuts refondus, dans les endroits auxquels ces paragraphes s'appliquent, ou une contravention au Code municipal, à la charte d'une corporation municipale, ou aux règlements passés par les conseils de ces cité, ville, village ou municipalité rurale, est tenu, si le délinquant a été condamné à l'emprisonnement dans la prison commune d'un district, de payer au gouvernement quinze centins pour chaque jour que ce délinquant est ainsi détenu en prison. S. R. Q., 1219; 59 V., c. 19, s. 1.

Le montant
forme partie
du fonds con-
solidé du re-
venu. **1508.** Les sommes qui peuvent devenir dues en vertu de l'article 1507, forment partie du fonds consolidé du revenu de cette province, et sont payables trimestriellement, par les cités et villes, le premier jour juridique des mois de juillet, octobre, janvier et avril, et par les autres municipalités, annuellement, le premier jour juridique du mois de juillet. S. R. Q., 1220.

Etat que le
shérif de
chaque dis-
trict doit
préparer, etc. **1509.** Le shérif de chaque district doit, au commencement de chaque mois, préparer et transmettre au percepteur du revenu de la province qu'il appartient, un état des sommes qui peuvent être devenues ainsi dues pendant le mois précédent par chacune des différentes corporations municipales de son district; et ce percepteur du revenu doit, en recevant cet état, envoyer, sans délai, au greffier ou au secrétaire-trésorier de chaque corporation municipale y mentionnée, un état par lui certifié des sommes dues par cette corporation, avec avis de lui payer le montant dû le premier jour juridique du trimestre suivant, ou le premier jour juridique du mois de juillet alors prochain, suivant le cas. S. R. Q., 1221.

Recouvre-
ment du
montant
payable par
chaque cor-
poration. **1510.** A défaut de paiement par une corporation municipale du montant dû par elle, aux jours ci-dessus spécifiés, ce montant doit être recouvré, avec les frais, par action intentée en son propre nom, pour Sa Majesté, par le percepteur du revenu devant tout tribunal de juridiction compétente. S. R. Q., 1222.

1511. Il est loisible à toute corporation qui a ainsi payé une somme quelconque au gouvernement, pour la détention d'un délinquant dans la prison commune, de se faire rembourser par voie d'action et d'exécution en la manière ordinaire sur les biens meubles ou immeubles du délinquant, ou sur ceux des personnes qui sont obligées par la loi de subvenir à sa subsistance ou à son entretien, s'il est mineur. S. R. Q., 1223.

SECTION XXVIII

DU REVENU DU TRAVAIL DES PRISONNIERS EN DEHORS DES MURS DES PRISONS

1512. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, ordonner et autoriser l'emploi à quelques travaux ou devoirs spéciaux, en dedans ou en dehors des limites d'une prison commune, de tout prisonnier qui, après une première condamnation à l'emprisonnement pour infraction aux lois du Canada ou de quelque province, est condamné à l'incarcération avec travail forcé dans cette prison, pour infraction aux lois fédérales ou aux lois de cette province, ou pour violation des règlements d'une corporation municipale quelconque en cette province.

2. Les personnes condamnées pour une première offense sont aussi régies par le paragraphe 1 du présent article, pourvu que les travaux ou devoirs spéciaux soient faits ou accomplis en dedans des limites de la prison.

3. Les personnes condamnées à l'incarcération sans qu'il soit fait mention de travaux forcés dans le jugement qui les condamne, peuvent aussi faire ou accomplir les travaux ou devoirs spéciaux mentionnés dans le paragraphe 1 du présent article, pourvu qu'elles y consentent et que le geôlier n'y voie pas d'objection. S. R. Q., 1224 ; 8 Ed. VII, c. 23, s. 1.

1513. Tout tel prisonnier est, pendant qu'il est ainsi employé, assujéti à tous les règlements et à la discipline de la prison, autant qu'ils sont applicables, et à tous les règlements faits par le lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de la section 13 du chapitre 148 des Statuts révisés du Canada, 1906. S. R. Q., 1225.

1514. Nul tel prisonnier ne doit être ainsi employé que sous la plus stricte surveillance et garde des officiers désignés à cet effet. S. R. Q., 1226.

1515. Toute rue, grande route ou voie publique de toute espèce, que suivent ou traversent les prisonniers, en allant à leur ouvrage ou en revenant, et tout endroit où ils peuvent être employés en vertu de la présente section sont, lorsqu'ils servent à cette fin, considérés comme étant une partie de la

comme partie de la prison. prison, pour tout ce qui est du ressort de la Législature de cette province à cet effet. S. R. Q., 1227.

Shérif doit tenir livre de comptes des gages de ces prisonniers. **1516.** Tout shérif doit tenir ou faire tenir par le geôlier de chaque prison, des livres de comptes faisant voir le montant des gages gagnés par les prisonniers de la prison commune sous son contrôle; et tout tel shérif rend compte des sommes perçues de la même manière qu'il est obligé de le faire pour les autres deniers publics entre ses mains, conformément aux lois de la province. S. R. Q., 1228.

Ces revenus sont versés au crédit du trésorier. **1517.** Ces revenus sont versés au crédit du trésorier de la province, conformément à la première partie du présent chapitre, mais quand un délinquant, condamné à l'emprisonnement pour une infraction quelconque, a une femme ou une femme et des enfants qui dépendent de lui pour leurs besoins, les gages gagnés par ce prisonnier sont payés par le shérif à la femme ou à la femme et aux enfants, selon le cas. S. R. Q., 1229 ; 8 Ed. VII, c. 23, s. 2.

Caution du shérif. **1518.** Rien de contenu dans la présente section, ne doit diminuer la durée ou l'étendue de la responsabilité d'aucune caution du shérif, en vertu de quelque loi actuellement en vigueur. S. R. Q., 1230.

CHAPITRE SIXIÈME

DU DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS ET DES MATIÈRES QUI EN RELÈVENT

PREMIÈRE PARTIE

DU DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS

SECTION I

DU MINISTRE ET DE SES FONCTIONS

Administration du département. **1519.** Le ministre des terres et forêts, valablement désigné dans le présent chapitre sous le nom de "ministre", a l'administration et la direction du département des Terres et forêts. S. R. Q., 1236 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 7.

Fonctions du ministre. **1520.** Ses fonctions, pouvoirs et devoirs sont les suivants :
Administration des terres publiques ; 1. Il a, par toute la province, la surveillance, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache à l'administration et à la vente des terres publiques appartenant à la province, et des bois et forêts qui s'y trouvent ;

2. Il a la gestion des biens en déshérence ; Déshérence ;
 3. Il a l'administration des biens des jésuites, du domaine Biens des jésuites, etc. ;
 de la couronne et de la seigneurie de Lauzon ;
 4. Le parc national des Laurentides, le parc de la Montagne Tremblante, la réserve de forêt, de chasse et de pêche dans la Gaspésie, et les réserves de forêts sont placés également sous sa direction et son administration ; Parc national, etc. ;
 5. Il remplit tous les devoirs et possède tous les pouvoirs de l'arpenteur général de l'ancienne province du Canada, quant aux matières qui se rapportent à cette province. S. R. Q., 1237 ; 58 V., c. 22 ; 58 V., c. 23 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 7 ; 6 Ed. VII, c. 15, s. 4 ; 6 Ed. VII, c. 17. Arpenteur général.

1521. Le ministre soumet annuellement à la Législature, dans les dix jours qui suivent le commencement de chaque session, un rapport des affaires qui relèvent de son département pendant l'année expirée. S. R. Q., 1238 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 7. Rapport à la Législature.

1522. Il fait préparer, de temps à autre, et publier ou annoncer, de la manière la plus convenable pour donner des informations générales, une liste des terres publiques à vendre dans les différents cantons de la province. S. R. Q., 1239 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 7. Publication d'une liste des terres en vente.

1523. Il transmet, aussitôt que possible, chaque année au secrétaire-trésorier de chaque municipalité de comté, une liste des terres publiques vendues, concédées, louées, appropriées ou réservées en faveur de toute personne, ou pour lesquelles a été accordé des permis d'occupation dans telle municipalité de comté, pendant l'année alors expirée, et pour lesquelles il n'a pas été donné de lettres patentes. Transmission de la liste des terres vendues, aux secrétaires-trésoriers des municipalités de comté.

Ces terres sont sujettes aux taxes imposées dans les cantons où elles sont respectivement situées, à compter de la date de la vente, du permis, ou de l'appropriation ; et l'acquéreur de chacune d'icelles, lorsqu'elles sont vendues pour taxes, n'a, sur les terres ainsi vendues, que les droits qu'avait la personne qui relevait de la couronne, au temps de la vente. Taxes sur les terres concédées.

Il donne, de la même manière, à chaque tel secrétaire-trésorier, avis de l'annulation des permis d'occupation, ventes, concessions, baux, locations ou appropriations, et au registraire du comté ou de la division d'enregistrement, avis de l'annulation de toutes lettres patentes de terres situées dans tel comté ou telle division d'enregistrement ; et, à compter de ce moment, la terre affectée cesse d'être sujette aux taxes, jusqu'à ce qu'elle soit revendue, baillée ou concédée de nouveau. S. R. Q., 1240 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 7. Avis de l'annulation des ventes. Effet quant aux taxes.

Pouvoirs et
devoirs de
l'arpenteur
général exer-
cés par le mi-
nistre, etc.

1524. Les pouvoirs et devoirs du département et la charge d'arpenteur général de l'ancienne province du Canada, quant à ce qui regarde l'exercice et l'accomplissement des pouvoirs et devoirs d'iceux en cette province, sont exercés et remplis par le ministre ou par son sous-ministre ou les commis de son département ou bureau, ou par toute personne qu'il autorise à cet effet sous son seing, et de telle manière ou sous telle désignation d'emploi qu'il peut déterminer, avec autant d'effet que s'ils avaient été exercés et exécutés par l'arpenteur général. S. R. Q., 1241 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 7.

SECTION II

DU SOUS-MINISTRE ET DES AUTRES OFFICIERS

§ 1.—*De leur nomination*

Sous-minis-
tre.

1525. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des terres et forêts, lequel est désigné, dans le présent chapitre, sous le nom de "sous-ministre."

Autres offi-
ciers.

Il nomme en outre tous les officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du département. S. R. Q., 1242 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 7.

Nomination
d'officiers et
d'agents.

1526. Il peut nommer, de temps à autre, des officiers et agents pour mettre à effet les dispositions du présent chapitre ainsi que les arrêtés en conseil faits en vertu d'icelui.

Paiement
d'iceux.

Ces officiers et agents sont payés de la manière et aux taux qui sont prescrits par arrêté en conseil. S. R. Q., 1243 ; 5 Ed. VII, c. 12, c. 7.

§ 2.—*Des pouvoirs et des devoirs du sous-ministre*

Pouvoirs et
devoirs du
sous-minis-
tre.

1527. Sans préjudice du contrôle du ministre, le sous-ministre a la surveillance des autres officiers, employés, messagers ou serviteurs, et le contrôle général des affaires du département;—ses ordres doivent être exécutés de la même manière que ceux du ministre et son autorité est censée être celle du chef du département, en sorte qu'il peut valablement apposer sa signature officielle, et par là donner force et autorité aux actes, reçus, permis d'occupation, contrats de vente, billets de location, lettres patentes, adjudications, révocations de vente et de location, et tous autres documents quelconques qui sont et peuvent être du ressort du département.

Révocation
de ses pou-
voirs.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, de révoquer, de temps à autre, lorsqu'il le juge opportun, en tout ou en partie, les pouvoirs du sous-ministre. S. R. Q., 1244 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 7.

1528. Le lieutenant-gouverneur en conseil exige du sous-ministre et de tout agent nommé sous lui, un cautionnement pour la bonne exécution de leurs devoirs. S. R. Q., 1245 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 7. Cautionnement du sous-ministre, etc.

SECTION III

DES AGENCES ET DES AGENTS

§ 1. — *Des agences*

1529. Pour les fins du présent chapitre le lieutenant-gouverneur en conseil peut diviser la province en agences et sous-agences et, de temps à autre, en augmenter ou diminuer le nombre ; il peut également fixer ou changer les délimitations respectives de ces agences ou sous-agences. S. R. Q., 1247 ; 55-56 V., c. 18, s. 1. Division de la province en agences.

§ 2. — *Des agents*

1530. Chaque agent des terres de la couronne peut, si la chose devient nécessaire, par suite de l'étendue de l'agence ou de la multiplicité des affaires, se nommer un député pour l'assister dans l'exercice de ses fonctions ; mais pour être valable, cette nomination doit être approuvée par le ministre. Sous-agent.

Tout tel député remplit les devoirs de l'agent, en cas de maladie ou en l'absence de ce fonctionnaire, et tous autres devoirs qui lui sont assignés par le ministre. S. R. Q., 1248 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Leurs devoirs.

1531. Les devoirs des agents comprennent la vente ou la location des terres publiques mises en vente ; l'octroi des permis de coupe de bois sur icelles, ou sur les terres mises en réserve pour cet objet ; la perception des arrérages dus ; le règlement des difficultés provenant des réclamations opposées ; l'inspection des terres ; la protection du domaine public contre toute transgression et déprédation, dans les limites de leur juridiction respective ; et tels autres devoirs ne dérogeant pas aux dispositions du présent chapitre, que le ministre peut leur prescrire, de temps à autre, lesquels devoirs sont exercés sous la direction et conformément aux instructions du ministre. S. R. Q., 1249 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Devoirs des agents.

1532. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer le nombre d'inspecteurs des agences des terres et des bois de la couronne jugé nécessaire, avec le traitement qu'il estime juste. Nomination d'inspecteurs des agences.

Devoirs des inspecteurs.

Les agences doivent être visitées et inspectées par un inspecteur au moins deux fois par année et en outre chaque fois qu'une inspection est ordonnée par le ministre.

Cet inspecteur veille à ce que les livres de l'agence soient tenus en bon ordre et que toutes les entrées qui doivent y être faites y aient été consignées.

Il doit instruire l'agent sur tous ses devoirs et le mettre en état de les remplir avec connaissance et ponctualité.

Il doit entendre les plaintes qui sont faites contre les agents des terres, au cours de ses inspections, et faire enquête complète sur ces plaintes.

Il doit sans délai faire rapport de chaque inspection et de chaque enquête au département. S. R. Q., 1249a ; 4 Ed. VII, c. 13, s. 1.

DEUXIÈME PARTIE

DES MATIÈRES QUI RELÈVENT DU DÉPARTEMENT

SECTION IV

DES TERRES PUBLIQUES ET DES BIENS DES JÉSUITES ET AUTRES

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

1533. Les mots " terres publiques " sont censés s'appliquer aux terres ci-devant désignées ou connues sous le nom de " terres de la couronne," ou " terres du clergé " ; lesquelles désignations continuent à exister pour les fins administratives. S. R. Q., 1250.

§ 2.—*Dispositions générales*

1534. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, passer les arrêtés nécessaires pour mettre à effet les dispositions du présent chapitre, suivant leur vrai sens, ou dans le but de pourvoir aux cas qui peuvent se présenter, et pour lesquels il n'est pas établi de dispositions par icelui. S. R. Q., 1251.

1535. Tels arrêtés sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec* et dans les journaux que le ministre indique, et sont mis devant la Législature dans les dix premiers jours de la session, suivant leurs dates respectives.

Ces arrêtés ne doivent pas être incompatibles avec le présent Exercice des chapitre, excepté que les pouvoirs donnés par icelui au ministre peuvent être exercés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et sont sujets à tout arrêté en conseil les règlements tant ou les affectant de temps à autre. S. R. Q., 1252; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1536. Tout affidavit requis en vertu du présent chapitre, ou que l'on veut produire, relativement à quelque réclamation, affaire ou transaction, dans le département des Terres et forêts, peut être pris devant un juge, le protonotaire ou le greffier de tout tribunal judiciaire, ou devant tout juge de paix ou tout commissaire autorisé à recevoir les affidavits devant tel tribunal, ou devant le ministre ou le sous-ministre, devant tout officier ou agent du ministre ou devant tout arpenteur juré chargé par le ministre de s'enquérir ou de faire une enquête ou un rapport dans les affaires soumises au ministre ou pendantes devant lui, ou, s'il est donné hors de la province, devant le maire ou le premier magistrat, ou le consul britannique dans toute cité, ville ou municipalité. S. R. Q., 1253; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 5 Ed. VII, c. 12, s. 8.

1537. Le ministre peut, par une commission sous sa signature, autoriser tout agent des terres, ou toute autre personne chargée de faire une enquête sur des matières et affaires relevant du département, à entendre des témoins sous serment. Cette commission peut être révoquée en tout temps par le ministre. S. R. Q., 1253a; 4 Ed. VII, c. 13, s. 2.

1538. Lorsqu'il se trouve une langue ou une petite étendue de terre, ou une île qui n'est pas comprise dans l'arpentage et la description primitive d'un canton, et dont l'étendue est trop limitée pour former un canton distinct, le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, annexer telle langue ou étendue de terre au canton auquel elle se trouve adjacente, ou en partie à un et en partie à un autre, de deux ou de plusieurs cantons auxquels elle est adjacente, selon qu'il peut le juger expédient; et, depuis et après le jour désigné à cette fin dans telle proclamation, ou à compter de la date d'icelle, s'il n'est fixé aucun autre jour à cette fin, l'étendue de terre annexée en vertu d'icelle à un canton en forme partie. S. R. Q., 1254.

1539. Les extraits des registres, documents, livres ou papiers appartenant au département ou qui y sont déposés, authentiqués par la signature du ministre ou du sous-ministre, sont reçus comme preuve valable dans tous les cas où tels registres, documents, livres ou papiers originaux peuvent servir de preuve. S. R. Q., 1255; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Inhabilité
des agents
pour l'achat
des terres
publiques,
etc., dans
leurs agen-
ces.

1540. Aucun agent local pour la vente des terres publiques ne peut acheter, dans les limites de son agence, directement ni indirectement, à moins que ce ne soit par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil et pour une étendue n'excédant pas deux cents acres, aucune terre qu'il est chargé de vendre, ni devenir propriétaire ou acquéreur d'un intérêt dans telle terre pendant qu'il est ainsi agent,—et tout tel achat ou acquisition est nulle. S. R. Q., 1256.

Employés du
département,
incapables de
spéculer sur
les terres
publiques.

1541. Nulle autre personne, qui occupe une charge en vertu du présent chapitre ou est employée dans le département, ne peut acheter, directement ni indirectement, à moins qu'elle n'y soit autorisée par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, pendant le temps qu'elle est ainsi en charge ou employée, aucun droit, titre ou intérêt dans une terre publique en son nom, ou par l'entremise ou au nom de toute autre personne pour et à son compte, ni prendre ou recevoir aucun honoraire ou profit dans le but de négocier ou de transiger quelque affaire se rattachant aux devoirs de sa charge ou de son emploi.

Effet de tel
achat—et
pénalités.

Tout titre ou intérêt ainsi obtenu est nul et de nul effet,—et toute personne qui contrevient au présent article ou à l'article 1540, encourt la perte de sa charge ou de son emploi, et est passible d'une amende de quatre cents piastres, laquelle est recouvrable au moyen d'une action de dette par toute personne qui en poursuit le recouvrement. S. R. Q., 1257.

Pénalité
contre l'a-
gent qui
donne sciem-
ment de
faux rensei-
gnements.

1542. Si quelque agent nommé, répond ou fait répondre faussement et de mauvaise foi, à une personne qui s'adresse à lui, dans le but d'occuper ou d'acquérir quelque terre dans les limites de son agence ou de sa division, qu'icelle est déjà occupée, assignée ou acquise, tel agent est en conséquence tenu de payer à la personne qui s'est ainsi adressée à lui une somme de cinq piastres pour chaque acre de terre que la personne demandait à occuper ou à acquérir, et auquel elle avait droit,—laquelle somme est recouvrable au moyen d'une action de dette devant tout tribunal d'archives ayant juridiction jusqu'à ce montant. S. R. Q., 1258.

Recouvre-
ment de la
pénalité.

Pouvoir des
agents en
certains cas
de refuser la
vente ou la
location des
terres.

1543. Lorsqu'il semble à un agent que quelque terre dans son agence ou sa division, à sa disposition, en vertu des règlements en vigueur, pour être vendue, livrée ou mise sous permis d'occupation, devrait être retirée de la liste des terres ainsi disponibles dans cette agence ou division, il peut refuser provisoirement de permettre à toute personne lui en faisant la demande, d'acheter telle terre ou de lui donner un permis d'occupation. S. R. Q., 1259.

1544. Si l'agent refuse ou néglige de faire rapport au ministre dans les huit jours suivants, de ses raisons pour tel refus de vente, location ou permis d'occupation, suivant le cas, il est tenu, envers la personne qui en fait la demande, de lui payer pour chaque acre de terre qu'elle avait droit d'acheter, et qu'elle a offert d'acheter ou d'occuper par location ou permis, la somme de cinq piastres recouvrable par action de dette devant tout tribunal ayant juridiction pour ce montant. S. R. Q., 1260; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1545. Quiconque, avant ou au moment de la vente publique d'une terre de la couronne, détourne ou empêche ou cherche à détourner ou à empêcher, par intimidation ou artifice, quelque personne d'enchérir sur les terres ainsi offertes en vente, ou de les acquérir, est, de même que ses aides et ses instigateurs, passible, pour chaque telle contravention, sur conviction d'icelle, d'une amende n'excédant pas quatre cents piastres, ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux années, à la discrétion du tribunal. S. R. Q., 1261.

1546. Le ministre ou tout officier du département des Terres et forêts et toute personne qui accompagne l'un d'eux ou qui est dûment autorisée par le ministre, peuvent entrer et passer sur toute propriété privée, s'il est nécessaire de le faire dans l'accomplissement de quelque devoir imposé par la loi concernant les terres et forêts. S. R. Q., 1261a; 4 Ed. VII, c. 13, s. 3; 5 Ed. VII, c. 12, s. 9.

§ 3.—*De la concession gratuite des terres publiques*

1547. Excepté tel que prévu dans le présent chapitre, il ne doit être fait aucune concession gratuite des terres publiques. S. R. Q., 1262.

1548. Les réclamations de terres dérivant de la loi ou d'arrêtés en conseil ou de règlements de tout gouvernement, sont réglées par le ministre en ayant égard aux arrangements et aux ordres relatifs à des améliorations faites sur ces terres, qu'il trouve équitables, ou peuvent être ajustées en accordant à la partie intéressée, un *scrip* ou certificat rachetable en terres de la couronne avec un montant que le ministre trouve juste. S. R. Q., 1263; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1549. Aucune réclamation de terre, dérivant de droits de milice, droits militaires, ou de ceux des loyaux de l'Empire-Union ne peut cependant être maintenue, à moins qu'elle n'ait été déjà reconnue ou réglée par un billet de location, ou qu'il n'ait été fourni à l'appui d'icelle une preuve suffisante de l'avis du commissaire des terres de la couronne, antérieurement au 14

juin, 1853, et aucun *scrip* ou certificat, autorisant quelqu'un à acheter des terres, ou autres *scrips* émis antérieurement à cette date, qui n'ont pas été produits et prouvés au bureau du commissaire, avant le premier janvier 1862, ne doivent être admis ni rachetés. S. R. Q., 1264; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Concessions gratuites faites aux colons sur ou près des chemins dans les nouveaux établissements **1550.** Conformément aux règlements passés, de temps à autre, par arrêté en conseil, le lieutenant-gouverneur peut disposer de toutes terres publiques pour en faire des concessions gratuites aux colons qui vont s'établir sur des chemins publics traversant ces terres dans les nouveaux établissements; mais aucune concession gratuite ne doit excéder cent acres. S. R. Q., 1265.

Terres mises à part pour certaines fins publiques, etc. **1551.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et approprier les terres de la couronne qu'il juge à propos, pour des sites de quais ou jetées, marchés, prisons, palais de justice, parcs ou jardins publics, hôtels de ville, hôpitaux, lieux de culte, cimetières, écoles, expositions agricoles et autres fins publiques de même nature, ainsi que pour des fermes modèles et industrielles, et révoquer, en tout temps avant l'émission des lettres patentes pour ces terres, telle appropriation, suivant qu'il le juge à propos.

Concessions gratuites d'icelles. Il peut faire des concessions gratuites pour les fins susdites, pourvu que l'intention et l'usage pour lesquels elles sont faites soient exprimés dans les lettres patentes. S. R. Q., 1266.

Etendue de la concession en général. **1552.** Dans aucun cas, cependant, et pour aucune telle fin, aucune concession ne peut excéder dix acres, si ce n'est pour une ferme modèle ou industrielle, pour la construction d'une chapelle, ou d'une église, ou l'érection d'un cimetière, dans lesquels cas elle ne peut excéder cent acres.

Etendue de la concession pour fins d'église ou de cimetière. S'il s'agit de la construction d'une chapelle ou d'une église, ou de l'érection d'un cimetière, la concession ne doit pas être de plus de cinquante acres dans un canton s'il y a dans ce canton une dénomination religieuse assez nombreuse pour pouvoir en profiter,—et de cent acres à être réparties entre les différentes dénominations religieuses, quand il y en a plus d'une assez nombreuse comme susdit pour en jouir. S. R. Q., 1267.

§ 4.—*Des ventes, permis d'occupation de terres publiques, et de leur transport*

Fixation du prix des terres, etc. **1553.** A l'exception des terres sujettes à la loi des mines de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, régler le prix auquel les terres publiques seront vendues par acre, ainsi que les conditions de vente, d'établissement et de paiement. S. R. Q., 1268; 60 V., c. 22, s. 13.

1554. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire une classification des terres publiques de la manière suivante :

1. Les terres propres à la culture ;
2. Les terres d'exploitation forestière. S. R. Q., 1268a ; 4 Ed. VII, c. 13, s. 7.

Classification des terres publiques par le lieutenant-gouv. en conseil.

1555. Aucune vente, après la classification autorisée par l'article 1554, ne peut être faite, pour fins de colonisation, hors des terrains propres à la culture et classés comme tels. S. R. Q., 1268b ; 4 Ed. VII, c. 13, s. 7.

Ventes pour fins de colonisation après la classification.

1556. Aux conditions et prix fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil, l'agent des terres, s'il n'y a pas contestation et s'il n'a pas reçu d'instructions contraires du ministre, est tenu de vendre, après la classification autorisée par l'article 1554, les terres propres à la culture et classées comme telles, et, avant la dite classification, les terres propres à la culture, à tout colon de bonne foi qui en fait la demande.

Vente des terres pour fins de colonisation par les agents.

Aucune vente ne peut être faite pour plus de cent acres à la même personne par l'agent, excepté si le lot demandé contient, d'après arpentage, plus de cent acres et pas plus de cent vingt-cinq acres, auquel cas l'agent peut vendre jusqu'à cent vingt-cinq acres.

Limitation des concessions.

Les ventes faites par les agents prennent effet du jour qu'elles sont faites; mais, si le billet de location renferme quelque faute de copiste ou de nom, ou une désignation inexacte de la terre, le ministre peut annuler le billet de location et ordonner qu'il en soit émis un nouveau, corrigé, qui a son effet de la date du premier. S. R. Q., 1269 ; 9 Ed. VII, c. 24, s. 1.

Quand les ventes prennent effet.

1557. Toute personne qui a obtenu pour fins de colonisation, tant en vertu des lois antérieures au vingt-neuf mai 1909 qu'en vertu de la présente section, la quantité d'acres de terre alors permise, ne peut en obtenir plus, tant qu'elle n'a pas fait émettre des lettres patentes pour les terres qu'elle détient sous billet de location, et, tant qu'au moins la moitié des dites terres n'a pas été mise en culture. Néanmoins tout concessionnaire qui, ayant obtenu une première concession de cent acres, fait devant l'agent une déclaration attestée sous serment qu'il est père d'au moins quatre enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de seize ans, a droit à une nouvelle concession de cent acres. S. R. Q., 1269a ; 9 Ed. VII, c. 24, s. 2.

Concessions additionnelles peuvent être obtenues après certaines formalités.

1558. Avant de faire la vente, l'agent des terres fait donner par le colon une déclaration attestée sous serment suivant la formule A, et l'agent des terres ou un notaire sont autorisés à recevoir le serment du colon. S. R. Q., 1269b ; 9 Ed. VII, c. 24, s. 2.

Déclaration que doit faire le colon avant la vente.

Octroi des permis d'occupation accordés à ceux qui désirent s'établir, — leur effet.

1559. Le ministre peut émettre, sous ses seing et sceau, en faveur de toute personne qui a acheté ou achète, ou qui a permission d'occuper une terre publique, ou est chargée de veiller à la protection d'une terre publique, ou qui a reçu ou à laquelle il a été accordé quelque terre publique à titre de concession gratuite, un instrument sous forme de permis d'occupation: et telle personne ou son ayant cause, en vertu d'un titre enregistré, suivant les dispositions du présent chapitre ou de toute autre loi prescrivant l'enregistrement en tels cas, peut prendre possession de la terre y décrite et l'occuper, en observant les conditions du permis, et peut, à moins qu'icelui ne soit révoqué ou résilié, poursuivre pour tout dommage ou empiétement aussi efficacement qu'elle pourrait le faire en vertu de lettres patentes de la couronne.

Valeur du permis.

Le permis d'occupation fait *prima facie* preuve de la possession par telle personne ou son ayant cause, en vertu d'un instrument enregistré comme susdit, sur toute telle action ; mais il n'a point d'effet contre un permis de coupe de bois antérieur à sa date. S. R. Q., 1270; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Valeur des permis d'occupation accordés avant le 23 avril 1860.

1560. Les permis d'occupation accordés, les certificats de vente ou reçus de deniers payés sur la vente de terres publiques, et les billets de location accordés ou faits par le commissaire des terres de la couronne ou quelqu'un de ses agents, antérieurement au 23 avril 1860, ont, tant que la vente ou la concession à laquelle se rapportent tels permis d'occupation, reçus, certificats ou billets de location reste en vigueur et n'est pas rescindée, la même vigueur et profitent à la personne à laquelle ils ont été accordés ou à ses ayants cause, en vertu d'un instrument enregistré comme susdit, de la même manière et au même degré que l'instrument sous forme de permis d'occupation mentionné dans l'article 1559. S. R. Q., 1271.

Valeur des permis d'occupation, etc., accordés avant le 24 déc. 1875.

1561. Les permis d'occupation, certificats de vente ou reçus de deniers payés sur la vente des terres publiques et les billets de location, accordés ou faits avant le 24 décembre 1875 par le commissaire des terres de la couronne ou quelqu'un de ses agents, ont, tant que la vente ou la concession à laquelle ils se rapportent est en vigueur et n'a pas été rescindée, la même vigueur et le même effet, et profitent à la personne à qui ils ont été accordés ou à ses héritiers et ayants cause, en vertu d'un instrument enregistré comme susdit, de la même manière et au même degré que l'instrument sous forme de permis d'occupation mentionné dans l'article 1559. S. R. Q., 1272.

Effet des permis d'occupation, etc.,

1562. Les permis d'occupation, certificats de vente ou reçus de deniers payés sur la vente des terres publiques et les billets de location, émis et signés par un agent des terres de la cou-

ronne, en faveur d'une personne qui a acheté des terres publiques, ont le même effet à l'égard de cette personne et de ses ayants cause, leur confèrent les mêmes droits, pouvoirs et privilèges sur les terres pour lesquelles ils ont été émis, et les assujétissent aux mêmes conditions, que si cette personne avait obtenu du ministre un instrument sous forme de permis d'occupation conforme à l'article 1539. S. R. Q., 1273; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1563. Il est tenu dans le bureau des terres de la couronne, un registre fait en la forme jugée convenable par le ministre, dans lequel sont enregistrés sommairement, à la demande des parties intéressées :

1. Les transports faits par les premiers acquéreurs ou concessionnaires, des droits qu'ils possèdent sur les terres publiques acquises par vente, concession, location, bail ou permis d'occupation, et pour lesquelles des lettres patentes n'ont pas encore été octroyées ; S. R. Q., 1274, § 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2. Les transports faits par les héritiers ou ayants cause de tels premiers acquéreurs ou concessionnaires, si les titres en vertu desquels ils ont droit à la possession de ces terres ont été dûment enregistrés en vertu du présent chapitre, ou si leurs noms y ont été substitués par le ministre dans les livres de son département ; S. R. Q., 1274, § 2; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

3. Les transports effectués par le moyen de la vente faite sous l'opération du Code municipal pour taxes ; S. R. Q., 1274, § 3.

4. Les transports faits par le moyen de vente par autorité de justice, dans les cas où cette vente peut se faire légalement et si elle est faite sur le premier acquéreur ou sur ses héritiers ou ayants cause au désir du paragraphe 2 du présent article. S. R. Q., 1274, § 4; 52 V., c. 16, s. 1.

5. Les officiers procédant aux ventes mentionnées aux paragraphes 3 et 4 du présent article doivent, sans délai, en donner avis au ministre. S. R. Q., 1274, § 5; 52 V., c. 16, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1564. Pour être reçu et enregistré, chacun des transports mentionnés dans les paragraphes 1 et 2 de l'article 1563 doit :

a. Être passé devant notaire ; ou

b. Être fait sous seing privé en présence de deux témoins, et être accompagné de l'affidavit de l'un d'eux, indiquant le lieu et la date de sa passation, le nom, la résidence et l'occupation de chaque témoin, ou,—si les témoins sont absents de la province ou décédés,—de l'affidavit d'une autre personne prouvant le décès ou l'absence de ces témoins et leurs signatures, ou celle de la personne qui a fait le transport;

c. Ne contenir aucune clause résolutoire ou faculté de réméré, condition, obligation ou charge qui n'a pas été antérieurement

réglée ou acquittée soit réellement, soit par l'accord ou le consentement des parties. S. R. Q., 1275 ; 4 Ed. VII, c. 13, s. 9 ; 6 Ed. VII, c. 15, s. 1.

Limite de l'étendue des terres qui peuvent être acquises en vertu de transports. Transports auxquels l'article ne s'applique pas.

1565. Personne ne peut obtenir des lettres patentes de la couronne pour plus de trois cents acres de terre pour fins de colonisation, au moyen de transports obtenus de l'acquéreur primitif d'un lot de terre acquis de la couronne, ou des cessionnaires d'un tel acquéreur primitif.

Le présent article ne s'applique pas au cas où des lots acquis primitivement de la couronne sont passés, par succession *ab intestat* ou testamentaire, ou par vente judiciaire, ou par vente pour taxes municipales ou scolaires, à ceux qui en demandent les lettres patentes.

Nullité des transports en certains cas.

Les transports de lots de terre obtenus après le premier juillet 1909 par la même personne pour plus de trois cents acres, soit d'un même propriétaire, soit de différents propriétaires, avant l'émission des lettres patentes, sont nuls et ne confèrent aucun droit au cessionnaire pour le surplus de trois cents acres.

Déclaration exigée avant l'enregistrement.

La personne demandant l'enregistrement d'un tel transport doit produire une déclaration sous serment attestant qu'elle n'a pas, au moment où elle fait la déclaration, de billets de location pour des lots de la couronne pour plus de trois cents acres obtenus soit directement de la couronne, soit au moyen de transports déjà enregistrés. S. R. Q., 1275*b* ; 4 Ed. VII, c. 13, s. 9 ; 9 Ed. VII, c. 24, s. 3.

Autres conditions d'enregistrement.

1566. Dans aucun des cas mentionnés dans les dispositions précédentes, à moins de dispense du ministre, il ne doit être enregistré de transport s'il n'est démontré d'une manière satisfaisante que les conditions de vente, concession ou location, bail ou permis d'occupation ont été dûment remplies.

Effet de l'enregistrement du transport.

L'enregistrement d'un transport en vertu du présent article n'a pas pour effet de dispenser le cessionnaire de remplir toutes les conditions de la vente, auxquelles était tenu l'acquéreur primitif. S. R. Q., 1276 ; 62 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Numéro et certificat du transport enregistré.

1567. Tout transport enregistré doit avoir son numéro et porter sur l'endos un certificat signé du ministre ou du sous-ministre, ou d'autres personnes autorisées à cet effet, mentionnant la date de l'enregistrement, et être déposé dans les archives du département des Terres et forêts, comme pièce justificative. S. R. Q., 1277 ; 1 Ed. VII, c. 8, ss. 6, 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 8.

Substitution des noms après l'enregistrement.

1568. Immédiatement après l'enregistrement, le nom du cessionnaire est substitué, dans les livres du département, au nom de celui qui a effectué le transport. S. R. Q., 1278.

1569. Les transports ainsi enregistrés ont effet à compter ^{Effet des} de leur enregistrement, à l'encontre de ceux qui ne l'ont pas été, ^{transports} ou qui ont été subséquemment présentés pour l'être. S. R. Q., ^{enregistrés.} 1279.

1570. Quiconque, demandant des lettres patentes pour une ^{Personnes} terre publique, se trouve incapable de produire un acte de trans- ^{incapables} port revêtu des formalités requises pour l'enregistrement, peut ^{de produire} fournir la preuve que le ministre juge convenable à l'appui de sa ^{acte de trans-} demande; et, dans ce cas, si, d'après cette preuve, la demande ^{Preuve à cet} est trouvée juste et équitable, le nom du requérant est substitué ^{effet.} à celui de l'acquéreur précédent. S. R. Q., 1280; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1571. Les lettres patentes jusqu'à présent émises à la ^{Certaines} demande d'un requérant qui n'a pu fournir de titres ou une ^{lettres pa-} preuve suffisante comme susdit, ont été validement émises, ^{tentes, dé-} en se servant des termes suivants, sans nommer personne en ^{clarées vali-} particulier : " aux représentants légaux de (*nom de l'acquéreur* ou *cessionnaire*) " ;—et de semblables lettres patentes peuvent encore être émises de la même manière, en se servant des mêmes termes.

Par les mots " représentants légaux " il faut entendre tous ^{Interpréta-} ceux qui peuvent avoir un droit quelconque à la propriété en ^{tion.} vertu du Code civil. S. R. Q., 1281.

1572. Les lots vendus ou autrement octroyés pour fins ^{Prohibition} de colonisation après le premier juillet 1909, ne peuvent, ^{d'aliéner les} dant cinq ans à compter de la date du billet de location, être ^{lots, etc.} vendus par le porteur du billet de location, ni autrement aliénés, en tout ou en partie, excepté par donation entrevifs ou par testament, en ligne directe ascendante ou descendante ou en ligne collatérale, ou par succession *ab intestat* et, dans ces cas, le donataire, le légataire ou l'héritier sont soumis à la même prohibition que l'acquéreur primitif.

Tout autre transport d'un lot n'est valable que s'il a été ^{Transports} préalablement autorisé par le ministre sur preuve, à sa satis- ^{doivent être} faction, qu'il est dans l'intérêt de la colonisation que ce trans- ^{approuvés} port soit fait. ^{par le minist-}

Tout transport fait en contravention avec le présent article ^{Nullité de} est radicalement nul entre les parties, et il fait encourir la ^{certain} révocation de la vente ou de l'octroi du lot. S. R. Q., 1281a; ^{transports.} 9 Ed. VII, c. 24, s. 4.

§ 5.—*De la révocation des concessions de terres publiques et de la mise à effet de cette révocation*

1573. Les personnes qui ont acheté des terres de la cou- ^{Personnes} ronne, entre le 2 juin 1904 et le 25 avril 1908, et qui, durant ^{exemptes de}

produire certaines déclarations.

cette période de temps, étaient tenues, d'après la loi alors en vigueur, de produire une déclaration constatant que toutes les conditions énoncées dans le billet de location avaient été remplies, n'ont pas été tenues, depuis le 25 avril 1908, et ne sont pas tenues de produire la dite déclaration, mais elles ne sont pas exemptées pour cela d'accomplir les autres conditions de la vente, exigibles d'elles chaque année, en vertu du billet de location. 8 Ed. VII, c. 24, s. 2, 1er al.

Vente, etc., de terre annulée pour fraude ou erreur.

1574. Si le ministre est convaincu qu'un acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terre publique, ou leurs ayants cause, se sont rendus coupables de fraude ou d'abus, ou ont enfreint ou négligé d'accomplir quelque une des conditions de la vente, de la concession, de la location, du bail ou du permis d'occupation, ou si la vente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation a été ou est fait ou émis par méprise ou erreur ou contrairement à la loi ou aux règlements, il peut révoquer ces vente, concession, location, bail ou permis, et reprendre la terre y mentionnée et en disposer comme si la vente, la concession, la location, le bail ou le permis n'avait jamais fait ou émis. S. R. Q., 1283 ; 4 Ed. VII, c. 13, s. 12 ; 8 Ed. VII, c. 24, s. 3.

Révocation comporte confiscation des deniers payés.

1575. L'article 1574 doit être interprété comme donnant à la révocation faite en vertu d'icelui l'effet d'opérer la confiscation pleine et entière de tous les deniers payés par l'acquéreur, le concessionnaire, l'occupant ou le locataire, soit à compte ou comme paiement complet, sur toute vente, concession ou location et sur tout bail ou permis d'occupation, ainsi que de toutes impenses et améliorations faites et existant sur les terres y mentionnées; mais il est toutefois loisible au ministre d'accorder les remboursements ou indemnités qu'il trouve justes et équitables. S. R. Q., 1284; 4 Ed. VII, c. 13, s. 13 ; 8 Ed. VII, c. 24, s. 4.

Droit de révocation non considéré comme un droit ordinaire.

1576. Le droit de révocation ainsi conféré au ministre ne doit pas être considéré comme un droit ordinaire de dissolution de contrat, faute d'accomplissement des conditions auxquelles il est soumis; il n'est pas sujet aux dispositions de l'article 1537 du Code civil, et il peut toujours être exercé lorsqu'il y a lieu, quel que puisse être le laps de temps écoulé depuis la vente, la concession, la location, le bail ou le permis d'occupation. S. R. Q., 1285; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Avis de révocation.

1577. Aucune révocation en vertu de l'article 1574 ne doit être faite avant qu'un avis ait été donné par le ministre ou un agent des terres autorisé par lui en la manière ci-après indiquée. S. R. Q., 1286; 4 Ed. VII, c. 13, s. 14.

1578. Cet avis est affiché par l'agent des terres ou par toute personne autorisée par lui, à la porte de l'église, ou ^{Comment} ^{l'avis est} ^{donné.} à la porte de l'édifice public, le plus proche des lots en question, et est expédié par carte postale à l'acquéreur, concessionnaire, occupant ou locataire de terre publique ou ses ayants cause mentionnés en l'article 1574.

L'avis doit contenir la mention que la révocation sera ^{Contenu de} ^{l'avis.} noncée, s'il y a lieu, en tout temps après trente jours de la date de l'affichage. S. R. Q., 1287; 4 Ed. VII, c. 13, s. 14; 9 Ed. VII, c. 24 s. 5.

1579. Pendant ces trente jours, il est loisible au propriétaire ou occupant du lot de faire valoir ses raisons à l'encontre de la révocation. ^{Opposition à} ^{la révoca-} ^{tion.} S. R. Q., 1288; 4 Ed. VII, c. 13, s. 14; 8 Ed. VII, c. 24, s. 5.

1580. Rien de contenu dans les articles 1563, 1564, 1565, 1566, 1567, 1568, 1569, 1570, 1571, 1577, 1578 et 1579, ^{Dispositions} ^{de la loi des} ^{mines non} ^{affectées.} n'a l'effet d'affecter aucune des dispositions de la loi des mines de Québec. S. R. Q., 1290.

1581. Si l'acquéreur, le locataire, ou autre personne, refuse ou néglige de remettre la possession de la terre, après la révocation ou résiliation de la vente, de la concession, de la location, du bail ou du permis d'occupation d'icelle, ou si quelque personne est injustement en possession de terres publiques, et refuse de déguerpir ou d'en abandonner la possession, le ministre peut demander à un juge de la Cour supérieure, ayant ^{Cas où} ^{l'occupant} ^{refuse de re-} ^{mettre la} ^{possession de} ^{la terre} ^{après la ré-} ^{vocation du} ^{permis d'oc-} ^{cupation.} juridiction dans le district où la terre se trouve située, un ordre dans la forme d'un bref de possession.

Le juge, sur preuve satisfaisante que le titre ou le droit de la partie à posséder telle terre a été révoqué ou résilié, ou que ^{Bref de pos} ^{session.} telle personne est injustement en possession de quelque terre publique, doit accorder un ordre enjoignant à l'acquéreur, au locataire ou à la personne en possession, d'en faire délivrance au ministre ou à la personne par lui autorisée à la recevoir.

Cet ordre a le même effet qu'un bref de possession, et le shérif, ou tout huissier ou personne à laquelle il est remis, par le ministre, pour être exécuté, doit le faire de la même manière qu'il exécuterait tel bref sur action en éviction ou sur action possessoire. S. R. Q., 1291; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. ^{Effet du} ^{bref.}

1582. Lorsque, en vertu de la loi ou d'un contrat, d'un bail ou accord relatif à une des terres en question, il est nécessaire de faire quelques annonces ou actes par ou au nom de la couronne, ces annonces et actes peuvent être faits par le ministre ou sous son autorité. S. R. Q., 1292; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. ^{Mode de} ^{faire les an-} ^{nonces, etc}

Recouvrement des sommes dues à la couronne.

1583. Les arrérages ou sommes quelconques dus au gouvernement, à raison de ventes ou baux de terres publiques ou pour coupe de bois sur icelles, peuvent être recouvrés par action de dette ordinaire, intentée au nom de la couronne, devant un tribunal de juridiction compétente. S. R. Q., 1293.

Jugement par défaut en certains cas.

1584. Si, sur une telle action, le défendeur fait défaut de comparaître ou de plaider, le procès peut être instruit et le jugement rendu sur icelle, comme dans les causes sommaires portées en recouvrement des sommes spécifiées. S. R. Q., 1294.

Preuve du défendeur.

1585. Dans ces causes, si elles sont contestées, le défendeur est tenu de faire la preuve de ses allégations. S. R. Q., 1295.

Juridiction du tribunal, —procédures et frais.

1586. Nonobstant les articles 49, 55 et 56 du Code de procédure civile, ces actions, quant à la juridiction du tribunal, aux procédures et aux frais, sont poursuivies et jugées comme des actions purement personnelles où la couronne n'est pas intéressée et n'ayant aucun rapport aux droits immobiliers, rentes annuelles ou matières comportant des droits futurs. S. R. Q., 1296; 4 Ed. VII, c. 13, s. 16.

§ 6.—Des biens des jésuites et autres

Contrôle des biens des jésuites, etc.

1587. Les biens faisant partie du domaine public et désignés comme "biens des jésuites," "domaine de la couronne," "seigneurie de Lauzon," continuent d'être sous le contrôle direct du département des Terres et forêts, et, en tant qu'il est praticable, les dispositions du présent chapitre s'appliquent à ces biens, et tous actes, titres, contrats et autres documents relatifs à iceux, exécutés par le département, sont censés bons et valides en loi à tous égards. S. R. Q., 1297; 5 Ed. VII, c. 12, s. 6.

§ 7.—Des lettres patentes pour terres publiques et de leur enregistrement

I.—ENREGISTREMENT DES LETTRES PATENTES

Livraison des lettres patentes pour terres à la personne qui y a droit.

1588. Les lettres patentes de la couronne en vertu desquelles il est fait un octroi de terres incultes ou d'autres terres publiques dans la province, sont délivrées à la personne qui y a droit; mais, au préalable, il en est déposé une copie dans un registre tenu à cette fin par le registraire de la province ou par le sous-registraire, sans autre entrée ou enregistrement.* S. R. Q., 1298.

Certificat sous caution.

1589. Le ministre peut exiger que le certificat de l'accomplissement des conditions d'établissement, pour l'obten-

* Voir articles 773 et suivants quant à l'enregistrement des lettres patentes par le registraire de la province.

tion des lettres patentes d'un lot acquis de la couronne, soit donné sous serment par les personnes choisies par le ministre pour donner ce certificat et d'après une formule fournie par le ministre. S. R. Q., 1298a ; 8 Ed. VII, c. 24, s. 6.

II.—ÉMISSION DES LETTRES PATENTES PAR ERREUR

1590. Lorsque des lettres patentes ont été émises en faveur d'une personne n'y ayant pas droit, ou en son nom, par méprise de la part du département des Terres et forêts, ou renferment quelque erreur de copiste ou de nom, ou une désignation inexacte de la terre qu'il s'agissait de concéder, le ministre, s'il n'y a pas de réclamation contraire, peut ordonner que les lettres patentes vicieuses soient annulées et qu'il en soit émis d'autres corrigées à leur place.

Remplacement des lettres patentes vicieuses s'il n'y a pas de réclamation contraire.

Ces lettres patentes corrigées doivent se rapporter à la même date que celles qui ont été annulées, et ont le même effet que si elles avaient été émises le jour de la date des lettres patentes annulées. S. R. Q., 1299 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12.

Valeur des lettres patentes corrigées.

1591. Dans tous les cas où des concessions ou lettres patentes émises pour la même terre, sont contradictoires entre elles pour cause d'erreur, et dans tous les cas de ventes ou appropriations contradictoires de la même terre, le ministre peut, dans les cas de vente, faire rembourser le prix de la vente, avec intérêt, et si la terre n'appartient plus à l'acquéreur primitif, ou s'il y a été fait des améliorations avant que l'erreur fut connue, ou si la concession ou l'appropriation primitive a été gratuite, il peut, en sa place, accorder une terre ou accorder un *scrip* donnant droit à la personne lésée ou réclamante d'acquérir des terres de la couronne, de la valeur et de l'étendue qui lui paraissent justes et équitables dans les circonstances.

Scrips accordés dans le cas de lettres patentes pour la même terre, etc.

Aucune telle réclamation ne doit cependant être reçue à moins qu'elle ne soit faite dans les cinq années à compter de la découverte de l'erreur. S. R. Q., 1300 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Délai pour faire valoir le *scrip*.

1592. Lorsque, à raison d'un mauvais arpentage ou d'une erreur dans les livres ou dans les plans du département, il se trouve un déficit dans quelque concession, vente ou appropriation de terre, ou si quelque morceau de terre n'a pas la contenance mentionnée dans les lettres patentes y relatives, le ministre peut ordonner que le prix du déficit dans la contenance de telle terre, avec intérêt à compter du jour que demande en est faite, —et si la terre n'appartient plus à l'acquéreur primitif, alors le prix de vente que le réclamant, (pourvu qu'il ignorât le défaut de contenance lors de son acquisition), a payé pour tel déficit, —avec intérêt à compter du jour que demande en est faite, —lui soit payé en terre, en argent, ou en *scrip*, suivant que le ministre l'ordonne ; —au cas de concession gratuite, il

Scrip dans le cas de défaut de contenance provenant d'un mauvais arpentage, etc.

peut ordonner qu'il soit fait une concession d'une autre terre égale en valeur à celle qu'on avait voulu concéder gratuitement, à l'époque de telle concession.

Délai pour
faire valoir
ce scrip.

Aucune semblable réclamation n'est cependant recevable à moins qu'elle ne soit faite dans les cinq ans à compter de la date des lettres patentes, ni à moins que le défaut de contenance n'égale un dixième de toute l'étendue mentionnée dans la concession. S. R. Q., 1301; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Compensation
considérée chose
mobilière.

1593. Toute compensation, accordée en vertu des articles 1591 et 1592, excepté lorsque des terres sont spécialement affectées pour cet objet par le ministre, et toutes les réclamations à cet égard sont considérées comme choses mobilières et sont traitées comme telles. S. R. Q., 1302; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Annulation
des lettres
patentes.

1594. Les lettres patentes émises par la couronne, peuvent être déclarées nulles ou mises à néant par la Cour supérieure pour les causes et de la manière prescrites au Code de procédure civile. S. R. Q., 1304; 8 Ed. VII, c. 24, s. 7.

§ 8.—De l'affermage de la péninsule Manicouagan

Affermage de
la péninsule
et conditions
du loyer.

1595. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur le rapport du ministre des terres et forêts, autoriser ce dernier à affermer, et pour toute fin, le tout ou une partie quelconque du territoire de la province non concédé et non occupé, connu sous le nom de "péninsule Manicouagan," n'excédant pas une étendue de quarante-cinq mille carrés ainsi que la grève qui l'entoure, pour une période de dix années ou moins, soit à rente annuelle fixe, soit à un pourcentage sur les produits nets obtenus par les fermiers, si le territoire ainsi affermé est employé pour des fins de manufacture ou de commerce. S. R. Q., 1307; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Droits non
affectés.

1596. Cet affermage ne doit, en aucune manière, affecter les droits des occupants actuels et doit être sujet aux autres termes et conditions qui peuvent être imposés. S. R. Q., 1308.

FORMULE

A.—(Article 1558)

Déclaration que doit faire le colon lors de l'achat d'un lot

Je, _____, de la _____ de _____, dans le comté de _____, déclare :

1. Je suis âgé de _____ ans.

2. Je demeure actuellement à (*donner le nom de la municipalité, de la rue et le numéro, s'il y en a.*)

3. Je désire acquérir le lot No _____ du rang du canton _____

4. Je veux acquérir ce lot, en mon nom, pour le défricher et le cultiver pour mon bénéfice personnel.

5. Je ne détiens pas en vertu d'un ou de plusieurs billets de location émis en ma faveur (ou, *selon le cas*, qui m'a ou m'ont été transportés) un ou des lots de terre acquis de la couronne.

6. Le ou les lots de terre que je détiens en vertu de lettres patentes émises en ma faveur (ou, *selon le cas*, en faveur d'un autre dont je suis aux droits) est (ou sont) en culture pour au moins la moitié.

7. Je ne suis le prête-nom d'aucune personne pour faire l'acquisition de ce lot.

8. Je ne fais pas l'acquisition de ce lot dans le seul but d'y exploiter le bois ou de le faire exploiter par d'autres, mais dans le but d'en faire un établissement sérieux de colon.

9. Je déclare que le lot est actuellement inoccupé et non amélioré, excepté

10. Je jure que tous les faits ci-dessus sont vrais.

Et j'ai signé.

Assermenté devant moi, à	}	C. D.
, ce		
jour de		
A. B. 19 .		

S. R. Q., 1269a, formule E; 9 Ed. VII, c. 24, s. 8.

SECTION V

DES ROIS ET FORÊTS SUR LES TERRES PUBLIQUES

§ 1.—*De la coupe du bois*

I.—PERMIS DE COUPE DE BOIS

Octroi des
permis de
coupe de bois
sur les terres
publiques.

1597. Le ministre des terres et forêts, ou tout officier ou agent sous ses ordres et dûment autorisé à cet effet, peut accorder des permis de coupe de bois sur les terres publiques non concédées, aux taux et conditions et d'après les règlements et restrictions établis, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil, et dont avis est dûment donné dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 1309; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Durée du
permis.

1598. Nul permis ne doit être ainsi accordé pour une période de plus de douze mois à compter de la date d'icelui; et si, par suite de quelque inexactitude d'arpentage ou par suite de toute autre erreur ou cause quelconque, un permis se trouve comprendre des terrains déjà désignés dans un permis d'une date antérieure, le dernier permis en date devient nul et de nul effet, en autant qu'il peut déroger à celui qui a été accordé précédemment.

Permis com-
prenant des
terrains déjà
désignés.

Le possesseur ou propriétaire du permis ainsi devenu nul et de nul effet, n'a aucun recours quelconque contre le gouvernement pour indemnité ou compensation à raison de cette annulation. S. R. Q., 1310.

Forme du
permis; son
effet légal.

1599. Le permis doit contenir une description du terrain sur lequel la coupe du bois doit se faire, et est censé conférer pour le temps, à la personne nommée en icelui, le droit de prendre possession et de jouir, à l'exclusion de toutes autres personnes, du terrain y mentionné d'après les règlements et restrictions établis. S. R. Q., 1311.

Effet du per-
mis quant à
la propriété
du bois, etc.

1600. Ce permis a l'effet de donner à la personne qui en est en possession tous droits de propriété quelconques sur les arbres, bois de sciage et de construction qui sont et peuvent être coupés dans les limites décrites dans le permis pendant la durée qui y est portée, soit que ces arbres, bois de sciage et de construction soient coupés par la personne qui a ou possède le permis ou avec son autorisation, ou par d'autres personnes avec ou sans son consentement. S. R. Q., 1312.

Effet du per-
mis quant à
la saisie-re-
vendication
du bois, etc.

1601. Tel permis est un titre suffisant pour autoriser la personne qui le possède, à saisir ou à faire saisir par voie de saisie-revendication ou autrement, tels arbres, bois de sciage et de construction partout où ils sont trouvés en la possession de ceux qui les détiennent sans autorisation; et aussi à intenter toute action ou poursuite contre tout possesseur injuste du ter-

rain désigné dans le permis, ou contre ceux qui pourraient y commettre des empiétements, ainsi qu'à poursuivre et faire punir tous ceux qui pourraient empiéter sur tel terrain et tous autres délinquants, et à recouvrer tous les dommages qu'elle pourrait avoir soufferts. S. R. Q., 1313.

1602. Les procédures pendantes à l'expiration de tout tel permis, peuvent être continuées et menées à terme, de la même manière que si l'époque de la durée du permis n'était pas expirée. Procédures continuées à l'expiration du permis. S. R. Q., 1314.

II — OBLIGATION DES PERSONNES OBTENANT DES PERMIS

1603. Toute personne qui obtient un permis, doit faire, lors de l'expiration d'icelui, à l'officier ou à l'agent qui l'a accordé, ou au ministre, un rapport indiquant le nombre et les espèces d'arbres qu'elle a coupés, la quantité et la description des billots de sciage, ou le nombre et la description des pièces de bois carré qu'elle a manufacturées et enlevées en vertu de ce permis. Rapport par les personnes qui ont obtenu des permis. S. R. Q., 1315; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1604. Cet état doit être attesté sous serment par le propriétaire du permis ou par son agent, ou par le contre-maitre de ce rapport ou son principal homme d'affaires, devant un juge de paix. Attestation sous serment. S. R. Q., 1316.

1605. Toute personne qui refuse ou néglige de fournir un tel état, ou qui élude ou cherche à éluder les règlements établis par arrêté en conseil, est censée avoir coupé le bois sans autorisation, et il est disposé de ce bois en conséquence. Refus de fournir cet état. S. R. Q., 1317.

1606. Le bois marchand qui a été coupé en vertu d'un permis est sujet et affecté au paiement des droits imposés sur icelui, aussi longtemps que le bois ou quelque partie de ce bois est en existence, et partout où il se trouve, soit qu'il existe encore sous forme de billots, soit qu'il ait été converti en madriers, planches ou autrement. Saisie du bois à défaut de paiement des droits.

Tout officier ou agent chargé de la perception de ces droits, peut suivre, saisir et détenir ce bois partout où il est trouvé, jusqu'à ce que les droits soient payés ou que le paiement en soit suffisamment garanti. Droit de suite. S. R. Q., 1318.

1607. Les reconnaissances ou billets pris pour le paiement des droits de la couronne, soit avant, soit après la coupe du bois, comme sûreté collatérale ou pour en faciliter la perception, n'affectent ni n'invalident en aucune manière le privilège ou le lien de la couronne sur aucune partie de ce bois; ce privilège ou ce lien subsiste dans toute sa force et vigueur jusqu'à ce que les droits soient réellement acquittés. Reconnaissance ou billets consentis n'affectent pas le gage ou le lien donné à la couronne. S. R. Q., 1319.

Vente du bois saisi si les droits ne sont pas payés.

1608. Si une quantité de bois saisi et détenu faute de paiement des droits, demeure deux mois sous la garde de l'agent ou de la personne préposée à sa garde, sans que les droits et les dépenses soient payés, le ministre peut ordonner que la vente en ait lieu après un avis préalable de quinze jours donné sur les lieux où le bois a été saisi. S. R. Q., 1320 ; 58 V., c. 18, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Reliquat remis.

1609. La balance du produit de la vente, déduction faite du montant des droits et des frais, est remise au propriétaire du bois ou à la personne qui y a droit et la réclame. S. R. Q., 1321.

III.—OBLIGATIONS DES PROPRIÉTAIRES DE SCIERIE ET DES PERSONNES FAISANT LE COMMERCE DE BOIS, AUTRES QUE LES PORTEURS DE PERMIS

Renseignements par les propriétaires de scierie, etc., autres que des porteurs de permis, relativement au bois. Effet du refus de donner les renseignements.

1610. Tout propriétaire de scierie et toute personne qui fait le commerce de bois en cette province, autres que les porteurs de permis de coupe de bois, peuvent être requis, par le ministre ou son représentant, de déclarer sous serment la provenance du bois dont ils sont propriétaires ou en possession, et de donner tous les renseignements nécessaires pour prouver que ce bois est exempt de droits dus à la couronne.

Le refus de donner ces renseignements est une raison valable, pour le ministre ou son représentant, de saisir le bois comme ayant été coupé en contravention sur les terres de la couronne, et de le traiter en conséquence. S. R. Q., 1321a ; 4 Ed. VII, c. 13, s. 18.

IV.—PÉNALITÉS IMPOSÉES AUX PERSONNES COUPANT DU BOIS SANS PERMIS

Rémunération non acquise en faveur de ceux qui coupent du bois sans permis.

1611. Quiconque, sans autorisation, coupe, emploie ou engage d'autres personnes à couper, ou aide à couper du bois de quelque espèce que ce soit sur les terres publiques; ou déplace ou enlève, ou emploie, engage ou aide d'autres personnes à déplacer ou enlever de quelque une des terres publiques du bois marchand quelconque ainsi coupé, n'acquiert aucun droit sur le bois ainsi coupé, et ne peut réclamer aucune rémunération pour avoir coupé et préparé ce bois pour le marché, ou l'avoir transporté au marché ou l'en avoir rapproché.

Pénalités si le bois est mis hors de la portée des officiers.

Si le bois ou les billots faits ont été mis hors de la portée des officiers du département des Terres et forêts ou s'il est impossible d'ailleurs de les saisir, la partie, outre la perte de son travail et de ses déboursés, encourt une amende de trois piastres pour tout et chaque arbre—les liens de radeaux exceptés—qu'elle est trouvée coupable d'avoir coupé ou fait couper, enlevé ou fait enlever.

Recouvrement d'iceux.

Cette somme est recouvrable avec les frais, à la poursuite et au nom du ministre ou de l'agent résidant, devant tout tribunal ayant juridiction en matières civiles jusqu'à concurrence

du montant de la pénalité. S. R. Q., 1322; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

1612. Il devient, en pareil cas, du devoir de la partie pour-suivie, de prouver qu'elle a obtenu un permis ou une autorisation pour couper du bois; et l'allégation de la partie saisissante ou poursuivante qu'elle est dûment employée en vertu du présent chapitre, est censée une preuve suffisante de ce fait, à moins que le défendeur ne prouve le contraire. S. R. Q., 1323.

1613. Chaque fois qu'une information satisfaisante, ap-puyée de l'affidavit d'une ou de plusieurs personnes reçu par un juge de paix ou devant toute autre personne compétente, est donnée au ministre ou à tout autre officier ou agent du département des Terres et forêts, portant qu'une quantité quel-conque de bois a été coupée sans autorisation sur les terres publiques, et spécifiant le lieu où cette quantité de bois peut être trouvée, le ministre, l'officier ou l'agent ou l'un d'eux, peut saisir ou faire saisir, au nom de Sa Majesté, partout où il peut être trouvé, le bois dont la coupe, d'après l'information, a été faite sans autorisation, et le mettre et placer sous bonne garde, jusqu'à ce qu'il intervienne une décision sur le sujet de la manière indiquée dans les articles 1617 et 1618. S. R. Q., 1324; 58 V., c. 18, s. 2; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

1614. Si le bois dont la coupe a été faite sans autorisation sur les terres publiques, se trouve mêlé avec d'autres bois pour en former des radeaux, ou si ce bois se trouve autre-ment mêlé, soit aux moulins, soit ailleurs, de manière qu'il soit impossible ou très difficile de distinguer le bois qui a été coupé sans permis d'autres bois avec lesquels il peut se trouver mêlé,—la totalité du bois ainsi mêlé est considérée comme ayant été coupée sans autorisation sur les terres publiques, et est sujette à être saisie et confisquée en conséquence, jusqu'à ce que la séparation soit faite d'une manière satisfaisante par le possesseur. S. R. Q., 1325.

V.—RÉSISTANCE A LA SAISIE, ENLÈVEMENT DU BOIS SAISI, ET
CONFISCATION DE CE BOIS

1615. L'officier ou la personne qui saisit du bois dans l'exécution de son devoir peut requérir, au nom de la couronne, l'assistance légale nécessaire pour assurer la garde et la protection du bois ainsi saisi. S. R. Q., 1326.

1616. Lorsque du bois a été saisi faute du paiement des droits de la couronne ou pour toute autre cause portant confiscation, ou lorsqu'il est intenté une poursuite pour recouvrer quelque pénalité ou obtenir un jugement portant

Preuve du fait de l'oc-troi d'un per-mis retombe sur l'accusé.

Bois préten-du illégale-ment coupé peut être saisi sur affi-davit.

Si le bois coupé est mêlé avec d'autres bois.

L'officier saisissant peut requé-rir qu'on lui prête main-forte.

Sur qui re-tombe la preuve du paiement des droits.

confiscation, et qu'il s'agit de constater si les droits imposés sur le bois en litige ont été payés, ou si le bois a été coupé ailleurs que sur une terre publique,—la preuve du paiement ou du fait que la terre sur laquelle le bois a été coupé n'est pas une terre publique, retombe sur le propriétaire du bois ou sur la personne qui le réclame, et non sur l'officier qui l'a saisi, ou sur la partie qui a intenté l'action. S. R. Q., 1327.

Avis de réclamation du bois saisi.

1617. Tout le bois saisi est censé confisqué, à moins que la personne en possession de laquelle il est saisi ou le propriétaire ne donne avis au ministre, dans les quinze jours de la saisie, qu'il le réclame en tout ou en partie, et qu'il n'est ou qu'une partie d'icelui n'est sujet à aucun droit en faveur de la couronne.

Affidavit qui accompagne l'avis.

L'avis doit être accompagné d'un affidavit reçu par un juge de paix ou toute autre personne autorisée à recevoir des affidavits suivant l'article 1536, attestant que les faits allégués par le réclamant sont vrais.

Vente du bois à défaut de cet avis.

A défaut de cet avis, le ministre peut ordonner à l'officier saisissant de procéder à la vente du bois saisi, après un avis donné sur les lieux au moins quinze jours d'avance. S. R. Q., 1328; 58 V., c. 18, s. 3; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Procédure par le réclamant après l'avis.

1618. Si, dans les quinze jours qui suivent l'avis donné en vertu de l'article 1617, le ministre n'a pas donné mainlevée de la saisie au réclamant, ce dernier doit, dans les huit jours, faire opposition à la saisie de la même manière que se font les oppositions afin d'annuler et afin de distraire en vertu du Code de procédure civile.

Réception de l'opposition par le juge. Ordonnance du juge.

L'opposition doit, de plus, au préalable, être reçue par un juge ayant juridiction dans le district où le bois a été saisi.

Le juge écrit sur l'opposition, s'il la reçoit, une ordonnance enjoignant à l'officier saisissant de faire rapport de ses procédures dans la saisie devant le tribunal ayant juridiction ou tout juge de ce tribunal, dans les huit jours de la signification qui lui sera faite de l'opposition accompagnée de l'ordonnance du juge.

Dépôt qui accompagne l'opposition.

L'opposition ne peut être reçue qu'après qu'un dépôt de cent piastres a été fait par l'opposant, comme garantie des frais, au greffe du tribunal dont fait partie le juge compétent.

Obtention de la possession du bois moyennant caution.

L'opposant peut, pendant l'instance, obtenir la possession du bois saisi, en donnant deux bonnes et suffisantes cautions, préalablement approuvées par le ministre, pour le paiement de la valeur du bois dans le cas où le bois serait confisqué.

Forme du cautionnement.

Le cautionnement est donné en faveur de Sa Majesté au nom du ministre et est délivré à ce dernier qui le conserve.

Paiement de la valeur du bois au cas de confiscation.

Si le bois est confisqué, la valeur en est aussitôt payée au ministre ou à l'agent, à défaut de quoi le cautionnement conserve sa force et vigueur.

L'opposition est entendue et jugée, en terme ou en vacances, Procédure suivant la pratique ordinaire du tribunal d'après la procédure sommaire. sommaire. autre que celle suivie dans les poursuites entre loca- teurs et locataires. S. R. Q., 1329 ; 58 V., c. 18, s. 4 ; 1 Éd. VII, c. 8, s. 15.

1619. Tout le bois coupé sans permis, à une distance n'ex- Bois coupé illégalement près des frontières peut être vendu sans les avis et délais ordi- naires. cédaient pas dix milles des lignes frontières qui séparent cette province des Etats-Unis, ou de celles la séparant des pro- vinces avoisinantes, peut, dès qu'il a été constaté qu'il a été coupé en contravention avec la loi, et après que la saisie régu- lière en a été faite, être vendu immédiatement par la personne dûment autorisée à cet effet, laquelle n'est pas tenue pour cela à l'avis ni au délai voulus dans des circonstances analogues, pour toute autre partie de la province. S. R. Q., 1330.

1620. Toute personne qui se prévaut d'un faux exposé ou d'un faux serment pour éluder le paiement des droits, encourt la confiscation du bois pour lequel les droits dont elle a cherché à éluder le paiement sont dus. S. R. Q., 1331. Confiscation du bois dans le cas de fraude.

1621. Rien dans la présente section ne doit être interprété comme invalidant ou affectant en aucune manière les permis accordés avant le 30 mai 1849, ou les obligations alors contrac- tées pour le paiement des droits dus à la couronne en vertu de ce permis, ou comme invalidant ou affectant les privilèges ou liens que pouvait avoir la couronne sur tout bois coupé sur les terres publiques dans les limites de la province ce jour-là, et pour lequel les droits exigés n'ont pas été payés, nonobstant toute reconnaissance ou tout billet qui pourrait avoir été reçu pour le montant de ces droits. S. R. Q., 1332. Permis, droits et obligations sauvegardés.

1622. Le ministre a toujours le pouvoir d'accorder des per- mis pour la coupe du bois, sujets au privilège d'être, pendant un certain nombre d'années, renouvelés annuellement ; et, sous ce rapport ainsi que sous tous autres, les changements faits aux règlements,—concernant la coupe du bois sur les terres publiques, sanctionnés par le lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil, en date du 2 octobre 1868, tels que publiés dans la *Gazette du Canada*,—sont confirmés et déclarés être et avoir toujours été conformes à la loi. S. R. Q., 1333 ; 5 Éd. VII, c. 12, s. 22. Pouvoir d'accorder des permis de coupe de bois renouvelables annuellement.

VI.—VENTE DES LIMITES A BOIS

1623. Toutes les limites à bois comprises dans le territoire vacant de la couronne, appartenant à cette province, doivent être vendues publiquement à l'enchère. S. R. Q., 1334. Limites vendues à l'encan.

Temps, lieu
et mode de
la vente.

Avis.

Avis dans le
cas de limites
de peu d'é-
tendue, etc.

Contenu de
l'avis.

Examen du
plan.

Déclaration
de la mise à
prix.

1624. Les ventes faites en conformité de l'article 1623, et présidées par un officier du département des Terres et forêts ou toute autre personne ayant reçu instruction du ministre à cet effet, ont lieu à l'endroit et de la manière prescrits dans l'avis donné dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans les journaux indiqués à cet effet par le ministre, lequel avis doit être donné au moins trente jours avant la vente.

Cependant, lorsqu'il s'agit de limites de peu d'étendue ou de peu de valeur, excepté les agences du haut et du bas de l'Ottawa, et lorsqu'il est de l'intérêt public de hâter la vente, le ministre peut vendre, après un avis de quinze jours publié tel que prescrit dans l'alinéa précédent. S. R. Q., 1335; 58 V., c. 18, s. 5; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 5 Ed. VII, c. 12.

1625. L'avis doit contenir une description des limites à vendre et de leur situation; et il est aussi déposé au département des Terres et forêts ou au bureau de l'agent des bois pour la localité où cette vente doit avoir lieu, un plan du territoire où se trouvent situées ces limites et celles avoisinantes.

Le plan est sujet à l'examen du public durant tout le temps compris entre la publication de l'avis et le jour fixé pour la vente.

La personne qui préside la vente doit faire connaître, lors d'icelle, la mise à prix fixée par le ministre pour chacune des limites après qu'elles ont été explorées et évaluées approximativement par le département. S. R. Q., 1336; 62 V., c. 20, s. 5; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

VII.—POUVOIRS ET DEVOIRS DES PROPRIÉTAIRES DE LIMITES À BOIS

Libre accès
du ministre
au livre des
porteurs de
permis.

1626. Le ministre, ou tout agent autorisé à cet effet, peut, en tout temps, avoir libre accès, avec faculté de les examiner, aux livres et mémoires tenus par tout porteur de permis, indiquant la quantité de bois en mesure de planches scié par lui et provenant des billots coupés sur ses limites à bois, et, dans le cas où il ne produit pas ces livres et mémoires, lorsqu'il en est requis, tel porteur de permis est sujet à la confiscation de son droit de renouveler son permis. S. R. Q., 1337; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Droit des
propriétaires
de limites de
passer sur les
terres des au-
tres.
Proviso.

1627. Les propriétaires de limites à bois et toute personne ayant du bois à flotter, ont le droit, durant l'hiver, de transporter du bois et des provisions en passant sur les propriétés de personnes qui ont des terres dans ces limites; pourvu qu'ils soient tenus d'indemniser ces propriétaires pour tous dommages qu'ils pourraient y causer. S. R. Q., 1338; 4 Ed. VII, c. 14, s. 1.

§ 2. — *Des réserves de forêts et de la coupe de bois sur icelles*

1628. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, ^{Réserves de} sur recommandation du ministre des terres et forêts, de ^{forêts.} réserver certaines étendues vacantes du territoire boisé de la couronne, pour être et rester en forêts. S. R. Q., 1339 ; 6 Ed. VII, c. 15, s. 4.

1629. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi ^{Terres} inclure dans ces réserves forestières, à la demande des proprié- ^{données} taires ou non, toutes les terres ou quelques-unes des terres, ^{comme sub-} données comme subvention pour aider à la construction de ^{vention.} chemins de fer ; et tant que les dites terres restent dans cette ^{peuvent être} réserve forestière, leurs propriétaires ne sont plus obligés de ^{mises dans} les vendre, et ne peuvent les vendre, en totalité ou en partie, ^{des réserves} pour des fins de colonisation, sans le consentement du lieu- ^{forestières.} tenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1339a ; 8 Ed. VII, c. 24, s. 8.

1630. Ces étendues de territoires ainsi mises à part pour ^{Administration} le maintien et la conservation de la forêt, pour la production, ^{de ces} la conservation et la culture des arbres, de même que pour ^{réserves.} assurer un approvisionnement constant de bois de commerce et perpétuer et régulariser le cours des eaux qui prennent leur source dans ces limites, sont gardées et administrées en vertu de règlements qui peuvent être, de temps à autre, mis en vigueur sous l'autorité du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1340 ; 6 Ed. VII, c. 15, s. 4.

1631. La coupe de bois sur ces réserves doit être vendue ^{Coupe de} à l'enchère publique, comme la chose se fait ordinairement ^{bois sur ces} pour les terres forestières de cette province. S. R. Q., 1341 ; ^{réserves.} 6 Ed. VII, c. 15, s. 4.

§ 3. — *Du bois coupé par les colons dans le défrichement*

1632. Nul droit de coupe n'est prélevé sur le bois coupé ^{Droits de} par les colons sur les lots régulièrement acquis de la couronne ^{coupe ne} par billet de location, pourvu que ce bois soit coupé de bonne ^{sont pas pré-} foi dans le défrichement, et en bloc sur l'étendue de quinze ^{levés dans} aeres pour cent qu'ils sont obligés de défricher pour satisfaire ^{certain cas.} à leurs obligations. S. R. Q., 1342 ; 4 Ed. VII, c. 13, s. 19 ; 6 Ed. VII, c. 15, s. 5 ; 9 Ed. VII, c. 24, s. 7.

1633. Tous les lots vendus ou mis sous location par l'au- ^{Les lots ven-} torité du ministre des terres et forêts, avant la date d'un ^{dus ou mis} permis de coupe de bois, pour tout territoire dans lequel ^{sous location,} sont situés ces lots, sont exclus de tel permis, mais les lots ainsi ^{exclus du} vendus ou mis sous location dans tel territoire après la date ^{permis.}

de tout tel permis, ne cessent d'être sujets à ce permis qu'après le 30 avril suivant, et, dans le cas d'annulation de vente de ces lots, ils sont compris de nouveau dans ce permis.

Si la vente est annulée.
Renouvellement des permis.

Préférence donnée au porteur du billet de location.

Tout permis renouvelé dans le délai accordé par les règlements a son effet du premier mai précédent.

Le porteur de permis de coupe de bois est tenu de donner au porteur de billet de location, pendant tout le temps que durent les droits du porteur de permis sur le lot, la préférence de couper pour lui le bois marchand sur tel lot, au prix que tel porteur de permis paye pour ouvrage du même genre dans la localité. S. R. Q., 1343; 55-56 V., c. 18, s. 4; 4 Ed. VII, c. 13, s. 20; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

§ 4.—*Des sucreries, des terres à bois de chauffage et des terres à bois de construction*

Permis pour sucreries.

1634. Le ministre peut accorder des permis conférant le droit d'exploiter les sucreries sur les terres de la couronne, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Dans les territoires sous permis.

Ces permis peuvent être accordés dans un territoire sous permis de coupe de bois, mais ils ne s'appliquent qu'à l'érable seul. S. R. Q., 1343a; 4 Ed. VII, c. 13, s. 21.

Permis de couper du bois, etc.

1635. Le ministre peut accorder des permis de couper, sur les terres de la couronne, du bois de chauffage, ou du bois de construction pour les maisons, bâtiments et clôtures, à toute personne qui en a besoin pour elle-même et non pour des fins de commerce, sujet aux conditions fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Déclaration avant l'émission du permis.
Renouvellement du permis.

La personne qui veut obtenir un permis doit faire à l'agent une déclaration sous serment, suivant la formule A.

Ce permis peut être renouvelé annuellement sur demande, si les droits exigibles sur le bois coupé ont été payés, et si un état sous serment est donné des opérations de l'année précédente.

Territoire pour lequel le permis peut être accordé, etc.

Ce permis peut être accordé pour les territoires sous permis de coupe de bois, mais seulement pour les lots sur lesquels il n'y a pas de bois marchand en quantité appréciable. Le bois ne peut être ensuite coupé en vertu de ce permis qu'à l'endroit ou aux endroits désignés par le ministre des terres et forêts. Les cultivateurs, à la discrétion du ministre, et les colons ont seuls droit à ce permis. S. R. Q., 1343b; 4 Ed. VII, c. 13, s. 21; 5 Ed. VII, c. 16, s. 9; 7 Ed. VII, c. 17 s. 1.

Vente de terres pour fins industrielles.

1636. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut vendre des terres publiques non sous permis pour des fins industrielles, aux conditions et aux prix qu'il détermine. S. R. Q., 1343c; 4 Ed. VII, c. 13, s. 21.

§ 5.—*De la protection des bois contre le feu*

I.—DISPOSITIONS QUI S'APPLIQUENT A TOUTE LA PROVINCE

1637. Nul, en aucun temps, ne doit faire brûler quelque arbre, arbuste ou autre plante qui est debout dans une forêt ou à une distance de moins d'un mille d'une forêt, ou y mettre le feu. S. R. Q., 1344.

Défense de
mettre le feu
au bois
debout.

1638. Nul ne doit mettre le feu dans la forêt, ou à une distance de moins d'un mille de la forêt, à quelque tas de bois, de branchages ou de broussailles, à quelque arbre, arbuste ou autre plante, à quelque terre légère ou terre noire, à quelque tronc d'arbre, abatis et autres bois, ni les faire brûler, dans aucun temps de l'année. Cependant, pour les fins de défrichement, il est permis d'y mettre le feu et de les faire brûler entre le 15 juin et le 1er septembre et entre le 15 novembre et le 15 mars. S. R. Q., 1345; 4 Ed. VII, c. 13, s. 22.

Défense de
mettre le feu
au bois
mort.

Exception
pour défrichi-
ement.

1639. Dans le cas de sécheresse prolongée entre le 15 juin et le 1er septembre, le ministre peut faire défense de mettre le feu pour les fins de défrichement pendant cette sécheresse.

Pouvoir de
prohiber les
feux pendant
une sèche-
resse.

Il peut aussi, pendant les saisons prohibées, permettre de faire brûler pour le défrichement après de fortes pluies. S. R. Q., 1345a; 4 Ed. VII, c. 13, s. 23.

De permettre
des feux
après de
fortes pluies.

1640. Nonobstant les dispositions précédentes, il est permis de faire du feu dans ou près de la forêt pour se chauffer, pour faire cuire des aliments ou pour les besoins de l'homme, ou pour les besoins de toute industrie telle que fabrication de goudron, de térébenthine, de charbon de bois, ou la confection de cendre pour la manufacture de la potasse et de la perlasse, pourvu que les obligations et précautions imposées par l'article 1641 soient observées. S. R. Q., 1346.

Pouvoir d'y
faire du feu
pour se
chauffer, etc.,
à certaines
conditions.

1641. Toute personne qui fait du feu dans la forêt ou à une distance de moins d'un demi-mille d'icelle, pour les besoins mentionnés dans l'article 1640 doit :

Précautions
dans le cas
de l'article
1640.

1. Choisir, dans les environs, le lieu où il y a le moins de terre végétale, de bois mort, branches, broussailles ou feuilles sèches ou d'arbres résineux ;

Choix du
lieu.

2. Nettoyer l'endroit où elle doit allumer son feu, en enlevant toute terre végétale, tout bois mort, toutes branches, broussailles et feuilles sèches sur le sol dans un rayon de vingt-cinq pieds pour les feux faits pour les besoins de l'industrie, ainsi que mentionné dans l'article 1640, et de quatre pieds pour les autres besoins mentionnés dans le dit article ;

Nettoyage.

3. Eteindre complètement le feu avant de quitter l'endroit. S. R. Q., 1347; 4 Ed. VII, c. 13, s. 24.

Extinction
du feu.

Locomotives de chemin de fer pourvuës d'appareils les plus perfectionnés. **1642.** Toute locomotive employée sur un chemin de fer qui traverse une forêt doit être pourvue, par la compagnie qui a telle locomotive à son service, de tous les appareils les plus perfectionnés et des moyens les plus efficaces pour prévenir l'échappement du feu ou des étincelles de la fournaise, de la boîte aux cendres ou de la cheminée de la locomotive. S. R. Q., 1348 ; 6 Ed. VII, c. 15, s. 6.

Devoirs des mécaniciens à cet effet. **1643.** Tout mécanicien, conduisant une locomotive passant sur ces chemins de fer, doit veiller à ce que des appareils, tels que ceux ci-dessus décrits, soient particulièrement employés et mis en usage, de manière à empêcher tout dégagement inutile du feu de ces locomotives, autant que la chose peut être raisonnablement possible. S. R. Q., 1349.

Pénalités pour violation du présent paragraphe. **1644.** Toute compagnie de chemin de fer faisant usage ou permettant l'usage d'une locomotive, en violation des dispositions du présent paragraphe, est passible, pour chaque infraction, d'une amende d'au plus mille piastres, et de pas moins de deux cent cinquante piastres, recouvrable avec les frais devant tout tribunal compétent. S. R. Q., 1350 ; 6 Ed. VII, c. 15, s. 7.

Responsabilité des compagnies de chemin de fer. **1645.** Toutes les compagnies de chemin de fer, dont les lignes traversent ces forêts, sont tenues, sous peine d'une amende de cent piastres, recouvrable de la manière prévue dans les articles précédents, et sont, en outre, responsables de tous les dommages causés par le feu provenant des étincelles qui se dégagent des locomotives, si elles n'enlèvent pas de chaque côté de leurs voies respectives, toutes les matières combustibles qui s'y trouvent, en les brûlant ou autrement.

Ce qu'il n'est pas nécessaire de prouver en justice. Il n'est pas nécessaire, dans une action pour amende ou dommages, de prouver le nom ou le numéro des locomotives, ni le nom du mécanicien, ni celui du chauffeur, chargés de ces locomotives. S. R. Q., 1351.

Certains officiers, considérés juges de paix *ex officio*. **1646.** Pour les fins des dispositions ci-dessus, tous les agents préposés à la vente des terres de la couronne, les employés du département des Terres et forêts, les arpenteurs jurés, les garde-feu et les gardes forestiers de tel département sont *ex officio* juges de paix.

Imposition des amendes. Tout juge de paix devant qui est prouvée une contravention aux dispositions du présent paragraphe peut imposer toute amende ci-dessus mentionnée. S. R. Q., 1352 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12 ; 6 Ed. VII, c. 15, s. 8.

II.—RÉGIONS SAUVEGARDÉES

Région sauvegardée **1647.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, déclarer une partie quelconque de la province

“ région sauvegardée,” au sens et pour les fins de la présente section. peut être établie.

Cette proclamation doit être publiée dans la *Gazette officielle* Proclamation à cette fin.
de Québec.

Le territoire déclaré “ région sauvegardée ” doit cesser de l’être, sur publication d’une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil révoquant celle qui a créé telle région. Quand elle cesse de l’être. S. R. Q., 1353a; 58 V., c. 19, s. 2.

1648. Toute compagnie de chemin de fer, durant la construction et la mise en exploitation de sa ligne à travers une région sauvegardée quelconque, et tout porteur d’un permis de coupe de bois dans un territoire compris dans une région sauvegardée, sont tenus de mettre à la disposition de l’intendant général des feux de forêt tel nombre de leurs employés qu’ils jugent convenables pour aider à la mise en vigueur de la présente section; et les dits employés sont placés sous la direction et le contrôle uniques et exclusifs du dit intendant et obligés d’exécuter ses ordres. Hommes mis à la disposition de l’intendant. Direction de ces hommes.

Les salaires et les dépenses de ces employés sont payés par la compagnie de chemin de fer, le porteur de permis et le ministre des terres et forêts conjointement. Leurs salaires et dépenses. S. R. Q., 1353c; 58 V., c. 19, s. 2; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

1649. Quiconque néglige ou refuse de se conformer, en quoi que ce soit, aux dispositions de la présente division (articles 1647-1654) est, sur condamnation devant un juge de paix, passible d’une amende d’au plus cinq cents piastres et d’au moins cinquante piastres en sus des frais de poursuite; et, à défaut de paiement de telle amende et des frais, le délinquant est incarcéré dans la prison commune pour une période n’excédant pas trois mois. S. R. Q., 1353d; 58 V., c. 19, s. 2; 6 Ed. VII, c. 15, s. 9. Pénalités.

1650. Toute poursuite pour contravention à la présente division doit être commencée dans les six mois de la contravention. S. R. Q., 1353e; 58 V., c. 19, s. 2; 3 Ed. VII, c. 21, s. 1. Prescription des actions.

1651. Toutes les amendes imposées et perçues en vertu de la présente division appartiennent moitié au dénonciateur et moitié à Sa Majesté pour l’usage public de la province. S. R. Q., 1353f; 58 V., c. 19, s. 2. Application des amendes.

1652. Tout juge de paix qui est personnellement témoin d’une contravention à la présente division peut arrêter le délinquant ou le faire arrêter sans mandat et lui imposer, sans autre preuve, l’amende attachée à telle contravention; et, pour les fins de la présente division, tous les agents pour la vente des terres publiques, tous les employés du département des Terres Pouvoirs des juges de paix, etc.

et forêts, tous les arpenteurs jurés et tous les garde-feu et gardes forestiers employés par le département des Terres et forêts sont d'office juges de paix. S. R. Q., 1353g; 58 V., c. 19, s. 2; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Recours civil
sauvegardé.

1653. Rien de ce que contient la présente division ne doit s'interpréter comme limitant ou affectant le droit de qui que ce soit de prendre et intenter une action civile pour dommages causés par le feu. S. R. Q., 1353h; 58 V., c. 19, s. 2.

Ministre
autorisé à
employer les
hommes
nécessaires.
Intendant
général.

1654. Le ministre est autorisé à employer, pour la mise en vigueur des dispositions de la présente division, le nombre d'hommes qu'il juge nécessaire; et, pour toute région sauvegardée ainsi établie, il nomme un intendant général des feux de forêt. S. R. Q., 1353i; 58 V., c. 19, s. 2; 4 Ed. VII, c. 13, s. 27; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

III. - DISPOSITIONS DIVERSES

Obligation
en cas de
feux de pipe,
d'allumette,
etc., de les
éteindre
avant de
quitter l'en
droit.

1655. Quiconque jette ou laisse tomber par terre, en quelque endroit que ce soit dans la forêt, dans les champs défrichés ou autres lieux, des allumettes chimiques, des cendres de pipe, des cigares ou parties de cigare, ou toute autre matière enflammée, ou qui tire quelque arme à feu, est tenu, sous peine des pénalités imposées par l'article 1656, avant de laisser l'endroit, d'éteindre incontinent et complètement le feu de ces allumettes, cendres de pipe, cigares, parties de cigare, et la bourre de leurs armes à feu, ou toute autre matière en feu. S. R. Q., 1354; 58 V., c. 19, s. 3.

Pénalité
pour contra-
vention aux
dispositions
de l'article
1655.

1656. Quiconque contrevient à l'article 1655, devient passible, sur condamnation devant un juge de paix, d'une amende n'excédant pas cinquante piastres, et, à défaut de paiement d'icelle et des frais de poursuite, avec ou sans délai, d'un emprisonnement dans la prison commune du district où il est condamné, pour une période de pas plus de trois mois, à moins que cette amende et ces frais, avec ceux de l'emprisonnement et du transport du délinquant à la prison, ne soient plus tôt payés, ou d'une condamnation à la détention dans cette prison, pour une période de pas plus de trois mois. S. R. Q., 1355.

Qui peut
poursuivre.

1657. Toute personne majeure peut poursuivre toute contravention au présent paragraphe; la moitié de l'amende appartient au poursuivant et l'autre moitié au gouvernement de cette province, pour former partie du fonds consolidé du revenu. S. R. Q., 1356.

1658. La poursuite doit être intentée dans le cours des six Limitation
mois suivant la perpétration de l'offense et non après. S. R. des pour-
Q., 1357 ; 3 Ed. VII, c. 21, s. 2. suites.

1659. Tout juge de paix, témoin de ses propres yeux d'une Pouvoirs
infraction aux articles 1655 et 1656, peut infliger la pénalité d'un juge de
sans autre preuve, et, pour les fins de ces articles, tout agent paix étant
pour la vente des terres de la couronne, tout employé du départ- témoin de
tement des Terres et forêts, tout arpenteur juré, tout garde-feu l'infraction.
et tout garde forestier employés par ce département, sont *ex*
officio juges de paix. S. R. Q., 1358 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 11 ;
6 Ed. VII, c. 15, s. 10.

§ 6.—*Des arbres forestiers, de leur plantation et de leur culture*

1660. Tout propriétaire ou possesseur à titre de proprié- Permis d'ac-
taire ou d'usufruitier d'un terrain, qui complante d'arbres fores- quisition de
tiers une partie de ce terrain de pas moins d'un acre d'étendue, terres publi-
a droit de recevoir, pour chaque acre de terrain ainsi com- ques en fa-
plantée, un permis d'acquisition de terrain suivant la for- veur de celui
mule B, lequel permis l'autorise à faire l'acquisition, jusqu'à qui plante
concurrence d'un montant n'excédant pas douze piastres, de des arbres
toute terre publique qui peut être en vente dans l'agence des forestiers.
terres de la couronne où ces arbres ont été plantés, ou si cette
agence n'existe pas, dans l'agence la plus voisine, suivant
les règles et règlements alors en vigueur concernant la vente
et l'aliénation des terres publiques.

Il ne doit être accordé aucun permis d'acquisition tant qu'il Conditions
n'a pas été démontré, d'une manière suffisante, que le terrain pour l'obte-
a été employé d'une manière satisfaisante pour cette culture, nir.
durant au moins trois ans, que les arbres sont vigoureux et en
voie de croissance, et que le terrain est entouré de bonnes
clôtures pour le protéger contre les moutons et les bêtes à
cornes.

Toutefois, s'il est cultivé des plantes racines parmi les arbres Certaines
forestiers, plantés sur un terrain quelconque, ce terrain plantes peu-
n'est pas, à raison de cette culture, considéré comme n'étant vent y être
pas exclusivement employé à la culture des arbres forestiers, cultivées en
conformément au présent paragraphe. S. R. Q., 1359. même temps.

1661. Tout permis d'acquisition est transférable et peut Permis d'ac-
être utilisé dans les deux ans, à compter de sa date; s'il n'est quisition,
pas utilisé pendant cette période, il devient absolument nul et transfér-
de nul effet et il ne peut être renouvelé. S. R. Q., 1360. bles.

1662. Du moment qu'un terrain est complanté d'arbres Permis d'ac-
forestiers il ne donne pas, à celui qui l'a ainsi complanté droit quisition, li-
à plus d'un permis d'acquisition. S. R. Q., 1361. mités.

- Règlement par le lieutenant-gouv. en conseil.** **1663.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, faire des règlements concernant :
1. Le nombre et l'espèce d'arbres qui peuvent être cultivés dans chaque acre ;
 2. Le nombre d'années durant lesquelles les arbres, ainsi cultivés, doivent être conservés sans les abattre ;
 3. Les autres termes et conditions à remplir par les personnes réclamant des permis d'acquisition.
- Jour des arbres.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner, par proclamation, un jour d'observance comme "jour des arbres," pour la plantation des arbres forestiers. S. R. Q., 1362.
- Modification des règlements.** **1664.** Ces règlements peuvent être modifiés ou révoqués, sans cependant affecter aucun droit acquis en vertu d'iceux. S. R. Q., 1363.
- Mention sur le dos du permis d'acquisition, si le prix est offert en prix d'achat de terres publiques.** **1665.** Chaque fois qu'un de ces permis d'acquisition lui est offert en paiement du prix d'achat de terres publiques, le ministre doit le mentionner sur le dos de ce permis, et donner au porteur un reçu ou certificat, qui a le même effet que si le prix d'achat de ces terres avait été payé en argent, conformément à la loi et aux règlements concernant les terres publiques. S. R. Q., 1364 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.
- Permis remis, lorsqu'il est pleinement utilisé.** **1666.** Lorsque le permis d'acquisition a été pleinement utilisé il est remis au ministre. S. R. Q., 1365 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.
- Quantité d'acquisitions de terrain, limitée.** **1667.** Aucun terrain ne peut être acquis, en vertu du présent paragraphe, à moins qu'il n'ait une étendue de pas moins de cinquante et de pas plus de deux cents acres ; mais si une personne a droit à un permis d'acquisition pour moins de cinquante acres, elle peut payer la balance en argent, aux mêmes termes et conditions que ceux auxquels les terres publiques sont acquises. S. R. Q., 1366.
- Interprétation de certaines semences.** **1668.** Semer des graines ou des noix ou planter des tiges, est considéré comme une observation des dispositions du présent paragraphe. S. R. Q., 1367.
- Entrée en vigueur de certains articles.** **1669.** Le présent paragraphe est mis en vigueur par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil dans telles parties de la province qui sont désignées dans cette proclamation, ou par toute autre proclamation qui pourra être émise. S. R. Q., 1368.

FORMULES

A.—(Article 1635)

Demande de permis pour couper du bois

Je, _____, de la _____,
de _____, comté de _____,
déclare:

1. J'ai besoin de bois de chauffage (*ou* de bois de construction pour mes maison, bâtiments et clôtures, *ou selon le cas*), et je ne puis m'en procurer chez moi.

2. Je désire couper ce bois sur les terres de la couronne, exclusivement pour mon usage personnel et non pour en faire commerce.

3. La quantité de bois de chauffage dont j'ai besoin pour cette année est de _____ cordes (*ou s'il s'agit de bois de construction* : La quantité de bois dont j'ai besoin est de _____ pieds.)

Et j'ai signé.

Assermenté devant moi,
à _____, ce _____ jour
de _____ 19 ____ C. D.
A. B.,
Agent des terres.
Agence de _____

S. R. Q., 1368, formule F ; 4 Ed. VII, c. 13.

B.—(Article 1660)

Permis d'acquisition de terrain

Dans l'exercice des pouvoirs qui me sont conférés par le paragraphe sixième de la section cinquième du chapitre sixième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les arbres forestiers, leur plantation et leur culture, j'autorise par les présentes _____, de _____, dans le district de _____, à acheter au montant de _____ toute terre publique quelconque dans l'agence des terres de la couronne de _____ offertes en vente ou en choix, sans paiement en argent, sujet, toutefois, aux dispositions contenues dans le dit paragraphe.

Daté à _____, ce jour de _____ 19 ____

(Signature)

Ministre des terres et forêts.

S. R. Q., 1368, cédule; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

SECTION VI

DU PARC NATIONAL DES LAURENTIDES

Limites du
parc.

1670. Le territoire enserrant et comprenant les sources des rivières Montmorency, Jacques-Cartier, Sainte-Anne de la Pérade, Batiscan, Metabetchouan, Upikauba, Upica, Chicoutimi, Boisvert, à Mars, Ha! Ha!, Murray et Sainte-Anne, ainsi décrit : toute la partie des terres vacantes de la couronne, dans la province de Québec, situées dans les comtés de Montmorency, de Québec et de Charlevoix, et bornées comme suit : au nord, par la ligne sud de la limite à bois, moitié sud de 144, située entre le lac des Cèdres et la rivière Metabetchouan, en partie par la ligne sud des comtés du Lac Saint-Jean et de Chicoutimi, comprise entre la rive est de la Metabetchouan, à l'ouest, et le chemin de Saint-Urbain et la Grande Baie, à l'est, et en partie, par les frontières sud, ouest et est des limites à bois situées sur les rivières et tributaires des lacs Saint-Jean et Kenogami et de la rivière Saguenay ; à l'est, par le chemin de Saint-Urbain et de la Grande Baie, depuis le 48^e parallèle de latitude nord jusqu'à son intersection avec la ligne d'arrière de la seigneurie de la côte Beaupré ; au sud-est, par la ligne d'arrière de la seigneurie susdite, et par la ligne d'arrière des cantons de Stoneham et de Tewkesbury ; au sud-ouest, par la ligne est du canton de Tewkesbury, et par la ligne nord-est du fief Hubert et son prolongement jusqu'à son intersection avec la ligne sud-est des limites à bois des rivières à Pierre et Batiscan, et de là, à l'ouest, par les lignes est des dites limites à bois jusqu'à la ligne nord du numéro 7 est, près Batiscan ; de là, encore à l'ouest, par la rive est de la rivière Metabetchouan, jusqu'au 48^e parallèle de latitude nord susdit ; le tout formant une superficie de 2,531 milles carrés plus ou moins, mis à part par ordre en conseil du 6 novembre 1894,—ne peut être vendu ou occupé, sauf tel que ci-après pourvu. 58 V., c. 22, s. 1.

Certain ordre
en conseil
ratifié.

Destination
du parc.

1671. Ce territoire est mis à part comme réserve forestière, endroit de pêche et de chasse, parc public et lieu de délassement, sous le contrôle du ministre des terres et forêts, pour les citoyens de la province, sujet aux dispositions de la présente section et aux règlements qui seront faits en vertu d'icelle, et est connu sous le nom de "Parc national des Laurentides." 58 V., c. 22, s. 2 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 10.

Nom du
parc.

Annexion de
territoire
adjacent non
concedé.

1672. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ajouter au parc tout territoire adjacent et non concédé de la couronne. 58 V., c. 22, s. 3.

Location,
etc., du parc,
prohibée.

1673. Nul—sauf les personnes ayant bail, licence ou permis—ne peut s'établir ou se fixer sur, se servir de ou occuper aucune partie du parc, et aucun bail, licence ou permis, qui di-

minue ou puisse diminuer l'utilité du parc, ne peut être fait, accordé ou émis. 58 V., c. 22, s. 4.

1674. Les dispositions de toute loi générale ou spéciale autorisant la prise de possession de quelque partie du parc ou l'exécution de travaux dans les limites d'icelui, sont sujettes à l'application de l'article 1673. 58 V., c. 22, s. 4a ; 6 Ed. VII, c. 16, s. 1.

Article 1673
applicable à
certaines dis-
positions.

1675. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un surintendant chargé de l'exécution des dispositions de la présente section et des règlements faits en vertu d'icelle.

Nomination
du surinten-
dant.

Les gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires sont nommés par le ministre des terres et forêts. 58 V., c. 22, s. 5 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 10.

Nomination
des officiers.

1676. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender et révoquer des règlements pour les objets suivants :

Pouvoir de
faire des
règlements
pour cer-
taines fins.

a. L'administration, la protection, l'entretien et les améliorations du parc et des cours d'eau, lacs, arbres et arbrisseaux, minéraux, curiosités naturelles et autres matières y contenues ;

b. La protection contre les, et l'extinction des incendies ;

c. La conservation et la protection du poisson, du gibier, des oiseaux sauvages en général, et de tous les animaux du parc, et la destruction des loups, ours et autres animaux nuisibles, féroces ou destructeurs ;

d. Les pouvoirs et devoirs du surintendant, des gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires, ainsi que le salaire et autre rémunération à leur accorder sur les crédits affectés à cet objet par la Législature ;

e. L'éloignement et le renvoi des personnes et la confiscation ou destruction des fusils ou autres armes à feu ou explosifs, trappes, filets, dards ou autres armes ou instruments de chasse ou de pêche, qui s'y trouvent sans droit ;

f. L'émission de permis de boutiques ou maisons pour le logement des visiteurs, et d'établissements où des commerces et industries nécessaires aux personnes se rendant au parc peuvent être exploités ;

g. L'émission de permis pour couper du bois sur des limites, ci-devant vendues, situées dans le parc, pour l'amélioration du parc et pour le chauffage des préposés au service du parc ;

h. L'exploitation des mines et le développement des intérêts miniers dans les limites du parc, et l'émission de certificats de mineur ou de permis d'occupation pour cet objet et pour l'exploration et la recherche des mines et minéraux ;

i. La location pour un nombre d'années quelconque, de telles parties du parc qu'il juge propres à la construction de maisons d'habitation et autres constructions nécessaires pour loger les visiteurs ou personnes se rendant au parc ; et

j. En général, les choses nécessaires à la mise à exécution de la présente section.

Promulga-
tion des ré-
glements.

Tous ces règlements sont publiés deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, et ont dès lors force de loi. 58 V., c. 22, s. 6.

Pénalité
pour infrac-
tion à la loi
et aux ré-
glements.

1677. Tout contrevenant à l'une des dispositions de la présente section, ou à l'un des règlements faits en vertu d'icelle, est passible d'une pénalité de pas moins de cinq piastres et n'excédant pas cinquante piastres, avec frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois et de pas plus de trois mois, avec ou sans travaux forcés. 58 V., c. 22, s. 7.

Pénalité
contre celui
qui pêche
sans permis.

1678. Nul ne peut pêcher dans les eaux du parc, ni chasser dans le parc sans une licence accordée par le ministre des terres et forêts ou par une personne par lui désignée à cet effet, sans se rendre passible de la pénalité prescrite par l'article 1677. 58 V., c. 22, s. 8; 5 Ed. VII, c. 12, s. 10.

Pouvoir d'ar-
rêter à vue,
etc.

1679. Le surintendant, tout garde forestier ou tout constable, peut, sans mandat, arrêter à vue et traduire devant un juge de paix ou le surintendant, pour subir son procès, ou peut chasser des limites du parc toute personne prise en flagrant délit de contravention aux dispositions de la présente section ou des règlements faits en vertu d'icelle. 58 V., c. 22, s. 9.

Confiscation
des armes et
instruments.

1680. Tous filets, trappes, dards, armes à feu ou instruments, saisis et confisqués en vertu des règlements faits en conformité de la présente section, sont vendus, et le produit de la vente, déduction faite des dépenses nécessaires, est appliqué comme il est ci-après spécifié. 58 V., c. 22, s. 10.

Coupe du
bois.

1681. Aucun bois de construction ou autre ne peut être abattu ni coupé dans les limites du parc, qu'en vertu d'un permis accordé conformément à la loi concernant les bois et forêts ou à un règlement s'y rapportant, ou d'une autorisation donnée par le ministre ou des règlements concernant la régie du parc. 58 V., c. 22, s. 11; 5 Ed. VII, c. 12, s. 10.

Droits en
vertu d'un
permis de
coupe de
bois.

1682. Un permis de coupe de bois sur les terres faisant partie du parc ne donne point au porteur d'icelui titre à la possession exclusive de cette terre ou de ce territoire, à l'encontre de la couronne ou des agents ou employés de cette dernière, et aucun tel permis ne soustrait le porteur, ses agents ou employés aux prohibitions relatives à la pêche, à la chasse, au port, ainsi qu'à l'usage d'armes à feu dans les limites du parc. 58 V., c. 22, s. 12.

1683. La recherche des minéraux dans les limites du parc est prohibée, sauf quand elle est faite en conformité des règlements passés à cet égard. 58 V., c. 22, s. 13. Recherche des minéraux.

1684. Aucune licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans les limites du parc ne peut être accordée, et toute liqueur enivrante, trouvée dans les limites du parc et tenue pour être mise en vente contrairement aux dispositions de la loi des licences de Québec, peut être saisie et détruite par tout garde forestier, constable ou percepteur du revenu de la province à ce autorisé; et les gardes forestiers ont les pouvoirs et l'autorité d'un percepteur du revenu de la province pour ce qui concerne l'application des dispositions de la loi des licences de Québec et de celles de la présente section dans le parc. 58 V., c. 22, s. 14. Vente des liqueurs enivrantes.

1685. Rien de ce que contient la présente section ne sous-trait le territoire compris dans le parc ni celui situé à un mille d'une partie quelconque de ce dernier, à l'application des dispositions de la loi relative aux pêcheries ni de celles de la loi de la chasse, à moins de prescriptions contraires. 58 V., c. 22, s. 15. Application de certaines lois, continuée.

1686. En sus des pénalités imposées par la présente section ou par les règlements faits en vertu d'icelle, le délinquant est responsable de tous les dommages qu'il a causés, et ces dommages sont recouvrables devant toute cour ayant juridiction compétente. 58 V., c. 22, s. 16. Recours en dommages sauvegardé

1687. Afin de maintenir l'ordre, de faire respecter la loi et les règlements faits en vertu de la présente section, le surintendant du parc a, dans les limites du parc et dans un rayon d'un mille autour d'icelui, tous les pouvoirs, droits et privilèges d'un magistrat de police. 58 V., c. 22, s. 17. Etendue territoriale de la compétence du surintendant.

1688. Toute personne arrêtée pour une contravention aux dispositions de la présente section ou aux règlements faits en vertu d'icelle, punissable sur conviction sommaire devant un juge de paix ou le surintendant, peut, avant ou après condamnation, être emprisonnée dans la prison commune ou toute autre prison des districts de Québec, de Chicoutimi et de Saguenay, suivant que le juge de paix ou le surintendant le juge le plus convenable. 58 V., c. 22, s. 18. Lieu de l'emprisonnement des personnes arrêtées.

1689. Lors de l'audition d'une dénonciation ou plainte faite en vertu de la présente section ou des règlements passés en vertu d'icelle, le plaignant ou dénonciateur est témoin compétent, nonobstant l'intérêt pécuniaire qu'il peut avoir dans la condamnation du délinquant, et le délinquant est aussi témoin compétent et contraignable. 58 V., c. 22, s. 19. Témoins compétents.

Devant qui
les poursui-
tes sont in-
tentées.

1690. Les poursuites pour la punition des infractions à la présente section, pour lesquelles il n'existe pas de dispositions spéciales, peuvent être intentées devant tout magistrat de police, un ou plusieurs juges de paix ou le surintendant. 58 V., c. 22, s. 20.

Emploi des
amendes.

1691. La moitié de toute amende ou pénalité imposée en vertu de la présente section appartient à Sa Majesté et peut être employée à payer les dépenses encourues pour la mise à exécution des dispositions d'icelle, et l'autre moitié, si elle est perçue, appartient au poursuivant ou dénonciateur, ainsi que les frais qu'il peut avoir encourus et qui ont été recouvrés.

Surinten-
dant, etc.,
n'y ont au-
cun droit.

Le surintendant, les gardes forestiers et autres employés du parc n'ont aucune part dans les amendes ou dans les pénalités. 58 V., c. 22, s. 21.

Code crimi-
nel applica-
ble.

1692. Les dispositions de la partie XV du Code criminel concernant les convictions sommaires, régissent les poursuites et procédures en vertu de la présente section, en autant qu'elles sont applicables. 58 V., c. 22, s. 22.

Emploi des
revenus per-
çus en vertu
de la présen-
te section.

1693. Tous revenus provenant de l'octroi des licences, permis ou baux en vertu de la présente section, constituent un fonds spécial et sont affectés au paiement des dépenses encourues pour mettre à exécution ses dispositions; et, jusqu'à ce que ce fonds soit suffisant, une somme de trois mille piastres est annuellement affectée aux dépenses encourues par le ministre pour cet objet. 58 V., c. 22, s. 23; 5 Ed. VII, c. 12, s. 10.

Crédit an-
nuel pour le
parc.

Droits sau-
vegardés.

1694. La présente section n'affecte aucun droit résultant d'un permis de coupe de bois, ou d'une location accordée à une personne ou à un club de chasse ou de pêche. 58 V., c. 22, s. 24.

SECTION VII

DU PARC DE LA MONTAGNE TREMBLANTE

Ordre en
conseil ratifié
et territoire
converti en
parc.
Nom du
parc.
Contrôle du
parc.

1695. L'ordre en conseil (appendice A de la présente section), daté du 12 juillet 1894 et approuvé le 19 juillet 1894, est ratifié, et les 14,750 acres, comprenant toutes les terres non divisées du canton de Grandison, sont converties en réserve forestière sous le nom de "Parc de la Montagne Tremblante". Le ministre des terres et forêts a le contrôle de la dite réserve et peut nommer les officiers nécessaires pour en assurer le maintien et la conservation. 58 V., c. 23, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 10.

1696. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les Règlements règles et règlements qu'il juge à propos pour la mise à exécution de la présente section. 58 V., c. 23, s. 2. pour la régie du parc.

1697. Le ministre peut accorder gratuitement, pour l'érection d'un sanatorium, quatre cents arpents de terre sur le sommet de la dite montagne à toutes personnes ou corporations qui donneront des garanties suffisantes qu'elles érigeront et entretiendront ce sanatorium, sujet aux conditions qui pourront être fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil, et peut également vendre aux dites personnes ou corporations, aux conditions ordinaires, les lots 23, 24 et 25 du 4^e rang du dit canton. 58 V., c. 23, s. 3; 5 Ed. VII, c. 12, s. 10. Octroi gratuit autorisé pour un sanatorium.

1698. La présente section n'affecte aucun droit résultant d'un permis de coupe de bois, ou d'une location accordée à une personne quelconque ou à un club de chasse ou de pêche. 58 V., c. 23, s. 4. Droits sauvegardés.

1699. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de mettre à part, comme réserve forestière, pour faire partie du parc de la Montagne Tremblante, le territoire suivant: Territoire qui peut être ajouté au parc.

1. La partie non divisée du canton Joly, dans le comté d'Ottawa;

2. La partie non divisée du canton Marchand, dans le même comté;

3. Toute la partie des comtés de Montcalm et de Joliette, comprise entre la limite nord-ouest des cantons Archambault et Lussier et son prolongement au nord-est jusqu'au comté de Berthier, et la grande ligne d'exploration de la rivière du Lièvre au Saint-Maurice, moins le canton Lynch, et les parties actuellement divisées des cantons Mousseau et Nantel. 60 V., c. 26, s. 1.

1700. Les dispositions des articles 1672, 1673 et 1677 à 1692, inclusivement, s'appliquent au parc de la Montagne Tremblante. 60 V., c. 26, s. 2. Dispositions applicables.

APPENDICE A

COPIE du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du 12 juillet 1894, approuvé par le lieutenant-gouverneur le 19 juillet 1894

No. 378

Sur l'octroi de certains lots du canton de Grandison pour l'établissement d'un sanatorium

L'honorable commissaire des terres de la couronne, dans un rapport en date du douze juillet courant (1894), expose :

Que, par sa requête en date du 20 mars dernier, le docteur Camille Laviolette, en vue de la création et de l'établissement d'un sanatorium ayant pour objet particulier le traitement des maladies pulmonaires, demande au gouvernement de la province de Québec la concession gratuite des terrains couverts par la Montagne Tremblante et la concession, aux conditions ordinaires de paiement et d'établissement, de trois cents acres de terre au pied de cette même montagne ;

Que la création et le maintien d'un établissement de cette nature, dans un endroit comme celui dont il est question, à une distance relativement assez rapprochée (à 84 milles par chemin de fer) de la cité de Montréal, serait d'une grande utilité pour la population de ce grand centre et pour celle de toute la région environnante, et même pour la province ;

Que la mise en réserve d'une grande étendue de forêt attenante à et enserrant de toute part le site d'un hôpital de ce genre est une des conditions essentielles de la réussite d'un tel projet, tout en permettant l'accomplissement de ce qui se fait ailleurs dans plusieurs des états et provinces qui nous avoisinent, c'est-à-dire l'aménagement de la forêt même, la protection du gibier qui s'y trouve, celle du poisson qui abonde dans les lacs et les rivières qui la sillonnent ;

Qu'il est clairement établi par le rapport de A.-B. Filion, agent des terres de la couronne, division de la Petite Nation, que les terrains dont il s'agit sont presque totalement impropres à la culture, fort élevés et rocailleux, qu'ils ne contiennent que peu de bois propre à l'exploitation et qu'il serait très avantageux de constituer en réserve forestière, tant pour les fins que l'on se propose que pour le bien-être et l'utilité du public en général, tout ce territoire comprenant la Montagne Tremblante et ses contreforts ;

L'honorable commissaire recommande que toute la partie non subdivisée du canton de Grandison, comprenant une étendue de 14,750 acres, soit déclarée réserve forestière spéciale de l'état, sous la désignation de " parc de la Montagne Tremblante ", le tout devant être sujet à la sanction et à la confirmation de la Législature, vu qu'il n'existe aucune disposition statutaire autorisant une semblable réserve, et pourvoyant aux moyens de subvenir aux frais de garde et d'entretien qu'elle entraînera.

L'honorable commissaire recommande de plus qu'il soit autorisé :

1. A mettre de côté quatre cents acres des terrains renfermant le pic le plus élevé de la dite Montagne Tremblante, étant le prolongement des lots 14, 15, 16 et 17 du quatrième rang du canton de Grandison, lesquelles pourront être cédées gratuitement, en tout ou en partie, si la Législature autorise telle concession gratuite ;

2. A vendre, aux conditions ordinaires d'établissement, les lots 23, 24 et 25 du 4^{ème} rang susdit du même canton au syndicat que représente le docteur Laviolette, aussitôt qu'il sera régulièrement constitué en corporation et aura donné les garanties nécessaires pour la création et le maintien d'un sanatorium, tel que susdit.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,
Greffier du Conseil exécutif.

58 V. c. 23, appendice A.

SECTION VIII

DE LA RÉSERVE DE FORÊT, DE CHASSE ET DE PÊCHE DE LA GASPÉSIE

1701. Le territoire s'étendant, partie dans le comté de Matane et partie dans le comté de Gaspé, décrit comme suit : Limites de la réserve.

“Commençant à la ligne de division entre le comté de Matane et le comté de Bonaventure, à l'intersection du 67^e méridien de longitude est avec la ligne de profondeur du comté de Bonaventure ; de là, le long de la dite ligne de profondeur du comté de Bonaventure et son prolongement, dans la même direction, atteignant la 65^e méridien de longitude est, au lac Edouard dans le comté de Gaspé ; de là, au nord, le long du dit 65^e méridien jusqu'au 49^e parallèle de latitude nord ; de là, à l'ouest, le long du dit 49^e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap Chat ; de là, suivant les lignes de profondeur des cantons de Romieu, Dalibaire et de Cherbourg, dans le comté de Matane, jusqu'au 67^e méridien susdit ; de là, au sud, le long du dit 67^e méridien, au point de départ, le tout comprenant une superficie d'environ deux mille cinq cents milles carrés, plus ou moins” ; mis à part comme réserve forestière par ordre en conseil du 28 avril 1905, ne peut être vendu ou occupé, sauf tel que ci-après pourvu ; et le dit ordre en conseil, appendice de la présente section, est ratifié. Ordre en conseil, ratifié.

1702. Ce territoire est mis à part comme réserve forestière, Destination de la réserve.
endroit de pêche et de chasse, parc public et lieu de délassement, sous le contrôle du ministre des terres et forêts, pour les citoyens de la province, sujet aux dispositions de la présente section et aux règlements qui sont faits en vertu d'icelle, et sujet de plus au contrôle du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries en tant que la chasse et la pêche y sont concernées, et est connu sous le nom de : “Réserve de forêt, Nom de la réserve.
de chasse et de pêche dans la Gaspésie.” 6 Ed. VII, c. 17, s. 2.

**Annexion de certains ter-
ritoires.** **1703.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ajouter à la réserve tout territoire adjacent et non concédé de la couronne. 6 Ed. VII, c. 17, s. 3.

**Location de la réserve,
prohibée.** **1704.** Nul—sauf les personnes ayant bail, licence ou permis—ne peut s'établir ou se fixer sur, se servir de ou occuper aucune partie de la dite réserve, et aucun bail, licence ou permis qui puisse diminuer de quelque manière l'utilité de la réserve ne peut être fait, accordé ou émis. 6 Ed. VII, c. 17, s. 4.

**Certaines dis-
positions su-
jettes à l'ap-
plication de
l'article
1704.** **1705.** Les dispositions de toute loi générale ou spéciale permettant de prendre possession de quelque partie de la réserve, ou l'exécution de tous travaux dans les limites de la réserve, sont sujettes à l'application de l'article 1704. 6 Ed. VII, c. 17, s. 5.

**Nomination
du surinten-
dant et des
autres offi-
ciers.** **1706.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un surintendant chargé de l'exécution des dispositions de la présente section et des règlements faits en vertu d'icelle.

Les gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires sont nommés par le ministre des terres et forêts ou par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, selon le cas. 6 Ed. VII, c. 17, s. 6.

**Pouvoir de
faire des ré-
glements
pour certai-
nes fins.** **1707.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire, amender et révoquer des règlements pour les objets suivants :

a. L'administration, la protection, l'entretien et les améliorations de la réserve et des cours d'eau, lacs, arbres et arbrisseaux, minéraux, curiosités naturelles et autres matières y contenues ;

b. La protection contre les incendies et leur extinction ;

c. La conservation et la protection du poisson, du gibier, des oiseaux sauvages en général, et de tous les animaux de la réserve, et la destruction des loups, ours et autres animaux nuisibles, féroces ou destructeurs ;

d. Les pouvoirs et devoirs du surintendant, des gardiens, gardes forestiers et autres officiers nécessaires, ainsi que le salaire et autre rémunération à leur accorder sur les crédits affectés à cet objet ;

e. L'éloignement et le renvoi des personnes et la confiscation ou destruction des fusils ou autres armes à feu ou explosifs, trappes, filets, dards ou autres armes ou instruments de chasse ou de pêche, qui se trouvent, sans droit, dans les limites de la réserve ;

f. L'émission de permis de boutiques et de maisons pour le logement des visiteurs, et des établissements où des commerces et industries nécessaires aux personnes se rendant à la réserve peuvent être exploités ;

g. L'émission de permis pour couper du bois sur des limites ci-devant vendues, situées dans la réserve pour l'amélioration de la réserve et pour le chauffage des préposés au service de la réserve ;

h. L'exploitation des mines et le développement des intérêts miniers dans les limites de la réserve, et l'émission de certificats de mineur ou de permis d'occupation pour cet objet et pour l'exploration et la recherche des mines et minéraux ;

i. La location, pour un nombre d'années quelconque, de telles parties de la réserve, qu'il juge propres à la construction de maisons d'habitation et autres constructions nécessaires pour loger les visiteurs ou personnes se rendant à la réserve ;

j. Et, en général, les choses nécessaires à la mise à exécution de la présente section.

Tous ces règlements sont publiés deux fois dans la *Gazette officielle de Québec*, et ont dès lors force de loi. 6 Ed. VII, c. 17, s. 7. Publication
des règle-
ments.

1708. Tout contrevenant à l'une des dispositions de la présente section ou à l'un des règlements faits en vertu d'icelle, est passible d'une amende de pas moins de cinq piastres et n'excédant pas cinquante piastres, avec frais, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois et de pas plus de trois mois, avec ou sans travaux forcés. 6 Ed. VII, c. 17, s. 8. Pénalité
pour infrac-
tions à cette
section et aux
règlements.

1709. Nul ne peut pêcher dans les eaux, ni chasser dans les limites de la réserve, s'il n'est porteur d'un permis accordé par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries ou par une personne par lui désignée à cet effet, sans se rendre passible de la pénalité prescrite par l'article 1708. 6 Ed. VII, c. 17, s. 9. Pénalité con-
tre celui qui
pêche, etc.,
sans permis.

1710. Le surintendant, ou tout garde forestier de la réserve, ou tout constable peut, sans mandat, arrêter à vue et traduire devant un juge de paix ou le surintendant, pour subir son procès suivant la loi, ou peut arrêter et chasser des limites de la réserve toute personne prise en flagrant délit de contravention aux dispositions de la présente section ou des règlements faits en vertu d'icelle. 6. Ed. VII, c. 17, s. 10. Arrestation à
vue, etc.

1711. Tous filets, trappes, dards, armes à feu, explosifs, armes ou instruments, saisis et confisqués en vertu des règlements faits en vertu de la présente section, sont vendus, et le produit de la vente, déduction faite des dépenses nécessaires, est appliqué comme il est ci-après spécifié. 6 Ed. VII, c. 17, s. 11. Armes et ins-
truments,
confisqués.

Permis pour
coupe de
bois.

1712. Aucun bois de construction ou autre ne peut être abattu ni coupé dans les limites de la réserve, qu'en vertu d'un permis accordé conformément à la loi concernant les bois et forêts ou à des règlements s'y rapportant, ou d'une autorisation donnée par le ministre des terres et forêts ou des règlements concernant la régie de la réserve. 6 Ed. VII, c. 17, s. 12.

Droits en
vertu d'un
permis de
coupe de
bois.

1713. Un permis de coupe de bois sur les terres faisant partie de la réserve ne donne point, au porteur d'icelui, titre à la possession exclusive de cette terre ou de ce territoire à l'encontre de la couronne ou des agents ou employés de cette dernière, et aucun tel permis ne soustrait le porteur, ses agents ou employés aux prohibitions des lois relatives à la pêche, à la chasse, au port, ainsi qu'à l'usage d'armes à feu dans les limites de la réserve. 6 Ed. VII, c. 17, s. 13.

Recherche
des miné-
raux.

1714. La recherche des minéraux dans les limites de la réserve est prohibée, sauf quand elle est faite en conformité des règlements passés à cet égard. 6 Ed. VII, c. 17, s. 14.

Vente des
liqueurs
enivrantes,
prohibée,
etc.

1715. Aucune licence pour la vente des liqueurs enivrantes dans les limites de la réserve ne peut être accordée ; et toute liqueur enivrante, trouvée dans les limites de la réserve et tenue pour être mise en vente contrairement aux dispositions de la loi des licences de Québec, peut être saisie et détruite par tout garde forestier de la réserve, ou par tout constable ou percepteur du revenu de la province à ce autorisé ; et les dits gardes forestiers ont les pouvoirs et l'autorité d'un percepteur du revenu de la province pour ce qui concerne l'application des dispositions de la loi des licences de Québec et de celles de la présente section, dans la réserve. 6 Ed. VII, c. 17, s. 15.

Application
de certaines
lois, conti-
nuée.

1716. Rien de ce que contient la présente section ne soustrait le dit territoire comprenant la réserve, ni celui situé à un mille d'une partie quelconque de cette dernière, à l'application des dispositions de la loi de la pêche de Québec et de la loi de la chasse de Québec, à moins de prescriptions contraires. 6 Ed. VII, c. 17, s. 16.

Recours en
dommages,
sauvegardé.

1717. En sus de toute pénalité imposée par la présente section ou par les règlements faits en vertu d'icelle, le délinquant est responsable de tous les dommages qu'il a causés, et ces dommages sont recouvrables devant toute cour ayant juridiction compétente. 6 Ed. VII, c. 17, s. 17.

Etendue ter-
ritoriale de
la juridiction

1718. Afin de maintenir l'ordre, de faire respecter la loi, les dispositions de la présente section et les règlements faits en vertu d'icelle, le surintendant a, dans les limites de la dite

réserve et dans un rayon d'un mille autour d'icelle, tous les du suri nten-
pouvoirs, droits et privilèges d'un magistrat de police. dant.
6 Ed. VII, c. 17, s. 18.

1719. Toute personne arrêtée pour une contravention aux Lieu de l'em-
dispositions de la présente section ou aux règlements faits prisonne-
en vertu d'icelle, et punissable sur conviction sommaire devant ment des
un juge de paix ou le surintendant, peut, avant ou après personnes
condamnation, être emprisonnée, dans la prison commune ou arrêtées.
toute autre prison des districts de Rimouski ou de Gaspé,
suivant que le juge de paix ou le surintendant le juge le plus
convenable. 6 Ed. VII, c. 17, s. 19.

1720. Lors de l'audition d'une dénonciation ou plainte Le plaignant
faite en vertu de la présente section ou des règlements passés en et le délin-
vertu d'icelle, le plaignant ou dénonciateur est témoin com- quant sont
pétent, nonobstant l'intérêt pécuniaire qu'il peut avoir dans témoins
la condamnation du délinquant, et le délinquant est aussi compétents.
témoin compétent et contraignable. 6 Ed. VII, c. 17, s. 20.

1721. Toutes poursuites pour la punition des infractions à Devant qui
la présente section, pour lesquelles il n'existe pas de dispositions sont inten-
spéciales, peuvent être intentées devant tout magistrat de tées les pour-
police, un ou plusieurs juges de paix ou le surintendant. suites pour
infractions.
6 Ed. VII, c. 17, s. 21.

1722. La moitié de toute amende imposée en vertu de la Emploi des
présente section appartient à Sa Majesté et peut être employée amendes.
à payer les dépenses encourues par la mise à exécution des
dispositions de la présente section, et l'autre moitié, si elle
est perçue, est donnée au poursuivant ou dénonciateur, ainsi
que les frais qu'il peut avoir encourus, et qui ont été recouvrés.

Le surintendant, les gardes forestiers et autres employés de Officiers n'y
la réserve, n'ont aucune part dans les amendes. ont aucun
6 Ed. VII, c. 17, s. 22. droit.

1723. Les dispositions de la partie XV du Code criminel, Code crimi-
concernant les convictions sommaires, régissent les poursuites nel, applica-
et procédures en vertu de la présente section, en autant qu'elles ble.
sont applicables. 6 Ed. VII, c. 17, s. 23.

1724. Tous revenus provenant de l'octroi des licences, Emploi des
permis ou baux en vertu de la présente section, constituent un revenus de
fonds spécial et sont affectés au paiement des dépenses encou- la réserve.
rues pour mettre à exécution ses dispositions; et, jusqu'à ce
que ce fonds soit suffisant, une somme de trois mille piastres Crédit
est annuellement affectée aux dépenses encourues par le minis- annuel.
tre des terres et forêts, pour cet objet. 6 Ed. VII, c. 17, s. 24.

Droits sau-
vegardés.

1725. La présente section n'affecte aucun droit résultant d'un permis de coupe de bois, ou d'une location accordée à une personne ou à un club de chasse ou de pêche. 6 Ed. VII, c. 17, s. 25.

APPENDICE

Copie du rapport d'un comité de l'honorable Conseil exécutif, en date du vingt-sept avril, mil neuf cent cinq, approuvé par le lieutenant-gouverneur le vingt-huit avril, mil neuf cent cinq

No 255

Pour la conversion d'une partie de la péninsule de Gaspé en réserve forestière, en vertu de la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 7.

L'honorable ministre des terres, mines et pêcheries, dans un rapport en date du vingt-sept avril (1905), expose :

Qu'il est désirable et avantageux qu'une certaine partie des terres non arpentées et non concédées de la couronne dans la péninsule de Gaspé, soit érigée en réserve forestière, dans le but suivant, savoir : la protection des forêts, tout en permettant la coupe du bois, tel qu'il est pourvu par les règlements actuellement ou ci-après en vigueur, assurant par là l'existence de l'irrigation naturelle dans son état actuel, ce qui est nécessaire à l'exploitation la plus efficace de l'industrie agricole, ainsi qu'à la protection et à la perpétuation du poisson et du gibier dans la dite région ;

Que des réserves semblables à celle ici décrite ont été établies sur une grande échelle dans les provinces voisines et aux Etats-Unis et sont agrandies et augmentées continuellement, et que, là où ces réserves ont été faites il y a quelques années, les résultats qu'elles ont produits ont déjà été trouvés très avantageux pour le public ;

Que le territoire en question est borné comme suit :

Commençant à l'intersection du 67^e méridien, de là, le long de la ligne de profondeur du comté de Bonaventure ; de là, dans la même direction atteignant le 65^e méridien au lac Edouard ; de là, au nord, le long du 65^e méridien au 49^e parallèle ; de là, à l'ouest, le long du 49^e parallèle jusqu'à son intersection avec la ligne de profondeur du canton de Cap Chat ; de là, suivant la ligne de profondeur des cantons Romieu, Dalibaire et Cherbourg jusqu'au 67^e méridien ; de là, au sud, le long du 67^e méridien au point de départ, comprenant une superficie d'environ 2,500 milles carrés, plus ou moins ;

Que le territoire ci-dessus décrit est éminemment propre aux fins mentionnées, vu qu'il est tout à fait impropre à la

colonisation, que plusieurs grandes et importantes rivières y prennent leur source, qu'il est riche en poisson et en gibier, toutes choses qu'il est dans l'intérêt public de protéger ;

En conséquence, l'honorable ministre recommande que le territoire ci-dessus décrit soit mis à part comme réserve forestière sous le nom de : " Réserve forestière de Gaspé," conformément aux dispositions de la loi 4 Edouard VII, chapitre 13, section 7.

Certifié,

GUSTAVE GRENIER,

Greffier du Conseil exécutif.

6 Ed. VII, c. 17, cédule.

SECTION IX

DE LA CLASSIFICATION ET DU MESURAGE DES BOIS ABATTUS SUR LES TERRES DE LA COURONNE

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

1726. Dans la présente section, qui peut être citée sous le nom de " Loi des mesureurs de bois de Québec ",—

Citation de la loi.

1. Le mot " billot " comprend tous les billots de bois de quelque sorte et mesure que ce soit, ronds, équarris, ou autrement travaillés ;

Interprétation des mots: " billots ";

2. L'expression " mesureur de bois " signifie toute personne employée ou occupée au mesurage des billots de quelque bois que ce soit, de construction ou autres, abattus sur les terres de la couronne ou sujets à des droits quelconques, pour des fins d'administration ou de revenu ;

" Mesureurs de bois ";

3. Le mot " magistrat " s'entend de tout magistrat de district, magistrat de police, juge des sessions et de tout magistrat ayant juridiction sur toute la province. S. R. Q., 1368a ; 54 V., c. 14, s. 1.

" Magistrat. "

1727. La présente section ne doit pas être interprétée comme abrogeant les lois et les règlements actuels du département des Terres et forêts, sauf en tant qu'incompatibles avec ses dispositions. S. R. Q., 1368b ; 54 V., c. 14, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12.

Lois et règlements actuels du dép., continués en vigueur.

§ 2.—*Du bureau d'examineurs des mesureurs de bois*

1728. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un bureau d'examineurs des mesureurs de bois, se composant

Etablissement d'un

bureau d'examineurs de mesureurs de bois. de trois personnes compétentes dont deux doivent être des officiers du département des Terres et forêts, dans le but d'examiner les aspirants à la pratique de la classification et du mesurage des bois abattus sur les terres de la couronne, ou sur lesquels la couronne a des droits à exercer ou des redevances à percevoir pour fins d'administration ou de revenu. S. R. Q., 1368c ; 54 V., c. 14, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12.

Devoir des membres de ce bureau. **1729.** Outre les fonctions ci-dessus, les membres du bureau sont tenus de remplir les autres devoirs qui peuvent leur être assignés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Quorum. Deux des membres du bureau en forment le quorum. S. R. Q., 1368d ; 54 V., c. 14, s. 1.

Serment des examinateurs. **1730.** Avant d'entrer en fonctions, chaque examinateur doit prêter, devant un juge de paix, le serment fait suivant la formule A, lequel serment doit être expédié au ministre des terres et forêts aussitôt après prestation. S. R. Q., 1368e ; 54 V., c. 14, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Leurs émoluments. **1731.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut permettre qu'il soit payé à chaque membre du bureau d'examineurs la somme de quatre piastres au plus par jour, pendant la durée des examens. S. R. Q., 1368f ; 54 V., c. 14, s. 1.

Réunion du bureau. **1732.** Le bureau d'examineurs doit se réunir au lieu et à la date fixés par le ministre des terres et forêts.

Transmission des noms des personnes admises, au ministre. A la clôture des examens, ou aussitôt que possible après les examens, le bureau doit lui transmettre les noms de ceux qui ont été jugés dignes de confiance et de bonne réputation, ont passé de bons examens et sont recommandés comme capables de remplir les fonctions de mesureur de bois.

Avis de présentation des candidats. La présentation des candidats doit se faire au jour fixé pour la réunion des examinateurs comme susdit, après avis à cet effet donné au ministre des terres et forêts accompagné d'une somme de quatre piastres pour frais d'examen. S. R. Q., 1368g ; 54 V., c. 14, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

§ 3.—Des permis de mesureurs de bois et de leurs devoirs

Permis de mesureur délivré par le ministre. **1733.** Un permis de mesureur de bois peut être délivré par le ministre des terres et forêts, d'après la formule B, à toute personne reconnue comme compétente par le bureau des examinateurs. S. R. Q., 1368h ; 54 V., c. 14, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Serment avant de recevoir le permis. **1734.** Avant de recevoir le permis mentionné en l'article 1733, le candidat doit prêter le serment d'office d'après la formule C.

Ce serment doit être prêté devant un juge de paix et trans-Devant qui mis au ministre des terres et forêts. S. R. Q., 1368i; 54 V., prêté.
c. 14, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

1735. Nul autre qu'un mesureur de bois, porteur d'un Défense de permis en vertu de la présente section, ne peut mesurer les bois mesurer le bois sans le abattus sur les terres de la couronne, ou sur lesquels la cou- permis re- ronne peut avoir des droits à percevoir pour des fins d'admi- quis, sur les nistration ou de revenu, sauf quand le ministre est convaincu terres de la que l'on ne peut s'assurer les services d'un mesureur porteur couronne.
d'un permis, dans lequel cas il peut délivrer un permis spécial Permis spé- à une personne compétente, l'autorisant à remplir les fonctions cial dans certains cas.
de mesureur, après avoir prêté le serment prescrit.

Ce permis spécial n'est valable, toutefois, que jusqu'au pre-Durée de sa mier juillet suivant sa date. S. R. Q., 1368j; 54 V., c. 14, s. valeur.
1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1736. Tout mesureur de bois, doit mesurer correctement Devoirs des et de bonne foi, au meilleur de sa capacité, tous les bois de mesureurs.
quelque sorte qu'ils soient, qu'il peut être appelé à mesurer en vertu de la présente section, en faisant les déductions nécessaires pour défauts et prenant note des bois rejetés comme n'ayant aucune valeur, et appelés communément rebuts (*culls*), le tout conformément aux lois et règlements du département des Terres et forêts. S. R. Q., 1368k; 54 V., c. 14, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

1737. Les mesureurs de bois porteurs de permis doivent Inspection des livres, remettre leurs livres et données de mesurage pour être soumis des livres, etc., des me- à l'inspection des agents des terres de la couronne quand ils sureurs.
en sont requis, et leur donner tous les renseignements et tous les documents qui leur sont demandés par le département ou par ses agents. S. R. Q., 1368l; 54 V., c. 14, s. 1.

1738. A la fin de chaque saison, chaque mesureur de Rapport des bois doit envoyer un rapport attesté sous serment conformé- mesureurs.
ment à la formule donnée par le département des Terres et forêts ou ses agents.

Ce rapport doit contenir le nombre de pièces de bois mesu-Son contenu.
rées et acceptées, ainsi que la quantité et la qualité du bois, le nombre, la longueur et le diamètre des pièces (*culls*) rejetées comme n'étant d'aucune valeur. S. R. Q., 1368m; 54 V., c. 14, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 12.

1739. Dans le cas de négligence ou de refus, de la part d'un Annulation mesureur de bois, de se conformer aux dispositions de la pré- des permis sente section ou aux règlements passés en conformité d'icelle, le dans certains cas.
ministre des terres et forêts peut annuler son permis.

B.—(Article 1733)

Permis de mesureur de bois

A

, du district de

En vertu des pouvoirs que me donne la loi des mesureurs de bois de Québec, je vous autorise à remplir les fonctions de classificateur et mesureur des bois abattus sur les terres de la couronne, ou sujets à des droits quelconques pour fins d'administration ou de revenu.

Ce permis aura pleine force et effet durant bon plaisir.

Délivré à , ce jour de en l'année de Notre-Seigneur 19 .

(Signature),

Ministre des terres et forêts.

S. R. Q., 1368o, formule B; 54 V., c. 14, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

C.—(Article 1734)

Serment d'office que doit prêter le classificateur et mesureur de bois avant de recevoir son permis

Je,

, jure solennellement que je remplirai les fonctions de classificateur et mesureur de bois, sans crainte, faveur ni préférence; que je classifierai et mesurerai correctement tous les bois abattus sur les terres de la couronne, ou sur lesquels la couronne peut avoir des droits quelconques à percevoir pour des fins d'administration ou de revenu, et que j'en ferai des rapports exacts au département des Terres et forêts quand j'en serai requis.

Assermenté devant moi à	} E. F.
, ce jour de	
19 . C. D.	
Juge de paix.)	

S. R. Q., 1368o, formule C; 54 V., c. 14, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12.

SECTION X

DES BIENS EN DÉSHÉRENCE ET DES BIENS CONFISQUÉS AU PROFIT DE LA COURONNE

Contrôle des biens en déshérence. **1741.** Les biens devenus ou devenant la propriété de la couronne par déshérence, ainsi que les biens confisqués pour quelque cause que ce soit, sont sous le contrôle du ministre des terres et forêts. S. R. Q., 1369 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Aliénation de ces biens. **1742.** Ces biens peuvent être vendus, cédés ou transportés par le lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il juge à propos d'imposer. S. R. Q., 1370.

Transfert de ces biens aux créanciers. **1743.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi disposer de ces biens gratuitement, en tout ou en partie, avec ou sans condition, en faveur de toute personne, dans le but, soit de les transmettre à quelqu'un ayant des réclamations à exercer ou des droits équitables contre la personne qui en était propriétaire, soit de mettre à effet les intentions ou les volontés de telle personne ou de récompenser ceux qui ont découvert ou fait connaître ces biens. S. R. Q., 1371.

Transfert des droits ou prétentions dans ces biens. **1744.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi disposer gratuitement ou à titre onéreux, en la manière réglée par les articles 1742 et 1743, de tous intérêts, droits ou prétentions dans ces biens; et le cessionnaire peut, en son nom, s'adresser aux tribunaux pour se faire envoyer en possession, et adopter toutes procédures que la couronne pourrait adopter. S. R. Q., 1372.

Lois spéciales sauvegardées **1745.** La présente section s'applique aux biens des jésuites, mais ne s'applique pas aux autres biens confisqués ou tombés en déshérence et à l'égard desquels il existe quelques lois spéciales. S. R. Q., 1373.

CHAPITRE SEPTIÈME

DU DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DES MATIÈRES QUI EN
RELÈVENT

PREMIÈRE PARTIE

DU DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1746. Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le département, ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou par le sous-ministre et contre-signé par le secrétaire. S. R. Q., 1583 ; 60 V., c. 22, s. 19 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Signatures
sur certains
documents.

1747. Toute copie de document sous la garde et le soin du secrétaire, certifiée par lui comme vraie copie, est censée authentique et a, *prima facie*, le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire. S. R. Q., 1584 ; 60 V., c. 22, s. 19. Valeur des
copies si-
gnées par le
secrétaire.

SECTION II

DU MINISTRE ET DE SES FONCTIONS

1748. Le ministre de l'agriculture, désigné dans le présent chapitre sous le nom de ministre, a l'administration et la direction du département de l'Agriculture. S. R. Q., 1585 ; 60 V., c. 22, s. 19 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Administra-
tion du
ministre.

1749. Les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre sont les suivants : Fonctions du
ministre.

1. Il a, par toute la province, le contrôle et la gestion de tout ce qui se rattache à l'agriculture. S. R. Q., 1586, § 1 ; 60 V., c. 22, s. 19 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Agriculture.

2. Il a le contrôle et la surveillance des écoles ou collèges d'agriculture, des fermes modèles recevant une allocation du gouvernement, des comités permanents d'expositions agricoles, des sociétés d'agriculture et d'horticulture, des cercles agricoles et institutions d'enseignement agricole et des manufactures de sucre de betterave recevant une allocation du gouvernement. S. R. Q., 1586, §§ 2, 3 ; 1587a ; 60 V., c. 22, s. 19 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 24. Ecoles d'a-
griculture,
etc.

Sociétés laitières. 3. La société laitière de la province de Québec, les sociétés agricoles et laitières, ainsi que les sociétés de fabrication de beurre et de fromage, sont tenues de lui faire un rapport annuel de leurs opérations. S. R. Q., 1586, § 4 ; 60 V., c. 22, s. 19.

Enquêtes relatives aux intérêts agricoles. **1750.** Le ministre doit instituer des enquêtes, recueillir des renseignements utiles et des statistiques relativement aux intérêts agricoles, adopter des mesures propres à les répandre, dans le but d'accélérer les progrès de la province et d'y attirer l'émigration des pays étrangers. S. R. Q., 1587; 60 V., c. 22, s. 19 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Rapport du ministre. **1751.** Dans les dix jours qui suivent l'ouverture de chaque session, le ministre soumet un rapport détaillé de ses opérations. S. R. Q., 1588; 60 V., c. 22, s. 19 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

SECTION III

DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

§ 1.—*Du sous-ministre, du secrétaire et des autres officiers*

Sous-ministre. **1752.** Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de l'agriculture, lequel est désigné dans le présent chapitre sous le titre de sous-ministre.

Sec. et comptable, etc. Il nomme en outre un secrétaire et un comptable, et tous autres officiers trouvés nécessaires à la bonne administration du département.

Durée de la charge de ces officiers. Ces officiers, auxquels le lieutenant-gouverneur en conseil assigne les devoirs que chacun d'eux a à remplir, occupent leur charge durant bon plaisir.

Officiers en dehors du département. Il peut encore nommer, de temps à autre, en dehors du département, les officiers d'agriculture et autres officiers qu'il juge nécessaires à l'efficacité du service dans les différentes branches du département, et les destituer suivant son bon plaisir.

Inspecteurs des livres. Des personnes peuvent être nommées en tout temps par le ministre pour faire l'examen des livres et des comptes de toute société d'agriculture recevant une allocation du gouvernement, ou liée d'une manière quelconque au département.

Soumission de ces livres, etc., à l'examen. Les officiers de toute telle société, lorsqu'ils en sont requis, doivent soumettre ces livres et comptes à l'examen, et répondre véritablement et au meilleur de leur connaissance à toutes les questions qui leur sont posées à cet égard ou sur l'état financier de la société. S. R. Q., 1589; 60 V., c. 22, s. 19 ; 1 Ed. VII, c. 8, ss. 15, 16.

Assignation d'autres devoirs. **1753.** Les devoirs respectifs des officiers du département, non expressément réglés par la loi, leur sont assignés de temps

à autre par le ministre. S. R. Q., 1590 ; 60 V., c. 22, s. 19 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 2.—*Des devoirs du secrétaire*

1754. A moins d'ordres contraires du ministre le secrétaire Devoirs du
secrétaire. doit :

1. Faire, sous la direction du ministre, la correspondance du département ;

2. Tenir des registres réguliers de cette correspondance et en faire la classification de manière à pouvoir y référer facilement ;

3. Préparer les rapports ;

4. Tenir des comptes séparés pour les allocations auxquelles peuvent avoir droit le conseil d'agriculture, le comité permanent des expositions, les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles et les institutions d'enseignement agricole ;

5. Tenir des comptes réguliers pour toutes les sommes dues aux personnes employées par le département, ou à toute autre personne en relation d'affaires avec le département ;

6. Dresser les certificats sur lesquels les mandats doivent être émis ;

7. Tenir sous sa garde et conserver les rapports, cartes, plans, contrats, titres, modèles et autres objets ou documents relatifs à l'agriculture et aux industries agricoles ;

8. Tenir procès-verbal de tout ce qui se fait dans le département ;

9. Généralement faire tous les actes du ressort du département, qui lui sont prescrits, de temps à autre, par le ministre. S. R. Q., 1592 ; 60 V., c. 22, s. 19 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

DEUXIÈME PARTIE

DES MATIÈRES QUI RELEVANT DU DÉPARTEMENT

SECTION IV

DU CONSEIL D'AGRICULTURE

§ 1.—*De la composition du conseil*

1755. Le conseil d'agriculture est composé de vingt-quatre Composition
du conseil
d'agricul-
ture. membres, dont vingt et un sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, choisis par les agriculteurs et les agronomes marquants de la province, et dont le ministre de l'agriculture, le surintendant de l'instruction publique et le sous-ministre de l'agriculture font partie *ex officio*. S. R. Q., 1594 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16 ; 1 Ed. VII, s. 14, s. 1.

Membres du conseil sont sujets aux ordres de l'exécutif. **1756.** Les membres du conseil occupent leur charge durant bon plaisir, et sont assujétis, dans l'accomplissement de leurs devoirs, à tous les ordres et à toutes les instructions que leur transmet, de temps à autre, le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1595.

Pouvoir de la corporation. **1757.** Ils forment une corporation légale sous le nom de "conseil d'agriculture," avec pouvoir de posséder des immuables au montant de quarante mille piastres, outre ceux dont ce conseil fait lui-même usage. S. R. Q., 1596.

Officiers. **1758.** Les seuls officiers du conseil sont un président, un vice-président et un secrétaire. S. R. Q., 1597.

Président, vice-président et président temporaire. **1759.** Le président et le vice-président sont, à chaque assemblée annuelle du conseil, élus à la majorité des voix ; en l'absence du président et du vice-président, le conseil peut nommer un président temporaire. S. R. Q., 1598.

Secrétaire du conseil. **1760.** Le secrétaire est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil, et il fait partie des officiers du département de l'Agriculture. S. R. Q., 1599 ; 60 V., c. 22.

§ 2.—Des pouvoirs et des devoirs du conseil

Devoirs du conseil. **1761.** Le conseil d'agriculture est chargé d'aviser à toutes les mesures propres à assurer une direction efficace aux sociétés d'agriculture et à développer le progrès agricole et industriel en cette province. S. R. Q., 1600.

Attributions du conseil : Représente la province aux expositions ; **1762.** Il est dans les attributions du conseil :
1. D'adopter, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et conjointement avec le gouvernement fédéral, les mesures propres à représenter dignement cette province à toute exposition étrangère et à toute exposition générale de la Puissance du Canada ; S. R. Q., 1601, § 1.

Reviser règlements relatifs aux sociétés d'agriculture ; 2. De reviser et approuver les règlements pour la régie intérieure des sociétés d'agriculture de comté, qui sont faits par les sociétés, et de faire, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, des règlements pour celles qui négligent d'en faire elles-mêmes ; S. R. Q., 1601, § 2.

Prescrire l'emploi des deniers ; 3. De prescrire à ces sociétés, lorsqu'il le juge nécessaire, l'emploi qu'elles doivent faire de partie de leurs deniers, n'excédant pas la moitié de la subvention du gouvernement, en les affectant à tel moyen d'instruction agricole ou à telle branche d'exploitation agricole ou industrielle, qu'il désire encourager de préférence ; S. R. Q., 1601, § 3.

Adopter règlements pour certaines sociétés ; 4. D'adopter, dans des cas exceptionnels, des règlements spéciaux pour certaines sociétés plus ou moins avancées que les autres ; S. R. Q., 1601, § 4.

5. De faire organiser, par les sociétés d'agriculture, dans les comtés ou districts où la chose paraît avantageuse, des concours pour les fermes les mieux cultivées, des concours pour récoltes sur pied et des parties de labour, soit pour chaque paroisse, ou pour chaque comté, ou pour chaque district, soit pour toute la province ; d'en fixer l'époque, le mode et les conditions, et de déterminer les primes qui doivent être offertes aux concurrents ; S. R. Q., 1601, § 5. Organiser des concours ;

6. De prendre des mesures, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, pour se procurer et maintenir une ou plusieurs fermes modèles ou expérimentales en rapport avec quelque école, collège, université, ou autrement ; S. R. Q., 1601, § 6. Etablir fermes modèles, etc. ;

7. D'encourager, au moyen de primes spéciales, la culture de certaines variétés de plantes et de graines qu'il serait avantageux de répandre dans la province ; S. R. Q., 1601, § 7. Encourager la culture de plantes ;

8. De prendre des mesures pour faire venir dans cette province des animaux de belles races, de nouvelles variétés de grains de semence, de légumes ou autres produits agricoles, de nouveaux instruments d'agriculture perfectionnés et d'autres machines propres à faciliter les opérations agricoles ; S. R. Q., 1601, § 8. Importer des races d'animaux améliorées, etc. ;

9. De distribuer, entre les diverses institutions d'enseignement agricole, le montant prélevé pour cet objet sur l'allocation ci-après établie en faveur des sociétés d'agriculture et toute autre somme votée en bloc par la Législature pour l'enseignement agricole, ailleurs que dans les écoles normales ; S. R. Q., 1601, § 9. Distribuer deniers pour fins agricoles ;

10. D'établir des livres de généalogie pour les différentes races d'animaux de ferme, introduites en cette province, et en particulier pour la race bovine canadienne et pour la race chevaline canadienne. Etablir livres de généalogie ;

La race canadienne comprend, dans l'un et l'autre cas, les animaux ayant les caractères distinctifs du bétail originairement importé de France dans les premiers temps de cette colonie ; S. R. Q., 1601, § 10.

11. De prendre des mesures pour découvrir et faire connaître les meilleures vaches laitières de la province, soit au moyen de concours généraux, soit au moyen d'épreuves individuelles, et à cette fin, de faire constater par des épreuves sous serment, leur production en lait et en beurre, et d'insérer les résultats obtenus dans un registre spécial appelé "livre d'or," les inscriptions ne devant être faites que pour les rendements dépassant une forte moyenne. Cette moyenne est déterminée par le conseil ; S. R. Q., 1601, § 11. Faire connaître les meilleures vaches laitières ; Livre d'or ;

12. De publier, de temps à autre, des extraits du livre d'or, en la forme qu'il juge la plus avantageuse ; S. R. Q., 1601, § 12. Publier des extraits du livre d'or ;

Faire les règlements relatifs aux livres de généalogie, etc.;

Répandre l'enseignement agricole;

Fonder des bourses ;

Ordonner des assemblées de paroisse, etc., pour fins d'agriculture. Ce qui est soumis à ces assemblées.

Pouvoir du conseil sur les cercles. Sur les sociétés d'horticulture, etc.

13. De faire les règlements propres à donner toute la valeur pratique possible aux livres de généalogie, ainsi qu'au livre d'or, et, à cette fin, de s'adjoindre telles personnes que le ministre désigne dans le but d'assurer l'exécution des dispositions de la loi à cet égard ; S. R. Q., 1601, § 13 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

14. D'adopter des mesures propres à répandre l'enseignement agricole et à le perfectionner, avec pouvoir d'appliquer aux universités, collèges et écoles d'agriculture participant à l'octroi destiné à l'enseignement agricole, tel programme d'enseignement et de pratique agricole qu'il adopte, de fixer le nombre des professeurs, chefs de pratique et autres employés nécessaires à telles institutions d'enseignement agricole, ainsi que la rétribution de chacun d'eux, et généralement de prescrire l'emploi qui doit être fait de toute partie des deniers publics octroyés à telle institution ; S. R. Q., 1601, § 14.

15. De fonder des bourses ou demi-bourses pour les élèves fréquentant les diverses maisons d'enseignement agricole de la province en tel nombre, en telle proportion et à telles conditions qu'il juge à propos de fixer ; S. R. Q., 1601, § 15.

16. De prescrire aux membres des sociétés d'agriculture de tenir, au moins deux fois par année, des assemblées de paroisse ou de canton, convoquées et présidées par le plus ancien directeur en office de la paroisse ou du canton.

A ces assemblées sont soumises les questions que le ministre ou le conseil d'agriculture leur ont référées et sur lesquelles les assemblées doivent se prononcer après discussion, et faire rapport au ministre, par l'entremise du secrétaire-trésorier de la société, dans les délais fixés. S. R. Q., 1601, § 16 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1763. Le conseil a, sur les cercles, les mêmes droits et pouvoirs que sur les sociétés d'agriculture.

Sur les sociétés d'horticulture et les sociétés laitières, il a les mêmes droits et pouvoirs que ceux qui lui sont conférés par le paragraphe 3 de l'article 1762. S. R. Q., 1601a ; 56 V., c. 20, s. 2.

§ 3.—Des séances du conseil

Local des réunions du conseil.

1764. Le ministre doit fournir un local pour les réunions du conseil. S. R. Q., 1602 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Services des membres, gratuits.

1765. Les services des membres du conseil sont gratuits ; ils n'ont droit à aucune autre indemnité que le remboursement des frais occasionnés par leur déplacement pour se rendre aux assemblées régulières ou spéciales du conseil. S. R. Q., 1603.

Quorum.

1766. Sept membres du conseil, à toute assemblée régulière ou spéciale, forment un quorum pour l'expédition des affaires. S. R. Q., 1604.

1767. Le président ou son remplaçant au fauteuil pendant une assemblée du conseil, n'a droit de voter que si les voix sont également partagées. S. R. Q., 1605. Voix prépondérante du président.

1768. Il est du devoir du secrétaire de dresser des procès-verbaux de chacune des délibérations du conseil et de les entrer à la suite les uns des autres, par ordre de date, dans un registre tenu à cet effet ; de tenir les comptes du conseil, de faire la correspondance sous la direction du président et du ministre de l'agriculture, et d'en tenir un registre. S. R. Q., 1606 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16. Devoirs du secrétaire du conseil.

1769. Les dépenses du conseil sont payées sur l'ordre du ministre à même les fonds placés au crédit de tel conseil. R. Q., 1607 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Paiement des dépenses du conseil.

1770. Le conseil doit, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, adopter des règlements pour fixer l'époque de ses assemblées régulières et établir le mode de procéder. S. R. Q., 1608. Règlements quant aux assemblées régulières.

1771. Le président ou le ministre peuvent convoquer des assemblées spéciales du conseil lorsqu'ils le jugent opportun ; avis en est donné aux membres par lettre transmise à chacun d'eux, au moins cinq jours d'avance. S. R. Q., 1609 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Assemblées spéciales.

1772. Tout membre du conseil qui n'a pas assisté aux séances pendant une année entière cesse *ipso facto* d'en faire partie, et doit être remplacé, à moins qu'il n'ait donné au ministre des raisons satisfaisantes de son absence. S. R. Q., 1610 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Défaut des membres d'assister aux séances.

§ 4.—Du comité permanent d'expositions

1773. Par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre a le pouvoir : Pouvoir du ministre :

1. D'organiser un comité permanent d'expositions agricoles et industrielles provinciales, composé de dix membres nommés par lui, dont cinq choisis dans le conseil d'agriculture et cinq dans le conseil des arts et manufactures. D'organiser comité permanent d'expositions agricoles.

Ce comité est sous la direction du ministre, lequel peut nommer, pour en faire partie, autant de membres adjoints qu'il croit utiles, choisis en nombre égal dans les deux conseils. Contrôle du comité.

Avec l'approbation du ministre, le comité règle les conditions et fait tous les règlements qu'il juge utiles pour la régulation entière des expositions, qui ont lieu au moins tous les trois ans. Pouvoirs du comité.

Aucune somme d'argent affectée à ces expositions, ou en provenant, n'est dépensée sans l'autorisation préalable du ministre. Dépenses d'argent.

Devoirs des secrétaires. Le secrétaire du conseil d'agriculture et le secrétaire du conseil des arts et manufactures sont tenus de donner au comité, toute l'assistance qu'il requiert d'eux ;

Suspension ou remplacement de comité par compagnies à fonds social. 2. De suspendre, lorsqu'il le juge expédient, l'exercice des fonctions de ce comité permanent d'expositions, et de le remplacer, pour l'espace de temps qu'il juge à propos de fixer, par une ou des compagnies à fonds social régulièrement organisées pour cet objet, de la manière et aux conditions voulues par la loi concernant les compagnies à fonds social et de leur donner le pouvoir d'organiser et de gérer ces expositions, pourvu que cette organisation et cette gestion soient à leurs propres frais.

Pouvoir du ministre dans ce cas. A cette fin, le ministre peut leur transférer, pour le même espace de temps, l'usufruit et la jouissance des terrains et édifices publics affectés à l'usage des expositions, aux conditions qu'il lui plaît d'imposer.

Arrangements avec compagnies. Dans les arrangements qui sont faits avec ces compagnies, le ministre doit se réserver un contrôle propre à garantir que les intérêts publics seront sauvegardés et que le but principal des expositions sera atteint ;

Vente à l'encan d'animaux exposés. 3. Les sociétés d'agriculture, lors de leurs expositions, peuvent vendre par encan les animaux de ferme qu'elles exhibent, ou les faire vendre par toute personne non munie de licence, sans être tenues de payer les droits requis par la loi. S. R. Q., 1611 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 5. — *Dispositions diverses*

Circulaires aux cultivateurs, etc. **1774.** Le conseil doit publier, de temps à autre, de la manière et en la forme propres à leur assurer la plus grande circulation dans les sociétés agricoles et chez les cultivateurs généralement, les rapports, essais, conférences et autres renseignements utiles qu'il peut juger convenable de publier. S. R. Q., 1612.

Publication d'un journal d'agriculture. **1775.** Un journal d'agriculture illustré doit être publié par ordre du ministre, aux conditions approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1613 ; 1 Ed. VI, c. 8, s. 15.

Approbation des règlements du conseil. **1776.** Tout règlement passé par le conseil et toute résolution ou mesure adoptées par lui doivent être soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil avant de pouvoir être mis à exécution. S. R. Q., 1614.

Attributions du ministre quant aux **1777.** Les rapports annuels du conseil des sociétés et des institutions d'enseignement agricole, sont reçus par le ministre, qui leur paye l'octroi provincial établi en leur faveur, et leur donne des instructions propres à assurer l'entier accomplisse-

ment des règlements généraux ou spéciaux adoptés à leur égard par le conseil d'agriculture. sociétés, institutions, etc.

Le ministre a le pouvoir, en cas de contravention, de suspendre le paiement de la subvention à ces sociétés ou institutions, et, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, de les supprimer. Suspension de l'allocation pour contravention. S. R. Q., 1615; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

SECTION V

DES CONCOURS PROVINCIAUX ET DES DISTINCTIONS PROVINCIALES DE MÉRITE AGRICOLE

§ 1.—Des concours provinciaux

1778. Chaque année suivant celle pendant laquelle ont lieu les concours ordinaires de comtés ou de divisions de comté pour les fermes les mieux tenues, il y a, pour toute la province, un concours de mérite agricole entre tous ceux qui ont donné au ministre de l'agriculture avis de leur intention de prendre part au prochain concours provincial, et exploitent des fermes d'au moins soixante arpents en superficie en exploitation agricole. Concours généraux annuels de mérite agricole.

Toute personne désirant prendre part au concours provincial de mérite agricole qui n'a pas, dans le cours des cinq années précédentes, remporté un prix dans les concours de comtés ou de subdivisions de comté, est tenue de faire accompagner l'avis qu'elle donne au ministre de son intention de concourir, de la somme de cinq piastres, qui est portée au fonds mentionné dans l'article 1855. Honoraire à payer pour prendre part au concours dans certains cas.

Dans le cas où le concours pour toute la province, simultanément dans une seule et même année, présenterait des difficultés sérieuses, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de subdiviser la province et de prolonger le terme des concours de manière à ce qu'ils soient complétés en cinq années, au lieu d'une. Subdivision de la province en certains cas.

Les personnes résidant dans les comtés dont les sociétés d'agriculture ont été exemptées, à diverses époques par le conseil d'agriculture de la province de Québec, de l'obligation d'ouvrir un concours pour les fermes les mieux tenues, peuvent prendre part au concours provincial de mérite agricole. S. R. Q., 1615a; 52 V., c. 20, s. 1; 53 V., c. 21, s. 1; 55-56 V., c. 21, ss. 1, 2; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16. Personnes admises au concours.

1779. Ces concours provinciaux sont régis par des règlements faits par le ministre et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1615b; 52 V., c. 20, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16. Régie de ces concours.

1780. Les juges chargés de décider du mérite des concurrents sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil et choisis parmi les lauréats qui ont obtenu le degré de " très Juges aux concours.

grand mérite " ou de " très grand mérite exceptionnel. " S. R. Q., 1615c; 52 V., c. 20, s. 1.

Rapport de ces juges au ministre.

1781. Ces juges doivent transmettre au ministre un rapport détaillé sur la ferme et la culture de chaque lauréat; et le ministre donne toute la publicité possible à ces rapports, pour qu'ils servent d'enseignement aux autres agriculteurs. S. R. Q., 1615d; 52 V., c. 20, s. 1; 60 V., c. 22, s. 26; 1 Ed. VII, c. 8, ss. 15, 16.

Rang que prend la ferme du lauréat.

1782. La ferme de chaque lauréat est *ipso facto* déclarée ferme modèle et occupe, dans cette classe, le rang correspondant à la récompense décernée à son propriétaire. S. R. Q., 1615e; 52 V., c. 20, s. 1.

§ 2.—Des distinctions provinciales de mérite agricole

Catégories de culture sujettes à distinctions.

1783. Dans le but d'encourager les agriculteurs par des honneurs et des récompenses, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder des distinctions dans les trois catégories de culture qui suivent :

1. L'agriculture ;
2. La culture maraîchère ;
3. La culture fruitière. S. R. Q., 1615f; 52 V., c. 20, s. 1.

En quoi consistent les distinctions.

1784. Ces distinctions consistent :
 1. En un diplôme et une médaille d'argent pour celui qui a obtenu au concours le degré de " très grand mérite " ;
 2. En un diplôme et une médaille de bronze pour celui qui a obtenu le degré de " grand mérite " ;
 3. En un diplôme pour celui qui a obtenu le degré de " mérite ". S. R. Q., 1615g; 52 V., c. 20, s. 1.

A qui elles sont accordées.

1785. Le " très grand mérite " est accordé à celui qui a obtenu au concours 85 points sur les 100 points alloués à une culture parfaite ;

Le " grand mérite " est accordé à celui qui en a obtenu 75; et

Le " mérite " à celui qui en a obtenu 65. S. R. Q., 1615h; 52 V., c. 20, s. 1.

Règlements au sujet des distinctions.

1786. L'octroi des diplômes et des médailles, ainsi que leur description, sont réglés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1615i; 52 V., c. 20, s. 1.

Rubans que peuvent por-

1787. Les lauréats de " très grand mérite exceptionnel ", de " très grand mérite " ou de " grand mérite " peuvent, au lieu de la médaille, porter à la boutonnière un ruban ou une

rosette dont la description est réglée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1615i; 1 Ed. VII, c. 14, s. 2. ter les lauréats.

1788. Les lauréats de " très grand mérite " sont exclus des concours ultérieurs visés par le paragraphe premier de la présente section. Concours entre lauréats.

Pour les fins des distinctions autorisées par le présent article, ils forment deux classes, l'une composée de ceux d'entre eux qui tirent principalement de leur travail agricole et du revenu de leur terre leurs moyens d'existence, l'autre de ceux qui ne sont pas cultivateurs de profession. Divisions de ces lauréats en deux classes.

Dans chacune de ces classes, celui qui s'est le plus distingué dans l'une quelconque des divisions de la province érigées en vertu de l'article 1778, durant les cinq années qui suivent la date à laquelle ils ont reçu le diplôme de " très grand mérite ", à maintenir la perfection de la culture qui lui a valu sa distinction honorifique, peut, sur le rapport des juges à cette fin, et sur la recommandation du conseil d'agriculture, approuvée par le ministre, recevoir, s'il forme partie de la classe en premier lieu décrite, une médaille d'or avec un diplôme extra comportant les faits, et les mots " très grand mérite exceptionnel, " et, s'il forme partie de la classe en second lieu décrite, un diplôme extra comportant les faits et les mots " très grand mérite spécial. " S. R. Q., 1615j; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 1 Ed. VII, c. 14, s. 3. Distinctions accordées à chaque classe.

1789. Ceux qui ont reçu la distinction de " grand mérite " et de " mérite " peuvent toujours concourir tant qu'ils ne sont pas lauréats de " très grand mérite. " S. R. Q., 1615k; 52 V., c. 20, s. 1. Droit de concourir.

1790. Celui qui a déjà obtenu un diplôme ne peut recevoir un second diplôme pour le même degré de mérite. S. R. Q., 1615l; 52 V., c. 20, s. 1. Double diplôme défendu.

1791. Il est aussi loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder des diplômes et des médailles à toute personne domiciliée hors du Canada, qui a rendu des services à l'agriculture, soit dans la culture ou dans les industries qui s'y rapportent, dans un emploi public ou dans des missions scientifiques, ou par des ouvrages ou publications sur l'agriculture. Décorations accordées aux personnes résidant hors du Canada.

Le ministre est de droit lauréat du mérite agricole, et il a le droit, par suite, d'en porter la plus haute décoration. S. R. Q., 1615m; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16; 1 Ed. VII, c. 14, s. 4. Ministre de l'agriculture lauréat ex officio.

SECTION VI

DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE

§ 1.—*Des sociétés de comté, cité ou ville*

I.—FORMATION DE CES SOCIÉTÉS

Formation
de sociétés
d'agriculture
pour chaque
comté.

1792. Une société d'agriculture peut être formée dans chacun des comtés de la province, et dans les divisions électorales de chaque cité ou ville, lorsque quarante personnes en sont devenues membres, et qu'elles ont signé une déclaration selon la formule A.

Composition
de la société.

La société se compose des personnes qui ont signé cette déclaration, aussi longtemps qu'elles continuent à payer leur souscription annuelle et de toutes celles qui, à l'avenir, paieront, en temps utile, cette souscription annuel e.

Montant de
la souscrip-
tion.

Le montant de la souscription annuelle pour devenir membre d'une société d'agriculture est fixé à une piastre, mais rien n'empêche ces membres de souscrire volontairement un montant plus élevé. S. R. Q., 1616; 54 V., c. 17, s. 1.

Comtés unis,
censés com-
tés séparés.

1793. Les comtés de la province unis pour les fins de la représentation législative, sont considérés comme des comtés séparés pour toutes les fins de l'organisation agricole, et jouissent de tous les droits et privilèges conférés à cet égard aux comtés qui ne sont pas ainsi unis. S. R. Q., 1617.

Comté du
Lac Mégan-
tic.

1794. Le comté du Lac Mégantic forme un comté pour les fins agricoles. 2 Ed. VII, c. 11, s. 1.

Division de
certains com-
tés pour fins
agricoles.

1795. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut séparer chacun des comtés de Bonaventure, Charlevoix, Huntingdon, Montmorency, Pontiac, Rimouski, Beauce et des Îles de la Madeleine en deux parties désignées par les lettres A et B, et le comté de Gaspé en trois parties désignées par les lettres A, B et C.

Allocations.

De ce moment, chaque partie des comtés ainsi séparés jouit de tous les droits et privilèges conférés aux autres comtés de cette province pour les fins agricoles ; mais l'allocation à la société de chacune des divisions des comtés ci-dessus nommés, ou aux sociétés de ces divisions, si plus d'une société y est organisée, ne doit excéder, en aucune année, la somme de cinq cents piastres.

Seconde so-
ciété.

Au cas de séparation, la seconde société d'agriculture, organisée dans chaque division, est connue sous le nom de " Société d'agriculture, numéro deux, division A, (ou B, ou C, selon le cas), du comté de ". S. R. Q., 1618; 53 V., c. 2, ss. 1, 4; 53 V., c. 22, s. 1; 53 V., c. 23, s. 2; 55-56 V., c. 45, s. 1; 59 V., c. 6, s. 2; 62 V., c. 25, s. 1; 3 Ed. VII, c. 24, s. 1; 8 Ed. VII, c. 13, s. 1.

1796. Le comté d'Ottawa est divisé, pour les fins de l'or-
ganisation agricole, en deux sections distinctes de même que
pour l'enregistrement.

Dans chacune de ces divisions peut être établie une société
d'agriculture qui a droit à l'octroi décrété par l'article 1852.
S. R. Q., 1619; 3 Ed. VII, c. 24, s. 2.

II.—POUVOIRS CORPORATIFS DE CES SOCIÉTÉS

1797. Chaque société d'agriculture, organisée dans un
comté ou dans une cité ou ville, est une corporation sous le nom
de "Société d'agriculture du comté de (ou de la division élec-
torale de, *suivant le cas*)."

La société a le pouvoir d'acquérir et posséder des terrains
pour y tenir des expositions, pour y établir une école d'agri-
culture ou une ferme modèle, et peut les vendre, louer ou en
disposer autrement, mais ne peut posséder plus de deux cents
acres à la fois. S. R. Q., 1620.

III.—EXPOSITIONS AGRICOLES DE CES SOCIÉTÉS

1798. Lorsque le bureau des officiers et directeurs d'une
société d'agriculture de comté ou de partie de comté, est d'avis
de fixer d'une manière permanente le lieu où doivent être tenues
les expositions de la société, il doit convoquer une assemblée
spéciale des membres de cette société en donnant un avis de
quinze jours qui mentionne le but de l'assemblée.

À cette assemblée doit se faire le choix de l'endroit qui paraît
le plus central et le plus convenable dans tel comté ou partie
de comté, pour y ériger des édifices permanents et y tenir des
expositions. S. R. Q., 1621.

1799. Les procédures de l'assemblée doivent être soumises
au conseil municipal du comté pour son approbation, à sa pre-
mière assemblée générale après réception des procédures.

Dans le cas d'approbation du choix fait par la société d'agri-
culture, le conseil du comté doit passer un règlement, déclara-
nt qu'à l'avenir toutes les expositions de ce comté ou de cette
partie de comté seront tenues sur le terrain ainsi choisi.

Si, néanmoins, il se trouve vingt membres de la société qui,
après cette approbation, désapprouvent le choix ainsi fait, ils
peuvent, dans les trente jours qui suivent l'adoption du règle-
ment municipal, en appeler au ministre par une requête signée
d'au moins vingt membres de cette société, exposant leurs
griefs,—et la décision du ministre est finale. S. R. Q., 1622 ;
1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

IV.—RÉUNION DE CES SOCIÉTÉS

1800. Quand, dans un comté, il existe plus d'une société d'a-
griculture, et qu'une d'elles a laissé écouler deux ans ou plus

organisées à d'autres. sans s'organiser, le conseil d'agriculture, dans le cas où il le trouve convenable, a le droit de réunir ces sociétés de comté. S. R. Q., 1623.

Quand et comment il peut être formé plus d'une société d'agriculture dans un comté.

1801. Sur requêtes venant des différentes parties d'un comté, dont l'une d'elles ou toutes sont signées par quarante personnes, représentant au conseil d'agriculture qu'il est difficile, pour les cultivateurs de la section dans laquelle résident les signataires, d'assister aux expositions de la société de comté, vu la distance, et qu'eux, les quarante signataires, consentent à souscrire le montant nécessaire pour former une seconde société d'agriculture dans le comté, conformément aux dispositions de la présente section, le conseil examine la requête, et, s'il est d'opinion qu'il est avantageux d'établir une seconde société d'agriculture dans le comté, il peut en autoriser l'organisation, et prescrire les limites ou la section du comté dans lesquelles s'étendront ses opérations ; et dans ce cas les opérations de la première société sont limitées au reste du comté. S. R. Q., 1624.

Somme qui est payée ;— pas plus de deux sociétés par comté, excepté Gaspé.

1802. Une somme de pas moins de quarante piastres doit être payée avant l'organisation d'une société séparée ; et il ne doit être ainsi organisé qu'une seule société indépendamment de la première société de comté, à l'exception du comté de Gaspé, qui conserve ses trois sociétés, et sauf les dispositions des articles 1795 et 1796. S. R. Q., 1625 ; 53 V., c. 23, s. 1.

Nom et organisation de la deuxième société.

1803. La seconde société, ainsi organisée dans un comté, est connue sous le nom de " Société d'agriculture numéro deux du comté de " , et la déclaration d'organisation est la même que celle qui est prescrite par la présente section pour les sociétés de comté, excepté que les limites prescrites pour ses opérations doivent y être spécifiées. S. R. Q., 1626.

Part de la seconde société dans l'allocation.

1804. Toute société additionnelle de comté a droit à une part de l'allocation publique proportionnée au montant de sa souscription, eu égard à la souscription du reste du comté ; elle a tous les pouvoirs d'une société de comté, et est sujette à toutes les dispositions relatives aux sociétés de comté. S. R. Q., 1627.

Seconde société n'a pas de part pour la première année.

1805. Nulle société séparée ou additionnelle de comté n'a droit à une part de l'allocation pour l'année pendant laquelle elle a été organisée, à moins que cette organisation n'ait eu lieu avant le premier jour de mai de telle année.

Réunion de ces deux sociétés.

Les sociétés numéro un et numéro deux d'un comté peuvent, au moyen de requêtes adressées au conseil d'agriculture et avec l'approbation du conseil, se réunir, et alors elles ne forment plus qu'une seule société sous le nom de " Société d'agriculture du comté de " S. R. Q., 1628.

1806. Deux sociétés de comté ou plus peuvent réunir Deux ou plusieurs sociétés de comté peuvent réunir leurs fonds pour certains fins, leurs fonds, ou parties de leurs fonds, soit pour faire l'acquisition de terrains et d'objets nécessaires à l'établissement d'une ferme modèle, ou de terrains pour y ériger les bâtiments nécessaires aux expositions, soit dans le but de tenir des expositions agricoles et industrielles ouvertes aux membres des sociétés ainsi réunies, ou d'établir des concours pour les terres les mieux cultivées, pour les plus belles récoltes sur pied, ou des parties de labour parmi les membres de ces sociétés réunies. S. R. Q., 1629.

1807. Aucune telle union de sociétés ne peut être formée, à Union sujette à approbation. moins que les procédures destinées à l'effectuer, et le programme des opérations de l'union pour l'année courante, n'aient été soumis au conseil d'agriculture et approuvés par lui. S. R. Q., 1630.

§ 2.—Des sociétés de district

1808. Il est loisible aux sociétés d'agriculture de comté Sociétés de district comprises dans chacun des districts judiciaires de la province, de former ensemble une société de district, en adoptant des résolutions à cet effet, soit collectivement, soit séparément, qu'elles transmettent au ministre.

Lorsque toutes les sociétés d'un district ou au moins trois Avis. d'entre elles ont décidé de se constituer en société d'agriculture de district, et ont approprié à cette fin une somme d'au moins cent piastres chacune, le ministre, s'il approuve leurs procédures, donne avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, de la formation de telle société, et dès lors les sociétés d'agriculture de ce district, qui ont décidé de se constituer en société de district, forment une corporation légale sous le nom de " Société Nom et d'agriculture du district de . , " avec le pouvoirs droit d'acquérir et de posséder des terrains et bâtiments pour y tenir ses expositions et ses assemblées ou y établir une école d'agriculture, et le pouvoir de vendre et de louer les terrains ou d'en disposer autrement, pourvu qu'elle ne possède pas plus de trois cents acres à la fois.

Les sociétés du district qui ne se sont point réunies pour Sociétés non réunies. former partie de la société de district continuent à exister séparément.

Toute société d'agriculture de comté, appartenant à un dis-Société de comté dans un autre district peut s'unir à une société de district adjacent, en appropriant au moins une somme de cent piastres pour cette fin ; et la société ainsi unie est, pour les fins agricoles, considérée comme formant partie du district auquel elle se trouve ainsi attachée. S. R. Q., 1631 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Sociétés
composant
une société
de district
continuent
d'exister sé-
parément.

1809. Les sociétés de comté qui se sont constituées en société de district continuent néanmoins à jouir de leurs droits de corporation, et à avoir une existence distincte entre elles à l'effet d'élire leurs propres officiers et directeurs, à prélever les cotisations de leurs membres, à percevoir l'allocation provinciale ci-après établie, et à disposer, pour les fins agricoles et industrielles, de toute partie de leurs deniers non versés dans la caisse de la société de district, conformément aux règlements du conseil d'agriculture et aux prescriptions du ministre. S. R. Q., 1632; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Formation
du bureau de
direction des
sociétés de
district.

1810. Le bureau de direction des sociétés d'agriculture de district est composé des présidents et vice-présidents des sociétés d'agriculture de comté comprises dans le district, lesquels, à leur première assemblée de chaque année, élisent parmi eux un président et un vice-président, et font choix d'un secrétaire-trésorier qui, s'il n'est pas déjà un des membres du bureau de direction, le devient d'office. S. R. Q., 1633.

Etendue des
opérations
des sociétés
de district.

1811. Les opérations d'une société de district s'étendent à tout le district, abstraction faite des subdivisions en comtés. S. R. Q., 1634.

Rapport et
état à four-
nir par les
sociétés au
ministre.

1812. Le bureau de direction de toute société de district est tenu de faire rapport au ministre de l'élection de ses officiers aussitôt après qu'elle a eu lieu, de lui faire connaître, dans le mois de mai, le montant dont la société peut disposer pour l'année courante, et l'emploi qu'elle entend faire de ses deniers.

Ce bureau doit transmettre, dans le mois de décembre de chaque année, au ministre, un rapport détaillé de l'emploi de ses deniers approuvé et assermenté par le secrétaire-trésorier. S. R. Q., 1635; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Sociétés
d'agricul-
ture de dis-
trict.

1813. Dans un district judiciaire où il n'y a pas déjà de société de district formée en vertu de l'article 1808, cent personnes dans tel district peuvent, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, se constituer en une société d'agriculture de district, en signant une déclaration rédigée en la forme, *mutatis mutandis*, indiquée en la formule A.

Souscription
pour en de-
venir mem-
bre.

Le montant de la souscription annuelle pour devenir membre d'une telle société, est d'une piastre; mais rien n'empêche aucun des membres de souscrire volontairement un montant plus élevé. S. R. Q., 1635a; 53 V., c. 24, s. 1; 60 V., c. 22, s. 26; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

Constitution
en corpora-
tion.

1814. Lorsque cette société a approprié, pour ses fins, une somme d'au moins trois cents piastres, le ministre, s'il

approuve ses procédures, en donne avis dans la *Gazette officielle de Québec*, et dès lors elle forme une corporation sous le nom de "Société d'agriculture du district de " avec le droit d'acquérir et de posséder des terrains et bâtiments pour y tenir ses expositions et ses assemblées ou y établir une école d'agriculture, ainsi que le pouvoir de vendre et louer les terrains, ou d'en disposer autrement, pourvu qu'elle ne possède pas plus de trois cents acres à la fois. S. R. Q., 1635b; 53 V., c. 24, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Pouvoirs généraux.

1815. Le bureau de direction d'une société d'agriculture de district se compose d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire-trésorier, lesquels sont élus par les membres de la société réunis en assemblée générale à cette fin. S. R. Q., 1635c; 53 V., c. 24, s. 1. Bureau de direction et sa composition.

1816. Les opérations de toute telle société s'étendent à tout le district, abstraction faite des subdivisions en comtés. S. R. Q., 1635d; 53 V., c. 24, s. 1. Opérations de la société.

1817. Le bureau de direction de la société est tenu de faire rapport, au ministre, de l'élection de ses officiers aussitôt après qu'elle a eu lieu, de lui faire connaître, dans le mois de mai, le montant dont elle peut disposer pour l'année courante, et l'emploi qu'elle entend faire de ses deniers. Rapport de l'élection au ministre.

Ce bureau doit transmettre, dans le mois de décembre de chaque année, au ministre, un rapport détaillé de l'emploi de ses deniers, approuvé et attesté sous serment par le secrétaire-trésorier. S. R. Q., 1635e; 53 V., c. 24, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Rapport de l'emploi des deniers.

1818. Lorsqu'une semblable société a été autorisée et constituée, le droit que possédaient les sociétés de comté de ce même district de se réunir, pour former une société de district, cesse par là même d'exister. S. R. Q., 1635f; 53 V., c. 24, s. 1. Effet de l'établissement d'une telle société à l'égard des sociétés de comté.

1819. Le lieu pour tenir les expositions du district est choisi par le bureau de direction de la société et doit être au centre ou aussi près que possible du centre du district. S. R. Q., 1635g; 53 V., c. 24, s. 1. Lieu des expositions.

§ 3.—Des sociétés de municipalité de comté

1820. Il est loisible à une municipalité de comté, du consentement des sociétés d'agriculture alors existantes dans ce comté, de se constituer en société d'agriculture, lorsque toutes les municipalités locales comprises dans le comté ont déclaré leur intention de faire partie d'une telle société, et ont affecté à cette fin une somme collective d'au moins deux cent soixante Constitution de municipalités en société d'agriculture.

piastres, ou adopté des résolutions à l'effet d'autoriser le conseil municipal du comté à prélever une somme d'au moins deux cent soixante piastres pour les fins de l'agriculture.

Procédures à
cette fin.

Lorsque le secrétaire-trésorier a transmis un rapport attesté sous serment de ces procédures au ministre, et que ce rapport a reçu l'approbation de ce dernier, la municipalité de tel comté est érigée en société d'agriculture à toutes fins que de droit, et remplace toute autre société d'agriculture qui a pu exister précédemment dans le comté, pourvu que les procédures ci-dessus mentionnées aient eu lieu et aient été approuvées avant l'assemblée annuelle de la société d'agriculture du comté. S. R. Q., 1636; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Officiers de
la société en
ce cas.

1821. Lorsqu'une municipalité de comté est ainsi constituée en société d'agriculture, le préfet du comté en est le président, le secrétaire-trésorier du conseil du comté en est le secrétaire, les autres membres du conseil en sont les directeurs, et tous les contribuables de la municipalité de comté sont membres de telle société d'agriculture. S. R. Q., 1637.

Livres séparés pour les
affaires d'agriculture.

1822. Le secrétaire-trésorier du conseil d'une municipalité de comté érigée en société d'agriculture comme susdit, doit tenir des livres spéciaux pour les procédures du conseil concernant l'agriculture et pour les fonds destinés aux fins agricoles. S. R. Q., 1638.

Municipalités devenues
sociétés ;
leurs obligations.

1823. Les municipalités érigées en sociétés d'agriculture ont droit à l'octroi provincial et sont tenues de faire rapport au ministre de leurs opérations concernant l'agriculture; de lui transmettre un état de leurs recettes et de leurs dépenses, et un programme d'opérations, ainsi que prévu pour les autres sociétés d'agriculture. S. R. Q., 1639 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 4.—*Dispositions spéciales relatives aux sociétés de comté, unions de sociétés, et sociétés de district*

I.—BUT DE CES SOCIÉTÉS

But des sociétés d'agriculture.

1824. Le but des sociétés de comté, unions de sociétés et sociétés de district, est d'encourager l'amélioration de l'agriculture, de l'horticulture, de la sylviculture, de la mécanique, de l'industrie manufacturière et domestique et des œuvres d'art :

Moyens à cet effet.

1. En tenant des assemblées pour discuter et entendre des conférences sur des sujets se rattachant à la théorie et à la pratique de la culture perfectionnée ;

2. En encourageant la circulation des journaux d'agriculture ;

3. En offrant des prix pour des essais sur des questions de théorie ou de pratique agricole :

4. En important ou en se procurant de toute autre manière des animaux de belle race, de nouvelles variétés de plantes et de graines, et des grains de semence des meilleures espèces ;

5. En organisant des parties de labour, des concours de récoltes sur pied et des concours pour les terres les mieux cultivées ;

6. En tenant des expositions et en y décernant des prix pour l'élevage ou la propagation des animaux de belle race, l'invention ou l'amélioration des machines et ustensiles d'agriculture, la production de toute espèce de grains ou de végétaux, l'excellence des produits ou des travaux de l'agriculture, et généralement pour toute amélioration dans l'industrie domestique et manufacturière, et pour les œuvres d'art. S. R. Q., 1640.

II.—FONDS DE CES SOCIÉTÉS

1825. Les fonds des sociétés, provenant de la souscription des membres et des allocations publiques, ne doivent être dépensés pour aucun objet incompatible avec les dispositions de la présente section. Fonds sont
dépensés
d'après cette
section.

Néanmoins, toute société peut conclure des arrangements avec la municipalité de comté dans laquelle elle est comprise aux fins d'affecter, en tout ou en partie, les souscriptions de ses membres, ou les allocations publiques qu'elle reçoit, ou les deux, au paiement de partie du coût de l'acquisition ou du fonctionnement des machines, concasseurs de pierres et rouleaux, et pour améliorer et entretenir des routes ou chemin locaux ou de comté. S. R. Q., 1641; 62 V., c. 26, s. 1. Emploi de
l'allocation
pour l'acqui-
sition ou le
fonctionne-
ment des
concasseurs.

1826. Il ne peut être dépensé à même les fonds des sociétés provenant de la souscription des membres et des allocations publiques, pour fins de rafraîchissements, de banquets et de réceptions ou autres dépenses semblables, une somme excédant vingt-cinq piastres. Dépenses au
delà de \$25
pour rafraî-
chissements,
prohibées.

Si ces dépenses sont faites au delà de la somme de vingt-cinq piastres, elles ne doivent point entrer en compte; les directeurs de la société qui les ont autorisées soit par eux-mêmes, soit par l'entremise de quelque membre de la société ou de toute autre personne, en leur nom, en sont personnellement responsables, — et, sur la poursuite de toute personne qui a fait les frais de ces rafraîchissements, banquets, réceptions et autres semblables, et qui appuie sa demande d'une preuve légale, ces directeurs doivent être condamnés solidairement à lui en payer le montant. Directeurs
responsables
pour dépen-
ses faites au-
dessus de
\$25.

Toute société qui permet que des dépenses au delà de vingt-cinq piastres entrent en compte et soient payées à même ses fonds, sous quelque forme et sous quelque déguisement que ce soit, peut être, sur preuve du fait établi à la satisfaction du ministre, privée de toute sa subvention ou de partie d'icelle pour tel temps que le ministre juge à propos de fixer. S. R. Q., 1642; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Société pas-
sible d'être
privée de sa
subvention

III. — ORGANISATION DES EXPOSITIONS ET CONCOURS DE CES SOCIÉTÉS

Organisation
d'expositions
et de con-
cours.

1827. Chaque société de comté, union de sociétés ou société de district, établie comme ci-dessus mentionné, est obligée de tenir, tous les deux ans, une exposition d'animaux, de produits agricoles et autres objets se rattachant à l'agriculture, de produits de l'industrie domestique et de l'industrie manufacturière et d'œuvres d'art, et d'organiser aussi alternativement un concours pour les terres les mieux cultivées, suivant le programme prescrit par le conseil d'agriculture.

Dispense de
tenir des ex-
positions.

Le conseil d'agriculture peut, néanmoins, dispenser toutes ou certaines sociétés de tenir ces expositions ou ces concours, et ordonner à telles sociétés ce qu'il juge le plus avantageux pour promouvoir les intérêts de l'agriculture relativement à ces expositions et à ces concours sans cependant pouvoir empêcher ces sociétés de tenir des expositions annuelles si elles le désirent.

Dispense ac-
cordée par
le ministre
de tenir des
expositions.

Le ministre peut également dispenser de tenir ces expositions ou ces concours, toute société qui a conclu un arrangement avec la municipalité de comté dans laquelle elle est comprise, aux fins d'affecter, en tout ou en partie, les souscriptions de ses membres, ou les allocations publiques qu'elle reçoit, ou les deux, au paiement de partie du coût de l'acquisition ou du fonctionnement des machines, concasseurs de pierres et rouleaux, pour améliorer et entretenir des routes ou chemins locaux ou de comté. S. R. Q., 1643; 61 V., c. 16, s. 1; 62 V., c. 26, s. 2; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Prix accor-
dés aux ex-
positions.

1828. Il est accordé des prix, aux expositions, pour les meilleurs produits agricoles et industriels exposés, et pour les animaux de ferme, supérieurs par leurs qualités économiques ou autres, de la manière prescrite par les officiers et directeurs de chaque société, après qu'avis en a été affiché dans chaque paroisse et canton du comté. S. R. Q., 1644.

Conditions
des concours
régées par
le conseil.

1829. La méthode à suivre pour déterminer le mérite respectif de la culture des terres, dans les concours pour les fermes les mieux cultivées, est réglée par le conseil d'agriculture, qui fixe d'avance le nombre et le montant des primes ainsi que les conditions auxquelles les concurrents doivent se conformer pour y prétendre, et publie un règlement général à cet effet. S. R. Q., 1645.

Conseil fixe
le nombre
des juges,
etc.

1830. Le nombre des juges pour les concours est fixé par le conseil d'agriculture, qui en même temps règle leurs qualités et la rétribution qui doit leur être accordée pour leurs services. S. R. Q., 1646.

En quoi con-
sistent les
prix.

1831. Les prix accordés aux expositions, aux concours de récoltes sur pied, et aux parties de labour, peuvent être distri-

bués en argent, en livres traitant de l'agriculture, en instruments d'agriculture perfectionnés, en grains ou en animaux de qualité supérieure, sur adjudication faite par au moins deux juges nommés par les officiers et les directeurs de la société, mais les juges ne peuvent recevoir aucun des prix ainsi adjugés, et il n'est alloué à aucun juge plus de deux piastres pour agir comme tel à une exposition ou une partie de labour, ni plus de seize piastres pour l'inspection des récoltes sur pied dans un comté. S. R. Q., 1647.

1832. Nulle partie des deniers appartenant à telle société ne doit être employée au paiement d'aucun salaire ou d'aucune allocation, mais il peut être alloué au secrétaire-trésorier une somme n'excédant pas sept pour cent sur tous les deniers dépensés par cette société, en vertu de la présente section, aux lieux et place de tout salaire et de toute allocation pour papeterie et autres dépenses contingentes. S. R. Q., 1648.

Rémunération des juges.

Rémunération du secrétaire-trésorier.

§ 5.—*Des assemblées des sociétés de comté, et de l'élection des directeurs de ces sociétés*

1833. Une assemblée générale annuelle des membres de chaque société d'agriculture de comté, doit avoir lieu le troisième mercredi de janvier, et, dans les comtés où il n'y a point de société, une assemblée pour la formation d'une société peut avoir lieu le même jour, ou le jour fixé par le ministre. S. R. Q., 1649 ; 7 Ed. VII, c. 19, s. 1.

Assemblées des sociétés de comté.

1834. Cette assemblée est convoquée par affiches ou criées aux portes des églises, ou en un autre lieu public dans chaque paroisse ou canton du comté, au moins quinze jours d'avance, par ordre du président de la société, et, dans les comtés non encore organisés en société d'agriculture, par ordre du préfet du comté. Celui qui a ainsi convoqué l'assemblée a le droit de la présider jusqu'à l'élection du président. S. R. Q., 1650.

Comment elles sont convoquées.

1835. 1. A cette assemblée, les personnes qui sont devenues membres en payant leurs souscriptions pour l'année courante au moins une heure avant l'ouverture de l'assemblée, doivent élire un directeur pour chaque municipalité locale comprise dans le rayon de la société ; et, si le nombre des municipalités locales est de moins de neuf, l'assemblée doit élire des directeurs pour compléter ce nombre ; elles nomment aussi un ou deux auditeurs.

Election d'un directeur pour chaque municipalité locale.

Nomination d'auditeurs.

Le conseil d'agriculture peut nommer un directeur pour chaque société d'agriculture. Ce directeur, sur présentation de copie de la résolution du conseil comportant sa nomination, est admis à l'exercice de tous les droits et à l'exécution des obligations de la société d'agriculture.

Nomination d'un directeur pour chaque société d'agriculture.

- tions des autres directeurs de la société et occupe sa charge durant bon plaisir.
- Bureau de direction.** Ce directeur et ceux nommés par les membres de chaque société forment le bureau de direction.
- Qui élit les directeurs pour les municipalités locales, etc.** 2. Dix souscripteurs ou plus d'une municipalité locale, qui ont payé la souscription exigée d'une piastre pour l'année courante, peuvent, à une assemblée convoquée par avis public donné au moins huit jours d'avance par le maire ou, à son défaut, par un juge de paix, et tenue dans la semaine précédant l'assemblée générale de la société, élire un directeur pour représenter la municipalité locale dans le bureau de direction de la société.
- Confirmation de l'élection.** 3. Sur remise, au secrétaire-trésorier de la société du montant des souscriptions des votants à cette assemblée de municipalité locale, et sur présentation à l'assemblée générale, par au moins deux de ces votants, d'un certificat du président de l'assemblée de municipalité locale attestant que ce directeur y a été élu, l'élection de tel directeur est confirmée, et nul autre directeur ne doit être nommé pour cette municipalité locale.
- Droit de vote, etc.** 4. Pour avoir droit de voter à la dite élection ou être élu directeur tout membre doit être âgé d'au moins seize ans.
- Election des officiers.** 5. A sa première assemblée, le bureau de direction élit un président, un vice-président et un secrétaire. Le secrétaire est choisi en dehors du bureau de direction et n'a pas voix délibérative. S. R. Q., 1651; 63 V., c. 15, s. 1; 7 Ed. VII, c. 19, s. 2.
- Officiers et directeurs exercent les pouvoirs de la société.** **1836.** Les officiers et directeurs de chaque société exercent, pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle et jusqu'à l'élection de leurs successeurs, tous les pouvoirs conférés à la société par la présente section.
- Vacances.** Les vacances qui surviennent d'une élection à l'autre, parmi les officiers et les directeurs, sont remplies par le bureau des directeurs de la société, à une assemblée spéciale convoquée pour cet objet.
- Comment remplies.** Le conseil d'agriculture est, néanmoins, seul autorisé à remplir la vacance qui peut survenir dans la charge du directeur qu'il a nommé. S. R. Q., 1562; 55-56 V., c. 22, s. 2.
- Convocation des assemblées.** **1837.** Ils tiennent leurs assemblées conformément à l'ajournement ou à la notification par écrit donnée à chacun d'eux par ordre du président, ou, en son absence, par ordre du vice-président, ou du président temporaire, une semaine au moins avant le jour fixé pour la tenue de telle assemblée. S. R. Q., 1653.
- Quorum.** **1838.** A cette assemblée cinq membres du bureau de direction forment un quorum. S. R. Q., 1654.
- Pouvoir de faire des règlements.** **1839.** Les officiers et directeurs ont plein pouvoir de faire, à toute telle assemblée, des règlements pour la régie de la so-

ciété et de les modifier ou abroger, pourvu que ces règlements soient en harmonie avec ceux publiés par le conseil d'agriculture. S. R. Q., 1655.

1840. Les officiers et directeurs doivent rédiger et présenter, à l'assemblée annuelle, un rapport détaillé de leurs opérations pendant l'année finissant le 31 décembre précédent, indiquant les noms de tous les membres de la société, le montant souscrit et payé par chacun d'eux, les noms de toutes les personnes auxquelles des prix ont été décernés, le montant de chacun de ces prix, et le nom de l'objet ou de la pièce de bétail pour laquelle le prix a été décerné, avec telles autres remarques sur l'agriculture du comté et les améliorations qui y ont été introduites ou peuvent l'être, que le bureau de direction est en état d'offrir. S. R. Q., 1656 ; 7 Ed. VII, c. 19, s. 3.

Rapport à faire à l'assemblée annuelle.

1841. Ils présentent de plus, à l'assemblée, un état détaillé des recettes et déboursés de la société pour l'année et de l'allocation attribuée aux cercles agricoles. S. R. Q., 1657 ; 56 V., c. 20, s. 3.

Etat détaillé.

1842. Ces rapport et état, une fois approuvés par l'assemblée, sont inscrits dans le journal de la société tenu à cette fin et sont signés par le président ou le vice-président, comme étant une entrée fidèle et correcte ; et copie d'icelle certifiée par le président, le vice-président ou le secrétaire pour le temps d'alors est transmise au ministre le ou avant le premier jour de février suivant. S. R. Q., 1658 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 7 Ed. VII, c. 19, s. 4.

Copies des rapport et état, fournies au ministre.

§ 6.—Dispositions diverses

1843. Afin de rendre plus efficace le contrôle que doivent exercer le conseil d'agriculture et le ministre sur les sociétés d'agriculture, le bureau de direction de chacune d'elles est tenu d'adopter, le ou avant le premier du mois de mars de chaque année, un programme d'opérations pour l'année, et de le transmettre au ministre dans les quinze jours après son adoption. S. R. Q., 1659 ; 7 Ed. VII, c. 19, s. 5.

Programme d'opérations fourni au ministre.

1844. Les sociétés sont tenues, sous peine de suspension et même de suppression de l'allocation provinciale établie en leur faveur, de se conformer à tout ce que décide le ministre et qui n'est pas incompatible avec les règlements adoptés par le conseil d'agriculture, concernant leur rapport, leur état de comptes et leur programme d'opérations.

Sociétés sujettes aux règlements du ministre.

Le programme des opérations de chaque société, une fois adopté avec ou sans modification par le ministre, ne peut être changé sans son autorisation. S. R. Q., 1660 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Convocation
des assem-
blées spé-
ciales.

1845. Chaque fois que le président d'une société d'agriculture de comté en est requis par au moins dix membres, il peut convoquer une assemblée générale des membres de la société, en spécifiant dans l'avis de convocation le but de l'assemblée; et il ne doit être question à cette assemblée de rien autre chose que de l'objet pour lequel elle a été convoquée. S. R. Q., 1661.

Sociétés
donnent les
informations
requisées par
le conseil ou
le ministre.

1846. Les officiers et directeurs des sociétés d'agriculture doivent répondre aux demandes, et donner les renseignements que le conseil d'agriculture ou le ministre peuvent requérir, de temps à autre, par lettre, circulaire ou autrement, concernant les intérêts ou l'état de l'agriculture dans leur comté ou dans leur district, et doivent suivre généralement les règlements du conseil et les recommandations du ministre. S. R. Q., 1662 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Secrétaire-
trésorier de
chaque so-
ciété donne
caution.

1847. Le secrétaire-trésorier de chaque société d'agriculture est responsable envers la société de tous les deniers qu'il a perçus en cette qualité, et est tenu de lui fournir un cautionnement au montant de huit cents piastres, à la satisfaction du président et du vice-président de telle société.

Il ne peut retirer aucun argent du ministre sans lui avoir préalablement transmis copie du cautionnement.

Renouvelle-
ment du cau-
tionnement.

Le cautionnement du secrétaire-trésorier doit être renouvelé, chaque fois que requis par la société, et être fait d'après la formule B. S. R. Q., 1663 ; 54 V., c. 17, s. 2 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Le ministre
décide des
contestations
d'élection.
Nouvelles
élections.

1848. Les contestations d'élection des officiers des sociétés d'agriculture de comté ou de district doivent être référées au ministre qui les décide sans appel.

Le ministre a droit d'ordonner de nouvelles élections chaque fois qu'il juge à propos d'annuler les élections contestées,—de prescrire la date, le mode et le lieu de convocation de l'assemblée générale des membres, et de régler tous les détails de ces nouvelles élections. S. R. Q., 1664 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Différends
entre les
sociétés.

1849. Tous les différends soulevés entre les sociétés, ou entre les membres et officiers d'une société, qui ne peuvent être réglés par elles, sont également soumis à la décision du ministre, laquelle est finale. S. R. Q., 1665 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Assignation
des témoins
et amendes.

1850. Dans le cas de contestations et de différends prévus par les articles 1848 et 1849, le ministre a le pouvoir d'assigner des témoins de part et d'autre, et de leur imposer une amende en cas de défaut de comparaître; de condamner aux frais la partie en défaut et d'en certifier le montant, qui est recouvrable par action devant tout tribunal compétent.

Cette amende est recouvrable devant tout juge de paix, et doit retourner à la société d'agriculture partie à telle contestation. Recouvrement des amendes.

La partie requérante, plaignante ou demanderesse, doit, avec sa requête, plainte ou demande, déposer entre les mains du secrétaire du département de l'Agriculture une somme de cinquante piastres comme garantie des frais ; faute de tel dépôt, nulle requête, plainte ou demande de cette nature n'est recevable. Dépôt par le requérant. S. R. Q., 1666; 60 V., c. 22; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1851. Chaque société d'agriculture de comté a droit à une allocation annuelle, sur le Trésor, égale à deux fois le montant souscrit et payé par ses membres. Allocation aux sociétés.

Une somme annuelle de cinquante-cinq mille piastres est affectée, à même le fonds consolidé du revenu, au paiement de cette allocation. Montant affecté. S. R. Q., 1667; 9 Ed. VII, c. 28, s. 1.

1852. Il ne doit être fait aucune allocation à une société, à moins que quarante piastres n'aient été souscrites et payées à son trésorier par au moins vingt-cinq membres; et la totalité de l'allocation accordée à une société de comté ou aux sociétés d'un comté, si plus d'une société y est organisée, ne doit excéder, en aucune année, la somme de huit cents piastres, sauf dans les comtés mentionnés dans l'article 1795. Conditions requises pour l'allocation. Maximum aux sociétés de comté.

Pour les cités et villes, l'allocation accordée ne doit pas excéder quatre cents piastres par année. Id. aux sociétés de ville. S. R. Q., 1668; 56 V., c. 20, s. 5; 7 Ed. VII, c. 19, s. 6.

1853. Cette allocation est due et payable à chaque société aussitôt que son rapport, son état de comptes et son programme d'opérations ont reçu l'approbation du ministre, et que le président et le secrétaire-trésorier ou autre officier de la société ont transmis au ministre un affidavit suivant la formule C, attesté sous serment devant un juge de paix, indiquant les membres qui font alors partie de la société et dont les souscriptions pour l'année courante ont été payées et sont entre les mains du trésorier. Paiement de l'allocation annuelle.

Cet affidavit doit être transmis par lettre recommandée au département de l'Agriculture, le ou avant le premier septembre de chaque année, et, s'il n'est pas transmis à cette date ou dans les trente jours suivants, l'octroi pour telle année peut être supprimé; mais il est du devoir du secrétaire du conseil d'agriculture de donner avis, le premier juillet de chaque année, à toutes les sociétés, par lettre recommandée et adressée au secrétaire-trésorier de chaque telle société, que son octroi pour l'année sera supprimé si l'affidavit requis par le présent article n'est pas transmis par lettre recommandée au dit département ainsi que statué. Affidavit pour le paiement de l'allocation annuelle. S. R. Q., 1669; 56 V., c. 20, s. 6; 60 V., c. 22; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Allocation
aux sociétés
en certains
cas.

1854. Si deux sociétés sont organisées dans un même comté et prélèvent ensemble une somme excédant quatre-vingts piastres, l'allocation est divisée entre elles en proportion du montant souscrit et payé par chacune, et si, au premier jour de septembre de chaque année, ou dans les trente jours suivants, une seule d'entre elles s'est conformée à l'article 1853, elle a seule droit à la totalité de la subvention au prorata du montant souscrit par ses membres ; pourvu toujours que, lorsque l'une des sociétés prélève un montant suffisant pour lui donner droit à la moitié de la subvention, cette moitié lui soit payée sans en rien retrancher, quand même toute autre société aurait prélevé un montant plus considérable de souscriptions. S. R. Q., 1670 ; 61 V., c. 17, s. 1.

Distribution
des balances
d'allocation.

1855. Toute balance qui, après le premier octobre, reste disponible sur les cinquante-cinq mille piastres affectées au paiement des allocations établies en faveur des sociétés et des cercles agricoles, doit être appliquée, en tout ou en partie, à l'établissement et au maintien d'une station expérimentale, et pour toutes autres fins agricoles, à la discrétion du ministre. S. R. Q., 1671 ; 56 V., c. 20, s. 8 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 9 Ed. VII, c. 28, s. 2.

Ordre de
paiement de
l'allocation.

1856. L'allocation publique à laquelle les sociétés d'agriculture ont respectivement droit, leur est payée sur l'ordre du ministre, mais, que cette allocation soit réclamée ou non, le ministre peut retenir douze par cent sur chaque allocation, pour des fins agricoles. S. R. Q., 1672 ; 56 V., c. 20, s. 9 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Répartition
des proprié-
tés apparte-
nant à une
ancienne so-
ciété avec
une société
subséquente.

1857. Lorsque, à raison de changements faits dans les limites des comtés, une société d'agriculture organisée en vertu de la présente section, se trouve en possession de quelque propriété mobilière ou immobilière appartenant, en tout ou en partie, à une société organisée antérieurement dans le même territoire ou dans une partie d'icelui, cette propriété peut être évaluée par un arbitrage convenu entre les parties et répartie équitablement entre elles conformément à leurs droits.

Refus de ré-
partir.

Si la société, qui est ainsi en possession de la propriété, refuse ou néglige d'en venir à un arbitrage, ou de faire le partage d'icelle ou de la valeur qui en provient, ou de se conformer à la sentence prononcée à la suite de tel arbitrage, la société lésée peut intenter une poursuite et recouvrer la part qui lui appartient, ou le montant auquel elle a droit en vertu de telle sentence, devant tout tribunal de juridiction civile.

Retenue de
l'allocation
dans ce cas.

Le ministre peut ordonner que l'allocation publique afférente à la société en défaut soit retenue pendant tout le temps que dure ce défaut. S. R. Q., 1673 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1858. La municipalité d'une cité, d'une ville, d'un village, d'un comté ou d'un canton, peut octroyer des deniers ou des terres pour venir en aide à toute société d'agriculture ou d'horticulture, ainsi qu'à toute société d'ouvriers constituée en corporation dans les limites de la municipalité, et peut garantir le paiement, en capital et intérêt, des obligations émises par toute telle société, et accepter des garanties en remboursement des paiements qu'elle pourra être appelée à faire en conséquence. Telle garantie ne doit pas dépasser cinq pour cent du montant total du rôle d'évaluation de la dite municipalité. S. R. Q., 1675; 4 Ed. VII, c. 17, s. 1.

Aide par municipalités de cité, etc.

FORMULES

A.—(Articles 1792, 1813)

Déclaration de société

Nous soussignés, convenons de nous former en une société, en vertu des dispositions de la loi relative à l'agriculture, qui sera appelée " la société d'agriculture de comté, (de canton ou succursale, *suivant le cas*) du comté (ou de la division électorale de *ou du canton de suivant le cas*) "

; et nous promettons respectivement, par les présentes, de payer au trésorier, annuellement, tant que nous continuerons d'être membres de la dite société, (*tout membre pouvant cesser d'en faire partie en par lui donnant avis par écrit de telle intention au secrétaire en tout temps avant l'assemblée annuelle,*) la somme inscrite en regard de nos noms respectifs; et nous promettons de plus de nous conformer aux statuts et règlements de la société.

Noms	\$	cts

S. R. Q., 1675, cédule A.

B.—(*Article 1847*)*Cautionnement*

PROVINCE DE QUÉBEC. }

Nous, _____, résidant
 dans la _____, et
 _____, demeurant dans
 cautions de _____, secrétaire-trésorier de
 _____, reconnaissons respectivement devoir,
 à la dite société d'agriculture de _____ du
 _____, comté de _____, ce acceptant
 par le président et le vice-président d'icelle, la somme de huit
 cents piastres, pour l'usage et profit de la dite société;—

Et par les présentes, nous nous obligons conjointement et
 solidairement, nos hoirs et ayants cause, l'un de nous seul pour
 le tout, sans division ni discussion, au paiement fidèle et entier
 de la somme ci-dessus mentionnée, en conformité de l'article
 1847 des Statuts refondus de Québec, 1909.

Le présent cautionnement est fait sous la condition suivante,
 savoir:—

Advenant que le dit
 remplisse et exécute bien et fidèlement tous les devoirs et
 obligations qui lui sont imposés en sa qualité de secrétaire-
 trésorier de la société d'agriculture de
 du _____ comté de _____,
 et qu'il emploie les deniers mis entre ses mains pour les fins et
 d'après la manière indiquées par le bureau de direction de la
 dite société et conformément à la loi, et qu'il rende un compte
 fidèle et honnête des dits deniers et de ses opérations comme
 tel secrétaire-trésorier,—alors le présent cautionnement sera
 nul et de nul effet; mais, dans le cas contraire, il demeurera
 en pleine force et vigueur pour les fins de l'article 1847 des
 Statuts refondus de Québec, 1909.

Fait et attesté à _____, } (*Signature*) _____ *Caution.*
 ce _____ jour }
 de _____, 19 ____ } " _____ *Caution.*

Accepté par _____ } *Président de la société d'agri-*
 (*Signature*) _____ } *culture No _____ du comté*
 _____ } *de*
 _____ } *Vice-président.*

S. R. Q., 1675, cédule B.

C.—(*Article 1853*)

Liste et certifiçal de souscription

Société d'agriculture No 10 du comté de

Liste et certificat de souscription pour l'année

Je, soussigné, président (vice-président ou secrétaire-trésorier) de la société d'agriculture
déclare sous serment que :

(Donner ici le nom de tous les membres de la société, leur occupation, leur adresse postale et la somme payée par chacun d'eux en regard de leurs noms respectifs)

membres de la société, ont payé leurs cotisations pour la présente année ; que cette somme se compose d'espèces et de billets de banque ayant cours en cette province, et non en billets ou autres valeurs ; que sur cette somme, jusqu'à ce jour, celle de a été pavée

celle de a été payée à l'acquit d'obligations de cette société ; et qu'il y a maintenant en mains la somme de étant le produit des dites souscriptions, disponible conformément à la loi.

De plus, je déclare que le secrétaire-trésorier de cette société a donné un cautionnement au montant de huit cents piastres, souscrit par (*noms, professions, résidences,*) qui sont amplement solvables pour ce montant ; copie duquel cautionnement est annexée aux présentes.

Date _____

A. B.,

Président (vice-président ou
sec.-trésorier.)

Assermenté devant moi, à
, ce

jour de
mil neuf cent

mil neuf cent

E. F.,

Juge de paix.

SECTION VII

DES CERCLES AGRICOLES

§ 1.—*De la formation des cercles*

Formation des cercles, autorisée. **1859.** Un ou plusieurs cercles agricoles peuvent être formés dans toute division territoriale créée pour les fins de l'établissement des sociétés d'agriculture, et ces cercles jouissent de tous les avantages et privilèges de ces sociétés. S. R. Q., 1675a; 56 V., c. 20, s. 10.

Un seul cercle par paroisse, etc. **1860.** Il ne peut être établi plus d'un cercle par paroisse, quel que soit le nombre des municipalités dans une paroisse, ni plus d'un cercle par municipalité dans les cantons.

Cercle agricole dans certaines paroisses, etc. Du consentement du ministre de l'agriculture, il peut être établi un cercle agricole dans toute paroisse ou mission non érigée en municipalité. S. R. Q., 1675b; 56 V., c. 20, s. 10; 59 V., c. 21, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

Formalités pour l'organisation. **1861.** Le cercle doit avoir au moins vingt-cinq membres. La souscription totale du cercle doit être d'au moins trente piastres et tous les membres du cercle signent une déclaration conforme à la formule A et la transmettent au ministre, lequel, s'il trouve à propos d'autoriser la formation de ce cercle, fait publier sans délai un avis de la formation de tel cercle dans la *Gazette officielle de Québec*.

De qui le cercle est composé. Le cercle se compose des personnes qui ont signé cette déclaration, aussi longtemps qu'elles continuent à payer une souscription annuelle, et de toutes celles qui, à l'avenir, payeront cette souscription annuelle.

Souscription annuelle. Le montant de la souscription annuelle pour devenir membres d'un cercle est fixé à une piastre, mais rien n'empêche ces membres de souscrire volontairement un montant plus élevé.

A quoi sert le surplus. Si plus de deux piastres sont payées par un membre, le bureau de direction est autorisé à lui donner des graines, engrais ou tout autre objet susceptible de l'aider dans sa culture, pour un montant égal à l'excédent par lui payé. S. R. Q., 1675c; 56 V., c. 20, s. 10; 57 V., c. 18, s. 1; 61 V., c. 17, s. 2; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

§ 2.—*Des pouvoirs corporatifs des cercles*

Chaque cercle est une corporation. **1862.** A partir du jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis de formation du cercle, ce dernier est une corporation sous le nom de "Cercle agricole de la paroisse de (ou de la municipalité de , " suivant le cas).

Modification du nom d'un cercle. Il est, en quelque temps que ce soit, loisible au ministre de changer le nom d'un cercle agricole au moyen d'un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le cercle a le pouvoir d'acquérir et posséder des terrains ^{Pouvoirs cor-} pour y tenir des expositions, pour y établir une école d'agri- ^{poratifs.} culture ou une ferme modèle, et peut les vendre, louer ou en disposer autrement, mais ne peut posséder plus de deux cents acres à la fois. S. R. Q., 1675d; 56 V., c. 20, s. 10; 59 V., c. 21, s. 2; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

§ 3.—*De la réunion des cercles*

1863. Plusieurs cercles, ou un ou plusieurs cercles et une ^{Cercles peu-} ou plusieurs sociétés d'agriculture peuvent réunir leurs fonds ^{vent réunir} ou partie de leurs fonds pour les fins énoncées dans les articles ^{leurs fonds.} 1806 et 1865. S. R. Q., 1675e; 56 V., c. 20, s. 10.

1864. Aucune telle union ne peut être formée à moins ^{Conditions} que les procédures destinées à l'effectuer, le programme des ^{de l'union.} opérations pour lesquelles elle est faite et le temps de sa durée n'aient été soumis au ministre et approuvés par lui.

Chaque cercle faisant partie de telle union peut avoir un ^{Nombre des} nombre de membres moindre que vingt-cinq et une souscrip- ^{membres en} tion moindre que celle ci-dessus fixée. S. R. Q. 1675f; 56 V., ^{ce cas.} c. 20, s. 10; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

§ 4.—*Des objets et des pouvoirs des cercles*

1865. Les cercles ont toutes les attributions conférées ^{Pouvoir des} aux sociétés d'agriculture par l'article 1824 et, en outre, ils ^{cercles:} peuvent :

1. Se procurer des livres, revues et journaux relatifs à l'agri- ^{D'acheter} culture pour l'usage de leurs membres; ^{des livres,}
2. Provoquer et favoriser des essais de culture, d'engrais, de ^{etc. ;} machines et d'instruments d'agriculture perfectionnés; encour- ^{De provoquer} rager l'étude des meilleures méthodes pour l'alimentation du ^{essais de} bétail, la production du lait, la fabrication du beurre et du ^{culture, etc.} fromage et l'assainissement et le drainage des terres. S. R. Q., 1675g; 56 V., c. 20, s. 10.

1866. Tout cercle agricole peut faire vendre par encan ou ^{Pouvoir des} autrement, par une personne non porteur d'une licence, et sans ^{cercles de} paiement des droits exigés par la loi, des animaux de race ^{faire vendre} améliorée, pourvu que les acheteurs s'engagent à les garder, ^{animaux de} dans la circonscription territoriale du cercle, pendant le temps ^{race amé-} et moyennant les conditions que le cercle fixe. S. R. Q., ^{orée à l'en-} 1675h; 56 V., c. 20, s. 10. ^{can sans} ^{droits.}

§ 5.—*Des fonds des cercles*

1867. Les fonds des cercles, provenant de la souscription ^{Fonds sont} des membres et des allocations publiques, ne doivent être dé- ^{dépensés}

d'après cette section. pensés pour aucun objet incompatible avec les dispositions de la présente section. S. R. Q., 1675i ; 56 V., c. 20, s. 10.

Dépenses pour rafraîchissements, etc., prohibées. **1868.** Tels fonds des cercles ne peuvent être employés pour fins de rafraîchissements, de banquets et de réceptions ou autres dépenses semblables. S. R. Q., 1675j ; 56 V., c. 20, s. 10.

§ 6.—*De l'organisation des expositions et des concours des cercles*

Organisation d'expositions et de concours. **1869.** Chaque cercle, union de cercles ou de sociétés et cercles, établie comme ci-dessus mentionné, peut tenir de temps à autre, une exposition d'animaux, de produits agricoles et autres objets, se rapportant à l'agriculture, de produits de l'industrie domestique et de l'industrie manufacturière et d'œuvres d'art, et organiser aussi un concours pour les terres les mieux cultivées, suivant le programme prescrit par le conseil d'agriculture.

Le conseil, etc., peut donner certains ordres. Le conseil d'agriculture ou le ministre peut, néanmoins, ordonner ou permettre à tels cercles de faire ce qu'ils jugeront le plus avantageux pour promouvoir les intérêts de l'agriculture. S. R. Q., 1675k ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

Prix aux expositions. **1870.** Il est accordé des prix aux expositions pour les meilleurs produits agricoles et industriels exposés, et pour les animaux de ferme supérieurs par leurs qualités économiques ou autres, de la manière prescrite par les officiers et directeurs de chaque cercle, après qu'avis en a été affiché. S. R. Q., 1675l ; 56 V., c. 20, s. 10.

Application de certains articles. **1871.** Les articles 1829, 1830 et 1831 sont applicables aux expositions et aux concours organisés par les cercles. S. R. Q., 1675m ; 56 V., c. 20, s. 10.

§ 7.—*Des assemblées des cercles et de l'élection des directeurs*

Assemblée annuelle. **1872.** Une assemblée générale annuelle des membres de chaque cercle doit avoir lieu le deuxième mercredi de décembre, et, dans les circonscriptions territoriales où il n'y a point de cercle, une assemblée pour la formation d'un cercle peut avoir lieu le même jour. S. R. Q., 1675n ; 56 V., c. 20, s. 10.

Comment elle est convoquée. **1873.** Cette assemblée est convoquée par affiches ou criées aux portes des églises, ou en un autre lieu public dans la circonscription territoriale du cercle organisé ou projeté, au moins huit jours d'avance, par ordre du président du cercle, et, en son absence, du vice-président, et, dans les circonscriptions où un cercle n'est pas encore organisé, par ordre du maire ou d'un conseiller d'une municipalité.

Celui qui a ainsi convoqué l'assemblée a le droit de la présider jusqu'à l'élection du président. S. R. Q., 1675o; 56 V., c. 20, s. 10.

1874. A cette assemblée, le cercle élit sept directeurs qui Election des doivent être choisis parmi les membres du cercle. S. R. Q., directeurs. 1675p; 56 V., c. 20, s. 10.

1875. A sa première assemblée qui suit l'assemblée générale annuelle, ou le jour même de l'assemblée annuelle si tous les directeurs sont présents, le bureau de direction élit un président et un vice-président choisis parmi les directeurs, et un secrétaire-trésorier qui doit être pris en dehors du bureau de direction et qui, après son élection, ne fait pas partie de ce bureau. S. R. Q., 1675q; 56 V., c. 20, s. 10. Election des officiers.

1876. L'assemblée pour la formation d'un cercle ou pour l'élection des directeurs d'un cercle nouvellement organisé peut avoir lieu en tout temps, après avis publié en la manière indiquée dans l'article 1873 ; mais nul cercle n'a droit à une part de l'allocation pour l'année pendant laquelle il a été organisé, à moins que l'organisation et l'élection des directeurs n'aient eu lieu avant le premier jour de mai de telle année. S. R. Q., 1675r; 56 V., c. 20, s. 10. Assemblée pour la formation des cercles. Cercles non organisés, etc., avant le 1er mai.

1877. Les officiers et directeurs de chaque cercle exercent, pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle, et jusqu'à l'élection de leurs successeurs, tous les pouvoirs conférés au cercle par la présente section. Pouvoirs des officiers.

Les vacances qui surviennent d'une élection à l'autre parmi les officiers et les directeurs, sont remplies par le bureau de direction. S. R. Q., 1675s; 56 V., c. 20, s. 10. Vacances.

1878. Ils tiennent leurs assemblées conformément à l'ajournement ou à la notification par écrit donnée à chacun d'eux par ordre du président, ou, en son absence, par ordre du vice-président ou du président *pro tempore*, trois jours au moins avant le jour fixé pour la tenue de telles assemblées. S. R. Q., 1675t; 56 V., c. 20, s. 10. Convocation des assemblées, etc.

1879. A toute assemblée quatre membres du bureau de direction forment quorum. S. R. Q., 1675u; 56 V., c. 20, s. 10. Quorum.

1880. Les officiers et directeurs ont plein pouvoir de faire, à toute assemblée, des règlements pour la régie du cercle et de les modifier ou abroger, pourvu que ces règlements soient en harmonie avec ceux publiés par le conseil d'agriculture et soient soumis dans chaque cas à l'approbation du ministre. S. R. Q., 1675v; 56 V., c. 20, s. 10; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16. Pouvoir de faire des règlements.

Assemblée
avec confé-
rences.

1881. Les directeurs doivent convoquer, chaque année, une assemblée générale des membres de ce cercle à laquelle sont données des conférences sur l'agriculture.

Public.
Allocation
supprimée.

Aux conférences qui sont ainsi données, le public est admis.

Le défaut de tenir cette assemblée peut entraîner la suppression de l'allocation provinciale.

Rapport de
l'assemblée
au ministre.

Dans les quinze jours qui suivent toute telle assemblée, le président et le secrétaire signent et transmettent au ministre un rapport indiquant la date de l'assemblée, le nom du ou des conférenciers, les sujets traités et le nombre approximatif des personnes présentes. S. R. Q., 1675w ; 5 Ed. VII, c. 18, s. 1.

Rapport à
faire à l'as-
semblée an-
nuelle.

1882. Les directeurs doivent rédiger et présenter à l'assemblée annuelle un rapport détaillé de leurs opérations durant l'année expirante, indiquant les noms de tous les membres du cercle, le montant souscrit et payé par chacun d'eux, les noms de toutes les personnes auxquelles des prix ont été décernés, le montant de ces prix et le nom de l'objet ou de la pièce de bétail pour lequel le prix a été décerné, le nombre et la date des assemblées générales, le nom du ou des conférenciers, les sujets traités et le nombre approximatif des personnes présentes, avec telles autres remarques sur l'agriculture du comté et les améliorations qui y ont été introduites ou peuvent l'être, que le bureau de direction est en état d'offrir. S. R. Q., 1675x ; 56 V., c. 20, s. 10.

Etat détaillé.

1883. Ils présentent de plus, à l'assemblée, un état détaillé des recettes et déboursés du cercle pour l'année. S. R. Q., 1675y ; 56 V., c. 23, s. 10.

Copie des
rapport et
état fournie
au ministre.

1884. Ces rapport et état, une fois approuvés par l'assemblée, sont inscrits dans le journal du cercle tenu à cette fin, et sont signés par le président ou le vice-président, comme étant une entrée fidèle et correcte ; et copie d'icelle certifiée par le président, le vice-président ou le secrétaire pour le temps d'alors est transmise au ministre le ou avant le premier jour de janvier suivant. S. R. Q., 1675z ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 8.—Dispositions diverses

Programme
des opéra-
tions fourni
au ministre.

1885. Afin de rendre plus efficace le contrôle que doivent exercer le conseil d'agriculture et le ministre sur les cercles, le bureau de direction de chacun d'eux est tenu d'adopter, le ou avant le premier février de chaque année, un programme d'opérations pour l'année, et de le transmettre au ministre.

Nul salaire
n'est payé.

Nulle partie des deniers appartenant à un cercle ne doit être employée au paiement d'aucun salaire ou d'aucune allocation, mais il peut être alloué au secrétaire-trésorier une somme n'excédant pas sept pour cent sur tous les deniers dépensés par ce

cercle, en vertu de la présente section, aux lieu et place de tout salaire et toute allocation pour papeterie et autres dépenses contingentes. S. R. Q., 1675aa ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1886. Les cercles sont tenus, sous peine de suspension et même de suppression de l'allocation provinciale établie en leur faveur, de se conformer à tout ce que décide le ministre et qui n'est pas incompatible avec les règlements adoptés par le conseil d'agriculture, concernant leur rapport, leur état de comptes et leur programme d'opérations. Cercles sujets aux règlements du ministre.

Le programme des opérations de chaque cercle, une fois adopté avec ou sans modification par le ministre, ne peut être changé sans son autorisation. S. R. Q., 1675bb ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Changement du programme des opérations.

1887. Chaque fois que le président d'un cercle en est requis par écrit par au moins dix membres, il doit convoquer une assemblée générale des membres du cercle, en spécifiant dans l'avis de convocation l'objet de l'assemblée ; et il ne doit être question à cette assemblée de rien autre chose que de l'objet pour lequel elle a été convoquée. S. R. Q., 1675cc ; 56 V., c. 20, s. 10. Convocation des assemblées générales. Sujet de discussion.

1888. Les officiers et directeurs des cercles doivent répondre aux demandes, et donner les renseignements que le conseil d'agriculture ou le ministre peut requérir de temps à autre, par lettre, circulaire ou autrement, concernant les intérêts ou l'état de l'agriculture dans leur circonscription territoriale, et doivent suivre généralement les règlements du conseil et les recommandations du ministre. S. R. Q., 1675dd ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Cercles donnent les informations requises par le conseil ou le ministre.

1889. Le secrétaire-trésorier de chaque cercle est responsable envers le cercle de tous les deniers qu'il a perçus en cette qualité, et est tenu de lui fournir un cautionnement au montant de quatre cents piastres, à la satisfaction du président et du vice-président de tel cercle. Responsabilité et cautionnement du secrétaire-trésorier.

Il ne peut retirer aucun argent du ministre, sans lui avoir préalablement transmis copie du cautionnement. Copie du cautionnement.

Le cautionnement du secrétaire-trésorier doit être renouvelé chaque fois que requis par le cercle, et être fait d'après la formule B. S. R. Q., 1675ee ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Renouvellement du cautionnement.

1890. Les contestations d'élection des officiers des cercles doivent être soumises au ministre, qui les décide sans appel. Décision des contestations d'élection.

Le ministre a droit d'ordonner de nouvelles élections chaque fois qu'il juge à propos d'annuler les élections contestées, de Nouvelles élections.

prescrire la date, le mode et le lieu de convocation de l'assemblée générale des membres, et de régler tous les détails de ces nouvelles élections. S. R. Q., 1675ff; 56 V., c. 20, s. 10; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Différends
entre diver-
ses associa-
tions.

1891. Tous les différends, au sujet de quelque matière relative à ces sociétés ou cercles, soulevés entre les cercles ou entre les cercles et les sociétés ou entre les membres et officiers d'un cercle, qui ne peuvent être réglés par eux, sont également soumis à la décision du ministre, laquelle est finale. S. R. Q., 1675gg; 56 V., c. 20, s. 10; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Assignation
des témoins
et amendes.

1892. Dans les cas de contestations et de différends prévus par les articles 1890 et 1891, le ministre a le pouvoir d'assigner des témoins de part et d'autre, et de leur imposer une amende en cas de défaut de comparaître; de condamner aux frais la partie en défaut et d'en certifier le montant, qui est recouvrable par action devant tout tribunal compétent.

Recouvre-
ment des
amendes.
Dépôt par le
requérant.

Cette amende est recouvrable devant tout juge de paix, et doit retourner au cercle partie à telle contestation.

La partie requérante, plaignante ou demanderesse doit, avec sa requête, plainte ou demande, déposer entre les mains du secrétaire du département de l'Agriculture une somme de cinquante piastres, comme garantie des frais; faute de tel dépôt, nulle requête, plainte ou demande de cette nature n'est recevable. S. R. Q., 1675hh; 56 V., c. 20, s. 10; 60 V., c. 22, s. 26; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Allocation
aux cercles.

1893. Chaque cercle a droit à une allocation annuelle de cinquante centins par membre, prise sur la somme de cinquante-cinq mille piastres affectée par l'article 1851 au paiement des allocations aux sociétés d'agriculture, ou sur tout autre crédit voté pour cet objet, et tout membre a, de plus, droit de recevoir le *Journal d'Agriculture et d'Horticulture*.

Maximum et
minimum de
l'allocation.

Néanmoins, aucun cercle ne doit recevoir annuellement, moins de vingt-cinq piastres ni plus de cinquante piastres, outre le *Journal d'Agriculture et d'Horticulture*. S. R. Q., 1675ii; 61 V., c. 17, s. 4; 9 Ed. VII, c. 28, s. 3.

Conditions
du paiement.

1894. Il ne doit être fait aucune allocation à un cercle à moins que trente piastres n'aient été souscrites et payées à son trésorier par au moins vingt-cinq membres. S. R. Q., 1675kk; 56 V., c. 20, s. 10.

Paiement de
l'allocation
annuelle.

1895. Cette allocation est due et payable à chaque cercle aussitôt que son rapport, son état de comptes et son programme d'opérations ont reçu l'approbation du ministre, et que le président et le secrétaire-trésorier ou autre officier du cercle ont transmis au ministre un affidavit en la forme men-

tionnée en la formule C, attesté sous serment devant un juge de paix, indiquant les membres qui font alors partie de la société dont les souscriptions pour l'année courante ont été payées et sont entre les mains du trésorier.

Cet affidavit doit être transmis par lettre recommandée au département de l'Agriculture, le ou avant le premier septembre de chaque année, et, s'il n'est pas transmis à cette date ou dans les trente jours suivants, l'octroi pour telle année peut être supprimé; mais il est du devoir du secrétaire du conseil d'agriculture de donner avis, le premier juillet de chaque année, à chaque cercle, par lettre recommandée et adressée au secrétaire-trésorier de chaque tel cercle, que son octroi pour l'année sera supprimé si l'affidavit requis par le présent article n'est pas transmis par lettre recommandée au dit département ainsi que statué. S. R. Q., 1675ll ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 60 V., c. 22 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1896. L'allocation publique à laquelle les cercles agricoles ont respectivement droit leur est payée sur l'ordre du ministre. S. R. Q., 1675nn ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 61 V., c. 17, s. 7 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1897. Le ministre peut appliquer, en tout ou en partie, les octrois d'un ou de plusieurs cercles organisés dans une division territoriale où il existe une société d'agriculture au paiement des dettes dues par cette société, au moment de son ou de leur organisation. S. R. Q., 1675oo ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

1898. Toute municipalité constituée en corporation par charte spéciale ou autrement peut octroyer des deniers ou des terres pour venir en aide à un cercle agricole. S. R. Q., 1675pp ; 56 V., c. 20, s. 10.

1899. Si un cercle néglige, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la présente section, le ministre peut le déclarer dissous, réaliser ses biens et en employer le produit à payer les dettes de ce cercle et se servir de l'excédent de l'actif sur le passif pour encourager des institutions agricoles et favoriser les intérêts généraux de l'agriculture dans le comté où ce cercle existait. S. R. Q., 1675qq ; 56 V., c. 20, s. 10 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

FORMULES

A.—(*Article 1861*)*Déclaration de société*

Nous, soussignés, convenons de nous former en un cercle, en vertu des dispositions de la loi relative à l'agriculture qui sera appelé "cercle agricole de la paroisse (ou de la municipalité, suivant le cas) ; nous promettons respectivement par les présentes, de payer au trésorier annuellement, tant que nous continuerons d'être membres du dit cercle, la somme inscrite en regard de nos noms respectifs, et nous promettons, de plus, de nous conformer aux statuts et règlements du cercle.

Noms	\$	cts

S. R. Q., 1675qq, cédule D ; 56 V., c. 20, s. 10.

B. — (*Article 1889*)*Cautionnement*

PROVINCE DE QUÉBEC.

Nous, _____, résidant
dans _____ et _____
_____, résidant dans _____
cautions de _____, secrétaire-trésorier du
cercle agricole de _____, reconnaissons respec-
tivement devoir au dit cercle agricole, ce acceptant par le pré-
sident et le vice-président d'icelui, la somme de quatre cents
piastres, pour l'usage et profit du dit cercle ;

Et, par les présentes, nous nous obligeons conjointement et solidairement, nos hoirs et ayants cause, l'un de nousseul pour le tout, sans division ni discussion, au paiement fidèle et entier de la somme ci-dessus mentionnée en conformité de l'article 1889 des Statuts refondus de Québec, 1909.

Le présent cautionnement est fait sous la condition suivante, savoir :—

Advenant que le dit
remplisse et exécute bien et fidèlement tous les devoirs et obligations qui lui sont imposés en sa qualité de secrétaire-trésorier du cercle agricole de
et qu'il emploie les deniers mis entre ses mains pour les fins et d'après la manière indiquées par le bureau de direction du dit cercle et conformément à la loi, et qu'il rende un compte fidèle et honnête des dits deniers et de ses opérations comme tel secrétaire-trésorier,—alors, le présent cautionnement sera nul et de nul effet ; mais, dans le cas contraire, il demeurera en pleine force et vigueur pour les fins de l'article 1889 des Statuts refondus de Québec, 1909.

FAIT ET ATTESTÉ à	,	} (Signature)	Caution.
ce	jour		
de	19 .		“
			Caution.

Accepté par	(Signature)	}	Président du cercle agricole
			de
			Vice-président

S. R. Q., 1675qq, cédule E ; 56 V., c. 20, s. 10.

C.—(Article 1895)

Liste et certificat de souscription

Cercle agricole de

Je, soussigné, président (vice-président ou secrétaire-trésorier) du cercle agricole de déclare sous serment que :

(Donner ici le nom de tous les membres du cercle, leur occupation, leur adresse postale et la somme payée par chacun d'eux en regard de leurs noms respectifs)

membres du cercle, ont payé leurs souscriptions pour la présente année ; que cette somme se compose d'espèces et de billets de banque ayant cours en cette province, et non en billets

ou autres valeurs ; que sur cette somme jusqu'à ce jour, celle de _____ a été payée à l'acquit d'obligations de ce cercle et qu'il y a maintenant en mains la somme de _____ étant le produit des dites souscriptions, disponible conformément à la loi.

De plus, je déclare que le secrétaire-trésorier de ce cercle a donné un cautionnement au montant de quatre cents piastres, souscrit par (*noms, profession, résidence*), qui sont amplement solvables pour ce montant ; copie duquel cautionnement est annexée aux présentes.

(Signature)

*Président (vice-président ou
sec.-trésorier).*

Assermenté devant moi, ce
jour d _____,
mil neuf cent _____,
E. F.,
Juge de paix.

S. R. Q., 1675qq, cédule F ; 57 V., c. 18, s. 2.

SECTION VIII

DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES DE CERCLES AGRICOLES

Sociétés co-
opératives
comment
formées.

1900. Les cercles agricoles d'un comté ou de toute division territoriale créée pour les fins de l'établissement des sociétés d'agriculture, peuvent former ensemble une société coopérative, en adoptant, soit collectivement ou dans chaque association, des résolutions à cet effet qu'ils transmettent au ministre de l'agriculture.

Nom et pou-
voirs.

Si le ministre approuve leur organisation en société, il en donne avis dans la *Gazette officielle de Québec*, et dès lors ces cercles deviennent une corporation légale sous le nom de "Société coopérative des cercles agricoles de (*indiquer le nom du comté ou de la division territoriale*)", avec tous les pouvoirs inhérents aux sociétés d'agriculture de comté.

Consente-
ment de la
société d'a-
griculture,
requis.

Dans tout comté ou division territoriale où il existe une société d'agriculture, la société coopérative ne peut être formée sans le consentement du bureau de direction de cette société.

Après la formation de la société coopérative, les cercles continuent à jouir respectivement de leurs droits et privilèges et à avoir une existence distincte. S. R. Q., 1675rr; 57 V., c. 19, s. 2; 1 Ed. VII, c. 8, ss. 15, 16.

Cercles continuent d'avoir une existence distincte.

1901. Tout cercle formé dans un comté après la constitution d'une société coopérative de cercles fait partie de cette société. S. R. Q., 1675ss; 57 V., c. 19, s. 2.

Cercle formé subséquemment.

1902. Le bureau de direction de la société est composé de tous les présidents et vice-présidents des cercles agricoles du comté ou de la division territoriale, lesquels, à leur première assemblée annuelle, fixée au quatrième mercredi de décembre ou, si ce jour n'est pas juridique au jour juridique suivant, élisent un président et un vice-président et font choix d'un secrétaire-trésorier.

Formation du bureau de direction des sociétés coopératives, etc.

La première assemblée des directeurs d'une société coopérative de cercles peut avoir lieu en tout autre temps si elle n'a pas eu lieu à la date ci-dessus fixée, après avis donné par un directeur de cercle, lequel est désigné par le ministre et préside l'assemblée jusqu'à l'élection du président de la nouvelle société. S. R. Q., 1675tt; 57 V., c. 19, s. 2; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Première assemblée des directeurs.

1903. Ce bureau doit faire rapport, dans les quinze jours de l'élection, au ministre, du résultat de l'élection, et il doit aussi lui soumettre son programme d'opérations pour approbation. S. R. Q., 1675uu; 57 V., c. 19, s. 2; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Rapport et état à fournir.

1904. La société coopérative ne reçoit pas d'allocation du gouvernement.

Allocations et paiement d'icelles.

Les cercles touchent la moitié de l'allocation à laquelle ils ont droit de la manière et au temps prescrits par la section septième du présent chapitre (articles 1859-1899.)

L'autre moitié leur est payée aussitôt après la réception, par le ministre, d'un certificat signé par le secrétaire du conseil d'agriculture attestant que la société s'est conformée à la loi et aux règlements du conseil d'agriculture. S. R. Q., 1675vv; 57 V., c. 19, s. 2; 61 V., c. 17, s. 8; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1905. Chaque cercle est tenu de verser, tous les ans, au fonds commun de sa société, la partie d'allocation mentionnée dans le dernier alinéa de l'article 1904 aussitôt après l'avoir reçue, et, en même temps, la moitié des souscriptions payées par ses membres. S. R. Q., 1675ww; 57 V., c. 19, s. 2; 61 V., c. 17, s. 9.

Sommes payables par les cercles à la société coopérative.

1906. Aucune société d'agriculture ne peut se former dans un comté où il existe une société de cercles; et toute

Aucune société d'agriculture ne

peut se former dans certains comtés. société d'agriculture qui y existe est dissoute du jour de la publication dans la *Gazette officielle de Québec* de l'avis de formation de la société coopérative. S. R. Q., 1675xx ; 57 V., c. 19, s. 2.

Actif et passif des sociétés d'agriculture dissoutes. **1907.** S'il existe une société d'agriculture au moment de la formation de la société coopérative, cette dernière est tenue au paiement des dettes de l'ancienne société, et s'approprie l'actif que la société préexistante a laissé ; mais elle est tenue de rembourser aux membres de la société d'agriculture les souscriptions payées par eux pour l'année courante, si la dissolution de la société d'agriculture a lieu avant que cette dernière ait touché l'octroi du gouvernement pour telle année. S. R. Q., 1675yy ; 57 V., c. 19, s. 2.

Expositions. **1908.** Les cercles constitués en société coopérative ne peuvent tenir d'exposition, mais ils peuvent s'unir à la société coopérative pour cet objet ; cette dernière, cependant, ne peut tenir d'exposition que tous les deux ans. S. R. Q., 1675zz ; 57 V., c. 19, s. 2.

Partage des fonds des sociétés coopératives. **1909.** La société peut partager ses fonds, en tout ou en partie, entre les cercles qui la composent, et faire avec eux tels arrangements qu'ils jugent à propos, pourvu que ce partage et ces arrangements soient approuvés par le ministre. S. R. Q., 1675aaa ; 57 V., c. 19, s. 2 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Dissolution des sociétés coopératives. **1910.** Après cinq ans d'existence, cette société peut, en tout temps, être dissoute par le ministre sur requête de la majorité des cercles qui la composent.

Liquidation des sociétés dissoutes. S'il ordonne la dissolution, le ministre peut prendre possession des biens de la société dissoute, les réaliser, payer les dettes, tant à même le produit de ces biens que sur les octrois aux cercles du comté, et, s'il y a un surplus, le distribuer aux institutions agricoles du même comté ou de la même division territoriale. S. R. Q., 1675bbb ; 57 V., c. 19, s. 2 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Cercles n'ayant pas le nombre de membres requis, etc. **1911.** Tout cercle faisant partie d'une société et n'ayant pas le montant de souscriptions et le nombre de membres exigés par la loi, peut néanmoins continuer à exister et à toucher l'octroi pourvu qu'il ait au moins quinze membres et quinze piastres de souscription. S. R. Q., 1675ccc ; 57 V., c. 19, s. 2.

Lois applicables. **1912.** Toutes les dispositions des présents Statuts refondus relatives aux cercles et aux sociétés d'agriculture s'appliquent aux sociétés de cercles et aux cercles qui les composent, en autant qu'elles sont compatibles avec la présente section. S. R. Q., 1675ddd ; 57 V., c. 19, s. 2.

SECTION IX

DES SYNDICATS D'ÉLEVAGE

1913. Des sociétés peuvent se former, sous le nom de Formation syndicates d'élevage, en vertu de la présente section. S. R. de syndicats d'élevage. Q., 1675eee ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1914. Chaque syndicat est de la nature d'une société par Caractère du actions, la responsabilité de ses membres ou actionnaires étant syndicat et limitée au montant de leurs mises respectives. S. R. Q., responsabilité des membres. 1675fff ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1915. Le syndicat est désigné sous le nom de "syndicat Nom du syndicat d'élevage" en y ajoutant le titre distinctif que ses fondateurs choisissent, pourvu que, dans l'ensemble, tel nom ne puisse être confondu avec celui d'une autre société existante. S. R. Q., 1675ggg ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1916. Le syndicat a pour but l'élevage et l'amélioration Objets du syndicat. des animaux de ferme ; il peut acheter, louer, élever, vendre des animaux de race pure, accorder des primes de conservation aux propriétaires d'animaux reproducteurs aux conditions imposées par le bureau de direction, et acheter tous produits et instruments relatifs à l'élevage, à l'alimentation et à l'hygiène du bétail. S. R. Q., 1675hhh ; 8 Ed. VII, c. 27, s. 1.

1917. Les cercles agricoles et les sociétés d'agriculture Sociétés qui peuvent, avec la permission du ministre de l'agriculture, peuvent prendre des actions dans tel syndicat. S. R. Q., 1675iii ; 6 actions dans Ed. VII, c. 20, s. 1. syndicat.

1918. Il faut au moins dix associés pour former un syn-Nombre dicat en vertu de la présente section. S. R. Q., 1675jjj ; d'associés requis. 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1919. Le montant de chaque action est de dix piastres, Montant des payable par versements annuels de deux piastres, le premier le actions et jour de l'inscription du sociétaire et les autres, d'année en leur paiement. année, à la même date. Il est toujours permis à un sociétaire de se libérer par anticipation. S. R. Q., 1675kkk ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1920. Le capital d'un syndicat est variable. S. R. Q., Capital du 1675lll ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1. syndicat.

1921. Les actions sont nominatives et transportables en Transfert remplissant les formalités prescrites par les règlements du des actions. syndicat. S. R. Q., 1675mmm ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

- Déclaration pour constituer le syndicat.** **1922.** Le syndicat est constituée par une déclaration conforme à la formule A et signée en double par les membres fondateurs devant deux témoins. L'un de ces doubles est transmis au ministre, lequel, s'il trouve à propos d'autoriser la formation de ce syndicat, fait publier sans délai dans la *Gazette officielle de Québec*, un avis selon la formule B, de la formation de tel syndicat ; et un avis, rédigé selon la formule C, est de suite envoyé au protonotaire du district et au registraire de la division d'enregistrement dans laquelle le syndicat est constitué. S. R. Q., 1675nnn ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.
- Dépôt des doubles de la déclaration.**
- De quelles personnes se compose le syndicat.** **1923.** Le syndicat se compose des personnes qui ont signé la déclaration mentionnée dans l'article 1922 et de toutes celles qui, par la suite, souscriront des actions de ce syndicat. S. R. Q., 1675ooo ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.
- Publication dans la Gazette officielle.** **1924.** A partir de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis ci-dessus, ce syndicat devient personne civile sous le nom qui lui est donné dans cet avis.
- Changement de nom.** Du consentement du bureau de direction, le ministre peut changer le nom du syndicat au moyen d'un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*.
- Pouvoir du syndicat.** Le syndicat a le pouvoir d'acquérir et de posséder des terrains, et peut les vendre, louer ou en disposer autrement, mais ne peut posséder plus de cinq cents acres à la fois. S. R. Q., 1675ppp ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.
- Vente d'animaux de race pure.** **1925.** Tout syndicat peut faire vendre à encan ou autrement, par toute personne licenciée ou non et sans paiement des droits exigés par la loi en pareille circonstance, des animaux de race pure enregistrés qui lui appartiennent, et ce, aux conditions fixées par le comité de direction. S. R. Q., 1675qqq ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.
- Animaux de race pure pour la reproduction.** **1926.** Le syndicat ne peut garder pour la reproduction que des animaux de race pure, enregistrés, et exempts de vices héréditaires. S. R. Q., 1675rrr ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.
- Primes de conservation.** **1927.** Le syndicat peut recevoir des primes de conservation des sociétés d'agriculture et des cercles agricoles, pour l'usage d'animaux reproducteurs, aux conditions à être arrêtées par écrit par les bureaux de direction de ces différentes corporations. S. R. Q., 1675sss ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.
- Bureau de direction.** **1928.** Le syndicat est administré par un bureau de direction composé de cinq directeurs.
- Quorum.** Trois d'entre eux forment un quorum.
- Durée du mandat des directeurs, etc.** Les directeurs exercent leur mandat pendant l'année qui suit immédiatement l'assemblée annuelle et jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

Ils tiennent leurs assemblées conformément à l'ajournement Assemblée des directeurs. ou à l'avis de convocation par écrit donné à chacun d'eux par ordre du président, ou, en son absence, du vice-président, ou de deux membres du bureau de direction, trois jours au moins avant le jour fixé pour la tenue de telles assemblées. Cet avis Avis à cet effet. peut être donné par lettre recommandée à l'adresse de chaque directeur et déposée au bureau de poste du siège d'affaires du syndicat au moins trois jours avant les assemblées.

Les directeurs ont plein pouvoir de faire, à toute assemblée, Pouvoir de faire des règlements. des règlements pour la régie du syndicat et de les modifier ou abroger, pourvu que ces règlements ne viennent pas en conflit avec ceux adoptés aux assemblées générales des actionnaires du syndicat. S. R. Q., 1675ttt ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1929. 1. Le bureau de direction, en conformité des dispositions de la présente section et des règlements du syndicat, délibère, transige et statue sur tout ce qui a trait aux intérêts du syndicat, et notamment, peut : Pouvoirs généraux du bureau de direction.

a. Régler les conditions particulières de tout contrat en veillant spécialement à ce que les intérêts du syndicat soient sauvegardés ;

b. Emprunter des fonds ;

c. Acquérir des meubles, animaux et immeubles et les revendre ;

d. Autoriser toute procédure légale et judiciaire.

2. Le montant total des sommes empruntées par un syndicat ne doit jamais excéder le montant des actions souscrites. Limite du pouvoir d'emprunt. S. R. Q., 1675uuu ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1930. Le bureau de direction choisit annuellement, parmi ses membres, à sa première séance qui suit l'assemblée générale annuelle, un président et un vice-président. Officiers du bureau de direction.

Le président et le vice-président du bureau de direction sont en même temps président et vice-président du syndicat. Président, etc., du syndicat.

Le bureau de direction nomme un secrétaire-trésorier et un auditeur, et fixe leur rétribution. S. R. Q., 1675vvv ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1. Sec.-trés. et auditeur.

1931. Le président ou, à son défaut, le vice-président d'une société d'agriculture et d'un cercle agricole qui sont actionnaires, peuvent représenter ces associations aux assemblées générales des actionnaires du syndicat, et voter au nom des associations dont ils sont respectivement les représentants. Certains officiers représentent des sociétés d'agriculture, et votent en leur nom. S. R. Q., 1675zzz ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1932. Les fonctions des membres du bureau de direction sont gratuites. S. R. Q., 1675yyy ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1. Gratuité de certaines fonctions.

Vacance
dans le bu-
reau de
direction.

1933. En cas de vacance dans le bureau de direction, les membres restant doivent remplir cette vacance pour le reste du terme. S. R. Q., 1675zzz ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

Directeur
d'un cercle
agri. peut
être direc-
teur du
syndicat.

1934. Tout directeur d'un cercle agricole ou d'une société d'agriculture, sociétaires, peut être nommé directeur du syndicat, et il peut continuer à remplir cette charge jusqu'à l'élection de son successeur, même s'il cesse d'être directeur du cercle agricole ou de la société d'agriculture. S. R. Q., 1675aaaa ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

Assemblée
générale
annuelle.

1935. 1. L'assemblée générale se compose de tous les sociétaires et elle nomme les directeurs et un auditeur.

Une assemblée générale doit être tenue chaque année le deuxième mercredi de janvier, à dix heures du matin, à un endroit qui est indiqué par les directeurs.

Première
assemblée.

La première assemblée peut être convoquée en tout temps par deux sociétaires au moyen d'un avis déposé au bureau de poste du siège d'affaires du syndicat, sous enveloppe cachetée et recommandée, à l'adresse de chaque sociétaire, au moins huit jours avant la dite assemblée. Les premiers directeurs et un auditeur sont nommés à cette assemblée.

Convocation
des assem-
blées.

2. Les assemblées générales sont ensuite convoquées par le président ou, à son défaut par le vice-président, au moyen d'un avis adressé à chaque sociétaire par lettre recommandée au moins huit jours d'avance. S. R. Q., 1675bbbb ; 8 Ed. VII, c. 27, s. 2.

Comment
sont prises
les décisions.

1936. L'assemblée générale rend ses décisions à la simple majorité des voix ; en cas de parité, la voix du président est prépondérante. Les actionnaires ont un vote par chaque action qu'ils possèdent.

L'ass. gén.
peut faire
règlements.

L'assemblée générale peut faire des règlements pour l'administration générale du syndicat et tous autres règlements nécessaires, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires aux lois de cette province. S. R. Q., 1675cccc ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

Tenue des
comptes.

1937. Les comptes du syndicat sont tenus par le secrétaire-trésorier sous le contrôle du bureau de direction et sont vérifiés par l'auditeur.

Redditions
de comptes.

Les comptes du syndicat sont arrêtés tous les ans au trente et un décembre.

Etat des
affaires du
syndicat.

Après la clôture de l'exercice et pendant la première semaine de janvier, un état des affaires du syndicat est préparé en double par le secrétaire-trésorier, dûment attesté, et un double en est transmis au ministre. S. R. Q., 1675dddd ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1938. Cet état doit être approuvé par l'auditeur et con- Contenu du compte rendu et appro-
tenir : bation.

a. La liste des sociétaires existant au trente et un décembre, le nombre d'actions souscrites et le montant payé par chaque actionnaire ;

b. Un état succinct de l'actif et du passif du syndicat ;

c. Un état des opérations de l'année avec indication des profits et pertes ;

d. Tous autres renseignements exigés à cette fin par les règlements du syndicat. S. R. Q., 1675eeee ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1939. L'assemblée générale, se basant sur ce compte Répartition
rendu, détermine le montant des bénéfices dont elle fait la des bénéfices.
répartition.

Le syndicat peut avoir un fonds de réserve égal au capital Fonds de
souscrit. Tant que le syndicat n'a pas ce fonds de réserve, réserve.
le total des dividendes répartis annuellement ne doit pas excéder six pour cent sur le capital payé. S. R. Q., 1675fff ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1940. Tous contrats, billets, chèques, mandats ou docu- Documents,
ments liant le syndicat, doivent être signés par le président par qui
ou le vice-président et par le secrétaire-trésorier dûment auto- signés.
risé par le bureau de direction. S. R. Q., 1675ggg ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1941. Les biens du syndicat sont exempts de toutes Exemption
taxes du gouvernement. S. R. Q., 1675hhh ; 6 Ed. VII, c. de taxe.
20, s. 1.

1942. Si un syndicat cesse pendant deux ans de posséder Dissolution
des animaux pour la reproduction et de se conformer aux du syndicat
exigences de la présente section, le ministre peut, sur la de- et liquida-
mande du bureau de direction, le déclarer dissous, réaliser ses tion.
biens, en employer le produit à payer les dettes du syndicat et diviser le reliquat de l'actif sur le passif entre les sociétaires au prorata des actions souscrites et payées. S. R. Q., 1675iii ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

1943. Le secrétaire-trésorier de chaque syndicat est res- Responsabi-
ponsable envers le syndicat de tous les deniers qu'il a tou- lité et cau-
chés en cette qualité, et est tenu de lui fournir un cautionne- tionnement
ment au montant fixé par le bureau de direction, à la satisfac- du secrétaire-
tion du président et du vice-président. trésorier.

Le cautionnement doit être renouvelé, chaque fois que requis Renouvelle-
par le syndicat, et peut être fait d'après la formule D. S. R. Q., ment et for-
1675jjj ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1. me du cau-
tionnement.

FORMULES

A.—(Article 1922)

Déclaration de société

Les soussignés déclarent qu'ils deviennent membres d'un syndicat d'élevage à responsabilité limité, sous le nom de "Syndicat d'élevage de _____", avec sa principale place d'affaires à _____, dans le comté de _____, et qu'ils souscrivent le montant du capital respectivement indiqué en regard de leurs noms.

Daté à _____, ce _____ jour du mois de _____ mil neuf cent _____.

Témoins	Nom	Prénoms	Résidence	Occupation	Nombre d'actions de \$10 00

S. R. Q., 1675jjjj, formule A ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

B.—(Article 1922)

Avis de formation d'un syndicat d'élevage publié dans la Gazette officielle de Québec

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de _____ (ou selon le cas), sous le nom de "Syndicat d'élevage de _____".

(Signature)

Ministre de l'agriculture

S. R. Q., 1675jjjj, formule B ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

C.—(Article 1922)

Avis au protonotaire et au registraire

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté de _____ (ou selon le cas), sous le nom de "Syndicat d'élevage de _____", dont le principal bureau est situé dans la paroisse de _____.

(Signature)

Secrétaire.

S. R. Q., 1675jjjj, formule C ; 6 Ed. VII, c. 20, s. 1.

D.—(Article 1943)

Cautionnement du secrétaire-trésorier

PROVINCE DE QUÉBEC }

Nous
résidant dans la _____ de _____, et
résidant dans la _____ de _____,
cautions de _____, secrétaire-trésorier du
syndicat d'élevage de _____, reconnaissons respective-
ment devoir au dit syndicat d'élevage de _____, ce acceptant
par le président et le vice-président d'icelui, la somme de
_____ piastres, pour l'usage et profit du dit syndicat.

Et, par les présentes, nous nous obligeons conjointement et
solidairement, nos hoirs et ayants cause, l'un de nous seul
pour le tout, sans division ni discussion, au paiement fidèle
et entier de la somme ci-dessus mentionnée en conformité de
l'article 1943 des Statuts refondus de Québec, 1909.

Le présent cautionnement est fait sous la condition sui-
vante, savoir :

Advenant que le dit _____ remplisse et
exécute bien et fidèlement tous les devoirs et obligations qui
lui sont imposés en sa qualité de secrétaire-trésorier du syn-
dicat d'élevage de _____, dans le comté de _____,
et qu'il emploie les deniers mis entre ses mains pour les fins
et d'après la manière indiquée par le bureau de direction du
syndicat et conformément à la loi, et qu'il rende un compte
fidèle et honnête des dits deniers et de ses opérations comme
tel secrétaire-trésorier, alors, le présent cautionnement sera
nul et de nul effet ; mais, dans le cas contraire, il demeurera
en pleine force et vigueur pour les fins de l'article 1943 des
Statuts refondus de Québec, 1909.

Fait et attesté à	,)	(Signature)	Caution
ce jour			
de , 19	,)	"	Caution

Accepté par	(Signature)	Président du syndicat d'élevage de
	"	Vice-président du syndicat d'élevage de

SECTION X

DES SOCIÉTÉS D'HORTICULTURE

§ 1.—*De la formation de ces sociétés*

Formation
de sociétés
d'horticul-
ture.

1944. Vingt-cinq personnes au moins peuvent s'organiser et se constituer en société d'horticulture pour chaque cité, ville, village, canton ou paroisse, ou union de deux ou d'un plus grand nombre d'iceux, dans la province, en signant une déclaration suivant la formule A et en souscrivant une somme annuelle d'au moins quarante piastres au fonds d'icelle. S. R. Q., 1676.

Déclaration
pour cet
objet.

1945. Cette déclaration est faite en double, l'un de ces doubles devant être écrit et signé sur la ou les premières pages d'un livre qui doit être tenu par la société pour y enregistrer les minutes de ses délibérations pendant la première année de son existence, et l'autre devant être immédiatement transmis au ministre de l'agriculture, qui fait publier, aussitôt que possible après sa réception, avis de la formation de telle société dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 1677; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

A compter
de publica-
tion, la so-
ciété est une
corporation.

1946. A compter de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis de formation de toute telle société, elle devient corps politique et corporation pour les fins et intentions ci-après mentionnées, sous le nom qui lui est donné dans l'avis, et elle a tous les pouvoirs inhérents aux corporations.

Avis.

Cet avis est semblable à celui mentionné dans la déclaration transmise par la société. S. R. Q., 1678.

§ 2.—*Des pouvoirs de ces sociétés*

Pouvoir de
faire des rè-
glements.

1947. Toute société d'horticulture, constituée en vertu de la présente section, a le pouvoir de faire des règlements non contraires aux lois de cette province ou à la présente section, pour prescrire le mode d'admission des nouveaux membres, régler l'élection des officiers et en général l'administration de ses affaires et de ses propriétés. S. R. Q., 1679.

Assemblées
de la société.

1948. La société doit tenir une assemblée dans la première semaine du mois de février de chaque année, outre celles qui peuvent être prescrites et déterminées par ses règlements.

Election des
officiers.

A cette assemblée annuelle, elle élit un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier, et pas moins de trois ni plus de neuf directeurs. S. R. Q., 1680.

1949. Les officiers et directeurs doivent préparer et présenter à l'assemblée annuelle de la société un rapport de leurs opérations en la manière prescrite par la section sixième du chapitre septième du titre quatrième des présents Statuts refondus (articles 1792-1858) relativement aux sociétés d'agriculture de comté, et contenant des renseignements sur les mêmes chapitres, excepté en ce qui a rapport à l'agriculture, le but et la fin des sociétés d'horticulture étant les mêmes que ceux des sociétés d'agriculture, mais en ce qui a rapport à l'horticulture seulement, tel que ci-dessus mentionné. S. R. Q., 1681.

§ 3.—*De la société pomologique et fruitière de la province de Québec*

1950. Quarante personnes au moins peuvent s'organiser et se constituer en société pomologique et fruitière provinciale, en signant une déclaration suivant la formule B et en souscrivant une somme annuelle d'au moins quatre-vingts piastres au fonds d'icelle. S. R. Q., 1682a ; 56 V., c. 21, s. 1.

1951. Cette déclaration est faite en double, l'un écrit et signé dans un livre qui doit être conservé soigneusement par la société, et l'autre immédiatement transmis au ministre, qui fait publier, aussitôt que possible après sa réception, avis de la formation de telle société dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 1682b ; 56 V., c. 21, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

1952. A compter de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis de formation de telle société, elle devient corporation pour les fins et intentions ci-après mentionnées, sous le nom de " Société pomologique et fruitière de la province de Québec ". S. R. Q., 1682c ; 56 V., c. 21, s. 1.

1953. Cette société a le pouvoir de faire des règlements, non contraires aux lois de cette province ou au présent paragraphe, pour prescrire le mode d'admission des nouveaux membres, régler l'élection des officiers et en général l'administration de ses affaires et de ses propriétés. S. R. Q., 1682d ; 56 V., c. 21, s. 1.

1954. La société est tenue de convoquer ses membres en assemblée générale chaque année, une fois pendant l'hiver et une autre fois pendant l'été, dans des districts différents de la province, en vue d'y étudier les moyens propres à aider la pomologie et la culture des fruits dans cette province, et d'y exposer les variétés de fruits qu'elle recommande.

A l'assemblée d'hiver, elle élit un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier et pas moins de trois ni plus de neuf directeurs. S. R. Q., 1682e ; 56 V., c. 21, s. 1.

Rapport
annuel.

1955. Les officiers et directeurs doivent préparer et présenter à l'assemblée d'hiver de la société un rapport détaillé de leurs opérations, donnant le nom et l'adresse de ses membres, la somme souscrite et payée par chacun d'eux, ainsi que les observations de nature à aider la pomologie et la culture des fruits dans la province. S. R. Q., 1682/ ; 56 V., c. 21, s. 1.

Bureau prin-
cipal.

1956. Le siège des opérations de la société est désigné par le bureau de direction, à son assemblée d'hiver. S. R. Q., 1682g ; 56 V., c. 21, s. 1.

Octroi à la
société et
conditions
d'icelui.

1957. La société a droit à un octroi n'excédant pas cinquante piastres, à condition que ses concours soient ouverts à toute la province et qu'elle fasse un rapport annuel au ministre. S. R. Q., 1682h ; 57 V., c. 20, s. 2 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

FORMULES

A.—(Article 1944)

Déclaration de société pour une société d'horticulture

Nous soussignés, convenons de nous former en une société d'horticulture en vertu des dispositions de la loi relative à l'agriculture, qui sera appelée " la société d'horticulture de la cité, (ville, village, canton ou paroisse, selon le cas) ", et nous promettons respectivement, par les présentes, de payer au trésorier, annuellement, tant que nous continuerons d'être membres de la dite société, (*tout membre pouvant cesser d'en faire partie en par lui donnant avis par écrit de telle intention au secrétaire en tout temps avant l'assemblée annuelle,*) la somme inscrite en regard de nos noms respectifs ; et nous promettons de plus de nous conformer aux statuts et règlements de la société.

Noms	\$	cts

Nouv.

B. — (Article 1950)

Déclaration de société pour la société pomologique et fruitière de la province de Québec

Nous, soussignés, convenons de nous constituer en société sous l'empire des dispositions du paragraphe troisième de la section dixième du chapitre septième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, sous le nom de _____, notre principal siège d'affaires devant être à _____; et nous nous engageons par les présentes à payer respectivement et annuellement au secrétaire-trésorier, tant que nous serons membres de la société, les sommes inscrites vis-à-vis de nos noms, et nous nous engageons, de plus, à nous conformer aux règles et règlements de cette société.

Noms	\$	cts

S. R. Q., 1682h, cédula A ; 56 V., c. 21, s. 1.

SECTION XI

DE LA SOCIÉTÉ D'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

1958. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la formation, dans la province, d'une association, ayant pour but d'encourager l'amélioration de l'industrie du beurre et du fromage et de toutes les choses qui se rattachent à cette industrie, sous le nom de " Société d'industrie laitière de la province de Québec." S. R. Q., 1749.

Association pour encourager l'industrie du beurre et du fromage. Son nom.

1959. La société doit se composer d'au moins cinquante personnes, qui signent une déclaration suivant la formule A ; et chaque membre de la société souscrit et paye une somme annuelle d'au moins une piastre au fonds de la société.

Composition de la société.

Le ministre et le sous-ministre de l'agriculture sont *ex officio* membres de la société. S. R. Q., 1750 ; 6 Ed. VII, c. 22, s. 1.

Membres *ex officio*.

1960. Telle déclaration est faite en double, l'un devant être écrit et signé sur les premières pages d'un livre qui est en double.

Déclaration en double.

tenu par la société pour enregistrer les minutes de ses délibérations pendant la première année de son existence, et l'autre devant être immédiatement transmis au ministre, qui fait publier, aussitôt que possible après sa réception un avis de la formation de telle société dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 1751 ; 6 Ed. VII, c. 22, s. 1.

Pouvoirs
corporatifs.

1961. A compter de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis de la formation de la société, elle devient corporation pour les fins de la présente section, et peut posséder des biens-fonds pour une valeur n'excédant pas vingt mille piastres. S. R. Q., 1752.

Pouvoir de
faire des ré-
glements.

1962. La société a le pouvoir de faire des règlements pour prescrire le mode d'admission des nouveaux membres, régler l'élection des directeurs et l'engagement du secrétaire-trésorier et des autres officiers et employés de la dite société et en général l'administration de ses affaires et propriétés. S. R. Q., 1753 ; 6 Ed. VII, c. 22, s. 2.

Division de
la province
en divisions
régionales, et
syndicats
qui peuvent
y être for-
més.

1963. La société, dans le but d'obtenir une diffusion plus prompte et plus complète des meilleures méthodes à suivre pour la production du lait, la fabrication des produits laitiers, et en général l'avancement de l'industrie laitière, peut subdiviser la province en divisions régionales, dans lesquelles des syndicats, composés des propriétaires de fabrique de beurre et de fromage et autres établissements laitiers, peuvent être établis.

Règlements
qui régissent
ces syndi-
cats.

La formation et le fonctionnement de ces syndicats sont régis par les règlements passés par la société et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil ; et tels syndicats sont sous la direction et la surveillance de la société.

Subvention
qui peut
leur être
accordée.

A ces syndicats, le lieutenant-gouverneur en conseil peut accorder, à même le fonds consolidé du revenu, une subvention égale à la moitié des dépenses encourues pour le service d'inspection et d'enseignement organisé dans le syndicat, y compris le traitement d'inspecteurs, leurs frais de voyages et autres dépenses en relation directe avec tel service, mais ne devant pas excéder trois cents piastres pour chaque syndicat. Cette subvention peut être payée à l'inspecteur même du syndicat.

Primes d'en-
couragement.

Il est loisible au ministre d'accorder, en outre, à chaque inspecteur de syndicat une prime d'encouragement variant de vingt-cinq piastres à cent piastres. S. R. Q., 1753a ; 54 V., c. 20, s. 1 ; 63 V., c. 16, s. 1 ; 6 Ed. VII, c. 22, s. 3 ; 7 Ed. VII, c. 20, s. 1.

Nomination
des inspec-

1964. Les inspecteurs, y compris les inspecteurs généraux, et leurs assistants, sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, et doivent être des personnes expérimentées et être

munies de certificats de compétence du bureau d'examineurs mentionné en l'article 1966. teurs et leurs qualités.

Leurs devoirs sont de surveiller la production et la fourniture du lait, ainsi que la fabrication du beurre et du fromage, dans les établissements ainsi organisés dans tels syndicats, et ce, conformément aux règlements faits par la dite société, et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Leurs devoirs.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps, rescinder ou amender ces règlements. S. R. Q., 1753b ; 6 Ed. VII, c. 22, s. 4. Pouvoir du lt.-gouv. en conseil.

1965. Le traitement des inspecteurs généraux et de leurs assistants est payé par la société. Salaires des inspecteurs, etc.

Leurs devoirs sont déterminés par les règlements passés par la dite société et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Leurs devoirs.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps, rescinder ou amender ces règlements. S. R. Q., 1753c ; 6 Ed. VII, c. 22, s. 5. Pouvoir du lt.-gouv. en conseil.

1966. Un bureau d'examineurs peut être établi par la société, dans le but d'examiner les candidats à la charge d'inspecteur ; ce bureau peut accorder aux candidats des certificats d'aptitude avec indication du degré de succès obtenu ; sur le vu de ce certificat, le bureau de direction de la société peut accorder un permis ou un diplôme aux conditions et pour le temps qu'il juge convenables ; ces certificats, permis ou diplômes peuvent en tout temps être retirés ou révoqués par le bureau de direction, après avis donné par lettre recommandée aux intéressés sur demande à cet effet par l'un des inspecteurs généraux ou assistants inspecteurs généraux. Le fonctionnement de ce bureau, le mode d'examen et la délivrance des certificats, permis ou diplômes sont régis par les règlements passés à cette fin par la société et approuvés ou amendés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1753d ; 7 Ed. VII, c. 20, s. 2. Bureau d'examineurs. Fonctionnement d'icelui.

1967. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, d'accorder à la société la somme nécessaire à la direction et à la surveillance générale des syndicats, comprenant le traitement des inspecteurs généraux et de leurs assistants, ainsi qu'au maintien et au fonctionnement du bureau d'examineurs ci-dessus nommé, pourvu que cette somme ne dépasse pas huit mille piastres par année. Octroi à la société pour certaines fins.

Pour obtenir cette subvention, la société et les inspecteurs sont obligés de satisfaire aux conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil peut imposer, et de se conformer aux règlements qu'il peut faire à ce sujet. S. R. Q., 1753e ; 6 Ed. VII, c. 22, s. 7. Conditions de cet octroi.

- Certificats de compétence aux fabricants de beurre, etc.** **1968.** Le bureau d'examineurs établi en vertu de l'article 1966 peut également accorder aux fabricants de beurre ou de fromage, ou de beurre et de fromage, des certificats de compétence; sur le vu de ces certificats, le bureau de direction de la société peut accorder un permis ou un diplôme aux conditions et pour le temps qu'il juge convenables; ces certificats, permis ou diplômes peuvent en tout temps être retirés ou révoqués par le bureau de direction à la demande du bureau d'examineurs après avis donné par lettre recommandée aux intéressés. Ce bureau peut, du consentement des directeurs de la société, déléguer ses pouvoirs relativement à l'examen à faire subir aux candidats, aux inspecteurs généraux ou à l'un d'eux. S. R. Q., 1753f; 7 Ed. VII, c. 20, s. 3.
- Délégation de pouvoirs**
- Date et lieu des réunions de la société.** **1969.** La société tient une assemblée annuelle à tel lieu et à telle époque qui ont été choisis par le bureau de direction, outre celles qui peuvent être prescrites et déterminées par ses règlements.
- Election des officiers.** A cette assemblée annuelle les membres de la société ayant droit de vote et présents à la convention, élisent un président et un vice-président, et, pour chacune des divisions régionales, un directeur, et en outre un directeur pour représenter, dans le bureau de direction, le commerce d'exportation du beurre et du fromage à Montréal. Les directeurs sont choisis parmi les membres de la société domiciliés ou non en ces divisions, la préférence cependant devant être donnée aux membres y résidant.
- Bureau de direction.** Le président, le vice-président et les directeurs ainsi élus, constituent le bureau de direction de la société d'industrie laitière.
- Membres ex officio.** Le ministre et le sous-ministre sont d'office membres du bureau de direction.
- Nomination du sec.-trés., etc.** Le bureau des directeurs est tenu, à sa première séance qui doit avoir lieu le jour de l'élection, de nommer un secrétaire-trésorier, ainsi que tels autres officiers ou employés qu'il juge nécessaires pour parvenir aux fins de la société d'industrie laitière. S. R. Q., 1754; 6 Ed. VII, c. 22, s. 8.
- Rapport fourni à l'assemblée annuelle.** **1970.** Les officiers et les directeurs de la société rédigent et présentent à l'assemblée annuelle, un rapport détaillé de leurs opérations pour l'année expirée, indiquant les noms de tous les membres de la société, le montant souscrit et payé par chacun d'eux, les noms des fabriques, des inventions, des améliorations et des produits qui méritent d'être signalés au public, et donnent toutes les informations qu'ils croient utiles dans l'intérêt de l'industrie laitière.
- Rapport au ministre.** Une copie de ce rapport est transmise au ministre. S. R. Q., 1755; 6 Ed. VII, c. 22, s. 9.

FORMULE

A.—(*Article 1959*)*Déclaration de société*

Nous soussignés, convenons de nous former en une société en vertu de la section onzième du chapitre septième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant la Société d'industrie laitière de la province de Québec, et nous promettons respectivement par les présentes, de payer annuellement au trésorier de la société, tant que nous continuerons à être membres de la dite société, la somme inscrite en regard de nos noms respectifs ; et nous promettons de plus de nous conformer aux statuts et règlements de la dite société.

NOMS	\$	cts

S. R. Q., 1755, cédule ; 6 Ed. VII, c. 22, s. 10.

SECTION XII

DES SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES AGRICOLES

- Formation de la société.** **1971.** Le ministre de l'agriculture peut autoriser, dans toute municipalité ou paroisse de la province, la formation d'une société ayant pour but l'un ou plusieurs des objets, ou tous les objets suivants : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles, sous le nom que les fondateurs choisiront, pourvu que dans l'ensemble tel nom ne puisse être confondu avec celui d'une autre société existante. S. R. Q., 1755a ; 9 Ed. VII, c. 31, s. 1.
- Composition de la société.** **1972.** La société doit se composer d'au moins vingt-cinq personnes qui signent une déclaration conforme à la formule A. S. R. Q., 1755b ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.
- Nature de la société.** **1973.** Chaque société est de la nature d'une société par actions, la responsabilité de ses membres ou actionnaires étant limitée au montant de leurs mises respectives. S. R. Q., 1755c ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.
- Montant des actions.** **1974.** Le montant de chaque action est de dix piastres, payable par versements annuels d'une piastre, le premier le jour de l'inscription du sociétaire et les autres, d'année en année, à la même date. Il est toujours permis à un sociétaire de se libérer par anticipation. S. R. Q., 1755d ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.
- Capital de la société.** **1975.** Le capital d'une société est variable. S. R. Q., 1755e ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.
- Transport des actions.** **1976.** Les actions sont nominatives et transférables en remplissant les formalités prescrites par les règlements de la société. S. R. Q., 1755f ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.
- Signature de la déclaration.** **1977.** La déclaration doit être signée en double par les membres fondateurs devant un témoin. L'un de ces doubles est transmis au ministre, lequel, s'il trouve à propos d'autoriser la formation de cette société, fait publier sans délai dans la *Gazette officielle de Québec* un avis selon la formule B, de la formation de cette société, et un avis rédigé selon la formule C est, sans délai, envoyé au protonotaire du district et au registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle la société est constituée. S. R. Q., 1755g ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.
- Avis.**

1978. La société se compose des personnes qui ont signé la déclaration mentionnée dans l'article 1972 et de toutes celles qui, par la suite, souscrivent des actions dans cette société. ^{Personnes qui signent la déclaration.} S. R. Q., 1755h ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

1979. A partir de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis ci-dessus cette société devient une corporation sous le nom qui lui est donné dans cet avis. ^{Corporation constituée.}

Du consentement du bureau de direction, le ministre de l'agriculture peut changer le nom de la société au moyen d'un avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*. ^{de nom.}

La société a le pouvoir d'acquérir et posséder des terrains, et elle peut les vendre, louer ou en disposer autrement, mais elle ne peut posséder plus de cinq cents acres à la fois. ^{Pouvoirs de la société.}

Elle peut avoir des bureaux d'affaires en différents endroits dans la province. ^{Bureaux d'affaires.} S. R. Q., 1755i ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

1980. La société est administrée par un bureau de direction composé de cinq directeurs. Trois d'entre eux forment un quorum. Les directeurs exercent leur mandat jusqu'à l'élection de leurs successeurs à l'assemblée générale annuelle. Ils sont rééligibles. ^{Bureau de direction.}

Ils tiennent leurs assemblées conformément à l'ajournement ou à l'avis de convocation par écrit donné à chacun d'eux par ordre du président, ou, en son absence, par ordre du vice-président, ou par deux membres du bureau de direction, six jours au moins avant le jour fixé pour la tenue de telles assemblées. Cet avis peut être donné par lettre recommandée à l'adresse de chaque directeur et déposé au bureau de poste du principal siège d'affaires de la société au moins six jours avant les assemblées. ^{Assemblées. Avis.}

Les directeurs ont plein pouvoir de faire, à toute assemblée, des règlements pour la régie de la société et de les modifier ou abroger, pourvu que ces règlements ne viennent pas en conflit avec ceux adoptés aux assemblées générales des actionnaires de la société. ^{Pouvoirs des directeurs.} S. R. Q., 1755j ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

1981. 1. Le bureau de la société, en conformité des dispositions de la présente section et des règlements de la société délibère, transige et statue sur tout ce qui a trait aux intérêts de la société, et notamment peut : ^{Pouvoir de faire des règlements.}

a. Régler les conditions particulières de tout contrat en veillant spécialement à ce que les intérêts de la société soient sauvegardés ;

b. Emprunter des fonds ;

c. Acquérir des animaux, meubles et immeubles et les revendre ;

d. Autoriser toute procédure légale et judiciaire.

Pouvoir d'emprunt, limité. 2. Le montant total des sommes empruntées par une société ne doit jamais excéder le montant des actions souscrites. S. R. Q., 1755k ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

Choix d'un président et d'un vice-président. **1982.** Le bureau de direction choisit annuellement parmi ses membres, à sa première séance qui suit l'assemblée générale annuelle, un président et un vice-président.

Le président et le vice-président du bureau de direction sont en même temps président et vice-président de la société.

Secrétaire-trésorier. Le bureau de direction nomme un secrétaire-trésorier et fixe sa rétribution. S. R. Q., 1755ka ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

Gratuité des fonctions. **1983.** Les fonctions des membres du bureau de direction sont gratuites. S. R. Q., 1755kb ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

Vacances. **1984.** En cas de vacance dans le bureau de direction, les membres restant doivent remplir cette vacance pour le reste du terme. S. R. Q., 1755kc ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

Composition de l'assemblée générale. Sa tenue. **1985.** 1. L'assemblée générale se compose de tous les sociétaires.

Une assemblée générale doit être tenue chaque année le deuxième jeudi de janvier, à dix heures du matin, au siège principal d'affaires, à un endroit qui est indiqué par les directeurs. Elle élit les membres du bureau de direction et un auditeur.

Première assemblée. La première assemblée peut être convoquée en tout temps par deux sociétaires, au moyen d'un avis déposé au bureau de poste du principal siège d'affaires de la société, sous enveloppe recommandée, à l'adresse de chaque sociétaire au moins huit jours avant la dite assemblée.

Ses devoirs. Elle élit les premiers directeurs qui restent en fonction jusqu'à l'élection de leurs successeurs, à l'assemblée générale et annuelle suivante. Elle nomme aussi un auditeur.

Assemblées générales subséquentes. 2. Les assemblées générales sont ensuite convoquées par le président ou, à son défaut, par le vice-président, au moyen d'un avis adressé à chaque sociétaire par lettre recommandée au moins huit jours avant le jour fixé pour l'assemblée. S. R. Q., 1755kd ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

Décisions de l'assemblée générale. **1986.** L'assemblée générale rend ses décisions à la simple majorité des voix ; en cas de parité, la voix du président est prépondérante. Les actionnaires ont un vote par chaque action qu'ils possèdent et sur laquelle ils ont au moins payé un versement.

Pouvoir de faire des règlements. L'assemblée générale peut faire des règlements pour l'administration générale de la société et tous autres règlements nécessaires, pourvu que ces règlements ne soient pas contraires aux lois de cette province. Des assemblées générales spéciales

peuvent aussi être convoquées par le président ou le vice-président, selon le cas, sur décision du bureau de direction. S. R. Q., 1755ke ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

1987. Les comptes de la société sont tenus par le secrétaire-trésorier sous le contrôle du bureau de direction et sont vérifiés par l'auditeur. Comptes de la société.

Les comptes de la société sont arrêtés tous les ans au trente et un décembre.

Après la clôture de l'exercice et pendant la première semaine de janvier, un état des affaires de la société est préparé et attesté par le secrétaire-trésorier. S. R. Q., 1755kf ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1. Etat des affaires.

1988. Cet état doit être approuvé par l'auditeur et contenir : Approbation par l'auditeur.

a. La liste des sociétaires existant au trente et un décembre, le nombre d'actions souscrites et le montant payé par chaque actionnaire ;

b. Un état succinct de l'actif et du passif de la société ;

c. Un état des opérations de l'année avec indication des profits et pertes ;

d. Tous autres renseignements exigés à cette fin par les règlements de la société. S. R. Q., 1755kg ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

1989. L'assemblée générale, se basant sur ce compte rendu, détermine le montant des bénéfices dont elle fait la répartition. Répartition des bénéfices.

La société peut avoir un fonds de réserve égal au capital souscrit. Tant que la société n'a pas ce fonds de réserve le total des dividendes répartis annuellement ne doit pas excéder six pour cent du capital payé. S. R. Q., 1755kh ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1. Fonds de réserve.

1990. Tous contrats, billets, chèques, mandats ou documents, liant la société, doivent être signés par le président ou le vice-président et par le secrétaire-trésorier à ce dûment autorisés par une autorisation générale ou spéciale du bureau de direction. S. R. Q., 1755ki ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1. Contrats, etc., liant la société.

1991. Si une société cesse pendant deux ans d'être en opération, le ministre peut, sur la demande du bureau de direction, la déclarer dissoute, réaliser ses biens, en employer le produit à payer les dettes de la société et diviser le reliquat de l'actif sur le passif entre les sociétaires au prorata des actions souscrites et payées. S. R. Q., 1755kj ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1. Dissolution de la société.

1992. Le secrétaire-trésorier de chaque société est responsable envers la société de tous les deniers qu'il a touchés. Responsabilité du secrétaire.

taire-trésorier.

en cette qualité, et est tenu de lui fournir un cautionnement au montant fixé par le bureau de direction, à la satisfaction du président et du vice-président.

Cautionnement.

Le cautionnement doit être renouvelé chaque fois que requis par la société, et peut être fait d'après la formule D. S. R. Q., 1755kk; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

Livres, etc., ouverts à l'inspection.

1993. Les livres et règlements sont constamment ouverts à l'inspection des membres de la société. S. R. Q., 1755kl; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

Exemption de taxes.

1994. Les biens de la société sont exempts de toutes taxes du gouvernement. S. R. Q., 1755km; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

FORMULES

A.—(Article 1972)

Déclaration de société

Les soussignés déclarent qu'ils deviennent membres d'une société agricole à responsabilité limitée, sous le nom de "Société coopérative agricole de " avec sa principale place d'affaires à , dans le comté de , et qu'ils souscrivent le montant du capital respectivement indiqué en regard de leurs noms.

Daté à , ce jour du
mois de mil neuf cent

Témoins	Nom	Prénoms	Résidence	Occupation	Nombre d'actions de \$10.00

S. R. Q., 1755km, formule A ; 8 Ed. VII, c. 28, s. 1.

B.—(Article 1977)

Avis de formation d'une société coopérative agricole publié dans la Gazette officielle de Québec

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de
(ou selon le cas), sous le nom de "Société coopérative agricole
de " et que son principal siège d'affaires est en

(Signature)

Ministre de l'agriculture.

S. R. Q., 1755km, formule B ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 1.

C.—(Article 1977)

Avis au protonotaire et au registraire

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de
(ou selon le cas), sous le nom de "Société coopérative agricole
de ", dont le principal bureau est situé

(Signature)

Secrétaire.

S. R. Q., 1755km, formule C ; 8 Ed. VII, c. 20, s. 1.

SECTION XIII

DES SOCIÉTÉS AGRICOLES ET LAITIÈRES

1995. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser la formation, dans la province, d'une ou de plusieurs sociétés ayant pour objet le développement de l'agriculture, la culture des fruits, l'amélioration de la fabrication du beurre et du fromage, l'inspection des fromageries et beurreries et de tout ce qui s'y rapporte, l'amélioration des animaux, le drainage et l'irrigation des terres, sous le nom choisi par la société, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne juge à propos de lui en donner un autre. S. R. Q., 1755l ; 55-56 V., c. 23, s. 1.

Constitution de la société.
Son nom.

1996. La société doit se composer d'au moins quarante personnes, qui signent une déclaration conforme à la formule A. Chaque membre de la société doit souscrire et payer annuellement une somme d'une piastre au moins au fonds de la société.

Composition de la société.
Souscriptions des membres.

S. R. Q., 1755m ; 55-56 V., c. 23, s. 1.

1997. Cette déclaration doit être faite en double, l'un écrit et signé sur les premières pages d'un livre tenu par la société afin d'y consigner les procès-verbaux de ses délibérations, et l'autre immédiatement transmis au ministre de l'agriculture, qui est tenu de faire publier, aussitôt que possible après l'avoir reçu, un avis de la formation de telle société dans la *Gazette officielle de Québec*.

Déclaration de la formation de la société.
Publication d'un avis de telle formation.

S. R. Q., 1755n ; 55-56 V., c. 23, s. 1 ; 60 V., c. 22, s. 26 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16.

1998. A partir de la date de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis de formation de la société, cette dernière devient une corporation pour les fins de la présente section, pouvant posséder des immeubles jusqu'à concurrence d'une valeur n'excédant pas vingt-cinq mille piastres.

Effet de cette publication.

S. R. Q., 1755o ; 55-56 V., c. 23, s. 1.

1999. La société a le pouvoir de faire des règlements sur le mode d'admission des nouveaux membres, l'élection et la nomination de ses officiers et employés, ainsi que sur l'administration générale de ses affaires et la gestion de ses biens en vue d'arriver à ses fins.

Règlement par la société.

S. R. Q., 1755p ; 55-56 V., c. 23, s. 1.

2000. La première réunion de la société doit se tenir au principal siège d'affaires de la société, le deuxième mercredi du mois suivant celui dans lequel l'avis de formation de la société est publié dans la *Gazette officielle de Québec*.

Première réunion de la société.

S. R. Q., 1755q ; 55-56 V., c. 23, s. 1.

2001. La société est tenue d'avoir une assemblée annuelle aux temps et lieu fixés par le bureau des directeurs.

Assemblées annuelles.

S. R. Q., 1755r ; 55-56 V., c. 23, s. 1.

Election des
directeurs.

2002. A cette assemblée annuelle les membres de la société qui sont présents doivent élire un directeur pour chacun des districts judiciaires où résident au moins cinq membres de la société, choisis parmi les membres domiciliés en ces districts, lesquels constituent le bureau des directeurs de la société. S. R. Q., 1755s ; 55-56 V., c. 23, s. 1.

Election des
officiers.

2003. Le bureau des directeurs est tenu d'élire, parmi ses membres, un président et un vice-président, et de nommer un secrétaire-trésorier ainsi que tels autres officiers et employés qu'il juge nécessaires pour parvenir aux fins de la société. S. R. Q., 1755t ; 55-56 V., c. 23, s. 1.

Rapport an-
nuel des di-
recteurs.

2004. Les directeurs sont tenus de préparer et présenter, à l'assemblée annuelle de la société, un rapport détaillé de leurs opérations pour l'année écoulée.

Son contenu.

Ce rapport doit indiquer les noms de tous les membres de la société, le montant souscrit et acquitté entre les mains du secrétaire-trésorier, le nom et le nombre des fabriques qui se trouvent dans leur district, et fournir tels autres renseignements jugés utiles et favorables aux intérêts de l'industrie agricole et laitière.

Copie
transmise au
ministre, etc.

Un triplicata de ce rapport doit être transmis au ministre et un autre à l'association laitière de la province de Québec. S. R. Q., 1755u ; 55-56 V., c. 23, s. 1 ; 60 V., c. 22, s. 26 ; 1 Ed VII, c. 8, s. 16.

FORMULE

A.—(*Article 1996*)

Déclaration de société

Nous, soussignés, convenons de nous constituer en société sous l'opération des dispositions de la section treizième du chapitre septième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, relatives aux sociétés agricoles et laitières, sous le nom de _____, notre principal siège d'affaires devant être à _____, et nous nous engageons par les présentes à payer respectivement et annuellement au secrétaire-trésorier, tant que nous serons membres de la société, les sommes inscrites vis-à-vis de nos noms, et nous nous engageons de plus à nous conformer aux règles et règlements de cette société.

Noms	\$	cts

SECTION XIV

DES SOCIÉTÉS POUR L'AMÉLIORATION DES CHEMINS

- Formation de la société.** **2005.** Quarante personnes au moins peuvent s'organiser et se constituer en société pour l'amélioration des chemins de la province, en signant une déclaration suivant la formule A, et en souscrivant une somme annuelle d'au moins quatre-vingts piastres au fonds d'icelle. S. R. Q., 1682i; 59 V., c. 22, s. 1.
- Déclaration.** **2006.** Cette déclaration est faite en double, l'un écrit et signé dans un livre qui doit être conservé soigneusement par la société, et l'autre immédiatement transmis au ministre, qui fait publier aussitôt que possible après sa réception avis de la formation de telle société dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 1682j; 59 V., c. 22, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.
- Avis dans la Gazette officielle.** **2007.** A compter de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis de formation de telle société, elle devient une corporation pour les fins et intentions ci-après mentionnées, sous le nom de "Société pour l'amélioration des chemins de la province de Québec." S. R. Q., 1682k; 59 V., c. 22, s. 1.
- Société érigée en corporation à compter de cette publication.** **2007.** A compter de la publication, dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'avis de formation de telle société, elle devient une corporation pour les fins et intentions ci-après mentionnées, sous le nom de "Société pour l'amélioration des chemins de la province de Québec." S. R. Q., 1682k; 59 V., c. 22, s. 1.
- Nom.**
- Règlements.** **2008.** Cette société a le pouvoir de faire des règlements, non contraires aux lois de cette province ni à la présente section, pour prescrire le mode d'admission des nouveaux membres, ainsi que pour régler l'élection des officiers et en général l'administration de ses affaires et de ses propriétés. S. R. Q., 1682l; 59 V., c. 22, s. 1.
- Assemblée générale annuelle.** **2009.** La société est tenue de convoquer une réunion générale annuelle de ses membres aux temps et lieu fixés par ses règlements, en vue d'y étudier les moyens propres à améliorer les chemins en cette province.
- Election des officiers.** A cette assemblée elle élit un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier et pas moins de trois ni plus de neuf directeurs. S. R. Q., 1682m; 59 V., c. 22, s. 1.
- Rapport annuel.** **2010.** Les officiers et directeurs de telle société doivent préparer et présenter à l'assemblée un rapport détaillé de leurs opérations, donnant le nom et l'adresse de ses membres, la somme souscrite et payée par chacun d'eux, ainsi que les observations propres à encourager l'amélioration des chemins de la province. S. R. Q., 1682n; 59 V., c. 22, s. 1.
- Changement du bureau principal.** **2011.** Le siège des opérations de la société peut être changé par le bureau de direction. S. R. Q., 1682o; 59 V., c. 22, s. 1.

FORMULE

A.—(*Article 2005*)

Déclaration de société

Nous, soussignés, convenons de nous constituer en société en vertu des dispositions de la section quatorzième du chapitre septième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, sous le nom de " Société pour l'amélioration des chemins de la province de Québec ", notre principal siège d'affaires devant être à _____, et nous nous engageons par les présentes à payer respectivement et annuellement au secrétaire-trésorier, tant que nous serons membres de la société, les sommes inscrites vis-à-vis de nos noms, et nous nous engageons de plus à nous conformer aux règles et règlements de cette société.

Noms	\$	cts

S. R. Q., 16820, cédule A ; 59 V., c. 22, s. 1.

SECTION XV

DE LA SUBVENTION ACCORDÉE À CERTAINES MUNICIPALITÉS POUR LA CONFECTION ET L'ENTRETIEN DES CHEMINS

Subvention
annuelle à
certaines mu-
nicipalités
pour la con-
fection et
l'entretien
de certains
chemins.

Proviso.

Adoption
d'un règle-
ment confor-
mément à
l'art. 535 du
C. M.

Entrée en vi-
gueur du rè-
glement.

Entretien
des clôtures
et cours
d'eau.

Règlement
peut n'être
applicable
qu'aux che-
mins d'été.

Limitation
de la subven-
tion.

Exception.

2012. Sur la recommandation du ministre de l'agriculture, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder à toute municipalité rurale et locale une subvention annuelle égale à la moitié des dépenses encourues pendant l'année expirée le 31 décembre précédent pour la confection et l'entretien de tous les chemins faits et améliorés aux frais de la corporation de cette municipalité, pourvu que cette subvention ne dépasse pas quatre cents piastres par année, et que la municipalité à subventionner ait adopté un règlement à cet effet d'après les prescriptions de l'article 2013. 7 Ed. VII, c. 3, s. 1.

2013. Pour qu'une municipalité rurale et locale puisse demander la subvention mentionnée dans l'article 2012, son conseil doit adopter, en vertu de l'article 535 du Code municipal, un règlement ordonnant que tous les chemins municipaux, locaux et de comté, à la charge des contribuables de la dite municipalité, soient faits, améliorés et entretenus, à ses frais, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe pour cet objet sur tous les biens imposables de la municipalité. Le règlement adopté à cet effet ne peut excepter les chemins de front, et une copie doit en être transmise au ministre de l'agriculture; il devient en vigueur quinze jours après sa promulgation, et reste en vigueur tel que prévu par l'article 535 du Code municipal.

En prenant les chemins de front à sa charge, la corporation n'est pas obligée à la confection, ni à l'entretien de la clôture qui sépare ces chemins des terrains y aboutissant, cette clôture restant à la charge des propriétaires voisins. Elle n'est pas non plus tenue à l'entretien des cours d'eau, lesquels continuent d'être à la charge des personnes mentionnées dans les procès-verbaux ou règlements les régissant.

Cependant le règlement mentionné dans le premier alinéa du présent article peut ne s'appliquer qu'à l'entretien des chemins d'été s'il contient une disposition à cet effet, et, dans ce cas, l'entretien des chemins d'hiver est à la charge des propriétés ou des personnes qui y étaient tenues avant l'adoption du dit règlement, à moins que le conseil n'en décide autrement. 7 Ed. VII, c. 3, s. 2; 8 Ed. VII, c. 10, s. 1.

2014. Il n'y a que deux municipalités rurales par comté qui peuvent être subventionnées conformément à l'article 2012. Cependant, si dans le même comté, plus de deux municipalités rurales demandent la dite subvention et adoptent le règlement mentionné dans l'article 2013, elles se

partagent, comme il est dit ci-après, la subvention qui ne doit en aucune année excéder la somme de huit cents piastres par comté. La subvention est partagée par le ministre ^{Partage de la subvention.} entre les dites municipalités y ayant droit de la manière suivante : les trois huitièmes de la subvention sont partagés également entre les municipalités ayant fait chacune des travaux s'élevant pendant l'année à pas moins de deux cents piastres, et le reste est divisé proportionnellement au montant dépensé par chaque municipalité. La décision du ministre relativement à ce partage est finale et sans appel. Ce partage se fait sans préjudice des droits qu'une municipalité peut avoir à la subvention spéciale accordée par les articles 2018 et 2019. 7 Ed. VII, c. 3, s. 3 ; 8 Ed. VII, c. 10, s. 2.

2015. Pour qu'une municipalité rurale ait droit à la sub- ^{Conditions de la subvention.} vention, ses chemins doivent être faits et entretenus en bon ordre conformément aux dispositions du Code municipal.

Elle doit, en outre, avant le 8 janvier, faire rapport au ^{Rapport au ministre.} ministre du montant qu'elle a dépensé pour la confection et l'entretien de ses chemins pendant l'année expirée le 31 décembre précédent.

Ce rapport doit être transmis par lettre recommandée, rédigé ^{Transmission de ce rapport.} d'après la formule fournie par le département de l'Agriculture et accompagné d'un affidavit signé par le secrétaire-trésorier du conseil en attestant l'exactitude. 7 Ed. VII, c. 3, s. 4 ; 9 Ed. VII, c. 25, s. 1.

2016. La subvention est payable annuellement dans le ^{Paiement de la subvention.} mois de janvier. 7 Ed. VII, c. 3, s. 5.

2017. Les municipalités rurales et locales qui, avant ^{Municipalités qui bénéficient des avantages de cette section.} le 14 mars 1907, ont déjà adopté un règlement conformément à l'article 2013, ne sont pas tenues d'adopter un nouveau règlement, et la présente section leur est applicable en autant que le règlement adopté n'est pas incompatible avec les dispositions d'icelle.

La présente section est également applicable aux municipa- ^{Application de cette section.} lités rurales où, conformément à l'article 1080 du Code municipal, les travaux sur les chemins municipaux sont faits aux frais de la corporation, pourvu que la taxe imposée pour ces travaux ne soit pas commuée, en tout ou en partie, en une corvée. 7 Ed. VII, c. 3, s. 6 ; 8 Ed. VII, c. 10, s. 3.

2018. Si une municipalité rurale, après avoir adopté le ^{Octroi d'une subvention additionnelle dans certains cas.} règlement mentionné dans l'article 2013 encourt, pendant l'année expirée le 31 décembre précédent, des dépenses s'élevant à plus de huit cents piastres pour la confection et l'entretien de tous les chemins faits et améliorés aux frais de la corporation de cette municipalité, et fait macadamiser ou

graveler un ou plusieurs de ces chemins ou parties de chemin, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, d'accorder à cette municipalité, outre l'allocation ci-dessus mentionnée, une autre subvention, égale à la moitié des dépenses faites pour la confection de ce macadam ou gravelage, pourvu que ces dépenses aient été faites en sus des huit cents piastres ci-dessus mentionnées, et que cette subvention spéciale au macadam et au gravelage ne dépasse, en aucune année, cinq cents piastres.

Proviso.

Production
d'un règle-
ment, etc.

Cette municipalité doit fournir au ministre un règlement ou un procès-verbal ordonnant :

1. De faire macadamiser ou graveler les chemins ou parties de chemin pour lesquels la subvention est demandée ;

2. D'entretenir ces chemins ou parties de chemin comme chemins macadamisés ou gravelés, selon le cas. 7 Ed. VII, c. 3, s. 6a ; 8 Ed. VII, c. 10, s. 4 ; 9 Ed. VII, c. 25, s. 2.

Octroi d'une
subvention
aux munici-
palités qui
font macada-
miser ou
graveler un
ou des che-
mins, etc.

2019. Sur la recommandation du ministre, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder une subvention annuelle à toute municipalité rurale qui, sans adopter le règlement mentionné dans l'article 2013, fait macadamiser ou graveler un ou des chemins ou parties de chemin. Cette subvention est égale à la moitié des dépenses encourues pendant l'année expirée le 31 décembre précédent pour la confection de ce macadam ou gravelage, et ne doit pas dépasser cinq cents piastres par année.

Production
d'un règle-
ment, etc.

Cette municipalité doit produire aussi un règlement ou un procès-verbal ordonnant :

1. De faire macadamiser ou graveler les chemins ou parties de chemin pour lesquels la subvention est demandée ;

2. De faire entretenir ces chemins comme chemins macadamisés ou gravelés, selon le cas.

Exécution
des travaux.

Ce règlement ou procès-verbal doit ordonner que les travaux de confection et d'entretien de tels chemins seront exécutés aux frais de la corporation, ou des contribuables obligés au chemin, au moyen d'une taxe spéciale sur les biens des contribuables assujettis à ces travaux, nonobstant toute disposition du Code municipal à ce contraire. 7 Ed. VII, c. 3, s. 6b ; 8 Ed. VII, c. 10, s. 4 ; 9 Ed. VII, c. 25, s. 3.

Plans, etc.,
des travaux,
approuvés
par le dépar-
tement.

2020. Les travaux mentionnés dans les articles 2018 et 2019 doivent être faits d'après des règlements, plans et spécifications, fournis ou préalablement approuvés par le département de l'Agriculture.

Rapport
spécial des
dépenses.

Un rapport spécial des dépenses encourues pour ces travaux est fait au ministre avant le 8 janvier sur une formule fournie par le département de l'Agriculture ; il doit être accompagné d'un affidavit signé par le secrétaire-trésorier du

conseil en attestant l'exactitude. 7 Ed. VII, c. 3, s. 6c ; 8 Ed. VII, c. 10, s. 4.

2021. Les corporations qui désirent bénéficier de l'octroi mentionné dans les articles 2018 et 2019 doivent en donner avis au ministre, avant le premier juillet, en lui transmettant copie dûment certifiée d'une résolution de leur conseil municipal à cet effet. 7 Ed. VII, c. 3, s. 6d ; 8 Ed. VII, c. 10, s. 4.

2022. Les droits des municipalités locales dans la subvention déterminée par la présente section peuvent être transportés à la municipalité de comté suivant la procédure ordinaire, pourvu que la dite municipalité de comté se charge des travaux dans les conditions ci-dessus prescrites. 7 Ed. VII, c. 3, s. 7.

SECTION XVI

DES DEVOIRS DES OFFICIERS DE CERTAINES INSTITUTIONS A L'ÉGARD DU DÉPARTEMENT

2023. Les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les collèges ou écoles d'agriculture, les institutions publiques et les officiers publics de cette province, sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du département de l'agriculture, et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements exacts sur toutes les questions qui leur sont soumises.

Tout officier de quelque une des institutions ci-dessus énumérées, qui refuse ou néglige volontairement de répondre aux questions ou de transmettre les informations relatives aux intérêts de l'agriculture et de l'enseignement agricole, encourt, pour chaque contravention, une pénalité de vingt piastres, qui est recouvrable, au nom de Sa Majesté, devant tout tribunal judiciaire compétent. S. R. Q., 1593; 60 V., c. 22, s. 19.

SECTION XVII

DE L'INSPECTION DES BEURRERIES ET DES FROMAGERIES

2024. Les inspecteurs autorisés par le ministre de l'agriculture peuvent, aussi fréquemment que le ministre le juge nécessaire, faire subir des inspections à toute fabrique de beurre ou de fromage et de beurre et de fromage dans la province, dans le but de constater la manière dont elles sont tenues, ainsi que la qualité de leurs produits. S. R. Q., 1593a; 5 Ed. VII, c. 17, s. 1.

2025. Cette inspection s'étend aux chambres de maturation, glaciers, machines, instruments, lait, beurre et fromage.

se trouvant dans ces fabriques. S. R. Q., 1593b; 5 Ed. VII, c. 17, s. 1.

Pouvoirs des inspecteurs. **2026.** Les inspecteurs peuvent entrer et pénétrer dans toutes telles fabriques, et y rester le temps voulu pour y faire les constatations qu'ils jugent nécessaires, entre sept heures du matin et six heures du soir, tout jour juridique. S. R. Q., 1593c; 5 Ed. VII, c. 17, s. 1.

Preuve que l'inspecteur est autorisé à agir. **2027.** Tout inspecteur, avant de procéder à telle inspection, doit, s'il en est requis, exhiber un certificat, signé par le ministre ou le sous-ministre ou par le secrétaire du département de l'Agriculture, l'autorisant à agir comme inspecteur. S. R. Q., 1593d; 5 Ed. VII, c. 17, s. 1.

Pénalité contre quiconque entrave un inspecteur dans l'exécution de ses devoirs. **2028.** Quiconque entrave, dans l'exécution de ses devoirs, un inspecteur agissant en vertu de la présente section ou refuse de se conformer aux dispositions d'icelle, est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres et des frais, pour chaque infraction, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trente jours. S. R. Q., 1593e; 5 Ed. VII, c. 17, s. 1.

Tribunaux et magistrats compétents. **2029.** La poursuite pour toute infraction à la présente section et en recouvrement de la pénalité est intentée, par et au nom du percepteur du revenu de la province du district où l'offense a été commise, devant deux juges de paix, ou devant le magistrat de district, ou devant la Cour de circuit du district ou du comté où l'offense a été commise.

Répartition de l'amende. L'amende appartient pour moitié au percepteur du revenu et pour moitié à la couronne. S. R. Q., 1593f; 5 Ed. VII, c. 17, s. 1.

Autres pouvoirs des inspecteurs. **2030.** Ces inspecteurs ont de plus tous les pouvoirs accordés aux inspecteurs en vertu des dispositions de l'article 3915. S. R. Q., 1593g; 5 Ed. VII, c. 17, s. 1.

Pouvoir du lieutenant-gouverneur de faire des règlements. **2031.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire tous les règlements qui sont nécessaires pour assurer l'exécution régulière de la présente section, lesquels règlements doivent être publiés une fois dans la *Gazette officielle de Québec* et ont ensuite force de loi. S. R. Q., 1593h; 5 Ed. VII, c. 17, s. 1.

SECTION XVIII

DE LA PRÉVENTION ET DU TRAITEMENT DES MALADIES CONTAGIEUSES
CHEZ LES ABEILLES

2032. Le ministre de l'agriculture, lorsqu'il a des raisons de croire qu'une ou des maladies contagieuses infectent certains ruchers, peut désigner un homme compétent pour faire l'inspection de ces ruchers et soumettre les colonies qui les composent à un traitement approprié. 8 Ed. VII, c. 26, s. 1. Inspection des ruchers.

2033. Le ministre nomme cet inspecteur pour un temps déterminé et il lui est loisible de lui accorder un traitement maximum de cinq piastres par jour avec, en outre, ses frais de voyage et ses déboursés réels. 8 Ed. VII, c. 26, s. 2. Nomination d'un inspecteur.

2034. Le traitement de cet inspecteur, lorsqu'il est en office, ses frais de voyage et ses déboursés réels sont payables par le ministre à même la somme annuelle de cinquante-cinq mille piastres affectée au paiement de l'allocation aux sociétés d'agriculture et aux sociétés agricoles d'après les dispositions des articles 1851 et 1855. 8 Ed. VII, c. 26, s. 3; 9 Ed. VII, c. 28. Son traitement et ses dépenses.

2035. Il est du devoir de l'inspecteur, lorsqu'il en est requis par le ministre, de visiter sans délai le ou les ruchers qui lui sont indiqués, et de lui faire rapport sur l'état sanitaire de ce ou de ces ruchers en la forme et la manière qui lui sont prescrites. 8 Ed. VII, c. 26, s. 4. Rapport de l'inspecteur.

2036. Quand une maladie contagieuse est constatée dans un rucher, le ministre doit faire prendre les moyens nécessaires pour soumettre les colonies qui composent ce rucher à un traitement approprié et, si besoin est, il peut ordonner que les colonies affectées, les ruches qu'elles occupent et tous les accessoires apicoles qui ne peuvent être efficacement désinfectés soient détruits en la présence de l'inspecteur. 8 Ed. VII, c. 26, s. 5. Traitement approprié aux abeilles affectées de maladies contagieuses.

2037. A défaut, par le propriétaire ou le possesseur d'un rucher affecté d'une maladie contagieuse, d'obéir aux ordres qu'il reçoit pour le traitement des colonies malades, le ministre peut ordonner la destruction des ruches, des abeilles ainsi que de tous les accessoires apicoles qui ne peuvent efficacement être désinfectés. 8 Ed. VII, c. 26, s. 6. Destruction des ruches, etc., dans certains cas.

2038. 1. Quand la destruction des ruches, des abeilles et des accessoires apicoles a été jugée nécessaire par le ministre, il doit d'après une base équitable laissée à sa discrétion, en indemniser le propriétaire ou le possesseur ou les deux, selon le cas. Indemnité dans certains cas.

Exception. 2. Cependant, dans le cas de l'article 2037, le propriétaire ou le possesseur des ruches, des abeilles et des accessoires apicoles n'a droit à aucune indemnité. 8 Ed. VII, c. 26, s. 7.

Pénalités. **2039.** 1. Tout propriétaire ou possesseur de ruches, d'abeilles et d'accessoires apicoles qui, sciemment, vend, échange ou aliène d'une façon quelconque, des ruches, des abeilles ou des accessoires apicoles infectés, ou toute personne qui expose en plein air des cadres, des rayons de miel ou tous objets quelconques infectés, ou qui cache l'existence d'une ou des maladies contagieuses dont ses abeilles peuvent être infectées, ou qui empêche l'inspecteur de remplir ses devoirs, est coupable d'une offense et, sur conviction sommaire de telle offense devant un magistrat de police ou un juge de paix ayant juridiction là où l'offense a été commise, est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres pour la première offense, et d'une amende n'excédant pas cinquante piastres pour toute autre offense subséquente.

Procédures. 2. Les poursuites en vertu de la présente section sont intentées, instruites et jugées conformément aux dispositions de la partie xv du Code criminel. 8 Ed. VII, c. 26, s. 8.

Lecture des dispositions de cette section avant une poursuite. **2040.** Avant d'intenter des poursuites contre une personne qu'il croit coupable d'une infraction à la loi, l'inspecteur doit lui donner lecture, devant témoin, des dispositions de la présente section. 8 Ed. VII, c. 26, s. 9.

Enregistrement du rapport de l'inspecteur. **2041.** Les rapports faits par l'inspecteur sont enregistrés au département de l'Agriculture et ils peuvent être rendus publics par décision du ministre. 8 Ed. VII, c. 26, s. 10.

CHAPITRE HUITIÈME

DU DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PÊCHERIES ET DES MATIÈRES QUI EN RELÈVENT

PREMIÈRE PARTIE

DU DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION, DES MINES ET DES PÊCHERIES

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

Signatures sur certains documents. **2042.** Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé obligatoire pour le département ni ne peut être attribué au ministre, s'il n'est signé par lui ou le sous-ministre. S. R. Q., 1703a ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

2043. Toute copie de document formant partie des archives du département, et certifiée par le ministre ou par le sous-ministre comme vraie copie, est censée authentique et a, *prima facie*, le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire. S. R. Q., 1703b ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

Force probante des copies signées par le ministre ou le sous-ministre.

SECTION II

DU MINISTRE ET DE SES FONCTIONS

2044. Le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, désigné dans le présent chapitre sous le nom de "ministre," a l'administration et la direction du département de la Colonisation, des mines et des pêcheries. S. R. Q., 1703c ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

Administration du département.

2045. Les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre consistent dans le contrôle et la gestion par toute la province :

Fonctions et pouvoirs du ministre.

1. De tout ce qui se rattache à la colonisation, à l'immigration et à l'émigration ;
2. Des sociétés de colonisation recevant une allocation du gouvernement ;
3. Des travaux et chemins de colonisation ;
4. De la confection des plans et livres de renvoi officiels ;
5. De tout ce qui se rattache à l'administration et à la vente des terrains miniers ;
6. Des pêcheries qui relèvent de la province ;
7. De tout ce qui se rattache à la chasse. S. R. Q., 1703d ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

2046. Le ministre dépose chaque année, devant la Législature, dans les dix jours du commencement de chaque session, un rapport des affaires de son département pendant l'année précédente. S. R. Q., 1703e ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

Rapport à la Législature.

SECTION III

DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

§ 1.—Du sous-ministre et des autres officiers

2047. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, lequel est désigné dans le présent chapitre sous le titre de "sous-ministre".

Sous-ministre.

2. Il nomme en outre un comptable, un ingénieur et tous autres officiers, commis et messagers trouvés nécessaires à la bonne administration du département.

Comptable, ingénieur, etc.

Durée de leur charge. Ces officiers, auxquels le lieutenant-gouverneur en conseil assigne les devoirs que chacun d'eux a à remplir, occupent leurs charges durant bon plaisir.

Officiers en dehors du département. 3. Il peut encore nommer, de temps à autre, en dehors du département, les agents de colonisation, les surintendants des travaux de colonisation et autres officiers qu'il juge nécessaires à l'efficacité du service dans les différentes branches du département, et les destituer suivant son bon plaisir.

Inspecteurs des sociétés de colonisation. Des personnes peuvent être nommées, en tout temps, par le ministre, pour faire l'examen des livres et des comptes de toute société de colonisation recevant une allocation du gouvernement ou liée d'une manière quelconque au département.

Livres de comptes soumis à l'inspection. Les officiers de toute telle société, lorsqu'ils en sont requis, doivent soumettre ces livres et comptes à l'examen, et répondre, véritablement et au meilleur de leur connaissance, à toutes les questions qui leur sont posées à cet égard ou sur l'état financier de la société. S. R. Q., 1703f, 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

Assignation des devoirs des officiers. **2048.** Les devoirs respectifs des officiers du département, non expressément réglés par la loi, leur sont assignés de temps à autre par le ministre. S. R. Q., 1703g, 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

§ 2.—*Du cautionnement et de certains pouvoirs des officiers du département*

Cautionnement de certains officiers. **2049.** Le lieutenant-gouverneur en conseil exige du sous-ministre et de tout agent nommé sous lui, un cautionnement pour la bonne exécution de leurs devoirs. S. R. Q., 1703i, 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

Droit de certaines personnes de passer sur la propriété particulière. **2050.** Le ministre ou tout officier du département de la Colonisation, des mines et des pêcheries, et toute personne l'accompagnant l'un deux ou qui est régulièrement autorisée par le ministre, peuvent entrer et passer sur toute propriété particulière, si cela est nécessaire pour l'accomplissement d'un devoir imposé par la loi concernant la colonisation, les mines et les pêcheries. S. R. Q., 1703k, 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

§ 3.—*Des devoirs des officiers de certaines institutions à l'égard du département*

Devoirs des sociétés de colonisation à l'égard du département. **2051.** Les sociétés de colonisation sont tenues de répondre promptement aux communications officielles du département, et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements exacts sur toutes les questions qui leur sont soumises.

Amende en cas de contravention. Tout officier de quelque une de ces sociétés, qui refuse ou néglige volontairement de répondre aux questions ou de transmettre les informations relatives aux intérêts de la colonisation, encourt, pour chaque contravention, une amende de vingt piastres qui est recouvrable au nom de Sa Majesté devant tout tribunal compétent. S. R. Q., 1703l, 5 Ed. VII, c. 12, s. 13.

DEUXIÈME PARTIE

DES MATIÈRES QUI RELEVANT DU DÉPARTEMENT

SECTION IV

DES CHEMINS DE COLONISATION

§ 1.—*De la classification des chemins*

2052. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps Lieut.-gouv. à autre, indiquer comme chemins de colonisation, les lignes de peut indi- chemin ou de chemins projetés qu'il est jugé opportun d'ou- quer quels vrir ou d'améliorer, en tout ou en partie, aux frais de la pro- chemins vince. S. R. Q., 1704. seront ou verts.

2053. 1. Chaque tel chemin est, par l'arrêté en conseil, dési- Classification gné comme étant de la première, de la deuxième ou de la trois- des chemins. ième classe, selon le cas.

2. Doivent être seuls désignés comme chemins de colonisa- Chemins de tion de la première classe : les chemins qui, à raison de leur première importance, leur situation ou autre circonstance, sont consid- classe. rés comme des chemins qui peuvent convenablement être ou- verts ou améliorés aux frais du public, sans coopération muni- cipale ou locale.

3. Doivent être désignés comme chemins de colonisation de Chemins de deuxième classe : les chemins pour lesquels il est considéré deuxième qu'il devrait être exigé comme condition de la subvention pu- classe. blique, une coopération municipale ou locale, mais seulement jusqu'à un montant moindre que cette subvention.

4. Doivent être désignés comme chemins de colonisation de Chemins de troisième classe : les chemins sur lesquels il est considéré que la troisième moitié ou plus de la moitié de ce qui doit être fait, devrait classe. être fait par les municipalités ou les localités. S. R. Q., 1705.

2054. Une partie de toute ligne non interrompue de che- Chemins min peut être désignée comme appartenant à une classe, et une appartenant autre partie comme appartenant à une autre classe, chaque à plusieurs fois que les circonstances le requièrent. classes.

Tout chemin peut, en tout temps, par arrêté en conseil, Changement être transféré d'une classe à une autre, si ce changement est de classe. considéré comme opportun.

Tout chemin peut, par un semblable arrêté, être déclaré Chemins n'être plus un chemin de colonisation. S. R. Q., 1706. peuvent ces- ser d'être de colonisation.

2055. Il est préparé et tenu en ordre, dans le département Carte indi- de la Colonisation, des mines et des pêcheries, une carte indi- quant les quant tous les chemins de colonisation de la province, la classe à chemins. laquelle appartient chacun de ces chemins, en tant que la chose peut se faire, l'état d'amélioration dans lequel il a été mis, et

le progrès et le nombre des établissements qui se trouvent sur ce chemin ou près d'icelui.

Impression
des états et
cartes de lo-
calités.

De plus, il doit être préparé, imprimé et distribué par le ministre, de temps à autre, tels états et cartes qui peuvent être jugés nécessaires dans le but de faire connaître les avantages relatifs des différentes localités en ce qui concerne la colonisation. S. R. Q., 1707 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 16.

§ 2.—Des appropriations pour chemins

Conditions
d'allocations
pour che-
mins.

2056. A moins qu'il ne soit autrement prévu spécialement par un statut :

1. Les sommes votées, soit pour chemins de colonisation de deuxième ou de troisième classe, ou généralement pour chemins de colonisation sans distinction de classe, sont censées avoir été votées à condition seulement de l'aide municipale ou autre aide que la classification de ces chemins peut indiquer, et ne doivent pas être dépensées autrement qu'en conformité de cette condition ;

Condition à
laquelle ap-
propriations
ultérieures
seront faites.

2. Dans les comtés où des chemins de colonisation ont été auparavant faits ou ont reçu de l'aide à même les fonds publics, aucune appropriation ultérieure à même ces fonds ne doit être faite pour aucun chemin de colonisation, à moins qu'il ne soit préalablement démontré, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, que les chemins auparavant faits ou auxquels il a été accordé de l'aide, ont été dûment verbalisés, et qu'il est convenablement pourvu à leur entretien par les municipalités dans les limites desquelles ils sont situés ou à la charge desquelles ils devraient l'être. S. R. Q., 1708.

Comment
coopération
est faite.

2057. Toute telle coopération doit être donnée à l'époque et de la manière que le lieutenant-gouverneur peut, par arrêté en conseil, le demander, de temps à autre, et sous la direction et à la satisfaction de tels officiers que le ministre peut déléguer, de temps à autre, pour cet objet. S. R. Q., 1709 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 3.—Dispositions générales

Arrêté en
conseil dési-
gne quelles
municipali-
tés sont in-
téressées.

2058. En vertu d'un arrêté en conseil désignant un chemin de colonisation, ou d'un arrêté en conseil subséquent, toute municipalité ou nombre quelconque de municipalités et toute société de colonisation ou réunion de sociétés de colonisation, peuvent être déclarées intéressées dans ce chemin, en raison du voisinage ou pour toute autre considération.

Coopération
à l'ouverture
du chemin.

Ces municipalités, sociétés de colonisation et réunions de sociétés de colonisation peuvent coopérer à l'ouverture ou à l'amélioration de ce chemin. S. R. Q., 1710.

2059. Ces municipalités, sociétés de colonisation et réunions de sociétés peuvent approprier à cette fin les revenus et ressources à leur disposition. S. R. Q., 1711. Telles municipalités peuvent contribuer.

2060. La municipalité, si elle a droit à une part de l'indemnité seigneuriale en vertu de la loi, peut spécialement approprier à cette fin toute telle part ou partie d'icelle. S. R. Q., 1712. Contribution à même l'indemnité seigneuriale.

2061. Les chemins de colonisation ou partie d'iceux, qui sont compris dans les limites d'une municipalité, ne sont réputés être des travaux publics visés par le Code municipal, qu'à condition qu'ils soient expressément déclarés l'être par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1713. Certains chemins non compris à moins d'un arrêté en conseil.

2062. Les dispositions qui peuvent être ainsi faites, de temps à autre, par arrêté en conseil, pour en définir et en assurer la surintendance provinciale requise ou pour changer, à l'égard de tous ou partie de ces chemins, ou à l'égard des ponts construits sur iceux, aucune règle de droit applicable généralement aux chemins et ponts, ou pour déclarer que quelques-uns d'iceux sont, à d'autres égards, des travaux de comté ou des travaux locaux, ou des chemins de front ou des routes, suivant le cas, ont force de loi. S. R. Q., 1714. Arrêtés en conseil à cet effet ont force de loi.

SECTION V

DES TRAVAUX DE COLONISATION

2063. Le ministre, les agents de colonisation nommés par lui et toute autre personne employée à faire des chemins et ponts de colonisation sous sa direction, au moyen d'octrois de deniers publics, ou en partie par ces octrois et en partie par des contributions locales, ont le pouvoir de construire sur toutes les terres, quels qu'en soient les propriétaires, les chemins et ponts ou autres travaux qu'ils jugent nécessaires au développement de la colonisation. S. R. Q., 1715 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Pouvoir de tracer des chemins et ponts de colonisation.

2064. Les chemins et ponts, construits en tout ou en partie par le gouvernement dans une municipalité, sont à la charge de cette municipalité, ou de la municipalité du comté, comme tous les autres chemins et ponts. S. R. Q., 1716. Construction des ponts, etc.

2065. Les municipalités ont le droit de verbaliser tout chemin ou pont de colonisation fait en tout ou en partie dans leurs limites par le gouvernement, mais elles ne peuvent en ordonner la fermeture sans une ordonnance du ministre à cet effet. S. R. Q., 1717 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Verbalisation.

Terrains appartenant à Sa Majesté. **2066.** Les terrains sur lesquels ces chemins de colonisation ont été tracés et construits deviennent la propriété de la couronne, et lorsque ces terrains sont situés dans un canton, il n'est dû aucune indemnité pour le fonds. S. R. Q., 1718.

Pouvoir de prendre le bois, la terre, le gravier, etc. **2067.** Le ministre et ses agents ont plein pouvoir et pleine autorité d'enlever des lots de terre situés dans le voisinage de ces ponts ou chemins de colonisation, le bois, la pierre, la terre, le gravier et le sable nécessaires à leur construction, et d'abattre tous les arbres à une distance de trente pieds des deux côtés de ces ponts ou chemins, sans être tenus de payer aucune indemnité, excepté pour les défrichements, lorsqu'il s'en rencontre sur le tracé. S. R. Q., 1719 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Voisins n'ont pas le droit de servitude. **2068.** Tant qu'un chemin de colonisation est sous le contrôle du ministre, les propriétaires des terrains contigus au chemin n'ont droit d'exiger de lui, ni du gouvernement, aucune servitude, de voisinage, tels que clôtures, fossés et autres. S. R. Q., 1720 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Taux de péage peuvent être prélevés. **2069.** Par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, il peut être établi des barrières sur les chemins de colonisation construits sous le contrôle du ministre, et des taux de péage prélevés sur iceux.

Chemins cessent d'être à la charge des mun. Dans tout tel cas, ces chemins cessent d'être à la charge des municipalités. S. R. Q., 1721 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Défense de passer sans payer. **2070.** Aucune personne ne doit passer une barrière où des taux de péage sont payables en vertu de tel arrêté en conseil, sans avoir acquitté ce péage.

Les barrières ne peuvent être évitées. Aucune personne, après avoir parcouru une partie d'un chemin avec un wagon, un carosse ou toute autre voiture, ou avec des animaux sujets au péage, ne doit abandonner tel chemin pour en prendre un autre et entrer dans le chemin de péage au delà d'aucune des barrières, dans le but d'en éviter le péage.

Amende. Toute infraction au présent article est punissable par une amende n'excédant pas dix piastres, laquelle peut être recouvrée en la manière prévue par l'article 2439. S. R. Q., 1722.

Poursuites par le procureur général au nom de S. M. **2071.** Les poursuites ou contestations concernant l'exécution des travaux de colonisation ou autres travaux publics, ou relatives à ces travaux, sont instruites et conduites par le procureur général, au nom de Sa Majesté. S. R. Q., 1723.

Application des dispositions relatives aux travaux publics. **2072.** Les dispositions des articles 2371 à 2388 et 2392 à 2445, inclusivement, s'appliquent *mutatis mutandis* aux travaux de colonisation mentionnés dans la présente section, s'il y a lieu. S. R. Q., 1724.

SECTION VI

DES SOCIÉTÉS DE COLONISATION DANS CERTAINS ENDROITS DE LA PROVINCE

2073. Il peut être formé dans chacune des cités et villes de Québec, Montréal, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Hull, Chicoutimi et Rimouski, ainsi que dans toute autre localité approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, une société de colonisation, tel que ci-après statué, ayant pour but et objet :

1. D'aider à activer l'établissement des colons sur les terres de la couronne, d'attirer les émigrés des autres pays et de rapatrier ceux des habitants du pays qui ont émigré à l'étranger ;

2. D'ouvrir, avec la permission du gouvernement, et d'aider au gouvernement et aux municipalités à ouvrir des chemins sur les terres vacantes de la couronne ou y conduisant ;

3. De diriger les colons ou les immigrants vers les endroits qui leur ont été assignés et réservés par le ministre, tel que ci-après prévu ;

4. De fournir aux colons des grains de semence, des provisions et des instruments propres au défrichement des terres et à la culture ;

5. D'aider aux départements de l'Agriculture, de la Colonisation, des mines et des pêcheries et des Terres et forêts, à répandre les connaissances et les informations propres à favoriser la colonisation ;

6. De favoriser la colonisation et d'aider aux colons, par tous les moyens et par toutes les démarches que ces sociétés jugent à propos d'adopter, conformément aux règlements approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1725 ; 53 V., c. 25, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 17.

2074. Dans chacune de ces cités et villes, trente personnes ou plus peuvent se réunir et former une société de colonisation ; pour cet objet, ils doivent :

1. Signer une déclaration suivant la formule A ;

2. Élire un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier, et un conseil d'administration composé de pas moins de cinq membres, y compris tels officiers ;

3. Adopter une constitution et des règlements ;

4. Faire rapport au ministre et demander à être reconnues comme formant une société de colonisation, en lui transmettant la déclaration, la constitution, les règlements, la liste des officiers et des membres du conseil d'administration, ainsi que le nom de l'endroit où doivent se réunir la société et le conseil, et qui doit être considéré comme le siège des affaires de la société. S. R. Q., 1726 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Résidence
des mem-
bres.

2075. Il n'est pas nécessaire de résider dans une des cités ou villes ci-dessus mentionnées pour être membre d'une société de colonisation. S. R. Q., 1727.

Ce que doit
régler la
constitution
de ces so-
ciétés.

2076. La constitution et les règlements de chaque société, pourvoient à la manière dont les souscriptions des membres sont payées, aux devoirs et pouvoirs des officiers et du conseil d'administration, au mode de leur élection, au temps pendant lequel ils restent en office, à l'admission de nouveaux membres, à la tenue des assemblées générales et à tout ce qui, généralement, concerne l'organisation de la société et l'administration de ses affaires. S. R. Q., 1728.

Formalités
pour l'amen-
dement de la
constitution
ou des règle-
ments.

2077. La constitution, une fois approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, tel que ci-après prévu, peut être amendée à une assemblée générale de la société dûment convoquée;—les règlements peuvent, de temps à autre, être amendés par le conseil d'administration ; mais, dans l'un ou l'autre cas, copie des amendements, certifiée par le président et le secrétaire-trésorier ou par le vice-président et le secrétaire-trésorier, doit être transmise au ministre.

Entrée en vi-
gueur des
amende-
ments.

Ces amendements n'ont force de loi qu'après avoir reçu la sanction du lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre. S. R. Q., 1729 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Sur approba-
tion du lieut.-
gouverneur,
le ministre
donne un
certificat
équivalent à
une charte.

2078. Si le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, approuve la constitution et les règlements, le ministre doit donner à la société un certificat, suivant la formule B, lequel a tous les effets d'une charte donnant à cette société le droit de contracter et d'ester en justice, sous le nom qui lui est donné, tel que ci-après prévu pour toutes les affaires qu'elle transige, conformément à l'objet et aux intentions de la présente section, recevoir des legs, dons ou contributions et posséder des biens-fonds à un montant n'excédant point le revenu annuel de mille piastres.

Enregistre-
ment et pu-
blication du
certificat.

Le ministre doit faire enregistrer ce certificat au bureau du registraire de la province et donner avis du tout dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule C. S. R. Q., 1730 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Rapport an-
nuel par so-
ciétés, de
leurs opéra-
tions.

2079. Chaque société de colonisation doit soumettre, annuellement, un rapport de ses opérations, et un état de ses recettes et dépenses, certifiés par une personne compétente nommée par le ministre pour apurer ses comptes.

Subvention.

Le ministre fait exécuter des travaux sur les chemins ou ponts de colonisation ou autres améliorations qui peuvent être jugées nécessaires pour favoriser la colonisation, pour un montant égal au tiers de la somme souscrite par chaque société.

Ces travaux sont faits sur la demande régulière du bureau de direction de chaque société. S. R. Q., 1731 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2080. Le ministre est saisi de toutes les propriétés et de tous les biens, effets, valeurs et sommes d'argent appartenant à une société dissoute,—il peut nommer un syndic pour régler et liquider les biens et les dettes de cette société, et, s'il est nécessaire, approprier à cet objet toute ou partie de la subvention qui serait revenue à la société pour l'année dans laquelle elle a été dissoute. S. R. Q., 1732 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Liquidation des affaires d'une société dissoute.

2081. Lorsqu'une société a accompli le but qu'elle s'était proposé, elle peut, par une requête signée par les deux tiers des membres du conseil d'administration, et ratifiée par les deux tiers des membres de la société, qui se trouvent présents à une assemblée générale convoquée spécialement pour cette fin, exposer au lieutenant-gouverneur en conseil les raisons pour lesquelles elle doit être dissoute.

Comment ces sociétés peuvent se dissoudre.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur le rapport du ministre, déclarer telle société dissoute, et toutes les dispositions ci-dessus sont applicables. S. R. Q., 1733 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Déclaration de dissolution de la société.

2082. Toute société peut de temps à autre adresser au ministre des terres et forêts une demande de terres pour les colons qu'elle veut établir, et ce ministre peut, de temps à autre, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, indiquer à la société un ou des cantons ou une partie ou des parties de canton pour ses opérations.

Sociétés peuvent obtenir des facilités pour l'achat de terres pour des colons.

Les lots de ce ou de ces cantons ou de cette partie ou de ces parties de canton sont réservés pour les colons envoyés par cette société, lesquels ont la préférence sur tous autres, aux prix et conditions voulus par la loi et les règlements pour la vente des terres de la couronne.

Préférence des colons sur ces lots.

La société doit établir sur ces terres, dans les délais voulus par arrêté en conseil, le nombre de colons indiqué par icelui; dans le cas contraire, il est loisible au ministre des terres et forêts de vendre les terres à d'autres personnes.

Nombre de colons qui peuvent y être établis.

Dans tous les cas, aucun canton ou partie de canton ne peut être ainsi réservé pendant plus de trois ans. S. R. Q., 1734 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 16 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22 ; 9 Ed. VII, c. 29, s. 1.

Durée de la réserve.

2083. Le ministre des terres et forêts est autorisé à faire, à toute société, un octroi gratuit d'un lot de terre, pour chaque dix lots sur lesquels les colons de la société se sont établis, que dix lots sur lesquels les colons de la société se sont établis, certains cas.

Octrois gratuits aux sociétés en certains cas.

cet octroi étant sujet aux conditions ordinaires de défrichement et d'établissement.

Disposition des lots. La société dispose des lots qui lui ont été ainsi donnés, de la manière prescrite par ses règlements. S. R. Q., 1735; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Souscriptions par les municipalités et sociétés d'agriculture. **2084.** Toute corporation municipale et toute autre corporation en cette province, peuvent souscrire des fonds en faveur d'une ou plusieurs sociétés de colonisation.

Subvention du gouvernement en ce cas. Le montant annuel ainsi souscrit et payé compte pour la répartition de la subvention du gouvernement, de la même manière que s'il avait été souscrit et payé par les membres de la société.

Souscription aux fonds de colonisation. Il est également permis à toute société d'agriculture en cette province, de souscrire au fonds d'une société de colonisation, ou de répartir entre différentes sociétés de colonisation, une somme annuelle n'excédant pas en tout un tiers de la subvention reçue du gouvernement par telle société d'agriculture pour l'année, ainsi que les dons ou contributions faits par d'autres que des membres de la société.

Les legs faits à la société comptent pour cette répartition. S. R. Q., 1736.

Membres de la société ne doivent retirer aucun profit, et les deniers ne sont appliqués qu'aux fins de la société. **2085.** Aucune société ni aucun de ses membres, ne doivent faire, directement ou indirectement, des profits sur la vente des terres accordées aux colons de cette société, et aucun des officiers de telle société ni aucun des membres du conseil d'administration ne doivent retirer de salaire ou d'émoluments, ni sur les fonds de la société, ni des colons, ni d'aucune autre personne, pour les services par eux rendus.

Sommes non remises. Aucune somme d'argent souscrite par des membres de la société ne leur est remise ni n'est appliquée à aucune fin autre que celle de la société.

Compensation. Une compensation ou indemnité à être fixée par les règles et règlements de la société, peut être néanmoins payée au secrétaire-trésorier et à un agent.

Acquisition de lots par colons de bonne foi. Rien de ce qui est contenu dans le présent article n'empêche un membre de devenir un colon de bonne foi, sous la direction de la société, ou d'obtenir ou d'acquérir, en vertu de ses règlements, des lots de terre qui sont accordés gratuitement à cette société. S. R. Q., 1737.

Inspection des livres, etc., du secrétaire-trésorier. **2086.** Le secrétaire-trésorier d'une société de colonisation doit, en tout temps, permettre et faciliter l'inspection de ses registres, livres de comptes et pièces justificatives par tout officier du département ou par toute autre personne spécialement déléguée à cet effet par le ministre. S. R. Q., 1738; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2087. Le ministre doit, dans son rapport à la Législature, rendre compte, chaque année, de toutes les sommes payées en vertu de la présente section, ainsi que des opérations des diverses sociétés établies en vertu d'icelle, et de tous les résultats obtenus, de la manière la plus complète et la plus détaillée qu'il lui est possible de le faire. S. R. Q., 1739; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Compte rendu annuel du ministre.

2088. Le lieutenant-gouverneur fait mettre, dix jours après l'ouverture de la session, devant le Conseil législatif et l'Assemblée législative, copie de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation. S. R. Q., 1740.

Copies d'arrêtés en conseil réservant des terres, soumises à la Législature.

FORMULES

A.—(Article 2074)

Déclaration de société

Nous, soussignés, déclarons nous réunir et nous associer ce jour, pour former une société de colonisation dans la division électorale de _____, et nous nous engageons à nous soumettre à toutes les dispositions de la section sixième du chapitre huitième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les sociétés de colonisation, dans certains endroits de la province, et nous nous engageons à payer chacun de nous une souscription d'au moins _____ piastres, pour les fins de cette section.

S. R. Q., 1740, formule A.

B.—(Article 2078)

Certificat du ministre

Je certifie, par ces présentes, qu'il a été formé, dans la division électorale de _____, une société de colonisation, connue sous le nom de "société de colonisation No _____ de la division électorale de _____ (ou du comté de _____, suivant le cas) ayant le siège de ses affaires à _____, et que messieurs _____, président ; _____, vice-président ; _____, secrétaire-trésorier ; et _____, membres du conseil d'administration, et les signataires de la déclaration qui m'a été transmise à cet effet, et toutes autres personnes qui, par la suite, se joindront à eux aux termes de la constitution et des règlements adoptés par la dite société, à _____, forment et formeront à l'avenir la dite société avec tous les pouvoirs et droits civils accordés par la section sixième du chapitre huitième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant les sociétés de colonisation dans certains endroits de la province.

A. B.,

Ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries.

S. R. Q., 1740, formule B ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

C.—(Article 2078)

Avis dans la Gazette officielle

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de "société de colonisation No _____ de la division électorale de _____," par certificat en date du _____, enregistré au bureau du registraire de la province le _____.

Les officiers de la dite société sont _____, président ; _____, vice-président ; _____, secrétaire-trésorier ; et _____, membres du conseil d'administration.

Le siège des affaires de la dite société est à _____.

A. B.,

Ministre, etc.

S. R. Q., 1740, formule C ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

SECTION VII

DES SOCIÉTÉS DE COLONISATION DANS LES CITÉS DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL

2089. Des sociétés de colonisation peuvent, outre celles déjà existantes, se former dans les cités de Québec et de Montréal, dans le but de faciliter l'établissement des colons sur les terres de la couronne. S. R. Q., 1741.

2090. Les formalités nécessaires pour la formation et l'organisation de semblables sociétés, et les obligations auxquelles elles sont assujéties, sont déterminées par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, lequel arrêté est publié dans la *Gazette officielle de Québec* pour valoir ce que de droit.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut aussi, au lieu de faire des règlements, approuver de la même manière, ceux déjà faits par une société existante. S. R. Q., 1742.

SECTION VIII

DE LA PROTECTION DES COLONS

2091. Les terres publiques octroyées aux colons de bonne foi, sous forme de billet de location, permis d'occupation, certificat de vente, ou autres titres semblables, ou aux mêmes fins, en vertu du chapitre sixième du titre quatrième des Statuts refondus, relatif au département des forêts, et aux matières qui en relèvent, ainsi qu'en vertu des arrêtés en conseil, et règlements faits en vertu du dit chapitre, ne peuvent, tant que les lettres patentes ne sont pas émises, être engagées ou hypothéquées, par jugement ou autrement, ni être saisies et exécutées, pour aucune dette quelconque, moins que ce ne soit pour le prix de telle terre, pour le paiement des taxes municipales et scolaires, frais de voirie, et répartitions pour constructions d'églises, presbytères et cimetières, et ce, nonobstant les articles 1980 et 1981 du Code civil, et les articles 613 et 614 du Code de procédure civile.

Toutefois, ce droit d'exemption de la saisie et exécution, ne doit pas s'étendre à plus de cinq ans de la date du billet de location, du permis d'occupation, du certificat de vente ou autre titre semblable, comme susdit. S. R. Q., 1743 ; 9 Ed. VII, c. 30, s. 1.

2092. Tout concessionnaire de terre publique en cette province, qui acquiert, par billet de location ou permis d'occupation, un certificat de vente ou autre titre semblable, émis en son nom, soit au nom d'une autre personne dont il est devenu le concessionnaire ou le représentant légal, peut, dans les trois mois qui suivent l'émission de ses lettres patentes, choisir

un certain nombre d'acres de telles terres, mais ne dépassant pas cent, pour se créer un patrimoine de famille (*homestead*).

Exemption
de la saisie-
exécution de
ce patri-
moine du-
rant un cer-
tain temps
en se confor-
mant à cer-
taines condi-
tions.

Lorsqu'il a fait une déclaration solennelle de ce choix, selon la formule A, que la dite déclaration a été reconnue conformément à la loi de la preuve en Canada et qu'elle a été enregistrée dans les dits trois mois au bureau d'enregistrement de l'endroit où sont situées telles propriétés, les terres ainsi choisies comme patrimoine de famille avec les bâtiments ou autres constructions y érigés, tant qu'ils sont entre les mains du concessionnaire, ou entre les mains de sa veuve, ou de ses enfants héritiers, légataires ou donataires, de même que les droits, titres ou intérêts qu'ils peuvent y avoir, sont, nonobstant les articles 1980 et 1981 du Code civil et les articles 613 et 614 du Code de procédure civile, exempts de la saisie et exécution, durant les quinze années suivant la date de l'enregistrement de cette déclaration, pour le paiement des dettes qu'ils ont contractées soit avant, soit pendant cette période, à moins que ce ne soit pour le prix de ces terres, ou pour purger les charges ou hypothèques valides qu'ils ont consenties eux-mêmes sur la propriété, après l'émission des lettres patentes.

Enregistre-
ment de la
déclaration
du choix que
fait le con-
cessionnaire;
certificat du
régistrateur.

Sur réception de cette déclaration et sur paiement de l'honoraire de cinquante centins, le registrateur est tenu d'enregistrer telle déclaration et de fournir, sur paiement d'un semblable honoraire de cinquante centins, au concessionnaire ou à ses représentants comme susdit, un certificat suivant la formule B, lequel certificat est valable devant tout tribunal. S. R. Q., 1744 ; 9 Ed. VII, c. 30, s. 2.

Certains
effets du
colon ex-
empts de la
saisie-exé-
cution.

2093. Sans préjudicier aux articles 598 et suivants du Code de procédure civile, les meubles et effets ci-dessous énumérés, qu'ils soient entre les mains d'un colon de bonne foi, tel que mentionné dans l'article 2091, ou entre les mains de sa veuve ou de ses enfants ou descendants en ligne directe, sont, tant que la personne sur laquelle la saisie est faite est propriétaire du fonds en vertu du dit article, exempts pour toute dette quelconque, de la saisie et exécution, excepté pour le paiement des taxes, charges et redevances mentionnées à l'article 2091, et cela à compter de la date de l'octroi de telles terres, et durant quinze ans après l'émission des lettres patentes, savoir :

1. Les lits, literies et bois de lits à l'usage de sa famille
2. Les vêtements ordinaires et nécessaires pour lui et sa famille;
3. Un poêle et son tuyau, une crémaillère et ses accessoires, une paire de chenêts, un assortiment d'ustensiles de cuisine, une paire de pincettes et une pelle, une table, six chaises, six couteaux, six cuillères, six fourchettes, six assiettes, six tasses à thé, six soucoupes, un sucrier, un pot au lait, une théière, tout rouet à filer et métier à tisser destinés à l'usage domestique, une

hache, une scie, un fusil, six pièges, les rets et seines de pêche ordinairement en usage et dix volumes ;

4. Du combustible, de la viande, du poisson, de la farine et des légumes, suffisants pour lui et sa famille pendant trois mois ;

5. Les grains de semence nécessaires pour ensemençer sa terre ;

6. Deux chevaux ou deux bœufs de labour, dix autres bêtes à cornes, six moutons, cinq cochons, les animaux de basse cour, les grains et fourrages nécessaires à l'hivernement ou à l'engraissement de ces animaux ;

7. Les voitures et instruments d'agriculture ;

8. Les matériaux de construction destinés à la construction, à la réparation ou à l'amélioration des bâtiments, ou moulins sur sa terre.

Les effets mentionnés aux paragraphes 1, 2, 3, 4, 5 et 6 sont laissés sur un plus grand nombre, au choix du débiteur. Choix du débiteur.

Les effets mentionnés aux paragraphes 3, 4, 5, 6, 7 et 8 ne sont pas exempts de la saisie et de la vente, s'il s'agit du prix de leur acquisition. S. R. Q., 1745 ; 9 Ed. VII, c. 30, s. 3.

2094. Si un colon a occupé une terre de la couronne, plus de cinq années avant l'émission des lettres patentes, le surplus de ces cinq années doit être retranché des quinze années de l'exemption mentionnée dans l'article 2093. Restriction de l'exemption de la saisie-exécution. S. R. Q., 1746 ; 9 Ed. VII, c. 30, s. 4.

2095. Le propriétaire du patrimoine de famille et des terres publiques en vertu des articles 2091 et 2092 a droit de l'aliéner à titre gratuit ou onéreux, même sans le consentement notarié de son conjoint. Aliénation à titre gratuit ou onéreux. 9 Ed. VII, c. 30, s. 5, *partie*.

2096. Rien, dans la présente section, ne doit être interprété de manière à exempter une terre de la couronne occupée avec permis d'occupation, du paiement des taxes municipales, et scolaires et des répartitions d'église, dont elle est maintenant grevée ou dont elle peut le devenir. L'exemption n'affecte pas le paiement des taxes municipales, etc. S. R. Q., 1747.

2097. La présente section s'applique aux pêcheurs qui sont en même temps colons. Application de la loi. S. R. Q., 1748.

FORMULES

A.—(*Article 2092*)*Déclaration d'acquisition du patrimoine*

Je, A. B., de _____, comté de _____, déclare solennellement par les présentes que je suis propriétaire et en possession de terres publiques en vertu de lettres patentes émises le _____ jour du mois de _____, 19 _____ :

Que, conformément à la section huitième du chapitre huitième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant la protection des colons, j'ai choisi _____ acres de telles terres pour me servir de patrimoine de famille (*homestead*) lesquelles sont décrites comme suit, savoir : (*description de la terre*)

et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment en vertu de la loi de la preuve en Canada.

A. B.

Reconnu et déclaré devant moi, un des juges de paix de Sa Majesté, pour le district de _____, à _____, ce _____ jour du mois de _____, 19 _____.

S. H.

Juge de paix

S. R. Q., 1748, cédule A ; 9 Ed. VII, c. 30, s. 6.

B.—(*Article 2092*)*Certificat du registraire*

Je, L. M., registraire pour la division de _____, certifie par les présentes, que A. B., de _____, comté de _____, a produit à mon bureau, pour être enregistrée, sa déclaration solennelle constatant qu'en vertu de la section huitième du chapitre huitième du titre quatrième des Statuts refondus de Québec, 1909, concernant la protection des colons, a choisi _____ acres de terres qu'il possède par lettres patentes de la couronne, pour lui servir de patrimoine de famille (*homestead*), lesquelles terres sont décrites comme suit : (*description de l'immeuble*)

Et que conformément à la dite section, j'ai enregistré la dite déclaration pour valoir ce que de droit.

Daté à _____, ce _____ jour du mois de _____, 19 _____

L. M.,

Régistraire

S. R. Q., 1748, cédule B ; 9 Ed. VII, c. 30, s. 6.

SECTION IX

DES MINES

§ 1.—*Dispositions déclaratoires et interprétatives*

2098. Dans la présente section, qui peut être citée sous le nom de “loi des mines de Québec,” ainsi que dans tous les arrêtés en conseil ou règlements promulgués en vertu d’icelle, si le contexte ou la matière ne s’y oppose,—

1. Les mots “miner,” “faire des fouilles,” “exploiter” et “exploitation” signifient et désignent tout procédé ou toute opération par lesquels on peut miner, fouiller, tirer, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d’en extraire des minerais quelconques;

2. Les mots “mines” et “minerais” signifient et comprennent toute carrière de pierre de quelque espèce qu’elle soit, et toute pierre ou roche, terre alluviale ou non, où il se rencontre de l’or, de l’argent, du cuivre, du phosphate de chaux, de l’amiante, ou toute substance minérale de valeur appréciable;

3. Les mots “division minière” signifient et désignent toute étendue de territoire érigée en division minière sous la présente section;

4. Les mots “terres publiques,” ou “terres de la couronne” signifient et désignent toutes terres de la couronne, terres de l’ordonnance dont la propriété a été transférée à la province, terres du clergé ou terres des jésuites, du domaine de la couronne ou de la seigneurie de Lauzon, qui n’ont pas été aliénées par la couronne;

5. Les mots “terres des particuliers” désignent toutes terres concédées ou autrement aliénées par la couronne, autres que les concessions ou terrains miniers vendus par la couronne comme tels, ou qui le seront à l’avenir;

6. Le mot “particulier” signifie toute personne qui possède comme propriétaire ou à titre d’usufruit, un terrain sur lequel il existe ou est supposé exister une mine quelconque;

7. Les mots “permis d’exploitation” signifient le permis donné à toute personne, société ou compagnie, d’exploiter une mine localisée sur un terrain désigné en payant la rente fixée par la loi;

8. Les mots “certificat de mineur” signifient l’autorisation à tout prospecteur de faire la recherche des mines en général sur toutes les terres où les droits de mine appartiennent à la couronne, et le droit de marquer des claims;

9. Le mot “claim” sert à désigner l’étendue de terrain comprise dans les limites du piquetage entourant une découverte;

- " Porteur de permis;" 10. Les mots " porteur de permis " signifient toute personne, société ou compagnie, qui a obtenu un permis en vertu de la présente section, et les mots " porteur de certificat de mineur " signifient la personne qui a obtenu tel certificat ;
- " Passage mitoyen;" 11. Les mots " passage mitoyen " désignent une certaine étendue de terre ou de roc laissée entre deux excavations ;
- " Permis d'appareils mécaniques ou machines;" 12. Les mots " permis d'appareils mécaniques ou machines " signifient un permis de faire usage de tels appareils ou machines pour l'extraction ou la préparation des minerais ;
- " Appareils mécaniques ou machines sous permis, etc.;" 13. Les mots " appareils mécaniques ou machines sous permis " désignent les appareils mécaniques ou machines pour lesquels un permis a été accordé pour extraire l'or ou l'argent, de la pierre ou du quartz ; et les mots " propriétaire d'appareils mécaniques ou machines sous permis," désignent la personne à qui l'on a accordé un permis de cette nature ;
- " Minéraux ou métaux supérieurs;" 14. Les mots " minéraux ou métaux supérieurs " signifient tous les minéraux, sauf les produits de peu de valeur et les matériaux de construction, tels que la tourbe, le fer des marais (*bog ores*), les ocre, l'argile, la marne, le sable, les graviers, les eaux minérales et les pierres employées pour la construction, telles que calcaires, grès, granit, lesquels sont dénommés minéraux inférieurs ;
- " Concession minière;" 15. Les mots " concession minière " signifient toute étendue de terre vendue pour l'exploitation des mines ;
- " Concession minière souterraine;" 16. Les mots " concession minière souterraine " s'entendent de toute propriété minière souterraine vendue pour l'exploitation des mines, en vertu de la présente section ;
- " Ministre." 17. Le mot " ministre," lorsqu'il est employé seul, signifie le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries.
- Mesurage. Les mesurages sont faits et les distances sont comptées, en vertu de la présente section, conformément aux mesures anglaises. S. R. Q., 1421; 9 Ed. VII, c. 27, s. 1.

§ 2.—*Du privilège des aubains—et de la réserve des droits de mine*

Aubains. 2099. Les aubains, comme les sujets britanniques, peuvent jouir des avantages de la présente section, en suivant ses dispositions et en s'y soumettant. S. R. Q., 1422; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Réserve des droits de mine. 2100. Il n'est pas nécessaire, depuis le 24 juillet 1880, et, à l'avenir, dans les concessions de terres (qui ne sont pas en même temps des concessions minières) faites par la couronne par lettres patentes ou autres titres au même effet, que mention soit faite de la réserve du droit de mine, laquelle réserve est toujours censée exister. S. R. Q., 1423; 1 Ed. VII, c. 13, s. 1.

2101. A l'égard de la couronne, les droits de mine ainsi réservés tacitement forment une propriété souterraine distincte et indépendante de celle du terrain qui la recèle. S. R. Q., 1424; 1 Ed. VII, c. 13, s. 1.

2102. Toutes les mines appartenant à la couronne, en vertu de la loi ou des titres de concession, dans le tréfonds des terres concédées avant le 24 juillet 1880, dans les cantons, excepté les mines d'or et d'argent, sont abandonnées par la couronne et appartiennent exclusivement au propriétaire de la surface, pourvu que celui-ci ne se soit pas départi de son droit de préemption consacré par les dispositions antérieures de la loi.

Dans le cas où le propriétaire de la surface se serait départi de son droit de préemption, l'acquéreur du dit droit a, mais sur les mines ainsi abandonnées seulement, le premier et à l'exclusion de tous autres, le privilège de miner, à moins qu'il ne décline de le faire dans un délai de six mois sur valable mise en demeure de la part du propriétaire superficiaire, à la suite d'une découverte exploitable d'un minéral quelconque.

Si, au cours de l'exploitation d'une des mines ainsi abandonnées, il est découvert de l'or ou de l'argent en quantité exploitable, le propriétaire exploitant peut, dans les trois mois à compter de la mise en demeure par le département, en obtenir la concession de préférence à tout autre, au prix ordinaire des métaux supérieurs. S. R. Q., 1425; 1 Ed. VII, c. 13, s. 1; 7 Ed. VII, c. 18, s. 1.

2103. Dans les concessions de terres faites avant le 24 juillet 1880 par simple billet de location, aux conditions d'établissement, pour fins agricoles, mais pour lesquelles concessions des lettres patentes ou autres titres au même effet ne sont pas émis, ou ne l'auraient été que postérieurement à la date susdite, les mines d'or et d'argent seulement appartiennent à la couronne, s'il est établi qu'à la date du 24 juillet 1880 l'acquéreur de ces terres, ou ses ayants droit, avaient accompli toutes les conditions du billet de location, et que des lettres patentes ou autres titres au même effet auraient pu alors être émis.

Dans le cas où les conditions du billet de location n'étaient pas remplies à la date du 24 juillet 1880, les mines de toutes sortes appartiennent à la couronne, comme si la concession de ces terres avait été faite sous l'empire de la loi des mines de 1880. S. R. Q., 1426; 1 Ed. VII, c. 13, s. 1.

2104. Toute personne qui a obtenu ou obtiendra, par lettres patentes, pour l'exploitation de métaux inférieurs, un ou des lots de terre faisant partie des terres publiques, doit, si elle, ou son représentant légal, découvrir et veut exploiter ou faire

taux supérieurs sur les lots obtenus pour l'exploitation des métaux inférieurs.

Vente des mines de métaux supérieurs, en certains cas.

exploiter une mine de métaux supérieurs, payer au ministre, outre le prix déjà payé pour ce terrain minier, une somme additionnelle suffisante pour atteindre la somme exigée par l'article 2114 pour l'acquisition de terrains miniers renfermant des métaux supérieurs, si, toutefois, le montant déjà payé ne s'élève pas à cette dernière somme.

Il est cependant loisible au ministre de vendre à une autre personne, les mines de métaux supérieurs qui peuvent se trouver dans les mêmes terrains, si les propriétaires de mines des métaux inférieurs refusent d'user de leur droit après avoir été mis en demeure de le faire. S. R. Q., 1431 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 7 Ed. VII, c. 18, s. 2.

§ 3.—Du droit régalien

Droit régalien exigible.

2105. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, s'il le juge à propos, et d'après les conditions et formalités qu'il croit convenables, réclamer, en tout temps, le droit régalien dû à la couronne sur toute terre vendue, concédée ou autrement aliénée par la couronne avant ou après l'entrée en vigueur des présents Statuts refondus, mais seulement cinq ans après la date de telle vente ou aliénation.

En quoi il consiste.

Ce droit régalien, à moins qu'il ne soit autrement fixé par lettres patentes ou autres titres de la couronne, est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil, d'après le rapport de l'inspecteur des mines, et en prenant pour base la valeur, à la mine, du minerai extrait, déduction faite des frais d'extraction, et ne doit pas excéder trois pour cent de cette valeur. S. R. Q., 1435 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

§ 4.—Des concessions minières,—de leur forme et de leur dimension

Composition des concessions minières.

2106. Les concessions minières comprennent, outre l'attribution ordinaire de cinq pour cent pour les chemins :

1. Dans les territoires non subdivisés, une étendue de forme rectangulaire n'excédant pas deux cents acres, ni de moins de quarante, par sections contiguës ou séparées ;

2. Dans les cantons arpentés et subdivisés, et dans les seigneuries une étendue d'un ou de deux lots, pris séparément ou formant un seul lopin de terre, tels que décrits aux plans des arpentages ou du cadastre, selon le cas ; chaque concession ne devant pas excéder deux cents acres ni admettre de fractions de lots, sauf les pouvoirs conférés au lieutenant-gouverneur en conseil par l'article 2113.

Lots de grève, etc.

Les petites îles ou îlots, les lots de grève ou en eau profonde et les résidus de lots dont parties sont déjà affectées aux mines sont vendus pour la contenance qu'ils comportent. S. R. Q., 1436 ; 7 Ed. VII, c. 18, s. 3 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 2.

2107. Dans les territoires non arpentés, les lignes extérieures des concessions minières doivent être tracées respectivement dans des directions sensiblement nord et sud et est et ouest. S. R. Q., 1437 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 3.

Direction des
lignes exté-
rieures dans
les territoires
non arpentés.

2108. Lorsque les concessions minières, dans les territoires non arpentés, se trouvent sur le bord des lacs ou des rivières, elles doivent avoir leur front sur tels lacs ou rivières et sont sujettes, dans tous les cas, aux droits publics sur les eaux navigables et flottables.

Concessions
sur les bords
des lacs etc.,
dans les ter-
ritoires non
arpentés.

De plus, le long de ces lacs ou rivières, il est réservé un droit de chemin d'une demi-chaîne de largeur, lequel doit être compris dans l'attribution de cinq pour cent spécifiée dans l'article 2106. S. R. Q., 1438 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Réserve de
chemin.

2109. Toutes les concessions minières comprises dans un territoire non arpenté doivent être déterminées sur le terrain, par un arpenteur provincial agissant d'après les instructions du département des Terres et forêts, et unies avec quelque point déjà établi par un arpentage antérieur, afin de pouvoir être rapportées sur les cartes de ce territoire qui sont dans les archives de ce département.

Concessions
dans les ter-
ritoires non
arpentés,
comment
déterminées.

Ces opérations sont faites aux frais des requérants, qui doivent fournir, avec leur demande pour achat, le plan de l'arpenteur établissant la position et la dimension des concessions qu'ils désirent acquérir, avec les notes d'arpentage et procès-verbaux concernant telles opérations; le tout conformément à la présente section et à la satisfaction du ministre. S. R. Q., 1439 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Frais de ces
opérations.

§ 5.—*De l'acquisition des terrains miniers—et du devoir des propriétaires qui cèdent leurs droits*

2110. Tout terrain supposé contenir des mines ou des minerais appartenant à la couronne, peut :

Mode d'ac-
quisition des
terrains mi-
niers de la
couronne.

1. Etre acquis du ministre comme concession minière, à titre de vente, ou
2. Etre occupé et exploité en vertu d'un permis d'exploitation. S. R. Q., 1440 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

2111. Les droits de mine appartenant à la couronne dans les terres des particuliers, peuvent également être acquis en la manière indiquée par l'article 2110. S. R. Q., 1441 ; 1 Ed. VII, c. 13, s. 2.

Acquisition
des mines
sur les terres
des particu-
liers.

2112. Tout propriétaire de terrain minier, de même que tout porteur de permis d'exploitation aux termes du para-

Avis de ven-
te de terrains

miniers au ministre. graphe huitième de la présente section, peut vendre, céder, transporter ou aliéner les droits lui résultant de son titre de propriété ou de son permis, en communiquant une copie authentique ou un double des vente, cession, ou transport au ministre qui en fait faire un enregistrement sommaire dans un registre spécial, moyennant un honoraire de dix piastres.

Nullité de la vente en certains cas. Toute vente, cession ou transport non ainsi enregistré est nul à l'égard de la couronne.

Enregistrement de la vente. L'enregistrement est fait dans les trente jours à la diligence de l'une ou de l'autre des parties intéressées. L'enregistrement subséquent à ce délai est valide, mais peut être opposé aux transactions de dates postérieures seulement. S. R. Q., 1442; 7 Ed. VII, c. 18, s. 4; 9 Ed. VII, c. 27, s. 4.

§ 6.—*Du prix des concessions minières—et de la réserve de coupe de bois sur icelles*

I. PRIX DES CONCESSIONS MINIÈRES

Etendue de la concession. **2113.** Aucune vente de concessions minières formant plus de deux cents acres ne peut être faite à une même personne dans un rayon de cent milles, dans la même année.

Exception. Le lieutenant-gouverneur en conseil a, néanmoins, le droit d'assigner à cette personne, sur preuve suffisante de ses moyens et de ses capitaux, une étendue de terrain plus considérable, mais n'excédant pas mille acres. S. R. Q., 1443; 7 Ed. VII, c. 18, s. 5; 9 Ed. VII, c. 27, s. 5.

Prix des concessions minières. **2114.** Lors de la demande d'achat de concessions minières et de la production des documents indiqués dans la présente section, le requérant est tenu de payer au département de la Colonisation, des mines et des pêcheries le prix entier des concessions minières qu'il veut acquérir, aux taux suivants : \$10.00 l'acre pour les métaux supérieurs, à plus de vingt milles d'un chemin de fer, et \$20.00 à une distance moindre de vingt milles; et pour les métaux inférieurs, \$2.00 l'acre, à plus de vingt milles d'un chemin de fer, et \$4.00 à une distance de moins de vingt milles. S. R. Q., 1444; 9 Ed. VII, c. 27, s. 6.

Mise en vente des concessions minières. **2115.** Le ministre peut, de temps à autre, et aussi souvent que les circonstances l'exigent, offrir et mettre en vente tel nombre de concessions minières qu'il juge à propos.

Mode de faire la vente. Cette vente se fait à l'enchère publique, après avis dûment donné et publié, pendant au moins quatre semaines, dans la *Gazette officielle de Québec* et dans au moins un journal français et un journal anglais, s'il en est publié dans ces deux langues, dans chacune des cités de Québec, de Montréal et d'Ottawa.

A chaque telle vente, la mise à prix ou première enchère ^{Mise à prix.} est fixée et déterminée par le ministre, mais ne doit, dans aucun cas, être moindre que le montant fixé dans l'article ^{Paiement} 2114 ; et le prix entier d'adjudication est payable comptant ^{comptant du} sous peine de nullité absolue de la vente. S. R. Q., 1445 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2116. A moins de stipulation contraire dans les lettres ^{Effet de la} patentes : ^{vente,—}

1. S'il s'agit de concessions de métaux supérieurs, la vente ^{S'il s'agit de} de telles concessions donne à l'acquéreur le droit d'exploiter ^{métaux su-} tous les métaux qui s'y trouvent ; ^{périeurs;}

2. S'il s'agit de concessions de métaux inférieurs, la vente ^{S'il s'agit de} de telles concessions donne à l'acquéreur le droit d'y exploiter ^{métaux infé-} les métaux inférieurs seulement. S. R. Q., 1446 ; 55-56 V., ^{rieurs.} c. 20, s. 1.

2117. Dans les cantons érigés, comme dans les territoires non ^{Exhibition} arpentés, aucune terre ne doit être vendue en vertu de la pré- ^{des minerais} sente section, à moins qu'elle ne présente des indications réelles ^{requisse} de minéral ; et la preuve de ces indications doit être faite ^{avant la} par l'exhibition de spécimens des minerais qui se trouvent sur ^{vente des} ou dans la dite terre, accompagnés d'affidavits de personnes ^{terrains mi-} compétentes et dignes de foi établissant que les spécimens ^{niers.} produits proviennent de cette terre. S. R. Q., 1447 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

II.—RÉSERVE DE COUPE DE BOIS SUR LES CONCESSIONS MINIÈRES

2118. Les porteurs de permis de coupe de bois ont, en ^{Droits des} vertu de tel permis, le privilège de couper, sur toutes les con- ^{porteurs de} cessions minières accordées dans leurs limites, les bois de toute ^{permis de} espèce suivant la loi et les règlements des bois et forêts. ^{coupe de} ^{bois.}

Ce privilège cesse après trois ans à dater de l'émission des ^{Extinction} lettres patentes pour ces concessions minières. S. R. Q., 1448 , ^{du droit.} 4 Ed. VII, c. 16, s. 1.

2119. Les bois de toute espèce sont réservés par la loi, en ^{Réserve du} faveur de la couronne, sur les terrains vendus comme terrains ^{bois en fa-} miniers dans un territoire qui n'est pas sous permis de coupe ^{vour de la} de bois. ^{couronne.}

Des permis de coupe de bois peuvent être accordés, con- ^{Permis pour} formément à la loi concernant les bois et forêts, pour les bois ^{couper le} ainsi réservés en faveur de la couronne, sur ces terrains miniers. ^{bois réservé.}

Le porteur du permis de coupe de bois a droit de faire et ^{Chemins.} entretenir, à travers ces concessions minières, tout chemin né- ^{cessaire} cessaire pour ses opérations.

Le droit de couper le bois en vertu d'un permis sur les ter- ^{Extinction} rains miniers visés par le présent article, cesse après trois ans ^{du droit de}

couper le bois.

de la date du premier permis de coupe de bois émis sur ces concessions minières. S. R. Q., 1449 ; 4 Ed. VII, c. 16, s. 1.

Droit des acquéreurs de concessions minières de prendre du bois.

2120. Les acquéreurs ou propriétaires de telles concessions minières ont, dans le cas des articles 2118 et 2119, le droit de couper et prendre, pour leur propre usage, les arbres dont ils ont besoin pour la construction des bâtiments et dépendances nécessaires à leurs opérations. S. R. Q., 1450 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

§ 7.—*De la révocation de la vente des terrains miniers*

Vente des terrains miniers assujettie à certaines conditions.

2121. Les terrains miniers doivent être vendus à la condition expresse que l'acquéreur commencera de bonne foi l'exploitation des minerais y contenus, dans le délai de deux ans à compter de la date de l'acquisition, et que, dans ce délai, l'acquéreur dépensera, pour chaque section ou lot de cent acres, une somme de pas moins de cinq cents piastres s'il s'agit de métaux supérieurs, et de pas moins de deux cents piastres s'il s'agit de métaux inférieurs, dans telle exploitation.

Défaut d'accomplissement des conditions. Quand les lettres patentes sont émises.

Le ministre peut révoquer la vente de tels terrains miniers, pour défaut d'accomplissement de ces conditions, en la manière suivie pour la révocation des ventes de terres publiques.

Les lettres patentes ne doivent être émises que sur preuve satisfaisante que les conditions ci-dessus ont été remplies. S. R. Q., 1451 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 7 Ed. VII, c. 18, s. 7.

§ 8.—*Des permis*

I.—CERTIFICAT DE MINEUR

Certificat de mineur.

2122. Le ministre peut délivrer des certificats de mineur à toute personne qui en fait la demande au département ou à l'un de ses agents. Ces certificats sont valides depuis le jour de leur émission jusqu'au premier de janvier suivant. S. R. Q., 1452 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

Prix du certificat.

2123. Le prix de ce certificat est de \$10.00, payable au département ou entre les mains de ses agents, sur livraison. Il est rédigé suivant la formule G, et, au cas de perte ou de détérioration accidentelle, il peut en être donné un duplicata. S. R. Q., 1453 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

Exhibition du certificat.

2124. Le porteur d'un certificat doit l'exhiber à tout officier du département qui en fait la demande. S. R. Q., 1454 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

2125. Toute personne porteur d'un certificat de mineur peut prospecter sur toutes les terres publiques arpentées ou non arpentées ou sur les terres des particuliers où les mines sont réservées à la couronne, à l'exclusion de tout claim, de tout terrain sous permis d'exploitation, et de tout terrain soustrait à toute autre opération minière par l'autorité compétente.

Pouvoir du porteur de certificat.

Toutefois si tel porteur de certificat de mineur désire prospecter sur les terres des particuliers il doit fournir de bonnes et suffisantes sûretés, sujettes à l'approbation du ministre, pour répondre de tous les torts et dommages qu'il peut causer au propriétaire superficiaire en faisant des recherches. S. R. Q., 1455 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

Sûreté que doit fournir le porteur en certains cas.

II. — PIQUETAGE SUR LES TERRITOIRES NON ARPENTÉS

2126. Tout porteur d'un certificat de mineur a droit de marquer lui-même sur le terrain, un ou plusieurs claims, mais pas plus de cinq, de forme rectangulaire, les côtés ayant des directions sensiblement nord et sud et est et ouest, mesurant chacun au moins quarante acres de superficie, et n'excédant pas un total de deux cents acres, de la manière et à l'effet suivants :

Manière de piquer les claims dans les territoires non arpentés.

1. En plantant un piquet équarri sur un point saillant indiquant la découverte. Ce piquet doit porter en caractères bien lisibles, le nom du découvreur, le numéro de son certificat et la date de la découverte ;

2. En plaçant à chaque sommet d'angle de l'emplacement susdit, des piquets numérotés 1, 2, 3 et 4, le piquet le plus rapproché du point nord-est portant le numéro 1, celui le plus rapproché du point sud-est, le numéro 2, et ainsi de suite ;

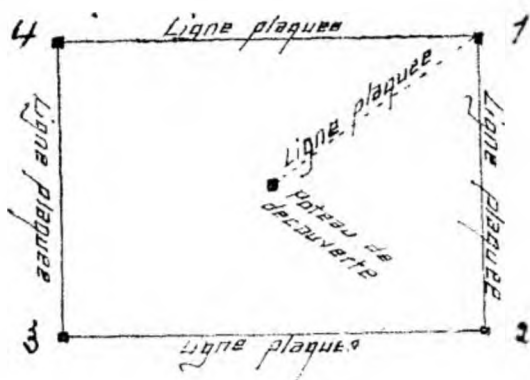
3. En portant sur le piquet numéro 1 les inscriptions du piquet de découverte, et en y indiquant la distance qui sépare ces piquets l'un de l'autre ;

4. Les lignes entre ces piquets y compris celle reliant le piquet de découverte au piquet numéro 1, doivent être visiblement coupées ou indiquées sur le terrain ;

5. Si à l'un des angles il est impossible, à raison de la configuration du terrain, de planter un piquet, celui-ci peut être fixé à l'endroit praticable le plus rapproché, en y faisant l'inscription suivante : P. I. (*piquet indicateur*) ou W. P. (*witness post*) et une indication de la distance dans la direction du point vrai ;

6. La longueur des piquets doit être d'environ quatre pieds à partir du sol, et leur diamètre d'environ quatre pouces ;

7. Le diagramme suivant donne la description d'un claim établi d'après la méthode ci-dessus :



S. R. Q., 1456 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

III. — PIQUETAGE SUR LES TERRITOIRES ARPENTÉS

Manière de piqueter les claims dans les territoires arpentés.

2127. Sur les territoires arpentés le porteur d'un certificat de mineur peut marquer un ou deux claims seulement de cent acres ou d'un lot, chacun, en plantant un seul piquet à l'endroit de la découverte de la manière indiquée dans le paragraphe 1 de l'article 2126 ; les contours du claim étant suffisamment indiqués par les bornes du lot même. Si cependant il s'agit d'un lot situé en pleine forêt il faut y faire les indications mentionnées dans l'article 2126 à chaque sommet d'angle.

Proviso.

Territoire n'appartenant pas à la couronne.

S'il s'agit d'un terrain n'appartenant plus à la couronne, le claim peut cependant s'étendre à une fraction de lot seulement. S. R. Q., 1457 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

Porteur de certificat peut être déchu de son droit, etc.

2128. Le porteur d'un certificat de mineur qui fait une découverte doit procéder avec diligence au piquetage nécessaire, à défaut de quoi il peut être déchu de son droit de le faire, s'il est devancé par un autre dans l'accomplissement du même travail. S. R. Q., 1457a ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

Avis au département.

2129. Le porteur d'un certificat de mineur qui a établi un claim en procédant comme ci-dessus, doit sans délai en informer le département de la Colonisation, des mines et des pêcheries, ou le fonctionnaire du département tenant bureau à l'endroit le plus rapproché de la découverte. S. R. Q., 1457b ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

Mention au dos du certificat.

2130. Si le claim est reconnu par le département ou le fonctionnaire, mention en est faite sur le dos du certificat du mineur, et aussi dans les livres du département. S. R. Q., 1457c ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

2131. Il doit aussi, dans un délai de quatre mois à compter de la date inscrite sur les piquets, sous peine de déchéance de tous droits ou privilèges, se munir d'un permis d'exploitation en conformité des articles 2133 et suivants.

La demande à cet effet doit être accompagnée :

1. Du montant de l'honoraire et de la rente ;
2. D'une description de l'emplacement marqué sur le terrain, avec croquis ou plan, et aussi avec indication des points de repère les plus rapprochés, tels que lacs, rivières, arpentages, ou habitations, s'il y en a ;

3. D'une déclaration solennelle attestant que ce terrain n'a pas été antérieurement marqué, et n'est pas sous permis d'exploitation, et donnant les noms et la date des inscriptions sur les piquets, ainsi que le numéro de son certificat, le tout dans la forme de la cédula H. S. R. Q., 1457d ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 7.

Demande à cet effet et documents qui l'accompagnent.

IV.—PERMIS D'EXPLOITATION MINIÈRE

1.—Défense d'exploiter sans permis

2132. Sous peine des amendes et pénalités mentionnées dans l'article 2191, il est défendu à toute personne d'exploiter une mine quelconque sur les terres publiques ou sur les terres des particuliers lorsque le droit de mine appartient à la couronne, sans en avoir fait l'acquisition en vertu de la présente section, ou avoir obtenu un permis d'exploitation et payé l'honoraire et la rente exigés par l'article 2134. S. R. Q., 1458 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Défense d'exploiter une mine sans permis ou sans l'avoir acquise.

2.—Forme des permis

2133. Il y a pour l'exploitation des mines, deux espèces de permis appelés comme suit, savoir :

1. Permis d'exploitation de mines sur les terres des particuliers où le droit de mine appartient à la couronne ;
2. Permis d'exploitation de mines sur les terres publiques.

La première est faite suivant la formule A, la seconde suivant la formule B. S. R. Q., 1460 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Forme des permis d'exploitation : Sur les terres des particuliers ; Sur les terres publiques.

3.—Octroi et durée des permis

2134. 1. Les permis d'exploitation minière sont accordés sur paiement d'un honoraire de dix piastres et d'une rente annuelle d'une piastre par acre.

2. Tout tel permis est valable pour un an à compter de la date de son émission, et n'est transférable que du consentement du ministre.

3. Il ne peut être accordé pour une étendue de plus de deux cents acres en superficie, et, dans les territoires non arpentés, pour moins de quarante acres, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil ne le décide autrement, en vertu de l'article 2243.

Coût des permis d'exploitation.

Durée et transport des permis.

Étendue de terrain pour laquelle il peut être accordé.

Renouvellement du permis.

4. Le porteur de tel permis peut le renouveler avant son expiration et pas plus tard que dix jours francs après telle expiration, en payant un même honoraire de dix piastres, ou toute autre somme fixée par la loi à l'époque de son émission, et une rente annuelle d'une piastre par acre.

Coût du renouvellement.

5. Aucun tel permis ne peut être renouvelé que sur le paiement du dit honoraire et de la dite rente annuelle. S. R. Q., 1461; 55-56 V., c. 20, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 9 Ed. VII, c. 27, s. 8.

Droit régalien peut être substitué à l'honoraire et à la rente.
Exception.

2135. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, chaque fois qu'il le juge à propos, de substituer le droit régalien aux lieu et place des honoraires d'un permis et d'une rente annuelle comme susdit, excepté, toutefois, dans les endroits où le droit régalien dû à la couronne en vertu de lettres patentes est payé par honoraires de permis d'exploitation. S. R. Q., 1462; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Livre tenu par l'inspecteur.

2136. L'inspecteur doit tenir un livre où les permis sont enregistrés, et doit y inscrire, en outre, le nom des requérants de permis, la description des terrains miniers qu'ils ont marqués suivant la loi et tous autres renseignements qui peuvent être jugés utiles par le ministre. S. R. Q., 1463; 55-56 V., c. 20, s. 1; 9 Ed. VII, c. 27, s. 9.

Il est ouvert à l'inspection.

2137. Ce livre doit être ouvert à l'inspection de quiconque veut l'examiner, sur paiement d'un honoraire de vingt centins fait à l'inspecteur. S. R. Q., 1464; 55-56 V., c. 20, s. 1.

4.—Pouvoirs des porteurs de permis sur les terres des particuliers

Pouvoirs des porteurs de permis, etc., sur les terres des particuliers.

2138. Tout porteur d'un permis d'exploitation, ou tout propriétaire des droits de mine sur la terre d'un particulier, est autorisé à exploiter les mines qui s'y trouvent, avec le consentement de tel particulier, ou, sur son refus, en l'y contraignant de la manière prévue par les articles suivants. S. R. Q., 1465; 1 Ed. VII, c. 13, s. 4.

5.—Arbitrage pour miner sur les terres des particuliers

Avis envoyé aux particuliers avant d'exploiter sur leurs terres.

2139. Tout porteur d'un permis d'exploitation, ou le propriétaire de droit de mine sur la terre d'un particulier, ou leurs représentants, désirant exploiter une mine sur la terre de tel particulier, doivent d'abord faire signifier un avis par écrit, suivant les formules C ou D, selon le cas, déclarant :

1. Qu'ils ont l'intention de miner sur la terre de tel particulier ;

2. Qu'ils sont prêts à lui payer les dommages résultant de telle exploitation par voie d'arrangement à l'amiable. S. R. Q., 1466; 1 Ed. VII, c. 13, s. 4.

2140. L'avis doit donner un mois de délai à compter de sa signification au dit particulier, pour répondre et prendre des arrangements. s'il est présent, et le double de ce délai s'il est absent de la province ; et, dans ce dernier cas, cet avis doit être inséré dans les langues française et anglaise, trois fois dans un journal du district, s'il y a tel journal, sinon dans un journal du district voisin. S. R. Q., 1467 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2141. Chaque fois qu'un particulier refuse de prendre des arrangements à l'amiable, pour l'exploitation de son terrain, le requérant peut faire faire un plan du terrain strictement requis pour son exploitation, par un arpenteur juré qui, pour cet objet, est autorisé à entrer sur le terrain, avec ses employés, et à faire signifier au particulier un autre avis, rédigé suivant la formule E, contenant :

1. Une description du terrain qui doit être pris pour fins d'exploitation minière ;

2. Une copie du plan de l'arpenteur ;

3. Une déclaration qu'il est prêt à payer une certaine somme d'argent ou rente, selon le cas, comme compensation pour tel terrain ou les dommages ; et

4. Le nom d'une personne qu'il nomme comme son arbitre, si son offre n'est pas acceptée, ainsi qu'un avis au dit particulier d'avoir à nommer et faire connaître le nom de son arbitre. S. R. Q., 1468 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2142. Si la partie adverse est absente de la province ou est inconnue, alors, sur requête adressée à l'inspecteur de la division minière où se trouve le terrain, accompagnée du rapport de signification constatant que cette partie adverse est absente de la province et n'a pu être trouvée, l'inspecteur ordonne, sous sa signature, que l'avis, rédigé suivant la formule E, soit inséré trois fois en langues française et anglaise, pendant dix jours, dans un journal publié dans ce district, s'il y a tel journal, sinon, dans un journal du district voisin. S. R. Q., 1471 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2143. La réponse à cet avis est faite dans les termes de la formule F. S. R. Q., 1472 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2144. Si, dans les dix jours de la signification de l'avis, ou dans les huit jours après la dernière publication, suivant le cas, la partie adverse n'informe point le requérant qu'elle accepte ses offres, ou ne donne point le nom de l'arbitre qu'elle a nommé, l'inspecteur, sur demande du requérant, nomme une personne compétente comme arbitre unique pour déterminer la compensation de la partie adverse. S. R. Q., 1473 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Procédure si le particulier nomme son arbitre dans les délais. **2145.** Si la partie adverse, dans le temps prescrit ci-dessus, signifie au requérant le nom de l'arbitre qu'elle a choisi, les deux arbitres nomment conjointement un tiers arbitre. S. R. Q., 1474 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Réunion des deux arbitres et nomination d'un tiers arbitre. **2146.** Ces arbitres nommés par les parties, doivent se réunir dans les huit jours après que la partie adverse a fait connaître le nom de son arbitre, pour s'entendre sur le choix d'un tiers arbitre. S. R. Q., 1475 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Nomination d'un tiers arbitre par l'inspecteur dans le cas de désaccord. **2147.** Si les arbitres ne peuvent s'accorder sur le choix du tiers arbitre, l'inspecteur doit, sur la demande d'une des parties, avis ayant été préalablement donné au moins deux jours francs d'avance à l'autre, le nommer lui-même. S. R. Q., 1476 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Serment des arbitres ; commencement de leurs opérations. **2148.** Les arbitres, ou deux d'entre eux, ou l'arbitre unique, après avoir prêté serment devant un juge de paix du district, ou devant l'inspecteur de la division minière dans laquelle le terrain est situé, de remplir fidèlement et impartialement les devoirs de leur charge, procèdent immédiatement à constater la compensation que le requérant doit payer, de la manière que la majorité décide ; et la sentence des arbitres ou de l'arbitre unique, suivant le cas, est finale et sans appel. S. R. Q., 1477 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Dépôt avant le commencement des opérations. **2149.** Aucune procédure ne doit être commencée par les arbitres avant qu'une somme de cinquante piastres soit déposée entre les mains de l'inspecteur de la division minière, pour rencontrer les frais d'arbitrage, et qu'un certificat de l'inspecteur leur soit délivré constatant tel dépôt.

Dépôt additionnel. Les arbitres peuvent exiger le dépôt de toute autre somme jugée nécessaire pendant la procédure. S. R. Q., 1478 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Avis aux arbitres non nécessaire. **2150.** Nulle adjudication ne peut être rendue et nul acte officiel ne peut être fait par la majorité des arbitres, si ce n'est à une assemblée dont le troisième arbitre a reçu avis, au moins deux jours francs d'avance, du temps et du lieu où telle assemblée doit être tenue.

Avis aux parties, non nécessaire. La signification d'un avis aux parties n'est pas nécessaire. S. R. Q., 1479 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Ce qui peut être pris en considération pour fixer la compensation. **2151.** En décidant de la valeur ou de la compensation à être payée, les arbitres sont autorisés et obligés de prendre en considération les inconvénients, pertes ou dommages résultant du fait qu'un tiers prend possession ou fait usage du terrain pour l'exploitation. S. R. Q., 1480 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2152. Si les arbitres ne sont pas satisfaits du plan fait par l'arpenteur tel que mentionné dans l'article 2141, ils peuvent en faire faire un autre, aux dépens du requérant, par tout autre arpenteur à qui ils ont droit de donner les instructions nécessaires. S. R. Q., 1481; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2153. En procédant à tel arbitrage, les arbitres ne peuvent accorder que le terrain strictement nécessaire pour les fins minières, lequel ne doit jamais, en sus de tout terrain jugé nécessaire sur le même fonds, pour l'entrée et la sortie avec chevaux et voitures, à partir du chemin public le plus proche, dépasser quinze acres. S. R. Q., 1482; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2154. Les frais sont à la charge du requérant moins, toutefois, ceux de l'arbitre de la partie adverse, qui sont payés par elle, si la sentence arbitrale ne lui accorde pas une compensation plus forte que celle offerte avant l'arbitrage.

Dans tous les cas, les frais sont taxés par l'inspecteur de la division minière. S. R. Q., 1483; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2155. Les arbitres peuvent administrer le serment aux parties et aux témoins, et les interroger à leur discrétion, sous serment ou affirmation solennelle. S. R. Q., 1484; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2156. Lorsque l'arbitre unique meurt avant la reddition de la sentence, ou est malade, ou refuse, ou néglige d'agir dans un temps raisonnable, l'inspecteur, sur preuve satisfaisante à cet effet, en nomme un autre à sa place; mais ce dernier arbitre ne peut recommencer ou répéter aucune des procédures. S. R. Q., 1485; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2157. Lorsque le jugement des arbitres est rendu, le montant des dommages accordés et les frais doivent être versés entre les mains de l'inspecteur de la division minière qu'il appartient. S. R. Q., 1486; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2158. L'inspecteur doit fournir un reçu des sommes ainsi versées; mais les travaux ne peuvent être commencés sans la permission expresse de l'inspecteur, ni avant que le montant de la compensation ait été payé ou légalement offert au propriétaire du sol. S. R. Q., 1487; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2159. Le montant de la compensation et les frais ainsi versés sont ensuite distribués par l'inspecteur, aux personnes qui ont droit, dans le plus court délai possible. S. R. Q., 1488; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Droit de passage sur les terres voisines.

Proviso.

Application de l'article 2160.

2160. Tout requérant, comme susdit, peut aussi, en suivant la procédure ci-dessus décrite, obtenir des propriétaires voisins et autres, le droit de passage sur leurs terres avec chevaux et voitures, tramways, chemins de fer ou lignes électriques, et le droit d'y faire les travaux nécessaires pour y faire passer l'eau dont il a besoin pour exploiter plus avantageusement son terrain minier ; pourvu, toutefois, qu'il ne demande rien qui ait l'effet de détourner un cours d'eau, une rivière ou un ruisseau, de manière à priver les propriétaires riverains inférieurs de l'usage de ces cours d'eau, rivière ou ruisseau. S. R. Q., 1489 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 10.

2161. L'article 2160 est applicable à toute personne qui exploite une mine quelconque en cette province. S. R. Q., 1490 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

6.—*Dispositions diverses relatives aux porteurs de permis et aux exploitants de mines*

Renouvellement de permis d'exploitation minière; état qui doit l'accompagner.

2162. Tout porteur de permis d'exploitation minière, en le renouvelant, doit, sous peine de refus de renouvellement, remettre à l'inspecteur de la division minière, en sus de l'état annuel qu'il doit fournir en vertu de l'article 2163, un état fidèle et complet, sous serment, du travail effectué et du minerai recueilli par lui, pendant la durée du permis, lequel état peut être inscrit sur le permis expirant. S. R. Q., 1497 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Etat annuel fourni par les exploitants de mines.

2163. Tout propriétaire de droits de mine, soit qu'il exploite lui-même, ou par d'autres, ou tout exploitant de mine, doit fournir, dans les premiers dix jours du mois de janvier de chaque année, un état sous serment de ses opérations pour l'année écoulée, indiquant la quantité de minerai extraite, sa valeur à la mine, la quantité et la valeur du produit marchand, et le nombre d'ouvriers employés, ainsi qu'un état nominatif des personnes tuées ou blessées dans les travaux de mine. S. R. Q., 1498 ; 1 Ed. VII, c. 13, s. 5 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 12.

Enclos, etc., protégés.

2164. Aucun titre de concession minière ou permis ne peut, sans le consentement exprès du propriétaire superficiaire, donner le droit de faire des fouilles, ouvrir des puits ou galeries, ni celui d'établir des machines ou magasins, dans les enclos, cours ou jardins, ni sur les terrains attenants aux habitations ou clôtures d'enceinte, dans un rayon de trois cents pieds de ces clôtures ou habitations, ni même d'entrer dans ces enclos ou habitations. S. R. Q., 1499 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Personne cherchant des minerais sur une terre

2165. Toute personne qui cherche ou extrait des minerais sur des terres joignant une division minière, est assujettie aux dispositions de la présente section, comme si elle faisait ces

opérations dans les limites de la division minière même. S. R. joignant une division minière
Q., 1500; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2166. Tout porteur de permis, en vertu de la présente section Porteurs de permis tenus de les exhiber.
est tenu, chaque fois qu'il en est requis, d'exhiber son permis à l'inspecteur de la division, ou à tout constable ou officier de la paix délégué par l'inspecteur, et de prouver, à la satisfaction de tout tel officier lui en faisant la demande, que le permis qu'il possède est en vigueur, et ce, sous les pénalités mentionnées dans l'article 2202. S. R. Q., 1501; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2167. Tout porteur de permis est tenu de laisser entrer, sur Et de laisser entrer les officiers sur les terrains qu'ils exploitent.
les terrains qu'il exploite, l'inspecteur de la division minière, ou tout constable ou autre officier de la paix délégué par cet inspecteur, et de leur procurer toutes les facilités et l'assistance nécessaires pour y arriver, sous les pénalités mentionnées dans l'article 2203. S. R. Q., 1502; 55-56 V., c. 20, s. 1.

V.—PERMIS D'APPAREILS MÉCANIQUES OU MACHINES

1.—Prix des permis

2168. Toute personne qui veut se servir ou faire usage Octroi du permis.
d'autres appareils mécaniques ou machines que ceux qui fonctionnent à la main, pour broyer ou écraser le quartz, ou tirer l'or ou l'argent par le procédé du broyage ou du bocardage, de l'amalgamation ou autrement, est tenue, sous les pénalités mentionnées dans l'article 2199, de prendre, au Prix du permis.
préalable, un permis à cet effet de l'inspecteur de la division minière, sur paiement d'un honoraire de cinq piastres.

Ce permis est fait suivant la formule I. S. R. Q., 1503; 55-56 V., c. 20, s. 1. Forme du permis.

2.—Devoirs des propriétaires d'appareils mécaniques ou machines

2169. Tout porteur de permis d'appareils mécaniques ou Propriétaires de moulins, obligés de tenir livre de compte.
machines comme susdit doit, sous les pénalités mentionnées dans l'article 2200, tenir un livre contenant un état précis de tout le quartz broyé, écrasé ou amalgamé par l'appareil ou machine, ainsi que les détails suivants:

1. Le nom du propriétaire ou des propriétaires de chaque tas ou lot séparé de quartz soumis au broyage; Contenu.
2. Le poids de chaque tas ou lot;
3. La date du broyage;
4. Le poids réel du rendement de chaque tas ou lot;
5. La désignation du terrain minier exploité. S. R. Q., 1504; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2170. Tout porteur de permis d'appareils mécaniques ou Rapport mensuel à l'inspecteur.
machines doit, sous les peines mentionnées dans l'article 2200,

faire tous les mois, à l'inspecteur de la division minière, un rapport attesté sous serment d'après le livre contenant les états et les détails susdits pour chaque jour du mois alors expiré, ainsi que toute autre information que l'inspecteur ou le lieutenant-gouverneur en conseil peut exiger. S. R. Q., 1505 55-56 V., c. 20, s. 1.

§ 9.—*Dispositions spéciales concernant les exploitations*

I.—PASSAGES MITOYENS

Passage mitoyen pour aller aux cours d'eau.

Défense de l'obstruer.

Enlèvement de ces passages, etc.

Permission requise.

2171. Un passage mitoyen, d'au moins trois pieds de largeur, doit être laissé entre chaque terrain exploité, sur les terres publiques comme sur les terres des particuliers, lequel passage mitoyen doit servir en commun à toutes les parties, pour aller au cours d'eau, lorsqu'il s'en trouve un ; et personne ne doit obstruer ce passage mitoyen en y déposant de la terre, des pierres ou autres matières, sous les pénalités mentionnées dans l'article 2194. S. R. Q., 1506 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2172. Toute personne intéressée peut, en tout temps, enlever un passage mitoyen comme susdit, si elle le juge nécessaire, mais elle doit, si elle en est requise, établir un autre moyen d'accès au cours d'eau, offrant toutes les facilités que présentait le passage mitoyen ainsi enlevé, sous les pénalités mentionnées dans l'article 2195 ; mais cet enlèvement ne peut se faire sans la permission écrite de l'inspecteur de la division minière, qui en décide sommairement après avoir entendu la partie adverse, ou, en son absence, lorsqu'elle en a dûment reçu avis. S. R. Q., 1507 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

II.—DOMMAGES RÉSULTANT D'EXPLOITATIONS MINIÈRES

Personnes causant des dommages aux occupants d'autres terrains miniers.

2173. Nulle personne, exploitant un terrain minier quelconque ne doit causer de tort ou dommage à l'occupant d'un autre terrain minier en déposant de la terre, de l'argile, des pierres ou autre matières sur cet autre terrain, ou en y faisant ou laissant couler l'eau pompée ou vidée ou qui s'écoule de son propre terrain, sous les pénalités mentionnées à l'article 2196, en sus des dommages causés. S. R. Q., 1508 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

III.—COURS D'EAU ET EXCAVATIONS

Excavations doivent être clôturées.

2174. Tout exploitant de mines qui fait un puits, une fosse ou une excavation quelconque de la profondeur de quatre pieds et plus, est tenu de l'entourer d'une clôture de quatre pieds de hauteur au moins, s'il est huit jours sans y travailler, sous les pénalités mentionnées dans l'article 2201. S. R. Q., 1509 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2175. Tous les propriétaires de terrains ou concessions minières bornés par des cours d'eau ou rivières, sur les terres publiques comme sur les terres des particuliers, peuvent se servir et faire usage également de ces cours d'eau ou rivières, pour l'exploitation de leurs concessions ou terrains respectifs, sans se nuire les uns aux autres, mais sujet, dans tous les cas, aux dispositions de l'article 2160, s'il y a lieu. S. R. Q., 1510 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2176. Tout différend entre les parties à ce sujet est réglé et décidé par l'inspecteur de la division minière, et quiconque enfreint la décision de l'inspecteur est passible des pénalités mentionnées en l'article 2197. S. R. Q., 1511 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

§ 10.—Des inspecteurs et autres officiers

I.—NOMINATION

2177. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, nommer des inspecteurs, des agents de police ou corps de police, et, à l'exception des constables, tous autres officiers qu'il croit nécessaires pour mettre la présente section à exécution, fixer leurs titres et traitements, et leur prescrire les devoirs que la présente section ne leur prescrit pas formellement. S. R. Q., 1512 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2178. Les inspecteurs doivent être des ingénieurs des mines, possédant des connaissances suffisantes en minéralogie et en métallurgie, et avoir exercé leur profession durant cinq années au moins. S. R. Q., 1513 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2179. Les inspecteurs peuvent être nommés pour une ou plusieurs divisions minières, suivant que le lieutenant-gouverneur en conseil le juge à propos, sous le titre de "Inspecteur de la division minière de (nom de la division, ou des divisions minières de, noms des divisions, suivant le cas.) S. R. Q., 1514 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2180. Si, dans une division minière, il n'y a pas d'inspecteur nommé, ou s'il y en a un, mais qu'il soit incapable, pour quelque raison que ce soit, de remplir sa charge, ou, si telle charge est vacante, le ministre peut confier à un officier de son département ou à toute autre personne compétente, les devoirs de remplir temporairement les devoirs d'inspecteur dans telle division. S. R. Q., 1515 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Pouvoirs et
devoirs des
agents de
police.

2181. Les agents de police ou corps de police sont sujets aux règlements établis par le lieutenant-gouverneur en conseil; et tels agents de police ou corps de police ainsi nommés ont, lorsqu'ils sont en charge, les mêmes pouvoirs, autorité et immunités que ceux accordés aux constables et agents de la police publique, ainsi que tous pouvoirs et autorité extraordinaires qui leur sont accordés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1516 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Pouvoirs du
lieut.-gouv.
de prescrire
leurs devoirs.

2182. Ils peuvent aussi être employés dans telles fonctions qu'il plaît au lieutenant-gouverneur en conseil de prescrire de temps à autre. S. R. Q., 1517 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Contrôle des
officiers des
mines.

2183. Tous les inspecteurs et autres officiers nommés en vertu de la présente section sont sous l'autorité générale et la direction du ministre. S. R. Q., 1518 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

II.—POUVOIRS ET DEVOIRS

Comptabilité
de l'inspec-
teur ou autre
officier.

2184. Tout inspecteur ou autre officier, recevant des deniers publics, en vertu de la présente section, est comptable de ces deniers envers le ministre entre les mains duquel il doit les verser, au temps et de la manière établis par ce dernier. S. R. Q., 1519 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Devoirs de
l'inspecteur
en rendant
compte.

2185. En rendant ses comptes au ministre, l'inspecteur doit transmettre, en sus des renseignements prescrits, un état indiquant les sommes perçues par lui, et les noms des personnes qui ont obtenu des permis. S. R. Q., 1520 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Pouvoirs de
l'inspecteur
de nommer
constables.

2186. L'inspecteur d'une division minière peut, avec l'approbation du ministre, nommer, de temps à autre, des constables jusqu'au nombre de douze au plus ; les personnes ainsi nommées sont constables et agents de la force publique, aux fins de la présente section pour le temps et dans les divisions minières pour lesquels elles sont respectivement nommées.

Conserva-
teurs de la
paix.

Contrôle de
ces officiers
par l'inspec-
teur.

Il possède la direction spéciale des constables et des corps de police nommés pour sa division. S. R. Q., 1521 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Pouvoirs de
l'inspecteur
à leur égard.

2187. Il peut donner tels ordres ou faire tels règlements qu'il juge à propos, sujets à l'approbation du ministre, relativement à la direction générale de tels officiers, leur classification, leur rang et leurs services particuliers, leur distribution et inspection, et le lieu de leur résidence.

Il a, en tout temps, le pouvoir absolu de les suspendre de leurs fonctions; il peut même destituer les constables, avec l'approbation du ministre. S. R. Q., 1522; 55-56 V., c. 20, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Suspension
et destitu-
tion des
constables.

2188. Les constables ont, tant qu'il sont en charge, tous les pouvoirs, autorité, droits et privilèges accordés aux corps de police de Québec et de Montréal, respectivement, par les dispositions des sections première (articles 3578-3594) et quatrième (articles 3661-3666) du chapitre premier du titre septième des présents Statuts refondus. S. R. Q., 1523; 55-56 V., c. 20, s. 1. Pouvoirs des
constables.

2189. L'inspecteur et tout constable ou officier de paix dans une division minière peuvent, en tout temps, entrer sur les terrains exploités, soit sur les terres des particuliers, soit sur les terres publiques de cette division, et examiner les puits, fosses, tunnels, passages souterrains ou excavations et travaux miniers, construits ou entrepris en quelque manière que ce soit, et exiger des propriétaires de ces puits, fosses, tunnels et autres travaux miniers, et de leurs employés, toutes les facilités et l'assistance nécessaires à cette fin. S. R. Q., 1524; 55-56 V., c. 20, s. 1. Pouvoir de
l'inspecteur
et des offi-
ciers de paix
d'entrer sur
les terrains
exploités.

2190. Sous les peines mentionnées dans l'article 2204, l'inspecteur d'une division minière ne peut, en aucun temps, directement ou indirectement, tant qu'il est en charge, avoir en son nom ou au nom d'un autre pour lui dans la division minière pour laquelle il a été nommé, d'intérêt dans l'exploitation des mines en général. S. R. Q., 1525; 55-56 V., c. 20, s. 1. Inspecteurs
ne peuvent
avoir d'inté-
rêt dans
l'exploita-
tion des
mines, dans
leur division.

§ 11.—Des pénalités

2191. Toute personne qui exploite une mine sur les terres publiques, ou sur les terres des particuliers lorsque le droit de mine appartient à la couronne, sans en avoir fait l'acquisition en vertu de la présente section ou avoir obtenu un permis et payé l'honoraire et la rente exigés par l'article 2134, est sujette à une amende de deux cents piastres et aux frais pour chaque contravention, et à un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1526; 55-56 V., c. 20, s. 1. Pénalités
contre les
personnes
qui exploi-
tent une
mine, sans en
avoir fait
l'acquisition
ou sans per-
mis.

2192. Toute personne qui commence ses travaux d'exploitation, sans avoir fourni à l'inspecteur son nom, la désignation et la description complètes de son terrain minier, et déclaré le lieu de son domicile, est passible d'une amende n'excédant pas vingt-cinq piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1528; 55-56 V., c. 20, s. 1; 9 Ed. VII, c. 27, s. 13. Ou qui ex-
ploient sans
donner la dé-
signation du
terrain mi-
nier.

2193. Toute personne qui, par elle-même ou par ses agents, emploie, dans une exploitation minière, une femme ou une fille, ou qui se sert d'enfants du sexe masculin dans telle exploitation contrairement aux dispositions de l'article 2212, est passible d'une amende n'excédant pas vingt piastres pour chaque offense et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1529; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2194. Quiconque obstrue un passage mitoyen sur les terrains exploités en vertu de la présente section, en y déposant de la terre, des pierres ou autre matière, est passible d'une amende n'excédant pas cinq piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1530; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2195. Quiconque enlève un passage mitoyen, et n'établit pas, s'il en est requis, un autre moyen d'accès au cours d'eau, est passible de la pénalité mentionnée dans l'article 2194. S. R. Q., 1531; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2196. Quiconque, en exploitant un terrain minier, cause un tort ou dommage à l'occupant d'un autre terrain minier, en déposant de la terre, de l'argile, des pierres ou autre matière, ou en y faisant ou laissant couler l'eau pompée ou vidée, ou qui s'écoule de son propre terrain, est passible d'une amende n'excédant pas cinq piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1532; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2197. Quiconque, en exploitant une mine, ne se conforme pas à la décision de l'inspecteur, au sujet de l'usage qu'il a à faire d'un canal, d'une chaussée, d'un bief ou autre cours d'eau, est passible d'une amende n'excédant pas cinquante piastres et des frais, ou d'un emprisonnement n'excédant pas un mois, à défaut de paiement. S. R. Q., 1533; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2198. Toute personne trouvée coupable d'avoir déplacé ou dérangé intentionnellement un piquet ou poteau planté conformément aux dispositions de la présente section, est passible d'une amende n'excédant pas vingt-cinq piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1534; 9 Ed. VII, c. 27, s. 14.

2199. Quiconque fait usage ou se sert, dans ou près d'une division minière, d'autres appareils mécaniques ou machines que ceux fonctionnant à la main, pour broyer ou écraser le quartz, ou en tirer l'or par le procédé du broyage ou du bocar-

dage, de l'amalgamation ou autrement, sans un permis à cet effet, est passible d'une amende n'excédant pas cent piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1535; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2200. Tout propriétaire d'un appareil mécanique ou machine sous permis, ou, si c'est une compagnie constituée en corporation, tout agent ou gérant d'icelle, qui omet de faire l'inscription de l'état ou de quelqu'un des détails qu'il est tenu d'inscrire dans son livre en vertu des articles 2169 et 2170, ou qui retarde de remettre le rapport qu'il est tenu de faire, est passible, pour chaque jour de cette omission ou de ce retard, d'une amende n'excédant pas vingt piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1536; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Contre les propriétaires de moulins qui ne font pas entrées voulues, etc.

2201. Toute personne qui discontinue de travailler dans un puits, une fosse ou excavation quelconque de la profondeur de quatre pieds ou plus, sans l'entourer d'une clôture d'au moins quatre pieds de hauteur, est passible d'une amende, pour chaque offense, n'excédant pas cinquante piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1537; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Contre les personnes qui ne clôturent point leurs excavations, etc.

2202. Tout porteur de permis faisant des exploitations minières sur un terrain quelconque, qui refuse, s'il en est requis, d'exhiber son permis à l'inspecteur de la division minière ou à tout constable ou officier de la paix, autorisé par l'inspecteur, est passible d'une amende n'excédant pas cinq piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1538; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Ou qui refusent d'exhiber leur permis à l'inspecteur.

2203. Tout exploitant de mine sur un terrain quelconque qui refuse de laisser entrer l'inspecteur de la division minière ou tout constable ou officier de la paix autorisé par l'inspecteur, sur les terrains ainsi exploités, pour y remplir leurs devoirs officiels, ou qui leur refuse, s'il en est requis, la facilité et l'assistance nécessaires à cette fin, est passible d'une amende n'excédant pas cinq piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1539; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Ou qui refusent de laisser entrer les officiers sur les lieux exploités.

2204. Tout inspecteur des mines qui, pendant le temps qu'il est en charge, a un intérêt dans l'exploitation des mines en général, en son nom ou au nom d'un autre pour lui, soit directement soit indirectement, est passible, en sus de la destitution de sa charge et de la nullité du titre ou de l'intérêt

Contre les inspecteurs qui sont personnellement intéressés dans l'exploitation.

qu'il a obtenu, d'une amende n'excédant pas quatre cents piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un an à défaut de paiement. S. R. Q., 1540 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Contre les témoins qui refusent de comparaître.

2205. Tout témoin, assigné légalement, qui refuse de comparaître ou refuse de prêter serment et de répondre, est sujet à une pénalité de cinq piastres et aux frais, chaque fois qu'il refuse, ou à l'emprisonnement jusqu'à ce qu'il consente à prêter le serment ou l'affirmation et à répondre. S. R. Q., 1541 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Contre les personnes qui empêchent l'arrestation d'un contrevenant.

2206. Toute personne qui, sachant ou ayant raison de croire qu'une arrestation en vertu de la présente section doit être faite, empêche, d'une manière quelconque, l'arrestation d'un contrevenant à la présente section, est passible d'une amende n'excédant pas quarante piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1542 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Pénalités dans les cas imprévus.

2207. Toute personne contrevenant à la présente section, à toute règle ou à tout règlement établi en vertu d'icelle, dans tous les cas où il n'est pas imposé d'autre amende ou punition, est passible, pour chaque jour que cette contravention a lieu, se continue ou se réitère, d'une amende n'excédant pas vingt piastres et des frais, et d'un emprisonnement n'excédant pas un mois à défaut de paiement. S. R. Q., 1543 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Computation de l'emprisonnement.

2208. Chaque terme d'emprisonnement est compté du jour de l'incarcération. S. R. Q., 1544 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

§ 12.—*Des émeutes dans le voisinage des mines*

Mise en vigueur des lois concernant les émeutes dans le voisinage des travaux publics.

2209. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque fois qu'il le juge nécessaire, déclarer, par proclamation, que la section douzième du chapitre neuvième du titre quatrième des présents Statuts refondus, (articles 2451-2467), concernant les émeutes dans le voisinage des travaux publics, soit appliquée dans une ou plusieurs divisions minières, en tant que ces dispositions peuvent y être applicables; telle section devant prendre force de loi, à compter du jour de telle proclamation, dans une ou plusieurs divisions minières désignées en la proclamation. S. R. Q., 1545 ; 55-56 V., c. 20, s. 1

Suspension de telle section.

2210. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de la même manière, de temps à autre, suspendre l'exécution de telle section, dans telle ou telles divisions minières, et la remettre en vigueur quand il le juge à propos. S. R. Q., 1546 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2211. Aucune telle proclamation ne peut cependant avoir Exception
d'effet dans les limites d'une cité. S. R. Q., 1547; 55-56 V., dans certains
c. 20, s. 1. endroits.

§ 13.—*De la protection des ouvriers dans l'exploitation des mines*

2212. 1. Aucune femme ou fille ne doit être employée Femmes et
dans l'exploitation d'une mine quelconque. filles.

2. Aucun enfant du sexe masculin de moins de quinze ans ne Garçons dans
doit être employé dans les travaux souterrains des mines et les sous-
terrains.
carrières.

3. Aucun enfant du sexe masculin, ayant quinze ans mais Garçons pen-
moins de dix-sept, ne peut être employé dans une mine comme dant plus de
dit ci-dessus, pendant plus de quarante-huit heures par semaine, 48 heures.
la dite semaine étant censée commencer à minuit le dimanche
et se terminer à minuit le samedi suivant.

4. Aucun enfant du sexe masculin de moins de vingt ans ne Garçons pour
doit être employé à faire fonctionner des machines dans une le fonctionne-
mine, ou près d'icelle, à l'exception de celles qui sont mues ment des ma-
par le moyen de chevaux ou autres animaux, dans lequel cas chines, etc.
il suffit que le conducteur d'iceux ait seize ans révolus.
S. R. Q., 1548; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2213. Tout propriétaire de mine en exploitation qui, par Pénalité
lui-même ou par ses agents, contrevient aux dispositions de pour infrac-
l'article 2212, est sujet aux pénalités mentionnées dans l'article tion à l'art.
2212.
2193. S. R. Q., 1549; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2214. Des règlements peuvent être faits par le lieutenant-Pouvoir du
gouverneur en conseil, relativement à la salubrité et à la sécurité lieutenant-gouv.
du travail dans les mines, de manière à protéger la vie et la en cons. de
santé des ouvriers qui y sont employés. faire des ré-
glements.

Ces règlements, après leur publication dans la *Gazette* Promulga-
officielle de Québec, deviennent loi, et copie d'iceux doivent être tion de ces
affichées dans les endroits les plus apparents de la mine, con- règlements.
formément aux instructions de l'inspecteur des mines. S. R.
Q., 1550; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2215. Tous les trois mois, l'inspecteur doit faire rapport Rapport tri-
au ministre, relativement à l'exécution des dispositions du pré- mestriel de
sent paragraphe dans les limites de sa division minière. S. R. l'inspecteur
Q., 1551; 55-56 V., c. 20, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. au ministre.

14.—*De la vente des liqueurs enivrantes dans le voisinage des mines en exploitation*

2216. Il est défendu de vendre ou d'échanger des liqueurs Défense de
enivrantes, dans un rayon de sept milles de toute mine en ex- vendre des

liqueurs sans licence. exploitation, sans avoir obtenu une licence à cet effet, de l'inspecteur de la division minière, conformément à la section quatorzième du chapitre cinquième du titre quatrième des présents Statuts refondus, (articles 903-1315), sous les pénalités mentionnées dans les articles 1004 et suivants. S. R. Q., 1552 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Surveillance des vendeurs de boissons, et octroi des licences. **2217.** L'inspecteur d'une division minière a la surveillance de ceux qui y vendent des liqueurs enivrantes ; il peut seul leur refuser ou leur accorder des licences, et les révoquer dans le dit rayon de sept milles. S. R. Q., 1553 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

§ 15.—Des poursuites

I.—LOIS APPLICABLES

Application du Code criminel à certaines poursuites. **2218.** La partie xv du Code criminel concernant les convictions sommaires est applicable à toutes les offenses poursuivables sur conviction sommaire d'après les dispositions de la présente section. S. R. Q., 1554 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 15.

II.—AU NOM DE QUI SONT INTENTÉES LES POURSUITES

Poursuites pour droit régalien, etc. **2219.** Les poursuites en recouvrement du droit régalien dû à la couronne, des sommes dues pour l'acquisition des concessions minières ou des droits de mine, pour permis d'exploitation ou pour certificats de mineur, sont intentées au nom du ministre, devant tout tribunal civil de juridiction compétente, et les autres poursuites pour contraventions à la présente section sont intentées par un plaignant ou par le percepteur du revenu pour le district dans lequel l'offense a été commise. S. R. Q., 1555 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

III.—TRIBUNAL DE L'INSPECTEUR—SA JURIDICTION

Poursuites pour recouvrement des amendes, etc. **2220.** Les poursuites pour le recouvrement des amendes imposées par la présente section ou par les règlements faits sous son empire, pour le recouvrement des honoraires exigibles en vertu d'iceux, autres que ceux mentionnés dans l'article 2219 et pour toutes les contraventions aux dispositions y mentionnées, sont intentées devant l'inspecteur de chaque division minière qu'il appartient. S. R. Q., 1556 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Inspecteur constitué juge de paix *ex officio*. **2221.** L'inspecteur de chaque division minière est, sans nécessité de qualité foncière, juge de paix *ex officio* du district qui peut comprendre ou embrasser, en tout ou en partie, la division minière pour laquelle il a été nommé ou dans lequel district ou partie d'icelui il peut se trouver une ou des di-

visions minières pour lesquelles il est tenu de remplir ses devoirs. S. R. Q., 1557, 1558 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2222. Comme juge de paix, l'inspecteur, sauf pour les cas de Compétence de droits ou titres de propriété, où il doit décliner sa compétence de l'inspecteur, si tels cas se présentent, possède les juridiction, autorité, droits et privilèges, qui peuvent être conférés par la loi en vigueur au temps d'alors, à tout magistrat de police, magistrat de district, juge des sessions de la paix, juge de paix, shérif ou recorder, dans toute l'étendue du territoire pour lequel il a été nommé.

Il prononce sommairement sur toute contestation concernant l'étendue ou le bornage des terrains miniers sous permis d'exploitation, l'usage des cours d'eau, et l'accès à iceux. Contestations concernant les bornages, etc.

Sa décision, dans tout ce qui peut être de sa juridiction, est Jugement finale et sans appel.

Il prend connaissance et juge en dernier ressort de toute demande d'une nature purement personnelle et mobilière entre des personnes ou compagnies engagées dans des exploitations minières ou leurs agents et d'autres personnes ou compagnies et vice versa ; pourvu que le montant en litige n'excède pas vingt-cinq piastres. Affaires personnelles, etc.

Les procédures sont sommaires. S. R. Q., 1559 ; 55-56 V., c. 20, s. 1. Procédure sommaire.

2223. Pour l'exécution des jugements rendus en vertu de la présente section, il est procédé comme à la Cour de circuit. Exécution. S. R. Q., 1560 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2224. L'inspecteur peut :

1. Par sommation, faire comparaître les défendeurs devant lui ; Pouvoirs de l'inspecteur.

2. Assigner toute personne qui lui est indiquée comme témoin important dans une cause ;

3. Condamner un témoin aux pénalités mentionnées dans l'article 2205, chaque fois qu'il refuse de comparaître, lorsqu'il a été légalement assigné, ou refuse de prêter serment ou de répondre aux questions qui lui sont posées ;

4. Recevoir et faire prendre, par écrit, à sa discrétion, sur la demande de la poursuite ou de la défense, les dépositions des témoins alors présents, et remettre la cause à un jour subséquent, qu'il fixe à cette fin ;

5. Décider sommairement, soit en présence, soit en l'absence du défendeur, à l'égard de la plainte, sur le témoignage rendu sous serment par un ou plusieurs témoins assermentés devant lui, et prélever telle somme qu'il adjuge comme due, par tel défendeur à tels travailleurs ou serviteurs avec les frais qu'il croit raisonnables, par un mandat de saisie et de vente des biens et effets du dit défendeur ;

6. Condamner, dans sa division, sur le fait, pour toute contravention punissable d'après les dispositions de la présente section ou les règlements faits sous son empire. S. R. Q., 1561 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

IV.—GREFFIERS DES INSPECTEURS

Greffiers des inspecteurs et leurs honoraires.

2225. Les greffiers des inspecteurs de divisions minières sont nommés par le ministre, et ont droit aux honoraires des greffiers de la Cour des commissaires ou des greffiers des juges de paix, suivant le cas. S. R. Q., 1562 ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

V.—PROCÉDURE

Allégation des faits négatifs, non requise, etc.

2226. Il n'est pas nécessaire d'alléguer, sur poursuite intentée sous l'empire de la présente section, dans la déclaration, plainte ou sommation, des faits négatifs, ni aucun fait qu'il appartient au défendeur de prouver. S. R. Q., 1563 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Amendement des plaintes, etc.

2227. Toute déclaration, plainte ou sommation, peut être amendée, s'il y a défaut de forme, sans frais, et, sur telle amendement, le défendeur peut obtenir un délai ultérieur pour faire sa défense et sa preuve. S. R. Q., 1564 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Indication du jour de l'offense.

2228. Dans une plainte, il n'est pas nécessaire de préciser le jour de l'offense ; l'indication du jour et de l'heure à peu près suffit. S. R. Q., 1565 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Honoraires des avocats et frais des huissiers.

2229. Les frais auxquels ont droit les huissiers, constables et greffiers des inspecteurs de divisions minières, sont ceux mentionnés dans les articles 3374 à 3381, lesquels frais ils ont, chacun d'eux respectivement, le droit de toucher eux-mêmes ; mais, quant aux honoraires des avocats et autres frais, ils sont taxés d'une manière raisonnable et équitable, à la discrétion de l'inspecteur. S. R. Q., 1566 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Taxation des honoraires des avocats.

2230. Toute signification faite en vertu de la présente section, se fait par un huissier de la Cour supérieure, ou un constable nommé pour la division minière où la poursuite est intentée, en laissant une copie certifiée par l'inspecteur de telle division à la personne elle-même, ou à une personne raisonnable de sa famille, à son domicile ou à sa place d'affaires. S. R. Q., 1567 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Mode de signification.

Signification par un huissier.
Signification

2231. Le rapport de la signification par un huissier se fait sous son serment d'office.

La signification qui est faite par un constable se prouve par un certificat sous serment devant un juge de paix ou l'inspec

teur de la division minière. S. R. Q., 1568 ; 55-56 V., c. 20, par un constable.
s. 1.

VI — EXÉCUTION DES JUGEMENTS

2232. A défaut de paiement immédiat de l'amende et des frais, l'inspecteur peut, ou faire emprisonner immédiatement le défendeur, ou faire saisir et vendre les meubles et effets de ce dernier pour les payer ; et, s'il n'a pas de meubles et effets ou s'ils sont insuffisants, le faire emprisonner pour le temps mentionné dans le jugement. Pouvoir de l'insp. de faire emprisonner ou de faire vendre les effets.

Toutefois, le défendeur peut se libérer, en tout temps, en payant l'amende et les frais. S. R. Q., 1569 ; 55-56 V., c. 20, s. 1. Libération.

2233. Il n'y a aucun appel d'une condamnation ou d'un jugement quelconque de l'inspecteur, rendu en conformité des dispositions de la présente section. S. R. Q., 1570 ; 55-56 V., c. 20, s. 1. Jugement de l'inspecteur sans appel.

§ 16.—Dispositions diverses

I.—EMPLOI DES DROITS, HONORAIRES ET AMENDES

2234. Tous les droits, honoraires et amendes, perçus sous l'empire de la présente section, ainsi que le prix des concessions minières, à moins qu'il n'y soit autrement pourvu, font partie du fonds consolidé du revenu de la province. S. R. Q., 1571 ; 55-56 V., c. 20, s. 1. Emploi des droits perçus en vertu de cette section.

2235. Toute proportion de ces droits, honoraires et amendes peut être appliquée, de temps à autre, par le lieutenant-gouverneur en conseil, à l'acquittement des dépenses encourues pour mettre à exécution la présente section. S. R. Q., 1572 ; 55-56 V., c. 20, s. 1. Pouvoir du lt-gouverneur en conseil sur ces droits.

2236. Les amendes sont appliquées comme suit :

1. Si l'amende et les frais sont recouvrés en entier, après paiement des frais, la moitié de l'amende appartient au plaignant, et la balance est remise au trésorier de la province ;

2. Si l'amende et les frais n'ont pas été recouvrés en entier, alors, après paiement des frais, la balance est répartie en la proportion indiquée dans le paragraphe 1 du présent article. S. R. Q., 1573 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Distribution des amendes.

2237. La répartition susdite est faite par l'inspecteur de la division minière lui-même. S. R. Q., 1574 ; 55-56 V., c. 20, s. 1. Répartition

II — EXPLORATIONS GÉOLOGIQUES

2238. Le ministre peut, de temps à autre, faire faire des explorations géologiques ou autres recherches, afin de connaître les ressources géologiques.

sur l'ordre du ministre. les terrains qui contiennent des minerais ou minéraux quelconques. S. R. Q., 1575; 55-56 V., c. 20, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Arpentage des concessions minières.

2239. Il peut, en même temps, faire arpenter, limiter et borner des concessions minières, dans les territoires non encore subdivisés, et cela, en indiquant, selon qu'il le juge à propos, chaque lot, au désir de la présente section. S. R. Q., 1576; 55-56 V., c. 20, s. 1.

III.—VENTE DES TERRES ET RÉSERVE DE TERRAINS MINIERS

Ventes des terrains miniers faites conformément à cette section.

2240. Les terres vendues par la couronne pour l'exploitation des mines en général, doivent être vendues conformément aux dispositions de la présente section. S. R. Q., 1577; 55-56 V., c. 20, s. 1.

Réserve des terrains miniers.

2241. Le ministre peut, lorsqu'il le juge opportun, mettre en réserve et soustraire à la vente, pour fins de colonisation, des terres sur lesquelles on a constaté l'existence de mines exploitables, pour les vendre en temps convenable, comme concessions minières. S. R. Q., 1578; 55-56 V., c. 20, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

IV.—ÉVALUATION DES BIENS MINIERS IMPOSABLES

Évaluation des biens-fonds contenant une mine en exploitation.

2242. En faisant l'évaluation des biens miniers imposables dans une municipalité où il existe un bien-fonds contenant une mine en exploitation, les estimateurs doivent évaluer tel bien-fonds, sans égard à la plus-value provenant de l'existence de la mine et des minerais, des puits, excavations, tunnels, appareils mécaniques, machines et autres bâtiments, constructions et dépendances servant ou devant servir exclusivement à l'exploitation de la mine, et ce, jusqu'au 24 juillet, 1910. S. R. Q., 1579; 55-56 V., c. 20, s. 1; 63 V., c. 17, s. 1.

V.—RÈGLEMENTS PAR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

Pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil de faire des règlements pour certaines fins.

2243. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, faire tout règlement qu'il juge nécessaire ou convenable:

1. Pour diminuer ou augmenter l'étendue des terrains pour lesquels les permis d'exploitation sont accordés en vertu de la présente section, ou en changer la configuration;
2. Pour réserver les terrains trouvés riches en mines et minerais ou les retirer temporairement de la vente;
3. Pour classer dans l'une des deux catégories du paragraphe 14 de l'article 2098, tels minéraux qui n'y sont pas

spécialement dénommés, ou changer de catégorie ceux qui y sont indiqués;

4. Pour l'ouverture, la construction, l'entretien et l'usage de fossés, aqueducs ou conduits, à travers ou sur les concessions minières, ou les terrains sous permis d'exploitation, dans le but de faciliter le transport et le passage de l'eau pour des fins minières;

5. Pour ériger en division minière, toute partie de la province qu'il juge à propos, agrandir ou diminuer de temps à autre telle division, ou l'abolir lorsqu'il le juge nécessaire;

6. Pour établir et entretenir des routes à travers les divisions minières, et généralement pour exécuter plus efficacement les dispositions de la présente section.

Tous tels règlements, après avoir été publiés dans la *Gazette officielle de Québec*, ont force de loi. S. R. Q., 1580; 55-56 V., c. 20, s. 1; 7 Ed. VII, c. 18, s. 10; 9 Ed. VII, c. 27, s. 16.

§ 17.—Dispositions finales

2244. Le ministre doit soumettre, avec son rapport annuel à la Législature, un état concernant les mines de cette province. S. R. Q., 1581; 55-56 V., c. 20, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Rapport annuel à la Législature.

2245. Les formules 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la présente section ou toutes autres formules ayant le même effet, peuvent être employées chaque fois qu'elles sont jugées nécessaires. S. R. Q., 1582; 55-56 V., c. 20, s. 1. Emploi des formules de procédure.

FORMULES

A.—(Article 2133)

Permis d'exploitation minière sur les terres des particuliers où le droit de mine appartient à la couronne

PROVINCE DE }
QUÉBEC. } Division minière de

E. F., ayant payé un honoraire de dix piastres et une rente annuelle de piastres, pour acres, est par le présent autorisé à exploiter (*indiquer l'espèce de minéral*) durant douze mois, à compter du jour du mois de 19, sur la terre de (*nommer le particulier et désigner le terrain*) dans cette division, sujet aux conditions et restrictions imposées par la loi des mines de Québec et aux règlements faits en conformité d'icelle.

Daté à , ce jour de , 19 .

A. B.,

*Ministre de la colonisation,
des mines et des pêcheries.*

S. R. Q., 1582, cédula A; 55-56 V., c. 20, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22; 9 Ed. VII, c. 27, s. 17.

B.—(Article 2133)

Permis d'exploitation minière sur les terres publiques

PROVINCE DE }
 QUÉBEC. } Division minière de

E. F., ayant payé un honoraire de dix piastres, et une rente annuelle de piastres, pour acres, est par le présent autorisé à exploiter (*indiquer l'espèce de minéral*), durant douze mois, à compter du jour du mois de 19, sur (*désigner le terrain*) dans cette division, sujet à toutes les conditions et restrictions imposées par la loi des mines de Québec et aux règlements faits en conformité d'icelle.

Daté à, ce jour de, 19.

A. B.,

*Ministre de la colonisation,
 des mines et des pêcheries.*

S. R. Q., 1582, cédule B ; 55-56 V., c. 20, s. 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22 ; 9 Ed. VII. c. 27, s. 18.

C.—(Article 2139)

Avis pour exploitation sur la terre d'un particulier, en vertu d'un permis accordé conformément à l'article 2134

PROVINCE DE }
 QUÉBEC. } Division minière de

Je (ou nous, suivant le cas) résidant dans le comté de, dans le district de, (ou ayant fait élection de domicile à), dans la division minière de, vous donne avis par le présent :

1. Que je suis porteur d'un permis d'exploitation pour exploiter (*indiquer l'espèce de minéral*) sur votre terre (*description*), et que j'ai l'intention d'y exploiter le dit minéral;

2. Que je suis prêt à faire avec vous, à l'amiable, tous les arrangements possibles pour me permettre telle exploitation;

En conséquence, vous voudrez bien, dans un mois de la signification du présent avis, prendre avec moi des arrangements à l'amiable comme susdit.

C. D.,
Requérant.

(Contresigné) A. B.,
*Inspecteur de la division
minièrre de*

S. R. Q., 1582, cédule C ; 1 Ed. VII, c. 13, s. 7.

D.—(*Article 2139*)

*Avis donné par un propriétaire de droits de mine sur la terre
d'un particulier, pour exploiter une mine*

PROVINCE DE }
QUÉBEC. } Division minièrre de

Je (*ou nous, suivant le cas*) résidant dans le comté de
, dans le district de , (*ou ayant fait élec-*
tion de domicile à), dans la division mi-
nièrre de , vous donne avis par le présent :

1. Que je suis propriétaire (*ou aux droits du propriétaire*) des droits de mine (*indiquer l'espèce*) sur votre terre (*description*) et que j'ai l'intention d'y exploiter (*indiquer l'espèce de minéral*);

2. Que je suis prêt à faire avec vous, à l'amiable, tous les arrangements possibles pour me permettre telle exploitation;

En conséquence, vous voudrez bien, dans un mois de la signification du présent avis, prendre avec moi des arrangements à l'amiable comme susdit.

C. D.,
Requérant.

(Contresigné) A. B.,
*Inspecteur de la division
minièrre de*

S. R. Q., 1582, cédule Ca ; 1 Ed. VII, c. 13, s. 7.

E.—(Articles 2141, 2142)

Avis donné, si le particulier refuse de s'arranger à l'amiable

PROVINCE DE }
QUÉBEC. } Division minière de

Attendu qu'il est établi par le rapport de signification fait par
, huissier de la Cour supérieure (ou par le certificat
de signification fait par , constable de la division mi-
nière de , *suivant le cas*) le jour du mois de mil neuf
cent , que le propriétaire de la terre sise et située dans
le rang de , (paroisse ou canton) dans
le comté de , district de , laquelle terre est bornée
par , est absent de la province (ou est inconnu, ou a
refusé de prendre des arrangements à l'amiable avec le requé-
rant) ;

Avis public est par le présent donné par le (ou les, *suivant
le cas*) soussigné, de la paroisse de
comté de , dans le district de , (ou ayant
choisi son domicile à .)

1. Qu'il a l'intention d'exploiter (*indiquer l'espèce de minéral*)
sur la terre ci-dessus décrite ;

2. Qu'il est prêt à payer la somme ou rente jugée nécessaire
comme compensation pour telle terre, ou dommages, d'après un
arbitrage fait conformément à la loi ; et

3. Que le nom de son arbitre est , de la paroisse
de , comté de , dans le district de ;

En conséquence le dit (nom du propriétaire
s'il est connu) est appelé à fournir le nom de son arbitre, sous
un mois après la première insertion du présent avis dans les
journaux, conformément à la loi.

C. D.,
Requérant.

(Contresigné) A. B.,
Insp. de la div. minière de

S. R. Q., 1582, cédule D ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

F.—(Article 2143)

Réponse d'un particulier aux avis d'un requérant demandant le droit d'exploitation minière sur sa terre

PROVINCE DE }
QUÉBEC. } Division minière de

Je (*ou nous, suivant le cas*) en réponse à votre avis, en date du jour du mois de , déclare vouloir prendre des arrangements à l'amiable au sujet de l'exploitation minière que vous voulez faire sur ma terre (*ou si le particulier doit nommer un arbitre, que j'ai nommé M.* , de la paroisse de , dans le comté de , district de , pour agir comme arbitre, dans l'arbitrage que vous demandez).

Daté à , ce jour du mois de , 19 .

E. F.,
Propriétaire.

(Contresigné) A. B.,
Inspecteur de la division
minière de .

S. R. Q., 1582, cédule E; 1 Ed. VII, c. 13, s. 8.

G.—(*Article 2123*)*Certificat de mineur*

—

: Département de la Colonisation, des
: mines et des pêcheries

: —

: Les présentes font foi que A. B.

: de

: , sur paiement

Nom..... : effectué entre nos mains de la somme

Adresse..... : de \$10.00, est autorisé à prospecter

Signature..... : jusqu'au premier jour de janvier pro-

Date..... : chain sur toutes les terres arpentées

: ou non arpentées faisant partie du

: domaine public, ou appartenant aux

: particuliers sur lesquelles les droits

: de mine n'ont pas déjà été aliénés ou

: mis sous permis d'aucune sorte ou en

: réserve.

: Ce certificat n'est pas transférable.

: A. B.,

: *Ministre de la colonisation,*

: *des mines et des pêcheries.*

: Daté à

: ce jour

: de , 19 .

: (*Contresigné*)

H.—(*Article 2131*)*Déclaration pour l'obtention d'un permis d'exploitation*

A l'honorable ministre de la colonisation,
des mines et des pêcheries,
Québec.

Monsieur,

Je, _____, résidant à

déclare qu'étant porteur d'un certificat de mineur portant le
No _____ et daté le _____
j'ai découvert un minerai, et qu'à l'endroit de cette décou-
verte, j'ai planté un piquet portant la date du _____, mon
nom et le numéro de mon certificat. J'ai aussi planté un
piquet tel que prescrit, à chacun des angles du terrain.

La distance du piquet de découverte au piquet No 1, est de

*.....

du No 1 au No 2.....

du No 2 au No 3.....

du No 3 au No 4.....

du No 4 au No 1.....

Ce terrain couvre en conséquence, une étendue de _____ acres

sur laquelle je sollicite l'émission d'un permis d'exploitation

et à cette fin, j'inclus la somme de

soit \$10.00 d'honoraires et \$. _____ de rente.

Pour les fins des présentes je fais élection de domicile à
(indiquer l'endroit précis et l'adresse postale).

* N. B.—Dans les territoires arpentés il n'y a lieu de men-
tionner que le piquet indicateur de la découverte.

Je n'ai vu aucune marque de découverte antérieure sur ce terrain, qui, à ma connaissance personnelle, n'est pas non plus sous permis, d'aucune sorte, et je fais cette déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie, et sachant qu'elle a la même force et le même effet que si elle était faite sous serment, sous l'empire de la loi de la preuve en Canada.

(Signature)

Déclaré devant moi

à , ce

jour de , 19 .

(Signature)

Reçu au département de la Colonisation, des mines et des pêcheries,
à Québec, le

jour de , 19 .

avec la somme de

(Signature)

S. R. Q., 1582, cédule G ; 9 Ed. VII, c. 27, s. 20.

I.—(Article 2168)

Permis d'appareils mécaniques ou machines à broyer

PROVINCE DE }
 QUÉBEC. } Division minière de

E. F., de la paroisse de , district de ,
 ayant payé un honoraire de cinq piastres, est par le présent
 autorisé à employer et à se servir d'un appareil mécanique ou
 machine, pour broyer ou écraser le quartz ou en tirer l'or ou
 l'argent, par le procédé du broyage, ou du bocardage, ou de
 l'amalgamation ou autrement, en vertu des dispositions de la
 loi des mines de Québec, sujet aux conditions et restrictions
 requises par la dite loi et aux règlements faits en conformité
 d'icelle.

Daté à , ce jour du mois de , 19 .

A. B.,

*Ministre de la colonisation,
 des mines et des pêcheries*

S. R. Q., 1582, cédule H ; 55-56 V., c. 20, s. 1 ; 5 Ed. VII, c.
 12, s. 22.

FORMULES DE PROCÉDURE JUDICIAIRE MENTIONNÉES DANS
 L'ARTICLE 2245

1.—Déclaration

PROVINCE DE }
 QUÉBEC. }

Devant , inspecteur de la division minière de .

Je, soussigné, de la paroisse de , district
 de , plaignant, poursuis M. , de la
 paroisse de , district de , pour
 (*décrire l'offense ou les raisons de la poursuite*), laquelle offense
 a été commise contrairement à la loi des mines de Québec ;

En conséquence, je demande jugement conformément à la
 loi, avec les frais.

Daté à , ce jour du mois de 19 .

C. D.,
Plaignant.

S. R. Q., 1582, formule 1 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

2.—*Ordre de l'inspecteur annexé à la susdite déclaration*

A M.

Défendeur.

En conséquence de la déclaration ci-dessus, il vous est ordonné par les présentes, de comparaître devant moi à _____, le _____ jour du mois de _____, 19____, à _____ heures de l' _____ midi, pour répondre à la poursuite intentée contre vous, autrement vous serez condamné par défaut.

Donné à _____, ce _____ jour du mois de _____, 19____.

A. B.,

Insp. de la div. minière de _____.

N. B. Cette déclaration et cette sommation peuvent être changées de manière à s'appliquer aux autres actions ordinaires intentées en vertu de la présente section.

S. R. Q., 1582, formule 2 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

3.—*Certificat de signification de sommation*

(Si la signification est faite par un huissier:)

Je, soussigné, _____, certifie sous mon serment d'office, que le _____ jour du mois de _____, mil neuf cent _____, j'ai signifié la présente sommation et déclaration à (nom du défendeur), dans la paroisse de _____, district de _____, à _____ heures de l' _____ midi, en laissant une vraie copie certifiée des présentes, en parlant à _____.

Certifié à _____, ce _____ jour du mois de _____, 19____.

(Si la signification est faite par un constable:)

Je, soussigné, _____, constable de la division minière de _____, étant dûment assermenté sur les Saints Évangiles, certifie par les présentes, sous le serment que je viens de prêter, que le (etc.) j'ai signifié (etc.) (comme ci-dessus).

E. F.

Assermenté devant moi, à _____, ce _____ jour du mois de _____, 19____.

G. H.,

Juge de paix.

N. B.—Tout autre rapport de signification peut se faire de la manière ci-dessus, en faisant les changements nécessaires.

S. R. Q., 1582, formule 3 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

4.—*Condamnation*

PROVINCE DE }
QUÉBEC. }

Qu'il soit notoire que le jour du mois de , 19 ,
à , district de , M. (*nom du défendeur*)
a été condamné par moi , inspecteur de la
division minière de , à raison de ce que le dit
(*défendeur*) a (*mention des raisons de la condamnation*) et que
je condamne le dit (*défendeur*) à raison de telle
 , à payer au dit (*poursuivant*) la somme de
avec les frais.

Donné sous mes seing et sceau à , ce jour
du mois de , 19 .

[L. S.]

A. B.,

Insp. de la div. minière de

N. B.—*La copie qui doit être donnée au défendeur ou laissée
chez lui doit être une vraie copie certifiée par l'inspecteur.*

S. R. Q., 1582, formule 4 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

5.—*Mandat de saisie-exécution*

PROVINCE DE }
QUÉBEC. }

(*Nom de l'inspecteur*), juge de paix de la division minière de

A tout huissier ou constable, dans et pour la division minière
de

Attendu que le jour du mois de , 19 , à ,
M. (*nom du défendeur*) de , a été condamné par moi
pour avoir (*raison de la condamnation*) à la poursuite de
 , à payer la somme de , et les frais ;

En conséquence, il vous est ordonné par le présent, vous et
chacun de vous, de saisir et de prendre les biens meubles et
effets mobiliers du , partout où vous les trou-
verez dans ce district, pour satisfaire au jugement, et de pré-
lever sur la vente d'iceux la somme de , en sus des
frais de saisie et vente ;
et vous m'en ferez un rapport certifié, et n'y manquez pas.

Donné sous mes seing et sceau à , ce
jour du mois de , 19 .

[L. S.]

A. B.,

Insp. de la div. minière de

S. R. Q., 1582, formule 5 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

7.—*Mandat d'emprisonnement, sans l'émission d'un mandat de saisie, dans les cas de pénalités*

PROVINCE DE \
QUÉBEC. }

A. B., Inspecteur de la division minière de
A tout huissier ou constable de la division minière de
, et au gardien de la prison commune du district
de

Attendu que, à , le jour du mois de mil neuf
cent , M. , de , district de ,
a été condamné par moi, pour avoir (*indiquer les raisons de la
condamnation*), et que pour telles raisons il a été condamné à
payer la somme de et les frais , et
attendu que le dit M. a négligé de payer la dite
somme ;

A ces causes, je vous commande par les présentes d'arrêter
le dit M. et de le conduire de suite à la prison
commune du district de et de le livrer entre les mains
du gardien de la dite prison ; et vous, le dit gardien, de
tenir le dit M. enfermé pendant l'espace de
, à compter du jour de son incarcération, à moins que
la dite somme de et tous les frais d'emprisonnement
ne soient plus tôt payés à vous le dit gardien.

Et pour ce faire, que le présent mandat vous suffise.

Donné, etc., (*comme dans la formule No 5.*)

S. R. Q., 1582, formule 7 ; 55-56 V., c. 20, s. 1.

SECTION X

DE LA LOI DE LA PÊCHE

§ 1.—*Dispositions interprétatives*

Citation. **2246.** La présente section peut être citée sous le nom de "Loi de la pêche de Québec." S. R. Q., 1374; 62 V., c. 23, s. 1.

Interprétation : **2247.** Les mots suivants, chaque fois qu'ils se rencontrent dans la présente section ou dans les règlements ou instructions faits sous l'empire de ses dispositions, ont la signification qui leur est ci-après assignée:

Eaux de la province ; 1. Les mots "eaux de la province" signifient et comprennent les mers, golfes, baies, fleuves, rivières, lacs et cours d'eau dans les limites de la province sur lesquels la Législature a juridiction, ou qui sont la propriété de la province, qu'ils soient ou non sous bail ou permis ; S. R. Q., 1374a, § 1 ; 62 V., c. 23, s. 1.

Ministre ; 2. Le mot "ministre" signifie le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries ; S. R. Q., 1374a, § 2 ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Garde-pêche ; 3. Le mot "garde-pêche" s'entend de toute personne revêtue des attributions de cette charge ; S. R. Q., 1374a, § 3 ; 62 V., c. 23, s. 1.

Bail ; 4. Les mots "bail" ou "bail de pêche" désignent le titre de location des terrains bordant ou renfermant des eaux non navigables, pour des fins de pêche à la ligne et à la canne et ligne dans ces eaux. Ils désignent aussi le titre de location, pour les mêmes fins, de la partie navigable d'une rivière à saumon dont partie est non navigable ; S. R. Q., 1374a, § 4 ; 62 V., c. 23, s. 1.

Permis ; 5. Les mots "permis" ou "permis de pêche" désignent le titre conférant le droit de pêcher et d'exploiter les pêcheries dans des parties y déterminées des eaux navigables ou non navigables, au moyen de lignes, rets, seines et autres appareils ou instruments non prohibés par la loi ou les règlements ; S. R. Q., 1374a, § 5 ; 62 V., c. 23, s. 1.

Permis spécial ; 6. Les mots "permis spécial" désignent l'autorisation conférant à une personne non domiciliée dans la province le droit de pêcher dans les eaux de la province, conformément à la loi et aux règlements ; S. R. Q., 1374a, § 6 ; 62 V., c. 23, s. 1.

Inspecteur des pêcheries. 7. Les mots "inspecteur des pêcheries" signifient toute personne revêtue des attributions de cette charge. S. R. Q., 1374a, § 7 ; 6 Ed. VII, c. 18, s. 1.

§ 2.—*De la pêche*

2248. 1. La pêche à la ligne et à la canne et ligne est seule permise dans les eaux navigables, et la pêche à la canne et ligne est seule permise dans les eaux non navigables de la province. Pêche à la ligne, et à la canne et ligne.

Pour tout autre mode de pêche, il faut le permis visé par l'article 2266. Permis pour autre pêche.

2. Les personnes domiciliées dans la province n'ont pas besoin de permis pour faire la pêche à la canne et ligne ou à la ligne, selon le cas, dans les eaux de la province qui ne sont pas sous bail. Permis non requis pour habitants de la province.

3. Les personnes non domiciliées dans la province, et qui désirent y faire la pêche, doivent, avant de commencer à pêcher, se procurer à cet effet un permis spécial du ministre ou de toute personne par lui à ce autorisée. Permis exigés des étrangers.

L'honoraire exigible est fixé, dans chaque cas, par le ministre, mais ne doit jamais excéder vingt-cinq piastres. Honoraire exigible.

4. Les permis ne sont valables que pour le temps, l'endroit et les personnes qui y sont indiqués. S. R. Q., 1375 ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 6 Ed. VII, c. 18, s. 2. Durée du permis.

§ 3.—*Des baux et des permis de pêche*

I.—DISPOSITIONS GÉNÉRALES

2249. Le ministre peut, lorsque le droit exclusif de pêche n'existe pas déjà, consentir des baux autorisant la pêche dans les lacs et rivières non navigables de la province, ou émettre des permis autorisant l'exploitation des pêcheries dans les eaux de la province pour un terme n'excédant pas neuf années. Baux et permis d'une durée de neuf ans au plus.

Les baux ou permis d'une durée plus longue, mais n'excédant pas quinze années, ne sont consentis ou émis que par autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1376 ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Baux, etc., pour une plus longue durée.

2250. Du consentement des propriétaires et dans un but d'administration seulement, le ministre peut prendre le contrôle des droits de pêche appartenant à des terres concédées, situées le long de quelqu'une des eaux de la province, pour leur donner plus de valeur, ou pour les louer ou émettre des permis s'y rapportant, selon le cas, conjointement avec ceux appartenant à des terres non concédées, le long de ces eaux. S. R. Q., 1377 ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15. Contrôle des droits de pêche par le ministre dans un but d'administration.

2251. Les locataires et porteurs de permis doivent se conformer aux lois fédérales et provinciales, aux règlements faits et aux honoraires fixés, de temps à autre, par le gouverneur général en conseil ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, Conditions imposées aux porteurs de permis et locataires.

ainsi qu'aux conditions et restrictions de leurs baux ou permis. S. R. Q., 1378; 62 V., c. 23, s. 1; 6 Ed VII, c. 18, s. 3.

II.—BAUX DE PÊCHE DANS LES LACS ET RIVIÈRES NON NAVIGABLES

Réserve pour
fins de
pêche.

2252. Les ventes et octrois gratuits des terres de la couronne sont, et ont été depuis le 1er juin 1884, sujets à une réserve, pour des fins de pêche, de trois chaînes en profondeur des terres bordant les rivières et les lacs non navigables de la province.

Profondeur
des réserves
peut être
réduite, etc.

Cependant, le ministre des terres et forêts peut réduire la profondeur de la réserve, ou y renoncer, chaque fois qu'il s'agit de la vente d'îles ou de terrains de peu d'étendue ou qu'il le considère dans l'intérêt public.

Louage de
ces réserves.

Ces terres, ainsi que celles déjà réservées à cette fin, peuvent être données à bail en la manière édictée dans l'article 2249.

Rivières à
saumon en
partie navi-
gables.

Quand une rivière à saumon est pour partie navigable et pour partie non navigable, la partie navigable peut être donnée à bail soit avec la partie non navigable, soit par un bail distinct. S. R. Q., 1379; 62 V., c. 23, ss. 1, 4; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Personnes à
qui peuvent
être octroyés
des privi-
lèges de
pêche.

2253. Les baux de terre conférant des privilèges de pêche sont faits au nom d'une seule personne ou d'un club constitué en vertu d'une charte spéciale ou en vertu de la section deuxième du chapitre cinquième du titre onzième des présents Statuts refondus, (articles 7240-7244), concernant les clubs pour la protection du poisson et du gibier. S. R. Q., 1380; 62 V., c. 23, s. 1.

Nullité des
baux en con-
séquence
d'inexacti-
tude des ar-
pentages,
etc.

2254. Si, en conséquence d'inexactitude dans les arpentages, d'autres erreurs ou causes quelconques, il est découvert qu'un bail renferme des terrains compris dans un bail d'une date antérieure, le bail en dernier lieu consenti est nul en tant qu'il a trait à ces terrains; et le porteur ou le possesseur d'un bail ainsi en partie annulé n'a aucun droit de réclamer une indemnité ou une compensation, à raison de ce que son bail est devenu partiellement nul. S. R. Q., 1381; 62 V., c. 23, s. 1.

Paiement
du loyer.

2255. Le loyer doit être payé d'avance, et tout locataire qui manque de payer ainsi n'a pas droit à la continuation de son bail. S. R. Q., 1382; 62 V., c. 23, s. 1.

Droits résultant
du bail.

2256. Le bail confère au locataire, pour le temps qui y est fixé, le droit de prendre et de conserver la possession exclusive des terrains qui y sont décrits, sujet aux règlements, honoraires et restrictions qui peuvent être établis, et lui donne le droit exclusif de faire la pêche dans les eaux en front de ces terrains, sujet aux lois, honoraires et aux règlements provinciaux et fédéraux alors en vigueur, ainsi que d'intenter en son propre nom toute action contre un possesseur illégal ou une per-

sonne qui contrevient à une disposition de la présente section, et d'en recouvrer des dommages, s'il y a lieu, sauf cependant contre une personne qui passe sur ces terrains ou les eaux adjacentes, ou qui s'y livre à une occupation qui n'est pas incompatible avec les dispositions de la présente section, ou contre le porteur d'un permis de coupe de bois, lequel a, en tout temps, conformément à son permis, le droit d'abattre et d'enlever les arbres, le bois en grume, le bois de sciage et autre, compris dans sa limite, et, pendant le temps fixé par ce permis, de se servir des rivières ou cours d'eau flottables et des lacs, étangs ou autres étendues d'eau et de leurs berges, pour transporter toutes sortes de bois et pour faire naviguer tous les bateaux, bateaux-passeurs et canots requis à cette fin, à condition de réparer les dommages résultant de l'exercice de ce droit.

Le droit général de passage, en allant à l'eau et en en revenant, est aussi réservé dans les baux, en faveur des occupants, s'il en est, en vertu d'un titre de la couronne, des terres situées immédiatement en arrière des terrains donnés à bail. S. R. Q., 1383; 62 V., c. 23, s. 1; 6 Ed. VII, c. 18, s. 4.

Droit de passage en faveur des occupants pour certaines fins.

2257. Les occupants mentionnés dans l'article 2256 sont aussi tenus de fournir un passage sur leurs terres, dans l'endroit le plus convenable et le moins dommageable, aux locataires d'une réserve pour des fins de pêche, qui n'ont aucune issue sur la voie publique. S'il n'y a pas entente entre les parties sur l'endroit à être choisi et sur l'indemnité à être payée, le tout est soumis pour décision au lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1383a; 6 Ed. VII, c. 18, s. 5.

Droit de passage en faveur des locataires d'une réserve de pêche.

2258. Si une personne, sans la permission du locataire ou de ses représentants, pêche, fait pêcher une autre personne ou l'aide à pêcher dans les eaux en front d'un terrain sous bail, elle n'a aucun droit au poisson ainsi pris, lequel peut être confisqué et devient alors la propriété absolue du locataire, et elle est, en outre, passible de l'amende ou de l'emprisonnement mentionné dans l'article 2283. S. R. Q., 1384; 62 V., c. 23, s. 1.

Confiscation et droit de propriété du poisson pris sur terrain sous bail.

2259. Le lieutenant-gouverneur en conseil doit réserver, dans chaque nouveau canton, un ou plusieurs lacs ou rivières dans lesquels les personnes qui résident dans ce canton peuvent pêcher librement pour leur subsistance et celle de leurs familles seulement, en se conformant aux lois en vigueur à ce sujet, et cette réserve continue d'exister jusqu'à ce que les terres avoisinant ces lacs ou rivières soient vendues. S. R. Q., 1384a; 62 V., c. 23, s. 1.

Réserves pour la subsistance des personnes résidant dans les nouveaux cantons.

2260. Chaque locataire est tenu d'établir et de maintenir, dans le territoire qui fait l'objet de son bail, un système efficace

Gardes-pêche par

les locataires. de gardes pour assurer une protection complète des droits de pêche lui appartenant.

Responsabilité des locataires. Il est de plus responsable des dommages causés, par lui-même ou par des personnes sous son contrôle, au bois qui croît sur ce territoire ou sur le territoire avoisinant, soit par le gaspillage ou par le manque de précautions suffisantes en allumant, en surveillant ou en éteignant les feux ; et il doit, au cas de dommages provenant du feu, prouver que toutes les précautions nécessaires ont été prises. S. R. Q., 1385 ; 62 V., c. 23, s. 1.

Causes de révocation du bail. **2261.** Une pêche excessive ou ruineuse ou la pêche faite en temps prohibé, font encourir la révocation du bail des eaux dans lesquelles elles ont eu lieu à la connaissance ou avec la participation du locataire.

Effets de la révocation. Le locataire, dans ce cas, ne peut obtenir un autre bail ou un permis de pêche dans les limites de la province, pendant les cinq ans qui suivent telle révocation de bail. S. R. Q., 1386 ; 62 V., c. 23, s. 1.

Transport du privilège de location. **2262.** Aucun locataire ni son représentant n'a droit de sous-louer un privilège qui lui est concédé en vertu des dispositions de la présente section sans en avoir au préalable donné avis au département de la Colonisation, des mines et des pêcheries et obtenu, par écrit, le consentement du ministre ou d'une autre personne autorisée à donner ce consentement.

Honoraires sur transport. Pour l'acceptation d'un tel transport, il est exigé un honoraire de pas moins de dix piastres. S. R. Q., 1387 ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 5 Ed. VII, c. 12.

Révocation du bail dans certains cas. **2263.** Le bail de toute personne trouvée coupable d'infraction à la présente section ou à quelque règlement fait en vertu de ses dispositions, peut être révoqué par le ministre. S. R. Q., 1388 ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Etat fourni par le locataire. **2264.** Le locataire est tenu de transmettre au département de la Colonisation, des mines et des pêcheries, le ou avant le premier janvier qui suit la fermeture de la saison de pêche, un état de l'espèce, du nombre et du poids du poisson capturé dans les eaux affectées par son bail.

Pénalité si l'état n'est pas transmis. Le défaut de transmettre cet état à l'époque prescrite, ou la transmission d'un état faux rendent le locataire sujet aux dispositions de l'article 2263. S. R. Q., 1389 ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12.

Indemnité par nouveaux locataires s'il s'agit de **2265.** Si un bail de terrains affermé antérieurement à quelqu'un est accordé à un autre, le nouveau locataire est tenu d'indemniser le locataire précédent, jusqu'à concurrence de la valeur réelle des bâtiments ou améliorations utiles qui se

trouvent sur le terrain loué, laquelle ne doit pas dépasser le coût des bâtiments ou améliorations qu'il lui faut faire pour son usage pendant l'existence de son bail. terrains antérieurement loués.

Cette valeur, au cas de divergence d'opinions, est définitivement établie et fixée par le ministre, et le nouveau locataire n'a pas droit d'obtenir son bail tant qu'il n'a pas fourni la preuve qu'il a ainsi indemnisé le locataire précédent, pourvu que ce dernier ait produit entre les mains du ministre sa réclamation dans un délai d'un mois après avis de le faire de la part du nouveau locataire. Indemnité fixée par le ministre.

Si cependant le locataire précédent cesse volontairement de continuer son bail, ou s'il refuse de le renouveler à son expiration, le nouveau locataire n'est tenu de payer pour les bâtiments ou améliorations nécessaires que ce qu'ils ont coûté ou leur valeur actuelle. Au cas de divergence d'opinions, cette valeur est fixée en la manière indiquée dans l'alinéa précédent. Si le locataire discontinue son bail, etc.
S. R. Q., 1390; 62 V., c. 23, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 6 Ed. VII, c. 18, s. 6.

III.—PERMIS DE PÊCHE DANS LES EAUX DE LA PROVINCE

2266. Le permis de pêche confère au porteur le droit exclusif d'exploiter les pêcheries dans les limites y décrites, de toutes les manières autorisées par la loi, mais n'empêche pas les tiers d'y prendre de la boîte pour la pêche de la morue, ou d'y pêcher à la ligne ou à la canne et ligne dans un but étranger au commerce. Droit conféré au porteur de permis.
S. R. Q., 1391; 62 V., c. 23, s. 1.

2267. Le permis doit être payé d'avance.

Le porteur du permis est passible de l'annulation de son permis, s'il est trouvé coupable d'infraction à la présente section ou à un règlement fait en vertu de ses dispositions. Permis payable d'avance. Annulation du permis.
S. R. Q., 1392; 62 V., c. 23, s. 1.

2268. Sauf les dispositions de l'article 2266, quiconque pêche, prend ou tue du poisson dans une eau, ou le long d'une grève, ou dans les limites d'un poste de pêche, décrites dans un permis, ou y place, emploie ou tient quelque engin ou appareil de pêche, sans la permission du porteur du permis, ou trouble ou endommage quelque pêcherie, est passible d'une amende n'excédant pas cent piastres, et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois, et les engins employés et tout le poisson ainsi pris doivent être confisqués. Défense de pêcher, etc., dans les limites sous permis sans permission. Pénalité.
S. R. Q., 1393; 62 V., c. 23, s. 1.

2269. Les contestations survenant au sujet de postes de pêche ou de droit à des stations de pêche, ou au sujet de la position des filets ou autres engins de pêche, sont réglées par le garde-pêche de la localité; mais sa décision peut cependant Contestations quant aux limites.

Appel au ministre. être revisée par le ministre sur un appel qui lui est présenté dans un délai raisonnable. S. R. Q., 1394; 6 Ed. VII, c. 18, s. 7.

Distance entre les pêcheries, etc. **2270.** Tout garde-pêche peut déterminer ou prescrire, sujet à l'appel mentionné dans l'article 2269, la distance à laisser entre les différentes pêcheries, et peut enlever sur-le-champ tout engin de pêche lorsque le propriétaire néglige ou refuse de le faire; et ce propriétaire est de plus coupable d'infraction à la présente section et responsable du coût de l'enlèvement de l'engin de pêche. S. R. Q., 1394a; 6 Ed. VII, c. 18, s. 8.

§ 4.—*De la pêche au saumon*

Rivières où le saumon fraye. **2271.** Il ne peut être émis aucun permis autorisant la pêche du saumon à moins de cinq cents verges, mesurées en droite ligne, de l'embouchure d'une rivière ou d'un cours d'eau où le saumon va frayer. S. R. Q., 1394b; 62 V., c. 23, s. 1.

Estuaires. **2272.** Le ministre, ou toute personne par lui à ce autorisée, peut marquer, pour les fins de la présente section, les limites des estuaires de pêche où se fait sentir la marée, pour chaque rivière; et il ne peut émettre aucun permis autorisant la pêche du saumon dans ces estuaires.

Permis pour certains estuaires. Néanmoins, le lieutenant-gouverneur en conseil peut en permettre l'émission pour ceux des estuaires des rivières qu'il juge à propos d'indiquer. S. R. Q., 1394c; 62 V., c. 23, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Plan des estuaires. **2273.** Le ministre peut faire préparer et certifier un plan de l'estuaire de chaque rivière, sur lequel sont indiquées les limites de l'estuaire, ainsi que les limites de cinq cents verges de chaque côté de la rivière.

Limites établies par les plans. Ces plans, lorsque certifiés par lui, établissent ces limites d'une manière absolue, et n'admettent aucune preuve contraire. S. R. Q., 1394c; 62 V., c. 23, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 5.—*Des huîtres*

Permis pour huîtres. **2274.** Le ministre peut accorder des permis pour un nombre quelconque d'années, n'excédant pas quinze, à toute personne qui désire établir ou former des huîtres dans les eaux de la province; et le porteur de ce permis a seul droit aux huîtres produites ou trouvées dans ces huîtres dans les limites désignées dans le permis.

Pénalité pour pêche sans permis. Quiconque pêche dans ces limites ou s'y sert d'engin de pêche pendant la durée du permis, sans une permission par écrit d'un garde-pêche ou du porteur du permis, est passible d'une amende n'excédant pas deux cents piastres, et des dépens,

et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas quatre mois. S. R. Q., 1394d ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 6.—Des testacés

2275. Les pêcheries des testacés et l'émission de permis ^{Testacés.} concernant ces pêcheries sont sujettes aux dispositions de la présente section et aux règlements établis sous son empire. S. R. Q., 1394e ; 62 V., c. 23, s. 1.

§ 7.—Des eaux réservées pour la reproduction du poisson

2276. Le ministre peut autoriser la réserve ou l'affermage ^{Eaux réservées pour la reproduction du poisson.} des rivières ou autres eaux pour la reproduction naturelle ou artificielle du poisson ; et quiconque détruit ou endommage volontairement un endroit ainsi réservé ou affermé, ou y pêche sans une permission par écrit du ministre, d'une personne par lui autorisée ou du porteur du bail, ou s'y sert d'engins de pêche pendant que les dites eaux sont réservées ou affermées, est passible d'une amende n'excédant pas deux cents piastres, et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas quatre mois. S. R. Q., 1394f ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 8.—De l'emploi des terrains vacants pour les besoins de la pêche

2277. Quiconque a le droit de faire la pêche peut faire ^{Emploi des terrains vacants pour les besoins de la pêche.} usage des terrains publics vacants, dont l'usage en vertu de la loi est commun et inhérent au droit public de pêche, pour y débarquer, saler, préparer et faire sécher le poisson et pour y couper du bois pour ces objets ; et personne autre ne peut s'installer au même poste ou endroit que lorsqu'il a été abandonné par le premier occupant durant douze mois consécutifs ; et, à l'expiration de ce temps, tout nouvel occupant doit payer la valeur des vignots, chafauds et autres appareils dont il prend possession, ou les constructions et améliorations peuvent être enlevées par leur propriétaire. S. R. Q., 1394g ; 62 V., c. 23, s. 1.

§ 9.—Des passes migratoires

2278. Toute chaussée, glissoire ou autre obstruction ^{Passes migratoires aux chaussées, etc.} placée en travers de, ou dans une des eaux de la province, doit être pourvue, par le propriétaire ou l'occupant, partout où le ministre le juge nécessaire, d'une passe migratoire qui permette au poisson d'y passer, laquelle doit être maintenue en bon état.

L'endroit où doit être placée la passe migratoire, ainsi que ^{Forme, etc.,} la forme et la capacité de la passe, peuvent être prescrits, dans ^{des passes migratoires.}

un avis écrit, par le ministre ou par toute autre personne agissant d'après ses instructions.

Expression "occupant définie." L'occupant, dans le sens du présent article, comprend, outre l'occupant, le possesseur, l'agent, le locataire, l'associé, ou la personne en charge, soit à titre d'occupant ou de serviteur. S. R. Q., 1394*k* ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 3 Ed. VII, c. 22, s. 1.

Pénalité pour infraction à l'article 2278. **2279.** Quiconque enfreint les dispositions de l'article 2278 est passible d'une amende de quatre piastres pour chaque jour durant lequel la chaussée, glissoire ou autre obstruction reste non pourvue de passe migratoire, après l'expiration de trois jours à compter de l'avis écrit, donné par le ministre ou par une personne qui agit d'après ses instructions au propriétaire ou à l'occupant d'icelle.

Construction, etc., des passes migratoires dans le cours de poursuites. Afin de faire construire, réparer ou améliorer une passe migratoire pendant le cours de poursuites intentées contre le propriétaire ou l'occupant pour le recouvrement de l'amende imposée par le présent article, le ministre peut donner ordre de la faire et compléter ou de la réparer ou améliorer sans retard, et peut autoriser toute personne à se rendre sur les lieux avec les ouvriers et matériaux nécessaires ; et, par action devant un tribunal compétent, il peut recouvrer du propriétaire ou de l'occupant, tel que défini dans l'article 2278, toutes les dépenses ainsi encourues. S. R. Q., 1394*i* ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, ss. 15, 16 ; 3 Ed. VII, c. 22, s. 2 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Quand les passes migratoires doivent être ouvertes. **2280.** Les passes migratoires doivent être tenues ouvertes et sans obstruction, ainsi que pourvues d'une quantité d'eau suffisante pour répondre aux fins du présent paragraphe, toutes les fois que peut le requérir le ministre ou quiconque agit d'après ses instructions. S. R. Q., 1394*j* ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Pénalité pour dommages à une passe migratoire. **2281.** Nul ne doit endommager ni obstruer une passe migratoire, ni faire quoi que ce soit qui puisse empêcher ou retarder le poisson d'y entrer à la remonte ou à la descente, ni endommager ou obstruer une chaussée existant avec autorisation, sous peine, pour chaque infraction, d'une amende de dix piastres au moins et de cinquante piastres au plus, et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de trois mois au plus, en sus de tous dommages ainsi causés. S. R. Q., 1394*k* ; 6 Ed. VII, c. 18, s. 9.

§ 10.—Des règlements

Règlements. **2282.** 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut en tout temps faire, amender et révoquer des règlements non incom-

patibles avec les dispositions de la présente section pour les objets suivants :

a. L'émission des baux et permis, et la définition des droits et devoirs qu'ils confèrent et imposent;

b. La définition des pouvoirs et devoirs du surintendant général, de l'inspecteur général, des inspecteurs, des gardes-pêche et des autres officiers, qui ne sont pas déterminés par la loi;

c. La manière dont doivent être vendus les objets saisis en vertu de la présente section ou des règlements faits sous son empire ;

d. En général, les choses nécessaires à la mise à exécution de la présente section.

2. Ces règlements entrent en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 1394l; 62 V., c. 23, s. 1 ; 6 Ed. VII, c. 18, s. 10.

Entrée en
vigueur de
ces règle-
ments.

§ 11.—Des amendes, confiscations et poursuites

2283. Sauf lorsqu'il est autrement prescrit, un contrevenant aux dispositions de la présente section ou aux règlements faits sous son empire est passible, pour une première infraction, d'une amende de cinq piastres au moins et de trente piastres au plus, et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de huit jours au moins et d'un mois au plus ; pour une seconde infraction, d'une amende de vingt piastres au moins et de soixante piastres au plus, et des dépens, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement de quinze jours au moins et de deux mois au plus ; et, pour une troisième infraction et toute récidive, d'un emprisonnement de trente jours au moins et de trois mois au plus.

Pénalité
pour contra-
vention.

Cependant pour une infraction commise sur une rivière à saumon, le contrevenant est passible, pour la première infraction, d'une amende de cinquante piastres au moins et de soixante-quinze piastres au plus ; pour une deuxième infraction, d'une amende de cent piastres au moins, et de cent vingt-cinq piastres au plus, et, pour une troisième infraction, et toute récidive, d'un emprisonnement de six mois au moins et d'un an au plus. S. R. Q., 1394m ; 6 Ed. VII, c. 18, s. 11, ; 7 Ed. VII, c. 37, s. 2.

Idem sur
une rivière à
saumon.

2284. L'amende appartient, dans chaque cas, moitié à la couronne et moitié à la personne qui a obtenu le jugement de condamnation. S. R. Q., 1394n; 6 Ed. VII, c. 18, s. 12.

Emploi des
amendes.

2285. Tous navires, bateaux, chaloupes, canots, embarcations, radeaux, véhicules de toute espèce, filets ou autres appareils de pêche, dont on se sert en contravention avec la présente section ou avec quelque règlement fait sous son empire, ainsi

Confiscation
des navires,
pour contra-
ventions.

que tout poisson pris ou détenu en contravention avec ces mêmes section ou règlements, peuvent être confisqués au profit de Sa Majesté, (sauf le droit du locataire en vertu de l'article 2258), par un garde-pêche, ou pris et enlevés par toute personne quelconque pour être remis à un garde-pêche. S. R. Q., 1394o ; 62 V., c. 23, s. 1.

Présomp-
tions contre
certaines
personnes.

2286. La possession, par une personne, sans un permis, d'un engin de pêche prohibé par la loi est une preuve *prima facie* qu'elle a pêché illégalement, et il incombe à cette personne de démontrer qu'elle ne possédait cet engin pour aucun objet illégal. S. R. Q., 1402b ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 8.

Personnes
qui aident à
enfreindre
loi de la
pêche, etc.

2287. Toute personne, que ce soit un serviteur, un associé ou autre qui en accompagne ou aide une autre à enfreindre les lois de la pêche est également coupable d'infraction à la loi de la même manière que celle qui accomplit réellement l'acte illégal. S. R. Q., 1402c ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 8.

Certains offi-
ciers revêtus
des pouvoirs
d'un juge de
paix.

2288. 1. Sujet aux règlements et instructions de l'autorité compétente, tout officier des pêcheries du Canada, ou officier commissionné de la marine de Sa Majesté, à bord de tout vaisseau du gouvernement du Canada ou nolisé par lui et employé au service de la protection des pêcheries, et tout officier commissionné de la marine de Sa Majesté servant sur un navire croisant ou se trouvant dans les eaux de la province, peut exercer, afin de mettre à effet la présente section et les règlements faits sous son empire, les pouvoirs d'un juge de paix et d'un garde-pêche sans qu'il ait à justifier d'aucune des conditions que doit rencontrer un juge de paix.

Articles ap-
plicables.

2. Les articles 3357, 3358, 3359 et 3360 s'appliquent aux actes faits et aux procédures instituées par ces officiers. S. R. Q., 1394p ; 62 V., c. 23, s. 1.

Infraction
distincte
pour chaque
fait illégal.

2289. L'infraction commise en tout temps à quelque disposition de la présente section ou d'un règlement fait sous son empire, est une contravention distincte et peut être punie en conséquence. S. R. Q., 1394q ; 62 V., c. 23, s. 1.

Infraction
distincte
pour chaque
jour de con-
travention.

2290. Si des filets ou autres engins de pêche sont tendus ou mis en usage en contravention avec la présente section ou avec les règlements faits sous son empire pendant plus d'un jour, il y a infraction distincte pour chacun de ces jours; et, si quelque autre contravention à ces section ou règlements se continue pendant plus d'un jour, il y a également infraction distincte pour chacun de ces jours. S. R. Q., 1394r ; 62 V., c. 23, s. 1.

Magistrats
ayant juri-
diction.

2291. Lorsqu'une offense aux dispositions de la présente section ou aux règlements faits sous son empire, est commise sur les, ou près des eaux servant de limite entre plusieurs com-

tés ou plusieurs districts judiciaires ou circonscriptions de pêche, le contrevenant peut être poursuivi devant tout magistrat ayant juridiction dans un de ces districts ou circonscriptions, ou devant le garde-pêche pour l'un ou l'autre d'iceux. S. R. Q., 1394s ; 62 V., c. 23, s. 1.

2292. L'action en recouvrement des amendes doit être intentée dans les six mois à compter du jour où la contravention a eu lieu. Prescription des poursuites.

Néanmoins, lorsque la personne contre laquelle la poursuite est dirigée est domiciliée hors de la province, la poursuite peut être intentée dans les quinze mois à compter du jour où la contravention dont on se plaint a eu lieu. Si le défendeur est domicilié hors de la province. S. R. Q., 1394t ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 9 Ed. VII, c. 26, s. 1.

2293. Les poursuites en vertu de la présente section peuvent être prises, entendues et jugées sommairement, sur plainte devant un magistrat ayant juridiction dans la localité où l'infraction a été commise, même s'il s'élève quelque question relative à des titres, à des terres, fènements ou héritages. Procédures sommaires. S. R. Q., 1394u ; 62 V., c. 23, s. 1.

2294. Il doit y avoir trois jours d'intervalle entre la signification et le rapport de la sommation à un défendeur pour les premières cinq lieues, et un jour de plus pour chaque cinq lieues et fraction de cinq lieues additionnelles de distance entre le lieu d'où la sommation est signifiée et le lieu où elle doit être rapportée. Délai de l'assignation.

Lorsqu'il est expédient de procéder sans délai contre un défendeur, tout magistrat peut émettre un bref de sommation rapportable immédiatement pour obliger le défendeur à comparaître devant lui sans délai, ou il peut émettre, en même temps que le bref de sommation, un mandat d'arrestation contre le défendeur. Procédures dans les cas d'urgence. S. R. Q., 1394x ; 62 V., c. 23, s. 1.

2295. Aucune procédure ne doit être renvoyée, ni aucune condamnation cassée pour défaut de forme. Défaut de forme.

Nul mandat d'arrestation ou d'emprisonnement n'est infirmé pour cause d'irrégularité, s'il y est allégué que la partie a été trouvée coupable, et s'il y a de bonnes et valables raisons pour justifier cette condamnation. Mandat non infirmé pour irrégularité. S. R. Q., 1394x ; 62 V., c. 23, s. 1.

2296. Les formules de procédures, de sommations et d'avis, employées en vertu de la présente section et des règlements faits sous son empire, peuvent être rédigées comme les formules A, B, C, D et E, ou de toute autre manière; pour le surplus, les lois relatives aux procédures sommaires devant les juges de paix s'appliquent aux cas prévus par la présente section. Formules de procédures. S. R. Q., 1394y ; 62 V., c. 23, s. 1.

Rapport du
garde-pêche
au ministre.

2297. Le garde-pêche, lorsque le jugement a été obtenu par son entremise, doit faire rapport au ministre dans un délai de cinq jours après ce jugement. S. R. Q., 1394z; 62 V., c. 23, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Pénalité
pour usage
de dynamite.

2298. Quiconque fait usage de dynamite ou autres explosifs, pour prendre ou tuer du poisson visé par la présente section est passible d'un emprisonnement de pas moins d'un an et de pas plus de deux ans. S. R. Q., 1394aa; 7 Ed. VII, c. 37, s. 3.

§ 12.—*Des officiers et des circonscriptions de pêche*

Fonctions du
surinten-
dant, etc.

2299. Le surintendant général et l'inspecteur général de la chasse remplissent les fonctions de surintendant et d'inspecteur des pêcheries pour toute la province.

Fonctions
des inspec-
teurs.

Les inspecteurs de la chasse remplissent les fonctions d'inspecteur des pêcheries, dans les circonscriptions pour lesquelles ils sont nommés.

Pouvoirs
du surinten-
dant et de
l'inspecteur
général.

Le surintendant général et l'inspecteur général sont *ex officio* juges de paix pour toute la province, et ils ont aussi, dans toutes les circonscriptions de pêche, les mêmes pouvoirs que les gardes-pêche. Les inspecteurs de la chasse n'exercent ces attributions que dans leurs circonscriptions respectives. S. R. Q., 1395; 6 Ed. VII, c. 18, s. 14.

Division de
la province
en circons-
criptions de
pêche.

2300. Le ministre peut, s'il le juge à propos, pour mieux protéger la pêche, diviser la province en circonscriptions de pêche et nommer, pour chacune d'elles des inspecteurs et des gardes-pêche dont les devoirs et les attributions sont définis par la présente section, les règlements faits sous son empire et les instructions du ministre. S. R. Q., 1395a; 6 Ed. VII, c. 18, s. 15.

Rémunéra-
tion des ins-
pecteurs, etc.

2301. La rémunération de ces inspecteurs et de ces gardes-pêche et de toutes les autres personnes employées spécialement pour accomplir un devoir quelconque, imposé par la présente section ou par des règlements faits conformément à ses dispositions, doit, s'il y a lieu, être fixée par le ministre, par commission ou autrement, et, dans l'un ou l'autre cas, être payée à même les revenus provenant de l'application de la présente section. S. R. Q., 1395b; 6 Ed. VII, c. 18, s. 16.

Nomination
de gardiens.

2302. Le ministre peut nommer autant de gardiens qu'il est jugé nécessaire pour la protection efficace de la pêche dans les eaux de la province sous bail ou sous permis.

Serment de
ces gardiens.

Ces gardiens prêtent serment de remplir fidèlement leurs devoirs en faisant exécuter les lois et les règlements provinciaux en vigueur, et ils sont employés durant le temps que le ministre juge nécessaire.

Les services de ces gardiens sont payés par les locataires et Leur paie-
 les porteurs de permis. S. R. Q., 1395c ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. ment.
 VII, c. 8, s. 15.

2303. Sont *ex officio* gardes-pêche, les agents et les sous-Gardes-
 agents des terres et des bois de la couronne, les gardes forestiers pêche *ex*
 et leurs surintendants, et les gardes-chasse nommés par le mi- *officio*.
 nistre, pendant la durée de leurs fonctions comme tels, chacun
 pour la division confiée à sa surveillance.

Le ministre peut aussi nommer des gardes-pêche locaux sui-Gardes-
 vant qu'il le juge nécessaire, et ils n'ont droit à aucun salaire pêche lo-
 pour ce service. S. R. Q., 1395d ; 62 V., c. 23, s. 1 ; 1 Ed. VII, *caux*.
 c. 8, s. 15.

2304. Tout garde-pêche a les pouvoirs d'un juge de paix Pouvoirs
 dans sa division, tant pour les fins de la présente section que comme juge
 pour ce qui concerne la bonne exécution des lois et règlements de paix du
 dans les limites de cette division. S. R. Q., 1395e ; 62 V., c. 23, garde-pêche.
 s. 1.

2305. Tout garde-pêche ou autre magistrat peut condam- Condamna-
 ner sur le fait, dans les limites de sa division, toute personne tion sur le
 coupable d'une infraction punissable en vertu des dispositions fait par le
 de la présente section. S. R. Q., 1395f ; 62 V., c. 23, s. 1. garde-pêche.

2306. 1. Tout garde-pêche ou autre magistrat peut faire des Perquisitions
 perquisitions ou accorder un mandat pour faire des perquisi- par les gar-
 tions dans les embarcations ou lieux dans lesquels il a raison de des-pêche.
 supposer qu'il se trouve du poisson pris en contravention avec
 la présente section ou avec les règlements faits sous son empire,
 ou quelque objet dont l'usage est prohibé.

2. Dans l'exercice de ses fonctions, tout garde-pêche ou toute Leur pouvoir
 autre personne l'accompagnant ou autorisée par lui à cette fin, d'entrer sur
 peuvent entrer ou passer sur la propriété privée, pourvu qu'il la propriété
 n'y ait pas de violation du droit de propriété. S. R. Q., 1395g ; privée.
 62 V., c. 23, s. 1.

2307. Le surintendant des pêcheries peut, en tout temps Bec-scie ou
 de l'année, tuer ou faire tuer, sur les rivières à saumon, le martin-
 bec-scie ou le martin-pêcheur. S. R. Q., 1395h ; 7 Ed. VII, pêcheur.
 c. 37, s. 4.

2308. Il est loisible au ministre de sanctionner toute Vente des
 vente de droits de pêche faite par les colons pour ce qui con- droits de
 cerne les lots accordés à ces colons par billets de location avant pêche par les
 le premier juin 1884, quand les dits lots touchent à des rivières colons.
 non navigables, et le ministre a ce pouvoir lors même que les
 améliorations requises par la loi n'auraient pas été faites, et

même si le billet de location du dit lot concédé avant le premier juin 1884, a été annulé, pourvu, cependant, que la vente soit faite avant la dite annulation.

Application
de cet arti-
cle.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux ventes faites par des colons sans titre (*squatters*) qui ont pris possession de leurs lots avant le premier juin 1884, et qui ont été ou qui peuvent être reconnus comme ayant droit à la terre sur laquelle ils se sont établis. S. R. Q., 1395i; 7 Ed. VII, c. 37, s. 4.

FORMULES

A.—(Article 2296)

Plainte

Province de Québec,)
District de .)

Ce jour de 19 .
A J. S., juge de paix du district de (ou du comté de) ;
A. B., de , se plaint de ce que C. D., de ,
(*énoncer ici brièvement la contravention en termes intelligibles, le lieu où elle a été commise,*) en contravention avec la loi de la pêche de Québec.

Pourquoi le plaignant demande que jugement soit rendu contre le dit C. D., ainsi qu'il est prescrit par la dite loi.

A. B.

62 V., c. 23, formule A.

B.—(Article 2296)

Sommation au défendeur

Province de Québec,)
 District de .)

A C. D., de , etc. ;

Considérant que (*ce jour*) plainte a été portée devant moi, que vous (*énoncer la contravention dans les termes de la plainte ou au même effet*), en contravention avec la loi de la pêche de Québec ;

Pourquoi vous êtes, par le présent, sommé de comparaître devant moi, à , le
 jour de , à
 heures de l' midi, pour répondre à la dite plainte et être traité conformément à la loi.

Témoin, mes seing et sceau, à , ce jour
 de , 19 .

J. S.,

[L. S.]

Juge de paix pour

62 V., c. 23, formule B.

C.—(Article 2296)

Subpœna aux témoins

Province de Québec,)
 District de .)

A E. F., ;
 Considérant que plainte a été portée devant moi, que C. D., a (*énoncer la contravention comme dans la sommation*), et que je suis informé que vous pouvez donner un témoignage important en cette cause, il vous est en conséquence ordonné de comparaître devant moi, à , le

jour de , à heures de l' ,
 midi, pour dire ce que vous connaissez relativement à la matière de la dite plainte.

Témoin, mes seing et sceau, ce
 jour de , 19 .

J. S.,

Juge de paix pour

[L. S.]

62 V., c. 23, formule C.

et de conduire le dit C. D. dans la prison commune pour de _____ à _____, et de le délivrer au gardien de la prison avec le présent mandat ; et je vous ordonne à vous, dit gardien de la dite prison, de recevoir le dit C. D. sous votre garde, et de le tenir sûrement emprisonné dans la dite prison durant l'espace de _____, et, pour ce faire, le présent sera pour vous un mandat suffisant.

Témoin, mes seing et sceau, à _____, ce
jour de _____ 19 _____.

J. S.,

[L. S.]

Juge de paix pour

62 V., c. 23, formule E.

SECTION XI

DE LA CHASSE

§ 1.—*Division de la province en zones*

2309. Pour les fins de la présente section, qui peut être Division de citée sous le nom de “Loi de la chasse de Québec”, la pro- la province vince est divisée en deux zones appelées respectivement zone en deux zones. No 1 et zone No 2.

La zone No 1 comprend toute la province, moins cette partie Zone No 1. des comtés de Chicoutimi et de Saguenay qui se trouve à l'est et au nord de la rivière Saguenay.

La zone No 2 comprend cette partie des comtés de Chicou-Id. No 2. timi et de Saguenay, à l'est et au nord de la rivière Saguenay.
S. R. Q., 1395h ; 62 V., c. 24, s. 1

§ 2.—*Des prohibitions dans la zone No 1*

1.—ORIGINAL, CARIBOU ET CHEVREUIL

2310. Il est défendu :

1. De chasser, tuer ou prendre le chevreuil et l'orignal, entre Prohibition le premier jour de janvier et le premier jour de septembre de de chasser : chaque année ; sauf dans les comtés d'Ottawa et de Pontiac, où Le chevreuil il est défendu de les chasser, tuer ou prendre entre le premier et l'orignal ; décembre d'une année et le premier octobre de l'année suivante ; S. R. Q., 1396, § 1 ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 3 Ed. VII, c. 23, s. 1.

2. De chasser, tuer ou prendre le caribou, entre le premier Le caribou ; jour de février et le premier jour de septembre de chaque année ;
S. R. Q., 1396, § 2 ; 62 V., c. 24, s. 1.

3. De se servir de chiens pour chasser, tuer ou prendre l'ori-Chiens pour chasser l'ori- ginal, le caribou ou le chevreuil ; mais il est permis de chasser, gnal, etc. ;

Exception. tuer ou prendre ainsi le chevreuil (*red deer*) depuis le vingt octobre jusqu'au premier novembre de chaque année ; S. R. Q., 1396, § 3 ; 62 V., c. 24, s. 1.

Ravages, etc ; 4. De chasser, tuer ou prendre l'orignal ou le chevreuil dans les ravages d'hiver (*yarding*) de ces animaux ou en profitant de la croûte de la neige (*crusting*) ; S. R. Q., 1396, § 4 ; 62 V., c. 24, s. 1.

Faons ; 5. De chasser, tuer ou prendre, en quelque temps que ce soit, des faons ou broquarts, c'est-à-dire les petits, jusqu'à l'âge d'un an, des animaux mentionnés dans les paragraphes 1 et 2 du présent article ; S. R. Q., 1396, § 5 ; 62 V., c. 24, s. 1.

Femelle de l'orignal. 6. De chasser, tuer ou prendre, en quelque temps que ce soit, la femelle de l'orignal. S. R. Q., 1396, § 6 ; 62 V., c. 24, s. 1.

Transport de l'orignal, etc., prohibé. **2311.** 1. Il est défendu aux compagnies de chemin de fer, de bateaux à vapeur et autres, ainsi qu'aux rouliers publics, de transporter ou d'avoir en leur possession, l'orignal, le caribou, le chevreuil, en tout ou en partie, ou la chair, la tête et la peau verte d'aucun de ces animaux à moins qu'il n'y soit attaché un coupon (*tag*) émis par le département de la Colonisation, des mines et des pêcheries, autorisant ce transport.

Idem, après les 15 premiers jours de prohibition. 2. Il est défendu, aux compagnies de chemin de fer, de bateaux à vapeur et autres, ainsi qu'aux rouliers publics, après les quinze premiers jours de la date de prohibition, de transporter l'orignal, le caribou, le chevreuil, la chair ou la tête, en tout ou en partie, ou la peau verte d'aucun de ces animaux.

Exception si l'orignal, etc., a été pris dans une autre province, etc. 3. Les paragraphes 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas au transport de l'orignal, du caribou et du chevreuil ou de la chair, en tout ou en partie, ou de la tête et de la peau verte d'aucun de ces animaux, s'il y est attaché un affidavit attestant qu'ils ont été tués ou pris dans une autre province du Canada, en conformité des lois de cette province ou dans un des États-Unis d'Amérique.

Paquet, etc., confectionné de manière à indiquer le contenu, etc. 4. Tout sac, paquet ou coffre, toute boîte ou valise ou tout autre réceptacle servant à transporter le gibier doivent être confectionnés de manière à faire voir leur contenu, et la description de leur contenu, et les nom et adresse du propriétaire y doivent être indiqués sur une étiquette à cet effet.

Pénalité. 5. Toute compagnie de chemin de fer, de bateaux à vapeur ou autre, ou les rouliers publics ou toute personne favorisant, de quelque manière que ce soit, la contravention au présent article, est passible d'une amende de dix piastres au moins et de vingt piastres au plus pour chaque infraction, et des dépens.

Permis de transport peut être accordé par le ministre. 6. Néanmoins, il est loisible au ministre d'accorder, en tout temps, des permis de transport lorsqu'il a été prouvé, à sa satisfaction, que l'orignal, le caribou ou le chevreuil ou partie d'iceux, que l'on désire transporter, ont été pris ou tués dans un temps où la chasse en est permise et d'une manière légale.

7. Pour tous permis, ou coupons mentionnés dans le présent article il peut être exigé un honoraire dont le ministre fixe le montant, suivant les circonstances, mais qui ne doit pas excéder cinq piastres. S. R. Q., 1397 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 1.

2312. Nul ne peut chasser, tuer ou prendre vivants pendant une saison de chasse, plus d'un orignal, de deux chevreuils et de deux caribous.

Le ministre peut néanmoins, s'il le juge à propos, accorder à toute personne domiciliée dans la province, sur paiement d'un honoraire de cinq piastres, un permis l'autorisant à chasser, tuer ou prendre vivants au plus trois caribous et trois chevreuils additionnels.

Toutefois, le ministre peut dispenser du paiement de l'honoraire ci-dessus tout colon de bonne foi ou tout sauvage, dont la pauvreté lui est démontrée d'une manière satisfaisante, et qui a besoin de ce gibier comme un moyen de subsistance pour lui-même et sa famille. S. R. Q., 1398 ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 1 Ed. VII, c. 12, s. 1.

II.—CASTOR, VISON, LOUTRE, MARTRE, PÉKAN, LIÈVRE, OURS, RAT MUSQUÉ, ETC.

2313. Il est défendu de chasser, tuer ou prendre :

1. Le castor, en aucun temps jusqu'au premier novembre 1910, et, après cette date, entre le premier jour d'avril et le premier jour de novembre de chaque année ; S. R. Q., 1399, § 1 ; 8 Ed. VII, c. 25, s. 1.

2. Le vison, la loutre, la martre, le pékan, le renard et le chat sauvage, entre le premier jour d'avril et le premier jour de novembre de chaque année. Cependant, il est permis en tout temps de chasser, tuer ou prendre les variétés de renards connus sous le nom de renards jaunes ou rouges ; S. R. Q., 1399, § 2 ; 62 V., c. 24, s. 1.

3. Le lièvre, entre le premier jour de février et le premier jour de décembre de chaque année, et l'ours entre le premier jour de juillet et le vingtième jour d'août de chaque année ; S. R. Q., 1399, § 3 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 2, § b.

4. Le rat musqué, en aucun temps de l'année excepté dans le mois d'avril. S. R. Q., 1399, § 4 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 2, § c.

Toute compagnie, société, ou personne faisant le commerce de fourrures qui, en vertu de quelque une des dispositions de la présente section, a chassé ou fait chasser les animaux à fourrure ou une espèce quelconque des animaux à fourrure mentionnés dans le présent article, est tenue de faire rapport, dans les quinze premiers jours du mois de mai de chaque année, au ministre, de la quantité et de l'espèce de ces animaux qu'elle a tués ou achetés ou mis sur le marché dans la province. S. R. Q., 1399 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 2, § d.

III.—BÉCASSE. BÉCASSINE, PERDRIX, CANARD SAUVAGE, MACREUSE, SARCELLE ETC

Défense de chasser :

2314. Il est défendu :

La bécasse etc. ;

1. De chasser, tuer ou prendre :

a. Les bécasses, les bécassines, les pluviers, les courlis, les chevaliers et les maubèches, entre le premier jour de février et le premier jour de septembre de chaque année ; les perdrix grises et de savane, entre le quinzième jour de décembre d'une année et le premier jour de septembre de l'année suivante, et les perdrix blanches (ptarmigan) entre le premier jour de février et le premier jour de novembre de chaque année ;

Le canard, etc. ;

b. Les macreuses, les sarcelles ou les canards sauvages d'aucune espèce, excepté les harles (becs-scies), les huards et les goélands, entre le premier jour de mars d'une année et le premier jour de septembre de la même année ;

Défense de chasser pendant certaines heures.

c. En tout temps de l'année, une heure après le coucher du soleil et une heure avant son lever, d'aucune manière, la bécasse, la bécassine, la perdrix ou les macreuses, sarcelles ou canards sauvages d'aucune espèce ; et, durant ces heures prohibées, il est également défendu de garder exposés, sous aucun prétexte, des leurres ou appelants, soit près d'une cache, d'une embarcation ou du rivage. S. R. Q., 1400, § 1 ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 3 Ed. VII, c. 23, s. 3 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 3, § a ; 8 Ed. VII, c. 25, s. 2.

Enlèvement des œufs.

2. De déranger, endommager, cueillir ou enlever, en aucun temps, les œufs d'aucune espèce de gibier à plume. Les vaisseaux ou chaloupes, employés à déranger, cueillir ou enlever les œufs d'aucune espèce des dits oiseaux, peuvent, ainsi que les œufs, être confisqués et vendus.

Droit de chasser pour la nourriture dans certaines parties de la province.

Néanmoins, les habitants compris dans la zone No 2, et ceux du comté de Gaspé peuvent, pour leur nourriture seulement, y chasser, tuer ou prendre les oiseaux mentionnés dans le paragraphe b du présent article en tout temps de l'année—sauf entre le premier juin et le premier août. S. R. Q., 1400, § 2 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 3, § b.

Achat et vente de perdrix, prohibés.

2315. Il est défendu d'acheter ou de vendre, d'exposer en vente ou d'avoir en sa possession, avec l'intention de la vendre, aucune perdrix grise ou de savane, avant le premier jour d'octobre, 1910.

Expressions "vente" et "achat", définies.

Toute livraison de telle perdrix faite autrement qu'à titre purement gratuit constitue une vente, et toute acceptation de telle perdrix autrement qu'à titre purement gratuit constitue un achat, dans le sens du présent article.

Fardeau de la preuve en certains cas.

Si une telle perdrix est trouvée en la possession d'un commerçant ou d'une personne vendant ou ayant en sa possession, pour des fins de vente, des denrées ou des produits, la preuve que ce commerçant ou cette personne n'a pas cette perdrix en

sa possession avec l'intention de la vendre, est à la charge du commerçant ou de la personne qui l'a en sa possession.

Toute contravention aux dispositions du présent article ^{Pénalités.} rend celui qui en est trouvé coupable passible, pour une première infraction, d'une amende de deux piastres au plus et de une piastre au moins, par chaque tête de perdrix ; pour une deuxième infraction, d'une amende de dix piastres au plus et de cinq piastres au moins par chaque tête ; pour une troisième infraction et toute récidive, de la même amende que pour la deuxième infraction, et d'un emprisonnement de trente jours au moins et de trois mois au plus,—avec dépens dans tous les cas. S. R. Q., 1400a ; 8 Ed. VII, c. 25, s. 3.

IV.—OISEAUX INSECTIVORES ET AUTRES UTILES À L'AGRICULTURE, ETC.

2316. Il est défendu en tout temps de chasser ou tuer, et, ^{Prohibition des filets, etc., à certaines époques ; défense de tuer en tout temps.} entre le premier jour de mars et le premier jour de novembre de chaque année, de prendre au moyen de filets, trébuchets, pièges, collets, cages ou autrement tous les oiseaux connus sous la dénomination d'oiseaux percheurs, tels que les hirondelles, les tritris, les fauvettes, les moucherolles, les pics, les engoulevents, les pinsons (rossignols, oiseaux rouges, oiseaux bleus, etc.), les mésanges, les chardonnerets, les grives (merles, flutes des bois, etc.), les roitelets, les goglus, les mainates, les gros becs, les oiseaux-mouches, les coucous, etc.,—ou d'en enlever les nids ou les œufs—sauf et excepté les aigles, les faucons, les éperviers, et les autres oiseaux de la famille des falconides, les hiboux, les martins-pêcheurs, les corbeaux, les corneilles, les jaseurs (récollets), les pies-grièches, les geais, les pies, les moineaux, les étourneaux ; et quiconque trouve quelques filets, trébuchets, pièges, collets, cages, etc., ainsi placés ou tendus peut s'en emparer ou les détruire. S. R. Q., 1401 ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 5.

§ 3.—Des prohibitions dans la zone No 2

2317. Sauf dans les cas où il est autrement prescrit dans ^{Chasse dans la zone No 2.} le présent paragraphe, les dispositions qui régissent la chasse dans la zone No 1 s'appliquent à la chasse dans la zone No 2. S. R. Q., 1401b ; 62 V., c. 24, s. 1.

2318. Il est défendu de chasser, tuer ou prendre le caribou, ^{Défense de chasser le caribou.} entre le premier jour de mars et le premier jour de septembre de chaque année. S. R. Q., 1401c ; 62 V., c. 24, s. 1.

2319. Nul ne peut chasser, tuer ou prendre vivants du- ^{Nombre li-} rant une saison de chasse plus de quatre caribous. S. R. Q., ^{mité.} 1401d ; 62 V., c. 24, s. 1.

Défense de
chasser :
La loutre;

Le lièvre;

Le rat mus-
qué.

2320. Il est défendu de chasser, tuer ou prendre :

1. La loutre, entre le quinzième jour d'avril et le quinzième jour d'octobre de chaque année ;
2. Le lièvre, entre le premier jour de mars et le quinzième jour d'octobre de chaque année ;
3. Le rat musqué, entre le premier jour d'avril et le premier jour de novembre de chaque année ;
4. Le castor entre le premier jour d'avril et le premier jour de novembre de chaque année, nonobstant la prohibition contenue dans le paragraphe 1 de l'article 2313. S. R. Q., 1401e; 62 V., c. 24, s. 1; 8 Ed. VII, c. 25, s. 1.

Défense de
chasser :
La perdrix
grise;

La perdrix
blanche.

2321. Il est défendu de chasser, tuer ou prendre :

1. La perdrix grise et la perdrix de savane, entre le premier jour de février et le quinzième jour de septembre de chaque année ;
2. La perdrix blanche (ptarmigan), entre le premier jour de mars et le quinzième jour de novembre de chaque année. S. R. Q., 1401f; 62 V., c. 24, s. 1.

§ 4.—Dispositions générales

Moyens de
chasser cer-
tains ani-
maux.

2322. Il est défendu de prendre, en aucun temps, par le moyen de cordes, collets, ressorts, cages, filets, fosses, trappes d'aucune espèce, lumières à projection (*jack lights*) ou autres lumières artificielles, aucun des animaux ou oiseaux dont la chasse est prohibée par les articles 2310, 2314, 2318 et 2321,—et de placer, construire, ériger ou tendre, entièrement ou en partie, un engin quelconque pour cet objet ; quiconque trouve quelque engin ainsi placé, construit, érigé ou tendu, de quelque nature qu'il soit, peut s'en emparer ou le détruire, ainsi que les pièges ou trappes dressés ou tendus pour prendre les animaux à fourrure mentionnés dans les articles 2313 et 2320, lorsque ces pièges ou trappes demeurent ainsi dressés ou tendus durant le temps où la chasse de ces animaux est prohibée. S. R. Q., 1402; 62 V., c. 24, s. 1; 6 Ed. VII, c. 19, s. 7.

Présomption
si des per-
sonnes sont
trouvées
avec une
arme, etc.,
dans certains
endroits.

2323. Si une personne est trouvée dans une partie quelconque d'une rivière ou d'une baie où les canards, les oies sauvages ou autres oiseaux aquatiques gisent ou se ressemblent généralement, dans un bateau ou une embarcation quelconque, avec une arme à feu ou une lumière à projection ou autre lumière propre à attirer les dits oiseaux, ou si une personne est trouvée dans une partie quelconque de telle rivière ou baie avec une lumière à projection ou une autre lumière propre à attirer les dits oiseaux, elle est censée être allée dans la dite rivière ou baie avec l'intention de tuer les dits oiseaux à l'aide de la dite lumière à projection ou autre lumière propre à attirer les dits oiseaux ; et il incombe à la dite personne

de prouver qu'elle s'est trouvée là sans aucune intention d'enfreindre les dispositions de la loi. S. R. Q., 1402a ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 8. la preuve.

2324. La possession par toute personne, sans un permis, d'un engin de chasse prohibé par la loi est une preuve *prima facie* qu'elle a chassé illégalement, et il incombe à cette personne de démontrer qu'elle ne possédait cet engin pour aucun objet illégal. S. R. Q., 1402b ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 8. Présomption si des personnes sont en possession d'engin de chasse, sans permis.

2325. Toute personne que ce soit un serviteur, un associé ou autre, qui en accompagne ou aide une autre à enfreindre les lois de la chasse, est également coupable d'infraction à la loi, de la même manière que celle qui accomplit réellement l'acte illégal. S. R. Q., 1402c ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 8. Personne qui aide à enfreindre la loi de la chasse.

2326. Les chefs d'exploitation de bois, les entrepreneurs et sous-entrepreneurs de coupe de bois sont tenus responsables de toutes violations de la loi de la chasse concernant l'original, le caribou et le chevreuil, commises par les hommes sous leur contrôle. Responsabilité des chefs d'exploitation.

Cependant, cette responsabilité n'est pas encourue si la personne qui y est assujettie prouve qu'elle n'a pu empêcher les faits reprochés. S. R. Q., 1402d ; 8 Ed. VII, c. 25, s. 5. Proviso.

2327. Il est défendu de chasser, capturer ou tuer les canards, outardes ou autres oiseaux aquatiques au moyen de vaisseaux ou yachts mus par la vapeur ou autre force motrice. S. R. Q., 1403 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 9. Usage de vaisseaux, prohibé.

2328. Personne ne doit permettre qu'un chien lui appartenant ou dont il a le soin ou la garde, habitué à chasser ou à courir le chevreuil, erre, chasse ou coure dans les localités où il y a du chevreuil, entre le premier novembre d'une année et le vingt octobre de l'année suivante sous peine d'une amende de cinq piastres au moins et de vingt-cinq piastres au plus. Défense de laisser errer certains chiens.

On peut tuer, sans encourir aucune responsabilité, tout tel chien trouvé errant, chassant ou courant dans ces localités entre les dates susmentionnées. S. R. Q., 1403a ; 1 Ed. VII, c. 12, s. 4. Droit de tuer certains chiens errants.

2329. Il est défendu, en tout temps, de faire usage de strychnine, ou d'une substance délétère quelconque, ou de fusils tendus, dans le but de chasser ou prendre, tuer ou détruire aucun des animaux mentionnés dans la présente section. S. R. Q., 1404 ; 62 V., c. 24, s. 1. Prohibition de poison ou de fusils tendus.

2330. Nul, s'il a tué ou pris un oiseau ou animal comestible, n'en doit laisser perdre ou gâter la chair; et nul, s'il a tué ou Prohibition de laisser

perdre la chair ou la peau. pris un animal à fourrure, n'en doit laisser perdre ou gâter la peau. S. R. Q., 1404a ; 62 V., c. 24, s. 1.

Destruction des animaux qui causent du dommage, etc. **2331.** Les propriétaires, possesseurs et fermiers peuvent, en quelque temps que ce soit, repousser ou détruire les animaux protégés par la présente section, qui causent ou qui menacent sérieusement de causer des dommages aux biens, meubles ou immeubles.

Déclaration qu'il doit fournir le propriétaire, etc. Cependant, lorsqu'il s'agit de l'orignal, du caribou et du chevreuil, le propriétaire, possesseur ou fermier est tenu de produire, dans les quinze jours qui suivent le jour où il a chassé, tué, pris ou détruit aucun de ses animaux, une déclaration solennelle au département de la Colonisation, des mines et des pêcheries, attestant que les susdits animaux causaient ou menaçaient sérieusement de causer des dommages aux biens meubles et immeubles. S. R. Q., 1401a ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 8 Ed. VII, c. 25, s. 4.

Vente du gibier, etc. **2332.** 1. Tout animal ou oiseau protégé par les articles précédents et dont la vente, la mise en vente ou la possession dans l'intention de les vendre ne sont pas prohibées qui a été pris ou tué légalement, ou toute partie de cet animal ou oiseau, peut être acheté ou vendu, à partir de l'ouverture de la chasse et pendant quinze jours à compter de l'expiration du temps fixé par la présente section pour en faire la chasse, et, en dehors du temps fixé dans le présent article, il est défendu de vendre, d'exposer en vente et d'avoir en sa possession, pour les fins de vente, aucun animal ou oiseau protégé par les articles précédents, ou aucune partie d'icelui, sauf les dispositions de l'article 2352.

Saisie de certains animaux tués pendant le temps prohibé. 2. Tout inspecteur, tout garde-chasse et tout officier spécial doivent saisir sur-le-champ tout animal ou oiseau protégé par les articles précédents ou toute partie de cet animal ou oiseau qu'ils trouvent offert en vente, ou en la possession ou en la garde, ou sous les soins de quelque personne, (a) pendant les trois premiers jours de l'ouverture de la chasse, et après l'expiration du quinzième jour qui suit le commencement du temps de prohibition, sauf les dispositions de l'article 2352, ou (b) qui paraît avoir été pris ou tué pendant le temps de prohibition, ou (c) qui paraît avoir été pris ou tué par quelque moyen illégal, et ils doivent l'apporter devant un juge de paix qui, si la loi a été enfreinte, le déclare confisqué en tout ou en partie au bénéfice de la province, et qui condamne la personne l'offrant en vente, ou en la possession, ou en la garde, ou sous les soins de laquelle cet animal ou oiseau a été trouvé, à l'amende décrétée par l'article 2338.

Confiscation. **Exception.** 3. Sont toutefois exempts de cette saisie et de cette confiscation : (a) la peau ou la tête de tout animal qui a été tué dans un temps où la chasse en est permise, et (b) quand ils sont

gardés vivants, les oiseaux dont la chasse est prohibée par l'article 2316, ainsi que les animaux énumérés aux articles précédents.

4. Dans tous les cas énumérés aux paragraphes 2 et 3 du précédent article, la preuve qu'il n'y a pas eu contravention à la loi est la preuve. à la charge et aux frais du propriétaire des dits animaux ou oiseaux, ou de partie d'iceux, ou des dites peaux, ou de la personne les offrant en vente, ou en la possession, ou en la garde, ou sous les soins de laquelle ces animaux, oiseaux ou peaux ont été trouvés. Saisie des

5. Le garde-chasse est aussi autorisé à saisir toute arme dont armes. le porteur est pris en flagrant délit de chasse, et à la garder jusqu'à ce que l'amende exigible en chaque cas ait été payée à qui de droit. S. R. Q., 1405 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 10 ; 7 Ed. VII, c. 37, s. 5.

2333. Tout garde-chasse est autorisé à faire ouvrir, ou à Pouvoir du ouvrir lui-même si on le lui refuse, tout sac, paquet ou coffre, garde-chasse d'inspecter toute boîte ou valise ou tout autre réceptacle, (en dehors des les boîtes, endroits mentionnés dans l'article 2335) dans lesquels il a raison etc., contenant du gibier, de croire que du gibier pris ou tué pendant le temps de prohibition, ou des fourrures ou peaux hors de saison, sont renfermés.

Toute personne qui ne s'est pas conformée aux dispositions Présomption du paragraphe 4 de l'article 2311, est présumée, par le fait contre certaines personnes, même, être en contravention avec la loi. S. R. Q., 1406 ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 11.

2334. Toute personne trouvée coupable d'avoir eu ou Amende d'avoir en sa possession, en sa garde, ou sous ses soins, les contre personnes ayant objets ainsi confisqués ou passibles de l'être, est, dans chaque en leur cas, passible d'une amende de pas moins de vingt-cinq piastres, possession des objets confisqués, mais de pas plus de deux cents piastres, pour la première offense ; pour la deuxième offense, de pas moins de cinquante et de pas plus de cinq cents piastres ; et, à défaut de paiement immédiat, d'un emprisonnement de pas moins d'un mois et de pas plus d'un an dans la prison commune du district dans les limites duquel la contravention a eu lieu ou la saisie et la confiscation ont été opérées, —avec dépens dans tous les cas.

Il est disposé de cette amende tel que prescrit par l'article Emploi des amendes. 2338. S. R. Q., 1407 ; 8 Ed. VII, c. 25, s. 6.

2335. Tout inspecteur, tout garde-chasse, et tout officier Mandat de spécial, s'ils ont raison de soupçonner et s'ils soupçonnent que recherche en du gibier pris ou tué pendant le temps de la prohibition ou par certains cas. des moyens illégaux, ou des fourrures ou peaux hors de saison sont renfermés ou gardés dans des maisons privées, doivent faire, devant un juge de paix, leur déposition suivant Forme de la la formule A, et demander un mandat de recherche dans ces déposition. maisons privées, et alors ce juge de paix est tenu de leur délivrer un mandat suivant la formule B.

Officiers
autorisés à
pénétrer
dans tout
navire, etc.,
sans mandat.

Tout inspecteur, tout garde-chasse et tout officier spécial sont autorisés à pénétrer, sans mandat, dans tout navire, bateau, wagon, hangar ou autres constructions, sauf celles visées par le premier alinéa du présent article, pour y rechercher ces gibiers, fourrures ou peaux, et, à cette fin, à se faire ouvrir, ou à ouvrir eux-mêmes si on le leur refuse, toute porte donnant accès à ces navire, bateau, wagon, hangar ou autres constructions, de même que toute porte à l'intérieur d'iceux. S. R. Q., 1408 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 13.

Constatation
de l'état des
effets saisis,
et rapport.

2336. Tout surintendant, tout garde-chasse et tout officier spécial doivent, après chaque saisie et chaque confiscation de fourrures ou peaux, faire constater aussitôt que possible par une personne compétente dûment assermentée, l'état dans lequel se trouvent les fourrures ou peaux ainsi saisies et confisquées, les mettre en lieu sûr et faire rapport immédiatement au département de la Colonisation, des mines et des pêcheries.

Personne
nommée à
cet effet par
le proprié-
taire du gi-
bier.

Le propriétaire des fourrures ou peaux ainsi saisies et confisquées, ou son procureur ou son mandataire *ad hoc*, peut, dans les délais fixés par l'article 2339, nommer aussi lui-même, à ses frais, une personne qui a droit de faire l'examen des fourrures ou peaux.

Avis si le
propriétaire
est absent.

Si le propriétaire, ou son procureur ou son mandataire *ad hoc*, n'est pas présent et ne peut être trouvé lors de cette saisie et de cette confiscation, et si la valeur des fourrures ou peaux ainsi saisies et confisquées peut être raisonnablement estimée à dix piastres au moins, avis doit en être donné deux fois dans l'espace de quinze jours, dans un journal publié en langue française, et deux fois dans un journal publié en langue anglaise, dans l'endroit où la saisie et la confiscation ont eu lieu, ou dans l'endroit le plus rapproché, s'il n'y a pas de tel journal publié dans cet endroit ;—les frais de cet avis sont à la charge du propriétaire ou de son procureur ou de son mandataire *ad hoc*, s'il y a réclamation, sinon ils sont payés par le département de la Colonisation, des mines et des pêcheries à qui appartiennent, à l'expiration du dit délai, les fourrures ou peaux ainsi saisies et confisquées. S. R. Q., 1409 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 14.

Frais de cet
avis.

Vente, etc.,
du gibier,
etc., saisi.

2337. Il est loisible au ministre de disposer en faveur d'établissements de bienfaisance ou d'œuvres de charité du gibier saisi et confisqué, et de vendre au profit de la couronne, de gré à gré ou à l'encan, les peaux ou autres objets d'une valeur appréciable, saisis et confisqués. S. R. Q., 1409a ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 15.

§ 5.—Des pénalités, des procédures, etc.

Amendes,
leur recou-
vrement.

2338. Toute contravention à quelque disposition de la présente section est punissable sommairement, sur poursuite qui

peut être intentée, soit par l'inspecteur, le garde-chasse, ou tout autre officier, soit par toute autre personne, devant tout juge de paix ayant juridiction dans le district où l'offense a été commise ou la saisie et la confiscation opérées.

Les dispositions de la partie xv du Code criminel, concernant les convictions sommaires, ainsi que les dispositions des articles 3513 à 3520 des présents Statuts refondus s'appliquent, hormis incompatibilité, à toute poursuite intentée en vertu de la présente section.

Les amendes sont comme suit :

Tableau des amendes.

Pour chaque infraction aux articles suivants :

Article 2310, § 1, s'il s'agit de l'original par tête..... \$50 à 100

Article 2310, § 1, s'il s'agit de chevreuil, 2310, § 2, et articles 2312, 2318 et 2319. 50 à 70

Article 2310, §§ 3 et 4..... 40 à 50

Article 2310, § 5..... 10 à 25

Article 2310, § 6..... 100 à 200

Articles 2310, § 2, et 2318, s'il s'agit d'une femelle, une amende additionnelle de .. 10

Articles 2313 et 2320..... 30 à 50

Articles 2313 et 2320, s'il s'agit d'une femelle, une amende additionnelle de .. 10

Articles 2314 et 2321..... 10 à 25

Article 2316..... 2 à 5

Articles 2322 et 2327..... 5 à 20

Articles 2329 et 2330.. 25 à 50

Article 2332..... 20 à 30

Articles 2344 et 2346 (le double de l'honoraire du permis de chasse).

Article 2348..... 5 à 10

Pour toute infraction pour laquelle une amende n'est pas édictée par quelque article de la présente section, de même que pour toute infraction à un règlement fait par le lieutenant-gouverneur en conseil..... 5 à 20

Le juge de paix, s'il trouve la preuve suffisante, doit imposer l'amende avec dépens, laquelle amende appartient moitié à la couronne et moitié au poursuivant. Imposition et emploi des amendes.

A défaut de paiement immédiat, le contrevenant est incarcéré dans la prison commune du district, dans les limites duquel la contravention a eu lieu ou la saisie et la confiscation ont été opérées, pour une période de quinze jours au moins, et de trois mois au plus, et, dans les cas d'infraction à l'article 2329, pour une période d'un mois au moins et de six mois au plus. Emprisonnement à défaut de paiement.

Dans le cas des paragraphes 1, 2, 3, 4 et 6 de l'article 2310 et dans le cas des articles 2313 et 2318, s'il s'agit d'une troisième infraction ou de toute récidive, toute contravention est punis- Amendes dans le cas de récidive.

sable des amendes et de l'emprisonnement mentionnés dans le présent article, avec les dépens dans tous les cas.

Condamnation à vue. Tout juge de paix a le pouvoir de condamner sur ce qu'il a vu lui-même.

Responsabilité en cas de saisie. Les saisies, confiscations et poursuites sont aux risques de celui qui les a faites. S. R. Q., 1410 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 16.

Appel à la Cour de circuit du district ou de comté.

Délai pour appel.

Délai additionnel si le propriétaire est absent.

Délai dans certains cas.

Responsabilité pour les frais.

Prescription des poursuites.

2339. Nulle procédure faite en vertu de la présente section ne peut être invalidée, annulée ou mise de côté par *certiorari*; mais un appel peut être porté, dans les dix jours, devant la Cour de circuit du district ou de comté dans lequel la contravention a eu lieu ou la saisie et la confiscation ont été opérées, de la même manière que le sont les appels en vertu du Code municipal, si le propriétaire, ou son procureur ou son mandataire *ad hoc*, est présent lors de la saisie et de la confiscation; mais dans le cas où le propriétaire, procureur ou mandataire ne serait pas présent, le droit d'appel existe durant tout le délai voulu par l'avis mentionné à l'article 2336.

Le même délai de dix jours existe pour l'appel relatif à l'amende.

Le gouvernement de la province ne peut être tenu responsable des frais encourus en vertu de ces procédures. S. R. Q., 1411; 62 V., c. 24, s. 1 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 17.

2340. Nulle poursuite ne peut être intentée après l'expiration de douze mois à compter du jour où la contravention dont on se plaint a eu lieu. S. R. Q., 1412 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 18.

§ 6.—Des nominations, des permis de chasse, etc.

Nomination d'un surintendant et d'un inspecteur général.

Pouvoir de ces officiers.

Nomination de surveillants par le ministre.

2341. Pour surveiller spécialement l'exécution de la présente section et de toute autre loi qui peut être passée concernant la chasse en cette province, sont nommés, par le lieutenant-gouverneur en conseil, un surintendant général de la chasse, avec un traitement n'excédant pas \$1,800.00 et un inspecteur général de la chasse, avec un traitement n'excédant pas \$1,500.00.

Ces deux officiers sont, pour les fins de la présente section, *ex officio* juges de paix avec juridiction sur toute la province, et ils ont, en outre, tous les pouvoirs conférés aux inspecteurs, aux gardes-chasse et à tous autres officiers spéciaux par les dispositions de la présente section. S. R. Q., 1413 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 19.

2342. Le ministre a aussi le pouvoir de nommer des personnes pour veiller à l'exécution de la présente section et de toute loi qui peut être passée, concernant la chasse en cette province, et de leur assigner tout territoire ou toute division qu'il juge à propos, dans les circonstances.

Ces personnes se nomment inspecteurs, gardes-chasse, ou Leur nom et officiers spéciaux, et le ministre peut, dans certains cas, restreindre à leur égard, ainsi qu'à l'égard des autres officiers sous leurs pouvoirs. son contrôle, les pouvoirs à eux conférés par la présente section.

Ces inspecteurs, gardes-chasse et officiers spéciaux prêtent, Leur ser- avant d'entrer en fonction, serment devant un juge de paix, ment. suivant la formule C. S. R. Q., 1414 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 20.

2343. Nulle personne ne peut chasser l'original le caribou Permis requis ou le chevreuil si elle n'est porteur d'un permis spécial délivré pour chasser par le ministre ou par toute personne par lui autorisée. l'original, etc.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir un tarif Tarif. pour le paiement des honoraires de ce permis.

Cette disposition ne s'applique pas aux personnes domici- Exception liées dans la province qui chassent les animaux mentionnés pour chasser dans le présent article pour leur subsistance et celle de leurs pour la nour- familles et qui ne font aucun commerce quelconque de ce riture, etc. gibier ou partie d'icelui. Cependant si ces personnes veulent Proviso transporter ou faire transporter ce gibier ou partie d'icelui, quant au elles doivent se munir du permis spécial mentionné dans le transport. présent article. S. R. Q. 1414a ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 21.

2344. Nulle personne, si elle n'est domiciliée dans la Permis pour province, ne peut y chasser à moins d'être porteur d'un permis étrangers. spécial. S. R. Q., 1415 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 22.

2345. Chaque permis est délivré par le ministre ou par Emission des toute autre personne qu'il désigne, sur paiement des hono- permis et raires conformément au tarif établi par le lieutenant-gouver- honoraires. neur en conseil.

L'honoraire peut être réduit, si le permis est délivré à un Réduction membre d'un club de chasse et de pêche qui est constitué en de l'hono- corporation en vertu des lois de la province et qui s'est con- raire dans formé aux dispositions de ces lois, mais à condition que tel certain cas. club soit locataire d'une réserve de chasse suivant l'article 2349. S. R. Q., 1416 ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2346. Mention doit être faite, dans tout tel permis de Contenu du chasse, de la région pour laquelle il est accordé. permis.

Le permis est personnel ; il doit, pour valoir, être endossé de Droits que la signature de celui auquel il est délivré ; il est valable durant confère le la saison de chasse pour laquelle il est émis, et confère au por- permis. teur le droit de chasser les animaux et oiseaux auxquels il se rapporte en la manière permise par la présente section.

Le porteur du permis doit l'exhiber sur demande, en temps Exhibition raisonnable, à un inspecteur, à un garde-chasse ou à tout du permis. autre officier spécial sous peine de forfaiture du permis, sans préjudice des pénalités édictées par l'article 2338. S. R. Q., 1416a ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 23.

Coupons annexés au permis.

2347. Il est annexé à ce permis des coupons suivant la formule réglée par le ministre, et, lorsque le porteur de permis veut expédier l'original, le chevreuil, le caribou ou aucune partie d'iceux, il doit, en présence de l'agent de gare, commis de quai ou de tout officier en charge du port d'expédition, détacher le coupon de son permis, le signer et l'attacher à l'original, au chevreuil ou au caribou ou partie d'iceux; l'agent de gare, commis de quai, ou tout officier en charge du port d'expédition doit écrire, en travers du coupon, le mot "cancélé" et y apposer ses initiales.

Amende pour infraction à cet article.

Toute personne, agent de gare, commis de quai ou tout officier en charge du port d'expédition qui ne se conforme pas aux dispositions du présent article, est passible d'une amende de pas moins de dix piastres et de pas plus de trente piastres et des dépens.

Amende pour vente, etc., de ces coupons.

Toute personne qui vend, cède ou donne ce permis à une autre personne ou aucun coupon y annexé, ou qui le change ou l'altère de quelque façon que ce soit, est passible d'une amende de pas moins de dix piastres et de pas plus de trente piastres et des dépens. S. R. Q., 1416b; 6 Ed. VII, c. 19, s. 24.

Permis pour fins scientifiques, etc.

2348. Le ministre peut accorder des permis par écrit à quiconque désire se procurer, *bona fide*, des oiseaux, des œufs, ou des animaux à fourrure ou à poil, pour des objets scientifiques ou des fins de reproduction durant le temps de la prohibition.

Honoraires.

Les personnes non domiciliées dans la province doivent payer, pour ces permis, un honoraire qui n'est pas moindre que cinq piastres ni plus élevé que vingt-cinq piastres, fixé par le ministre suivant le nombre et l'importance des objets pour lesquels les permis sont demandés.

Devoirs du porteur du permis.

La personne qui a obtenu un semblable permis, pour être protégée par icelui, doit produire au département de la Colonisation, des mines et des pêcheries, à l'expiration de ce permis, une déclaration solennelle spécifiant l'espèce et la quantité des oiseaux, des œufs, ou des animaux à fourrure ou à poil qu'elle s'est ainsi procurés dans un but scientifique ou de reproduction. S. R. Q., 1417; 62 V., c. 24, s. 1; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15; 5 Ed. VII, c. 12.

Etablissement de territoires de chasse.

2349. A même les terres publiques éloignées des établissements de colons, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, d'ériger des territoires de chasse dont aucun ne doit excéder deux cents milles carrés, pourvu que ces terres ne soient pas subdivisées en lots ou soient impropres à la culture.

Location d'iceux.

Le ministre peut louer, soit à l'encan, soit de gré à gré, tout tel territoire de chasse à une ou à plusieurs personnes, pour une période n'excédant pas dix années, au prix annuel de pas

moins de trois piastres par mille carré, convenu entre lui et le ou les locataires et payable d'avance sous peine de forfaiture du bail.

Le ministre peut insérer dans tout tel bail les clauses et sti- Conditions
pulations jugées nécessaires dans l'intérêt public. S. R. Q., du bail.
1417a ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 25.

2350. Le bail confère au locataire, pour le temps qui y est ^{Droits con-}
fixé, le droit de prendre et de conserver la possession exclusive ^{férés par le}
des terrains qui y sont décrits, sujet aux règlements, hono- ^{bail.}
raires et restrictions qui peuvent être établies, et lui donne le
droit exclusif de faire la chasse dans les terrains loués sujet
aux lois, honoraires et règlements alors en vigueur, ainsi que
d'intenter en son propre nom toute action contre un pos-
sesseur illégal ou une personne qui contrevient à une disposi-
tion de la présente section, et d'en recouvrer des dommages,
s'il y a lieu, sauf cependant contre une personne qui passe sur
ces terrains ou qui s'y livre à une occupation qui n'est pas
incompatible avec les dispositions de la présente section, ni
contre le porteur d'un permis de coupe de bois, lequel a, en
tout temps, conformément à son permis, le droit d'abattre et
d'enlever les arbres, le bois en grume, le bois de sciage et autre,
compris dans sa limite, et, pendant le temps fixé par ce permis,
de se servir des rivières ou cours d'eau flottables et des lacs,
étangs ou autres étendues d'eau et de leurs berges pour trans-
porter toutes sortes de bois et pour faire naviguer tous les
bateaux, bateaux-passeurs et canots requis à cette fin, à con-
dition de réparer les dommages résultant de l'exercice de ce
droit. S. R. Q., 1417b ; 1 Ed. VII, c. 12, s. 6 ; 6 Ed. VII, c. 19,
s. 26.

2351. Si une personne, sans la permission du locataire ou ^{Confiscation}
des ses représentants, chasse, fait chasser une autre personne ^{du gibier tué}
ou l'aide à chasser sur les terrains sous bail, elle n'a aucun ^{sans droit}
droit au gibier tué ou pris ni à aucune partie d'icelui, lequel ^{sur le terrain}
peut être confisqué et devient alors la propriété absolue du ^{sous bail.}
locataire, et elle est en outre passible d'une amende de pas Pénalité.
moins de vingt piastres ni de plus de cent piastres, et, à défaut
de paiement, d'un emprisonnement d'un mois au moins et de
six mois au plus. S. R. Q., 1417c ; 1 Ed. VII, c. 12, s. 6.

2352. Le ministre peut accorder, sur paiement d'un hono- ^{Permis pour}
raire conformément à un tarif fait par le lieutenant-gouverneur ^{emmagasi-}
en conseil, à toute personne, compagnie ou corporation tenant ^{nage du gi-}
des entrepôts frigorifiques, à tout hôtelier ou restaurateur ou à ^{bier dans les}
tout club, un permis annuel permettant de conserver dans ^{entrepôts}
ces entrepôts frigorifiques ou dans des réfrigérateurs, pendant ^{frigorifiques}
le temps de prohibition, du gibier pouvant servir de comestible, ^{et pour vente}
et, en outre, s'il s'agit d'un hôtel, d'un restaurant ou d'un club, ^{dans les hô-}
tels.

de servir, pour y être consommé pendant le temps de prohibition, le gibier dont la vente n'est pas prohibée en vertu des articles 2315 ou 2356, pourvu que, dans tous ces cas, le gibier ait été légalement pris ou tué pendant le temps où la chasse en est permise.

Demande pour le permis.

La demande du permis doit être faite par écrit et contenir la description du local où l'on se propose de faire l'emmagasinage du gibier.

Forme du permis.

Le permis décrit le local pour lequel il est accordé, contient l'indication du nom de la personne, compagnie, corporation ou club, autorisé à faire l'emmagasinage, spécifie l'année pour laquelle il est émis, et est signé par le ministre et contresigné par le surintendant de la chasse.

Quand le gibier ne peut être reçu dans les entrepôts frigorifiques.

Il est défendu à toute personne, compagnie, corporation ou club, qui est porteur d'un permis en vertu du présent article, de recevoir, après l'expiration du quinzième jour qui suit le commencement du temps de prohibition, du gibier pour le placer dans ses réfrigérateurs ou pour le vendre pour consommation en vertu du présent article.

Rapport au ministre par les porteurs de permis.

Toute personne, compagnie, corporation ou club qui est porteur d'un permis en vertu du présent article doit, dans les huit jours après l'expiration du quinzième jour qui suit le commencement du temps de prohibition, transmettre au département de la Colonisation, des mines et des pêcheries, un état en duplicata attesté sous serment de la quantité et de l'espèce du gibier qu'il a dans ses entrepôts frigorifiques ou dans ses réfrigérateurs.

Inspection des entrepôts frigorifiques, et confiscation du gibier en certains cas.

Tout inspecteur, tout garde-chasse ou tout autre officier spécial autorisé par le ministre, peut, à des heures raisonnables, faire l'inspection de ces entrepôts et de ces réfrigérateurs, et y saisir tout gibier qu'il a raison de croire avoir été pris ou tué pendant le temps de prohibition ou par quelque moyen illégal ou avoir été reçu après l'expiration du quinzième jour qui suit le commencement du temps de prohibition, et l'apporter devant un juge de paix qui, si la loi a été enfreinte, le déclare confisqué, en tout ou en partie, au bénéfice de la province.

Preuve qu'il n'a pas été commis d'infraction.

La preuve que du gibier emmagasiné ou vendu pour consommation en vertu du présent article a été tué ou pris légalement pendant le temps où la chasse est permise, ou qu'il n'a pas été reçu pour emmagasinage ou pour être vendu pour consommation après l'expiration du quinzième jour qui suit le commencement du temps de prohibition, est à la charge et aux frais de la personne, compagnie ou corporation tenant l'entrepôt frigorifique, ou du propriétaire de l'hôtel, ou du restaurant, ou du club où le gibier a été trouvé.

Amende.

Toute personne, compagnie, corporation ou club, qui reçoit du gibier pour emmagasinage et pour être vendu pour consommation ou qui emmagasine du gibier, contrairement aux dispositions du présent article, est passible d'une amende de vingt

piastres au moins et de cent piastres au plus. S. R. Q., 1417d ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15 ; 1 Ed. VII, c. 12, s. 6 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 27.

2353. Tout agent des terres ou des bois de la couronne et Gardes-tout garde forestier sont, pendant la durée de leurs fonctions ^{chasse} comme tels, *ex officio* gardes-chasse pour la division confiée ^{ex officio.} à leur surveillance respective, et ils n'ont droit à aucun salaire additionnel pour ce service. S. R. Q., 1418 ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2354. Tout inspecteur doit, tous les deux mois, trans-Rapport de mettre au département de la Colonisation, des mines et des ^{l'inspecteur} pêcheries, un rapport de ses procédés et des procédés des ^{et son con-} gardes-chasse sous son contrôle pendant les deux mois précédents, ainsi que des infractions à la loi de chasse parvenues à sa connaissance pendant la même période. S. R. Q., 1418a ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 28.

2355. Tout garde-chasse doit, tous les deux mois, trans-Rapport des mettre au département de la Colonisation, des mines et des ^{gardes-} pêcheries ou à l'inspecteur de son district un rapport de ses ^{chasse et son} procédés pendant les deux mois précédents, ainsi que des ^{contenu.} infractions à la loi de chasse parvenues à sa connaissance pendant la même période. S. R. Q., 1419 ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 29.

2356. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, à sa dis-Prohibition crétion, défendre de chasser ou tuer aucun oiseau ou animal ^{par le lieut.-} à fourrure, pour une période n'excédant pas cinq ans. ^{gouverneur} en conseil.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également, chaque Prohibition fois qu'il le juge à propos, prohiber, pour une période n'excé- ^{de la vente} dant pas trois années, la vente, la mise en vente ou la posses- ^{du gibier par} sion pour des fins de vente de tout gibier protégé par les arti- ^{le lieut.-gou-} cles précédents, ou prolonger, pour une même période, la ^{verneur en} prohibition de vendre, d'exposer en vente, ou d'avoir en sa ^{conseil.} possession, avec intention de le vendre, du gibier dont la vente, l'exposition en vente ou la possession pour des fins de vente sont prohibées par quelque disposition de la loi. S. R. Q., 1420 ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 12, s. 7.

2357. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, pour la Pouvoir du mise à exécution des dispositions de la présente section, sur la ^{lieutenant-} recommandation du ministre, faire les règles et règlements ^{gouverneur} nécessaires non incompatibles avec les dispositions qu'elle ren- ^{en conseil de} ferme, ainsi que modifier ou abroger les formules actuelles et ^{faire des} en faire de nouvelles qu'il peut également amender ou abro- ^{règlements.} ger. S. R. Q., 1420a ; 62 V., c. 24, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 7.—*De la destruction des loups*

Prime pour
la destruc-
tion des
loups.

2358. Le ministre peut payer, à même les revenus provenant de la mise à exécution de la présente section une somme de quinze piastres, à toute personne habitant la province, qui lui transmet un certificat d'un juge de paix d'un district judiciaire attestant que telle personne a prouvé, sous serment, à sa satisfaction, qu'elle a tué un loup dans ce district et qu'elle lui a présenté le loup ou la tête du loup avec la peau du crâne et les oreilles entières, et que ce juge de paix a, avant de délivrer le certificat, fait couper et brûler les oreilles et la peau du crâne de tel loup. S. R. Q., 1420b; 6 Ed. VII, c. 19, s. 30.

FORMULES

A.—(*Article 2335*)*Déposition pour obtenir un mandat de recherche*

Jc, _____, soussigné, inspecteur (garde-chasse ou officier spécial autorisé par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, *selon le cas*) pour _____, déclare que j'ai raison de soupçonner et que je soupçonne que du gibier tué ou pris pendant le temps de la prohibition, (ou des fourrures ou peaux hors de saison, etc., *suivant le cas*) est (ou sont) actuellement détenu et caché (*désigner la propriété, l'occupant, la localité, etc.*)

En conséquence, je demande qu'un mandat me soit accordé et délivré, pour faire les recherches et perquisitions nécessaires sur le dit (*désigner la propriété, etc., tel que ci-dessus.*)

Assermenté devant moi,	X. Y.,
à _____,	Inspecteur, (garde-chasse ou
ce _____ jour du mois de _____,	officier spécial autorisé par le mi-
19 _____,	nistre de la colonisation, des
	mines et des pêcheries, selon le
	cas).

L. B.,

J. P.

S. R. Q., 1420b, formule A ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 31.

B.—(Article 2335)

Mandat de recherche

Province de Québec, }
Comté de . }

A tous et chacun des constables de
comté de

Attendu que , inspecteur,
(garde-chasse ou officier spécial autorisé par le ministre de
la colonisation, des mines et des pêcheries, *selon le cas*) pour
, a aujourd'hui déclaré sous serment devant
moi, soussigné, qu'il a raison de soupçonner et qu'il soupçonne
que du gibier, tué ou pris pendant le temps de prohibition, (ou
des fourrures ou peaux hors de saison, etc., *suivant le cas*), est
(ou sont) actuellement détenu et caché, (*désigner la propriété,
l'occupant, la localité, etc.*);

En conséquence, il vous est, par les présentes, enjoint, au
nom de Sa M^{je} jesté, de prêter assistance au dit

, inspecteur, (garde-chasse, ou officier spécial
autorisé par le ministre de la colonisation, des mines et des
pêcheries, *selon le cas*) et de l'aider avec diligence à faire les
recherches nécessaires pour découvrir le (*désigner le gibier tué
ou pris pendant le temps de la prohibition, ou les fourrures ou
peaux hors de saison, etc.*) qu'il a raison de soupçonner et soup-
çonne être detenu et caché, en la (*désigner la propriété, etc.,
etc., tel que ci-dessus*), et de délivrer, s'il y a lieu, le dit (*gibier,
etc., suivant le cas*), au dit

inspecteur, (garde-chasse, ou officier spécial autorisé par le
dit ministre, *selon le cas*) pour, par lui, être apporté devant moi,
ou devant tout autre magistrat, afin qu'il en soit disposé
suivant la loi.

Donné sous mes seing et sceau à

comté de , ce

, 19 .

jour du mois de

L. B.,

J. P.

[L. S.]

S. R. Q., 1420b, formule B; 6 Edl. VII, c. 19, s. 32.

C.—(Article 2342)

Serment de l'inspecteur (du garde-chasse ou de l'officier spécial, selon le cas).

Je, soussigné, inspecteur, (garde-chasse, ou officier spécial autorisé par le ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries, *selon le cas*) pour _____, jure que je remplirai fidèlement et au meilleur de ma connaissance les devoirs de ma charge conformément aux lois et règlements de chasse en vigueur en cette province. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

Assermenté devant moi,	}	X. B.,
à		<i>Inspecteur (garde-chasse ou</i>
ce jour du mois de _____, 19 _____		<i>officier spécial.)</i>

Z. B.,

J. P.

S. R. Q., 1420, formule C ; 6 Ed. VII, c. 19, s. 33.

CHAPITRE NEUVIÈME

DU DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL ET
DES MATIÈRES QUI EN RELÈVENT

PREMIÈRE PARTIE

DU DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS ET DU TRAVAIL

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

2359. Nul acte, contrat, document ou écrit n'est censé Signature des contrats, obligatoire pour le département, ni ne peut être attribué au etc. ministre, s'il n'est signé par lui ou son sous-ministre et contre-signé par le secrétaire. S. R. Q., 1756 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

2360. Toute copie de document, sous la garde et le soin Force probante des copies de documents, etc. du secrétaire, certifiée par lui comme vraie copie est censée authentique et a, *prima facie*, le même effet légal que l'original devant tout tribunal judiciaire. S. R. Q., 1757 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

SECTION II

DU MINISTRE ET DE SES FONCTIONS

2361. Le ministre des travaux publics et du travail, désigné, dans le présent chapitre, sous le nom de "ministre," a l'administration et la direction du département des Travaux publics et du travail. S. R. Q., 1758; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18. Administration du département.

2362. Les fonctions, pouvoirs et devoirs du ministre sont les suivants : Fonctions, etc., du ministre.

1. Il a l'administration, la garde et le contrôle de tous les travaux publics, propriétés immobilières et édifices publics qui appartiennent à la province, et de tous les édifices destinés à servir de résidence au lieutenant-gouverneur et de bureaux pour les départements publics ;

2. Il exerce son contrôle sur la propriété de tout chemin de fer construit ou subventionné par le gouvernement en vertu des lois de la province et sur les travaux qui s'y rattachent et en dépendent ;

3. Il a l'administration et le contrôle de la construction, de l'entretien et des réparations de tous les édifices publics, ponts, chemins, travaux d'assainissement ou autres travaux publics en voie d'exécution ou entretenus aux frais de la province en tout ou en partie ;

4. Il contrôle la compilation et la publication des statistiques et des autres renseignements relatifs aux conditions du travail ;

5. Il institue et dirige des enquêtes sur les questions industrielles importantes et peut recueillir les statistiques s'y rapportant et adopter des mesures propres à les répandre ;

6. Il a la surveillance et le contrôle de toutes les procédures faites en vertu de la loi des différends ouvriers de Québec ;

7. Il a de plus le contrôle de tous les autres travaux entrepris aux frais de la province, et de tous les immeubles acquis par le gouvernement de la province, que le lieutenant-gouverneur en conseil déclare par proclamation être sujets aux dispositions du présent chapitre ;

8. Le conseil des arts et manufactures et les instituts d'artisans sont sous son contrôle. S. R. Q., 1587, 1759; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

2363. Le ministre doit, dans les dix jours qui suivent l'ouverture de chaque session, soumettre à la Législature un rapport détaillé de ses opérations. S. R. Q., 1760 · 5 Ed. VII, c. 12, s. 18. Rapport à la Législature.

SECTION III

DU PERSONNEL DU DÉPARTEMENT

§ 1.—*Du sous-ministre et des autres officiers*Sous-minis-
tre.

2364. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un sous-ministre des travaux publics et du travail, lequel est désigné, dans le présent chapitre, sous le nom de "sous-ministre."

Ingénieur,
secrétaire et
autres offi-
ciers.Durée de
leur charge.

2. Il nomme aussi un ingénieur, un secrétaire, un comptable et tous autres officiers, commis et messagers nécessaires à la bonne administration du département.

Ces officiers, auxquels le lieutenant-gouverneur en conseil assigne les devoirs que chacun d'eux a à remplir, occupent leurs charges durant bon plaisir.

Officiers en
dehors du dé-
partement.

3. Il peut encore nommer, de temps à autre, en dehors du département, autant d'ingénieurs, de conducteurs des travaux et d'autres officiers qu'il juge nécessaires à l'efficacité du service dans les différentes branches du département, et les destituer suivant son bon plaisir. S. R. Q., 1761; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

Assignation
des devoirs
des officiers.

2365. Les devoirs respectifs des officiers du département non expressément réglés par la loi leur sont assignés, de temps à autre, par le ministre. S. R. Q., 1762; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

§ 2.—*Des pouvoirs et devoirs généraux des officiers du département*Devoirs du
secrétaire.

2366. A moins d'ordres contraires du ministre, le secrétaire doit:

1. Faire, sous la direction du ministre, la correspondance du département; S. R. Q., 1764, § 1; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

2. Tenir des registres réguliers de cette correspondance et en faire la classification de manière à pouvoir y référer facilement; S. R. Q., 1764, § 2; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

3. Préparer les rapports; S. R. Q., 1764, § 3; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

4. Tenir des comptes séparés pour chaque ouvrage, propriété et édifice publics; S. R. Q., 1764, § 4; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

5. Tenir des comptes pour les allocations auxquelles peut avoir droit le conseil des arts et manufactures; S. R. Q., 1592, § 4, *partie*; 60 V., c. 22, s. 19; 5 Ed. VII, c. 12, s. 19.

6. Tenir des comptes réguliers avec chaque entrepreneur, conducteur de travaux ou autre personne employée par le département; S. R. Q., 1764, § 5; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

7. Dresser les certificats sur lesquels les mandats doivent être émis; S. R. Q., 1764, § 6; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

8. Tenir sous sa garde et conserver les rapports, plans, cartes, contrats, évaluations, titres, modèles ou autres objets ou documents relatifs à tels ouvrages, propriétés ou édifices publics, et aux arts et manufactures ; S. R. Q., 1592, § 7, *partie*; 1764, § 7 ; 60 V., c. 22, s. 19 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 19.

9. Tenir un procès-verbal de tout ce qui se fait dans le département ; S. R. Q., 1764, § 8 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

10. Généralement faire tous les actes du ressort du département, qui lui sont prescrits, de temps à autre, par le ministre. S. R. Q., 1764, § 9 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

2367. Il est du devoir de l'ingénieur-directeur des travaux publics de préparer des cartes, plans et devis pour tous les travaux publics qui doivent être entrepris, modifiés ou réparés par le département; de faire des rapports, pour l'information du ministre, sur toute question relative aux travaux publics qui peut lui être soumise; d'examiner et reviser les plans, évaluations et recommandations des autres ingénieurs et officiers en rapport avec le département, et généralement d'aviser le département sur toutes les questions de génie civil affectant les travaux publics de la province. S. R. Q., 1765; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

Devoirs de l'ingénieur.

2368. Au département est annexé un bureau appelé "bureau des industries," chargé de la collection et de l'arrangement des tableaux et de la publication des renseignements industriels à être fournis au public, et le ministre en a la direction. S. R. Q., 1586a; 60 V., c. 22, s. 19; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Bureau des industries.

§ 3.—*Des devoirs des officiers de certaines institutions à l'égard du département*

2369. Les institutions publiques et les officiers publics de cette province sont tenus de répondre promptement aux communications officielles du département, et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements exacts sur toutes les questions qui leur sont soumises.

Devoirs des institutions publiques et des officiers à l'égard du département.

Tout officier de quelque une des institutions ci-dessus énumérées, qui refuse ou néglige volontairement de répondre aux questions ou de transmettre les informations relatives aux intérêts des artisans ou des manufactures, encourt, pour chaque contravention, une pénalité de vingt piastres, qui est recouvrable au nom de Sa Majesté devant tout tribunal compétent. S. R. Q., 1766; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

Pénalité pour contravention.

2370. Le lieutenant-gouverneur peut, de temps à autre, requérir toute personne ou corporation ayant la possession ou la garde de quelques cartes, plans, devis, évaluations, rapports

Remise des plans, cartes, contrats,

etc., par corporations, etc., au département, ou autres papiers, livres, dessins, instruments, modèles, contrats, documents ou archives, n'étant pas une propriété particulière, et ayant rapport à quelques ouvrages, édifices ou propriétés publiques qui sont maintenant ou qui peuvent à l'avenir être placés sous le contrôle du département, de les remettre au secrétaire ; et peut aussi commettre, de temps à autre, à sa garde et pour en assurer la conservation, pour l'usage du ministre, tous instruments, livres, dessins, modèles ou documents relatifs aux objets pour lesquels le ministre est nommé et qui sont nécessaires pour mieux atteindre les fins du présent chapitre. S. R. Q., 1767 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 18.

DEUXIÈME PARTIE

DES MATIÈRES QUI RELÈVENT DU DÉPARTEMENT

SECTION IV

DES ASSURANCES, MANDATS, ETC.

§ 1.—Des assurances sur les édifices publics

Pouvoir de faire assurer les édifices, etc.

2371. Le ministre peut faire assurer contre le feu, en son nom officiel, par des compagnies d'assurance solvables, tous les travaux et édifices publics de la province. S. R. Q., 1768 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 2.—Des mandats, comptes, etc.

Mandats pour le paiement des deniers.

2372. Nul mandat ne doit être émis pour aucune somme de deniers publics affectée à des travaux publics sous le contrôle du ministre, autrement que sur un certificat du ministre ou du sous-ministre, à l'effet que cette somme doit être payée à la personne mentionnée dans icelui.

Mandat est une offre légale.

Le mandat émis par ce certificat est, dans tous les cas, réputé être une offre légale à la personne à l'ordre de laquelle il est payable. S. R. Q., 1769 ; 1 Ed. VII, c. 8, ss. 15, 16.

Pouvoir d'exiger que les comptes soient attestés sous serment.

2373. Le ministre ou son sous-ministre peut exiger que tout compte qui lui est présenté par un entrepreneur, ou par une personne employée par le département, soit attesté sous serment, lequel serment, ainsi que celui que prête un témoin, peut être administré par le ministre ou son sous-ministre. S. R. Q., 1770 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 3.—*Des pouvoirs et devoirs généraux du ministre relativement aux travaux publics*

2374. Le ministre ou son sous-ministre peut faire venir et examiner sous serment toutes les personnes qu'il croit nécessaire d'examiner sur toutes matières requérant son intervention ; il peut ordonner à telles personnes d'apporter avec elles les papiers, plans, livres, documents ou objets requis pour la preuve sur cette matière, et payer à ces personnes une compensation raisonnable pour leurs temps et déboursés.

Pouvoir de faire des enquêtes sous serment.

Ces personnes sont obligées de se rendre à telle sommation après en avoir reçu avis, sous une pénalité de vingt piastres dans chaque cas. S. R. Q., 1771 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2375. Le ministre doit préparer et soumettre au lieutenant-gouverneur un rapport annuel sur tous les travaux sous son contrôle ; et ce rapport, indiquant l'état de chaque ouvrage, le montant des recettes et des dépenses sur chacun, et contenant toutes autres informations nécessaires, doit être mis devant la Législature dans les dix premiers jours de chaque session. S. R. Q., 1772 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Rapport annuel à la Législature.

2376. Il est du devoir du ministre de demander des soumissions, par annonces publiques, pour l'exécution de tous les travaux faits à l'entreprise, si ce n'est dans les cas d'urgence lorsque le délai est préjudiciable aux intérêts publics, ou lorsque, d'après la nature de l'ouvrage à faire, il peut être exécuté plus promptement et plus économiquement par les employés et serviteurs du département. S. R. Q., 1773 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Soumissions pour les travaux publics.

Exception.

2377. Le ministre doit, dans tous les cas où des travaux publics sont faits à l'entreprise, veiller soigneusement à ce qu'il soit donné bonne et suffisante caution en faveur de Sa Majesté, pour l'exécution régulière de ces travaux, en se restreignant dans les limites des dépenses et du temps spécifiés pour leur achèvement ; mais aucune somme de deniers ne doit être payée à un entrepreneur sur un contrat quelconque, et aucun ouvrage ne doit être commencé avant que ce contrat soit signé par les parties y dénommées, et que le cautionnement nécessaire soit fourni. S. R. Q., 1774 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Entrepreneurs donnent caution.

2378. Le ministre peut autoriser les architectes, ingénieurs, officiers et entrepreneurs, serviteurs ou ouvriers employés par lui, à entrer et passer sur toutes les terres, quels qu'en soient les propriétaires, à les mesurer, en prendre les niveaux, y faire les sondages et y creuser les puits d'exploration qu'il croit nécessaires aux travaux sous sa direction. S. R. Q., 1775 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Arpentages, etc.

Acquisition
de terres.

2379. Le ministre a, en tout temps, le pouvoir de faire l'acquisition et de prendre possession, pour et au nom de Sa Majesté, des terres et propriétés immobilières dont il croit l'appropriation nécessaire pour l'usage, la construction et l'entretien des travaux ou édifices publics, ou pour l'usage, la construction ou l'entretien des pouvoirs hydrauliques établis ou créés par ou à raison de ces travaux publics, ou pour l'agrandissement ou l'amélioration de ces travaux ou pour en rendre l'accès plus facile,—et il peut, à cet effet, faire des contrats et des conventions avec des personnes, seigneurs, corps politiques, gardiens, tuteurs, curateurs et fidéicommissaires quelconques, non seulement pour eux-mêmes, leurs héritiers, successeurs et ayants cause, mais aussi pour ceux qu'ils représentent, qui possèdent ces terres et propriétés immobilières, ou qui y ont des intérêts; tous contrats et conventions, et tous transports et autres instruments faits à cet égard, sont valides pour toutes fins que de droit. S. R. Q., 1776; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Prise de ma-
tériat sur
des terres
non défrichées.

2380. Le ministre et ses agents peuvent entrer et prendre, sur toutes les terres incultes ou non défrichées, le bois, la pierre, le gravier, le sable, la terre glaise, ou les autres matériaux qui peuvent s'y trouver, et qui sont nécessaires pour la construction, l'entretien ou la réparation des travaux ou édifices publics sous leur direction, ou peuvent déposer les matériaux ou effets sur ces terres, en donnant une compensation au taux qui peut être convenu ou évalué et alloué; le ministre peut faire et employer tout chemin temporaire nécessaire pour transporter ces bois, pierre, gravier, terre glaise, sable ou sablonnière, ou qui peut être requis pour se rendre facilement aux travaux pendant leur exécution ou leur réparation; et peut entrer sur toute terre pour y faire des fossés propres à faire écouler l'eau des travaux, ou pour réparer ces fossés, en donnant une compensation comme susdit. S. R. Q., 1777; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Paiement de
la compensa-
tion.

2381. La compensation dont les parties conviennent, ou qui peut être évaluée et allouée en la manière établie ci-dessous pour ces terres, propriétés immobilières, bois, pierre ou autres matériaux, est payée au propriétaire ou occupant de ces terres ou autres propriétés, ou aux personnes éprouvant quelque dommage comme susdit, dans les six mois après que la compensation a été convenue ou évaluée et allouée. S. R. Q., 1778.

Avis et offre
avant de
prendre pos-
session.

2382. Dans le cas où le propriétaire ou occupant refuse ou ne convient pas de transporter ses droits de propriété ou intérêts dans ces terres ou propriétés immobilières, le ministre peut faire les offres qu'il croit raisonnables pour ces propriétés, en donnant avis que la question sera soumise aux arbitres en la manière ci-après mentionnée.

Dans tous les cas, le ministre peut, dans les trois jours qui suivent la convention ou l'offre et l'avis, ordonner qu'il soit pris possession des terres et propriétés immobilières, au sujet desquelles il a été fait des conventions ou des offres. S. R. Q., 1779 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2383. Si le propriétaire de ces terres ou propriétés immobilières, ne réside pas sur ou dans le voisinage de celles ainsi requises, avis doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*, et dans deux journaux publiés dans ou près du district ou du comté où les propriétés sont situées, de l'intention du ministre de faire prendre possession de ces terres ou propriétés immobilières, et, après dix jours à compter de la publication du dernier avis, il peut en être pris possession en conséquence. S. R. Q., 1780 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2384. Le ministre peut fermer ou déplacer toute partie d'un chemin public,—à l'endroit où ce chemin nuit au tracé déterminé pour la construction des travaux ;—mais avant de fermer ou déplacer ce chemin, le ministre doit ouvrir et substituer à sa place un autre chemin commode,—et le terrain employé jusque là au chemin ou à la partie du chemin ainsi fermé, peut être transféré par le ministre au propriétaire de la terre dont il faisait auparavant partie, et ensuite ce transport appartient à ce dernier. S. R. Q., 1781 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2385. Chaque fois que, pour l'exécution d'un ouvrage public quelconque, il devient nécessaire que le ministre ou ses entrepreneurs ou employés renversent, abattent ou enlèvent les murs ou clôtures de quelque propriété contiguë à cet ouvrage, ou construisent des fossés ou égouts pour l'écoulement de l'eau qui serait accumulée en arrière de quelque canal public, le ministre ou les entrepreneurs, ou leurs employés autorisés, doivent rétablir ces murs et clôtures, aussitôt que la nécessité qui les a fait renverser, abattre ou enlever, a cessé ; et lorsqu'ils ont été ainsi rétablis, ils sont entretenus par le propriétaire de la même manière que s'ils n'avaient jamais été abattus ou enlevés. S. R. Q., 1782 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

§ 4.—*Des acquisitions, objets et droits qui sont la propriété de la couronne.*

2386. Tous les contrats, conventions, obligations ou baux, relatifs à quelques travaux ou édifices étant la propriété de cette province, ou concernant tout péage sur les travaux faits par le commissaire des travaux publics de l'ancienne province du Canada, ou par tout commissaire ou autre personne dûment autorisé à les faire, valent au profit de Sa Majesté, et l'exécution peut en être exigée de la même manière que s'ils avaient été faits en vertu du présent chapitre. S. R. Q., 1783.

Propriétés
dont la cou-
ronne est in-
vestie.

2387. Sa Majesté est investie de toutes les propriétés immobilières acquises pour l'usage des travaux ou édifices publics, et lorsque ces propriétés ne sont plus requises pour ces travaux ou édifices, elles peuvent être vendues sur autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1784.

Pouvoirs
hydrauli-
ques, etc.,
propriété de
la couronne
Vente et
affermage
d'iceux.

2388. Les pouvoirs hydrauliques créés par la construction de quelque ouvrage public ou par l'emploi de deniers publics à cet effet, appartiennent aussi à Sa Majesté.

Toute partie de ces pouvoirs hydrauliques, qui n'est pas requise pour les travaux publics, peut être vendue ou affermée avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, et il est rendu compte du produit de ces ventes ou baux comme faisant partie des revenus publics. S. R. Q., 1785.

SECTION V

DES ARBITRAGES

§ 1.—De la nomination des arbitres officiels

Bureau d'ar-
bitrage.

2389. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, constituer un bureau d'arbitrage, et nommer des personnes compétentes, mais n'excédant pas le nombre de trois, comme arbitres pour la province.

Pouvoirs des
arbitres.

Ces arbitres règlent, évaluent, estiment et accordent les sommes qui doivent être payées à toutes personnes pour les terres ou les propriétés prises pour les usages et pour les fins des travaux publics, ou comme compensation pour perte ou dommage que cette prise de possession peut leur causer, ou à l'égard de toute réclamation formulée à propos de quelque contrat ou marché, quand le ministre n'a pu et ne peut s'entendre avec elles.

Leur rému-
nération.

Chaque arbitre reçoit la rémunération qui peut, de temps à autre, être fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1786 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Serment
d'office.

2390. Les arbitres prêtent, devant le ministre ou l'un des juges de paix de Sa Majesté, le serment suivant :

Formule.

“ Je, A. B., fais serment que j'entendrai et examinerai bien et fidèlement toutes les demandes en compensations qui pourront m'être soumises au sujet des terres ou propriétés dont on se propose de prendre possession pour l'usage et les fins de (*suivant les circonstances*) ; que je considérerai aussi, bien et fidèlement, toutes les réclamations que l'on fera pour obtenir compensation des dommages causés par la construction de travaux publics, ou pour obtenir paiement ou rémunération à l'égard de quelque contrat, et que je réglerai ces réclamations et rendrai une sentence arbitrale et équitable, au meil

leur de ma connaissance et habilité ; et qu'en rendant cette sentence arbitrale, je prendrai en considération l'avantage qui résultera de la construction de ces travaux publics aux personnes faisant ces réclamations, aussi bien que les dommages qu'elles auront éprouvés. Ainsi, que Dieu me soit en aide." S. R. Q., 1787 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2391. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer ^{Secrétaire des arbitres.} une ou plusieurs personnes compétentes pour agir comme secrétaire des arbitres, et peut destituer tout tel secrétaire et en nommer un autre à sa place, quand et comme il le juge à propos.

Il peut fixer le montant de la rémunération qui doit être ^{Sa rémunération.} accordée à ces secrétaires. S. R. Q., 1788.

§ 2.—*Des affaires qui peuvent être soumises aux arbitres*

2392. Si quelque personne ou corporation a quelque réclamation à faire valoir à raison de propriétés dont elle a été dépossédée ou pour des dommages directs ou indirects résultant de la construction ou se rattachant à l'exécution de quelque ouvrage public entrepris, commencé ou exécuté aux frais de la province, ou quelque réclamation provenant d'un contrat pour l'exécution d'un ouvrage public fait avec le ministre, cette personne ou cette corporation peut donner avis, par écrit, de sa réclamation au ministre, en l'accompagnant des détails et motifs qui y ont donné lieu, et, sur cet avis, le ministre, s'il juge à propos d'accorder un arbitrage, peut, en tout temps, pendant les trente jours qui suivent l'avis, faire une offre de ce qu'il considère être une juste compensation, accompagnant cette offre d'un avis que la réclamation sera soumise à la décision des arbitres nommés en vertu du présent chapitre, à moins que la somme ainsi offerte ne soit acceptée dans les dix jours qui suivent cette offre. S. R. Q., 1789 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Comment et dans quels cas les réclamations doivent être faites.

2393. Les offres du ministre sont considérées comme légalement faites par toute autorisation signée par lui, pour le paiement de la somme offerte, et signifiée à la personne ou au corps politique faisant cette réclamation.

Offres considérées légales.

Une offre ainsi faite est également suffisante dans les cas d'offres de compensation faites par le ministre en vertu de tout autre article du présent chapitre. S. R. Q., 1790 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2394. Les offres ainsi faites par le ministre, étant toujours censées faites dans un esprit de conciliation, ne peuvent être invoquées contre lui comme preuve ni même comme présomption. S. R. Q., 1791 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Offres ne peuvent être invoquées contre le ministre.

Caution pour
les frais.

2395. Avant qu'une réclamation, présentée en vertu de la présente section, ou de toute autre section du présent chapitre, soit soumise aux arbitres, le réclamant est tenu de donner caution à la satisfaction des arbitres ou de quelqu'un d'entre eux, pour le paiement des frais et dépens de l'arbitrage, dans le cas où la décision des arbitres serait favorable au réclamant, ou n'accorderait pas une somme plus forte que celle offerte. S. R. Q., 1792.

Réclamation
peut être
renvoyée à
un ou plu-
sieurs des ar-
bitres.

2396. Le ministre peut renvoyer les réclamations ci-dessus soit à un seul des arbitres soit à tous les trois, selon qu'il le juge convenable.

Lorsqu'une réclamation est renvoyée à un seul, cet arbitre a seul le droit de recevoir les témoignages, d'entendre les parties et de prononcer la sentence, et cette sentence est obligatoire, sauf l'appel ci-après mentionné.

Un seul arbi-
tre peut re-
cevoir les té-
moignages
s'il y en a
trois.

Dans tous les cas où les réclamations sont renvoyées aux trois arbitres, l'un d'eux peut recevoir les témoignages, entendre les parties, et exercer tous les pouvoirs préliminaires ou incidents à l'audition et à la réception des témoignages, les soumettre ensuite à tous les arbitres, et la sentence de la majorité est finale et sans appel. S. R. Q., 1793 ; 1^{er} Éd. VII, c. 8, s. 15.

Appel de la
sentence
d'un seul
arbitre.

2397. Dans le cas où une réclamation a été renvoyée à un seul arbitre, si le réclamant n'est pas satisfait de la sentence arbitrale, il peut, par un avis, par écrit, remis à l'arbitre qui a rendu la sentence, ou au secrétaire du bureau, dans le cours d'un mois après qu'avis de la sentence arbitrale a été signifié au réclamant, en appeler au bureau d'arbitrage ; il est du devoir du bureau d'entendre l'appelant et de rendre la décision et prononcer la sentence qui lui paraissent ou qui paraissent justes à la majorité des arbitres ; mais contre cette décision ou cette sentence il ne peut être fait aucun autre appel. S. R. Q., 1794.

Pas de nou-
velle preuve
en appel.

2398. Dans le cas de tel appel, l'appelant n'a pas le droit de produire d'autre preuve que celle déjà donnée lors du premier renvoi, à moins que, à la satisfaction du bureau, il ne démontre que l'existence de cette autre preuve est venue à sa connaissance depuis la première audition de l'affaire, ou à moins que le bureau, lors de l'audition du réclamant, ne croie juste d'admettre une autre preuve. S. R. Q., 1795.

Nul arbi-
trage, si le
contraire a
été stipulé.

2399. Nul arbitrage n'est permis dans une affaire où, aux termes du contrat, il est prescrit que la décision de tout différend provenant du contrat ou s'y rattachant sera laissée au ministre, à l'architecte, ou à quelque ingénieur ou officier du département. S. R. Q., 1796 ; 1^{er} Éd. VII, c. 8, s. 15.

2400. Nulle réclamation pour terres ou autres propriétés que l'on prétend avoir été prises ou détériorées par la construction, l'amélioration, l'entretien ou la régie d'un ouvrage public, ou pour des dommages que l'on prétend avoir été causés, directement ou indirectement, à des terres ou propriétés par la construction, l'entretien ou la régie de tel ouvrage public, et nulle réclamation résultant de l'exécution d'un contrat ou d'une convention pour la confection de cet ouvrage ou d'une partie d'icelui, ne peuvent être soumises aux arbitres nommés en vertu du présent chapitre, ni accueillies par eux, à moins que ces réclamations, avec toutes leurs particularités n'aient été remises au secrétaire du département, dans les douze mois qui suivent la perte ou le dommage dont il est porté plainte, lorsque ces réclamations ont trait à la prise de possession de terres ou propriétés, ou aux dommages qui ont été causés, et lorsque ces réclamations ont rapport à l'exécution ou à l'accomplissement, ou sont alléguées comme résultant de l'exécution ou de l'accomplissement d'un contrat ou d'une convention pour la construction d'un ouvrage public, à moins qu'elles n'aient été remises comme susdit, dans le cours des trois mois qui suivent la date de l'évaluation finale en vertu de ce contrat ; mais rien de contenu dans le présent article ne peut empêcher les arbitres de recevoir, examiner ou régler les réclamations déposées au bureau autorisé à les recevoir, dans le délai fixé par toute loi en vigueur dans la province, lors de la construction de cet ouvrage public. *S. R. Q., 1797.*

Délai dans lequel les réclamations doivent être faites.

Proviso, quant aux réclamations produites sous des lois antérieures.

§ 3.—*Des attributions des arbitres, et des procédures adoptées par eux et devant eux*

2401. Les arbitres peuvent ordonner, au moyen d'une assignation ou d'un ordre écrit signé par l'un d'eux ou par leur secrétaire,—lesquels assignation et ordre doivent être signifiés au dernier lieu de la résidence ordinaire de la personne à laquelle ils sont adressés,—la comparution de témoins résidant dans toute partie de la province, ou la production de tous documents requis par l'une ou l'autre des parties, et peuvent faire prêter à ces témoins serment de rendre un témoignage conforme à la vérité à l'égard des matières sur lesquelles ils sont interrogés.

Pouvoir d'assigner des témoins.

Le refus d'obéir à telle assignation ou à tel ordre par écrit, ou la négligence de comparaître ou de produire ces documents, expose la personne en défaut à une pénalité de pas moins de cinq piastres ni de plus de vingt-cinq piastres, recouvrable devant tout juge de paix, et prélevée, sous le mandat de ce dernier, par vente et saisie des meubles et effets du contrevenant, à moins qu'il ne donne quelque cause raisonnable de justification.

Pénalité pour refus d'obéir.

Production
des docu-
ments.

Nullc personne ne peut être forcée de produire des documents qu'elle ne pourrait être obligée de produire dans un procès à la Cour supérieure ou à la Cour de circuit, ni d'assister comme témoin pendant plus de trois jours consécutifs.

Allocation
aux témoins.

Chacun des témoins doit recevoir, en sus de ses justes dépenses de voyage, une somme n'excédant pas une piastre par jour, à la discrétion des arbitres; cette rémunération est payée par la partie qui a demandé sa comparution. S. R. Q., 1798.

Les arbitres
considèrent
les avantages
aussi bien
que les désa-
vantages.

2402. Les arbitres, en examinant toute demande pour dommages, doivent prendre en considération aussi bien les avantages que les désavantages résultant de ces travaux publics, pour le propriétaire de la terre ou de la propriété immobilière à travers laquelle ou près de laquelle ils passent.

Ce qu'ils doi-
vent prendre
encore en
considéra-
tion.

Les arbitres, en estimant la valeur de toute terre ou propriété immobilière destinée à être appropriée pour les fins de ces travaux publics, ou en évaluant et accordant le montant des dommages payables par le département à une personne, doivent prendre en considération les avantages résultant ou qui peuvent résulter pour cette personne ou pour sa propriété, aussi bien que le tort ou les dommages que peuvent causer ces travaux. S. R. Q., 1799.

La valeur est
estimée au
temps de la
prise de pos-
session, etc.

2403. Les arbitres, en estimant et déterminant le montant qui doit être payé à un réclamant pour dommages causés à quelque propriété immobilière, et en estimant la valeur des terres prises par le ministre en vertu du présent chapitre, ou par tout fonctionnaire public autorisé à cet effet par toute autre loi antérieure, doivent estimer la terre ou le bien-fonds suivant sa valeur au temps où les dommages dont il est porté plainte ont été causés, et non pas suivant la valeur des terres adjacentes au temps où ils prononcent leur sentence. S. R. Q., 1800 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Décision sur
les contrats.

2404. En examinant et réglant une réclamation, relative à un contrat par écrit, les arbitres sont tenus de rendre leur décision conformément aux conditions et aux stipulations contenues dans ce contrat, et ne doivent accorder, dans aucun cas, de compensation à un réclamant à raison de ce qu'il a dépensé de plus fortes sommes dans l'exécution de son contrat que le montant y stipulé, et ils ne doivent non plus accorder d'intérêt sur aucune somme qu'ils considèrent due à ce réclamant, si l'intérêt n'est pas stipulé dans le contrat ou la convention par écrit.

Mode de con-
sidérer les
pénalités
stipulées
dans les con-
trats.

Nullc clause, dans tel contrat, stipulant une retenue ou imposant une pénalité pour la non-exécution de quelque condition y insérée, ou pour avoir négligé de parfaire quelque ouvrage public, ou de remplir les conventions contenues dans le contrat, ne doit être considérée comme clause comminatoire, mais elle doit être considérée comme comportant l'obligation de payer, de

consentement mutuel, les dommages résultant de cette non-exécution ou négligence. S. R. Q., 1801.

2405. En examinant une réclamation qui a été soumise à leur examen, les arbitres font prendre par écrit la preuve légale qui est offerte par l'une ou l'autre partie, et font une liste des plans, reçus, pièces justificatives, documents et autres papiers qui peuvent être produits devant eux pendant l'instruction ; mais ils peuvent, du consentement par écrit du ministre et de la partie adverse, entendre les dépositions des témoins produits par l'une ou l'autre des parties, sans les mettre par écrit. S. R. Q., 1802 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Témoignage est pris par écrit.
Excepté de consentement.

2406. Les arbitres doivent fournir au ministre une copie de leur sentence arbitrale et une copie à chaque partie réclamante, en autant qu'il s'agit de sa réclamation particulière, dans le cours d'un mois après la décision. S. R. Q., 1803 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Copies des sentences sont fournies.

2407. Moyennant rétribution, au taux de dix centins par cent mots et de vingt centins de plus pour chaque certificat, le secrétaire des arbitres doit donner, à toute personne les demandant, des copies certifiées de toutes les dépositions prises ou de tous les documents produits devant les arbitres. S. R. Q., 1804.

Copies des dépositions, etc.

2408. Si la somme adjugée excède la somme offerte, le ministre doit payer les frais d'arbitrage ; sinon, les frais sont payés par la personne qui a refusé les offres.

Par qui les frais sont payés ;

Ces frais sont, dans l'un et l'autre cas, taxés par un juge de la Cour supérieure. Et taxés.

Lorsque le réclamant a été représenté ou assisté par un avocat devant les arbitres, les honoraires de cet avocat doivent être taxés et lui être accordés comme dans une cause contestée en Cour supérieure ou en Cour de circuit, suivant la somme allouée. S. R. Q., 1805 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Honoraires de l'avocat.

§ 4. — Des arbitres non officiels dans certains cas

2409. Le ministre, chaque fois qu'il le juge convenable, ou lorsqu'il en est requis par les parties faisant des réclamations dans tous les cas ci-dessus mentionnés, peut, sous l'autorité du lieutenant-gouverneur en conseil, renvoyer ces réclamations ou quelqueune d'elles, à des arbitres autres que les arbitres officiels, lesquels arbitres sont nommés de la manière suivante :

Arbitres particuliers en certains cas.

Le réclamant nomme un arbitre ; le ministre en nomme un autre, et ces deux arbitres en nomment un troisième ; en cas de désaccord, le troisième arbitre est nommé par un juge de la Cour supérieure, sur la demande des deux autres arbitres.

Leur nomination.

Leurs pouvoirs. Ces trois arbitres ont,—tant pour l'examen et l'adjudication de la réclamation, que pour l'ajournement ou la sommation devant eux, l'audition, l'assermentation, l'examen des témoins et la production des papiers et documents,—les mêmes pouvoirs que les arbitres officiels. S. R. Q., 1806 ; 1 Ed. VII. c. 8, s. 15.

Pénalité pour témoins refusant de comparaître. **2410.** Chaque témoin, dûment assigné, qui néglige ou refuse de comparaître devant les arbitres, d'être assermenté, ou de répondre aux interrogatoires à lui soumis, ou qui refuse de produire les documents qui lui sont demandés, est passible de la pénalité mentionnée dans l'article 2401, de la même manière et sous les mêmes exemptions et modifications qui y sont établies.

Recouvrement d'icelle et taxe des témoins. La pénalité est recouvrée en la manière qui y est prescrite, et les témoins ont droit d'être taxés de la manière qui y est prévue. S. R. Q., 1807.

Réclamant donne caution. **2411.** Le réclamant doit, à la satisfaction des arbitres nommés en vertu de l'article 2409, donner caution dans les cas prévus, en la manière et pour les fins mentionnées dans l'article 2395. S. R. Q., 1808.

Sentence est finale. **2412.** La décision de ces arbitres ou de la majorité d'entre eux est finale et sans appel. S. R. Q., 1809.

Frais par qui payés. **2413.** Les frais encourus pour tout arbitrage fait en vertu de l'article 2409, sont supportés, payés et taxés en la manière mentionnée dans l'article 2408, et la rémunération des arbitres est fixée de la même manière que pour les arbitres officiels. S. R. Q., 1810.

SECTION VI

DE LA RATIFICATION DES TITRES RELATIFS AUX PROPRIÉTÉS FONCIÈRES

La compensation tient lieu des terres quant aux hypothèques, etc. **2414.** La compensation accordée par arbitrage, pour les terres qui pourraient être prises en vertu du présent chapitre, sans le consentement du propriétaire, ou dont sont convenus le ministre et la partie qui pourrait transporter valablement ces terres, ou qui en est en possession comme propriétaire, tient lieu d'icelles ; et toute réclamation, hypothèque ou charge sur ces terres est convertie en une créance sur telle compensation. S. R. Q., 1811 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

En certains cas la compensation peut être déposée en cour. **2415.** Si le ministre a raison de croire qu'il existe sur quelque une de ces terres, des réclamations ou hypothèques, ou si une partie à qui la compensation est payable, en tout ou en partie, refuse d'exécuter le transport et de donner les garanties convenables, ou si la partie qui a droit à la compensation ne peut être trouvée, ou est inconnue du ministre, ou si, pour quelque autre raison, le ministre le trouve à propos, il peut

payer cette compensation entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure pour le district dans lequel la terre est située, avec six mois d'intérêt, et faire livrer au protonotaire une copie authentique du transport (ou du jugement arbitral, s'il n'y a pas de transport, et ce jugement est considéré comme le titre de Sa Majesté à la terre y mentionnée,) et, sur requête au nom de la couronne, il est pris des mesures pour la ratification de ce titre, ^{Ratification de titre.}—excepté que, outre le contenu ordinaire de l'avis, le protonotaire doit annoncer que tel titre est en vertu du présent chapitre (c'est-à-dire le transport ou jugement arbitral) et doit requérir toutes les personnes qui ont droit à la terre ou à quelque partie d'icelle, ou les représentants ou le mari de quelque personne y ayant ainsi droit, de produire leur opposition pour la conservation de leurs droits à la compensation en tout ou en partie ; — toutes ces oppositions sont reçues et jugées par le tribunal, et le jugement de ratification met fin pour toujours à toutes réclamations sur les terres ou toute partie d'icelles aussi bien qu'à toutes les charges ou hypothèques. S. R. Q., 1812 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2416. Le tribunal doit rendre, pour la distribution, le paiement ou le placement de la compensation et pour garantir les droits de toutes les parties intéressées, toute décision que la loi et la justice peuvent requérir ; les frais de ces procédures, en tout ou en partie, sont payés par le ministre ou par toute autre partie à laquelle le tribunal juge équitable d'en ordonner le paiement. ^{Le tribunal règle la distribution des deniers. Frais.} S. R. Q., 1813 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2417. Si le jugement de ratification est obtenu dans moins de six mois à compter du paiement de la compensation au protonotaire, le tribunal peut ordonner la remise d'une partie proportionnée de l'intérêt au ministre ; et si, à cause de quelque erreur, faute ou négligence dans la poursuite de la requête pour ratification de titre, cette ratification n'est obtenue qu'après l'expiration des six mois, le tribunal ordonne le paiement, à la partie y ayant droit, de l'intérêt pour tel laps de temps ultérieur qui lui paraît juste. ^{Comment le paiement des intérêts est réglé.} S. R. Q., 1814 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

SECTION VII

DE LA REPRISE DE POSSESSION DES TRAVAUX PUBLICS

2418. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps, décréter que le ministre reprendra possession de tout ouvrage ou édifice public, à raison de l'expiration d'un bail, d'une charte ou d'un contrat quelconque, de l'avènement d'une condition résolutoire, de même que de l'inexécution d'un contrat ou de toute autre cause de rescision, ou pour cause d'utilité publique. ^{En certains cas le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner la reprise de possession des travaux.} S. R. Q., 1815 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Formalité en ces cas. **2419.** L'arrêté en conseil à cet effet doit être signifié au détenteur de tel ouvrage ou édifice public ou à ses représentants sur les lieux, et aussitôt après cette signification, le ministre, ou toute personne déléguée par lui à cette fin, peut prendre possession de l'ouvrage ou de l'édifice public désigné dans l'arrêté en conseil, sans aucune formalité, sauf, à la partie ainsi dépossédée, son recours en indemnité, si elle se trouve lésée. S. R. Q., 1816 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Procédures en cas de refus de livrer. **2420.** A défaut par le détenteur ou ses représentants de livrer possession de tel ouvrage ou édifice public au ministre ou à ses délégués, aussitôt après la signification de l'arrêté en conseil ci-dessus mentionné, le shérif du district dans lequel tel ouvrage ou tel édifice est situé, doit, sur un mandat signé par le lieutenant-gouverneur, s'en emparer et y maintenir le ministre ou ses délégués en possession. S. R. Q., 1817 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

SECTION VIII

DE LA VENTE ET DU TRANSFERT DES TRAVAUX PUBLICS AUX AUTORITÉS LOCALES

Travaux peuvent être déclarés n'être plus sous le contrôle du ministre. Date où ils ont cessé de l'être. **2421.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, déclarer qu'un chemin ou un pont public, placé sous le contrôle et l'administration du ministre, n'est plus sous le contrôle de ce dernier.
A dater du jour indiqué dans la proclamation, ce chemin ou ce pont cesse d'être sous l'administration et le contrôle du ministre, et nul péage n'est ensuite prélevé sur ce chemin ou sur ce pont en vertu du présent chapitre. S. R. Q., 1818 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Comment entretenus et réparés. **2422.** Tout chemin ou pont public déclaré, comme il est dit plus haut, n'être plus sous la direction du ministre, tombe sous le contrôle des autorités municipales ou autres autorités locales et des officiers de voirie, et est maintenu et réparé par ces autorités, de la même manière que les autres chemins et ponts publics qui y sont situés et qui sont sous leur contrôle. S. R. Q., 1819 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Pouvoir de faire contrat pour transférer les travaux aux compagnies, etc. **2423.** Le ministre peut contracter avec toute corporation municipale ou autorité locale, ou avec une compagnie constituée en corporation dans le but de construire ou entretenir ces ouvrages ou des ouvrages du même genre dans la province, pour leur transférer tout chemin public, pont, édifice ou tous travaux publics, qu'il croit convenable de placer sous leur direction, soit qu'ils se trouvent dans les limites ou en dehors des limites de la juridiction locale de tel conseil municipal ou autre autorité.

Ces contrats étant terminés, le lieutenant-gouverneur en conseil peut concéder, bailler et transporter pour toujours, ou pour un nombre d'années déterminé, tous ou quelqu'un de ces chemins, ponts, édifices ou autres travaux publics, à telle corporation municipale ou à telle autre autorité locale ou compagnie ci-dessous appelée "concessionnaire," aux termes et conditions dont il a été convenu.

Nonobstant tout ce que contient le présent chapitre, ou toute autre loi de la province, ces corporations municipales ou autres autorités locales peuvent contracter comme ci-dessus et prendre possession des travaux ainsi transférés. S. R. Q., 1820 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2424. Toute concession, comme susdit, peut être faite par un arrêté en conseil publié dans la *Gazette officielle de Québec* ; et, par cet arrêté, tous les pouvoirs et droits appartenant à la couronne ou à tout officier ou département public, relativement à des ouvrages publics, peuvent être conférés aux concessionnaires de ces ouvrages.

L'arrêté en conseil peut contenir toutes les conditions, clauses et restrictions dont il a été convenu, lesquelles, aussi bien que toutes les dispositions de l'arrêté en conseil—en tant qu'elles ne sont pas incompatibles avec le présent chapitre,—sont valides et mises à exécution, comme si elles étaient contenues dans le présent chapitre.

Tout tel arrêté en conseil peut, avec le consentement du concessionnaire, être révoqué ou amendé par un arrêté en conseil subséquent publié comme susdit.

Un exemplaire de la *Gazette officielle de Québec*, contenant l'arrêté en conseil, en fait preuve, et le consentement du concessionnaire à cet arrêté est présumé suffisant—à moins qu'il ne soit contesté par le concessionnaire, et, s'il est contesté, il doit être prouvé par une copie de l'arrêté en conseil, sur lequel l'acquiescement du concessionnaire est écrit et attesté par sa signature. S. R. Q., 1821.

2425. Les dispositions et conditions énoncées dans un arrêté en conseil, passé en vertu du présent chapitre, peuvent s'étendre au mode de régler et déterminer les différends qui peuvent s'élever entre la couronne et une corporation municipale, une autorité locale ou une compagnie, quant à leurs droits respectifs en vertu de tel arrêté,—ou à la réserve du droit de la couronne de rentrer en possession des travaux publics, à défaut par la corporation, l'autorité ou la compagnie de remplir les conditions convenues, et de revêtir le shérif du droit de donner possession de ces travaux à quelque officier public au nom de la couronne, en vertu d'un mandat sous le seing et le sceau du lieutenant-gouverneur, adressé au dit shérif, énonçant le défaut et lui ordonnant de donner possession à cet officier au nom de la couronne comme susdit.

Droits corporatifs non enfreints par le contrat. Nulle disposition législative faite dans le but de mettre à effet les dispositions d'un semblable arrêté en conseil, et nulle disposition d'un tel arrêté, ne sont censées être une infraction aux droits de la corporation municipale, de l'autorité locale ou de la compagnie à laquelle il a rapport.

Droits de la couronne non affectés. Rien de contenu dans le présent article ne peut interdire à la couronne l'exercice de ses droits de toute manière légale non incompatible avec les conditions et les dispositions de l'arrêté en conseil. S. R. Q., 1822.

Droit de reprendre les travaux. **2426.** Aucun chemin, pont ou ouvrage public, ne doit être transféré à une compagnie qu'avec la réserve que la couronne pourra le reprendre en tout temps après l'expiration d'une période de temps n'excédant pas dix années, aux conditions qui seront insérées dans l'arrêté en conseil relatif à ce transfert.

Durée de louage des travaux. Aucun semblable chemin, pont ou ouvrage public, ne doit être loué à une compagnie pour une période de plus de dix années. S. R. Q., 1823.

Caution fournie; montant d'icelle. **2427.** Aucun pont, chemin ou ouvrage public, ne doit être vendu ou loué à une compagnie, à moins qu'il ne soit donné des garanties réelles ou personnelles, à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, pour un montant égal à dix pour cent de la valeur réelle de tel chemin, pont ou ouvrage public s'il y a vente, ou de l'estimation de la valeur de tel ouvrage s'il y a louage.

Confiscation d'icelle pour inexécution des conditions. Ce cautionnement en garantie est confisqué en faveur de la couronne dans le cas de non-exécution des conditions de la vente ou du louage. S. R. Q., 1824.

Entretien des travaux transférés. **2428.** Une des conditions de la cession ou du louage d'un chemin, d'un pont ou d'un ouvrage public, est que l'ouvrage doit être parfaitement entretenu, et que, pour les fins du contrat, de la vente ou du bail, la suffisance de l'entretien soit constatée et déterminée par un ingénieur nommé par le ministre pour en faire l'examen. S. R. Q., 1825 : 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Il peut être nommé des personnes pour examiner les ponts de péage et faire rapport. **2429.** 1. Chaque fois qu'il le juge à propos, ou lorsqu'il en est requis par une ou plusieurs personnes, le ministre peut faire examiner tout pont de péage par un officier de son département, ou par toute autre personne compétente déléguée par lui à cette fin, avec instruction de dresser un rapport détaillé de l'état dans lequel se trouve le pont soumis à l'examen, indiquant si ce pont requiert des réparations urgentes ou s'il doit être reconstruit à neuf, et spécifiant les délais dans lesquels peuvent être faits les travaux de réparation ou de reconstruction.

Le rapport et l'ordre sont 2. Ce rapport doit être soumis au ministre qui, s'il l'approuve, ordonne ce qu'il croit juste relativement à tel pont, et fait signi-

fier au gardien d'icelui, soit personnellement ou à son domicile, signifiés au gardien.
une copie du rapport et de son ordonnance.

3. Si, à l'expiration des délais fixés dans l'ordonnance du ministre, pour le commencement ou le parachèvement des travaux ordonnés, le propriétaire du pont ou le locataire d'icelui a négligé de commencer ou compléter ces travaux, le ministre, après avoir constaté lui-même cette négligence ou l'avoir fait constater, en fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil qui, sur ce rapport, peut, par proclamation, ordonner la fermeture du pont et déclarer le propriétaire déchu de son privilège d'y exiger des taux de péage ainsi que de tous autres privilèges qui lui avaient été garantis par la loi relativement à icelui.

Dans le cas d'un locataire de pont appartenant à la province, la proclamation qui en ordonne la fermeture, doit déclarer ce locataire déchu de tous les droits et privilèges résultant de son bail.

4. La proclamation est publiée dans la *Gazette officielle de Québec* et a force de loi à compter du jour de sa publication.

5. A compter du jour de la publication de la proclamation, le pont qui y est désigné appartient à la province, et le lieutenant-gouverneur en conseil peut en transférer la propriété et le contrôle à la municipalité dans laquelle il se trouve situé, ou à toute municipalité avoisinante, avec tous les droits et privilèges dont jouissait le propriétaire, en par la municipalité concessionnaire se chargeant de faire au pont les travaux ordonnés par le ministre et de le tenir en bon ordre à l'avenir. S. R. Q., 1826 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2430. Les ponts publics, en général, sont sujets à l'inspection par le ministre ou ses délégués, comme les ponts de péage, et lorsque les travaux ordonnés sur iceux, après telle inspection, n'ont pas été commencés ou terminés dans les délais prescrits, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par proclamation, en ordonner la fermeture jusqu'à ce que les travaux soient complétés. S. R. Q., 1827 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2431. Les frais de l'inspection d'un pont, demandée comme ci-dessus, sont à la charge du propriétaire ou du locataire d'icelui, suivant le cas, quand le ministre a décidé qu'il y a lieu à réparation ou reconstruction, et, dans le cas contraire, à la charge des plaignants.

Le recouvrement peut en être fait au nom de Sa Majesté devant tout tribunal compétent. S. R. Q., 1828 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2432. 1. Sujet à la présente section, les dispositions de la section treizième du chapitre troisième du titre onzième des présents Statuts refondus (articles 6341-6404), concernant les compagnies pour la construction de chemins et autres tra-

vaux, s'étendent et s'appliquent à toute compagnie formée en cette province, dans le but d'acquérir pour toujours, ou pour un certain nombre d'années, des chemins, édifices ou autres travaux publics qui peuvent être légalement transférés à toute telle compagnie, en vertu de la présente section, ou dans le but d'acquérir, améliorer ou étendre ces travaux publics, ou dans l'un ou l'autre but, et cela, aussi pleinement que si ce but était expressément énoncé dans la dite section treizième, parmi les objets pour lesquels des compagnies peuvent être formées sous son empire ; et la formule de l'acte d'association donnée dans les formules des dispositions de la dite section treizième, peut être changée de manière à exprimer que la compagnie est formée en vertu d'icelle section, telle qu'étendue par la présente, et dans quel but elle est ainsi formée.

Pouvoirs des compagnies de les acquérir et exploiter. 2. Nulle compagnie ainsi formée dans le but d'acquérir quel qu'un de ces travaux publics,—soit avec ou sans l'intention de les augmenter,—ne peut être empêchée par un conseil municipal, ou autre personne, de les acquérir et de les exploiter. La compagnie n'est pas obligée de faire de rapport touchant ces travaux à aucune autorité municipale.

Exception. L'autorité municipale ni la couronne n'ont le droit de s'emparer de ces travaux à l'expiration d'aucun nombre d'années.

Dispositions applicables. Les dispositions de la dite section treizième, relativement aux oppositions et empêchements, ou relativement au rapport, ou à la prise de possession des travaux et propriétés de la compagnie par quelque autorité municipale ou par la couronne, ne s'appliquent qu'à leur extension en dehors des limites des travaux lors du transfert fait à la compagnie.

Restriction de l'application de la sec. 13. 3. Les dispositions de la dite section treizième, incompatibles avec quelque disposition ou condition légitimement faite par tout arrêté en conseil légalement passé en vertu de la présente section, ou contraires aux droits transférés par cet arrêté en conseil, ne s'appliquent pas à la compagnie à laquelle l'arrêté a rapport ; mais rien de contenu dans la présente section n'est censé interdire à la couronne ou à une autorité municipale, la faculté réservée dans tout arrêté semblable, de prendre possession de ces travaux, avec ou sans pareille extension, aux termes et conditions y contenus.

Application de l'art. 6387. 4. L'article 6387 s'applique aux chemins, ponts et autres travaux transférés à une compagnie quelconque ainsi qu'à la compagnie à laquelle ils ont été transférés, en autant qu'il s'agit de ces chemins, ponts et travaux. S. R. Q., 1829.

Comment les péages sont réglés. 2433. Les péages à percevoir par une compagnie formée pour les objets ci-dessus, sur quelqu'un des susdits travaux publics, n'étant pas toutefois un chemin, ne sont pas réglés d'après les dispositions de la dite section treizième ; mais le maximum des péages à percevoir sur ces travaux doit être fixé par l'arrêté en conseil transférant les travaux à la compagnie, ou par quel-

que autre arrêté amendant le premier, et fait avec le consentement de la compagnie.

Les péages à percevoir sur tout chemin ou sur toute extension de tels autres travaux publics sont réglés exclusivement par la dite section treizième en l'absence de toute disposition établissant des taux moins élevés dans l'arrêté en conseil comme susdit.

Aucune exemption de péage sur un chemin ou sur autres travaux publics, ainsi transférés comme susdit, ou sur quelque extension d'iceux, ne vaut à l'encontre d'une compagnie formée en vertu de l'article 2432, excepté seulement l'exemption qui peut être valablement réclamée en vertu de la dite section treizième, sur les travaux construits en vertu d'icelle, à moins que l'exemption de péages ne soit stipulée dans l'arrêté en conseil transférant tel ouvrage public à la compagnie. S. R. Q., 1830.

Exemption
de péage.

2434. Il est loisible à toute personne, qui réside sur la ligne d'un chemin transféré à quelque compagnie ou corporation municipale, en vertu des dispositions de la présente section, et en deçà d'un demi-mille d'une cité ou d'une ville, de commuter avec la compagnie ou la corporation municipale, moyennant une certaine somme mensuelle payable par telle personne à la compagnie ou la corporation, pour passer et repasser par la barrière de péage qui se trouve entre la résidence de telle personne et les limites de telle cité ou ville ; si elles ne s'accordent point, cette commutation peut être réglée par arbitrage, chaque partie nommant un arbitre, les deux arbitres en nommant un troisième,—et la décision de deux de ces arbitres est définitive.

Commuta-
tion de
péages.

S'il n'est pas fait de commutation, soit par arrangement, soit au moyen d'une sentence d'arbitres, la compagnie ou la corporation n'a droit d'exiger de telle personne ou de ses serviteurs ou autres, qui passent par telle barrière avec ses voitures, chevaux ou animaux, que les péages dont la proportion est, à ce que la compagnie ou corporation municipale exige par mille des autres personnes, ce que la distance entre les limites de la cité ou ville et la résidence de la personne mentionnée en premier lieu, est à un mille. S. R. Q., 1831.

Péages exi-
gés faute de
commuta-
tion.

SECTION IX

DES PÉAGES SUR LES TRAVAUX

2435. Le lieutenant-gouverneur peut, par un arrêté en conseil passé à cette fin et publié comme ci-dessous prescrit, imposer des droits et péages et en autoriser la perception, sur tout chemin, pont, passage d'eau ou traverse, ou autres travaux publics appartenant à Sa Majesté ou sous le contrôle et l'administra-

Péages pour
l'usage des
travaux pu-
blics.

tion du ministre, et varier, modifier et changer pareillement, de temps à autre, tels droits ou péages, et déclarer les cas d'exemptions.

Paiement d'avance des péages. Tous les droits et péages sont payables d'avance et avant de pouvoir se servir des travaux publics pour lesquels ils sont dus, si le percepteur des péages l'exige. S. R. Q., 1832 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Endroit et distance des barrières. **2436.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, de temps à autre, sur le rapport du ministre, placer les barrières de ces chemins à tels endroits et distances l'une de l'autre qu'il juge convenable. S. R. Q., 1833 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Exemption des péages en faveur des soldats de Sa Majesté, etc. **2437.** Les officiers et soldats de Sa Majesté, étant en uniforme régulier de petite ou grande tenue, mais non lorsqu'ils passent dans une voiture privée ou de louage, et les voitures et chevaux employés dans le service de Sa Majesté, à transporter des personnes ou du bagage, sont exempts du paiement des droits ou péages en passant ou voyageant sur un chemin ou un pont sous le contrôle du département. S. R. Q., 1834.

Recouvrement des péages. **2438.** Tous les péages et droits, imposés en vertu du présent chapitre, peuvent être recouvrés avec dépens, devant tout tribunal de juridiction civile, jusqu'au montant recouvrable, par le percepteur ou la personne nommée pour les recevoir, en son propre nom ou au nom de Sa Majesté, et en suivant toute forme de procédure par laquelle les dettes dues à la couronne peuvent être recouvrées. S. R. Q., 1835.

Recouvrement des pénalités. **2439.** Toute pénalité imposée par le présent chapitre ou par tout règlement fait sous son empire, est recouvrable, avec dépens, devant tout juge de paix du district, comté, ou endroit où l'offense a été commise, sur preuve établie par l'aveu de la partie ou le serment d'un témoin digne de foi.

Saisie-exécution. La pénalité, si elle n'est immédiatement payée, peut être prélevée par voie de saisie-exécution et vente des meubles et effets du contrevenant, par mandat sous les seing et sceau du juge de paix.

Emprisonnement pour défaut de les payer. Si les biens ne suffisent pas, et si la pénalité n'est pas payée sans délai, il est loisible à ce juge de paix, par un mandat sous ses seing et sceau, de faire incarcérer le contrevenant dans la prison commune du district, pour y demeurer pour l'espace de temps qu'il prescrit, n'excédant pas trente jours, à moins que la pénalité et les frais ne soient plus tôt acquittés.

Emploi de ces pénalités. Ces pénalités appartiennent à Sa Majesté pour l'usage de la province. S. R. Q., 1836.

Effets responsables. **2440.** Les animaux attachés à une voiture ou à un véhicule, et les marchandises contenues dans cette voiture ou ce

véhicule, à quelque personne qu'ils puissent appartenir, sont pour les sujets aux droits, péages ou amendes ainsi imposés et prélevés. péages, etc.

Les effets ou partie d'iceux peuvent être saisis, détenus et Recours. vendus de la même manière que la voiture ou le véhicule dans lequel ils se trouvent ou auquel l'animal est attaché, comme s'ils appartenait à la personne qui contrevient à ces règlements, sauf le recours du vrai propriétaire contre telle personne qui en est censée propriétaire pour les fins du présent chapitre. S. R. Q., 1837.

2441. Les péages, droits et taux ou autres revenus imposés Deniers provenant des et prélevés sur des travaux publics, sont remis par les personnes péages, remis au trésorier. qui les reçoivent, au trésorier de la province, en la manière et au trésorier. dans les délais déterminés par ce dernier, mais, en aucun cas, ces délais ne doivent excéder un mois. S. R. Q., 1838.

2442. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner Les péages que les péages aux différentes barrières érigées sur quelque sur les chemins publics chemin ou pont public appartenant à la couronne, placé sous le peuvent être contrôle du ministre, soient loués, de la manière, en vertu des affermés. règlements, et avec telle forme de bail qu'il croit expédient.

Le locataire des péages, ou toute personne par lui autorisée, Recouvrement d'iceux peut demander et exiger tels péages et en poursuivre le recouvrement au nom du locataire, dans le cas de non-paiement dans ce cas. d'iceux, ou, s'ils sont éludés, de la même manière et par les mêmes moyens que la loi donne au percepteur des péages ou autres personnes autorisées à les percevoir. S. R. Q., 1839 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

SECTION X

DES RÈGLEMENTS POUR L'USAGE DES TRAVAUX

2443. Le lieutenant-gouverneur en conseil, peut décréter, Lieut.-gouv. de temps à autre, les règlements qui peuvent sembler nécessaires pour la régie, la direction, le bon usage et la protection de en conseil peut faire des règlements tous ou chacun des travaux publics, ou pour fixer et faire percevoir les droits, péages et revenus sur iceux. S. R. Q., 1840. pour l'usage des travaux publics.

2444. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut également Imposer des imposer des amendes n'excédant pas, en aucun cas, quatre amendes cents piastres pour toute infraction à ces règlements, ainsi qu'il pour contravention. peut le juger nécessaire pour leur bonne observance, et le paiement exact des péages et droits imposés comme susdits.

Il peut aussi, pourvoir à ce que les voitures ou véhicules, Ordonner la animaux, bois, ou marchandises, sur lesquels des droits ou saisie et vente des péages sont dus et n'ont pas été payés, et à l'occasion desquels voitures, etc. il y a eu infraction des arrêtés ou règlements, ou qui ont causé aux travaux des dommages qui n'ont pas été payés, ou encouru des amendes qui restent encore dues, ne puissent passer, ou

soient détenus et saisis, aux risques du propriétaire, et soient aussi vendus, si tels droits, péages, dommages ou amendes ne sont point payés dans le temps fixé à cette fin, pour que le montant des droits, péages, dommages et amendes soient payés à même le produit de telle vente, et que l'excédent, s'il y en a, soit remis au propriétaire ou à son agent.

Droits de la
couronne
sauvegardés.

Aucune telle disposition ne doit cependant affecter la couronne dans son droit de poursuivre et recouvrer, suivant le cours ordinaire de la loi, ces droits, péages ou amendes ; lesquels droits, péages ou amendes peuvent toujours être recouvrés en vertu du présent chapitre. S. R. Q., 1841.

Publication
des règle-
ments, etc.,
dans la *Ga-
zette officielle*.

2445. Les proclamations, règlements et arrêtés en conseil, faits en vertu du présent chapitre, sont publiés dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. Q., 1842 ; C. C., 1207.

SECTION XI

DE L'ENTRETIEN DE CERTAINS PONTS

Paiement des
frais d'entre-
tien, etc., de
certains
ponts.

2446. Les ponts en métal et en bois à circulation libre et exempts de péage, construits en tout ou en partie par le gouvernement, dans une municipalité locale, sont à la charge de cette municipalité.

Lorsque ces ponts touchent à deux municipalités d'un même comté, ils sont à la charge de la municipalité du comté ; s'ils touchent à deux comtés différents, ils sont à la charge des deux municipalités de comté. S. R. Q., 1842a ; 56 V., c. 22, s. 1.

Entretien
des chemins
d'approche
de ces ponts.

2447. Les chemins d'approche de ces ponts sont à la charge des municipalités locales où ils sont situés, même si le gouvernement les a fait construire en tout ou en partie. S. R. Q., 1842b ; 56 V., c. 22, s. 1.

Pouvoir du
ministre
quant à l'en-
retien de ces
ponts.

Proviso si
les travaux
ne sont pas
exécutés.

2448. Le ministre peut, en tout temps, ordonner l'exécution des travaux qu'il juge nécessaires pour l'entretien des ponts métalliques construits par ou avec l'aide du gouvernement, et la réparation de ces chemins et ponts ; et, si les travaux ainsi ordonnés ne sont pas exécutés par la ou les municipalités qu'il appartient, dans le temps prescrit par le ministre, ce dernier peut, s'il le juge convenable, les faire exécuter et en exiger le paiement, soit par action, en la manière ordinaire, soit en prélevant des péages sur les dits chemins ou ponts, aux taux que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil, jusqu'au remboursement du coût de ces travaux. Ces péages sont exigibles des contribuables des municipalités en défaut seulement. S. R. Q., 1842c ; 56 V., c. 22, s. 1 ; 57 V., c. 21, s. 1 ; 1 Ed. VII, c. 8, ss. 15, 16 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

2449. Les articles 2446 et 2447 s'appliquent à tous les ponts en métal et en bois à circulation libre et exempts de péage construits en tout ou en partie, par le gouvernement. S. R. Q., 1842d ; 56 V., c. 22, s. 1. Application des art. 2446 et 2447.

2450. Rien dans la présente section ne peut être interprété comme déchargeant les compagnies de chemins de fer de l'obligation d'entretenir certains ponts, qui sont à leur charge; et rien non plus dans la présente section ne doit être interprété comme imposant le coût des travaux d'entretien et de réparation des ponts ou chemins à d'autres personnes qu'à celles qui peuvent y être tenues en vertu des procès-verbaux, règlements ou actes d'accord en vigueur à ce sujet. S. R. Q., 1842e ; 56 V., c. 22, s. 1. Obligations des compagnies de chemins de fer d'entretenir leurs ponts, etc.

SECTION XII

DES ÉMEUTES PRÈS DES TRAVAUX PUBLICS

§ 1.—*Disposition interprétative*

2451. Dans la présente section le mot " arme " comprend toute espèce d'armes offensives, armes ou munitions énumérées dans l'article 2453. S. R. Q., 1843. Interprétation.

§ 2.—*De la mise en vigueur de la présente section*

2452. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer, par proclamation, que la présente section sera en vigueur dans toute localité de cette province, dans les limites de laquelle un canal ou d'autres travaux publics de cette province, ou un chemin de fer ou autres travaux entrepris par une compagnie constituée en vertu d'une loi de la Législature, sont en voie de construction, ou dans tout territoire désigné avoisinant cette localité. Le lieutenant-gouv. en conseil peut déclarer par proclamation que cette section est en vigueur.

La présente section, depuis et après le jour indiqué dans la proclamation, devient en vigueur dans les lieux qui y sont désignés. Quand en vigueur.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut déclarer, de la même manière, de temps à autre, que la présente section ne sera plus en vigueur dans telle localité et déclarer de nouveau qu'elle y sera en vigueur. Modification de la proclamation.

Nulle telle proclamation ne peut avoir d'effet dans les limites d'une cité. S. R. Q., 1844. Cités non affectées.

2453. Depuis et après le jour fixé par la proclamation, aucune personne, employée sur un tel canal, chemin de fer, ou sur d'autres travaux publics, dans les limites spécifiées dans cette section

est en vigueur dans une localité, il est défendu à tous ceux qui y résident de porter ou garder des armes.

cette proclamation, ne peut avoir ni garder en sa possession, ou sous ses soins ou contrôle, dans les dites limites, un fusil, un pistolet ou autre arme à feu, ou quelque monture, platine ou canon de fusil, ou autre partie de fusil, pistolet ou autre arme à feu, ni balles, épées, lames d'épée, bayonnettes, piques, pointes de piques, lances, pointes de lance ou dagues, ni aucun poignard ou autres instruments propres à trancher ou percer, ou autres armes, munitions ou instruments de guerre, sous peine d'encourir une pénalité de pas moins de deux piastres, ni de plus de quatre piastres, pour chaque arme semblable trouvée en sa possession. S. R. Q., 1845.

Les armes sont livrées au juge de paix et il en donne un reçu.

2454. Dans le temps voulu par la proclamation, toute personne employée sur un canal, un chemin de fer, ou sur les travaux publics auxquels elle a rapport, doit apporter et livrer au juge de paix ou au commissaire nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil pour mettre à effet la présente section, toute arme en sa possession et doit recevoir un reçu pour icelle du juge de paix ou du commissaire. S. R. Q., 1846.

Ces armes sont remises aussitôt que cette section cesse d'être en vigueur.

2455. Lorsque la présente section cesse d'être en vigueur dans un lieu où quelque arme a été livrée et détenue en vertu d'icelle, ou lorsque le propriétaire de cette arme, ou la personne qui y a droit, convainc le juge de paix ou le commissaire qu'elle est sur le point de sortir immédiatement des limites du lieu où la présente section doit être alors en vigueur, le juge de paix ou le commissaire peut rendre cette arme au propriétaire ou à la personne qui y a droit, en par elle produisant le reçu ainsi donné pour icelle. S. R. Q., 1847.

Toute arme gardée contrairement à cette section, est saisie et confisquée.

2456. Toute arme trouvée en la possession d'une personne employée comme susdit, après le jour fixé par la proclamation, comme étant celui où cette arme doit être livrée, et dans l'étendue des limites ou de la localité mentionnées dans la proclamation qui met la présente section en vigueur, peut être saisie; et étant saisie par un juge de paix, un commissaire, un constable ou un autre officier de paix, elle doit être confisquée au profit de Sa Majesté. S. R. Q., 1848.

Pénalité contre ceux qui cachent des armes dans toute localité où cette section est en vigueur.

2457. Quiconque, dans le but d'éluder la présente section, recèle, reçoit ou cache, ou aide à receler, recevoir ou cacher, ou fait receler, recevoir ou cacher en quelque lieu, dans l'étendue des limites ou de la localité dans lesquelles la présente section est alors en vigueur, une arme appartenant ou étant en la possession d'une personne employée sur un canal, un chemin de fer ou sur d'autres travaux, encourt une amende de pas moins de quarante piastres et n'excédant pas cent piastres, dont la

moitié appartient au dénonciateur et l'autre moitié à Sa Majesté. S. R. Q., 1849.

2458. Tout juge de paix ou commissaire nommé en vertu de la présente section, et revêtu d'autorité dans les limites du lieu dans l'étendue duquel elle est alors en vigueur, sur le serment d'un témoin digne de foi, portant qu'il croit qu'une personne a en sa possession, ou qu'il y a dans quelque endroit ou maison quelque arme, en contravention avec les dispositions d'icelle, peut émettre son mandat adressé à un constable ou à un officier de paix pour en faire la recherche et la saisir. Ce dernier, ou toute personne qui l'assiste, peut en faire la recherche et la saisir, en la possession de toute personne ou dans tel endroit ou maison.

Sous serment à cet effet tout juge de paix peut faire chercher et saisir les armes dans les lieux où cette section est en vigueur. Recherches.

S'il ne peut obtenir l'entrée dans l'endroit ou la maison dans un temps raisonnable, après l'avoir demandée, le constable ou l'officier de paix, et la personne qui l'assiste, peuvent y entrer de force, de jour ou de nuit, et saisir cette arme.

Si l'entrée d'une maison est refusée.

A moins que la personne en la possession ou dans la maison de laquelle elle a été trouvée, ne prouve, dans les quatre jours après la saisie, à la satisfaction du juge de paix ou du commissaire, que l'arme ainsi saisie n'était pas en sa possession, ou dans d'autres lieux, contrairement à l'esprit et à l'intention de la présente section, telle arme est confisquée au profit de Sa Majesté.

Les armes saisies, etc., sont confisquées, si l'on ne prouve qu'on a le droit de les garder.

Tout commissaire ou juge de paix, constable ou agent de la paix, ou toute personne agissant en vertu d'un mandat et prêtant main-forte à quelque constable ou agent de la paix, peut arrêter et détenir toute personne employée sur un ouvrage public, que l'on trouve portant une arme sur elle dans l'étendue des limites de quelque localité où la présente section est alors en vigueur, à une heure et dans des circonstances propres à créer dans l'esprit du commissaire, du juge de paix, du constable, de l'agent de paix ou autre personne agissant en vertu d'un mandat, de justes soupçons que cette arme est portée dans des vues dangereuses pour la paix publique. S. R. Q., 1850.

Ceux qui portent des armes illégalement peuvent être arrêtés.

2459. Tel juge de paix ou tel commissaire doit faire un rapport mensuel au secrétaire de la province de toutes les armes qui lui ont été livrées, et qu'il a détenues d'après les dispositions de la présente section. S. R. Q., 1851.

Rapport mensuel au secrétaire de la province.

2460. Toutes les armes qui sont confisquées, en vertu de la présente section, sont vendues sous la direction du juge de paix ou du commissaire qui les a saisies ou fait saisir ; et le produit de la vente, déduction faite des dépenses nécessaires, est reçu par le juge de paix ou le commissaire, et par lui versé entre les mains du trésorier de la province pour les besoins publics d'icelle. S. R. Q., 1852.

Vente des armes confisquées. Emploi des deniers.

Prescription des actions. **2461.** Toute action intentée contre un juge de paix ou un commissaire, constable, officier de paix ou autre personne, pour chose faite en vertu de la présente section, doit être commencée dans les six mois après le fait.

L'action doit être intentée dans le district où le fait a été commis.

Défense à l'action. Le défendeur peut plaider par une dénégation générale, et citer la présente section, ainsi que le fait particulier comme preuve.

Jugement. Si l'action est discontinuée ou renvoyée après la comparution du défendeur, ce dernier a le droit de recouvrer doubles dépens. S. R. Q., 1853.

Devant qui, et sur quelle preuve les pénalités imposées par cette section sont recouvrées. **2462.** Toutes les pénalités imposées par la présente section peuvent être recouvrées devant deux juges de paix agissant pour le district ou le comté où le fait, au sujet duquel on réclame la pénalité, a eu lieu ou a été commis.

Les juges de paix, sur plainte faite sous serment de l'offense, doivent émettre leur mandat pour traduire le contrevenant devant eux. Lorsqu'il a été traduit devant eux, ils doivent entendre et juger la plainte.

Si le contrevenant est trouvé coupable, sur la déposition d'un témoin autre que le dénonciateur, ou sur sa propre confession, les juges de paix doivent le condamner à payer la dite amende. S. R. Q., 1854.

§ 3.—*Du corps de police à cheval*

Un corps de police à cheval peut être levé et employé pour mieux mettre cette section à effet. **2463.** Pour mieux mettre la présente section à effet, le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner l'ordre d'organiser, monter, armer et équiper un corps d'hommes, dont le nombre ne doit pas excéder cent, y compris les officiers, lequel doit être appelé "le corps de police à cheval," et placer ce corps sous le commandement et les ordres de tels officiers qu'il juge nécessaires.

Il peut employer tel corps de police ou partie de ce corps, dans tout lieu où la présente section est alors en vigueur, sujet aux ordres et règlements qu'il émet de temps à autre. S. R. Q., 1855.

Les officiers de cette police et autres peuvent être nommés juges de paix. **2464.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer l'officier en chef et ceux des officiers subalternes du corps de police à cheval, et toutes autres personnes, selon qu'il le juge nécessaire, pour être respectivement juges de paix pour les fins de la présente section, dans tous les lieux où elle est en vigueur.

Ces officiers et personnes respectivement peuvent agir comme juges de paix, lors même qu'ils n'auraient pas, sous le rapport de la propriété, la qualité requise des autres personnes. S. R. Q., 1856.

2465. Les hommes employés dans le corps de police à cheval sont déclarés constables et officiers de paix, respectivement, pour les fins de la présente section, pour le district ou comté dans lequel ils sont alors employés. S. R. Q., 1857.

Les hommes de police à cheval sont constables et officiers de paix.

§ 4.—*Des dépenses en vertu de la présente section*

2466. Les dépenses encourues pour mettre la présente section à effet sur ou près des travaux publics de la province, sont payées par le ministre, à même les deniers appropriés pour les travaux sur lesquels ces dépenses ont été encourues, et sont portées comme si elles faisaient partie du coût des travaux.

Dépenses nécessitées par cette section.

Le montant ainsi porté sur chaque ouvrage est proportionné au nombre d'hommes de police employés sur tels travaux, et au temps durant lequel ils sont ainsi employés ; mais la somme ainsi dépensée pour cet objet ne doit pas excéder quarante mille piastres pour une année quelconque. S. R. Q., 1858 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Montant qui peut être dépensé.

2467. Les dépenses résultant de l'emploi du corps de police dans une localité ou dans le voisinage des lieux où quelque chemin de fer, canal ou autre ouvrage entrepris et exécuté par une compagnie constituée en corporation comme susdit, est en voie de construction, sont en premier lieu payées par le lieutenant-gouverneur, à même le fonds consolidé du revenu, et sont remboursées au trésorier de la province par telle compagnie, à demande ; ou si elles ne sont pas ainsi remboursées, elles peuvent être recouvrées de la compagnie comme toute autre dette due à la couronne. Aussitôt recouvrées, elles forment partie du fonds consolidé du revenu de la province. S. R. Q., 1859.

Comment ces dépenses sont payées. Remboursement d'icelles. Application d'icelles.

SECTION XIII

DU CONSEIL DES ARTS ET MANUFACTURES

§ 1.—*De la composition du conseil*

2468. Le conseil est composé de dix-sept membres, nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Composition du conseil.

Le ministre des travaux publics et du travail, le secrétaire de la province et le surintendant de l'instruction publique sont d'office membres de ce conseil. S. R. Q., 1683 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Membres ex officio.

2469. Les membres du conseil occupent leur charge durant bon plaisir, et sont assujettis, dans l'accomplissement de leurs devoirs, aux ordres et aux instructions que leur transmet, de temps à autre, le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1684.

Durée de la charge des membres.

Nom corporatif et pouvoirs. **2470.** Ils forment une corporation légale sous le nom de "conseil des arts et manufactures," avec pouvoir de posséder des immeubles au montant de quarante mille piastres, outre ceux dont le conseil fait lui-même usage. S. R. Q., 1685.

Officiers. **2471.** Les seuls officiers du conseil sont un président, un vice-président et un secrétaire. S. R. Q. 1686.

Election des officiers. **2472.** Le président, le vice-président et le secrétaire sont élus à chaque assemblée annuelle à la majorité des voix.
En l'absence du président et du vice-président, le conseil peut nommer un président temporaire. S. R. Q., 1687.

Services des membres, gratuits. **2473.** Les services des membres du conseil sont gratuits ; ils n'ont droit à aucune autre indemnité que les frais occasionnés par leur présence aux assemblées régulières ou spéciales du conseil. S. R. Q., 1688.

§ 2.—*Des séances du conseil et des pouvoirs des officiers*

Quorum. **2474.** Sept membres du conseil, à toute assemblée régulière ou spéciale, forment un quorum pour l'expédition des affaires. S. R. Q., 1689.

Le président ne vote qu'en cas de partage des voix. **2475.** Le président ni son remplaçant au fauteuil, pendant une assemblée du conseil, n'ont droit de voter que lorsque les voix sont également partagées. S. R. Q., 1690.

Devoirs du secrétaire. **2476.** Il est du devoir du secrétaire :

1. De dresser des procès-verbaux de chacune des délibérations du conseil et de les entrer, à la suite les uns des autres, par ordre de date, dans un registre tenu à cet effet ;
2. De tenir les comptes du conseil ;
3. De faire la correspondance sous la direction du président et d'en tenir registre. S. R. Q., 1691.

Comment sont payées les dépenses du conseil. **2477.** Les dépenses contingentes du conseil et celles occasionnées par ses assemblées, doivent être payées sur l'ordre du ministre à même les fonds placés au crédit du conseil. S. R. Q., 1692 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Règlements pour les assemblées régulières. **2478.** Avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, le conseil doit adopter des règlements pour fixer l'époque de ses assemblées régulières et établir le mode de procéder. S. R. Q., 1693.

Comment les assemblées spéciales sont convoquées. **2479.** Le président ou le ministre peut convoquer des assemblées spéciales du conseil, lorsqu'il le juge opportun ou lorsqu'il en est requis par trois membres.

Les membres du conseil doivent être notifiés par lettre transmise à cet effet à chacun d'eux, au moins cinq jours d'avance. S. R. Q., 1694 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

2480. Dans le cas où il advient une vacance dans quel-
qu'une des charges ci-dessus mentionnées, dans le cours de l'année, par décès ou démission, cette vacance peut être remplie par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. Q., 1695.

Comment les
vacances
sont rem-
plies.

§ 3.—*Des pouvoirs et des devoirs du conseil*

2481. Il est du devoir du conseil :

1. De prendre des mesures, avec l'approbation du ministre, pour faire des collections et pour établir à Montréal et ailleurs, dans le but de pourvoir à l'enseignement des artisans et manufacturiers, des musées de minéralogie et autres substances et compositions chimiques propres à servir aux arts mécaniques et aux manufactures, avec des cabinets convenablement pourvus de modèles d'œuvres d'art, d'instruments, de mécanismes et de machines de toutes sortes,—moins toutefois celles destinées à faciliter les travaux agricoles,—ainsi que des bibliothèques gratuites contenant des livres de consultation, plans et dessins, propres à répandre des connaissances utiles aux arts mécaniques et aux manufactures ;
 2. De prendre les moyens de se procurer des pays étrangers de nouveaux instruments et machines perfectionnés, (n'étant point des instruments d'agriculture ou des machines destinés à faciliter les travaux agricoles,) et de constater la qualité, la valeur et l'utilité de ces instruments et machines ;
 3. De coopérer, avec le conseil d'agriculture, aux expositions provinciales.
- Devoirs du
conseil:
Etablis-
sement de
musées, de
bibliothè-
ques, etc. ;
- Importation
de nouveaux
instruments,
etc. ;
- Coopération
aux exposi-
tions ;
- Les officiers du conseil des arts et manufactures, ou tels autres membres nommés à cette fin par le conseil, ont le contrôle et la responsabilité de la partie industrielle et manufacturière de ces expositions ;
4. D'adopter, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et conjointement avec les autorités fédérales, les mesures propres à représenter dignement les arts et les manufactures de cette province à toute exposition étrangère ou à toute exposition générale de la Puissance du Canada ;
 5. De faire des règles et règlements pour établir et faire suivre, dans les écoles tenues sous le contrôle des commissaires et syndics d'écoles, un système d'enseignement de dessin dans toutes ses branches ; et ce, conformément à la loi de l'instruction publique ;
 6. D'employer, en général, les moyens en son pouvoir pour accélérer le progrès des arts mécaniques et des manufactures en cette province.
- Assistance à
représenter
la province
dans les ex-
positions
étrangères ;
- Règlements
pour le
dessin ;
- Encourage-
ment des
arts, etc.
- S. R. Q., 1696 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Ecoles de
dessin.

2482. Le conseil peut, avec le consentement et l'approbation du ministre, établir, attendant à ses musées, cabinets ou bibliothèques, des écoles de dessin qui doivent être pourvues d'appareils aussi complets que ses fonds le permettent, eu égard aux autres fins pour lesquelles il est créé. S. R. Q., 1697 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

Collèges pour
les artisans.

2483. Le conseil peut aussi fonder des écoles ou collèges pour les artisans, et employer des personnes compétentes pour faire des cours sur des sujets relatifs aux arts, aux sciences mécaniques et aux manufactures. S. R. Q., 1698.

Registres
tenus et rap-
ports faits.

2484. Le conseil doit tenir des registres de ses actes et délibérations, et publier, de temps à autre, de la manière et en la forme propres à leur assurer la plus grande circulation dans les instituts d'artisans et chez les artisans, ouvriers et manufacturiers généralement, des rapports, essais, conférences et autres compositions littéraires, offrant tous les renseignements utiles que le conseil juge à propos de publier. S. R. Q., 1699.

Règlements
relatifs à
l'adminis-
tration.

2485. Le conseil a le pouvoir de faire et établir les règles et règlements non contraires à la présente section ni aux lois de cette province, qu'il juge nécessaires pour l'emploi et la gestion de ses deniers, propriétés et affaires, et l'accomplissement des devoirs et pouvoirs qui lui sont conférés par la présente section, de les abroger ou modifier de temps à autre et d'en substituer d'autres à leur place. S. R. Q., 1700.

Copies des
procédures
envoyées à
certains fonc-
tionnaires.

2486. Des copies des procédures du conseil et des règlements qu'il passe sont transmises, immédiatement après leur adoption, au ministre ainsi qu'au surintendant de l'instruction publique. S. R. Q., 1701 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

Approbation
des règle-
ments.

2487. Les règlements passés par le conseil et les résolutions ou mesures adoptées par lui, doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil avant d'être mis à exécution. S. R. Q., 1702.

Absence d'un
membre du
conseil.

2488. Un membre du conseil qui n'a pas assisté aux séances depuis une année entière, cesse *ipso facto* de faire partie de ce conseil, et doit être remplacé, à moins qu'il n'ait donné au ministre des raisons satisfaisantes de son absence. S. R. Q., 1703 ; 1 Ed. VII, c. 8, s. 15.

SECTION XIV

DES CONSEILS DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE

§ 1.—*Dispositions générales*

Citation de
la loi.

2489. La présente section peut être citée sous le nom de " loi des différends ouvriers de Québec." 1 Ed. VII, c. 31, s. 1.

2490. Dans la présente section, le mot " patron " signifie toute personne ou réunion de personnes constituées ou non en corporation, n'employant pas moins de dix ouvriers dans le même genre d'affaires; le mot " employé " signifie toute personne à l'emploi d'un patron tel que défini par le présent article. 1 Ed. VII, c. 31, s. 2.

Interprétation des mots :
" Patron,"
" Employé."

2491. Un différend ou litige dans le sens de la présente section comprend un des sujets suivants sur lequel un patron et ses employés ne s'entendent pas:

Différend ou litige dans le sens de cette section.

a. Le prix qui doit être payé pour un travail exécuté ou en voie d'exécution, que le différend s'élève au sujet des gages, ou des heures, ou du temps de travail;

b. Les dommages causés à un travail, les retards apportés à son exécution, ou à sa non-exécution suivant les règles de l'art ou conformément à une convention, ou la nature, ou la qualité des matériaux fournis aux employés;

c. Le prix à payer pour l'extraction d'un minerai ou d'une autre substance d'une mine ou d'une carrière; ou les allocations, s'il y en a, qui doivent être faites pour déflexions, rebuts, failles ou autres causes en retardant l'extraction;

d. L'exécution ou la non-exécution de toute stipulation ou convention écrite ou verbale;

e. L'insuffisance ou la mauvaise qualité de la nourriture ou des articles fournis aux employés, quand il existe une convention de les nourrir ou de leur fournir des aliments ou articles d'un genre quelconque;

f. La mauvaise ventilation ou l'état dangereux des mines, et l'insalubrité des locaux dans lesquels se font les travaux, ou le manque de commodité nécessaire dans ces locaux;

g. Le renvoi ou l'emploi, en vertu d'un contrat, d'un employé ou d'un certain nombre d'employés;

h. Le renvoi d'un ou plusieurs employés à raison de son ou de leur affiliation à une association ouvrière ou de travail. 1 Ed. VII, c. 31, s. 3.

2492. Aucun différend ou litige ne peut être soumis à un conseil de conciliation ou à un conseil d'arbitrage, s'il y a moins de dix employés intéressés dans ce différend ou litige. 1 Ed. VII, c. 31, s. 3.

Nombre d'employés pouvant faire réclamation.

2493. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut nommer un greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage chargés du règlement des conflits industriels, choisi parmi les officiers publics de la province. 1 Ed. VII, c. 31, s. 4.

Nomination d'un greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage.

2494. Le greffier doit:

Devoirs du greffier.

1. Recevoir et enregistrer les demandes faites par les patrons ou par les employés, ou en leur nom, aux fins de soumettre à

un conseil de conciliation ou à un conseil d'arbitrage un différend auquel s'applique la présente section ;

2. Convoquer ces conseils pour prendre en considération et juger un tel différend ;

3. Tenir un registre dans lequel sont entrés les détails de tout différend soumis à l'un ou à l'autre de ces conseils, un sommaire des procédures, et la minute de l'adjudication ;

4. Donner les avis se rapportant aux séances de l'un ou l'autre de ces conseils ;

5. Faire toutes les autres choses nécessaires à la mise à exécution de la présente section, et remplir tout autre devoir défini par le ministre des travaux publics et du travail. 1 Ed. VII, c. 31, s. 5 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22 ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 1.

Greffier assigne les témoins et donne les avis.

2495. Le greffier peut émettre des sommations pour contraindre les témoins à comparaître devant un conseil de conciliation ou un conseil d'arbitrage, ou pour produire quelque document qui se trouve en leur possession, ou pour ces deux objets à la fois. 1 Ed. VII, c. 31, s. 6 ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 2.

Devoir du greffier de visiter, à la demande de certaines personnes, la localité où se produit un différend.

2496. 1. Lorsqu'il existe un différend ou qu'on appréhende un différend entre un patron ou une classe de patrons et des employés, ou entre diverses classes d'employés, et que les employés menacent de se mettre en grève ou se mettent en grève, ou qu'un patron arrête l'exploitation de son industrie ou menace de le faire, le greffier doit, si demande lui en est faite par écrit par cinq au moins des employés, ou par le patron, ou par le maire de la municipalité dans laquelle le différend se produit, visiter la localité où le différend est survenu, et chercher diligemment à agir comme médiateur entre les parties.

Son devoir si les faits arrivent autrement à sa connaissance.

2. S'il vient à la connaissance du greffier, soit par la voie des journaux ou autrement, qu'il existe un différend tel que décrit dans le paragraphe 1 du présent article, le greffier doit visiter la localité où le différend est survenu sans attendre que demande lui en soit faite par écrit.

Obligations du greffier dans ces deux cas.

3. Dans les cas prévus dans les paragraphes 1 et 2 du présent article, le greffier doit :

a. S'enquérir des causes et circonstances du différend ;

b. Prendre les mesures qui lui paraîtront convenables pour encourager les contestants à se rencontrer et régler eux-mêmes leur différend ;

c. Favoriser les conventions entre patrons et employés dans le but de les amener à soumettre leur différend à un conseil de conciliation ou d'arbitrage avant de recourir aux grèves ou à la fermeture des ateliers.

Rapport au ministre.

4. Le greffier doit faire rapport de ses opérations en vertu du présent article, au ministre, dans le plus bref délai possible. 1 Ed. VII, c. 31, s. 6a ; 3 Ed. VII, c. 25, s. 1 ; 5 Ed. VII, c. 12, s. 22.

§ 2.—*Des conseils de conciliation*

2497. Tout conseil de conciliation chargé de prendre con-Composition
naissance d'un différend en vertu de la présente section se com- du conseil de
pose de quatre conciliateurs, chaque partie au différend en conciliation.
nommant deux.

La nomination est faite par écrit et remise au greffier.

L'acte de nomination peut être remis au greffier en tout temps après que le différend s'est élevé ; et, si une seule des parties notifie au greffier la nomination de ses conciliateurs, cet officier doit aussitôt après donner à l'autre partie avis de la nomination qui lui a été notifiée. Nomination des conciliateurs. Remise de l'acte de nomination au greffier.

Toute vacance dans le conseil est remplie par une personne nommée par la partie qui avait fait la nomination du conciliateur à remplacer. Vacances dans le conseil. 1 Ed. VII, c. 31, s. 7.

2498. Le différend peut être soumis à un conseil de conciliation dans les deux cas suivants :

1. Si les parties au différend produisent une demande à cette fin entre les mains du greffier. (*Formule B*). Quand un différend peut être soumis à un conseil de conciliation.

2. Si une seule des parties produit la demande. (*Formule C*).
1 Ed. VII, c. 31, s. 8.

2499. Le greffier, sur réception de la demande des parties ou d'une seule d'entre elles, doit la soumettre à un conseil de conciliation constitué en la manière prescrite, et est ensuite tenu d'exécuter tous les ordres que lui donne le conseil pour arriver au règlement du différend. Devoirs du greffier sur demande de soumission à un conseil de conciliation. 1 Ed. VII, c. 31, s. 9.

2500. Chaque partie au différend peut se faire représenter par un nombre de personnes n'excédant pas trois. Représentants des parties devant le conseil.

La partie est liée par les actes de son ou de ses représentants. (*Formule D*). 1 Ed. VII, c. 31, s. 10.

2501. Quand une partie se compose de moins de vingt personnes, le ou les représentants doivent être autorisés à agir par un écrit signé par toutes ces personnes et remis au greffier. Quand les représentants doivent avoir autorisation écrite.

Quand la partie se compose de vingt personnes ou plus, le ou les représentants peuvent être nommés ou élus de telle manière que ces personnes le jugent convenable. Une copie de la résolution (s'il y en a une) élisant les représentants, ainsi qu'une déclaration du président de l'assemblée (s'il y en a eu une) constatant qu'elle a été adoptée, doivent être remises au greffier et conservées comme preuve de l'élection. Election des représentants. 1 Ed VII, c. 31, s. 11.

2502. Les parties au différend doivent, si possible, dresser un mémoire conjoint de leurs prétentions ; mais si elles ne peuvent s'entendre à ce sujet, chaque partie doit faire par écrit un exposé de ses prétentions. Mémoire concernant le différend.

Quand remis au greffier. Ces mémoire ou exposé doivent être remis au greffier avant l'assemblée du conseil. 1 Ed. VII, c. 31, s. 12.

Convocation des conciliateurs. **2503.** Quand les parties ont nommé leurs conciliateurs, le greffier doit convoquer par avis écrit une assemblée des conciliateurs aux temps et lieu qu'il détermine. (*Formule E*). 1 Ed. VII, c. 31, s. 13.

Rapport des conciliateurs. **2504.** Après avoir pris connaissance du différend et des faits, avoir entendu les parties et s'être efforcé de les concilier, le conseil de conciliation transmet au greffier un rapport contenant le résultat de ses opérations. (*Formules F, G*).

Si le rapport constate que le différend n'a pu être réglé. Dans le cas où ce rapport constate que le conseil n'a pas réussi à régler le différend, le greffier, après réception du rapport, doit en transmettre une copie certifiée par lui à chaque partie au différend ; et dès lors, chaque partie peut requérir le greffier de porter le différend devant un conseil d'arbitrage pour être réglé. (*Formules H, I*). 1 Ed. VII, c. 31, s. 14 ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 3.

§ 3.—Des conseils d'arbitrage

Composition des conseils. **2505.** 1. Tout conseil d'arbitrage chargé de prendre connaissance d'un différend en vertu de la présente section se compose de trois membres, sujets britanniques, nommés par le ministre.

Nomination des membres. 2. Un membre est nommé sur la recommandation des employés qui sont parties au différend et un autre est nommé sur la recommandation du patron aussi partie au différend (*Formule L*) ; ces deux membres peuvent, dans les dix jours qui suivent leur nomination, proposer au ministre le nom d'une personne impartiale pour être le troisième membre et le président du conseil. (*Formule A*).

Si aucun nom n'a été proposé au ministre. 3. Si ces deux membres ne remplissent pas cette formalité, le ministre nomme président une personne impartiale et expérimentée qui n'est pas personnellement associée ni intéressée dans un commerce ou une industrie et qui ne semble pas, à raison de ses occupations ou affaires, ou par suite de toute autre influence, prévenue en faveur des ou contre le patron ou les employés. 1 Ed. VII, c. 31, s. 15 ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 4.

Terme d'office. **2506.** 1. Chaque membre du conseil reste en office depuis sa nomination jusqu'à ce que le rapport du conseil sur l'affaire pour laquelle il a été nommé, ait été signé et transmis au ministre.

Vacances dans le conseil. 2. Toute vacance dans la composition d'un conseil doit être remplie de la même manière que s'il s'agissait de la nomination première du membre dont la position est devenue vacante. 1 Ed. VII, c. 31, s. 16 ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 5.

2507. Tout différend peut être soumis à un conseil d'arbitrage, pour y être instruit et jugé dans les cas suivants :

a. Sur demande, selon la formule I, adressée au greffier par l'une des parties à un différend qui après avoir été soumis à un conseil de conciliation, n'a pas été réglé ou vidé par ce conseil ;

b. Sur demande, conforme à la formule II, adressée au greffier par les deux parties à un différend qui n'a pas été soumis à un conseil de conciliation. 1 Ed. VII, c. 31, s. 17 ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 6.

2508. Si, dans l'un ou l'autre des cas visés par l'article 2507, la sentence du conseil d'arbitrage n'est pas acceptée et mise à exécution par les parties, ou n'a pas de résultat pour une raison quelconque, les parties ou l'une d'elles ne sont pas privées du droit de soumettre le différend de nouveau à un conseil de conciliation. 1 Ed. VII, c. 31, s. 18.

2509. Les membres d'un conseil d'arbitrage nommés en vertu de la présente section sont rémunérés de leurs services en la manière et suivant le tarif que le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter de temps à autre, et à même le fonds consolidé du revenu de la province. 1 Ed. VII, c. 31, s. 19 ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 7.

2510. Dans toute affaire déferée à un conseil d'arbitrage, celui-ci peut exiger que chacune des parties ou les deux parties nomment trois personnes au plus, qui, après avoir remis leur consentement par écrit au greffier, sont les représentants des parties dans les procédures devant le conseil. (*Formule M*). 1 Ed. VII, c. 31, s. 20.

2511. Les séances d'un conseil d'arbitrage sont publiques ; toutefois, au cours de ces séances, le conseil, de son chef ou à la demande de l'une des parties peut ordonner que les séances se tiennent à huis clos et que toutes personnes autres que les parties, leurs représentants, les officiers ou fonctionnaires du conseil et les témoins rendant leur témoignage, se retirent.

Le président a, pour maintenir l'ordre pendant les séances, tous les pouvoirs d'un juge de la Cour supérieure, sauf celui de faire emprisonner pour mépris.

Le conseil d'arbitrage doit décider le différend suivant l'équité et la bonne conscience. 1 Ed. VII, c. 31, s. 21 ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 8.

2512. Le conseil d'arbitrage doit rendre sa sentence dans le délai d'un mois après avoir terminé l'instruction ; elle est rendue et signée par la majorité des membres du conseil. (*Formule J*).

Publication de la sentence. Sur demande de l'une ou de l'autre des parties, et avec l'assentiment du conseil d'arbitrage, une copie de la sentence est publiée par le greffier dans la *Gazette officielle de Québec*.

Dépositaire de la sentence. La sentence ou une copie d'icelle, certifiée par le président du conseil, reste déposée au bureau du greffier, où elle peut être examinée, sans frais, pendant les heures de bureau. 1 Ed. VII, c. 31, s. 22.

Mise à exécution de la sentence par les tribunaux si convention à cet effet est intervenue. **2513.** Toute partie à un différend déféré à un conseil d'arbitrage peut, en tout temps avant la reddition de la décision, convenir, par écrit rédigé suivant la formule K, de s'en rapporter à la sentence du conseil, de la même manière que les parties à un compromis fait sous l'empire du chapitre LXXIII du Code de procédure civile (articles 1431-1444) s'engagent de s'en rapporter à une sentence arbitrale.

Communication aux parties, de cette convention. Tout engagement de cette nature donné par une partie doit être communiqué à l'autre partie par le greffier, et, si celle-ci consent également à s'en rapporter à la sentence, la décision du conseil devient exécutoire conformément à l'article 1443 du dit code. 1 Ed. VII, c. 31, s. 23.

§ 4.—*Dispositions diverses*

Pouvoir des conseils: **2514.** Pour les fins de la présente section, les conseils de conciliation et d'arbitrage ont le pouvoir :

De visiter les lieux; a. De visiter la localité où le différend a pris naissance et d'entendre toutes les personnes intéressées qui peuvent se présenter devant eux ;

D'assigner des témoins, etc.; b. D'assigner toute personne à comparaître comme témoin (*Formule N*) devant le conseil, et, si la personne assignée refuse de comparaître, l'une ou l'autre des parties peut obtenir, d'un juge de paix ayant juridiction dans la cité, la ville ou le comté où le conseil siège, un ordre lui enjoignant de comparaître ; et tout juge de paix a le pouvoir de forcer cette personne à comparaître devant le conseil comme il aurait pu la forcer à comparaître devant lui dans les matières régies par la partie xv du Code criminel ;

D'assermenter, etc. c. De faire prêter serment par, ou de recevoir l'affirmation de toute personne comparaisant comme témoin devant le conseil, et d'examiner toute telle personne sous serment ou affirmation. 1 Ed. VII, c. 31, s. 24.

Qui ne peut être représenté des parties. **2515.** Aucune partie à un différend déféré à un conseil de conciliation ou à un conseil d'arbitrage ne peut être représentée par un avocat, ou par un ou des agents rétribués autres qu'une ou plusieurs des personnes intéressées dans le différend. 1 Ed. VII, c. 31, s. 25 ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 9.

2516. Aucun honoraire ne doit être payé au greffier par les Honoraires parties pour les procédures faites en vertu de la présente section. 1 Ed. VII, c. 31, s. 26.

2517. Tout membre d'un conseil de conciliation est rémunéré pour ses services, à même le fonds consolidé du revenu de la province, conformément au tarif suivant :

Assemblée préliminaire.....	\$3 00
Journée complète de séance, assemblées subséquentes.....	4 00
Demi-journée de séance, assemblées subséquentes.....	2 00

1 Ed. VII, c. 31, s. 27.

2518. Les témoins devant les conseils de conciliation et d'arbitrage ont droit à la même taxe que les témoins en Cour supérieure. Cette taxe est payée à même le fonds consolidé du revenu de la province. 1 Ed. VII, c. 31, s. 28.

2519. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour fixer l'endroit où siégeront les conseils de conciliation et d'arbitrage et pour donner effet à toute disposition de la présente section.

Les règlements entrent en vigueur après publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les règlements doivent être déposés devant le Conseil législatif et devant l'Assemblée législative dans les quatorze jours qui suivent leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, si la Législature est alors en session, et si elle ne l'est pas, dans les quatorze premiers jours de la session suivante. 1 Ed. VII, c. 31, s. 29.

2520. Aucune procédure formée en vertu de la présente section ne doit être considérée comme nulle à raison d'un défaut de forme ou d'une irrégularité. 1 Ed. VII, c. 31, s. 30.

FORMULES

A.—(Article 2505)

Recommandation concernant le président d'un conseil d'arbitrage

Nous, arbitres soussignés, nommés en vertu des dispositions de la loi des différends ouvriers de Québec, présentons M. de , de , comme étant une personne impartiale ayant les qualités requises pour la position de président du conseil d'arbitrage.

Daté à , ce jour de ,
mil neuf .

(Signatures)

1 Ed. VII, c. 31, formule A ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 10.

B.—(Article 2498)

Consentement des deux parties à recourir à la conciliation

(PRÉPARÉ EN DUPLICATA)

Attendu qu'un différend ou litige au sujet des matières ci-après exposées s'est élevé entre les parties aux présentes, les parties consentent à soumettre le différend ou litige à un conseil de conciliation pour être réglé, et nous, soussignés, comme représentants des dits patrons, nommons par les présentes

, de ,
et , de , pour être conciliateurs pour les dits patrons ; et nous soussignés, comme représentants des employés, nommons par les présentes , de , et , de , conciliateurs pour les dits employés dans le conseil susdit.

Le différend ou litige est le suivant : (*exposez ici la nature du différend.*)

Et nous requérons par les présentes le greffier de soumettre le dit différend ou litige à un conseil de conciliation composé des personnes susdites.

Daté à , ce jour de , 19 .

A. B.,

C. D.,

Représentants des patrons.

E. F.,

G. H.,

Représentants des employés.

Témoins :

(Signatures)

(La nomination des représentants doit être annexée aux présentes.) Voir formule D.

1 Ed. VII, c. 31, formule B.

C. — (Article 2498)

Demande d'une partie de soumettre un différend à la conciliation

Attendu qu'un différend ou litige s'est élevé entre , patrons, et , employés, nous, représentants soussignés des susdits, demandons que le dit différend ou litige soit renvoyé devant un conseil de conciliation, et nous nommons et choisissons, par les présentes, , de , et , de , comme nos conciliateurs dans le dit conseil.

Le différend ou litige est le suivant : (*exposez ici la nature du différend*).

Daté à , ce jour de , 19 .

A. B.,

C. D.,

Représentants de

(La nomination des représentants doit être annexée aux présentes.) Voir formule D.

1 Ed. VII, c. 31, formule C.

D.—(Article 2500)

Autorisation donnée aux représentants devant un conseil de conciliation

Nous, patrons (ou employés), soussignés, l'une des parties au différend ou litige entre _____, et _____, autorisons _____, de _____, et _____, de _____, à nous représenter, devant le conseil de conciliation, et consentons par les présentes à être liés par les actes de ces représentants.

Daté à _____, ce _____ jour de _____, 19 _____

(Signatures)

Témoins :

(Signatures)

1 Ed. VII, c. 31, formule D.

E.—(Article 2503)

Convocation d'une assemblée d'un conseil de conciliation

A _____

(Date)

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que vous avez été choisi comme conciliateur dans un certain différend ou litige entre _____, patrons, et _____, employés.

Vous êtes prié d'assister à une assemblée des conciliateurs, dans l'affaire susdite, qui aura lieu le _____ jour de _____, à _____, dans le _____, où la demande concernant cette affaire vous sera soumise.

J'ai l'honneur d'être,

Votre obéissant serviteur,

A. B.,

Greffier.

1 Ed. VII, c. 31, formule E.

F.—(Article 2504)

Conditions de règlement ou d'arrangement après renvoi à un conseil de conciliation

Au greffier nommé en vertu de la loi des différends ouvriers de Québec.

Attendu qu'un différend ou litige s'est élevé entre
 , patrons, et , employés,
 et que ont été nommés conciliateurs, et
 que les soussignés ont été nommés représentants des dits
 , et que les soussignés ont été nommés repré-
 sentants des dits ; il est déclaré par les pré-
 sentes qu'un règlement et arrangement du dit différend ou litige
 a été conclu aux conditions suivantes, que les dits représentants
 acceptent par et au nom des dites parties respectives :

(Conditions du règlement)

En foi de quoi, nous, soussignés, avons signé les présentes, à
 , ce jour de ,
 19

A. B.,

C. D.,

Représentants des patrons.

E. F.,

G. H.,

Représentants des employés.

I. B.,

J. R.,

K. L.,

Conciliateurs.

1 Edl. VII, c. 31, formule F.

G.—(Article 2504)

*Rapport des conciliateurs s'il n'y a pas eu règlement**(Date)*

Au greffier nommé en vertu de la loi des différends ouvriers de Québec

Attendu qu'un différend ou litige nous a été soumis pour con-
 ciliation par , patrons, et
 employés, et qu'il a été procédé à telle conciliation, les parties
 susdites étant dûment représentées par leurs représentants
 respectifs (ou suivant le cas); que les témoignages ont été enten-

dus (*omettez les derniers mots en cas de négative*), et que ce différend ou litige a été entièrement discuté, mais qu'il n'a pas été possible d'arriver à un règlement ou arrangement, nous, conciliateurs soussignés, faisons rapport qu'il nous a été impossible d'arriver à un règlement ou arrangement du différend ou litige ainsi soumis, satisfaisant pour les parties intéressées.

I. B.,

J. R.,

K. L.,

Conciliateurs.

1 Ed. VII, c. 31, formule G.

H. — (*Articles 2504, 2507*)

Demande conjointe de renvoi à un conseil d'arbitrage

(*Date*)

Au greffier nommé en vertu de la loi des différends ouvriers
de Québec

Attendu qu'un différend ou litige au sujet des causes ci-après mentionnées s'est élevé entre _____ ,
patrons, et _____ , employés ;

Nous soussignés, représentants des dits patrons, et nous, représentants des dits employés, dûment nommés pour représenter les intérêts des dites parties, demandons par les présentes, que le dit différend ou litige soit renvoyé devant un conseil d'arbitrage.

Le différend ou litige est le suivant : (*Définissez la nature du différend.*)

A. B.,

C. D.,

Représentants des employés.

E. F.,

G. H.,

Représentants des patrons.

(*La nomination des représentants doit être ci-jointe.*) Voir
Formule F.

1 Ed. VII, c. 31, formule H.

I.—(Articles 2504, 2507)

*Demande de renvoi à un conseil d'arbitrage, faite par une partie,
après insuccès d'un conseil de conciliation de régler
le différend*

(Date)

Au greffier nommé en vertu de la loi des différends ouvriers de
Québec

Attendu qu'un différend ou litige existant entre
, patrons, et , employés, a été soumis à
un conseil de conciliation, et que le dit conseil n'a pu le régler ;
à ces causes, nous, soussignés, dûment nommés représentants
de
l'une des parties à ce différend, vous demandons par les pré-
sentes, de renvoyer le dit différend ou litige devant un conseil
d'arbitrage.

A. B.,

C. D.,

Représentants, etc.

1 Ed. VII, c. 31, formule I ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 11.

J.—(Article 2512)

Sentence d'un conseil d'arbitrage

Nous, , président, et
arbitres (ou majorité du conseil d'arbitrage, suivant le cas) dans
le différend ou litige entre et
, décidons par les présentes que
(sentence)

Donné sous notre signature, à , ce
jour de , 19 .

X. Y.,

Président.

V. U.,

S. T.,

Arbitres.

Témoins :

(Signatures)

A. B.,

Greffier.

1 Ed. VII, c. 31, formule K ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 13.

K.—(Article 2513)

Convention d'accepter la sentence des arbitres comme sentence arbitrale extrajudiciaire

Attendu qu'un certain différend ou litige (*définissez en peu de mots la nature du différend ou litige*) s'est élevé entre les parties aux présentes, et qu'il est à propos qu'il soit soumis à un conseil d'arbitrage et que les dites parties soient liées par la sentence du dit conseil d'arbitrage de la même manière que les parties le seraient par une sentence rendue en vertu du chapitre LXXIII du Code de procédure civile, il est convenu, par les présentes, par et entre les parties susdites, de soumettre le dit différend ou litige à la décision du dit conseil d'arbitrage, et chacune des dites parties s'engage envers l'autre à être liée par la sentence du dit conseil, de la même manière que les parties le seraient par une sentence rendue en vertu du chapitre LXXIII du dit code.

En foi de quoi, nous, représentants dûment nommés ou autorisés à représenter les parties aux présentes, avons signé à
. ce . jour de . , 19 .

A. B.,

C. D.,

Représentants des patrons.

E. F.,

G. H.,

Représentants des employés.

Témoins :

(Signatures)

1 Ed. VII, c. 31, formule L ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 14.

I.—(*Article 2505*)*Bulletin de vote pour la recommandation d'un membre d'un conseil d'arbitrage*

A. B. est recommandé par les présentes de la part des patrons (ou des employés, selon le cas,) comme membre du conseil d'arbitrage, dans le différend ou le litige entre

(*Signatures*)

1 Ed. VII, c. 31, formule M ; 9 Ed. VII, c. 32, s. 15.

M.—(*Article 2510*)*Consentement des représentants devant un conseil d'arbitrage*

(*Date*)

Au greffier nommé en vertu de la loi des différends ouvriers de Québec

Attendu que le conseil d'arbitrage a requis
 , l'une des parties à un différend ou litige entre
 et , soumis au dit
 conseil, de nommer trois personnes au plus, qui, après leur consentement par écrit, la représenteront pour toutes les fins de l'arbitrage ; nous, soussignés, ayant été dûment nommés, consentons par les présentes à représenter la dite partie pour toutes les fins de l'arbitrage ci-dessus mentionné.

En foi de quoi nous avons signé.

(*Signatures*)

Témoins :

(*Signatures*)

1 Ed. VII, c. 31, formule O.

N.—(Article 2514)

Sommations faites aux témoins de comparaître devant l'un ou l'autre des conseils

A

Attendu qu'un conseil de conciliation (ou un conseil d'arbitrage, *selon le cas*), constitué en vertu de la loi des différends ouvriers de Québec, est actuellement saisi, pour conciliation (ou arbitrage, *selon le cas*), d'un différend ou litige entre , patrons, et , employés ; et attendu que les dits désirent que vous comparaissez devant le dit conseil comme témoin pour rendre témoignage, et qu'il m'ont autorisé et requis, en qualité de greffier, d'émettre cette assignation, je, par les présentes, dans l'exercice des pouvoirs qui me sont donnés à ce sujet par la dite loi, vous somme et vous requiers de vous présenter à , le jour de , à heure de midi, du dit jour, devant le dit conseil, pour y être examiné et rendre témoignage au sujet du dit différend ou litige et de vous présenter ainsi de jour en jour, jusqu'à ce que vous ayez été dûment dispensé par le dit conseil de vous présenter de nouveau.

Et de plus, je vous requiers d'apporter avec vous et produire aux lieu et temps susdits (*documents, etc., s'il y en a, que l'on demande au témoin de produire*).

A défaut par vous de vous présenter aux temps et lieu susdits, il sera procédé contre vous en vertu des dispositions de la loi des différends ouvriers de Québec.

En foi de quoi, en ma qualité de greffier, je signe ce
jour de de l'année de Notre Seigneur

19

A. B.,
Greffier.